



HISTOIRE
DE
LA COMMUNE DE 1871

BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE

GEORGES LARONZE

HISTOIRE
DE
LA COMMUNE DE 1871

D'APRÈS DES DOCUMENTS ET DES SOUVENIRS INÉDITS

LA JUSTICE

J'ai écrit, a dit Taine, comme
j'avais eu pour sujet les révolutions
de Florence ou d'Athènes.

LETTRE-PRÉFACE DE M. LOUIS BARTHOU
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE.



PAYOT, PARIS

106, BOULEVARD ST-GERMAIN

1928

Tous droits réservés.

DC 316

L 3

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.
Copyright 1928, by Payot, Paris.

*C'est au Palais que je dédie ce livre, à ses magistrats,
aux membres de son barreau, à ses officiers ministériels.*

G. L.

TABLE DES MATIÈRES

LETTRE-PRÉFACE	IX
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — L'abandon de Paris	7
— II. — Versailles	68
— III. — La Commune et le gouvernement révolutionnaire.	106
— IV. — La délégation de justice	183
— V. — L'ex-Préfecture et le Palais de justice sous le gouvernement de la Commune	262
— VI. — La justice criminelle sous la Commune.	334
— VII. — Les tribunaux d'exception. Les auxiliaires de la justice.	450
— VIII. — La fin d'un régime	575
CONCLUSION	672
<i>Index alphabétique des noms de personnes</i>	681

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Hors texte :

Le président Louis Bonjean.	57
Jules Dufaure	81
Destruction de la guillotine, Dessin de l'époque	137
Démolition de la colonne Vendôme, Dessin de l'époque.	233
Raoul Rigault	297
Le délégué Raoul Rigault, Dessin de Bertall	297
Eugène Protot	297
Le délégué Eugène Protot, Caricature de Ch. Vernier	297
Ecclésiastiques conduits à l'ex-Préfecture de Police, Dessin de l'époque	353
Une audience de la cour martiale, Dessin de Lix	529
Le Palais de justice incendié (Salle des Pas-perdus). Dessin de l'époque	648

Dans le texte :

Cachets de la Commune	215
Procès-verbal	470-471
Laissez-passer	474
Laissez-passer	475

LETTRE-PRÉFACE

A GEORGES LARONZE

Mon cher Ami,

J'ai lu avec un intérêt passionné et continu les épreuves de votre belle Histoire de la Commune de 1871. Ce livre restait à écrire et je serais surpris s'il n'était pas définitif. Vous y avez apporté, avec des documents nouveaux, qui complètent ou rectifient les histoires déjà anciennes, toute la probité de votre conscience professionnelle. Vous racontez et vous jugez impartialement. Le magistrat, habitué aux enquêtes, guide et soutient l'historien, que seule la recherche de la vérité préoccupe. Cette vérité ne procède ni d'un réquisitoire ni d'un plaidoyer : elle se dégage des faits et des documents, des preuves et des témoignages, oraux et écrits, que vous avez accumulés dans un formidable dossier.

Il vous a fallu beaucoup d'attention, beaucoup de méthode et la clairvoyance expérimentée d'un rare esprit critique pour dégager de tous ces matériaux, patiemment réunis, les origines, la suite et le sens d'un angoissant et tragique épisode. Il est maintenant assez ancien pour que l'histoire se substitue à la polémique. En vous appropriant le mot de Taine : « J'ai écrit comme si j'avais eu pour sujet les révolutions de Florence ou d'Athènes », vous avez marqué avec précision votre point de départ et votre but.

Mais la passion de Taine, plus grand écrivain qu'historien exact, l'a entraîné hors des voies que sa formule aurait dû lui tracer. Il lui arrive, tout en ne voulant être qu'un justicier implacable, de prendre le ton d'un pamphlétaire irascible et irrité. Quand il évoque le passé, il vit dans le présent et c'est encore tout frémissant des crimes de la Commune, qu'il flétrit, avec quelle puissance et quelle richesse d'images ! les excès de la Terreur jacobine. Il ne s'est pas transporté à Florence ou à Athènes pour raconter une révolution morte. Il vit dans l'obsession, dans le mépris et dans la haine d'une révolution qui se prolonge. Il n'est, quoi qu'on en ait pu prétendre, l'homme d'aucun parti, mais il a des partis pris sous lesquels, trop souvent, les événements et leurs auteurs se déforment. Pour employer la belle expression de Michelet, qui n'en fut pas moins, lui aussi, un historien passionné, il ne « situe pas ses justices ».

Une révolution n'a pas la rigidité d'un principe abstrait : elle est une réalité mouvante où entrent des nuances infinies. D'un mot, elle est un fait humain, et si tout homme, le meilleur ou le pire, est complexe, que dire d'une révolution où s'affrontent et se déchirent des milliers d'hommes ? Je ne dénie pas à un historien le droit de condamner. Je ne lui veux pas une âme impassible. Mais les crimes mêmes que l'on ne doit pas absoudre sans risquer d'en partager la honte peuvent s'expliquer, et l'histoire, si elle est seulement un récit fait au profit d'une thèse, manque à sa mission.

Vous n'avez pas manqué à la vôtre, ayant vraiment traité votre sujet comme si la Commune s'était passée à Athènes ou à Florence. Mais cette méthode d'éloignement voulu n'a pas nui à la vie de votre livre. Abondant sans être touffu, vigoureux sans être passionné, ardent sans être partial, riche de renseignements inédits, de portraits fortement et finement creusés, d'anecdotes curieuses, il témoigne d'un effort que le succès couronnera. En le dédiant aux magistrats, aux avocats et aux officiers ministériels, vous vous êtes souvenu de

vosre fonction, que vous exercez avec tant de distinction, mais vous avez aussi voulu marquer la place si large que le Palais et le Ministère de la Justice y occupent. Ces chapitres sont d'une nouveauté qui plaira, en dehors même du monde judiciaire dont vous faites revivre des pages ignorées ou oubliées. Après vous, il n'y aura plus grand chose à trouver. Mais je vous sais gré surtout d'avoir eu le courage de « dire la justice », de la dire à tous, mettant, j'ai plaisir à le répéter, votre âme de magistrat au service de votre talent d'historien.

LOUIS BARTHOU.

23 février 1928.

INTRODUCTION.

La Grande Guerre a imprimé aux années antérieures un recul sensible.

Avec les événements politiques qui s'étaient déroulés depuis la fondation du régime républicain, elle a fait de l'histoire. Ainsi, elle a permis l'étude sereine de périodes troublées dont jusque-là menaçaient de brûler, d'aveugler tout au moins les ruines fumantes.

Une des crises les plus redoutables que le pays eut à traverser fut celle de la Commune. Elle se produisait à une heure angoissante. Au lendemain d'une guerre désastreuse, alors que l'armée allemande entourait encore Paris de ses canons et de la vigoureuse armature de sa discipline. A la veille du jour où le régime de la France devait être réglé d'une façon décisive.

Il est impossible de ne point songer à ces circonstances quand on aborde l'examen de ces formidables semaines. Dix semaines seulement. Mais des semaines dont les épisodes tumultueux semblent s'être succédés pendant de longs mois : La fuite d'un gouvernement. Deux règnes institués l'un après l'autre dans la capitale, celui du Comité central, celui de la Commune. L'agitation parlementaire de l'Hôtel de ville, et une avalanche de décrets. De multiples tentatives effectuées pour réorganiser l'administration. Une presse bruyante et passionnée. La guerre hors les murs : Rueil, Meudon et Châtillon, puis Courbevoie, Neuilly, Asnières, le Moulin-Saquet, Issy, les Hautes-Bruyères, Vanves, le Point-du-Jour. L'assaut donné à Paris, la guerre des rues, la capitale incendiée, de si effroyables hécatombes qu'elles effacent le souvenir de l'année que dura la Terreur. Dix semaines. Mais sur l'horizon elles projetèrent la lueur rouge d'un gigantesque flamboiement.

Les causes en ont été souvent précisées. « Colères de vaincus, a dit Vuillaume, et rêves de précurseurs. » Peut-être cette étude permettra-t-elle de vérifier l'exactitude de la seconde formule en

ce qui regarde l'administration de la justice. La première est certainement fondée. La Commune fut, à l'origine, une révolte de vaincus. A cet égard, le refus de livrer les canons de Montmartre, qui mit le feu aux poudres, a la valeur d'un symbole. La grande cité, au cerveau bouillonnant, aux bras nerveux, n'avait pas accepté sa double défaite. Elle accusait, à tort ou à raison, le Gouvernement de la Défense nationale d'avoir capitulé sans qu'aient été utilisés tous les moyens de résistance, sans qu'ait donné la garde nationale. Elle soupçonnait assez justement l'Assemblée élue en février de nourrir des desseins contre la République. Des maladroites aussi avaient été commises à Bordeaux. Une pensée de méfiance, dégradant Paris, avait dicté le choix de Versailles comme siège de la nouvelle Assemblée. La loi votée sur les échéances était malencontreuse. Les démissions de Victor Hugo, de Ranc, de Tridon, de Benoit-Malon, de Félix Pyat, de Ledru-Rollin élargirent encore le fossé qui se creusait chaque jour entre la capitale et la province.

Des origines plus anciennes ne peuvent être méconnues. L'Empire fit de Paris un immense foyer de conspiration. D'ardents républicains se révélèrent, qui, au lendemain du 4 septembre, devaient montrer leurs qualités d'hommes de gouvernement. D'autres firent alors seulement leur apprentissage des mouvements révolutionnaires, des émeutes. Que l'on se reporte aux causes politiques les plus célèbres, à l'affaire dite des *Etudiants*, au procès de la *Renaissance*, à la manifestation de la place de l'Hôtel de ville, à l'affaire de la Villette. Que l'on recherche les noms des rédacteurs principaux de *Candide*, de la *Rive gauche*, du *Démocrate*, de la *Libre Pensée*, de la *Marseillaise*. C'est toute la Commune qui apparaît, Protot, Rigault, Tridon, Flourens, Vallès, Paschal Grousset, Breuillé, Regnard, Goullé, pour ne citer que ceux-là, et Blanqui dont l'ombre planera sur la guerre civile.

Et la même opposition violente, — les mêmes hommes, les mêmes moyens, la même presse, — envahit, dès sa proclamation, la troisième République. Elle fait les journées du 31 octobre et du 22 janvier avant de faire celle du 18 mars.

Des cadres et une armée constitués sous un régime antérieur, le grand trouble apporté par la défaite, voilà les deux sources essentielles de la Commune. Elles suggèrent un rapprochement facile avec les événements qui, bien des années après, dans un empire vaincu devaient installer un gouvernement révolutionnaire.

Entre les deux situations cependant il existe une différence à souligner. La Commune conquiert Paris. A Lyon, à Toulouse, à Saint-Etienne, au Creusot, à Limoges, à Marseille elle échoua. Désormais la capitale demeura seule. En face, il y avait la France, l'Assemblée nationale, le gouvernement de Thiers.

Duel tragique qui opposa des poitrines humaines, et, par delà, des doctrines.

Il rend nécessaire une double étude : On ne saurait connaître l'état de la France, de mars à mai 1871, dans les limites mêmes de son administration, sans étudier parallèlement les deux régimes, celui de Paris, celui dont la tête se trouve à Versailles.

La passion que dégagait une telle période a longtemps été un sérieux obstacle à l'impartialité de l'historien. Une autre difficulté entravait ses efforts : la pénurie de documents.

Sur la Commune, il a été beaucoup écrit. Sans juger utile d'annexer à mon travail la liste des ouvrages publiés, j'ai pris soin d'indiquer en note les auteurs auxquels j'ai pu me référer. La plupart cependant ont vécu ces heures grisantes. Leurs souvenirs sont sincères sans être fidèles, émouvants sans être convaincants toujours. Ils doivent être passés au crible de la raison, et, sur nombre de points, contrôlés et complétés.

Pour si ardents qu'aient été les journaux parus en 1871, ils constituent, tout au moins en ce qui touche l'état de l'opinion, une source importante à laquelle il avait été jusqu'à ce jour insuffisamment puisé. Il m'a paru utile de faire à la presse parisienne de larges emprunts.

Deux autres sources restent à envisager. Les documents de l'époque, les souvenirs inédits. Les uns et les autres ont été profondément enfouis, ou dissimulés derrière l'épais rideau d'une prudence soupçonneuse.

« Le grand dépôt des documents inédits pour servir à l'histoire de la Commune n'est point ouvert, constatait Maxime Du Camp ; j'ai vainement frappé à sa porte, qui je crois restera longtemps fermée. Je parle des greffes des conseils de guerre : il y a là environ cinquante mille dossiers qui ne sont encore que des instruments judiciaires, mais qui deviendront un jour des documents historiques d'une incomparable valeur. Tout est là, rapports, dépositions, enquêtes, correspondances, pièces olographes ; c'est une mine inépuisable. » Le même regret a été exprimé de l'autre côté de la barricade par Maxime Vuillaume. « Les dossiers de tous les bataillons (de la garde nationale) pour la période du

Siège ont été versés aux Archives de la Seine... Les dossiers sont pour beaucoup incomplets. La justice militaire en a extrait des pièces pour ses conseils de guerre. Mais on y peut glaner encore de fort intéressantes choses, en attendant que le Ministère de la guerre — où sont classées les nombreuses pièces prises à l'entrée des troupes partout où la Commune avait fait acte de gouvernement — et aussi la justice militaire se décident à verser leurs dossiers aux Archives. Mais quand ? »

Grâce à une mesure de bienveillance que favorisa sans doute l'éloignement des années, j'ai pu consulter certains tout au moins de ces documents. Les Archives nationales, la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris, les Archives de la Seine, celles du Ministère de la justice, celles de la Préfecture de police, celles des chambres des officiers ministériels, les archives enfin des conseils de guerre institués après l'insurrection m'ont été largement ouvertes. A ceux qui ont bien voulu m'accorder les autorisations nécessaires, j'adresse l'expression de toute ma gratitude.

Il m'a été donné de recueillir aussi des témoignages du passé. J'ai dit que de semblables sources comportaient un sévère examen. Elles n'en présentent pas moins, cette réserve faite, le plus vif intérêt. Mais dans ce domaine encore les investigations sont difficiles. Ceux qui ont joué, en 1871, un rôle de premier plan sont passionnés ou mystérieux. Les autres, d'une impartialité plus grande peut-être, ne se départissent point aisément de leur attitude réservée.

Je n'en dois attacher que plus de prix aux concours dont j'ai été entouré. Il ne m'est point permis de les énumérer tous. Je garde la mémoire des entretiens que me consacra Eugène Protot dans cette salle de la Bibliothèque nationale où il passa les dernières années de sa vie. Charles Da Costa, le frère de Gaston, Pindy, qui fut gouverneur de l'Hôtel de ville, Fouet, directeur du Dépôt sous la Commune, ont bien voulu me préciser certains détails. A M. Lucien Descaves, à M. Maxime Vuillaume, je dois d'utiles indications. La comtesse Gabriel Dufaure, M^{me} Amédée Dufaure, M. de Monicault, belles-filles et petit-fils de l'ancien garde des sceaux, MM. Jules et Maurice Bonjean, les fils du magistrat héroïquement tombé à la Roquette, m'ont communiqué les souvenirs conservés par leur piété filiale. M. le conseiller Henri Sebaux, sous-chef de bureau au Ministère de la justice pendant les mois d'insurrection, et M. Gigon, sous-intendant militaire en retraite,

qui assista à l'exécution de Rossel et de Ferré, m'ont remis des notes précieuses ayant trait aux événements dont ils furent les témoins. Dans un sentiment de semblable hommage je confonds tous ceux dont la vivante documentation m'a si puissamment aidé, d'anciens fonctionnaires de la Chancellerie, parmi lesquels MM. Fabrègue et Dechambre ; d'anciens magistrats, et je cite M. Alexandre Ribot et M. Tanon, tous deux substituts du procureur de la République en 1871, appelés à exercer dans l'Etat ou dans la hiérarchie judiciaire les plus hautes fonctions ; d'anciens membres du barreau, comme MM. Gilles Laviolette et Jules Fabre ; de nombreux officiers ministériels, M^e Lortat-Jacob, M^e Cœuré, M^e Raveton, M^e Delorme, M^e Delaunay, M^e Huillier, M^e Raoul Demange, M^e Lavoignat, M^e de Meaux, M^e Taupin, M^e Hardy, M^e Marécat... Les recherches que comportaient de ma part certains épisodes, notamment l'arrestation d'Antonin Dubost, la réoccupation successive de la Chancellerie et du Palais de justice par l'armée, ont été secondées très utilement ; j'assure de ma reconnaissance la famille du très regretté président du Sénat, le colonel comte Daru, M^e Pierre Mercier, avocat à la cour d'appel.

Quel sentiment aussi de gratitude je dois exprimer à M. Louis Barthou, de l'Académie française ! Malgré les lourdes charges de sa vie publique, malgré l'élaboration constante de chefs-d'œuvre historiques et littéraires, il a bien voulu m'adresser une lettre préface dont m'ont ému tout à la fois la bienveillance et les vues profondes. M. Barthou a revêtu cet ouvrage de l'autorité qui lui faisait défaut.

Les concours que j'ai indiqués, des documents compulsés dans de riches archives forment une base nouvelle de l'histoire de la Commune. Ils ont la valeur d'une rare collaboration.

Mais ils m'inspirent un devoir, celui de la plus stricte impartialité. Je m'imagine que l'on peut aujourd'hui s'y soumettre. Les historiens de notre génération, n'ayant point pris part à ces événements tragiques, ont la faculté, — c'est là leur seul avantage, — de ne point prendre parti. Il leur est possible de s'émouvoir sans se troubler, de commenter, de juger même les défaillances sans distinguer selon le camp. Un mot de Taine a le mérite de l'honnêteté. Qu'il me soit permis de mettre cet ouvrage sous sa protection : « J'ai écrit comme si j'avais eu pour sujet les révolutions de Florence ou d'Athènes. »

CHAPITRE PREMIER

L'ABANDON DE PARIS

Un ciel gris, uniformément couvert. A l'aube, le brouillard pesait sur la ville, glacé, pénétrant, et depuis le matin le temps était resté morne. Une journée de coup d'Etat, a-t-on dit, — ou de révolution.

Dans les quartiers du centre, Paris avait conservé son aspect habituel, cet air de résignation douloureuse, d'attente morbide, né des angoisses du siège et des incessantes émeutes. Le personnel du Ministère de la justice ignorait encore, au cours de l'après-midi du 18 mars, les tragiques événements de Montmartre. Dufaure avait rejoint, vers deux heures, ses collègues réunis en conseil au palais du quai d'Orsay, sans que rien transpirât des télégrammes reçus par le garde des sceaux, d'heure en heure plus alarmants (1).

Cependant l'atmosphère d'inquiétude gagnait les bureaux. Le bruit courait d'incidents graves : L'opération qui tendait à reprendre les canons de la Butte, avortée, une partie des troupes pactisant avec l'insurrection. On battait le rappel aux alentours, pour rassembler les gardes nationaux fidèles au gouvernement. Des fenêtres ouvertes sur la rue de Luxembourg, — depuis, la rue Cambon, — les fonctionnaires de la direction des Affaires criminelles voyaient passer, en désordre, une bande de soldats venant de Montmartre. Quelques-uns

(1) Il avait été prévenu de l'échec de la matinée par un télégramme-circulaire expédié à 10 heures et demie par la police et ainsi libellé : « Très mauvaises nouvelles de Montmartre. Troupe n'a pas voulu agir. Les Buttes, les pièces et les prisonniers repris par les insurgés *qui ne paraissent pas descendre*. Le Comité central serait au parc de la rue Basfroi ». (*Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars*, édition en un seul volume, déposition de Jules Ferry, p. 201.)

avaient voulu traverser la place Vendôme. Ils avaient dû rebrousser chemin. Peu à peu la place était envahie par les promeneurs, les curieux, des gardes isolés. Mais la foule demeurait calme. Les employés de la Chancellerie se retirèrent, vers cinq heures, en toute sécurité, ne se doutant point qu'ils avaient, pour plusieurs semaines, quitté leurs dossiers (1). Le garde des sceaux qui, entre temps, à l'issue du conseil des ministres, avait fait une courte apparition dans son cabinet, était reparti en hâte. A l'un des huissiers de l'antichambre, il avait demandé son collaborateur, M. Guibourd, et, comme le chef de cabinet n'était pas rentré, il avait donné l'ordre d'avertir celui-ci de son départ. « M. Guibourd, ajoutait le ministre, saura bien où me rejoindre. »

Constamment augmentait, autour de la colonne, le nombre des badauds. Ce n'était point la Chancellerie qui les attirait, c'était, en face, le voisinage de l'hôtel qu'occupait l'état-major de la garde nationale. On commentait les incidents, l'arrivée d'officiers qui venaient rendre compte de la situation, le passage rapide, à quatre heures, du général d'Aurelle de Paladines. Aucune violence, aucune agitation dans les groupes où les propos tenus étaient le plus souvent hostiles au gouvernement. Rue de la Paix, un sergent de la garde nationale haranguait les passants, invectivait « les capitulards ». Les gens l'écoutaient, indifférents, ou l'approuvaient sans se départir de leur torpeur (2). Ils attendaient que les faits eux-mêmes, dont bientôt peut-être ils seraient les spectateurs, vinssent leur imposer un régime nouveau.

La place était, à vrai dire, mal défendue. Le 1^{er} bataillon

(1) Le travail dans les bureaux avait été normal. Le 18 mars, la direction des Affaires criminelles a enregistré dix-neuf dossiers nouveaux (n^{os} 3.766 n. 5 à 3.784 n. 5). L'un de ces dossiers concerne un sieur B., condamné par un conseil de guerre à 20 ans de travaux forcés et détenu à la Roquette, qui allait être mis en liberté par l'insurrection triomphante. Un autre, le n^o 2.782, contient la correspondance échangée avec le parquet général d'Agen au sujet de l'arrestation de Blanqui, le 17 mars. — Nous avons utilisé, au sujet des incidents du 18 mars à la Chancellerie, les souvenirs qu'ont bien voulu nous communiquer d'anciens fonctionnaires, notamment M. Louis Moët, sous-chef de bureau honoraire, et l'ancien huissier au Ministère Rouvet.

(2) Albert de Mun, *Les premiers jours de la Commune* (Gaulois du 28 février 1914.)

(commandant Barré) et le 5^e (commandant Vasseur), tous deux dévoués à l'ordre, stationnaient aux abords de l'Hôtel de l'état-major. Des hommes du 1^{er} bataillon barraient la rue de la Paix, dans la direction des boulevards. En réserve, quelques gendarmes, descendus de Montmartre en même temps que la ligne, et adjoints aux gardes par le général Soumain. Rue de Castiglione, quatre-vingts hommes du 171^e bataillon, celui du Ministère des finances (commandant Douvedou), qui, de l'hôtel faisant l'angle de la rue de Rivoli, inspectaient les alentours (1).

La nuit était tombée lorsqu'une rumeur confuse gronda, venant du boulevard. Des promeneurs plus craintifs s'enfuyaient. Les bataillons de l'émeute étaient signalés, figurant dans les 245 qui, représentés aux réunions du Vaux-Hall, avaient constitué le *Comité central*.

Le rôle joué par le Comité central le 18 mars a fait l'objet de vives controverses. Dans son histoire, si documentée, de la Commune, Lepelletier soutient que ce Comité « n'a ni préparé le Dix-huit Mars, ni même, après la tentative d'enlèvement des canons, pris la direction, commandé l'émeute, et agi en chef d'un parti soudainement victorieux (2). » L'affirmation est téméraire. Que le brusque assaut de la Butte par les troupes du général Vinoy l'ait surpris, cela ne saurait être contesté. Mais il s'était, depuis quelques jours, préparé à toutes les résistances, à toutes les attaques. Il avait nommé

(1) En ce qui concerne la composition des forces qui gardaient la place Vendôme, consulter en particulier la déposition de M. Baudouin de Mortemart, *Enquête parlementaire*, p. 378, une lettre du commandant Douvedou publiée par Maurice Reclus, *Ernest Picard*, p. 289 n. 3, le *Journal des Débats* et l'*Opinion nationale* du 19 mars, le *Journal de Paris* du 20 mars. — Charles Limet, qui a fixé quatre-vingts ans de souvenirs dans son intéressant ouvrage : *Un vétéran du barreau parisien*, figure parmi les défenseurs de la place. « J'étais, dit-il, sous les armes avec mon 8^e bataillon dans la rue de la Paix, où une bonne partie d'entre nous avaient leurs foyers » (p. 330). Cette dernière précision rend manifeste la confusion de l'auteur ou l'erreur du typographe. Le 8^e bataillon, qui n'a pas, le 18 mars, quitté le quartier de la Bourse, était exclusivement composé de gardes demeurant dans le 2^e arrondissement. Le 1^{er} et le 5^e bataillon au contraire, qui comptaient l'un et l'autre huit compagnies, réunissaient des hommes habitant le 1^{er} arrondissement, la rue de la Paix, la rue Saint-Honoré, la rue Sainte-Anne (se reporter aux dossiers des Archives de la Seine).

(2) Lepelletier, *Histoire de la Commune de 1871*, t. I^{er} p. 317

des chefs de légion, Duval pour le 13^e et le 5^e arrondissement (9^e secteur), Henry pour le 14^e. Bergeret avait été, le 17 mars, investi des mêmes fonctions à Montmartre.

Et Varlin, se présentant au Comité vers onze heures — en pleine lutte — reçut son affectation pour le 17^e arrondissement.

« 18 mars 1878 (*sic*). — Pouvoir est donné au citoyen Varlin, porteur du présent, de faire ce qu'il jugera convenable dans le 17^e arrondissement, de concert avec les autres quartiers de Paris. — Les membres du Comité J. Grolard, Fabre, Blanchet, N. Rousseau (1). »

Ainsi le Comité, réuni rue Basfroi, s'efforçait-il de coordonner les opérations. Il recevait les chefs précédemment désignés ou qui s'imposaient, leur donnait des ordres. Seulement, mal renseigné, il les laissait libres encore de toute initiative.

La situation ne tarda cependant pas à s'éclaircir. Les régiments se repliaient au delà des ponts. Prévenus par leurs agents, comprenant que le pouvoir tombait tout à coup entre leurs mains, les membres du Comité tinrent, à deux heures, une séance importante. Ils se résolurent à prendre la direction du mouvement, et précisèrent leurs instructions.

Par délégation, Grolard, Fabre, Rousseau signèrent la note suivante (2) :

« 18 mars 1871. Deux heures et demie. — Ordre est donné aux bataillons disponibles du 17^e arrondissement de descendre immédiatement sur Paris et de s'emparer de la place Vendôme, de concert avec les bataillons disponibles du 18^e arrondissement. »

Document caractéristique, parce qu'il en complète un autre dont il reproduit les termes (3).

(1) L'original de ce document est classé à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris. — Varlin demeurait au surplus dans le 17^e arrondissement (27, rue Lacroix). Bergeret n'avait, au contraire, été désigné pour commander à Montmartre qu'en raison de sa réputation d'énergie ; il habitait le 6^e arrondissement, 11, rue de la Grande-Chaumière.

(2) Document inédit, communiqué par M. Maurice Foulon, qui effectue de minutieuses recherches sur Varlin.

(3) Maxime Du Camp, *Les Convulsions de Paris*, 7^e édit., 1889, t. IV, p. 5. — Le rigoureux censeur de la Commune avait été à cet égard bien

« 18 mars 1871. Deux heures et demie. — Ordre est donné aux bataillons disponibles du 18^e arrondissement de descendre immédiatement sur Paris et de s'emparer de la place Vendôme, de concert avec les bataillons disponibles du 17^e arrondissement. »

Même heure portée sur les deux ordres. Mêmes signatures. Et surtout même décision. L'unité de commandement était réalisée.

Sans nul doute, Varlin songea de suite à remplir sa mission. Membre de l'Internationale, il s'était vite révélé comme l'un des partisans les plus déterminés de l'action. Il avait préconisé les candidatures des *internationaux* au Comité central, dont il était prêt à suivre toutes les suggestions. La bataille engagée, il avait été des premiers à descendre dans la rue, à se mettre à la disposition du Comité. Depuis ce moment, il s'était efforcé de grouper les gardes nationaux des Batignolles, et le bruit des difficultés qu'il avait rencontrées était parvenu rue Basfroi. Il avait néanmoins pu rallier quelques concours, et le maire du 17^e arrondissement l'avait aperçu, à la tête de trois cents hommes « parfaitement organisés, marchant comme s'ils étaient conduits à une revue (1). » Varlin, déférant aux ordres primitifs du Comité, se disposait à prendre possession de la mairie de son arrondissement.

Il se décida aisément à diriger sa troupe sur la place Vendôme.

Par contre, il semble que Bergeret ait hésité à quitter son quartier général de la chaussée Clignancourt et qu'il ne s'y soit déterminé qu'assez tard, après intervention de Théophile Ferré, président du comité de vigilance montmar-

renseigné : « Bergeret envoyé à Montmartre, Varlin à Batignolles, précisait-il, devaient faire leur jonction, marcher sur la place Vendôme ». (*op. cit.*, t. 1^{er} p. 35). Voir également Lissagaray. *Histoire de la Commune de 1871, édition de Bruxelles*, p. 93, et l'appendice p. 111, Louis Fiaux, *Histoire de la guerre civile de 1871*, p. 79, etc. Au sujet du rôle joué par le Comité central le 18 mars, se reporter aux déclarations de Billio-ray devant le 3^e conseil de guerre de Versailles, et surtout à l'importante note adressée à Lissagaray par un membre du Comité central (*op. cit.*, *Appendices*, p. II, et s.).

(1) *Enquête parlementaire*, déposition de François Favre, p. 344.

trois (1). Se conformant enfin à une mise en demeure qui précisait l'itinéraire, Bergeret, assisté d'Arnold, ordonna la marche en avant. Il avait, comme insigne de sa dignité nouvelle, mis un ruban rouge à son képi. Sous le commandement des deux chefs, sous celui de Varlin qui les avait rejoints, les bataillons s'ébranlèrent. Tambour en tête, ils descendirent la rue Blanche, la chaussée d'Antin.

Vers huit heures du soir, ils atteignaient la rue de la Paix.

Les historiens de la Commune ne se sont pas préoccupés jusqu'à présent de déterminer les bataillons qui ont pris part aux divers événements de cette journée révolutionnaire. La recherche en est malaisée, à défaut de toute documentation sérieuse, et exigerait que les souvenirs des survivants fussent recueillis et méthodiquement contrôlés. Nous pouvons néanmoins assembler ici d'utiles précisions.

Un premier point est acquis. Les gardes auxquels avait été confiée la mission d'occuper la place Vendôme appartenaient au 17^e et au 18^e arrondissement, c'est-à-dire aux Batignolles et à Montmartre. Les instructions si nettes du Comité central, le choix des chefs, et, d'une façon générale, les comptes rendus des journaux, tout l'indique.

Des Batignolles, il y avait le 91^e, dont le rédacteur du journal le *Soir* allait, au cours de la matinée du 19, constater la présence sur la place. Varlin avait, dans ses rangs, participé à la manifestation du 22 janvier. De Montmartre, le 64^e, qu'Arnold commandait depuis plusieurs jours, et qu'il avait entraîné après l'avoir passé en revue sur le boulevard Ornano. Un autre bataillon du même arrondissement était, partiellement tout au moins, descendu de la Butte, — le 172^e, indiquent plusieurs journaux, le 172^e du quartier Montmartre, précisent le *Journal des Débats* et le *Temps*. Mais il y a là une erreur évidente d'impression, le 172^e figurant parmi les bataillons de Belleville. Sans doute s'agit-il en réalité du 152^e, un des plus ardents, qui, dès le premier choc, avait fraternisé avec le 88^e régiment d'infanterie. Ferré en faisait partie, et précisé-

(1) Gaston Da Costa, *La Commune vécue*, t. 1^{er}, p. 113.

ment il avait invité Bergeret à marcher sur la place Vendôme.

Aux gardes des trois bataillons, d'un quatrième peut-être appartenant au 18^e arrondissement (1), s'étaient joints un certain nombre de soldats de la ligne, de zouaves, faisant cause commune avec l'émeute. Quinze cents à deux mille hommes en tout, qui sur leur route n'avaient pas rencontré la moindre résistance.

Place de l'Opéra, ils firent une première halte. Bergeret les inspecta d'un rapide coup d'œil, et, les exhortant en vue de l'action décisive, leur recommanda surtout de mettre la crosse en l'air. La troupe reprit sa marche en avant. Elle fit deux cents mètres dans la rue de la Paix, puis s'arrêta de nouveau, massée le long des trottoirs. L'instant critique était arrivé. Les magasins de la rue étaient tous clos. En hâte les garçons des cafés les plus proches, entre autres du café-restaurant de l'Opéra, baïssaient les volets.

Les gardes qui occupaient la place Vendôme paraissaient peu soucieux, en effet, d'abandonner le quartier aux envahisseurs. La plupart habitaient les rues avoisinantes. Ils voulaient protéger leurs foyers. Les premiers rangs croisèrent la baïonnette, et tous se préparèrent à combattre. Il y eut quelques minutes fiévreuses, pendant lesquelles on put redouter une sanglante collision. Rue de la Paix, les officiers du 1^{er} bataillon hésitaient encore à commander le feu : Ils étaient sans ordres précis. Des fédérés avaient d'ailleurs crié qu'ils ne voulaient pas se battre, mais parlementer au sujet de l'occupation de la place. On laissa passer une députation d'entre eux, dirigée par le capitaine Poupardin (2).

(1) Le *Rappel* du 19 mars et le *Soir* du 20 mentionnent, sans autre précision, que la place Vendôme a été envahie par quatre bataillons venant de Montmartre. — Nous avons, pour déterminer la composition de ces forces, le parcours par elles effectué, l'heure de l'occupation de la place Vendôme, utilisé les indications contenues dans les journaux de l'époque, parmi lesquels il y a lieu de citer le *Journal des Débats*, le *Rappel*, le *Soir*, le *Journal de Paris*, l'*Opinion nationale*, *Paris-Journal*, etc... Nous avons d'autre part utilement compulsé les dossiers des poursuites exercées devant les conseils de guerre après la Commune, celui en particulier concernant Arnold. Voir aussi Lissagaray, *op. cit.*, *Appendices*, p. III ; Sempronus, *Histoire de la Commune de Paris en 1871*, p. 86 et s.

(2) Le dossier d'Arnold, classé aux archives des conseils de guerre, contient une lettre curieuse du capitaine Poupardin, adressée le 14 mai 1871

Introduite dans l'Hôtel de la Place, elle revendiqua pour les bataillons de Montmartre et des Batignolles le droit de prendre possession des bâtiments. Les officiers présents opposèrent un refus. Ils se sentaient cependant isolés au milieu de l'émeute, en danger d'être sous peu bloqués. Ils convinrent de demander des instructions au général d'Aurelle de Paladines, et son officier d'ordonnance, le capitaine de Villiers, partit pour le Cours-la-Reine.

Quelques instants après, le capitaine revint, porteur d'une lettre invitant le commandant Barré et ses hommes à cesser toute résistance. L'ordre fut transmis. Les gardes mirent la baïonnette au fourreau, rentrèrent chez eux. Les officiers et les gendarmes se replièrent par la rue de Rivoli.

Il était à ce moment neuf heures environ.

Sans coup férir, les bataillons insurgés s'emparèrent de la place Vendôme et de l'Hôtel de l'état-major, s'étendirent jusqu'à la rue Saint-Honoré, où, jusqu'au matin, les hommes du 171^e bataillon continuèrent à les observer.

Le Ministère de la justice ne connut, au cours de cette nuit, qu'une occupation de pure forme. Les accès seuls en furent gardés, sans rigueur au surplus. Varlin, qui avait assumé la direction du service d'ordre sur la place, tandis que Bergeret

à son chef : « J'étais à la tête du bataillon, le commandant, lorsque toutes les troupes de Montmartre furent arrêtées dans le haut de la rue de la Paix par les gardes nationaux du centre et la garnison de Paris. Nous avions le citoyen Bergeret qui était avec nous. Lorsque l'on fit demander un parlementaire, Bergeret refusait de se présenter comme tel, et vous m'avez prié de vouloir bien remplir cette mission, que je crois avoir complètement remplie par mon énergie et ma prudence. Je faisais évacuer 7.000 hommes des meilleures troupes, et nous venions, nous gardes nationaux, avec 600 hommes composés de deux bataillons,

nôtre et un de Grenelle, en prendre possession sans avoir échangé un coup de fusil ni reçu une égratignure. » La dernière phrase renferme des erreurs de chiffres certaines, dictées par le désir évident du signataire d'exagérer ses titres à la bienveillance de la Commune. Ajoutons qu'aucun bataillon de Grenelle n'a participé à cette opération.

Sur l'évacuation de la place Vendôme par les troupes de l'ordre, on pourra consulter la déposition de M. Baudouin de Mortemart, *loc. cit.*, Ch. Limet, *op. cit.*, p. 330-331, Sempronius, *op. cit.*, p. 86-87. Un avoué près le tribunal de la Seine, M. Lortat-Jacob, s'était trouvé, entre huit et neuf heures du soir, rue Saint-Honoré, à l'entrée de la place Vendôme. Il avait observé qu'une foule extrêmement dense s'y pressait, composée en majeure partie de gardes nationaux. Pas de cris, pas de violences. (*Renseignement oral.*)

s'installait à l'état-major, avait manifesté l'intention d'éviter des incidents, et prescrit que les troupes obéissant au gouvernement et les fonctionnaires de la Chancellerie fussent autorisés à emprunter, pour se retirer, la rue de Castiglione (1).

Le personnel administratif du Ministère était d'ailleurs à ce moment parti. Les gens de service s'en allèrent eux-mêmes aussitôt, par la rue de Luxembourg ou la place (2). Peu de temps auparavant, M^{me} Dufaure, qu'accompagnait son gendre, M. de Monicault, avait également quitté la Chancellerie par la porte donnant sur la rue de Luxembourg.

Il ne resta que l'économe, Aubin Dechambre, qui, se conformant aux instructions reçues de M. Graziani, chef de division à la comptabilité, et de M. Laigue, chef du bureau des archives, avait enjoint aux concierges Nourry et Delsaux d'abandonner dès qu'ils le pourraient leurs loges, place Vendôme, rue de Luxembourg, et pris les dernières précautions. Aidé du frotteur Lartigue, il avait enterré dans une cave l'argenterie dont ainsi les pièces allaient échapper, les jours suivants, aux recherches les plus méticuleuses. Il devait désormais veiller à la sécurité des locaux avec, à ses côtés, plusieurs hommes de peine, Lartigue, Desormières, Lagarrosse, Robert (3).

(1) Renseignement inédit, fourni à M. Maurice Foulon par M. Louis Varlin, frère du membre de la Commune. Ce dernier rejoignit ensuite, à 11 heures, ses collègues du Comité central.

(2) Sempronius, *loc. cit.* Une note, rédigée le 18 mars et insérée au *Journal Officiel* du lendemain, indique l'événement en ces termes : « Ce soir l'insurrection a envahi l'état-major de la garde nationale et le Ministère de la justice. »

(3) Par arrêté du 9 juin 1871, Aubin Dechambre reçut une gratification qui témoignait de sa conduite pendant la Commune. Le rapport adressé au garde des sceaux contient des précisions à retenir, « Pendant l'occupation du Ministère de la justice par les hommes de la Commune, M. Dechambre, économe du Ministère, est resté courageusement à son poste. Il a su allier la fermeté à la prudence. C'est ainsi qu'il a pu rendre de véritables services. Obligé de céder à la force, il signifie avec douleur aux deux concierges de la Chancellerie, l'ordre de quitter immédiatement leur loge où des communeux s'installent aussitôt. Mais, quoique privé d'auxiliaires indispensables, il ne se décourage point. Grâce à sa vigilance la lingerie est respectée et aucun meuble n'est enlevé des appartements. Enfin c'est à lui que le Ministère doit la conservation de son argenterie. Ne serait-il pas opportun, M. le garde des sceaux, de donner à cet agent un témoignage de satisfaction ? Si tel était votre avis, je vous proposerais d'accorder à M. Dechambre une gratification extraordinaire. » (*Document inédit.*)

La prise de possession de la Préfecture de police et du Palais de justice eut lieu à une heure plus tardive.

Les audiences avaient été, le 18 mars, régulièrement tenues. Un cocher d'omnibus, de petite taille et contrefait, que défendait M^e Demange, avait comparu devant la cour d'assises sous l'inculpation d'enlèvement de mineure. Cependant, la situation s'était aggravée au dehors ; inquiet, le public s'en allait peu à peu (1). Il y eut une suspension. Lorsque le défenseur voulut reprendre sa place, il constata que la salle était vide. Seul le bossu était venu s'asseoir au banc des accusés, sous la surveillance imprévue d'un garçon de bureau. Les débats durent être renvoyés à une date ultérieure. Le cocher d'omnibus témoigna d'une bonne volonté méritoire. Il pouvait, en toute tranquillité, regagner son domicile. Songeant peut-être à l'insécurité des rues, il préféra le calme de la prison, et, librement, réintégra la Conciergerie.

Nul doute qu'une sérieuse menace planât. Devant l'Hôtel de ville, des gardes nationaux avaient manifesté dès onze heures et demie du matin. Un des objectifs de l'émeute devait être le groupe important des édifices de la Cité : le Palais, haï comme le théâtre de la répression, et surtout le bâtiment voisin, la Préfecture de police, point de mire de tant de rancunes accumulées, objet déjà, le 31 octobre, des soucis de Blanqui et des convoitises de Raoul Rigault (2).

(1) Les nouvelles relatives aux événements de Montmartre s'étaient répandues dans le Palais vers 3 heures de l'après-midi. (Paul Vignon, *Rien que ce que j'ai vu. Le siège de Paris, La Commune*, p. 88.)

(2) Maxime Du Camp a indiqué d'une façon très précise la disposition des lieux à l'époque de la Commune, l'enchevêtrement, vers la place Dauphine, des locaux dépendant du Palais de justice et de la Préfecture de police. Cette description facilite la compréhension des événements. « La façade occidentale du Palais... était alors littéralement enveloppée, et le Dépôt avec elle, par les bâtiments de la Préfecture de police... Au bout de la place Dauphine, un porche que l'on pouvait, en cas de besoin, fermer à l'aide d'une porte en fer, indiquait l'entrée de la Préfecture ; à gauche, au rez-de-chaussée, la loge du portier principal ; à côté, le poste des officiers de paix ; à droite, le bureau des passeports ; au-dessus, les bureaux de la 2^e division. Au delà du porche, la rue de Harlay-du-Palais, de l'autre côté de laquelle une grande maison où l'on avait installé, au rez-de-chaussée, le service actif des mœurs auprès du poste des brigades centrales ; dans les étages supérieurs, les différents services de la 1^{re} division et de la police municipale. Un couloir en bois... conduisait aux bureaux politiques, au cabinet et aux appartements du préfet, qui domi-

A cinq heures vingt, le général Valentin, préfet de police, signalait le danger par télégramme : « On parle de projets contre la Préfecture de police, la Ville et la place Vendôme », et il avisait le général Le Flô, ministre de la guerre, de la présence d'attroupements suspects. Il précisait, à cinq heures quarante-cinq : « Les 82^e et 131^e bataillons semblent se diriger vers la Préfecture avec des intentions hostiles. Je prends des préparatifs de défense. »

Préparatifs sommaires, et vite abandonnés. — Vers le même moment parvenait à la connaissance du préfet l'ordre du général Le Flô d'évacuer à six heures « l'Hôtel de ville et tous les points que l'armée occupait dans Paris. » Le départ se fit en grande hâte. La précipitation avait été telle que l'événement surprit la plupart des agents, demeurés sans instructions. Stupéfait, le directeur du Dépôt, M. Coré, constatait, à sept heures, l'abandon de la Préfecture de police et du Palais de justice (1). L'un et l'autre étaient, dès cet instant, laissés à la merci du Comité central.

Pour cet assaut facile, les fédérés ne se présentèrent qu'à près onze heures.

Trois colonnes, renforcées d'une mitrailleuse, précisa, le 21 mars, le *Cri du Peuple*, débouchèrent place Dauphine.

Duval, qui les dirigeait, avait en réalité fait preuve de la plus extrême prudence, qu'atteste le récit fait par un de ses officiers d'ordonnance à Gaston Da Costa.

Etabli au Panthéon dans le courant de l'après-midi, il avait reçu du Comité central la mission de « réunir tout ce qu'il pouvait pour s'emparer de la Préfecture de police, et tenir un détachement sur le pont Notre-Dame, prêt à aider au mouvement principal vers l'Hôtel de ville ».

Duval groupa quelques-uns des bataillons dont il disposait, leur fit descendre la rue Soufflot, le boulevard Saint-Michel et suivre le quai des Augustins. A l'angle de la rue Séguier, il

naient la cour de la Sainte-Chapelle. Dans la rue de Harlay-du-Palais était établie la Permanence où l'on prenait le nom et le signalement des gens arrêtés, avant de les envoyer au Dépôt... » (op. cit., t. I^{er}, p. 60 et 61.)

(1) *Ibid.*, p. 61. Les gardiens de la paix se replièrent eux-mêmes, vers 8 heures, sur le Champ-de-Mars (Alfred Rey et Louis Féron, *Histoire du corps des gardiens de la paix*, p. 336).

arrêta la troupe. Il donna ses ordres. Suivis d'une compagnie, son collaborateur et Jolivet partirent en éclaireurs, franchirent le pont Neuf et gagnèrent la place Dauphine. De distance en distance les hommes étaient échelonnés. Ils surveillaient les fenêtres. La place traversée, l'un des chefs frappa, de la crosse de son revolver, au portail de la Préfecture. Les officiers furent tout étonnés, quand, « au lieu des coups de feu qu'ils attendaient », un concierge ouvrit, « la casquette à la main ». C'est ainsi qu'ils apprirent que « tout le monde était parti », qu'« ils étaient chez eux ». Ils s'empressèrent de faire porter à la connaissance de Duval l'heureuse nouvelle. Les compagnies demeurées en arrière les rejoignirent.

Sans aucun doute, c'était surtout dans le 13^e et le 5^e arrondissement qu'avait été prélevé le corps expéditionnaire. Ces arrondissements formaient le 9^e secteur, qu'en sa qualité de chef de légion Duval commandait. Quelques heures auparavant, il avait occupé le quartier latin, à la tête de ses fidèles du 13^e, grossis de quelques compagnies du 5^e, et d'un bataillon du 14^e arrondissement, le 136^e, mis dès la veille à sa disposition comme renfort. Il s'était vu obligé de laisser sur place certaines compagnies, d'en expédier d'autres vers l'Hôtel de ville. Le surplus de ses hommes, il les avait conduits à la Préfecture de police.

Il avait emmené le 136^e bataillon, avec Ledrux pour commandant ; et, au nombre des gardes, un ancien député, Lardeur ; un ancien officier, Reille ; le frère du futur collaborateur de Raoul Rigault, Charles Da Costa.

Parmi les bataillons du 13^e arrondissement figurait, en partie, le 101^e. Fort dévoué au *général* Duval, il avait déjà suivi celui-ci, le 22 janvier, à l'attaque de l'Hôtel de ville. Dans les rangs de la colonne qui s'empara de la Préfecture, marchait Chapitel.

Du même arrondissement, le 176^e. — Le chroniqueur du *Journal des Débats* l'ayant croisé, le 24 mars, sur le pont d'Austerlitz, un sous-officier lui déclara que « ce bataillon venait de passer *trois jours* à la Préfecture de police », où il avait trouvé un drapeau qu'il emportait en guise de trophée,

et saisi des armes « à l'usage des sergents de ville ». De ce bataillon faisait partie Jolivet, promu capitaine dans la matinée du 18 mars, à la hâte vêtu d'un uniforme de mobile et coiffé d'un képi de sous-lieutenant.

Enfin, une ou deux compagnies du 5^e arrondissement, — dépendant, semble-t-il, du 118^e, du 119^e ou du 248^e bataillon, corps particulièrement gagnés à la cause révolutionnaire (1).

Sans peine les fédérés se répandirent dans les cours, dans les locaux de la Préfecture. Duval ébaucha l'organisation d'une permanence, vers laquelle seraient conduits les prisonniers faits pendant la journée. Des sentinelles furent postées au pont Neuf, au pont Saint-Michel, quai de l'Horloge. Le gros de la troupe s'installa, pour bivouaquer, sur la place Dauphine.

Lullier ne survint qu'à minuit. Investi du commandement

(1) La présence d'un ou de plusieurs bataillons du 5^e est attestée notamment par Da Costa, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 121 et par Lepelletier, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 527. Nous avons consulté, au sujet de la situation de la Préfecture de police pendant l'après-midi du 18 mars, les dépositions de Jules Ferry et du général Le Flô devant la commission d'enquête sur l'insurrection du 18 mars, *op. cit.*, p. 202-203 et 208, — au sujet de l'occupation de la Préfecture de police par les bataillons fédérés, le *Vengeur* (numéros du 7 et du 10 avril 1871), le *Journal des Débats*, le *Cri du Peuple*, la *Cloche*, etc., les dossiers des conseils de guerre, concernant entre autres Jolivet et Chapitel, G. Da Costa, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 119 et s., Maxime Du Camp, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 62, Lissagaray, *op. cit.*, *Appendices*, p. III, Maxime Vuillaume, *Mes cahiers rouges*, IX, *Lettres et témoignages*, p. 133-134, etc... — Les contemporains eux-mêmes fournissent sur l'heure d'irruption des gardes nationales les indications les plus contradictoires : huit heures du soir, a dit à Lissagaray un membre du Comité central (Lissagaray, *op. cit.*, *Appendices*, p. IV) ; avant dix heures, propose Lepelletier (*op. cit.*, t. II, p. 64) ; une heure du matin, d'après la *Cloche* du 20 mars ; au cours de la matinée suivante, d'après plusieurs journaux. Il nous apparaît que l'occupation de la Préfecture de police eut lieu vers onze heures du soir, ainsi qu'il résulte notamment des renseignements recueillis par Maxime Du Camp (*op. cit.*, t. I^{er}, p. 62), du *Cri du Peuple* (numéro du 30 mars). A onze heures du soir, c'est-à-dire à un moment où la menace se précisait et où la nouvelle s'en répandait dans Paris, Varlin écrivait à Arnold : « On dit, mais ce n'est pas sûr du tout, que nous occupons le Palais de justice. L'Hôtel de ville n'est pas encore pris. » Puis il ajoutait brusquement : « Au moment où j'écris ces lignes, on nous apprend que l'Hôtel de ville serait occupé. » (*Enquête parlementaire*, p. 477.) L'Hôtel de ville, on le sait, a été pris vers dix heures et demie. Un témoignage précis a été enfin reçu par Alfred Rey et Louis Féron, celui d'un ancien employé à la Préfecture. Présent lors de l'arrivée des fédérés, il affirmait qu'elle s'était produite à onze heures vingt minutes, ajoutant qu'on l'attendait depuis six heures, (*op. cit.*, p. 337.)

militaire suprême par le Comité dès la prise de l'Hôtel de ville, il apportait aux bataillons, l'action achevée, le bruyant appui de ses fanfaronnades. Il parla, s'agita, disparut, gagna le Dépôt, où, pour marquer sa puissance, il libéra plusieurs détenus en prévention de conseil de guerre (1).

Seule ne fut point troublée la grande paix du Palais de justice. La nuit le protégeait contre l'invasion. Les officiers de la garde nationale s'étaient bornés à établir un autre poste devant la grille d'honneur, ce qui allait permettre au *Cri du Peuple* d'affirmer, le 21 mars, dans un entrefilet rédigé le 19, qu'un homme de faction sur le boulevard du Palais avait montré aux passants une épée de sergent de ville « sur laquelle on voyait des traces de sang ».

Paris, en dormant, changeait de maître. Sans combat, sans défaite comme sans victoire, dans la confusion et dans l'incertitude, il venait de perdre son gouvernement régulier, sa justice, sa police.

Le garde des sceaux Dufaure avait, en effet, conformé sa con-

(1) Maxime Du Camp. *op. cit.*, t. I^{er}, p. 62-63, Ch. Lullier, *Mes cachots*, p. 33. — Au cours des débats qui se déroulèrent au mois d'août 1871 devant le 3^e conseil de guerre de Versailles, Lullier déclara avoir pris la Préfecture de police à minuit. Ajoutons que, de son propre aveu, il ne se rendit que plus tard place Vendôme, vers 2 heures du matin. Lullier n'en a pas moins affirmé (*op. cit.*, p. 34) qu'il s'était également « emparé », avec huit bataillons, de l'Hôtel de l'état-major. Interrogé à l'occasion des poursuites exercées, devant le 3^e conseil de guerre, contre Etienne Boudin, Arnold avait réduit à ses justes proportions l'intervention de l'ancien officier de marine : « Dans la nuit du 18 au 19 mars, que j'ai passée avec Bergeret — mon bataillon faisait partie de sa légion — à la place Vendôme, Charles Lullier, qui venait d'être nommé à l'Hôtel de ville, par le Comité central, général commandant la garde nationale, vint nous visiter à la place Vendôme, et, sur la demande de Bergeret, il le nomma général commandant la Place. » (*Document inédit.*) Bergeret fit des déclarations analogues à ses juges du 7^e conseil de guerre. Il est en réalité impossible d'accorder la moindre créance aux affirmations de Lullier, qui s'attribue la conquête de tous les monuments publics, et prétend avoir eu la faculté d'opérer, au Ministère des affaires étrangères, la capture de Thiers et des ministres. Vantardises évidentes, que trahissent de nombreuses confusions d'heures, relevées par Lepelletier, *op. cit.*, t. II, p. 28-29. Lullier n'a pas participé à l'occupation de la place Vendôme, antérieure de plusieurs heures à son arrivée, et il n'a joué qu'un rôle restreint dans les autres opérations du 18 mars. Tous les historiens de la Commune sont d'accord à ce sujet, à l'exception de M. Zévort, qui accepte son récit fantaisiste, et voit en lui, ironiquement peut-être, « le plus sage des hommes pris par le Comité central à son service le 18 mars ». (*Histoire de la troisième République, la Présidence de M. Thiers*, p. 199)

duite à celle du chef du pouvoir exécutif. Au cours d'un dernier conseil des ministres, tenu à dix heures du soir chez Calmon, rue Abbatucci (actuellement rue La Boétie), il avait appris du général d'Aurelle de Paladines l'occupation de la place Vendôme, menacé de sa démission Picard et Jules Favre qui, en dehors de leurs collègues, s'étaient résolus à nommer le colonel Langlois commandant en chef de la garde nationale. Vers onze heures, il s'était rendu, en compagnie de Jules Simon, à l'Ecole militaire. De là, encadré de soldats, il avait gagné Versailles.

Le lundi matin l'événement était consommé. Tandis que, la veille, une foule insouciant promenait sur les boulevards ensoleillés son oisiveté placide, le Comité central avait pris définitivement possession des Ministères, des administrations publiques.

Les fonctionnaires de la Chancellerie qui, à l'heure ordinaire, se présentèrent pour reprendre leur travail, se trouvèrent en présence du fait accompli.

J'avais l'habitude, a bien voulu m'écrire M. Henri Sebaux (1), étant sous-chef du premier bureau de la direction civile, d'arriver vers neuf heures du matin. Le 20 mars, désirant gagner mon cabinet par la porte du Ministère s'ouvrant rue de Luxembourg, je trouve, à ma grande surprise, cette porte fermée. Je sonne pour me la faire ouvrir. Une voix, celle du concierge Delsaux, me répond de l'intérieur : Adressez-vous place Vendôme. Je fais le détour, et, arrivé place Vendôme, je trouve des gardes nationaux surveillant l'entrée du Ministère. Je parle à l'un d'eux, qui me renvoie à l'hôtel du ministre. La salle des huissiers était remplie de nombreux officiers fédérés. J'expose que je fais partie de l'administration de la Chancellerie, qu'il m'apparaît bien que les bureaux seront aujourd'hui fermés, mais que sans doute il me sera permis d'aller retirer de mon cabinet quelques objets personnels pouvant m'être utiles, si cette situation se prolonge. L'autorisation m'est accordée, et j'en profite. — Je ne fus même pas accompagné. Je redescendis, comme il m'avait été demandé, de

(1) *Document inédit.*

suite. En bas de l'escalier, je fis la rencontre de M. Dechambre. Il m'apprit que M. Dufaure avait exprimé le désir, avant son départ, d'être rejoint à Versailles par ceux d'entre nous qui se présenteraient au Ministère. Revenu sur la place, j'y trouvai deux ou trois collègues, parmi lesquels M. Gaultier de Biauzat, chef du bureau du Sceau. Ils avaient demandé vainement la faveur que j'avais sollicitée. M. Gaultier de Biauzat et moi, nous allâmes ensuite chez M. Duvergier, directeur des Affaires civiles, et nous convinmes avec lui que nous prendrions le train d'une heure pour Versailles. — Ainsi fut fait.

L'extrait suivant d'un journal tenu par M. Jules Fabrègue, alors rédacteur au bureau des Grâces (1), confirme cette situation.

Lundi 20 mars 1871. — ... Au Ministère de la justice, je ne puis entrer par la rue de Luxembourg. La place Vendôme est gardée. Je dis que je viens faire une réclamation, et j'entre chez le concierge, dont la femme est terrifiée. J'apprends qu'il faut aller chercher le mot d'ordre chez M. Aubin Dechambre, l'économe : C'est de nous rendre sans retard à Versailles. On nous laisse monter dans nos bureaux, mais je n'ose rien emporter, de peur d'être arrêté à la porte. Avec deux collègues, M. Gaillard et M. Lofniez, je gagne de suite les bateaux... Au Point-du-Jour, nous prenons la voiture du pont de Sèvres. A la barrière de Paris, qui est gardée, on n'empêche de sortir que les militaires. De l'autre côté de la Seine, il y a la troupe et du canon. Nous montons dans l'omnibus qui nous mène à Ville-d'Avray. Le chemin de fer nous fait arriver à deux heures à Versailles, où nous retrouvons plusieurs de nos collègues...

Depuis le départ du gouvernement régulier, et jusqu'au moment où entra en fonction l'administration de la Commune, la Chancellerie servit simplement de poste aux gardes nationaux.

Nombreux en raison de l'importance de la place Vendôme, de la proximité de l'état-major où siégeait Bergeret, ils avaient établi leur cantonnement dans l'hôtel du garde des sceaux. Ayant trouvé des journaux conservés au Ministère, qui exprimaient l'opinion de la presse sur le plébiscite

(1) Document inédit.

de 1870, ils les avaient éparpillés dans l'antichambre, et, la nuit, sur ces vestiges des derniers succès impériaux, ils dormaient comme sur un champ de bataille glorieusement conquis. D'autres, leurs chefs ou les plus hardis, avaient préféré les lits du premier, préparés pour M. Dufaure et pour son entourage (1).

Pendant le jour, ceux qui n'étaient pas de service stationnaient à l'entrée, dans les cours, visitaient les caves à la recherche de vin, parcouraient les salons, les bureaux, moins poussés peut-être par un esprit de rapine que par le désœuvrement ou une curiosité goguenarde.

Quelques-uns d'entre eux avaient, dès leur arrivée, aperçu un bronze de Bosio, *Henri IV enfant*, dont le modèle, en argent, est au Louvre, tête nue, le visage sérieux, mais non sans finesse, le torse droit, sobrement habillé d'une veste que coupent des crevés, les hauts-de-chausses bouffants, la main gauche sur le pommeau de l'épée dans un geste de puérilité charmante. Un inventaire que j'ai pu consulter à la Chancellerie mentionne en 1860 (p. 9 n° 1) la présence, dans la *bibliothèque (salle des sceaux)*, d'une *statue de Henri IV en bronze*. Puis la statuette figure, p. 12, sous le n° 35, dans le mobilier du *cabinet du ministre*, aux côtés des bustes de Napoléon I^{er} et de Napoléon III. Alors éclate la révolution du 4 septembre. Elle bouleverse les salons ministériels et frappe d'exil, en effigie, les souverains déchus. Un trait de crayon rouge biffe, sur l'inventaire, les bustes des empereurs et la statue du roi. En face de l'indication des bustes, leur destination écrite, d'un mot bref, au crayon : *magasin*. — Mais aucune précision en ce qui concerne la statuette de Henri IV, demeurée, pour son malheur, aux alentours.

Les gardes la découvrirent, et, riant de leur plaisanterie, la transportèrent dans le petit jardin situé derrière l'hôtel, au milieu d'une allée. Là, ils fusillèrent l'enfant. Puis ils le plantèrent, à coups de crosse, les jambes en l'air, parmi les géraniums rouges d'un massif. L'un des hommes, qui se piquait de commenter l'histoire, prononça l'oraison funèbre :

(1) *Témoignages oraux* de M. Dechambre et de M. Rouvet.

« Tu disais que le peuple devait avoir la poule au pot tous les dimanches, mais toi seul tu mangeais la viande... (1) »

La statue meurtrie resta sur place durant plusieurs semaines. Puis elle réintégra le cabinet ministériel, criblée de blessures, le crâne enfoncé, une jambe fendue, un bras arraché. Près d'elle gisait un morceau d'épée. M. Vuillaume, qui fréquenta la Chancellerie à l'époque où y siégeait Protot, devait le trouver et l'emporter comme souvenir. L'auteur des *Cahiers rouges* m'a confié la fin de l'aventure. Au cours de la *semaine sanglante*, traduit devant la cour martiale du Luxembourg, il dut son salut aux bons offices d'un sergent. Il lui donna le débris en témoignage de reconnaissance, lui expliquant qu'il provenait des bas-reliefs de la colonne Vendôme. Le sergent l'accepta, — pour son colonel, qui cherchait en vain une relique du monument écroulé... Que le collectionneur ou son héritier, s'il lit ces lignes, ne soit point déçu, et que sa main demeure légère à la petite épée de Henri IV...

L'incident de la statuette, d'autres excès, l'intempérance de certains gardes, le désordre qu'entraînait le constant renouvellement des bataillons ne manquaient pas d'inquiéter Aubin Dechambre. Il s'en ouvrit à un officier et lui adressa des observations. On lui fit prompte réponse. L'économe fut appréhendé, conduit à la Place. Là, Bergeret, l'ayant interrogé sommairement, décida son arrestation. Au bout de quarante-huit heures néanmoins il se ravisa, jugea qu'il était bon d'user de clémence, et fit mettre en liberté, après force menaces, le malheureux. Aubin Dechambre se le tint pour dit. Il regagna son bureau. Il s'y confina jusqu'au jour où, le Comité central ayant transmis ses pouvoirs à la Commune, la Chancellerie reprit, en partie tout au moins, son aspect bureaucratique (2).

Au lendemain de la prise de la Préfecture, les fédérés avaient étendu leur occupation jusqu'à l'intérieur du Palais

(1) Maxime Vuillaume, *Mes cahiers rouges au temps de la Commune*, p. 191, et Daudet, *L'agonie de la Commune, Paris à feu et à sang*, p. 49. — *Renseignements oraux* recueillis au Ministère. — *Relation inédite* reçue de son père par M. Pierre Lagarrosse.

(2) *Renseignement oral* fourni par Aubin Dechambre.

de justice. Le vaste monument n'en perdit point sa physionomie habituelle.

Seuls les gardes nationaux remplaçaient les gardes de Paris, — a bien voulu m'exposer Alexandre Ribot, qui, avant de remplir une belle carrière politique, exerçait, en 1871, les fonctions de substitut au tribunal de la Seine. Je pus me convaincre de cette singulière situation le lundi 20, lorsque je voulus franchir la grille en compagnie du président de la chambre correctionnelle à laquelle j'appartenais. Toutes les issues du Palais étaient surveillées par des gardes nationaux. L'un d'eux nous demanda nos noms et nos qualités. Mon compagnon fournit des explications vagues, et nous pûmes passer. Notre audience fut courte : Conformément à des conclusions que j'avais prises sans leur donner de développement, la chambre prononça le renvoi de ses audiences *sine die* ; elle ne motiva pas sa décision.

Paraissant vouloir donner un exemple contraire, la cour de cassation n'avait point suspendu ses travaux. Le 21, Louis Bonjean présida la chambre des requêtes ; le 22, M. Laborie présida la chambre civile.

Les deux sections de la cour d'assises s'efforcèrent aussi d'examiner les affaires inscrites. Elles s'en trouvèrent empêchées, et la première section, sous la présidence de M. Burin des Rozières (assesseurs, MM. d'Armet de Lisle et Desmazes), en indiqua les motifs dans un arrêt en date du 20 mars ordonnant le renvoi des affaires à une session ultérieure :

Considérant que l'heure de l'audience est passée depuis longtemps ; — que la Cour a vainement attendu les deux accusés qui devaient comparaître devant le jury ; — qu'elle n'a à sa disposition ni les gardes nécessaires pour aller chercher à la maison de justice les accusés, ni la force publique qui doit assurer le service régulier de la justice à l'audience ; — considérant que devant cette impossibilité matérielle et devant l'extrême difficulté de constituer chaque jour le jury autrement que par des tirages complémentaires de jurés, presque tous empêchés de répondre à l'appel qui leur est adressé, le cours de la justice devient impossible, sans qu'on puisse prévoir l'époque certaine de la cessation d'un pareil état de choses... (1)

(1) Le *Droit* du 20-21 mars 1871, la *Gazette des Tribunaux* du 22 mars, le *Siècle* du 23 mars, etc. M^{rs} de Sal et Marie étaient présents à la barre.

A la deuxième section, la cour, composée de M. Thévenin, président, de MM. Peyrot et Jules Petit, assesseurs, constata, le même jour, que vingt-six jurés seulement répondaient à l'appel de leurs noms, et prit une décision identique.

Les avis étaient partagés, au tribunal de première instance. Cinq chambres civiles de la cour d'appel et du tribunal siégeaient encore le mardi 21 mars, mais les présidents s'étaient bornés à faire l'appel des causes. Seule la huitième chambre correctionnelle avait tenu son audience normale, les fédérés de service au Palais ayant amené les délinquants et fait le service de la salle (1). Le président avait cru opportun de les haranguer, de dire sa confiance en leur bonne volonté.

Collaboration équivoque, incohérence fâcheuse, qui ne trouvaient d'explication que dans le désordre des esprits. Aucune directive de la part de la première présidence ou du parquet général. Le procureur de la République Didier s'était borné à dire à certains de ses substituts, à M. Tanon, que le garde des sceaux leur laissait toute liberté de rester dans la capitale ou de se retirer, — puis il était parti, imitant M. Leblond; procureur général, qui avait quitté le parquet de la cour d'appel le 21 mars (2).

M. Ribot jugea opportun, dans ces conditions, de se rendre à Versailles pour signaler aux membres du gouvernement les dangers d'une confusion générale. Il fut reçu par Thiers, qui de suite, d'accord avec Dufaure, donna l'ordre de suspendre à Paris le cours de la justice. Le 23 mars, la chambre criminelle de la cour suprême allait délibérer, lorsque l'arrêté du garde des sceaux, signé le 22, lui fut communiqué. La cour de cassation, la cour d'appel, le tribunal de première instance interrompirent immédiatement leurs travaux.

Un communiqué, publié par le *Journal des Débats* le 25 mars, annonça la nouvelle : « Par ordre de Monsieur le

(1) Par contre, la police gouvernementale ne fonctionnant plus, aucune arrestation n'était soumise au service du petit parquet. Un commis-greffier, Charles Gérard, se rendit ponctuellement à son bureau du 19 au 21 mars. Il finit par signaler l'absence de tout dossier à un garde national, qui lui conseilla de s'adresser à Raoul Rigault. L'employé comprit, et ne revint pas. (*Renseignement oral.*)

(2) Rappel du 22 mars.

garde des sceaux, les audiences des cours et tribunaux siégeant à Paris sont suspendues jusqu'à nouvel ordre, » et, le 28, l'organe révolutionnaire *Le Cri du Peuple*, reproduisant une note parue dans d'autres journaux, enregistra en ces termes la décision prise : « Les chambres de la cour d'appel et du tribunal n'ont pas tenu audience hier ; nous croyons savoir qu'aujourd'hui non plus *nos magistrats* ne se réuniront pas. »

Le Palais était à son tour abandonné. Quelques employés du service intérieur demeurèrent toutefois à leur poste, pour assurer la protection des bâtiments. Un garçon de bureau, Etienne Valentin, bien connu de tous ceux qui entre 1871 et la Grande Guerre eurent affaire au parquet, avait écrit à M. Didier, lui demandant des instructions. Le procureur de la République lui fit parvenir une lettre dans laquelle il lui recommandait de veiller, s'il était possible, au maintien de l'ordre dans les locaux dont il avait la garde. Valentin s'acquitta par la suite de cette tâche délicate avec un réel dévouement.

D'autres employés restèrent, chargés d'une mission semblable : Bigeard, concierge de la cour de cassation, Bornier, concierge de la cour d'appel, Germain et Chambosse, dépositaires des clefs du greffe civil et du greffe correctionnel, rejoints par Tellier dans les premiers jours de mai, Chaffard, qui conserva la surveillance du tribunal de simple police, Delumeau, garde au Palais de justice, et quelques garçons de bureau.

Depuis la nomination de M. Hauréau comme directeur de l'imprimerie nationale, Nicolas Boucher faisait fonction de bibliothécaire de l'Ordre des avocats. Il accepta d'assurer, avec le concours de l'huissier du conseil, Léon Lefrançois, la conservation du riche trésor confié à ses soins.

Son fils, Albert Boucher, que les circonstances allaient tenir éloigné de Paris jusqu'à la fin du mois de mai, avait été nommé sous-bibliothécaire par décision du conseil de l'Ordre portant la date même du 18 mars 1871. Il avait de suite noté sur un annuaire les noms des membres du conseil auxquels sa nouvelle qualité l'obligeait à rendre visite. L'annuaire nous permet de préciser que six d'entre eux n'avaient pas, à cette date, quitté la capitale, le bâtonnier Edmond Rousse,

demeurant 17, rue du Helder, Calmet d'Aage, trésorier, Champetier de Ribes, Le Berquier, Rivière et Taillandier.

La liste devait se réduire les jours suivants. Mais il convient d'ajouter que d'autres avocats à la cour, ne faisant point partie du conseil de l'Ordre, restèrent à Paris, aux côtés de leur bâtonnier, prêts à témoigner d'un beau courage civique. Citons parmi eux M^{es} Gatineau, Lelennier, Gilles Laviolette, et Gustave Chaudey, que devait illustrer sa tragique destinée (1).

Du 18 au 28 mars, le Comité central se trouva investi, dans la capitale, de la plénitude du pouvoir.

Cependant, si ses origines le destinaient avant tout au commandement de la garde nationale, et par là même à la direction d'opérations militaires, si les historiens de la Commune ont pu soutenir qu'il devait, pour l'emporter, se borner à prescrire la prise du mont Valérien et la marche sur Versailles, il n'eut point l'énergie, ou le désir, des résolutions suprêmes, et, laissant passer l'heure, il restreignit son gouvernement, qu'il pensait étendre, à des soins d'administration.

Préoccupé uniquement de se garantir contre le retour éventuel des troupes, il avait fait édifier des barricades dans Paris, mais il avait aussi laissé les derniers régiments rallier Versailles. — Par contre, il avait achevé l'occupation des Ministères, désigné des délégués à l'imprimerie nationale et au *Journal officiel*, installé, le 20 mars, Raoul Rigault à la Préfecture de police aux côtés du commandant militaire Duval.

Décisions provisoires, assurait-il, et il s'empressait d'af-

(1) Sur la situation du Palais pendant les journées qui ont suivi le 18 mars, j'ai pu recueillir les souvenirs précieux d'anciens magistrats, MM. Ribot, Tanon, d'anciens greffiers, comme M. Gérard, de Gilles Laviolette, alors avocat à la cour d'appel, d'Albert Boucher, etc., et consulter les dossiers des nommés Voncken, Moiré et autres, condamnés, le 1^{er} déc. 1874, par le 4^e conseil de guerre, pour usurpation de fonctions. Se reporter également aux débats que provoquèrent les poursuites exercées en 1872 devant la 8^e chambre correctionnelle du tribunal de la Seine contre les nommés Lallemant et autres, inculpés du même délit, et à l'ouvrage de Jules Fabre, *La Justice à Paris pendant le siège et la Commune*.

firmer son désintéressement, de proclamer qu'il ne détenait l'autorité que jusqu'à l'établissement d'un régime définitif. Il disait, dans un manifeste placardé, le 20 mars, sur les murs de Paris :

« Si le Comité central de la garde nationale était un gouvernement, il pourrait, pour la dignité de ses électeurs, dédaigner de se justifier. Mais comme sa première affirmation a été de déclarer « qu'il ne prétendait pas prendre la place de ceux que le souffle populaire avait renversés », tenant à simple honnêteté de rester exactement dans la limite expresse du mandat qui lui a été confié, il demeure un composé de personnalités qui ont le droit de se défendre. »

Il n'en publiait pas moins, à l'*Officiel* du même jour, la prise de possession par « le nouveau gouvernement de la République » de « tous les ministères et toutes les administrations ».

Précisant son programme, les délégués du Comité s'efforçaient, dès leur arrivée, de reprendre en mains les services, d'arrêter l'exode des fonctionnaires.

Une note, insérée le 23 mars au *Journal officiel*, usait de menaces :

« Par suite de la désertion générale des employés du gouvernement, les services publics sont complètement désorganisés. Tous les employés des administrations publiques qui, à partir du 25 de ce mois, n'auront pas repris leurs occupations habituelles seront irrémissiblement révoqués. »

De propos délibéré, le Comité central avait arrêté son action. A une heure où le gouvernement de Versailles ordonnait de son côté aux fonctionnaires de quitter, sous peine de destitution, la capitale, il semblait que le Comité, fermant les yeux devant le spectre de l'inéluctable assaut, acceptât la limitation des hostilités à une levée de porte-plumes.

Sans doute, certains des panégyristes de la Commune s'étaient-ils, à haute voix, félicités de la tournure prise par les événements. Sans doute Lefrançais s'est-il écrié :

« Nous ne manquerons pas de citoyens capables de remplacer ces ronds-de-cuir dans les emplois qu'ils occupaient...

Mais cette décision de Versailles va nous faire sortir du cadre que nous nous étions d'abord tracé, et nous obliger à mettre le nez dans les affaires de l'Etat. Les musées, bibliothèques, établissements scolaires, postes, télégraphes, la monnaie, enfin tous les services nationaux et internationaux dont le siège est à Paris ne peuvent rester dépourvus du personnel nécessaire à leur fonctionnement et à leur conservation, et sont par là même placés sous notre direction. Nous rentrons dans la voie plus large, non d'une simple révolution communale, mais de la vraie révolution, celle qui se propose non seulement l'affranchissement politique et administratif des communes, mais aussi l'affranchissement économique des travailleurs, la Révolution sociale, enfin (1). »

Griserie de mots, dissimulant mal la certitude, désormais acquise, de la défaite. Une révolution, quelle qu'elle soit, peut s'accomplir quand elle est, sinon acceptée de tous, du moins étendue à l'ensemble d'un pays. Elle n'est pas viable quand elle oppose la doctrine d'une ville, serait-ce la capitale, aux délibérations d'une assemblée qui légifère pour la nation.

Jusqu'au jour de sa retraite, le Comité central persista dans son attitude. Désireux avant toute chose de constituer un nouveau gouvernement, celui de la Commune, il entendit négliger Versailles, préparer les élections avec ou sans les maires, par l'ébauche enfin d'une réglementation et l'élaboration d'un personnel administratif, indiquer à son héritière le chemin qu'elle devait suivre.

Il fit, en effet, figure de législateur le 19 mars, en accordant « l'amnistie pleine et entière pour tous les crimes et délits politiques », le 20 mars, en prorogeant d'un mois les échéances, en interdisant aux propriétaires et aux maîtres d'hôtel de congédier leurs locataires.

Si le temps lui manqua d'autre part pour envisager une réorganisation des tribunaux, il y préluda en songeant, dès la première heure, aux fonctions de police. Les principes des nouveaux maîtres, leurs rancœurs aussi devaient, semble-t-

(1) Gustave Lefrançais, *Souvenirs d'un révolutionnaire*, p. 488-489.

il, entraîner la disparition de la Préfecture. D'un mot le Comité pensa les satisfaire sans négliger ses intérêts. Il condamna l'institution en la qualifiant désormais d'*ex-Préfecture*, puis la maintint avec énergie.

Le choix de deux blanquistes pour diriger les services, celui de Duval, celui surtout de Rigault, fut à cet égard significatif.

Cette tâche, Rigault l'entreprenait avec un sectarisme d'autant plus farouche que sa jeunesse s'en trouvait masquée.

Né à Paris le 16 septembre 1846, Raoul-Adolphe-Georges Rigault appartenait à une famille républicaine, mais essentiellement bourgeoise (1). Son père, rédacteur au Ministère de la guerre pendant le règne de Louis-Philippe, avait été sous-préfet en 1848. Le gouvernement du 4 septembre le nomma membre du conseil de préfecture du département de la Seine (2).

Raoul Rigault reçut une solide instruction, commencée au lycée Bonaparte (aujourd'hui Condorcet), poursuivie au collège de Versailles. Certains de ses biographes affirment, ce que l'on croit sans peine, qu'il fut un élève frondeur. L'esprit vif cependant, il travaillait alors avec zèle. Il semblait doué pour les sciences mathématiques. Il remporta des succès scolaires, partit de Versailles muni de ses deux diplômes,

(1) Ce fut sous l'égide des administrations centrales de la monarchie constitutionnelle que se trouva dressé son acte de naissance. « Du mercredi 16 septembre 1846, trois heures et demie de relevée. Acte de naissance de Raoul-Adolphe-Georges que nous avons reconnu être du sexe masculin, né ce matin à cinq heures et demie chez ses père et mère rue de Clichy, n° 80, fils de Charles-Edouard-Henri Rigault, rédacteur au Ministère de la guerre, âgé de 34 ans, et de Louise-Sophie-Augustine Renard, son épouse, âgée de 30 ans, mariés à Paris sur cet arrondissement le 4 novembre dernier. Les témoins sont Adolphe-Louis-Charles Stanislas Bouin, sous-chef de bureau au Ministère de l'instruction publique., Amédée-Léonce de Bourran, rédacteur au Ministère des finances... Sur la déclaration à nous faite par le père qui a signé avec les témoins, et avec nous, Edmond Halphen., adjoint au maire du second arrondissement de Paris, etc... » (*Document inédit.*)

(2) La nomination de Charles Rigault ne se place pas, comme l'indique l'ancien préfet de police Cres-on (*Cent jours de siège à la Préfecture de police*, p. 48), à « la veille » de la journée révolutionnaire du 31 octobre 1870. Elle est en réalité *postérieure* à la démission de son fils Raoul comme commissaire de police. Datée du 16 novembre, elle parut au *Journal officiel* le 17.

bachelier ès lettres et ès sciences. A ce moment il songeait à l'école polytechnique. Il suivit, pendant quelques mois, le cours de mathématiques spéciales du lycée Louis-le-Grand.

Puis il abandonna son projet. De la capitale, il aimait la vie ardente, plus encore la vie libre et facile. Sa violence naturelle, que ne bridait aucune discipline, s'y complaisait, comme son âpre désir de jouissance, que jamais une règle de morale ne refréna. Il eut son premier geste cynique. Il quitta la maison paternelle, et, résolument, se dévoya.

Rigault vécut désormais au quartier latin. Là il put mener l'existence de bohème convenant à ses goûts. Il délaissa les études sérieuses. De son maigre bagage scientifique, il lui suffisait de tirer, de temps à autre, quelques ressources. A l'époque des examens, il rédigeait, assisté d'Alphonse Humbert, des feuilles lithographiées indiquant la solution des problèmes posés aux candidats, et que vendaient les libraires de la rue de la Sorbonne. Parfois il donnait des répétitions de mathématiques. Obscures besognes, qu'il accomplissait poussé par la nécessité, sans vocation pour ce genre de professorat.

Les seules recherches auxquelles il se livrait volontiers se rapportaient à l'histoire de la Révolution. Il fut un hôte assez régulier de la Bibliothèque nationale, où il lisait les discours de Chaumette et d'Hébert, les articles du *Père Duchesne*. D'aventure, on le rencontrait aussi à la Sorbonne, à l'Ecole de droit, accompagnant des camarades. Et il prit, en juillet 1868, une inscription à la Faculté de médecine. Pour autant, aucune ambition intellectuelle qui l'animât. Le choix de ses lectures ne lui était dicté que par les discussions et les polémiques qu'il affectionnait. S'il fréquentait les écoles, ce n'était point pour participer à leurs travaux, mais à leur agitation.

Le second Empire glissait alors vers sa fin. En constante effervescence, le quartier latin suivait avec passion les incidents de la lutte contre le régime. Un certain nombre d'étudiants, sous l'influence de professeurs républicains, y formaient un parti d'avant-garde, actif, bruyant, toujours prêt à créer des journaux, à susciter des manifestations et des réunions publiques.

Dans ce mouvement révolutionnaire, Rigault eut bientôt sa place marquée. Il avait, dès 1862, durant sa dernière année de collège, fréquenté les bureaux d'un journal d'étudiants. Ainsi s'étaient établies des relations entre la jeunesse intellectuelle et lui, que renoua la préparation du congrès international de Liège (1865).

Dégagé de tout souci d'examen, Rigault apporta à la campagne antidynastique le concours de sa plume et de son verbe.

On a soutenu qu'il avait collaboré à *Candida* (mai 1865). Aucun article de ce journal n'est revêtu de sa signature. En réalité, c'est à l'occasion seulement des poursuites intentées contre *Candida* qu'il se lia avec les fondateurs de cette feuille éphémère, avec Tridon notamment, et qu'il prit rang parmi les blanquistes.

Mais quelques mois après l'on rencontre son nom. Dans le *Critique* (numéro du 1^{er} juillet 1866), « organe des écoles », plus politique que littéraire. Un incident survenu au collège Sainte-Barbe y fut pour Rigault prétexte à critiquer l'attitude de l'*Opinion nationale*.

Puis successivement une collaboration régulière au *Démocrate*, dont, en décembre 1868, il devint le gérant, à la *Marseillaise* de Rochefort (1869-1870), et un article isolé paru, le 24 janvier 1870, dans la *Libre Pensée*.

Il n'est pas sans intérêt de parcourir ces articles de Raoul Rigault. Tous ont été publiés par des journaux d'allure semblable. Feuilles acerbes, où se retrouvent constamment les mêmes noms, ceux de Flourens, Millière, Tridon, J. Vallès, A. Regnard, Breuillé, que la Commune révélera à la France, celui aussi de ce curieux personnage, de ce noble converti à la libre pensée, le baron de Ponnat. Feuilles de combat, dont l'existence fut courte, fauchée par un jugement de la 6^e chambre, mais qui menèrent contre le régime impérial un rude assaut, dressant contre lui tout à la fois une critique impitoyable et le dogme de l'histoire.

Dans la prose de Rigault, s'accusent déjà les tendances de l'homme, qu'allait affirmer le drame de 1871.

Avant tout, Rigault s'y révèle le disciple déterminé de Blanqui.

Il est révolutionnaire, jacobin (1) et athée.

Révolutionnaire, il l'est non dans le sens qu'aujourd'hui l'on donne au mot, mais avec la signification des dernières années de l'Empire. Ce qu'il considère sans cesse, ce n'est pas la révolution sociale. C'est la révolution qui, quatre-vingts ans auparavant, abattit une dynastie et des têtes. C'est la Convention pratiquant la terreur. C'est surtout la Commune de 1793. Sur la *cité future*, aucune suggestion. S'il lui arrive de condamner la propriété individuelle, il le fait d'un mot, en passant, toujours à travers Chaumette ou Hébert. Il n'est socialiste que pour flétrir le bourgeois. Encore le fait-il parce que la tradition, depuis le *Père Duchesne*, l'exige, et qu'il est jeune.

Son admiration pour la Commune révolutionnaire lui inspire, au surplus, des pages fortes.

Le peuple avait écrasé le fédéralisme à Paris. La Révolution commençait à être solidement assise dans la capitale. Les églises étaient fermées. La Commune de Paris, soutenue par les sections, exerçait, sans conteste, son pouvoir révolutionnaire... Tout à coup la nouvelle se répand que les Girondins réfugiés dans la province soulèvent les campagnes et même les villes, en excitant leur jalousie contre Paris. Ils vont plus loin et livrent Toulon aux Anglais... Dans Paris même, les filles, les prêtres, les muscadins relèvent la tête. Le peuple perd confiance, et, affamé, déchainé, il entoure l'Hôtel de ville, et demande à grands cris : « du pain ». C'est alors que Chaumette, le procureur de la Commune, prononce un magnifique discours sur les causes de la misère et les moyens d'y remédier. Attaque admirable et éloquente contre le principe de la propriété individuelle. Puis c'est Hébert qui requiert la Commune de déclarer que, dès le lendemain, les sections réunies à huit heures du matin se porteront en masse à la Convention pour y demander un décret organisant une armée révolutionnaire... Et

(1) Le mot est pris ici dans le sens le plus communément employé, c'est-à-dire de démocrate partisan d'un pouvoir central vigoureux, d'une dictature exercée au nom du peuple. Avec cette signification, l'on peut dire que les blanquistes étaient des jacobins déterminés, et souvent l'expression viendra sous notre plume. — Mais par leur athéisme les disciples de Blanqui se rattachent aux seuls Hébertistes. Ils répudient, à ce point de vue, tout rapport avec le jacobinisme dont le principal représentant, Robespierre, sacrifiait à l'Être suprême. C'est ainsi que, dans un article publié par le *Radical*, le 26 septembre 1904, Ranc put se proclamer hébertiste et se défendre d'être jacobin.

il fallait bien cela pour faire sortir la Convention de la torpeur qui lui était si naturelle lorsque le peuple ne pressait pas sur ses délibérations (1).

Il est aussi jacobin. Jacobin, comme en 1793 le fut Paris, jacobin également de l'école de Blanqui. Jacobin, il accuse encore « les fédéralistes de la Gironde, les Rolandins, les Brissotins ». Il hait l'Anglais qui a pris Toulon. Il dénonce « l'Autrichienne ». Aux anniversaires de la mort de Louis XVI, il acclame « Paris exterminant Capet », et « jetant la tête de celui qu'on espérait en avoir été le dernier souverain en défi à toutes les Vendées et à toutes les Girondes de l'intérieur et de l'extérieur (2) ». Jacobin, il préconise déjà la manière forte.

« Qui veut la fin, dit-il, veut les moyens ». Il condamne la tolérance et célèbre l'esprit de dictature. « Savez-vous ce que veut dire le mot *tolérance* ? Il veut dire duperie ; c'est le gobelet dont se servent les grands escamoteurs pour faire leurs tours de passe-passe... Autre définition de la tolérance : c'est l'abandon de la force quand on la possède... Etre tolérant, alors même qu'on serait le plus fort, c'est se résoudre à ne pas employer la force dont on dispose, c'est se condamner volontairement à redevenir le plus faible... Tout le monde prêche la tolérance, mais personne ne l'exerce parce que cela serait impossible et absurde. Nous aimons mieux être francs, et dire que *nous ne la demandons pas plus que nous ne sommes prêts à la donner à nos ennemis* (3). »

Rigault est athée. Il l'est avec Hébert, Cloots et Chaumette, contre Rousseau, dont il blâme « le déisme », contre les Girondins, dont il méprise « l'athéisme philosophique », contre Robespierre, « le parloteur intarissable. » Il l'est avec Blanqui, et, il faut bien le dire, le baron de Ponnat, contre Delescluze, en 1868, et, en 1870, Alphonse Humbert. « Ouf, — s'écrie-t-il après avoir lu un article de Delescluze, dans le *Réveil* déplorant le *matérialisme immonde* de la France, — cela

(1) *Démocrate* du 17 décembre 1868.

(2) *Libre Pensée* du 24 janvier 1870. Voir aussi un article paru dans le *Démocrate* du 22 janvier 1868.

(3) *Democrate* du 10 décembre 1868.

sont son Robespierre d'une lieue. M. Delescluze ferait bien de s'expliquer sur une expression qui, si elle n'était pas désavouée, le placerait immédiatement entre Favre et Veillot (1). »

Plusieurs articles de Raoul Rigault, d'inspiration fort différente, doivent être signalés séparément. Ceux parus dans la *Marseillaise*. Ils marquent l'étape franchie. Le polémiste a pris posture de militant.

Raoul Rigault y abandonne l'histoire pour attaquer ceux des fonctionnaires de l'Empire qui entravent son action et celle de ses amis. Il accable de sarcasmes magistrats et policiers. Delesvaux, l'ancien président de la 6^e chambre correctionnelle. Lepelletier, qui occupe le siège du ministère public à la chambre des appels de police correctionnelle, et dont impitoyablement il raille un recueil de poésies, œuvre de jeunesse. De Gonet, le juge d'instruction des affaires de la *Renaissance*, de *Candide*, de la *Rive gauche*. D'autres encore. Et Lagrange, chef de la police politique. Et le professeur de médecine légale Tardieu, parce qu'il a fait traduire devant le conseil académique les étudiants ayant exposé à Liège la doctrine révolutionnaire.

Puis arrive l'époque de drames et de complots qui précède la chute de l'Empire. Rigault consacre plusieurs articles à Pierre Bonaparte, meurtrier de Victor Noir (janvier 1870). Il suit, en juillet, les débats de la haute-cour de Blois, et envoie à la *Marseillaise* de fougueux commentaires.

Il jouissait à ce moment, en effet, d'une certaine notoriété parmi les républicains d'avant-garde. Elle était due aux condamnations entre temps prononcées contre lui et au rôle fort personnel qu'au quartier latin il s'était attribué.

En 1866 déjà, il avait failli recevoir la palme du martyr. Compris dans les arrestations du café de la *Renaissance*, il avait été écroué sous la prévention d'affiliation à une société secrète. Mais bientôt une ordonnance de non-lieu était intervenue en sa faveur.

Encore que de brève durée, l'incarcération avait fixé sa

(1) *Ibid.* — Rigault s'associa également à une véhémence protestation contre le spiritualisme de Jules Favre, publiée par le *Courrier français* du 23 décembre 1867.

carrière. D'autres devaient au surplus lui succéder, trouvant leur origine dans l'ardeur de plus en plus impétueuse du journaliste, dans les incidents de sa vie politique, — une émeute notamment à Sainte-Pélagie, un discours à la réunion du Pré-aux-Clercs, sur l'union libre, une brochure sur le plébiscite de 1870, « le grand complot, mélodrame plébiscitaire à grand spectacle, en plusieurs actes et une foule de tableaux. » — Cette fois, des poursuites suivies de condamnations : Une douzaine avant le 4 septembre (1), sans compter le complot jugé à Blois, mais réglé, en ce qui concerne Rigault, par une ordonnance de non-lieu. A l'occasion d'une de ces poursuites, il avait refusé avec éclat de prendre Jules Favre pour défenseur.

Sur ce néophyte, âgé de vingt ans au moment de l'affaire de la Renaissance, l'attention des partis avancés s'était trouvée appelée. L'aventure avait flatté en même temps l'amour-propre de Rigault et chez lui éveillé le premier sentiment d'ambition. Sentiment, il est vrai, sans grande envergure, qui se conciliait avec des habitudes prises. Ce fut dans les cafés que le disciple de Blanqui entreprit une campagne de forme nouvelle contre les institutions impériales.

Habitué de Théodore, de la brasserie Glaser, du café d'Har-court, des établissements du boulevard Saint-Michel, il traîna de table à table son quartier général. Un public d'enthousiasme facile, joignant à la jeunesse révolutionnaire les oisifs et les filles, applaudit à son esprit gouailleur. Il parlait avec verve. Il usa désormais de cynisme. On cite de lui maintes boutades cruelles, auxquelles il finit par croire. Le jugement *par les impairs* qu'il préconisait, et qui faisait juger les pères par leurs fils, les gendarmes par les détenus, les officiers par les soldats. La batterie électrique, capable de tuer, à la série, plus de réactionnaires que la guillotine. De ses brocards il accablait la gauche du Corps législatif, colportant contre Favre, Pelletan et Jules Simon les couplets de

(1) Le relevé qu'en donne J. Forni (*Les célébrités de la Commune, Raoul Rigault*, p. 39) n'est pas complet. Il faut lui ajouter notamment la condamnation prononcée le 13 juillet 1870 par le tribunal correctionnel de la Seine à la suite de la publication du pamphlet sur le plébiscite.

la *Bande à Judas*. Ses propos étaient émaillés d'extraits de l'*Ami du Peuple*, du *Père Duchesne*. A la *Marseillaise* républicaine il préférait *Ça ira*. La phraséologie des sans-culottes lui plaisait. Il appelait *officieux* les garçons de café, *citoyens* les clients, et *citoyennes prostituées* ses compagnes de plaisir. Pour mieux affirmer ses opinions, il affectait d'employer un langage qu'il jugeait révolutionnaire et matérialiste, mais qui n'était que jargon. Il eût rougi de dire qu'il avait rencontré son ami Leroy rue Hyacinthe-Saint-Michel. J'ai vu, goguenardait-il, la Loi rue Hya-Michel. Tout cela prêtait alors à rire. On le trouvait drôle et mordant. Selon le mot de Proès, il était signalé aux nouveaux venus « comme un monument de Paris ». — Rigault eut, dans les brasseries, son heure de gloire.

Bientôt il y découvrit le moyen d'établir, en se spécialisant, une réputation plus sérieuse d'opposant énergique. Les cafés que fréquentaient les révolutionnaires étaient, à ce moment, sous la surveillance constante de la police impériale. Claude et Lagrange y envoyaient leurs agents, qui se mêlaient aux consommateurs et ne perdaient rien des propos échangés. L'idée vint à Rigault d'instituer une contre-surveillance des policiers. Projet de réalisation difficile, supposant que les *mouchards* fussent démasqués, puis signalés et pourchassés. Ce fut, on peut le dire, la seule besogne à laquelle s'adonna Rigault de façon régulière. Il devait la poursuivre jusqu'à sa mort tragique. Sous l'Empire, il l'avait singulièrement avancée, se procurant des précisions, tenant à jour son carnet, dénonçant, dès leur arrivée, les agents interloqués. « Eh bien, comment va le patron ? » Et, en ricanant, il les nommait. Blanqui vit dans une telle perspicacité l'indice d'une vocation utilisable. De sa bouche tomba un jour cet éloge, de forme inattendue : « Ce n'est qu'un gamin, mais c'est un policier de premier ordre. »

Aux fonctions du contre-espionnage, Raoul Rigault joignait les cent occupations d'un agité désœuvré. Il prenait part au règlement des conflits entre coreligionnaires politiques et constituait des juridictions d'honneur. Il faisait les démarches nécessitées par la création d'un journal, l'organisation d'une

réunion publique. Des cafés, il se répandait dans les écoles, où il suscitait des mouvements ; au Palais de justice, où il conseillait à ses camarades de ne pas répondre aux magistrats (1) et discutait procédure criminelle avec Chaudey ; à *Pélagie*, dont il visitait les détenus révolutionnaires ; dans les couloirs du Corps législatif, où il guettait les nouvelles politiques. Il pérorait dans les conciliabules avec les étudiants et les ouvriers, réhabilitait Hébert et Marat dans les réunions publiques ou dans le salon de Nina de Villars, assistait aux obsèques civiles, copiait des lettres de Blanqui, rédigeait des consultations ou des faire part, signait des protestations, des manifestes entre deux articles ou deux bocks. Devant le tribunal de police correctionnelle comme au cours de ses détentions à Sainte-Pélagie, — où il connut Rochefort et Ferré, — il poursuivait la réalisation de son programme d'agitation, refusant en ces termes l'indulgence des juges : « Le jour où nous serons au pouvoir nous ne vous en accorderons pas », excitant à la révolte ses codétenus aux cris de « Vive la guillotine ». On le vit parmi les 200.000 républicains, les 2.000 blanquistes armés suivant le cortège mortuaire de Victor Noir. « C'est Rigault qui commande la manœuvre ; comme un sergent qui gourmande des recrues, comme un chien de berger qui harcèle un troupeau, il aligne les uns et aboie après les autres... Ceux qui ont des pistolets, en tête ! » (2).

Aucun de ses contemporains n'a indiqué la participation de Raoul Rigault à la journée du 4 septembre. Sans doute fit-il partie du groupe des manifestants qui envahit le Corps législatif, et qui, se portant à l'Hôtel de ville, soutint la candidature des chefs du parti révolutionnaire. Peut-être aussi, avec ses camarades, contribua-t-il à délivrer Eudes, détenu au Cherche-Midi.

(1) Dans la *Marseillaise* du 10 janvier 1870, il renouvela le conseil. « Pas plus dans l'instruction que sous forme de conversation avec les magistrats, ne répondez un seul mot. Voici la phrase sacramentelle que vous devez opposer à toute insinuation : Je refuse de répondre ». Puis il ajoute ces mots qui trahissent chez lui l'attitude et le sarcasme : « Et ne signez pas cette sorte d'interrogatoire ».

(2) J. Vallès, *L'Insurgé*, p. 149.

Il dut, en tout cas, au gouvernement de Trochu et de Jules Favre d'obtenir une singulière satisfaction, suivie, il est vrai, d'une disgrâce rapide. L'histoire en est plaisante. Elle mérite d'être rappelée.

L'attitude prise par Rigault sous le second Empire l'avait mis en relation avec un grand nombre de républicains que le changement de régime habilitait au pouvoir. Il avait rencontré Floquet, fréquenté, dans les bureaux de la *Marseillaise*, Antonin Dubost. Ce fut sur leur intervention, sur celle particulièrement d'Antonin Dubost, nommé, le 4 septembre, secrétaire général de la Préfecture de police, que la faiblesse embarrassée du préfet de Kératry lui concéda un poste de commissaire. Rigault fut affecté à l'administration centrale. Il y devait exercer les fonctions qu'il avait flétries et que le départ des agents impériaux, de Lagrange entre autres, laissait sans titulaires.

Si l'on peut souligner l'imprudence, la hardiesse tout au moins d'une telle désignation, on ne saurait sans injustice soupçonner Rigault d'avoir, investi d'une dignité, oublié ses amis ou ses opinions. Commissaire de police, il fut, dès le premier jour, non point l'homme du Gouvernement de la Défense nationale, mais le fidèle fonctionnaire des blanquistes.

Rien n'est curieux comme de lire dans le journal officiel de Blanqui, la *Patrie en danger*, fondé le 7 septembre, l'emploi qu'il fit de ses attributions. Cet organe n'avait pas longtemps respecté le sage programme de son premier numéro, « en présence de l'ennemi, plus de partis ni de nuances. » Il avait, quelques jours après, rouvert le cycle des luttes politiques, ressuscité l'esprit de méfiance et de rancune. Le 13 septembre, Tridon reprend la campagne contre les *mouchards*. Le 17, est insérée cette note significative : « M. Piétri, neveu, a été arrêté hier par les soins des citoyens Raoul Rigault et Brunereau. Piétri était l'ancien secrétaire des commandements particuliers de l'impératrice... Nous craignons que le préfet de police l'eût déjà relâché, comme il l'a fait pour tant d'autres. Et nous ne nous trompons pas de beaucoup, puisque M. Antonin Dubost, le secré-

taire général de la Préfecture, a reproché au citoyen Rigault *le zèle et l'habileté qu'il avait déployés.* » Nouvelle information le 23 septembre : « Le mouchard Galerne, extrait du bagne par Bonaparte, a été arrêté avant-hier par le citoyen Bouhier, et immédiatement écroué par les soins du commissaire Raoul Rigault. » A ce moment, les blanquistes ont démasqué leurs batteries. Ils combattent le gouvernement républicain comme ils ont combattu l'Empire. La Préfecture est l'objet de violentes attaques, et Tridon, Breuillé, dans la *Patrie en danger*, demandent sa suppression. De Rigault seulement, le journal révolutionnaire vante *le zèle et l'habileté.* Le cas échéant, il prend la défense du commissaire de police. Lorsque le journaliste Portalis est mis en état d'arrestation, la *Patrie en danger* écarte de son fidèle le soupçon d'un attentat à la liberté de la presse. Elle en accuse un « ex-commissaire de l'Empire. » — Il est impossible d'observer une telle complaisance sans conclure à de la complicité.

Dépister les agents de la police impériale demeurerait l'idée fixe de Raoul Rigault. Mais cette fois, le gouvernement lui avait procuré les moyens de parfaire sa documentation et d'assouvir, dans la mesure du possible, une haine toujours vivace. De sa propre initiative, malgré les remontrances de ses chefs, cet étrange commissaire de police, assisté de son ami Gaston Da Costa, qu'il s'était adjoint comme secrétaire, pourchassa l'ancien personnel de la rue de Jérusalem. Les deux préfets qui se succédèrent, de Kératry puis Edmond Adam, pris entre le souci de la légalité et la crainte d'ennuis politiques, durent se borner à faire remettre en liberté les victimes d'arrestations arbitraires, sans oser frapper leur collaborateur. Galerne fut à trois reprises arrêté par Rigault, à trois reprises relâché.

Succès relatif, si l'on veut, pour le commissaire blanquiste. Etape cependant importante, au cours de laquelle il se familiarisa avec l'emploi de la force et prit une orgueilleuse assurance. En même temps, il fouillait les archives, compuisait les dossiers, copiait, sans se cacher, les renseignements confidentiels sur les agents. Quelques semaines suffirent à l'armer dangereusement en vue des journées révolutionnaires.

Le 31 octobre termina l'aventure. Ce fut à cette date que se joua le prologue du drame qui devait, en 1871, ensanglanter Paris. On sait l'histoire du mouvement populaire par suite duquel deux membres du gouvernement furent, pendant plusieurs heures, les prisonniers des blanquistes à l'Hôtel de ville. Au même moment, un autre coup de force se produisit, donnant à l'émeute l'ampleur d'une révolution minutieusement préparée. Accompagné de Da Costa et d'un bataillon insurrectionnel, Raoul Rigault vint occuper la Préfecture de police. Il pensait réaliser, avec le plan de Blanqui, le rêve entretenu par ses lectures et ses propos. Etre le préfet de la Commune, avant d'en être le procureur.

Mais, le lendemain, le réveil fut brutal. L'Hôtel de ville débloqué, tout l'échafaudage s'était écroulé. Le gouvernement s'était ressaisi, après une nuit d'angoisse. Il avait décidé d'exercer des poursuites contre les chefs de l'insurrection, et mis à la Préfecture Cresson, que l'on considérait comme énergique. Un des premiers soins du nouveau préfet fut de réclamer la destitution de Rigault. Il ne l'obtint pas sans peine, le commissaire de police émeutier ayant trouvé un défenseur en Jules Favre : Il répugnait au ministre de paraître se venger d'un homme qui, sous l'Empire, lui avait porté des coups cruels. Cependant Cresson, qu'appuyait le général Trochu, l'emporta. Rigault et Da Costa furent convoqués à la Préfecture. Ils durent remettre leur démission. En même temps Rigault reçut l'ordre de restituer les dossiers politiques qu'il avait emportés chez lui pour les examiner à loisir.

Par une suprême mesure de faveur, il ne fut pas compris dans les poursuites engagées. C'était mal le connaître, que de supposer qu'une telle indulgence le désarmerait. Son état d'esprit, il ne tarda pas à le manifester dans deux lettres fort significatives. Il écrivait, le 6 novembre, aux rédacteurs de la *Patrie en danger* :

« Je reviens prendre au milieu de vous la place que, je l'espère, *vous me gardiez dès votre premier numéro*. J'ai aujourd'hui donné ma démission, ainsi que mon secrétaire et ami Gaston Da Costa. »

Puis il divulguait ouvertement son dessein.

« *Je regrette de n'avoir pas pu continuer l'étude des dossiers que j'avais commencée.* Mais nous sommes arrivés déjà à quelques résultats. *Nous les utiliserons* et démasquerons les traîtres que nous avons déjà fait plus que soupçonner sous l'Empire. Et dès demain à la besogne. — Salut et égalité. Raoul Rigault, ex-commissaire de police spécial. »

Quelques jours après, le *Journal officiel* (9 novembre) annonçait la suppression de « l'emploi de commissaire spécial attaché au cabinet *avec ses attributions exclusivement politiques et secrètes* », c'est-à-dire du poste rendu vacant par le départ de Rigault. Grand fut l'émoi de celui-ci, qui redouta qu'une telle précision parvînt à lui nuire dans l'esprit des révolutionnaires. « Je n'ai pas eu à la Préfecture de police, écrivit-il dans une lettre de protestation, l'emploi de commissaire attaché au cabinet, mais bien celui de commissaire spécialement attaché à la Préfecture... Je n'ai jamais eu à ma disposition un seul agent secret, jamais un seul inspecteur de police, pas même, comme les inspecteurs de quartier, un seul inspecteur de commissariat... Mes occupations n'avaient été, sous M. le comte de Kératry, ni politiques ni secrètes, j'ai simplement essayé, avec les citoyens Dubost et Caubet, la transformation de la Préfecture de Piétri en Préfecture républicaine. Je ne crois pas que nous ayons absolument réussi. Avec les citoyens Adam et Pouchet mon rôle s'est modifié, et j'ai, pendant huit jours à peine, été chargé *d'une étude de dossiers ayant pour but la recherche des agents secrets de l'ancienne police...* »

Cette dernière affirmation se rectifiait d'elle-même, si on la rapprochait de la lettre précédente et des articles de la *Patrie en danger* parus en septembre. A la Préfecture, Rigault n'avait fait usage de ses pouvoirs que pour mieux préparer la réalisation d'un programme révolutionnaire. Il se hâta, rendu à la vie privée, d'utiliser des documents qui lui avaient été bénévolement fournis.

Dès le 10 novembre, — cinq jours après sa démission, — il publiait dans le journal de Blanqui un article sur le *service des garnis à la Préfecture*. Se servant des dossiers par lui dépouillés en sa qualité de commissaire de police, il

dénonçait deux agents secrets, Galerne notamment qu'il n'abandonnait point. Les jours suivants, jusqu'au dernier numéro, il poursuivit ses divulgations, et, parmi ceux qu'il livrait aux haines, on lut les noms de Greffe, de Ruault, de Largillière, qui devaient être fusillés sous la Commune, rue Haxo. Résolution tenace. Il ne cessa la publication, le 8 décembre, qu'en subissant le sort du journal lui-même. Encore annonça-t-il son dessein de « dévoiler d'autres mouchards ».

Son activité ne s'en trouva point ralentie. A l'égard des gens de police, loin de désarmer, il usa de violences singulières, dont l'emploi à lui seul marque l'époque. C'est ainsi qu'il put, sans être inquiété pour autant, arrêter, avec le concours du fidèle Da Costa et de gardes nationaux, un agent surpris dans le cortège d'un enterrement civil et le conduire à la mairie voisine. Il se montra et discourut dans les réunions publiques, au club Blanqui, ouvert rue Saint-Denis au numéro 20. Son renom, qui grandissait parmi les républicains d'extrême gauche, le fit élire chef d'un bataillon de la 5^e légion, mais en fait il n'exerça jamais ce commandement. Le 22 janvier, prêt à tout, il contempla de l'appartement de Lefebvre-Roncier, 60, rue de Rivoli, avec les membres de l'*Alliance républicaine*, la nouvelle attaque dirigée contre l'Hôtel de ville, et puis la fusillade meurtrière. Il entendit, s'il ne le prononça, le mot qui, selon l'expression de Vuillaume, *mettait la légende en marche* : « Il ne faut pas oublier que c'est Chaudey qui a fait cela ».

En germe dans les journées révolutionnaires du 31 octobre et du 22 janvier, le 18 mars allait permettre à Rigault d'accomplir son destin et d'aborder la dramatique entreprise qui de l'hôtel de la rue de Jérusalem inexorablement le pousserait vers les pavés sanglants de la rue Gay-Lussac.

Raoul Rigault avait vingt-quatre ans.

Il était de petite taille, bas sur jambes. Etroite au cours de son adolescence, sa carrure s'était, depuis quelques années, nettement élargie. Une « carrure insolente », a écrit M. Hanotaux (1).

(1) Hanotaux, *Histoire de la France contemporaine*, t. I^{er}, p. 187.

Des ombres tragiques, le mot suffit à dégager le souvenir du policier révolutionnaire. Il offrait l'impudent aspect de la vulgarité poussée jusqu'à l'orgueil. Son cou, demeuré maigre, semblait supporter avec peine une tête massive, trop lourde. Point de finesse dans les traits. Il avait le nez légèrement busqué, le front volontaire, les lèvres épaisses et sensuelles, les yeux petits, — des yeux de myope. A ce masque, des cheveux châtain, abondants et longs, négligemment rejetés, ajoutaient un désordre voulu, comme une barbe précocce, mal soignée jusqu'alors, prétentieusement épanouie. Parce qu'il prenait sa faconde pour de l'esprit et pour de l'énergie ses violences, son regard, dominant un éternel lorgnon, s'éclairait soudain de lueurs narquoises, inquiétantes, et sa lèvre s'avancait en un rictus provocateur. Une voix sonore, à plaisir grossie, qu'encadrait la pluie fine de crachotements. Entre deux paradoxes, il humait du tabac. Sans cesse il remuait. L'allure vive, saccadée. Le geste cassant. Le déhanchement des gavroches parisiens.

Sur le préfet de la Révolution, « passant de la ripaille à la terreur (1) », l'histoire a porté un sévère jugement. Ses camarades de combat eux-mêmes, et les thuriféraires de la Commune, n'ont pu couvrir du manteau funèbre une intelligence privée d'équilibre, une vie dépensée moins en efforts qu'en excès. Point de portrait de Rigault qui ne comporte les réserves les plus expresses. Voici celui de Paul et de Victor Margueritte (2). « Gamin cruel à flair de policier, Fouquier-Tinville de brasseries, un fanfaron du vice qui ira jusqu'au crime ; il n'en est encore qu'à décapiter les noms des rues... en attendant qu'il puisse, comme il l'annonce froidement, faucher des vies. » — « Il avait en toutes choses, dit Prolès, même dans son fanatisme, avec un singulier sang-froid, je ne sais quel air de mystificateur sinistre et impassible (3). » — « L'œil rempli d'une grossière audace », juge Fiaux, il était « cynique de langage et de mœurs (4) ».

(1) *Ibid.*

(2) Paul et Victor Margueritte, *La Commune*, p. 171-172.

(3) Ch. Prolès, *Les hommes de la révolution de 1871*, Raoul Rigault, p. 9.

(4) Fiaux, *op. cit.*, p. 158-159.

— « Un jouisseur... Un viveur dépensier, consacrant à la débauche une grande partie de son temps », s'écriaient, d'un commun accord, Cluseret et Rossel (1). Et, dans sa contribution à l'*Histoire socialiste*, Dubreuilh dénonce courageusement le révolutionnaire « puéril et violent à faux,... ses allures de carabin (2). »

Rue de Jérusalem, Rigault eut tôt fait de dessiller, par ses excès, les yeux à nombre de ses amis. Son arrivée à la Préfecture ne souleva cependant aucune critique. Elle était décidée depuis longtemps par les blanquistes, acceptée du Comité central qui considérait le chef de bataillon comme un de ses adhérents. Parmi les radicaux eux-mêmes, certains envisagèrent comme une garantie l'élévation au pouvoir de l'ancien commissaire de police. La *Liberté* du 23 mars commenta le choix avec une complaisance singulière, qu'explique sa sympathie pour le Gouvernement de la Défense nationale. « M. Raoul Rigault est un homme de convictions *un peu intolérantes*, mais qui a rendu de grands services pendant l'administration de M. de Kératry et de M. Edmond Adam. Il était, à cette époque, *l'homme spécial, unique et l'âme vraie de la Préfecture*. »

C'est le 20 mars, au cours d'une réunion présidée par Duval, que le Comité central, sur la proposition de plusieurs de ses membres, appela Rigault à ce poste de haute confiance. La décision était rédigée en ces termes : « Le citoyen Raoul Rigault, chef de bataillon à la 5^e légion de la garde nationale, est chargé de la surveillance de la ville de Paris

(1) *Mémoires du général Cluseret, Le second siège*, t. II, p. 214. — *Mémoires et correspondance de Louis Rossel*, p. 373.

(2) Louis Dubreuilh, *la Commune*, — *Histoire socialiste publiée sous la direction de Jean Jaurès*, t. XI, p. 379. — Les traits de Rigault ont été maintes fois reproduits par le dessin et la caricature. Se reporter notamment à l'*Album Paris sous la Commune par un témoin fidèle, la photographie*, à celui qu'a publié Dayot, *L'invasion, le siège, la Commune*, p. 258. etc... Une gravure en couleurs, classée à la Bibliothèque nationale et reproduite par A. Rey et L. Féron, *op. cit.*, représente Rigault dans son cabinet, revêtu de son uniforme de commandant de la garde nationale, mais elle n'offre aucune ressemblance réelle avec le délégué. Je citerai en outre une caricature très évocatrice, signée E. C. (Ch. Vernier, collection A. Mordret), une, plus fantaisiste, appartenant à la série des *Signes du Zodiaque*, par Nérac, d'autres enfin d'Alfred Le Petit et de P. Klenck.

et de la sécurité de la République. En attendant que la Commune soit régulièrement installée, le citoyen Rigault restera aux ordres du Comité central (1). »

Le jour même, le nouveau préfet entra en fonction. Il se faisait fort de réorganiser rapidement les services avec le concours de camarades ou de bonnes volontés recueillies au hasard. Breuillé, Edmond Levraud, Virtely, Caulet de Tayac, Riel, Giffault furent employés aux travaux les plus urgents de bureau et de police. Quelques-uns avaient, sans sortir du fourreau la lame de l'épée, enlevé, dans l'attaque du 18 mars, leur nomination, Jules Jolivet, pour six jours « capitaine de place à l'ex-Préfecture », Chapitel, nommé « commissaire attaché à l'ex-Préfecture ». Les plus ardents enfin, comme Le Moussu, se livrèrent au dehors, dès les premiers jours, à la recherche des suspects (2).

Par contre, Rigault dut reconnaître bientôt que l'ancien personnel semblait peu disposé à travailler sous sa direction. Une circulaire, adressée notamment aux employés de la 2^e division (voirie), demeurait sans écho. Le *Cri du Peuple* du 30 mars s'en consolait en affirmant qu'une quinzaine d'hommes « faisaient la besogne de cent cinquante ».

Cependant, la besogne s'annonçait rude.

A Rigault, à ses collaborateurs incombait le soin d'exécuter l'ordre du Comité qui enjoignait aux directeurs de prisons de mettre immédiatement en liberté tous les détenus politiques appelés à bénéficier de l'amnistie.

Le nouveau délégué à l'ex-Préfecture avait surtout le

(1) Prolès, *op. cit.*, p. 37.

(2) Pour compléter la liste de ceux qui, sous le gouvernement du Comité central, remplirent des fonctions à la Préfecture de police, il faut citer en outre Chardon (Jean-Baptiste). Mais ce dernier, malgré le titre vague, pris, pendant quelques jours, par lui comme par cinq de ses collègues, de « délégué adjoint à l'ex-Préfecture », n'exerça en réalité qu'un commandement militaire, bientôt précisé par sa qualité nouvelle de « colonel commandant l'ex-Préfecture », ou de « colonel délégué à la sûreté générale ». Vuillaume a dépeint la magnificence de l'uniforme du colonel, entre temps élu membre de la Commune. Chardon fit partie de la commission militaire. Le 16 avril, il fut nommé juge à la cour martiale. Il n'abandonna pas pour autant ses prérogatives de la rue de Jérusalem. Chardon a donné, à plusieurs reprises, des ordres d'écrou et de libération, mais concernant à peu près exclusivement les fédérés. Il eut comme officier d'ordonnance à l'ex-Préfecture Benjamin Sicard.

dessein bien net de provoquer l'arrestation de ceux qu'il vouait à la vindicte populaire ou qu'il considérait comme un obstacle à la révolution. Son programme, ses moyens d'action étaient depuis longtemps fixés. Au reporter du *Cri du Peuple* il confiait son premier souci, gros de menaces :

« Quant à la police politique, il n'y en a plus, et il est même difficile au citoyen Rigault de retrouver quelques-uns de ses agents *qui ont commis de véritables crimes* (1) ».

En attendant le résultat de recherches auxquelles il attachait un intérêt spécial, il eut le réconfort de faire écrouer, au cours de cette période, plusieurs personnages que leur situation désignait à ses coups.

Nous ne rappellerons qu'en peu de mots l'arrestation, aux abords de la gare d'Orléans, le 18 mars, vers cinq heures du soir, du général Chanzy et du député Turquet, venus de Tours. Elle n'eut, à l'origine du moins, pour causes que des considérations d'ordre militaire, la consigne donnée au cours de l'après-midi d'empêcher le départ pour Versailles d'officiers venant de province ou d'Allemagne.

Mais l'événement changea vite de caractère.

L'organisateur héroïque de la seconde armée de la Loire était populaire dans la capitale. Malheureusement il fut pris pour le général Ducrot, et malmené par une foule déchaînée, que ne sut point contenir le 134^e bataillon (du 13^e arrondissement), chargé de la surveillance de la gare (2). Chanzy,

(1) *Cri du Peuple* du 30 mars 1871.

(2) Extrait d'un rapport du commandant Thierce, chef du 134^e bataillon, daté du 17 avril 1871 et conservé aux Archives de la Seine : « Parmi les actes graves qui m'ont été révélés à la charge du 134^e, j'ai à citer l'arrestation du général Chanzy, qui a été opérée presque exclusivement par des hommes dudit bataillon. Il m'a été signalé, comme ayant joué un rôle actif dans cette arrestation, le nommé G..., lieutenant payeur révoqué. Il paraît qu'on a vu entre les mains de cet individu l'ordre d'écrou pour le général Chanzy. »

Un rapport du même officier, en date du 19 avril 1871, contient d'autres dénonciations : « Le capitaine Boyer, de la 3^e compagnie sédentaire de mon bataillon, m'a rendu compte que les nommés Serizier et Sicard, capitaines au 101^e bataillon, s'étaient chargés de dégrader le général Chanzy, et qu'en effet ils ont arraché les galons du képy (*sic*) de cet officier général ». Mais il ne semble pas qu'il y ait lieu d'imputer de telles violences aux deux officiers du 101^e, dont la responsabilité fut, par ailleurs, suffisamment lourde. C'est le transfèrement des prisonniers à la Santé qu'ont assuré Serizier et ses hommes. Or, M. Turquet a déclaré que ses com-

Edmond Turquet, qui tint à partager son sort, le général de Langourian, arrêté vers le même moment, furent conduits à la mairie du 13^e arrondissement, de là, après un court passage dans l'appartement de Léo Meillet, dû à la courageuse intervention de l'adjoint au maire, à la prison du 9^e secteur. Le 20 mars, ils étaient transférés à la prison de la Santé.

Les délégués à la Préfecture de police s'estimaient désormais saisis ; ils étaient bien résolus à garder en leur pouvoir les prisonniers de marque qu'un hasard leur avait livrés. M. Turquet, dans son récit fait aux membres de la commission d'enquête, a souligné l'acharnement de Duval, s'efforçant, dès que l'incident fut porté à sa connaissance, d'arracher sa proie à la générosité de Léo Meillet. Tous les mémoires de l'époque, consacrés aux tractations qui ont précédé la mise en liberté des généraux, aux interventions du général Crémier et d'Arronsohn, des membres du Comité central Lullier, Babick, Beslay, Billioray, relatent la résistance opiniâtre opposée par les dictateurs de la Préfecture, Duval et Raoul Rigault.

Dans la pensée des deux hommes en effet, l'arrestation du général Chanzy dépassait le cadre d'un incident banal, d'une consigne arbitrairement interprétée. Déjà la conception des otages les hantait. Non qu'elle eût encore, pour leur mentalité de jacobins, la force d'un système général, d'un procédé de guerre civile. Mais, blanquistes, ils y trouvaient la double satisfaction de déployer leur doctrine terroriste et de l'appliquer à la délivrance de leur maître, de Blanqui lui-même, arrêté le 17 mars dans le Lot.

Duval invoqua les « lois de la guerre ». — Rigault, le premier, précisa l'idée, parla d'échange.

Cependant le Comité, sensible au prestige de Chanzy, songeant plus encore à assurer les élections de la Commune qu'à procurer, par un coup de force, leur chef aux blanquistes, décida, à l'unanimité, la libération du général. Duval avait

pagnons et lui avaient été à ce moment protégés par la garde nationale contre les fureurs de la foule.

déchiré un premier ordre de mise en liberté, signé de Lullier. Il fallut l'insistance du général Crémer, l'affirmation de Babick que le Comité central en avait délibéré, pour qu'un second ordre fut suivi d'effet.

Il était ainsi libellé. « 25 mars 1871. — Le citoyen Duval mettra immédiatement le général Chanzy en liberté. — Les membres du Comité : Lavalette, Billioray, Babick, Bouit, Du Camp. » Suivait la mention : « Ordre de mettre en liberté immédiate les citoyens Chanzy et de Langourian. — E. Duval. » L'ordre était revêtu des cachets du *Comité central de la garde nationale*, et du *Colonel de la 13^e légion de la garde nationale de Paris, Commandant l'ex-Préfecture de police* (1).

Les généraux Chanzy et de Langourian furent relâchés le 26 mars. Chanzy donna sa parole au Comité de ne point accepter de commandement contre la capitale.

Avec l'arrestation du président Bonjean, le programme gouvernemental de Rigault se précisa.

Cette fois, la mesure était due à son initiative, prise d'accord avec Duval. Depuis longtemps, Raoul Rigault avait étendu son animosité de la police à la magistrature. Ils ne s'était point borné à brosser, sous l'Empire, quelques portraits que j'ai notés au passage. Son audace lui avait permis de manifester ses sentiments avec une tout autre force en septembre 1870, au moment où il était investi d'un poste de confiance à la Préfecture : Il avait alors arbitrairement pratiqué une perquisition dans l'appartement d'un conseiller à la cour de cassation, M. Zangiacomi, dont il se rappelait la présidence des débats du procès de Blois, au mois de juillet de la même année (2).

(1) *Document inédit* dans sa rédaction intégrale, classé aux archives des conseils de guerre (copie jointe notamment au dossier des poursuites exercées contre Arnold). Consulter, au sujet de l'arrestation et de la libération du général Chanzy, Lepelletier, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 517 et s., et t. II, p. 227 et s., Maxime Du Camp, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 172 et s., etc.

(2) Dans une note transmise au garde des sceaux le 17 février 1871 par l'intermédiaire du procureur général près la cour de cassation, M. Zangiacomi racontait ainsi cet incident caractéristique :

« A l'époque du procès de Blois, quand parut le décret qui appelait M. Zangiacomi à le présider, un nommé Raoul Rigaut (*sic*), étudiant en

Lorsque ses rigueurs s'appesantirent sur Louis Bonjean, celui-ci remplissait les fonctions de premier président de la cour de cassation, par suite de l'absence momentanée de M. Devienne (1).

Le bâtonnier Edmond Rousse a tracé de lui ce portrait, trop saisissant, peut-il sembler, pour être d'une fidélité absolue :

« Le président Bonjean était un vieillard tumultueux, d'un esprit alerte, original et bienveillant ; très familier, conteur infatigable, savant comme on ne l'est plus, brave comme on ne l'est guère, par tempérament, à son insu, patriote ardent qui semblait né pour les temps de troubles. En le voyant, je songeais toujours à ces vieux parlementaires du temps de la Ligue. Il me rappelait Brisson pour l'esprit et le vaste savoir, Duranti et de Harlay pour le courage. Dans ces jours funestes, il n'avait qu'une pensée, qu'une passion, la

médecine, âgé de 23 ans, se disant rédacteur de la *Marseillaise*, publia un libelle, ayant pour titre *M. Zangiacomi*, outrageant d'une manière odieuse ce magistrat et même son honorable père. Le ministère public s'en émut. Il engagea M. Zangiacomi, qui s'y refusa, à porter plainte contre l'auteur de cet écrit diffamatoire ; malgré ce refus, une poursuite fut dirigée d'office contre ce dernier pour offenses contre la magistrature ; l'écrit fut saisi, et une instruction commencée avant l'ouverture des débats de l'affaire de Blois... Survint le 4 septembre, et, dans les premiers moments de troubles inévitables en de telles circonstances, Raoul Rigaut fut s'emparer de lui-même, à la Préfecture de police, des fonctions de chef de la police politique qu'y remplissait le commissaire de police Lagrange... On est autorisé à affirmer que c'est sous son influence seule qu'ont été pratiquées les mesures arbitraires qui ont atteint M. Zangiacomi. On a des raisons de croire que c'est lui qui les a personnellement dirigées, et que c'est lui qui a enlevé ou fait enlever tous les papiers les plus intimes, toutes les correspondances privées de ce magistrat... » M. Zangiacomi rappelait, le 4 mars, sa requête. Il ajoutait : « Il me paraît, Monsieur le Ministre, que je ne pourrai régulièrement remonter sur le siège que j'ai dû quitter dans les circonstances qui vous sont maintenant connues, sans votre agrément préalable et surtout sans la certitude que, comme mes collègues, vous êtes convaincu que l'acte dont j'ai été victime, et que M. Bonjean qualifie de simple voie de fait, ne m'a rien fait perdre de votre estime. » — Le 8 mars, le garde des sceaux avisa le conseiller qu'il avait prié le préfet de police de procéder à une enquête, et invita le magistrat à rejoindre son poste. (*Document inédit*. Archives du Ministère de la justice.)

(1) M. Devienne était l'objet de poursuites disciplinaires en raison de son intervention auprès de l'impératrice Eugénie, mise au courant de l'intrigue existant entre Napoléon III et Marguerite Bellanger. Ajoutons qu'un arrêt de la cour suprême du 21 juillet 1871 réhabilita ce haut magistrat et lui permit de reprendre ses fonctions (*Dalloz*, 1871, 1, 39).

France. Cet otage appartenait de droit à la Commune (1). »

Profil au puissant relief, gravé sous l'impression des quatre mois de siège et de la guerre civile, mais dont les traits, heurtés à l'excès, ne suffisent point à évoquer la physionomie véritable de l'homme, du magistrat. Le pinceau de Lehmann a fixé sur la toile avec plus d'exactitude cette figure caractéristique. Il a reproduit la dignité tranquille du président assis devant les colonnes du Temple, revêtu de son collet d'hermine, les larges épaules et la tête droite, le front haut ceint d'une auréole de cheveux blancs, abondants, s'envolant en désordre, l'intensité d'expression qu'adoucit une conscience sereine.

D'une inlassable activité n'excluant pas la noblesse de l'allure, constamment absorbé par de multiples occupations, dévoré tant par la flamme de son intelligence que par l'ardeur de sa volonté, toujours sur la brèche, toujours en avant malgré son âge et sa santé affaiblie, guidé par une impérieuse ambition, celle d'accomplir son devoir, Bonjean représentait, plus encore que celle de la Ligue, la magistrature nouvelle, ne devant de hautes fonctions qu'à un labeur incessant. Il suppléait aux défaillances de son imagination par le goût du travail et de la méthode. Ses propos semblaient emphatiques, mais ils n'étaient que le reflet d'une âme limpide et, loin de la contredire, s'alliaient avec la simplicité de sa vie.

Le président était, au sens profond du mot, le fils de ses œuvres.

Louis-Bernard Bonjean était né à Valence le 4 décembre 1804. Appartenant à une famille d'origine savoisiennne, il était issu de cette riche alliance de la montagne et du soleil. A l'une, il avait emprunté son tempérament de travailleur opiniâtre, que rien ne pouvait décourager. A l'autre, il devait la générosité de son idéal.

Orphelin de bonne heure, n'ayant pour patrimoine qu'un capital de 10.000 francs, il s'était astreint, pour subvenir aux

(1) Discours prononcé à l'ouverture de la conférence des avocats, le 2 décembre 1871. (E. Rousse, *Discours et œuvres diverses, recueillis et publiés par F. Worms*, t. 1^{er}, p. 263.)

frais de ses études juridiques (1), à donner des leçons de mathématiques. Puis il avait enseigné le droit. Il avait acquis, en 1838, une charge d'avocat au conseil d'État et à la cour de cassation. Entre temps il collaborait, avec le doyen Blondeau, à des travaux de droit romain, il faisait paraître son *Traité des actions*, il entreprenait, sous le titre d'*Encyclopédie des lois*, un important recueil de législation.

Et la montée vers les cimes, qui paraît soudaine, qui n'est en réalité que le résultat de l'effort constant et d'un inébranlable courage civique. Il avait déjà, au mois de juillet 1830, donné de l'ardeur de ses convictions un éclatant témoignage, lorsque, jugeant menacées les libertés octroyées par la Charte, il s'était mis à la tête des citoyens du faubourg Saint-Marceau pour les conduire, aux côtés du polytechnicien Vaneau, à l'attaque des Suisses de la garde royale, retranchés dans la caserne de Babylone. — Au mois d'avril 1848, les électeurs de la Drôme l'envoyèrent à l'Assemblée nationale constituante, lui accordant 20.000 suffrages de plus qu'au second des élus.

Dans l'esprit du nouveau représentant, ce succès n'était qu'un moyen de réaliser plus complètement le programme qui était le fond de sa vie. Parce qu'il avait, en 1830, défendu la liberté, il voulait le maintien de l'ordre dans la République. Il réprouva l'émeute de juin. Le sentiment de son devoir l'incitant à l'action personnelle, il fit adopter par l'Assemblée une motion décidant qu'une délégation marcherait au milieu des troupes. M. Bonjean tint à honneur d'y figurer et de gravir, dans un moment de péril, les marches de la colonne de la Bastille pour en arracher le drapeau rouge.

L'insurrection vaincue, il exposa, dans une brochure publiée en 1849, *Socialisme et sens commun*, les raisons qui lui faisaient écarter les systèmes de Proudhon, de Fourier, le communisme, indiquer par contre *la conduite, le travail et la persévérance* comme les seuls moyens de remédier à la misère.

(1) Louis Bonjean avait soutenu, en 1829, devant la Faculté de droit de Paris, une thèse sur le Crédit foncier, réclamant l'institution que devait réaliser le second Empire.

Il ne fut pas élu à l'Assemblée législative.

Mais cet effacement ne dura point. Juriste trop rigide, trop confiant aussi pour pressentir les ambitions personnelles, il avait soutenu, avec son collègue Vieillard, la validité de l'élection de Louis-Napoléon à l'Assemblée nationale. Intervention sans arrière-pensée, dictée par ce qu'il croyait être l'expression de la loi (1). Le prince cependant n'avait point oublié. En janvier 1851, il fit offrir à Bonjean le portefeuille de l'agriculture et du commerce dans un ministère dont fut éphémère la destinée. Le 30 juillet suivant, l'ancien ministre fut nommé avocat général à la cour de cassation, le 25 janvier 1852, président de section au conseil d'Etat.

Bonjean y dirigea la section la plus importante, celle de l'intérieur. Là, il travailla avec un acharnement peu commun, à une époque où le conseil d'Etat élaborait la réorganisation administrative et préparait les lois. Sa vue s'en trouva affaiblie. L'empereur, le connaissant mal, voulut lui fournir le moyen de ménager ses forces, rendre hommage en même temps à sa valeur. Il l'appela, le 16 février 1855, à faire partie du Sénat.

Dans la haute Assemblée, Louis Bonjean ne tarda pas à se distinguer par son activité comme par son érudition. Le surnom lui fut un jour donné, du « Sénateur bénédictin ». Il y montra un plus rare mérite. La fermeté de son caractère qui, à l'Assemblée constituante, avait fait de lui un soutien résolu de l'ordre, le dressa, au Sénat impérial, en défenseur fidèle des libertés civiques. Selon le mot de Gambetta, il brillait au milieu de ses collègues « comme une perle isolée (2) ».

Il ne s'était point borné à approuver la réglementation

(1) Lors de l'élection à la Présidence de la République, Louis Bonjean vota pour le général Cavaignac, ainsi que plus tard il le déclara lui-même à Napoléon III. Toute sa doctrine politique se trouvait dans ces deux votes, dont seule l'apparence est contradictoire.

(2) Voir à ce sujet l'appréciation du rôle de Bonjean sous l'Empire par l'*Opinion nationale* du 4 avril 1871 et par le *Droit* du 4 juin de la même année. Le 29 avril 1871, le correspondant du *Times*, dans une lettre adressée au grand quotidien anglais, observait que Bonjean « avait le mérite d'être le seul membre libéral d'une Assemblée aussi bigote et servile que le Sénat. » (Article reproduit par le *Temps* du 6 mai suivant.)

nouvelle concernant les journaux, qui supprimait l'autorisation préalable et la répression administrative ; il avait exprimé le regret que les délits de presse ne fussent pas soustraits à la juridiction correctionnelle et attribués au jury (1). A la haute Assemblée il avait dit, en 1869, sa satisfaction d'un « retour à la réalité du gouvernement constitutionnel » ; il avait eu l'audace de lui proposer l'abandon de son pouvoir constituant, l'introduction de l'élément électif dans le recrutement de ses membres (2). Intervenant dans une discussion sur les titres de noblesse, il avait fait l'éloge de la démocratie, et s'était vanté de sa propre origine : « Si par démocratie on entend les principes proclamés en 1789, et que notre vénérable collègue, M. le comte Portalis, définissait en me répondant : l'égalité admissibilité de tous à tous les emplois, à tous les honneurs de l'Etat, sans distinction de naissance, je serais bien ingrat de n'être pas démocrate, car si, malgré mon origine plébéienne, j'ai l'insigne honneur de siéger parmi les patriciens de l'Empire, à qui en suis-je redevable, sinon à la victoire de la démocratie ? (3) »

Même netteté, même libéralisme en ce qui concerne la politique extérieure. Il avait, sur les événements, la clairvoyance de Jules Favre, dont il se rapprochait à bien des égards. Catholique convaincu comme le grand tribun, il condamna comme lui l'occupation de Rome par l'armée française. Il affirma l'impossibilité pour la Ville éternelle de demeurer « un musée-monastère ». Et il ajoutait : « Que deviendrait, au milieu de cette Italie, toute fervente de ses libertés conquises, cette oasis de la torpeur et de l'immobilité ? Quel cordon sanitaire serait assez serré pour isoler de l'ardente contagion des idées modernes ? La muraille de la Chine n'y suffirait pas ». Adversaire réfléchi du pouvoir temporel des papes, il entrevoyait comme la solution de l'avenir l'accord réalisé entre le royaume d'Italie et le Saint-Siège (4).

En 1863, il avait pris courageusement la parole en faveur de

(1) Discours prononcé le 5 mai 1868.

(2) Discours prononcé le 3 septembre 1869.

(3) Discours prononcé le 18 mai 1868.

(4) Discours prononcé le 28 février 1862.

la Pologne. « Les Polonais rebelles ! s'était-il écrié. Mais la rébellion suppose un pouvoir légitime, et qui oserait dire que la Russie a sur la Pologne un pouvoir légitime ? Où l'aurait-elle puisé ? » Puis, disant sa conviction profonde que la nation suppliciée ressusciterait, il avait défendu ses héros, ses martyrs d'être des révolutionnaires. « Comment ! Voilà les révolutionnaires ! C'est l'élite de la société que le gouvernement russe est obligé de transporter !... » Alors, le contraste édifié en ces termes saisissants : « Mais je vous le demande, si, ce qu'à Dieu ne plaise ! venait à s'établir en France un gouvernement néfaste qui ne pût vivre qu'à la condition de transporter à Synnamarie ou à Cayenne Monseigneur l'archevêque de Paris, ses chanoines, les curés de Paris, le procureur général de la cour de cassation (*hilarité*), Messieurs les conseillers d'Etat ici présents (*nouvelle hilarité*), les gouverneurs de la Banque de France et du Crédit foncier de France, et les principaux propriétaires et négociants de Paris..., je vous le demande, que penserait l'Europe d'un pareil gouvernement ? Elle penserait avec raison que la révolution est à Paris. Mais de quel côté seraient les révolutionnaires ? Du côté des déportants ou du côté des déportés ? (1) » — Sinistre apparition, surgissant dans un ciel limpide, prophétie dramatique lancée à l'Empire insouciant, en pleine prospérité, par celui-là même qui, après le désastre national, haut magistrat de la cour suprême, roulera sur le sol, fusillé aux côtés de l'archevêque de Paris et du curé de la Madeleine !

Louis Bonjean entra dans la magistrature en 1863, comme premier président de la cour d'appel de Riom. Deux ans après, il siégeait à la cour de cassation, en qualité de président de chambre.

La guerre avait été pour lui l'occasion de manifester son dévouement. Lui qui témoignait aux siens une affection dont l'expression émue pouvait sembler son unique faiblesse, il avait laissé sa femme malade et ses enfants en Normandie, lorsque la menace du siège s'était précisée (2). Sa santé

(1) Discours prononcé le 18 décembre 1863.

(2) Louis Bonjean avait épousé, en 1842, M^{lle} de Malherbe, issue de la famille du célèbre poète.



LE PRÉSIDENT LOUIS BONJEAN

l'avait contraint à abandonner bientôt le rude service de la garde nationale dans laquelle il s'était engagé volontairement. Alors, il avait consacré ses heures de liberté à la direction de l'ambulance du Palais.

Il n'avait quitté Paris que vers le milieu du mois de mars, appelé dans son domaine d'Orgeville, près de Pacy-sur-Eure, par l'urgence de décisions à prendre. Le 19, la nouvelle lui était parvenue des événements qui, la veille, s'étaient déroulés dans la capitale. Il s'était simplement dit que, « comme au mois de septembre, son poste était là où il pouvait y avoir du danger », et il était revenu à Paris au cours de la nuit du 19 au 20 (1).

Le mardi 21, il avait présidé la chambre des requêtes. Il s'était ensuite rendu au domicile du procureur général à la cour de cassation, Paul Fabre ; ne le trouvant pas, il avait laissé un billet pour aviser son collègue qu'il l'attendrait chez lui jusqu'à cinq heures. M^{me} Fabre crut utile d'envoyer au parquet un domestique chargé de donner la lettre à son mari. — Mais le domestique rencontra seulement des gardes nationaux, qui s'emparèrent du billet et de son porteur.

Rigault venait précisément de décerner un mandat contre le président.

« Tiens, fit l'un des gardes, M. Bonjean est bien aimable de nous apprendre qu'il sera chez lui jusqu'à cinq heures. Nous serons au rendez-vous. »

Vers trois heures et demie, quelques gardes nationaux, conduits par un capitaine et un jeune homme promu aux fonctions de commissaire de police, se présentaient au domicile du magistrat, 2, rue de Tournon. Bonjean, prévenu, vint à eux, leur demanda ce qu'ils venaient faire. Pour toute réponse, le commissaire lui montra le mandat d'arrêt. Sur l'objection du président que l'inculpation n'était point précisée, il se déroba, parla d'un désir exprimé par Rigault de poser simplement quelques questions au magistrat. Celui-ci ne fut pas dupe de l'explication. Il se soumit cependant,

(1) Lettre adressée le 17 avril 1871 à M. Bonnet, et publiée par Guasco, *Douze visites à Mazas pendant la Commune, le Président Bonjean otage de la Commune*, p. 31 et s.

obtint que les gardes seraient congédiés, et, en compagnie du commissaire, gagna la Préfecture.

Introduit dans le cabinet du délégué, il se trouva de suite en sa présence.

— Vous êtes bien le citoyen Bonjean, ex-sénateur ? interrogea Raoul Rigault d'une voix rude, et, se retournant vers son secrétaire, il ordonna : « Faites un mandat d'écrou. » Le président voulut savoir le motif de son arrestation. « Vous le saurez bientôt », répondit seulement Rigault.

— Mais c'est une illégalité, s'écria Bonjean, qui, avec l'indignation convaincue du juriste, rappela les principes du droit, la nécessité de spécifier, sur les mandats, les faits invoqués.

Alors le délégué prononça la phrase que certains historiens lui ont attribuée à l'occasion d'autres circonstances : « Nous ne faisons pas de la légalité, nous faisons la révolution (1) ».

Le président fut de suite écroué au Dépôt, dans la cellule n° 6. Le mandat portait : *Au secret le plus absolu*.

Pour quelle raison Louis Bonjean avait-il été arrêté ? Parce qu'il avait présidé la chambre des requêtes dans la journée, et qu'une telle initiative devait être considérée comme une provocation, a prétendu Gaston Da Costa, le confident de Rigault (2). — La cause indiquée est insuffisante. D'autres magistrats siégèrent du 20 au 23 mars. Au lendemain même de cet attentat, la chambre civile de la cour de cassation put se réunir.

Mais Bonjean faisait figure, depuis plusieurs mois, de premier président de la cour suprême, et son caractère ne l'avait point incité à rien abandonner de ses prérogatives. A la Préfecture, Rigault avait pu prendre connaissance de la

(1) Nous avons emprunté le récit de l'arrestation de Bonjean à l'ouvrage de Guasco. Il mérite une créance particulière, son auteur ayant eu plusieurs entretiens avec le président pendant les mois d'avril et de mai 1871, et les ayant aussitôt consignés en des lettres dont sa brochure n'est que la reproduction. Certains détails ont été indiqués par Louis Bonjean lui-même dans son projet de plaidoirie devant le jury d'accusation, publié par Guasco, V. aussi la *France* du 23 mars 1871. — M. M. Jules et Maurice Bonjean m'ont fourni d'autre part sur la vie de leur père des indications précieuses.

(2) G. Da Costa, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 397.

plainte de M. Zangiacomi, rappelant que le président avait taxé de *simple voie de fait* la perquisition pratiquée en septembre 1870.

D'autre part, Louis Bonjean avait appartenu au Sénat de l'Empire (1), et l'admirateur d'Hébert ne concevait point qu'il fallût s'embarrasser de distinctions, rechercher si le choix du souverain avait d'aventure concilié la faveur et le mérite, admettre la fermeté d'attitude, l'indépendance du haut dignitaire, le patriotisme ardent de celui qui, rongé par le drame de Sedan, écrivait aux siens : *Il faut qu'une résistance héroïque lave les hontes de la capitulation*. Premier magistrat de France, ancien sénateur impérial, le président Bonjean apparaissait à Rigault comme doublement suspect. Il était prédestiné au rôle d'otage, moins encore réservé à un échange, que sa qualité de magistrat était insuffisante à lui garantir, qu'aux représailles des sanglants crépuscules.

Le président écroué, les arrestations se multiplièrent. Rigault montra qu'il était mieux que le *bon sous-ordre* méprisé par Lissagaray (2). Il se prodigua.

Le 24, il lançait un mandat d'arrêt contre le procureur général Fabre, qui était intervenu, inutilement d'ailleurs, en faveur de son collègue. Un autre ordre d'écrou concernait M. Larousse, secrétaire du parquet de première instance.

Enlevé presque de force par un de ses avocats généraux, M. Charrins, au moment même où des gardes recevaient la mission de l'appréhender, M. Fabre put quitter Paris, se réfugier à Versailles où, brisé par l'émotion, il allait mourir quelques jours après, d'une crise cardiaque.

Le secrétaire Larousse échappa également aux recherches. A en croire le bâtonnier Rousse, « deux avocats, les citoyens Combes et Raveton, étaient chargés de l'exécution » du mandat le concernant (3). Cette affirmation ne peut s'expliquer d'une façon satisfaisante. « Mon père, m'écrivait M. Rave-

(1) « On pense que M. Bonjean n'a été arrêté qu'en sa qualité d'ancien sénateur ». (*Moniteur universel* du 24 mars 1871.)

(2) « Tant que Duval vécut, il ne broncha pas », ajoute Lissagaray, avec une méconnaissance singulière du rôle joué par Rigault (*op. cit.*, p. 247).

(3) E. Rousse, *Lettres à un ami*, p. 272.

ton, avoué honoraire, était un ami de M^e Rousse, dont il partageait les idées. Son opinion, il l'a défendue publiquement dans les luttes électorales auxquelles il a été mêlé depuis 1875. A cette époque, il posa sa candidature au Conseil municipal de Paris comme représentant du parti conservateur. Né en 1826, il n'avait au surplus *jamais été garde national*. Quant à M^e Combes, son élève et son ami, il partageait ses convictions, et la phrase du bâtonnier Rousse est aussi invraisemblable pour lui que pour son patron. » — Elle trouve sans doute son origine dans un malentendu, un bruit de couloir né d'une malice ou d'une ironie, recueilli légèrement et légèrement reproduit.

Au cours de la même période, Georges Clemenceau, maire du 18^e arrondissement, était arrêté dans sa mairie, puis aussitôt relâché. Un de ses adjoints, Lafont, était écroué sur mandat de Raoul Rigault, mais mis en liberté quelques heures après, comme l'ancien député Glais-Bizoin, le juge d'instruction Pauffin. Un autre magistrat, M. Pérot de Chezelles, ne devait qu'à son absence de n'être point arrêté ; le cabinet qu'il occupait au Palais de justice était toutefois envahi, ses dossiers enlevés, et les fédérés fixaient sur sa porte une pancarte lui défendant d'informer à l'avenir (1).

Les fonctionnaires de la police parisienne furent l'objet d'une malveillance particulière. Dès le 18 mars, les commissaires André, Dodieau, Boudin et leur personnel étaient, conformément à un ordre de Jolivet, conduits à la geôle du 9^e secteur, puis à la Santé (2). Ils furent bientôt rejoints par leurs collègues Honnorat et Thomas de Colligny écroués le 19, par le commissaire de police Patot, que Le Moussu arrêta le 21.

Les portes des prisons se refermaient également, le 20 mars, sur le directeur du Dépôt Coré et sur Claude, chef de la sûreté, qui s'était aventuré imprudemment dans la cour du

(1) *Moniteur universel* du 23 mars 1871.

(2) La pièce suivante, de portée générale, avait été délivrée : « Ordre d'arrêter le commissaire de police et tous ses agents. » Elle était revêtue de la signature : « Le capitaine de place, J. Jolivet » et du timbre : « Etat-major de la Place, 13^e arrondissement ». (*Document inédit*. Dossier des poursuites exercées contre Jolivet, Ministère de la guerre.)

Palais de justice ; vers la même date, sur de nombreux inspecteurs de police, sergents de ville, gendarmes, gardes de Paris, fonctionnaires, notables quelconques, en butte aux dénonciations et aux ressentiments, appréhendés en vertu d'instructions de Duval, de Rigault, de leur collaborateur Jolivet, ou simplement, d'autorité, par des gardes nationaux soupçonneux, que couvrait généralement Bergeret, commandant de place.

Le seul Dépôt de la Préfecture de police reçut 431 prisonniers du 18 au 28 mars. 227 devaient être libérés avant la fin de la Commune. Sur la liste que j'ai pu consulter, j'ai relevé les motifs d'arrestation suivants : Espionnage ; vol (deux seulement) ; sujets prussiens ou supposés tels ; lacération d'affiches du Comité ; ouverture d'un bal le jour de la capitulation ; écou rou rigoureux (*sic*) ; suspects (au nombre de quatre) ; excitation à la guerre civile ; inspecteur ; garde de Paris, etc... Pour 333 des détenus, aucun motif indiqué. Les décisions étaient signées du commandant de place (316), de Duval (38), de Rigault (30), du cabinet (8), etc.

Il n'est pas sans intérêt d'extraire d'autres précisions de la procédure dirigée contre Jolivet et classée au Ministère de la guerre. Les 18, 19 et 20 mars, le *capitaine de place à l'ex-Préfecture* avait écou roué dans les diverses prisons de la Seine un nombre élevé de ses concitoyens. La plupart des ordres émanant de lui n'étaient pas motivés. Trois concernaient les commissaires de police dont nous avons parlé. Quelques-uns mentionnaient : vagabondage, vol. Citons spécialement ceux-ci (1) :

« 19 mars. — Ordre d'écou rou pour les citoyens qui sont amenés de Montmartre ». — Il s'agissait d'une cinquantaine de gendarmes.

« 20 mars 1871. — Ordre de mener au Dépôt des enfants, au nombre de 38, pris en état de vagabondage ».

(1) *Documents inédits* (Ministère de la guerre). — Les registres d'écou rou du Dépôt, de la Santé, de Mazas..., sont conservés aux archives de la Préfecture de police. Dans d'autres prisons (Conciergerie, Grande-Roquette...), les entrées étaient mentionnées sur des feuilles volantes qui se sont perdues. Voir Rey et Féron, *op. cit.*, p. 355 et s.

« 20 mars 1871. — S... et D..., tous deux sans domicile ; *mettre au secret.* »

Le 22 mars, par une disgrâce de la fortune, c'était Jolivet qui, sur décision de Rigault, était incarcéré à son tour, *sans indication de délit*. Duval, le lendemain, il est vrai, le faisait mettre en liberté.

Le Comité central lança lui-même un ordre d'arrestation. Il visait Lullier, compromis dès le 18 mars par la plus ambiguë des attitudes, une vantardise bruyante qui dissimulait mal sa crainte des responsabilités. On lui reprochait déjà de n'avoir pas entravé le départ des membres du gouvernement et du régiment du colonel Ferrier, de ne pas avoir occupé à temps le mont Valérien. Son refus de marcher contre les manifestants de la place Vendôme, le 22 mars, entraîna la décision du Comité (1). Cependant, l'aventureux personnage ne tarda point à s'évader.

Ainsi, du 18 au 28 mars, sous le règne du Comité central, les arrestations ont été le plus souvent dues à des motifs ou à des suspicions d'ordre politique. Il en fut peu de déterminées par des crimes, par des délits de droit commun.

Lepelletier veut bien admettre que le régime nouveau fut « exceptionnel pour la sécurité dans les rues », que les patrouilles incessantes prévenaient les agressions des malfaiteurs, que l'incorporation générale, la solde avaient diminué le nombre des indigents (2). Mais cette situation prolongeait seulement celle du siège, pendant laquelle la criminalité ne paraît point s'être affaiblie. L'historien de la Commune fait au surplus d'expresses réserves. Observant qu'une population urbaine de deux millions d'habitants contient, en tout temps, des coquins, il conclut : « Le dix-huit mars n'avait

(1) Déposition d'Assi devant le rapporteur près le 3^e conseil de guerre : « Le Comité avait été prévenu qu'une manifestation devait avoir lieu. Nous envoyâmes chercher M. Lullier ; il était 11 h. du matin. Nous désirions que M. Lullier organise une contre-manifestation pour prouver que nous étions les plus forts. Nous voulions une manifestation imposante, surtout pour éviter toute idée de collision. M. Lullier, je ne sais à propos de quoi, s'emporta, nous menaça, et comme nous ne pouvions savoir s'il était pour ou contre nous... nous le fîmes arrêter. » (*Document inédit.*)

(2) Lepelletier, *op. cit.*, t. II, p. 214-215.

pas, comme par un coup de baguette, supprimé les gredins antérieurs et présents ».

L'inculpation de *vagabondage* se lit sur quelques ordres d'écrou, et, plus rare, celle de *vol* s'y rencontre. Des arrestations ont eu lieu, déterminées par des *tentatives d'assassinat*, des *actes de violences*, des outrages, — à l'adresse du Comité central et des gardes nationaux. — Précisions insuffisantes, à vrai dire, qui ne sauraient permettre d'indiquer le chiffre, même approximatif, des délits commis pendant ces semaines de crise sociale.

Au lendemain de sa victoire, le Comité central s'était fort bien rendu compte que l'heure était en réalité favorable à tous les pêcheurs en eau trouble. Il avait prévu une recrudescence de la criminalité, et appréhendé qu'elle impressionnât le pays. Soucieux de parer au danger, il avait, dès le 20 mars, publié cet avis : « De nombreux repris de justice, rentrés à Paris, *ont été envoyés* pour commettre quelques attentats à la propriété, afin que nos ennemis puissent nous en accuser encore. Nous engageons la garde nationale à la plus grande vigilance dans ses patrouilles. Chaque caporal devra veiller à ce qu'aucun étranger ne se glisse, caché sous l'uniforme, dans les rangs de l'escouade (*sic*) (1). » La précaution était opportune, la manœuvre toutefois facile à découvrir, comme d'un usage trop fréquent : C'est vers le même moment que le Comité central, pour prévenir toute difficulté avec l'armée allemande, insérait au *Journal officiel* une note d'inspiration semblable, « le Comité apprend que des hommes vêtus d'uniformes de gardes nationaux *et reconnus pour d'anciens gendarmes et sergents de ville* ont tiré sur les lignes prussiennes (2). » De tels communiqués sont suggestifs. Ils dénoncent le grave désordre des esprits, ou attestent tout au moins, de la part du Comité, des préoccupations singulièrement précises.

L'avis, si tendancieux fût-il, ne pouvait rassurer la population. Le Comité central estima que la crainte d'un châti-

(1) *Journal officiel* de Paris du 21 mars 1871.

(2) Même journal, en date du 25 mars 1871.

ment exemplaire s'imposait, qu'elle serait sans doute plus efficace. Se rappelant les décrets de la Convention, il en imita la concision farouche dans cette affiche, placardée sur une porte de l'Hôtel de ville :

République Française
Liberté, égalité, fraternité
MORT AUX VOLEURS

Tout individu pris en flagrant délit de vol sera immédiatement fusillé (1).

Il va sans dire que la menace resta lettre morte. Elle ne fut jamais exécutée. Le nombre des arrestations elles-mêmes ne s'en trouva pas accru. Les délits contre les personnes et les propriétés demeurèrent le plus souvent ignorés ou négligés, et l'ex-Préfecture de police, s'inspirant d'une pensée très différente, préféra réserver ses moyens répressifs à ce qu'elle considérait comme des crimes ou des délits contre la chose publique.

Sur tous les détenus, quelle qu'ait pu être la cause de leur arrestation, les délégués entendirent conserver une autorité absolue. Rigault et Duval ne s'opposèrent pas seulement avec énergie aux libérations requises par le Comité central. Ils affirmèrent leur droit de mettre au secret certains prévenus, ainsi qu'il avait été décidé pour le président Bonjean, d'assurer le contrôle rigoureux des personnes admises à visiter les détenus. Une note, parue au *Journal officiel* de Paris le 27 mars, indiqua :

« Les citoyens qui désirent communiquer avec les personnes retenues soit à la Conciergerie soit dans les maisons centrales (*sic*) peuvent s'adresser pour les autorisations à l'ex-Préfecture de police (secrétariat général) tous les jours, de dix heures à midi. — Le délégué civil, Raoul Rigault. Le général commandant, E. Duval. »

Cependant, les derniers vestiges du gouvernement national s'étaient, à Paris, les uns après les autres effacés. Les fonctionnaires, obéissant aux instructions de Thiers, avaient ga-

(1) Affiche reproduite par le *Journal officiel* de Paris du 24 mars 1871.

gné Versailles, à l'exception de quelques agents, restés pour la conservation des locaux, et des gardiens de prisons dans l'intérêt des détenus attendant une consigne définitive.

Durant la première semaine, la bourgeoisie parisienne avait tenté de secouer sa torpeur. Les *amis de l'ordre*, inquiets de la marche des événements, s'étaient efforcés de se ressaisir, et, pour demeurer unis, pour rallier les hésitants, de se trouver un chef qui gardât les contacts avec Versailles.

Leur choix se porta sur l'amiral Saisset. Les circonstances ayant précédé sa désignation sont peu connues (1). Elles nous ont été racontées par M. Lortat-Jacob, alors avoué près le tribunal de la Seine, dont l'initiative, à une heure d'incertitude, mérite d'être évoquée.

J'ai conservé, me disait-il, le souvenir très précis d'un fait important qui se produisit le 19 mars. Les détails en sont encore inédits. Ce jour-là, vers 2 heures de l'après-midi, sur les boulevards, j'ai croisé l'amiral Saisset. Il était alors populaire, en raison du courage et de l'activité qu'il avait montrés pendant le siège. J'allai vers lui, je lui dis qu'en raison des circonstances lui seul pouvait grouper les honnêtes gens. Cinquante personnes nous entourèrent bientôt. Je fis entrer l'amiral au café du Helder, et là je lui répétais que son devoir était de se mettre à la tête de ceux qui voulaient rétablir l'ordre. L'assistance m'approuva. L'amiral répliqua qu'il n'avait pas l'habitude de se dérober, mais qu'il lui fallait alors une mission du gouvernement. Il fut sur le champ décidé qu'une délégation de quatre notables, dont je devais faire partie, se rendrait à Versailles. Ce qui nous frappa dès notre arrivée dans cette ville, c'est l'affolement, le désarroi y régnant encore. Je rencontrai de suite Jules Simon, mais Thiers n'était pas à la Préfecture. Jules Favre nous reçut à sa place. Nous lui exposâmes le but de notre démarche, l'intérêt que pouvait présenter la nomination de Saisset en qualité de commandant de la garde nationale ou de gouverneur de Paris. Jules Favre nous répondit par une éloquente allocution, dans laquelle il proclama sa confiance en la bourgeoisie de Paris, en son bon sens coutumier. La nomination de l'amiral fut signée aussitôt. Par crainte de voir le précieux document saisi par les

(1) Au sujet de la manifestation de sympathie dont l'amiral a été l'objet sur les boulevards, le 19 mars, se reporter également au journal le *Soir*, du 20 mars 1871.

fédérés au moment de notre retour à Paris, je dissimulai le papier dans une de mes bottines, et nous pûmes revenir sans incident.

Nous nous rendîmes chez l'amiral, rue de Ponthieu. Saisset accepta la mission qui lui était ainsi confiée. Il nous déclara qu'il fallait sans tarder nous mettre à l'œuvre, et nous demanda cinquante ou soixante hommes résolus, avec lesquels il se proposait de reprendre l'Elysée. Je vis quant à moi deux chefs de bataillon dont j'étais sûr. Mais nous ne pûmes trouver tous les concours espérés, car nous étions fort peu nombreux quand, vers une heure du matin, nous nous réunîmes à nouveau. Il fallut renoncer au coup de main sur l'Elysée. Par la suite nous nous sommes concertés rue Drouot et au Grand-Hôtel. C'est là que nous avons décidé la manifestation de la place Vendôme. Manifestation fâcheuse, à laquelle nous avons pris part sans armes, et qui s'est achevée dans le sang. J'y ai personnellement figuré, aux côtés de l'amiral Saisset. Le lendemain, j'ai quitté Paris. Les événements me contraignaient à cette mesure de prudence, et j'étais convaincu de l'inutilité d'un nouvel effort.

L'insuffisance des forces réunies, l'issue tragique de la manifestation du 22 mars, qui s'était déroulée dans le voisinage de l'Hôtel de la Place et du Ministère de la justice, avaient ébranlé la timide confiance de l'amiral. A n'en point douter, le chef du pouvoir exécutif ne cherchait pas à seconder utilement sa tentative. Il apparaissait que, sceptique, Thiers s'était résolu à ne rien modifier de ses projets personnels, et que les sollicitations de Favre resteraient sans écho. Les avis de fonctionnaires, d'agents arrivés de Paris, l'ancraient tout au contraire dans sa décision d'attendre l'heure favorable, de ne rien risquer à l'intérieur des remparts : En dépit des objurgations véhémentes du ministre des affaires étrangères, il avait approuvé le substitut Ribot qui lui avait rapporté les échecs des amis de l'ordre et les considérait comme définitifs.

Lorsque l'amiral Saisset fut informé, le samedi 25 mars, de la signature de l'accord conclu avec le Comité central, connu sous le nom de *capitulation des maires*, il prit le parti arrêté déjà dans son esprit. Il prononça la dissolution de ses troupes, gagna Versailles.

Toute velléité de résistance à Paris fut abandonnée.

A la faveur des négociations avec les maires, un nom avait surgi, qui devait, sous la Commune, acquérir une plus grande notoriété. Eugène Protot, chef du 213^e bataillon, avait reçu du Comité, le 24 mars, mandat d'occuper, aux côtés de Brunel et de Lisbonne, les mairies du 1^{er} et du 2^e arrondissement. Interprétant largement ses pouvoirs, il n'avait pas craint de rechercher, avec les représentants des municipalités parisiennes, les bases d'un premier accord. Il avait fait preuve d'un certain libéralisme. Si, contrairement à l'opinion des maires, il avait préconisé la désignation du commandant supérieur de la garde nationale par le suffrage universel et repoussé l'idée d'un vote à deux degrés, il s'était rallié au principe de l'ajournement des élections à la Commune. Mais il avait été aussitôt désavoué par le Comité central, qui avait maintenu la date du 26 mars et profité d'un découragement passager des maires pour obtenir leur adhésion.

Protot n'en avait pas moins fait preuve d'un esprit de conciliation appréciable. Chez lui, pour un instant, le commandant de fédérés l'avait cédé à l'avocat. En d'autres temps l'on eût dit qu'il s'était désigné pour entrer dans les conseils de gouvernement.

De fait, les élections du 26 mars allaient préparer son avènement au pouvoir, et, quand sur la Chancellerie, sur le Palais de justice, flottait le drapeau rouge (1), l'habiliter aux fonctions de garde des sceaux de la Commune.

(1) « Le drapeau rouge est hissé sur tous les Ministères occupés par le gouvernement de la Commune, ainsi qu'au Tribunal de commerce, au Palais de justice et à la Préfecture de police. » (*Cri du Peuple* du 31 mars 1871.)

CHAPITRE II

VERSAILLES

Le dimanche 12 mars, vers neuf heures et demie du matin, les derniers soldats allemands, par l'avenue de Picardie, avaient quitté Versailles. Et à quatre heures et demie de l'après-midi, les régiments français s'étaient présentés à la grille de l'avenue de Paris ; ils avaient effectué leur entrée sous les acclamations de la foule, qui les saluait joyeusement, comme si leur arrivée dissipait pour toujours les douloureux souvenirs de la grande tragédie nationale.

Huit jours après, le dimanche 19 mars, une autre armée française était venue. Mais de nouveau elle paraissait écrasée sous le poids de la déroute. Les hommes marchaient en désordre, sans armes parfois et leurs uniformes déchirés, la figure lasse, le regard sombre, l'injure à la bouche. Cette armée, pourchassée, semblait-il, par un vainqueur impitoyable, c'était la garnison de Paris, reculant devant l'insurrection et protégeant de ses flots incertains le gouvernement en retraite. Aux visions d'une guerre désastreuse succédaient celles, plus cruelles encore, de la guerre civile.

Derrière ce fragile rempart, le chef du pouvoir exécutif et ses ministres procédèrent à une installation de fortune. L'opération n'était point facile. Certes la population de Versailles était paisible, d'esprit modéré ; son maire, M. Rameau, avoué près le tribunal, avait pu, quelques jours auparavant, certifier à Thiers que l'Assemblée nationale y trouverait un accueil sympathique. Les locaux n'en manquaient pas moins pour recevoir, en dehors des députés, les administrations exilées et les réfugiés de la capitale.

Le chef du pouvoir exécutif vint habiter l'hôtel de la Pré-

fecture qui avait été, pendant six mois, la résidence de l'empereur d'Allemagne. Ses collaborateurs logèrent comme ils le purent, Dufaure, pendant quelques jours dans son cabinet de travail au château, puis au numéro 29 de l'avenue de Paris.

Seul le château pouvait, en raison du grand nombre de ses pièces, convenir à l'organisation du travail en commun. Le théâtre déjà avait été disposé pour servir de salle de séance à l'Assemblée. Bientôt les salles s'érigèrent en bureaux de ministères.

« M. Dufaure, en gros gilet gris, cravaté haut et de travers, avait installé son cabinet dans un gracieux boudoir de Marie-Antoinette (1). » Tous les visiteurs du palais se sont arrêtés dans cette salle, connue sous le nom de *cabinet de la Reine*, où l'on présentait à Marie-Antoinette les personnes admises à la Cour. Elle communique avec les autres pièces des petits appartements et a vue sur l'Orangerie. De belles tapisseries des Gobelins la décorent. Michel Corneille a peint au plafond une allégorie qu'entourent quatre figures, parmi lesquelles Dufaure, dans un sourire, reconnut l'Académie.

Par la pièce voisine (*chambre de la Reine*) et un petit vestibule, le garde des sceaux communiquait avec ses services qui occupaient les trois salles désignées sous les noms de *salon de l'OEil-de-Bœuf*, — spécialement affecté à la direction du personnel, — *antichambre du Roi*, *salle des gardes du Roi*. Toutes trois prennent jour sur la Cour de Marbre. Des fenêtres, les fonctionnaires apercevaient la statue du grand roi et, faisant suite à la place d'Armes, la longue avenue conduisant vers Paris. Si cependant, pour chasser les pensées mélancoliques, ils reportaient les yeux sur les murs de leur prison dorée, ils ne voyaient que des tableaux de victoires, le passage du Rhin, entre autres, de Van der Meulen.

L'aménagement des bureaux ne pouvait manquer d'être sommaire. Des chaises avaient été réquisitionnées et l'on avait, à l'aide de tréteaux et de planches de sapin, dressé de grandes tables, groupant, sans souci de la hiérarchie, les

(1) Léonce Dupont, *Souvenirs de Versailles pendant la Commune*, p. 21.

directeurs, les chefs de bureau et quelques-uns des rédacteurs, des expéditionnaires qu'un ordre impérieux avait appelés à Versailles. Les autres fonctionnaires, jugés inutiles, avaient été mis en congé jusqu'au rétablissement de l'ordre. Cette installation paraît au plus pressé. La maintenir eût présenté de graves inconvénients. Elle n'était pas sans causer quelque confusion dans les services, sans mettre surtout en péril le palais et ses chefs-d'œuvre (1). L'administration de la justice ne tarda pas à être transférée dans le pavillon de pierres et de briques situé à droite de l'avant-cour, dit *aile nord des ministres*. Les employés y perdaient la contemplation de pompeux décors. Ils y gagnaient d'occuper, au premier étage, des pièces plus nombreuses, permettant l'isolement et une meilleure répartition des bureaux.

Le travail demeura réduit en raison des circonstances. Dans la précipitation du départ, aucun dossier n'avait été emporté de la Chancellerie. L'absence des précédents, de toute documentation contraignait les services à ne traiter que les affaires nouvelles ou dont l'urgence avait été signalée par le ministre (2).

Libres la plupart du temps, les employés erraient au château. Les spectacles pittoresques n'y faisaient point défaut. C'était la Galerie des Glaces, transformée, par les députés sans logement, en immense dortoir que coupaient des rideaux tendus sur des cordes. C'était l'ancien Opéra, siège de l'As-

(1) Le 15 avril 1871, le ministre des travaux publics prit un arrêté par lequel, observant « les inconvénients de la faculté laissée aux employés des diverses administrations publiques de fumer dans les salles du palais de Versailles... », considérant que la fumée du tabac noircit les peintures et les dorures et nuit à la conservation des tableaux, que... la présence d'un grand nombre de fumeurs... constitue un danger permanent d'incendie... », il interdisait de fumer dorénavant à l'intérieur du palais. Il ne pouvait, ajoutait-il, laisser « subsister une tolérance contraire à tous les précédents ». (*Document inédit.*)

(2) La direction des affaires criminelles, dont le rôle était alors particulièrement important, a enregistré à Versailles pendant la Commune environ 350 dossiers. La première affaire traitée visait la situation des détenus appartenant aux territoires cédés à l'Allemagne. De nombreux mouvements ont été préparés par la direction du personnel. — Il semble qu'entre le 18 et le 25 mars des employés du Ministère soient parvenus à apporter des dossiers, en petit nombre, — l'un d'eux concernait un homme politique, P..., — et du papier à en-tête, ainsi que l'indique la date dont certaines minutes sont revêtues.

semblée nationale, qu'enfiévrèrent les discussions les plus passionnées, les conflits bruyants entre la majorité et les députés de la gauche, la présence, un jour, des maires de Paris. Il n'était guère de séance où un membre du gouvernement ne dût monter à la tribune ; Thiers, s'efforçant de dominer ses collègues de sa petite taille et de sa volonté tenace ; Favre, demandant « pardon à Dieu et aux hommes » ; Dufaure, dont le raisonnement inébranlable terrassait ses adversaires. C'était la Cour de Marbre, où affluaient les solliciteurs, les hommes politiques, les journalistes, les curieux ; — et les nouvelles, vraies ou fausses, y volaient de groupe en groupe : la Commune menaçante et plus tard la Commune aux abois, les démarches des conciliateurs, les tractations entre Thiers et l'Assemblée, l'ombre entrevue des prétendants.

Et les heures s'écoulaient en ville. A la recherche, les premiers jours, d'un logement. Pour faire face aux difficultés matérielles résultant de leur changement de résidence, les fonctionnaires de la *délégation de Versailles* reçurent une indemnité journalière fixée à 8 fr. pour les rédacteurs, 10 fr. pour les sous-chefs, 12 fr. pour les chefs de bureau, 15 fr. pour les directeurs. Le problème ne s'en trouvait point résolu. Les hôtels étaient bondés, les maisons particulières prises d'assaut par les bourgeois parisiens émigrés. Il fallait se contenter d'un lit dressé, parmi vingt autres, dans de véritables caravansérails, loger dans une mansarde que tel rédacteur fut fort aise de louer à raison de 150 fr. par mois.

Se nourrir était plus difficile encore. L'on mangeait hâtivement, par série, sur un coin de table ou sur ses genoux. Les marchands de vins faisant la cuisine réalisaient de petites fortunes. Chez eux se heurtait une clientèle empressée, mêlée d'étrange façon. Les rencontres y étaient inattendues.

M. Sebaux et quelques-uns de ses collègues de la Chancellerie avaient obtenu la faveur de prendre leurs repas dans un débit situé près du marché, et ayant pour enseigne *Aux Coquilles*.

« Je garde le souvenir, m'écrivait-il, d'un agréable dîner

avec François Coppée, le triomphateur du *Passant*. Il nous fut amené par notre ami Eyraud, sous-chef du bureau du Sceau, journaliste, poète aussi à ses heures. La salle commune ménageait de singuliers rapprochements. Députés d'extrême droite et de la gauche la plus avancée s'y rencontraient. Il me souvient d'y avoir vu, voisinant avec un ancien conseiller d'Etat de l'Empire, devenu membre de l'Assemblée nationale, François Beslay, rédacteur en chef du *Français*, fils du membre de la Commune, et J.-B. Millièrre, qui n'avait pas encore envoyé sa démission de député. »

Les rues offraient un spectacle non moins curieux. Mort avec l'ancien régime, Versailles ressuscitait. Cette ville, abandonnée depuis près de cent ans, qu'avaient dès lors seulement habitée, au milieu des casernes, des retraités paisibles, cette ville à laquelle l'occupation allemande avait rendu, au prix de toutes les hontes, une apparence de bruyante activité, cette ville tapissée encore d'avis de la *Commandatur*, se réveillait à la fois capitale et station balnéaire. Après des journées de désordre, et de panique, une vie plus facile s'organisait. Les fonctionnaires, les oisifs, les gens d'affaires déambulaient dans la rue des Réservoirs, échangeant des pronostics ou des lazzi. Les femmes y étaient nombreuses, la demi-mondaine de Paris coudoyant la bourgeoise de Versailles, les femmes du monde politique, militaire ou diplomatique. Des soldats, assurant le service d'ordre, facilitaient la circulation ou interrogeaient des passants suspects.

De temps à autre la voix des canons du mont Valérien et des batteries de la Commune rappelait rudement à la réalité. Plus tard, il y eut les défilés lamentables de prisonniers débouchant de l'avenue et conduits, entre deux haies de promeneurs hostiles, vers l'Orangerie transformée en prison par l'ironie des temps. Ou bien l'on gagnait les bois des environs, les hauteurs d'où l'on voyait, à la nuit tombante, la trajectoire lumineuse des obus et, pendant la semaine sanglante, l'incendie de Paris.

Un certain nombre de magistrats parisiens avaient également dû, en raison de leurs fonctions, fixer à Versailles leur résidence. Le procureur général près la cour d'appel Leblond,

le procureur de la République Didier s'installèrent au Palais de justice, dans la chambre du conseil de la cour d'assises de Seine-et-Oise. Ils travaillaient autour d'une même table, assistés de leurs collaborateurs Bachelier et Pagès. Deux attachés, MM. Paul Vignon et Le Conte, rédigeaient, sur une petite table disposée dans un coin, les dépêches urgentes adressées aux divers parquets du ressort, les rapports au garde des sceaux. L'un deux, Paul Vignon, a évoqué d'une plume alerte, mais mordante (1), les conférences de ces magistrats, nommés au lendemain du 4 septembre, M. Leblond, « avocat, assure-t-il, fort ordinaire de l'Empire, » le procureur Didier, dont les cheveux « ébouriffés dans tous les sens » entouraient un visage « rond et assez coloré, défiguré par un strabisme divergent », et qui s'en rapportait pour tout à M. Pagès, son substitut, celui-ci « froid et correct, qui ne riait jamais », le substitut du procureur général Bachelier, bienveillant et d'esprit fin.

Les autres membres du parquet avait reçu l'autorisation de s'absenter jusqu'au retour dans la capitale. Alexandre Ribot toutefois, déférant aux instructions du gouvernement, s'était, au préalable acquitté d'une mission particulière. Il avait porté aux juges de paix de la banlieue parisienne l'ordre de ne point siéger pendant l'insurrection, et il les avait rejoints avec peine, circulant le plus souvent à pied, traversant la capitale le jour de la proclamation de la Commune et voyant, du bateau qui remontait la Seine, la foule assemblée, enthousiaste, devant l'Hôtel de ville, à l'ombre des drapeaux rouges.

La situation semblait devoir se prolonger. Dufaure estima que le bon fonctionnement des juridictions du ressort, indépendamment même du tribunal de la Seine, exigeait le rétablissement de la cour d'appel. Il fit signer au chef du pouvoir exécutif un arrêté, en date du 29 mars, formant provisoirement, à Versailles, une chambre de la cour de Paris. Elle était appelée à statuer tour à tour comme chambre civile, chambre des appels de police correctionnelle, et chambre des mises en accusation. L'arrêté désignait un président,

(1) Paul Vignon, conseiller honoraire à la cour d'appel de Paris, *Rien que ce que j'ai vu. Le siège de Paris, la Commune*, p. 180 et 181.

M. Alexandre, treize conseillers, un avocat général et un substitut du procureur général. Le 26 avril, nouvelle décision complétant la précédente. Cette fois, les chambres normales des mises en accusation et des appels de police correctionnelle étaient convoquées ; les chambres civiles ne le seraient que si les circonstances l'exigeaient.

Il fut au surplus question d'inviter la cour tout entière à évoquer, en assemblée générale, l'affaire de l'assassinat des généraux Lecomte et Clément Thomas (1). Mais l'idée fut abandonnée aussitôt, et le gouvernement, bien inspiré, résolut d'attendre le retour à Paris pour exercer des poursuites régulières. Le projet n'en parvint pas moins à la connaissance de la Commune. Dans un entrefilet, le *Journal officiel* parisien (numéro du 3 mai) prétendit que la cour n'avait point voulu céder aux « instances de M. Dufaure », que le ministre avait répondu à cette résistance en prononçant sa dissolution.

La chambre criminelle de la cour de cassation fut à son tour, par arrêté du 25 avril, conviée à reprendre ses délibérations. Elle tint, le 4 mai, au Palais de justice de Versailles, sa première audience. Siégeant désormais le jeudi et le vendredi, elle put, dans le courant de ce mois, rendre 85 arrêts (2).

Le tribunal de la Seine eut seul ses audiences suspendues pendant toute la durée de la Commune. La nouvelle, annoncée par plusieurs journaux, dès le 3 avril, qu'il allait siéger à Sceaux était inexacte, ou le projet en fut abandonné. Des juges demandèrent des instructions. Il leur fut répondu que « toute espèce de service était interrompu, qu'ils devaient se considérer comme libres jusqu'à ce que le gouvernement se fût rendu maître de Paris (3) ». Dufaure se préoccupa seulement, dans le courant du mois de mai, des affaires nécessi-

(1) *Ibid.*, p. 189.

(2) Documents classés aux Archives nationales et aux Archives du Ministère de la justice. Voir aussi la *Gazette des Tribunaux* des 11 et 13 juin 1871.

(3) P. Vignon, *op. cit.*, p. 153. — La note annonçant que le tribunal se réunirait à Sceaux avait été publiée notamment par le *Journal de Paris* et la *Gazette de France* du 3 avril.

tant une solution rapide. Une note insérée au *Journal officiel* du 10 mai annonça : « Par ordre de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, le président du tribunal civil tiendra le mercredi et le samedi de chaque semaine, à 2 heures, dans le local de la mairie de Nanterre, l'audience des référés, répondra les requêtes, et fera, pour les cas d'urgence, les actes de juridiction qui sont de sa compétence ».

Mesure tardive. La prise de Paris, quelques jours après, allait en rendre inutile l'application (1).

Par le fait des circonstances, un des ministres fut appelé à jouer, auprès du chef du pouvoir exécutif, durant cette période, un rôle de premier plan.

Tout contribuait, en effet, à charger le garde des sceaux d'une lourde responsabilité, — obligation de rendre, à une heure troublée, sa cohésion et son indépendance au corps judiciaire, constitué sous le second Empire, puis, sans transition, sous le Gouvernement de la Défense nationale, sous l'administration de Crémieux, — préparation urgente et délicate de lois imposées par la crise d'après guerre, réclamées par les locataires, les industriels, les commerçants de la capitale, — nécessité d'élaborer une législation qui réprimât les abus nés de la guerre civile, et bientôt d'envisager des poursuites contre les personnes ayant participé au mouvement insurrectionnel.

Nul n'était plus qualifié que Dufaure pour seconder Thiers dans l'étude de ces graves problèmes. Rapprochés par des origines semblables, tous deux formés au rude contact de révolutions successives, ministres de la monarchie constitutionnelle et mis en état d'arrestation le 2 décembre, ouvriers, au lendemain du désastre, de la réédification du pays, tra-

(1) En dehors des ouvrages mentionnés ci-dessus, nous avons utilisé, au sujet de la vie à Versailles pendant la Commune, de la situation principalement des fonctionnaires de la justice, les renseignements fournis par Lepelletier, *op. cit.*, t. II, p. 138 et s., Pierre de Lano, *La Commune, Journal d'un vaincu*, p. 16-17, de Belleval, *Souvenirs contemporains*, p. 320 et s., Dussieux, *Le Château de Versailles*, p. 94, etc., les narrations d'autre part qu'ont bien voulu nous en faire M. M. Sebaux, Fabrègue, Lenoir, etc...

vaillant, luttant, s'obstinant parmi les décombres du passé et les démolisseurs révolutionnaires, ils collaboraient à l'œuvre commune avec une égale et longue expérience, le bon sens aussi, l'esprit de juste milieu de la classe moyenne. Ils étaient les derniers représentants des régimes de transition. Avec eux allait disparaître un des aspects du gouvernement de la France au cours du XIX^e siècle, l'administration du pays par la bourgeoisie conservatrice, et cependant libérale.

Jules Dufaure appartenait à cette bourgeoisie de race. Sa famille était solidement implantée, depuis plusieurs générations, dans la Saintonge, — « une des provinces, observa Cherbuliez, qui ne sont pas encore le Midi et qui ne sont plus le Nord (1). »

Le futur garde des sceaux y naquit à Saujon, le 4 décembre 1798. Après avoir fait de bonnes études à Vendôme, puis au collège Charlemagne, à Paris, il suivit les cours de l'École de droit, fréquenta en même temps la Faculté des lettres. Docteur en droit, il obéit aux suggestions de son père et se fit inscrire au barreau de Bordeaux. Il eut des difficultés à vaincre pour y conquérir la place due à son talent. Ses opinions tranchaient avec le royalisme intégral du Palais, et le relief de son éloquence, la méthode de ses plaidoiries, prononcées sur notes, contrairement à l'usage, contribuaient à lui donner, dans une des citadelles de la monarchie absolue, figure de révolutionnaire.

Les électeurs du collège de Saintes l'arrachèrent, en 1834, à ses clients bordelais, et l'envoyèrent siéger à la Chambre. Cinq ans après, il prenait le portefeuille des travaux publics dans le ministère Passy, qui, passage entre ceux de Molé et de Thiers, substituait au gouvernement personnel le gouvernement parlementaire. Il revint au pouvoir sous la seconde République, appelé à l'intérieur, en octobre 1848, par le général Cavaignac; puis, au mois de juin 1849, par le prince-président. Dufaure, comme ses collègues, manifestait cependant un respect de la constitution, un dévouement à l'Assemblée nationale qui le rendaient suspect à Louis-Napoléon.

(1) Discours prononcé par Cherbuliez lors de sa réception à l'Académie française en remplacement de Dufaure (séance du 25 mai 1882).

Le ministère auquel il appartenait fut de courte durée.

Sa loyauté s'indigna du coup d'Etat. Il figura parmi les deux cent vingt députés qui se réunirent à la mairie du 10^e arrondissement, rue de Vaugirard, pour protester contre cet acte de violence et prononcer la déchéance du président de la République. Il y prit vigoureusement la parole. Mais l'Assemblée fut dissoute par la force armée, et les députés, encadrés de soldats, se virent conduits à la caserne du quai d'Orsay. Dufaure y séjourna quelques heures. Il reçut alors l'autorisation d'aller prendre des nouvelles de sa femme souffrante, et rejoignit, le lendemain seulement, au mont Valérien, ceux de ses collègues qui y avaient été transférés. Il fut définitivement libéré après plusieurs jours de détention (1).

Sous le second Empire, Dufaure se consacra tout entier à ses fonctions de défenseur. Il fut au nombre des grands avocats de ce Palais de justice parisien où s'était réfugiée la parole libre. L'ancien ministre de la République y demeurerait

(1) La faveur qui lui avait été pour quelques heures accordée donna naissance à des commentaires inexacts. Après le *Constitutionnel*, Granier et Paul de Cassagnac ont affirmé, dans leur *Histoire populaire illustrée de Napoléon III* (t. I^{er}, p. 353), que Dufaure avait échappé à la détention au mont Valérien. Des fragments de quatre lettres inédites, adressées le 2 et le 3 décembre 1851 par le député à sa femme, et dont nous devons la communication à l'obligeance de son petit-fils, M. Gaston de Monicault, rétablissent à cet égard la vérité :

« ... 2 décembre 1851, 1 h. 1/2... Je suis avec mes collègues à la mairie du 10^e arrondissement. Ne sois pas inquiète... »

« ... 2 h. 1/2... On vient de nous déclarer à tous que nous sommes arrêtés. Nous sommes au moins trois cents... On dit qu'on nous conduit à la prison Mazas... Je suis avec mes deux ou trois cents collègues à la caserne du quai d'Orsay. Il n'est pas probable que nous y passions la nuit, mais nous ne savons où l'on nous conduira... »

« ... Je suis ici avec trois cents de nos collègues. Tous nos amis y sont, Passy, Lanjuinais, Tocqueville, Beaumont, Paillet... »

« ... 3 décembre, 1 h... M^{me} de Luynes doit te faire dire que je suis arrivé très bien ici. Ton oncle m'avait accompagné jusqu'à la porte du fort. On ne m'attendait pas du tout, mais on m'a reçu sans difficulté... Ce qui m'attriste, c'est que je ne trouve ici que le premier convoi parti du quai d'Orsay, cinquante collègues. Nous ne savons où sont les autres. Nous avons ici Passy, G. de Beaumont, M. de Falloux. J'avais des commissions pour Barrot, Tocqueville et Lefranc. Aucun d'eux n'est au mont Valérien. Je suis d'autant plus content d'être venu que le *Constitutionnel* affirme aujourd'hui que je n'ai même pas été arrêté... »

On pourra se reporter aussi à un article de M. A. F. Vivien : *Une visite au fort de Ham en 1851*, paru dans la *Revue de Paris* du 15 juillet 1905.

l'irréductible adversaire du régime impérial. En 1864, il plaidait pour Durier, l'un des « Treize », aux côtés de Berryer et d'Hébert, et aux côtés de Jules Favre, de Grévy, d'Emmanuel Arago.

Il était aussi l'avocat d'affaires, écouté des juges, redouté de ses contradicteurs. Ses plaidoiries, réfléchies longuement et sagement coordonnées, paraissaient être la synthèse de la cause. L'exposé prenait naissance, se développait, dépouillé d'artifices inutiles, et les arguments le fortifiaient, le poussaient peu à peu, le portaient au but comme s'il eût été attiré par la force même de la logique, tandis qu'un dernier mot désarçonnait soudain l'adversaire. On pensait, à entendre l'orateur, que la fatalité voulait qu'il eût raison. C'est « une citadelle qui marche », disait Berryer.

Deux honneurs lui furent conférés au cours de cette période. Ils étaient plus un hommage qu'une récompense. Il fut élu, en 1862, bâtonnier de l'Ordre, en 1864, membre de l'Académie française en remplacement du chancelier Pasquier.

Les événements de 1870 et de 1871 allaient imposer son retour à la vie publique. Il avait, pendant le siège, appuyé de tous ses vœux patriotiques le Gouvernement de la Défense nationale. Président d'un important comité électoral, il s'était déclaré pour la République et avait demandé que le mot fût inscrit en tête du programme soutenu. Cinq départements l'avaient, en février 1871, désigné pour leur représentant.

A Bordeaux, il s'était prononcé en faveur de la politique de Thiers, qu'il avait, en même temps que Grévy et trois autres collègues, proposé aux suffrages de l'Assemblée nationale. Ce n'était point par reconnaissance cependant que le chef du pouvoir exécutif lui avait donné les sceaux, mais pour la modération de son esprit et la sagesse de son libéralisme. Dufaure resta son collaborateur fidèle jusqu'à la dernière heure, au 24 mai 1873. Il fut aussi, jusqu'à sa mort, fidèle à lui-même, ministre et président du conseil républicain sous le gouvernement de Mac-Mahon, résolument conservateur sous la présidence de Jules Grévy.

Il mourut à Rueil le 27 juin 1881. En disant qu'il avait été

« un grand honnête homme », le président du Sénat définit sa longue carrière, dont l'unité, parmi les cahots des régimes et les chocs des esprits, n'eut d'autre secret que la fermeté de son caractère (1).

Les semaines de Versailles ont définitivement fixé sa silhouette dans l'histoire. Agé de plus de soixante-douze ans, il avait conservé toute sa verdeur, comme Thiers, son aîné d'un an. Il se rapprochait, par sa petite taille, du chef du pouvoir exécutif, qu'il dépassait un peu toutefois ; par sa face imberbe également, que surmontait une mèche rebelle de cheveux blancs. Mais il avait moins de vivacité d'expression, moins d'ironie dans le regard, plus de rudesse dans les traits, plus de brusquerie dans l'aspect général. Ses yeux gris eussent suffi à caractériser son visage, tour à tour demi-clos et largement ouverts, enfouis derrière l'épais buisson de ses sourcils, puis étrangement scrutateurs. La lèvre retombante se faisait parfois boudeuse, avant de se relever dans l'ébauche d'un sourire railleur. Il avait les jambes courtes, la démarche traînante, les manières bourruées. Indifférent à la mode du jour, il était habituellement vêtu d'une redingote, portait le col haut, évasé, la cravate large. Il avait, à première vue, l'aspect d'un bourgeois laborieux et rangé, d'un bourgeois cependant qui aurait pris part aux Trois Glorieuses.

A la tribune, ce buste vacillant et vigoureux à la fois, cette main qui, dans un geste constant, se levait et s'abaissait lourdement sur le marbre, ce masque dur, comme fouillé par le burin des années, dégageaient une singulière impression de force. Sa voix contribuait à la communiquer. Edmond Texier l'a décrite, en quelques mots dont la malice n'exclut ni l'observation sympathique ni l'esprit. « Cette voix vagabonde dit-il, adore l'école buissonnière, elle se promène, s'égare, va, vient, circule, descend, remonte et s'échappe à la fin

(1) On trouvera sur la vie de Dufaure des renseignements dans les ouvrages de Georges Picot, *M. Dufaure, sa vie et ses discours*, Edmond Texier, *Les portraits de Kel-Kun*, E. de Pressensé, *Variétés morales et politiques*, p. 89 et s. La comtesse Gabriel Dufaure, M^{me} Amédée Dufaure, belles-filles de l'ancien garde des sceaux, et M. de Monicault ont bien voulu d'autre part m'apporter le précieux appui de leurs souvenirs.

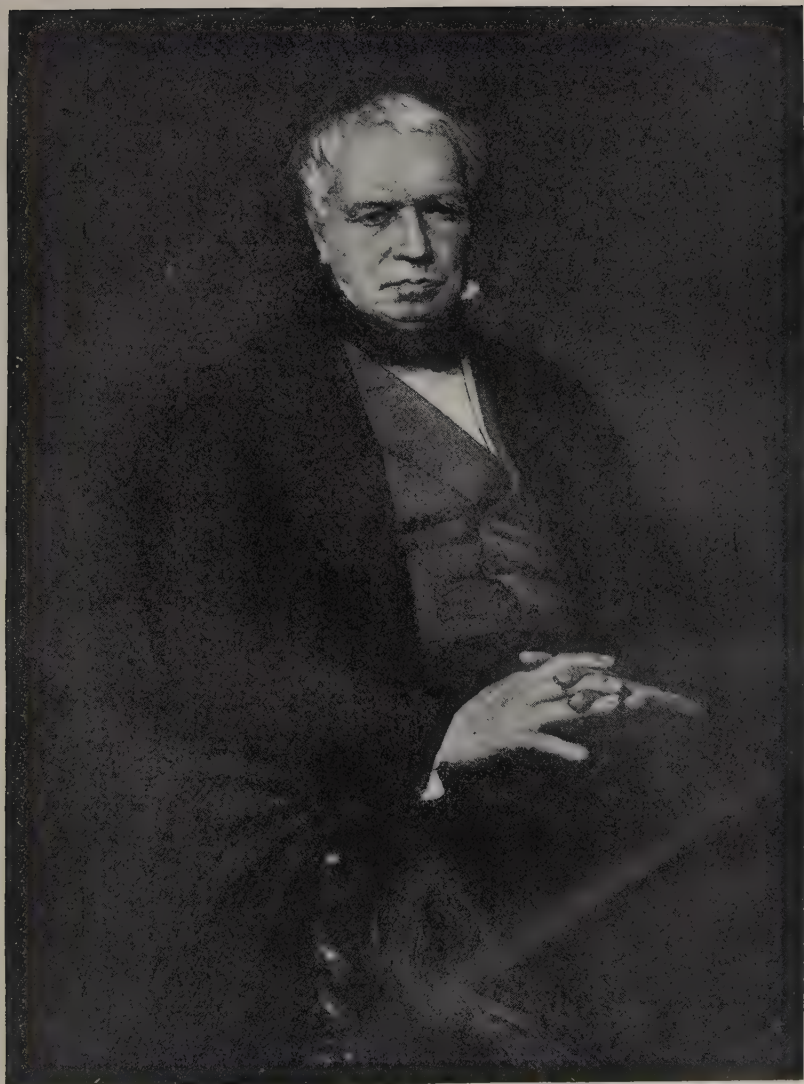
par les narines, non sans effort et comme à regret. Il en résulte quelque chose d'aigu, de sifflant, avec un ronflement inégal et timide, mais incessant, qui forme le doux accompagnement de la chanson. » Et il s'empresse d'ajouter : « Vraiment l'orateur a trouvé moyen d'utiliser cette voix indéfinissable ; il en a fait l'accessoire naturel et comme le soutien nécessaire de son éloquence, l'accent qui relève, le trait qui souligne, l'ombre qui donne du lustre au tableau (1). »

Son organe et ses goûts lui interdisaient l'accès des régions supérieures dans lesquelles se complaisait l'éloquence de Jules Favre. A l'ampleur des généralisations il préférait la netteté d'une déduction rigoureuse, à la magnificence des périodes, la précision de la pensée. Il n'avait aussi ni l'habileté de verbe d'un Thiers, dissimulant sous une inlassable souplesse sa volonté tendue, ni la bonhomie souriante, moqueuse et sceptique d'un Ernest Picard. Il demeurait à l'Assemblée nationale l'avocat plaidant du barreau. Son adresse résidait tout entière dans la vigueur de l'argumentation, et si parfois, d'un coup droit, sa parole atteignait l'adversaire, c'était encore, à n'en point douter, un effet de la seule vérité impérieuse.

Il parlait, — et les débats jusque-là confus s'éclaircissaient. Du fatras des idées émises, des abstractions jetées dans la querelle, surgissaient les principes dont l'évidence saisissait. Le plan s'était dessiné, sobre, mais ne souffrant point de discussion. Alors, sur un terrain solide, qui ne se pouvait dérober, les raisons d'une conviction profonde venaient successivement, en ordre, nées les unes des autres, et il semblait qu'elles fussent la raison même. Les objections s'étaient dissipées, comme des nuages oubliés bientôt. L'on percevait de loin, l'on entendait sans surprise, l'on approuvait hautement la conclusion du discours, parce qu'elle était l'inévitable conséquence des principes posés.

Pendant la Commune, les décisions de Dufaure furent souvent l'objet des plus violentes attaques, des polémiques les plus passionnées. Ses interventions cependant à la tribune

(1) Edmond Texier, *op. cit.*, p. 47.



JULES DUFAURE

désarmaient ses adversaires et la presse était unanime à reconnaître le succès de sa robuste dialectique. « On dirait, écrivait un rédacteur du *Français*, d'une belle et puissante coulée de fonte, à la fois chaude et lumineuse, sortant du creuset et se répandant avec une lenteur irrésistible dans le moule où on la veut contenir (1). » Le *Siècle*, estimant en lui l'« homme de raison ferme et de parole grave », soulignait « son talent incontestable de jurisconsulte, qui pouvait rendre encore de grands services à la chose publique (2) ». Généralement sévère à son égard, *Paris-Journal*, au lendemain d'une bataille parlementaire, devait avouer : « Nous étions un peu sous le charme, hier. M. Dufaure avait été si spirituel, avait conservé tant de verdeur à un âge aussi avancé ! (3) » Le *Journal de Paris*, non sans une pointe de mélancolie, précisait en ces termes le rôle et l'influence du garde des sceaux : « M. Dufaure a une singulière situation dans l'Assemblée. Presque toutes les lois qu'il prépare et qu'il propose sont mal conçues; mal rédigées, inopportunes. Tout le monde en convient. Mais on est forcé en même temps de reconnaître que c'est un rude joueur parlementaire. Tous les adversaires avec lesquels il s'est mesuré jusqu'à présent ont reçu de terribles horions. Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés. M. Millière à Bordeaux, M. Floquet, M. Louis Blanc et M. Luro à Versailles en sont restés tout meurtris (4). »

Debater incomparable, apportant, dans la discussion des affaires publiques, des qualités de fond et de forme qui l'eussent laissé sans égal en un Parlement anglais, modéré de doctrine comme de parole, conservateur jusqu'à soutenir avec opiniâtreté des réformes utiles, mais jusqu'à combattre les moindres innovations qui lui semblaient prématurées ou excessives, auxiliaire puissant, redoutable adversaire, il jouissait, auprès de l'Assemblée nationale, d'un ascendant très personnel.

(1) *Français* du 3 mai 1871.

(2) *Siècle* du 31 mars 1871.

(3) *Paris-Journal* du 7 mai 1871.

(4) *Journal de Paris* du 9 mai 1871.

Il lui avait valu, plus encore que son âge et son expérience, une place au sein du ministère dont aucun de ses collègues n'eût pu se targuer. Si l'on s'en rapporte aux malicieuses insinuations de quelques contemporains, Thiers n'éprouvait pas, pour son garde des sceaux, de vifs sentiments d'amitié, et le journal la *Vérité* y voulait voir un lointain écho d'une déception politique (1). La réserve de Thiers avait, cela se conçoit, des motifs plus immédiats, issus tout à la fois du long passé de son collaborateur et d'une autorité dont le chef du pouvoir exécutif avait peine à supporter le partage. « C'était le seul homme du conseil, a observé plus justement Jules Simon, avec lequel il ne se sentait pas à son aise. Mais il le traitait avec une grande déférence, le considérait comme étant, après lui, notre seul orateur ». Il le ménageait visiblement, et ne tarissait point d'éloges sur son compte. Examinant les projets de loi ou de circulaire émanant du garde des sceaux, il s'écriait, la plume à la main : « Quel style ! Il est bien important d'avoir à la tête de la Chancellerie un véritable écrivain ! » Puis son tempérament reprenait le dessus, et la plume, en un geste fatidique, biffait et corrigeait. Seulement cette hardiesse passagère ne s'exerçait que sur les écrits du ministre. Thiers discutait volontiers chiffres avec Pouyer-Quertier, il disait à Jules Favre ses vues sur l'état de l'Europe et imposait au général Le Flô ses conceptions stratégiques : « Il ne se mêlait pas de l'administration de M. Dufaure, qui n'aurait pas souffert d'être contrôlé. (2) »

Volontiers eût-il attribué à la témérité de la jeunesse l'attitude moins déférente d'Ernest Picard. Les cinquante ans du ministre de l'intérieur n'avaient pas les mêmes égards pour l'ancienneté des services du garde des sceaux. Dans les conseils qui se tenaient chaque jour, sauf le dimanche, à onze heures, Ernest Picard citait avec amertume les attaques de la presse dont il était l'objet. Plus qu'aucun autre, le député de la Meuse, qu'avait renié Paris lors des précédentes élections, se montrait sensible aux violences des journaux révolutionnaires de la capitale, à l'hostilité des organes con-

(1) *Vérité* du 20 avril 1871.

(2) Jules Simon, *Le soir de ma journée*, p. 201.

servateurs de la Province. Son républicanisme s'en indignait autant que son bon sens en était surpris. Alors il adressait des reproches véhéments au garde des sceaux, qui, disait-il, ne le défendait pas, pour ménager les journaux. « Il avait fini, raconte Thiers dans ses mémoires, par exaspérer son collègue à ce point que j'avais été obligé plusieurs fois d'intervenir pour ne pas être exposé à recevoir une offre de démission *de la part d'un homme tel que M. Dufaure* (1). »

Le chef du pouvoir exécutif n'eut pas ce dernier souci. Les mois d'insurrection se passèrent sans crise ministérielle, même partielle. Cependant le bruit de l'orage était parvenu jusqu'aux oreilles attentives des journalistes parlementaires, et plusieurs feuilles crurent devoir annoncer, vers le 20 avril en particulier, un remaniement du cabinet (2). Picard y était sacrifié. Dufaure passait à l'Intérieur, et M. Lefebvre-Pontalis le remplaçait.

Nouvelle prématurée tout au moins. Il n'était pas dans les intentions du chef du gouvernement de modifier le ministère avant la réoccupation de Paris. Dufaure au surplus, interviewé par le reporter du *Français*, « déclarait formellement qu'il ne voulait pas quitter le ministère de la Justice ». Il devait y rester après la démission de Picard, acceptée le 31 mai, et si, Thiers renversé, il revint à trois reprises au pouvoir comme ministre, comme président du conseil, ce fut à chaque fois pour reprendre la direction des services judiciaires.

Ceux qui l'ont connu se rappellent combien il aimait la Chancellerie ; dans son cabinet de ministre il se sentait *chez lui*. Le mot mérite mieux qu'une interprétation matérielle. Dufaure laissera le souvenir d'un des gardes des sceaux auxquels l'administration de la justice aura été la plus familière.

Il dut, à Versailles, résoudre de graves questions de personnel.

Les événements lui faisaient abandonner une partie de ses

(1) Thiers, *Notes et souvenirs*, p. 177.

(2) Voir la *Vérité* du 20 avril, le *Français* du 22.

desseins primitifs. En arrivant au ministère, il avait eu l'intention bien arrêtée de soustraire la magistrature aux influences extérieures (1). Il avait conçu une réforme limitant le choix du garde des sceaux, reconnaissant aux compagnies judiciaires le droit de collaborer à leur recrutement. Mais les nécessités de l'heure ne permettaient point d'envisager une transformation aussi hardie. Le ministre laissa seulement à l'étude un projet qui devait instituer, au seuil de la carrière, un examen professionnel. N'oubliant point d'autre part sa première préoccupation, il prescrivit aux juges de paix, dans des instructions transmises à plusieurs procureurs généraux en mai 1871, de s'abstenir de toute immixtion dans les querelles politiques, de se refuser même à renseigner l'administration préfectorale sur les opinions des justiciables (2).

Sachant sa compétence, la presse lui avait prêté d'autres pensées de réorganisation générale. Elle annonçait, au moment où l'insurrection éclatait, l'examen d'un projet étendant la compétence des juges de paix, acheminement, d'après elle, vers la suppression de certains tribunaux de première instance (3). Quelques jours après, elle faisait prévoir, en même temps que la diminution du nombre des tribunaux, la réduction des 22 cours d'appel à 15, et précisait que les cours de Limoges, d'Orléans et de Nîmes seraient respectivement réunies à celles de Poitiers, Bourges et Montpellier (4).

Dans ce domaine aussi, d'impérieuses raisons enlevèrent à Dufaure la faculté d'entreprendre une œuvre d'ensemble, de réaliser des suppressions dont l'opportunité s'est fait sentir à diverses époques.

Le garde des sceaux avait à tenir compte en effet de la situation des magistrats d'Alsace-Lorraine qui désiraient garder la nationalité française, et auxquels il était nécessaire de faire place. Il aborda le problème en convoquant à Charleville, par décision du 27 mars, les membres de la cour de Metz ; il les invitait à expédier les affaires jusqu'au jour où

(1) Georges Picot, *op. cit.*, p. 333 et s.

(2) Dossiers classés aux Archives nationales.

(3) *France* du 19 mars.

(4) *Liberté* du 31 mars.

serait définitivement réglée l'organisation judiciaire dans l'ancien département de la Moselle et dans celui des Ardennes. La loi d'autre part votée le 17 avril rattacha plusieurs communes restées françaises au ressort des justices de paix les plus proches, et le tribunal de Belfort à la cour d'appel de Besançon.

Les décisions prises par les délégations de Tours et de Bordeaux avaient créé un état de choses plus délicat encore. Au cours des mois qui avaient suivi le 4 septembre, Crémieux avait cru devoir modifier profondément le personnel judiciaire. Il est incontestable que des magistrats avaient fait preuve de servilité envers le second Empire, et que leur situation personnelle s'en était trouvée diminuée. Le garde des sceaux de la Défense nationale avait révoqué tous les procureurs généraux, 210 procureurs de la République et 220 substituts. Il avait pourvu à de nombreux postes vacants par suite de ces destitutions ou de toute autre cause. C'est ainsi que sur 1031 membres des parquets de cours d'appel et de tribunaux de première instance, 860 avaient fait l'objet de nominations, certains même de plusieurs, 925 décrets ayant été rendus. Précipités, les choix n'avaient pas été toujours heureux. Prétendant exercer un droit de contrôle absolu, Crémieux s'était aisément décidé à franchir les limites du parquet. Par décrets du 28 janvier et du 3 février 1871, il avait déclaré déchus de leur siège 15 magistrats inamovibles, parce qu'ils avaient fait partie, en 1852, des commissions mixtes.

Cette mesure avait soulevé une émotion réelle au sein de la magistrature, chez les juristes aussi qui lui reprochaient d'empiéter sur les attributions du pouvoir législatif et de violer le principe de l'inamovibilité. La doctrine de Dufaure comme la formation de son esprit le disposaient à sentir particulièrement la gravité de telles atteintes. Le premier projet dont il saisit l'Assemblée nationale visa l'annulation des deux décrets incriminés. Sa pensée ressortait avec netteté de l'exposé des motifs et il lui donna, à la séance du 25 mars, un tour vigoureux. Le texte voté, M. Victor Lefranc lui demanda s'il avait l'intention d'exercer des poursuites. « Il n'y aura..., répondit-il, quant à l'appréciation qui aura

« été faite par le gouvernement, par la commission et enfin par tous les orateurs qui se sont succédé à cette tribune, aucun doute, et le blâme prononcé contre les magistrats sera aussi solennel que la décision rendue par l'Assemblée contre les décrets des 28 janvier et 3 février derniers. Maintenant on me demande quelle sera mon intention après que la loi aura été votée... J'attendrai que le jugement solennel qui a été prononcé dans cette enceinte ait produit l'effet qu'il doit produire... Je n'admets pas que ce soient des destitutions que vous prononciez, mais des scrupules que vous éveilliez, une pudeur de magistrat que vous éveilliez dans l'âme de ceux que l'inamovibilité peut replacer sur leur siège... Quand le temps se sera écoulé pendant lequel ils auront pu prendre une détermination, je verrai à mon tour les droits que j'ai, les devoirs qui me sont imposés et j'agirai en conséquence. »

A l'égard des membres des parquets, la question soulevait de tout autres difficultés. Il ne s'agissait plus d'assurer le respect d'un principe, mais d'examiner de nombreux cas particuliers.

Depuis son arrivée au ministère, Dufaure était pressé par ses collègues de l'Assemblée nationale de prononcer les « réparations nécessaires ». Mais il avait trop regretté la hâte de certaines révocations pour ne pas redouter les réintégrations improvisées. Il se montrait peu sensible aux démarches des solliciteurs, et le chef lui-même du pouvoir exécutif n'assurait point le succès de ses candidats. Egale-ment sourd aux doléances de la gauche, qui lui reprochait de sacrifier les républicains, et aux objurgations de la droite que mécontentait le nombre restreint des décrets de nominations, il poursuivait lentement son chemin, étudiait lui-même chaque dossier, ne décidait qu'à coup sûr.

Un député conservateur, M. Luro, l'interpella le 4 mai. Il lui fit un grief d'avoir réintégré « d'une main trop légère » les magistrats frappés. Reproche maladroit autant qu'injustifié, qui donnait prise au rude bon sens du ministre. Avec une implacable logique, Dufaure délimita la querelle. « La seule chose qui me concerne dans les interpellations de M. Luro, c'est cette question qu'il m'a adressée : Pourquoi

n'avez-vous pas révoqué les fonctionnaires nommés par le Gouvernement de la Défense nationale, et pourquoi tardez-vous à replacer les fonctionnaires qui avaient été nommés par l'Empire, et que le Gouvernement de la Défense nationale a révoqués ? » Et comme l'interpellateur, terrassé par la rigoureuse précision, protestait de son intention différente, le ministre releva de nouveau l'impossibilité dans laquelle il se trouvait de remplacer un magistrat, qu'avait nommé la délégation, par son prédécesseur qui, créature de l'Empire, « lui-même bien souvent avait été un magistrat trop politique. » -- « Nous rechercherons avec soin, conclut-il, ceux qui, ... quelle que soit leur origine, ont échappé à cette influence désastreuse pour la magistrature, qui se sont fait remarquer par leur mérite plus que par leur zèle, qui ont été noblement infidèles au mandat que l'on voulait peut-être leur donner... La république révolutionnaire bouleverse en un jour toute la magistrature d'un ressort. La république légale examine, étudie, s'éclaire et ne prononce qu'après avoir été pleinement éclairée. »

L'Assemblée applaudit à ce langage courageux, bien qu'il ne correspondît pas aux désirs de la majorité, et la presse, à l'exception du *Rappel*, hostile à l'inamovibilité de la magistrature, enregistra le succès qu'avait remporté l'orateur (1).

D'importants problèmes se rattachant à la législation civile s'imposèrent, au cours de la même période, à l'attention du garde des sceaux. Deux d'entre eux avaient eu sur l'état d'esprit des Parisiens la plus fâcheuse influence. Il importait de les résoudre.

Le 10 mars, à Bordeaux, l'Assemblée nationale avait voté une loi relative aux échéances, qui rendait exigibles sept mois après leur date tous les effets de commerce échus du 13 août au 12 novembre 1870. Par l'effet de cette disposition, près de 150.000 protêts avaient été signifiés à Paris du 13 au 17 mars. C'était la menace de la faillite pesant lourdement sur de nombreux débiteurs, sur des boutiquiers, des commerçants honnêtes, que seule la prolongation de la guerre

(1) *Rappel* du 16 mai. Voir par contre le *Français* du 6, la *Vérité* et le *Paris-Journal* du 7.

avait mis dans l'impossibilité momentanée de tenir leurs engagements. C'était l'armée des mécontents accrue, renforcée d'une partie de la classe moyenne.

De toutes parts des critiques violentes s'étaient élevées contre cette loi. Au lendemain de sa promulgation, indiquait, *le 19 mars*, le *Moniteur universel*, les commerçants avaient couvert de signatures des pétitions demandant qu'elle fût modifiée. En pleine crise, le président du tribunal de commerce de la Seine s'était entretenu de la situation avec le syndic de la chambre des huissiers, et une note, communiquée à la presse, avait annoncé qu'il allait entreprendre des démarches dans le même but. Les journaux les plus modérés avaient pris la tête du mouvement. Ils condamnaient avec véhémence la loi, « conséquence, imprimait le *Bien public*, à la date encore du 19 mars, d'un marché imposé par les marchands qui gouvernent la Banque et le Comptoir », et l'organe, qu'allait supprimer la Commune, dénonçait en Dufaure le dernier défenseur d'une aussi malencontreuse réglementation. « Nous le prions instamment de renoncer aux couronnes que se préparent à lui tresser les huissiers et les syndics de faillites. »

Il est certain que le garde des sceaux regrettait d'être contraint à la revision de la loi du 10 mars. De cette loi, il acceptait volontiers la paternité, avant même que M. Martial Delpit eût cherché, dans son rapport sur les causes de l'insurrection, à dégager la responsabilité de l'Assemblée nationale (1). Il avait le respect du droit, dont il jugeait éternels les principes. Sans méconnaître qu'il pût évoluer sous l'influence de la vie sociale, il rejetait à priori les solutions provisoires, dictées par la brutalité des faits. Le reproche peut lui être adressé de n'avoir pas constamment perçu les rumeurs inquiétantes de la cité, de n'avoir point toujours compris les nécessités de l'heure, mais, aux yeux de l'impartial historien, sa faute aura été aussi son excuse, car il croyait en la saine énergie de son pays, et il voulait qu'il reprît sans tarder sa vie interrompue. Ministre sans doute des restaurations plus que des initiatives

(1) *Enquête parlementaire*, p. 12.

hardies, il avait peu de goût pour les lois de circonstance et souhaitait consacrer son administration à rétablir une législation normale.

Les circonstances l'emportaient cependant sur les résolutions de cabinet. A la séance de rentrée du 20 mars, Millière avait déposé une proposition tendant à proroger de trois mois les échéances des effets de commerce visés par la loi du 10 mars. Il n'y avait pas seulement une erreur à réparer, mais une situation nouvelle à envisager. La proposition fut rapportée d'urgence, et discutée le 24 mars. Entre temps Dufaure et la commission parlementaire étaient tombés d'accord pour admettre la nécessité de la prorogation, pour en restreindre aussi la portée. Le texte voté accorda un délai d'un mois.

La concession, il faut le reconnaître, était d'une mesquinerie maladroite. On ne songea pas, à Paris, que le Comité central lui-même avait, le 20 mars, pris une mesure provisoire identique. On s'empessa d'apposer des affiches commentant le vote du 24 :

« Négociants, il vous faut au moins un an ou deux de prorogation pour vos échéances ; l'Assemblée de Versailles vous refuse même trois mois ; dans la séance d'hier, elle a fixé à un mois de date la faillite universelle, voyez s'il vous convient d'accepter ce verdict. »

Répandue, la nouvelle fit sur la bourgeoisie laborieuse une impression d'autant plus profonde qu'elle apparaissait comme une réplique immédiate, — la première, — à la proclamation de l'amiral Saisset, placardée, non sans légèreté, le 23 mars, et promettant au nom de l'Assemblée nationale, entre autres choses, « des modifications à la loi des échéances. » Ce fut un coup sérieux pour le prestige de l'amiral et l'une des causes de la défection de ses partisans.

De son côté la presse avait diffusé le texte de la loi. Sans distinction de doctrine, elle blâmait Dufaure et l'Assemblée nationale. Les critiques des organes de la droite, l'*Union*, le *Monde*, ne le cédaient pas, en sévérité, à celles des journaux républicains et révolutionnaires, l'*Ami de la France*, le *National*, l'*Avenir national*, la *Cloche*, la *Nouvelle République*.

Fort justement, l'*Avenir national* du 26 mars notait à quel désaveu l'Assemblée se condamnait elle-même. « Elle s'est préparée, disait-il, à l'obligation de reviser de nouveau, dans un mois, si elle vit encore, une loi irrémédiablement mauvaise, et qu'elle n'a pas voulu traiter comme telle. »

C'était là le moindre danger d'un trop court délai. De fait, l'Assemblée nationale dut, le 26 avril, consentir pour les effets de commerce payables dans le département de la Seine une nouvelle prorogation, courant à partir du dixième jour qui devait suivre le rétablissement du service postal entre Paris et la province.

L'ajournement, à Bordeaux, de la loi sur les loyers avait produit dans la capitale un semblable mécontentement. Pendant les journées qui précédèrent le 18 mars, durant les longues semaines de guerre civile, les hommes politiques, les publicistes ne cessèrent pas de suggérer et de discuter des solutions. Une commission spéciale désignée par les maires et adjoints de Paris remit, le 17 mars, à Jules Ferry un rapport qui devait être discuté le 20 en assemblée générale ; le maire du 11^e arrondissement, Jules Mottu, soumit un projet à l'Assemblée de Versailles ; le « grand commerce parisien » fit déposer par un député, Turquet, une importante pétition concernant les loyers industriels et commerciaux et le privilège du bailleur (1). Dans plusieurs journaux, des séries d'articles furent consacrées au problème, signées, dans la *Patrie*, par un avocat à la cour d'appel, J. Camps, dans la *Cloche*, par Achille Mercier. Et le *Père Duchêne* dédia sa première *grande colère* (numéro du 16 ventôse an 79) aux marchands d'argent. « Ce n'est pas assez d'avoir supporté la faim, d'avoir versé son sang, d'avoir bu sa honte : Il nous reste trois termes à payer... Nous ne les paierons pas ».

Chose plus grave, dans son affiche du 23 mars, l'amiral Saisset annonça « un projet de loi sur les loyers favorable aux locataires jusques et y compris les loyers de 1.200 fr. ».

Si imprudente qu'elle fût, la promesse ne calma point les esprits. « Croit-on, s'écria, le 26 mars, l'*Ami de la France*,

(1) Voir notamment la *France* des 21 mars, 4 et 5 avril 1871.

qui cependant ne pactisait pas avec la Commune, que tous les boutiquiers qui ont des loyers au-dessus de 1.200 fr. et qui ont mangé... depuis neuf mois toutes leurs économies ne sont pas aussi dignes de protection que ceux dont les loyers sont inférieurs à cette somme ? »

C'est ainsi que l'opinion publique fut préparée à prendre connaissance des décisions de Versailles.

Au cours de la séance du 28 mars, Dufaure lut à l'Assemblée le projet du gouvernement. Il créait dans chaque quartier de Paris, dans chaque canton de la Seine une commission arbitrale présidée par le juge de paix et composée de propriétaires et de locataires. A l'égard des locataires d'immeubles à usage d'habitation, cette commission n'aurait d'autres droits que de consentir des délais de paiement ne pouvant excéder deux années et de limiter le privilège du bailleur ; dans le seul cas des baux à caractère industriel ou commercial, elle pourrait accorder une réduction qui ne dépasserait pas le quart.

Le projet devait être mal accueilli. En général la presse lui fut hostile. Si la *France* approuva sans réserve la création d'une juridiction arbitrale, la *Liberté* critiqua les limites apportées à sa compétence, le correspondant versaillais de la *Cloche*, Emile Zola, jugea *très insuffisant* le texte arrêté et Achille Mercier le déclara *détestable*, la *Vérité*, le *Soir* manifestèrent une égale réprobation (1).

En majeure partie les députés eux-mêmes acceptaient le principe d'une initiative plus hardie. Les représentants de la gauche, réunis au Jeu de Paume, se prononcèrent en faveur d'une réduction de loyers, de ceux en tout cas ne dépassant pas un certain chiffre (2). Au sein de la commission, qui reflétait l'opinion de la majorité, des tendances assez libérales parurent aussi se faire jour. Tout en maintenant l'idée d'une juridiction exceptionnelle, le texte arrêté modifia son esprit. Ces juridictions prirent le nom de jurys spéciaux, et acquirent une compétence plus étendue. Sans avoir à distinguer la nature des baux, il leur serait loisible d'accorder non seu-

(1) *France* du 30 mars, *Liberté* du 31, *Cloche* du 30 mars et du 1^{er} avril, *Vérité* du 30 mars, *Soir* du 9 avril.

(2) *Liberté* du 31 mars et du 5 avril.

lement des délais, mais encore des réductions sur le prix.

Ainsi amendé, le projet fut discuté par l'Assemblée nationale le 17 avril et pendant les séances suivantes. Dufaure s'y rallia en des termes qui marquaient sa constante préoccupation, le retour au droit commun, et qui par cela même réduisaient singulièrement la portée de la concession admise par la commission.

Au cours de la discussion générale il avait soutenu son projet primitif. « Il n'est pas juste d'attaquer le projet de loi tout entier, uniquement parce que la commission aurait pu commettre une erreur dans les changements qu'elle y apporte... Nous avons dit : *Prenons dans le droit commun* tout ce qu'il peut nous fournir pour arriver à une mesure transactionnelle entre les locataires et les propriétaires, et mettons fin à la situation gênée dans laquelle ils se trouvent en leur imposant à chacun des sacrifices. » L'article 5, qui déterminait la compétence des jurys, donnant lieu à un important débat, il remonta à la tribune pour se défendre d'avoir rien abandonné de ses principes. « Du moment qu'il sera bien entendu que l'addition proposée par la commission ne s'applique pas aux baux ordinaires de Paris,... qu'elle ne pourra s'appliquer qu'à des circonstances accidentelles, pour les locations situées dans les lieux bombardés, ou bien situées à l'extérieur de Paris, je trouve qu'il y a dans les modifications que la commission a faites au projet du gouvernement un principe de justice, auquel je ne pourrais pas me refuser. »

Il ne pensa point dévier davantage de sa route en adhérant à l'amendement Reverchon, qui admettait la simple éventualité d'une transaction en faveur des locataires dont le loyer ne dépassait pas 600 fr., le prix en étant mis, du consentement des intéressés, à la charge, par parts égales, de l'Etat, du département de la Seine et du propriétaire. Mais il repoussa avec énergie l'amendement de Mortimer-Ternaux, aux termes duquel les jurys devaient être investis du droit d'imposer aux propriétaires des réductions de prix. « L'article proposé par M. Ternaux, conclut le garde des sceaux, a un double inconvénient. Il crée encore un privilège pour ceux dont vous venez de régler libéralement la condition,

et il accorde ce privilège... en dehors de toutes les règles du droit commun auquel vous avez voulu demeurer fidèles. »

Inspirée par une aussi inébranlable doctrine, la loi votée par l'Assemblée nationale le 24 avril ne souleva certes aucun enthousiasme. L'organe conservateur le *Français* y vit « plus un vote de résignation qu'un vote de confiance ». *La Patrie*, *la Vérité* firent entendre de vives protestations. Dans une formule lapidaire le *Paris-libre* s'écria que la loi « suffirait pour faire partir tout seuls les canons et les chassepots de la Commune (1) ». Elle n'eut cependant pas sur les esprits de la capitale la répercussion qu'avait entraînée la loi relative aux échéances. Un mois avait séparé les deux promulgations, et au cours de ce mois la classe moyenne s'était, pour bien des motifs, détachée du gouvernement de l'Hôtel de Ville. La loi passa inaperçue de nombreux Parisiens, soucieux seulement d'une prompte issue du conflit. Il convient d'observer que, l'ordre rétabli, elle produisit des résultats favorables, et, sous le contrôle de Dufaure, contribua à la reprise des affaires (2).

La nécessité de la répression n'absorba pas moins le ministre.

Chaque jour lui étaient transmis des rapports de procureurs généraux lui signalant l'agitation profonde du pays (3), les incidents nés de l'occupation étrangère, — attentats de paysans contre soldats allemands, protestations de Berlin contre l'acquiescement d'un jury, — la Commune successivement proclamée et successivement vaincue dans plusieurs villes de province, les manifestations, les mouvements moins graves, indices toutefois du trouble des esprits (4), les excitations de

(1) *Français* du 23 avril, *Patrie* et *Vérité* du 24, *Paris-libre* du 23.

(2) Voir Georges Picot, *op. cit.*, p. 327 et s. — Pour se rendre compte de l'activité déployée par le ministre durant la Commune, on n'omettra pas, dans ce même domaine de la législation civile, la loi votée sur le concordat amiable et celle mettant fin à la suppléance des officiers ministériels mobilisés pendant la guerre, le dépôt de la loi sur l'élection des membres des tribunaux de commerce, la circulaire relative à la tenue des registres de l'état civil dans les départements envahis, etc.

(3) Archives du Ministère de la justice.

(4) Rapport du procureur général de Douai du 14 mai 1871. « Un détachement de 35 sous-officiers et caporaux dirigé sur l'armée de Versailles

la presse royaliste et les attaques des organes radicaux contre l'Assemblée nationale, les arrestations opérées sur plusieurs points du territoire.

Quelques heures avant l'exode de Paris à Versailles étaient parvenues à la Chancellerie les premières dépêches annonçant l'incarcération de Blanqui, et, dans la capitale improvisée, l'événement allait charger bientôt le gouvernement d'une responsabilité des plus lourdes. La question de l'échange des otages et du prisonnier de Cahors se trouva posée le 13 avril, lorsque l'abbé Lagarde remit au chef du pouvoir exécutif la lettre écrite par M^{sr} Darboy la veille, à la prison de Mazas. Nous aurons à revenir sur les faits qui avaient amené sa rédaction, sur les incidents que ces négociations délicates devaient entraîner. En réalité le problème dépassait le cadre de l'administration judiciaire. Si le garde des sceaux eut à manifester, au conseil des ministres, son opinion, dont la rigueur n'était qu'une expression nouvelle de son respect des lois, si Rochefort dénonça, dans ses protestations véhémentes, « le jurisconsulte Thiers *flanqué du jurisconsulte Dufaure* (1) », le refus de l'échange fut prononcé par le gouvernement tout entier, sur l'avis conforme de la commission des Quinze, émanation de l'Assemblée nationale, et ce fut le gouvernement aussi qui, après avoir ajourné sa décision, accorda en mai à la sœur de Blanqui l'autorisation de visiter ce dernier.

Vers le même moment que Blanqui, un autre révolutionnaire avait été écroué. Gambon était de passage à Bonifacio, ignorant encore les événements du 18 mars et se disposant à rejoindre Garibaldi à Caprera, pour le pressentir en vue d'une action éventuelle, lorsqu'il fut mis en état d'arrestation sur l'initiative des autorités locales, avisées du mouvement

a traversé ce matin la ville de Lille en criant : Vive la Commune, vive Paris, la crosse en l'air ! Ce détachement appartient au ...^e de ligne. Mon substitut s'est rendu à la gare, en y mandant une escouade de police et en faisant prévenir M. le général de division. A la gare, les cris ont redoublé... L'autorité de mon substitut n'a pas été respectée. Pour éviter des rassemblements à Lille, mon substitut a laissé partir le train tandis qu'étaient transmises des instructions prescrivant d'arrêter les meneurs soit au passage à Douai, soit à Arras. » (*Document inédit.*)

(1) *Mot d'ordre* du 29 avril 1871.

parisien. Mais l'on ne pouvait alors reprocher à Gambon que sa notoriété compromettante. Le ministère de la justice prescrivit sa libération.

L'arrestation de Rouher, le 20 mars, à Boulogne-sur-Mer, souleva une très vive émotion. Annoncée par la *France du Nord*, puis par une circulaire du chef du pouvoir exécutif, elle donna lieu de suite à des commentaires contradictoires et passionnés.

Thiers l'avait présentée comme le résultat d'un incident fortuit. C'était « au grand regret du gouvernement » que Rouher se trouvait incarcéré, le sous-préfet de Boulogne et le préfet du Pas-de-Calais ayant dû le protéger contre la fureur populaire. Cette explication, le président du conseil la renouvela devant l'Assemblée nationale, le 30 mars, en apprenant à ses collègues la fin de l'aventure, la mise en liberté de Rouher.

Version officielle, dictée par le juste souci de calmer l'opinion publique, mais qui laissait dans l'ombre le point de départ de l'incident. En fait, l'arrestation de Rouher avait été ordonnée par l'administration préfectorale du département, à bon droit inquiète du retour en France, à une heure particulièrement critique, du président du Sénat impérial. L'événement s'était produit dans les conditions rapportées avec plus d'exactitude par la *France du Nord*, commentées ensuite d'une façon tendancieuse par l'organe bonapartiste le *Peuple français* (1).

Des rapports transmis par le procureur général de Douai et le procureur de la République de Boulogne le 21 et le 22 mars, conservés aux archives du Ministère de la justice, confirment que la décision avait été prise par l'autorité préfectorale, sans aucune instruction du gouvernement et spécialement du garde des sceaux. Rouher, débarqué d'Angleterre le 16 mars, était descendu avec sa femme et ses filles à l'hôtel Christol, sur le quai de Boulogne. Dans la soirée

(1) *France du Nord* du 19 mars, *Peuple français* du 23 mars et du 3 avril 1871. — Voir aussi, avec leurs commentaires d'inspiration si opposée, Léonce Dupont, *op. cit.*, p. 120, et Lepelletier, *op. cit.*, t. II, p. 373-374.

du 19, une dépêche du secrétaire général, faisant fonction de préfet du Pas-de-Calais, avait prescrit au sous-préfet de procéder à l'arrestation de Rouher et à l'examen de ses papiers, mesure à laquelle il avait été procédé le 20, à deux heures du matin. Sur sa promesse de ne point chercher à fuir, Rouher avait été autorisé à rester provisoirement à son hôtel. La nouvelle ayant transpiré, des groupes hostiles avaient manifesté devant l'hôtel Christol. Le sous-préfet avait alors décidé l'incarcération du personnage politique. Au cours du trajet, l'animosité de la foule s'était déclarée avec une telle violence, que l'on avait dû chercher au Palais de justice un refuge pour Rouher. Le maire et le sous-préfet ayant fait appel à la sagesse de la population et donné l'assurance « que M. Rouher ne s'échapperait point », les rassemblements s'étaient dissipés. Le prisonnier avait pu être conduit à la maison d'arrêt, et, sur l'ordre du ministère de l'intérieur avisé des faits, de là transféré par train spécial à Arras. Cependant, « la perquisition opérée par le commissaire central n'avait fait découvrir aucun papier compromettant dans les bagages » de Rouher, qui affirmait sa résolution de demeurer étranger aux événements politiques. Dans un rapport ultérieur, le procureur général de Douai signalait les difficultés qu'entraîneraient des poursuites, et se prononçait en faveur de l'expulsion d'un hôte quelque peu fâcheux. Le 24 mars, Rouher fut conduit à la frontière belge (1).

Le jour même, un partisan non moins convaincu du régime impérial, Granier de Cassagnac, était arrêté dans le Gers, sur l'initiative du préfet, et semblable mésaventure arrivait à son père, qui venait de franchir la frontière italienne. Le gouvernement agit à leur égard ainsi qu'il l'avait fait pour Rouher. Aucune charge précise n'ayant été relevée contre eux, il se borna à leur conseiller de quitter le territoire français.

Ces importantes mesures, qui intéressaient la politique générale, avaient été décidées en conseil des ministres. Le cabinet eut également à se préoccuper de l'attitude de deux repré-

(1) Renseignements recueillis dans des rapports inédits.

sentants de Paris, dont des lettres, adressées à la presse, avaient déterminé le député Johnston à poser une question au garde des sceaux. A la séance du 4 avril, Dufaure se borna à observer que Millière, dans l'article publié par le *Vengeur*, avait seulement cédé à une « étrange aberration » en réclamant l'honneur d'avoir pactisé avec l'émeute, que par contre la lettre de Lockroy, insérée dans le *Rappel*, accusant l'Assemblée de provoquer la capitale, était « un outrage direct adressé à l'Assemblée nationale et une apologie formelle de tous les crimes commis à Paris ». Le surlendemain, le ministre compléta ses explications. Il annonça qu'il se réservait de comprendre Lockroy dans les poursuites envisagées contre les auteurs de l'insurrection parisienne, et qu'il y engloberait sans doute Millière, en raison d'un nouvel article, d'une plus grande virulence.

Ainsi se trouva formulé, pour la première fois, le projet d'une répression générale, à laquelle Millière ne devait échapper que par l'exécution sommaire du Panthéon. Lockroy fut arrêté quelques jours après la réponse du ministre, puis, le 20 mai, député démissionnaire lui-même, publiciste avant tout, qui d'une plume ardente avait soutenu la Commune sans se résoudre à approuver ses décisions suprêmes, Henri Rochefort, à l'heure du crépuscule fuyant Paris.

Le langage des journaux avait à ce moment atteint un degré tel de violence qu'il est malaisé de le comprendre aujourd'hui. Les mois de siège, pendant lesquels s'étaient concentrées dans des articles fiévreux l'exaspération d'un patriotisme impuissant et la rancune suscitée par toutes les souffrances subies ; la presse, qu'avait baillonnée l'Empire, livrée, le 4 septembre, tout à coup à elle-même, passant d'un régime d'oppression à la licence absolue, sans le stage de la liberté ; et d'autres passions, d'autres haines soudain surgissant, Paris dressé contre l'Assemblée nationale et Versailles contre la Commune, les polémistes, les agitateurs lançant leurs anathèmes et leurs cris de mort sous la forte voix du canon. Et c'était l'époque à laquelle M^{me} André Léo écrivait dans la *Sociale*, Vésinier dans *Paris-libre*, Rochefort dans le *Mot d'Ordre*, Maroteau dans la *Montagne*, Vermesch dans le *Père Duchêne*.

A cette époque aussi, Dufaure donna le plus remarquable exemple de son indépendance d'esprit. De nouveau il prit la résolution de négliger les difficultés du moment, mais cette fois pour réaliser une réforme libérale, dont il avait, sous l'Empire, défendu le principe. Se refusant à trouver dans les excès de certains journaux le droit de perpétuer une législation qu'il jugeait fâcheuse, il déposa, le 29 mars, un projet de loi restituant au jury la connaissance des délits de presse.

Deux semaines après, lorsque le texte légèrement modifié par la commission, fut soumis à la délibération de l'Assemblée, le garde des sceaux exposa avec sérénité la pensée profonde qui l'avait inspiré. A l'austérité rigoureuse de certains de ses collègues monarchistes, de M. de Gavardie, il opposa les précédents du régime impérial. Il rappela les jugements des tribunaux correctionnels, manquant, dans une aussi délicate matière, « d'autorité doctrinale », leur impuissance à « frapper du coin de la vérité la vérité qu'ils constataient ». Seul, lui semblait-il, un verdict pourrait avoir cette force morale. « Quand le jury condamnera, c'est la société qui condamnera. Car avec le jury c'est la société entière qui flétrit et qui proscriit... »

La loi fut votée. Mais son libéralisme n'eut aucune portée réelle. A côté du *Bien public* énonçant le 18 avril, dans un article de Vrignault, que l'Assemblée nationale avait, depuis Bordeaux, « changé à son avantage », à côté du *Siècle* et de la *Cloche*, approuvant la réforme, la *Vérité*, *Paris-Journal* et d'autres feuilles saisirent dans la discussion des prétextes nouveaux pour attaquer les députés et le ministre (1). Sous la plume de Louis Veuillot, l'organe catholique l'*Univers*, pour des motifs opposés, s'était, le 23 avril, joint aux mécontents. Son ironie vaut d'être citée. « M. Dufaure, ministre de la justice, mais surtout avocat, a la spécialité de ne pas croire aux juges, pas même à la magistrature, pas même à la justice. Il ne perd aucune occasion de leur lancer des lardons plus que cuisants. On y sent l'homme de barreau

(1) Voir la *Cloche* du 31 mars, le *Siècle*, la *Vérité* et *Paris-Journal* du 17 avril.

qui s'est battu contre les juges toute sa vie et les a fait errer souvent, et l'homme politique qui a pu ou qui a vu maintes fois abuser d'eux... M. de Broglie et M. Dufaure se sont mis d'accord pour livrer l'appréciation des délits de presse, délits d'opinion, à l'opinion qui ne peut commettre de délits. L'opinion jugera si l'opinion a pu par hasard être coupable. En un mot, la presse sera jugée par la garde nationale dans la fumée du tabac. Au petit bonheur ! »

Une circulaire que le garde des sceaux adressa, le 23 avril, aux procureurs généraux pour commenter la loi, eut tôt fait au surplus de retourner contre lui la presse républicaine.

Il y observait que l'Assemblée nationale était « revenue aux traditions libérales qui avaient fait, pendant plus de trente ans, l'honneur de la tribune française », et que la loi « faisait revivre en grande partie celle du 27 juillet 1849, exécutée pendant deux ans et demi jusqu'à l'attentat du 2 décembre 1851. »

Il poursuivait en ces termes, dictés par une incontestable largeur d'esprit : « Si les délits de la presse sont soumis à d'autres juges que les crimes et les délits ordinaires, vous seul êtes chargé... de poursuivre la répression des uns et des autres... L'accomplissement de ce devoir est d'une extrême délicatesse. La limite n'est pas toujours facile à déterminer entre la simple erreur et la pensée coupable, entre l'écrivain qui n'a pas la conscience du mal qu'il fait et celui qui recherche avidement le scandale qu'il va produire. *Vous aurez même souvent à vous demander s'il n'est pas plus sage de dédaigner que de poursuivre.* »

Mais il envisageait ensuite l'application de la loi que la situation politique pourrait immédiatement entraîner. En un style dont l'émphatique acrimonie se retrouve dans les écrits et les discours de ses contemporains, chez Jules Favre notamment, il dénonçait « les écrivains qui déshonorent leur plume par les plus honteuses apostasies et les entreprises les plus violentes contre les principes essentiels de tout ordre social », qui, « tout en prodiguant sans cesse le grand nom de liberté, sont devenus les adorateurs, se font par toute la France les apologistes effrontés d'une dic-

tature usurpée par des étrangers ou des repris de justice... »

Puis il élargissait le domaine de la répression :

« Et vous ne vous laisserez pas arrêter lorsque, dans un langage plus modéré en apparence sans être moins dangereux, ils se font les apôtres d'une conciliation à laquelle ils ne croient pas eux-mêmes, mettant sur la même ligne l'Assemblée issue du suffrage universel et la prétendue Commune de Paris, reprochant à la première de n'avoir pas accordé à Paris ses droits municipaux, bien que pour la première fois l'Assemblée nationale ait donné spontanément à cette grande ville tous les droits de représentation et d'administration dont jouissent les autres communes de France, enfin la suppliant de tendre sa noble main à la main tachée de sang que ses ennemis n'oseraient lui présenter. Pour être plus hypocrite, ce langage n'en est pas moins coupable... il l'habitue à considérer du même œil l'ordre légal et l'insurrection, le pouvoir créé par le vœu de la France et la dictature qui s'est imposée par le crime et règne par la terreur. »

Ce passage souleva les véhémentes protestations d'une partie de la presse.

Le mois d'avril avait vu surgir, en effet, de nombreuses initiatives de *conciliateurs*, base, pouvait-il sembler, d'un tiers parti. Après la ligue de l'Union républicaine pour les droits de Paris, créée par Clemenceau, Floquet, Ranc, Bonvallet, les délégués de l'Union nationale des chambres syndicales étaient intervenus, ceux de la franc-maçonnerie, les membres des municipalités des arrondissements de Saint-Denis et de Sceaux. Un congrès des délégués des villes de France, bientôt interdit, était convoqué à Bordeaux pour le 7 mai.

Quelque louable que dût sembler, aux heures atroces de la guerre civile, une pensée conciliatrice, elle était, dès l'origine, vouée à l'insuccès. Manifester une opinion dans le conflit, c'était soulever d'indignation Paris ou Versailles. Tenter l'impossible, se dégager de toute doctrine politique, c'était s'aliéner l'un et l'autre des adversaires. L'Union républicaine en fit, lorsqu'elle balbutiait ses premiers mots, la pénible expérience, et la Commune, en prohibant le meeting de la place de la Bourse, devança seulement l'hostilité du gouver-

nement de Thiers. « La réaction prend tous les masques, avait proclamé l'arrêté du 6 avril ; aujourd'hui celui de la conciliation. La conciliation avec les chouans et les mouchards qui égorgent nos généraux et frappent nos prisonniers désarmés. La conciliation dans de telles circonstances, c'est trahison (1). » Versailles employa, le lendemain, des formules aussi rudes pour manifester aux conciliateurs sa réprobation.

D'autant que les programmes s'étaient entre temps formulés, et que les interventions se produisaient généralement en faveur des revendications parisiennes. Louis Blanc, fort gêné par sa carrière politique et sa qualité de représentant de Paris, ayant, dans une question posée le 26 avril, reproché au garde des sceaux sa circulaire, Dufaure ne manqua point de lire à l'Assemblée les vœux de municipalités ou de journaux indiquant le départ de l'Assemblée elle-même comme un premier effort nécessaire.

Le ministre commenta ensuite sa circulaire. Il affirma que la justice saurait faire les distinctions opportunes et, dans une formule trop large pour être précise, qu'il n'envisagerait pas de poursuites quand le désir de conciliation serait « séparé de toute pensée coupable ». La conclusion de son discours eut le mérite d'une plus grande netteté. Elle ferma brusquement la porte aux espoirs des intermédiaires. « La conciliation, Messieurs, jamais elle n'est plus respectable et plus saine qu'au milieu des troubles publics. C'est un ange qui apparaît après l'orage pour réparer les malheurs qu'il a faits. La conciliation, je la demande de toute mon âme, mais je la demande après que l'ordre sera rétabli et que la force appartiendra à la loi. »

Ces paroles n'atténuèrent point l'impression produite par la circulaire. Les journaux favorables à la Commune se répandirent en reproches amers, auxquels s'associèrent plusieurs feuilles d'inspiration fort différente, dont les rédacteurs avaient, sans arrière-pensée, souhaité toute tentative qui pût

(1) Plusieurs journaux soutenant le gouvernement de Paris, notamment la *Sociale*, la *Justice*, la *Commune*, se prononcèrent aussi contre les conciliateurs.

mettre fin au conflit. *Paris-libre* consacra, le 27 avril, à la « circulaire Dufaure » un article d'une violence peu commune : « M. Dufaure est un ancien membre de la rue de Poitiers, avocat. Homme bilieux et fiéleux, nommé représentant du Rhône en 1849. Doué d'une mauvaise nature supérieure (*sic*), il affiche certaines idées prétendues libérales, affecte une grande rigidité politique et prétend avoir des principes. Au fond c'est un vieux Tartuffe politique. Espèce de Jacques Ferrand doublé de Rodin. Moitié laïque, moitié clérical, cruel et froid, ambitieux et sensuel, suivant les révolutions comme les hyènes les armées, pour dévorer les cadavres. » On a peine à croire que Rochefort, dans le *Mot d'Ordre* du 30 avril, se soit abaissé à d'égales injures. « Il y a actuellement à Versailles joute sur l'eau entre Thiers et Dufaure. C'est à qui de ces antiques panades s'enfoncera le plus avant dans l'absurde. Quand le premier expectore un discours, le second enfante immédiatement une circulaire, de sorte qu'il est impossible de décider auquel de ces frères siamois de la réaction il serait juste d'offrir la pomme, la pomme de discorde et de guerre civile, bien entendu. »

Parmi les journaux révolutionnaires, le *Réveil du Peuple*, le *Vengeur* protestèrent avec une semblable vivacité. Mais des journaux républicains de toutes les nuances avaient également fait entendre leurs critiques, radicaux comme la *Vérité*, le *Rappel*, l'*Avenir national*, le *Siècle*, modérés comme l'*Echo du Soir*, *Paris-Journal*, le *Temps* (1), — le *Temps*, qui, dans son numéro du 26 avril, très commenté, prophétisait, en interpellant Dufaure.

Il faut préciser. Si vous repoussez la conciliation, vous voulez la victoire par la lutte armée, c'est-à-dire Paris pris d'assaut. A quel prix ? Vous le verrez. Les barricades prises d'assaut. A quel prix ? Vous le verrez encore. Vous voulez les maisons envahies, d'abord par les insurgés puis par la troupe, et les habitants livrés aux fureurs aveugles des uns et des autres. Vous voulez l'incendie dans les rues, vous voulez reporter à l'intérieur de Paris cette guerre à outrance qu'on n'a pas su faire aux Prussiens. Voilà ce que vous

(1) Numéros des 25 au 28 avril.

voulez quand vous dites : Pas de transaction ! ou plutôt ce que vous semblez vouloir, car nous sommes convaincus... que la plume a trahi votre pensée.

De jour en jour cependant les faits, décisions des deux gouvernements et décisions militaires, diminuaient les chances d'une solution pacifique.

Les perquisitions s'étaient multipliées dans la capitale. A ces actes Dufaure avait répondu en déposant le 29 avril un projet de loi « ayant pour objet de porter obstacle à la dilapidation des propriétés publiques et privées s'exerçant à Paris ». La loi fut votée par l'Assemblée le 12 mai, au lendemain de la publication d'un arrêté du comité de salut public en date du 10 décrétant la destruction de la maison de Thiers et la saisie de son mobilier. Elle contenait deux groupes de dispositions. Tous les biens saisis ou vendus par le gouvernement insurrectionnel étaient déclarés inaliénables et leurs propriétaires se voyaient investis du droit de les revendiquer pendant trente ans, sans indemnité, contre tout détenteur même de bonne foi. Le législateur rappelait d'autre part les sanctions du code pénal frappant les auteurs de soustractions frauduleuses, de destruction de pièces contenues dans les dépôts publics. « C'est une loi complète, conclut le garde des sceaux, une loi explicite, une loi grâce à laquelle... tous ceux qui, pendant ces jours funestes, se seront livrés à ces vols, à ces destructions de monuments publics, à ces suppressions de propriété privée, tous ceux-là seront punis suivant la rigueur d'une loi qui, on l'a dit avec raison, n'est empreinte d'aucun caractère cruel et excessif, mais qui apprend à tous les auteurs et complices de ces actes qu'ils seront punis de la peine des voleurs (1) ».

En même temps se précisait le dessein du gouvernement d'exercer, la Commune vaincue, des poursuites contre ceux qui y avaient adhéré.

Les députés de la droite ne dissimulaient plus leur impatience. Ils souhaitaient que la capitale fût promptement

(1) Se reporter aux critiques de la loi par le *National* du 14 mai 1871, la *Vérité* du 15 mai, le *Père Duchêne* du 15 floréal, etc...

réoccupée et exigeaient une répression rapide, étendue, sans ménagement.

Dès le 6 avril, Dufaure avait fait voter l'urgence d'un projet de loi abrégeant la procédure des conseils de guerre, projet qui, à vrai dire, blâmé par la presse républicaine (1), taxé par le *Siècle* de « véritable mitrailleuse juridique », ne fut pas soumis dans sa forme vigoureuse à la délibération de l'Assemblée.

Le 11 mai, la nervosité de la droite se donna libre cours. Le bruit s'était répandu d'un succès des conciliateurs. Reçu par Thiers, le maire de Bordeaux aurait obtenu l'assurance d'une amnistie, dont seuls seraient exceptés les meurtriers des généraux Clément Thomas et Lecomte. Propos invraisemblable, contredit par l'attitude elle-même du gouvernement. Il n'en avait pas moins suscité de vifs commentaires dans les couloirs du château.

L'ouverture, à l'Assemblée nationale, des débats sur l'inaliénabilité des propriétés saisies par la Commune fit naître l'orage. M. Belcastel aborda la question, en demandant au garde des sceaux s'il avait « l'intention, une fois l'ordre rétabli dans Paris, de poursuivre l'exécution des lois. » En peu de mots, Dufaure prit ses responsabilités, affirma que « les coupables de tous les crimes seraient recherchés et punis ». La réponse ne suffit pas à calmer l'inquiétude de la majorité. M. Mortimer-Ternaux monta à la tribune, donna connaissance des paroles prêtées au chef de l'Etat, sollicita des éclaircissements. Ce fut Thiers qui répliqua, dominé par son émotion, le verbe amer et de sa bouche tombèrent de brûlants reproches qui dénonçaient « les tracasseries » et « les ingrattitudes. » Contre ses adversaires il eut ce mot impitoyable : « Je dis qu'il y a parmi vous des imprudents qui sont trop pressés. *Il faut huit jours encore.* Au bout de ces huit jours, *il n'y aura plus de danger et leur tâche sera proportionnée à leur courage et à leur capacité.* »

Promesse dont la précision allait être justifiée par les événements, cinglante riposte aussi, que n'oublierait point la

(1) Voir notamment le *Siècle* et le *Soir* du 9 avril, l'*Avenir national* du 10.

droite, et qui ouvrait l'ère des tenaces rancunes. L'Assemblée marqua le coup, mais, ce jour-là, ne poursuivit pas l'attaque. Le chef du gouvernement, — qu'avaient soutenus ses ministres, Dufaure et Jules Simon, et un certain nombre de députés, dont l'un rappela l'arrêté pris la veille par le comité de salut public, — apparaissait encore comme indispensable, comme le seul qui pût achever la dure besogne entreprise. Sans donner d'autres explications, il obtint un ordre du jour de confiance.

L'expression de sa pensée réelle, il l'avait réservée à la commission des Quinze. Vers la même date, les journaux de Versailles publiaient la note suivante : « La commission des Quinze, vivement préoccupée des intentions que l'on prêtait à M. Thiers à l'égard des insurgés parisiens, en prévision du prochain succès des troupes du gouvernement, s'est rendue aujourd'hui auprès du chef du pouvoir exécutif pour lui demander quelques éclaircissements à ce sujet. Les explications ont été de part et d'autre très satisfaisantes, sauf, dit-on, sur un point qui reste encore à éclaircir (1). »

La formule semblait assez énigmatique. En fait, le projet du gouvernement était arrêté. Il n'envisageait ni amnistie générale, ni limitation des poursuites. Du moins le garde des sceaux avait-il, au conseil des ministres, obtenu qu'aucun fédéré ne serait exécuté sans jugement (2). Décision de principe qui ne devait point résister à l'épreuve. Elle négligeait de prévoir l'horreur d'une ville prise d'assaut, la surexcitation des troupes, la lâcheté de la foule anonyme, la froide colère des cours prévôtales.

(1) Reproduit par la *Justice* du 13 mai. Ce journal citait aussi un entre-filet de l'*Etoile*, plus bref et surtout plus précis : « Le conseil des Quinze insiste auprès de M. Thiers pour qu'il soit pris des mesures de rigueur vis-à-vis des insurgés prisonniers ou, après la victoire, vis-à-vis des complices de la Commune. »

(2) Renseignement recueilli de son beau-père par la comtesse Dufaure. — Il convient d'indiquer également, parmi les initiatives de Dufaure, une circulaire, en date du 27 avril 1871, « relative aux mesures à prendre contre les aéronautes qui pourraient être porteurs des envois de la Commune de Paris ».

CHAPITRE III

LA COMMUNE ET LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

A l'issue de sa première séance, l'Assemblée que la capitale avait élue le dimanche 26 mars résolut, sur la proposition d'Eudes, de prendre le nom de Commune de Paris.

Le titre était trop imprécis pour annoncer un programme, mais, claquant au vent comme un drapeau, il unissait les souvenirs traditionnels des uns aux rêves des autres, et ralliait ainsi les forces révolutionnaires. Un même vocable couvrait de son large manteau des hommes qu'auraient pu séparer, en d'autres circonstances, leur origine, leur mentalité, leurs aspirations. Au seuil de ces dramatiques semaines, c'était le sourd malentendu imposé par les événements, un germe de conflits graves, le ver né avec le fruit et qui eût suffi à le ronger, à tuer la Commune.

La Commune, un mot vieux de plusieurs siècles qu'une heure de passion exacerbée avait accroché au fronton de l'histoire. Un mot murmuré sous le second Empire, crié sous le Gouvernement de la Défense nationale, dans toutes les bouches à Paris, en mars 1871. — Mais un mot qui, parce qu'il ne pouvait à lui seul concilier les doctrines, dressera, en pleine bataille, la minorité et ses principes contre la majorité et son action.

Ce terme exprime une idée de groupement, de *communauté*. La première manifestation vivante en fut la commune du moyen-âge, issue, dans le midi de la France, des *municipes* romains, née dans le nord, au XII^e et au XIII^e siècle, d'insurrections contre les seigneurs féodaux et de chartes concédées par ceux-ci ou par les rois. Son avènement con-

sacrait l'affranchissement de la bourgeoisie des villes, le droit pour elle d'administrer librement la cité par l'intermédiaire de magistrats élus, consuls, capitouls et jurats du midi, maires, mayeurs, bourgmestres, échevins, prévôts des marchands du nord. « Communes, écrivait alors l'abbé Guibert de Nogent, communes exécrables. » Le jugement, dans sa sévérité, pressentait une institution nouvelle, le régime municipal, et, par voie de conséquence, au delà de l'autonomie, une pensée décentralisatrice.

Mais ce fut en France une floraison de courte durée. Tandis que, de l'autre côté des Alpes, le mouvement suscitait l'anarchie de républiques impuissantes, la dynastie des Valois, la dynastie bourbonnienne imposèrent leur tutelle, et, abrogeant, sous couleur de les régler, les privilèges des villes, jetèrent les fondations de l'unité nationale.

L'autonomie communale disparue, le vocable avait survécu seul. Il était devenu la formule même de l'émancipation populaire, le mot d'ordre pour la conquête de la liberté. *Commune* fut le cri de toutes les insurrections parisiennes. Le 10 juin 1789, le Tiers se proclama *Communes* avant de s'ériger en Assemblée nationale.

Et si, quelques mois après, le décret du 14 décembre, réorganisant l'administration de la France, constitua des *municipalités*, il donna à l'un des magistrats de la *communauté* le titre de *procureur de la Commune*.

Cette fois, en reprenant le mot, la Révolution ressuscitait la chose. Le régime municipal instauré sur l'étendue du territoire, c'était l'esprit de décentralisation qui l'emportait. C'était, en face d'un pouvoir royal affaibli, mais encore redouté, le contrepoids des pouvoirs locaux, puisant une force réelle dans leurs origines et dans leurs fonctions, le corps municipal répartissant et percevant l'impôt, ayant la faculté de requérir l'intervention de la garde nationale, assurant en outre, au lendemain du décret du 16 août 1790, sur l'organisation judiciaire, l'observation des règlements de police.

D'une œuvre inspirée à la Constituante par un sentiment de méfiance, l'Assemblée législative et surtout, après la chute

de la royauté, la Convention, ne tardèrent pas à constater tous les périls. L'ironie des événements leur léguait, alors qu'elles accédaient au pouvoir, une autorité qu'avait affaiblie leur devancière par mesure de suspicion envers une monarchie depuis déchuë. Situation d'autant plus grave qu'elles abandonnaient peu à peu le programme décentralisateur. A peine survécut-il à la Gironde. La Montagne voulut la République une et indivisible.

Contre les actes d'indépendance de municipalités éparses, contre les soubresauts de la province, la Convention put lutter par la Terreur. Mais le même esprit d'autonomie dressa en face des Assemblées de la Nation une assemblée municipale autrement puissante, la Commune de Paris.

« Quant à la ville de Paris, avait annoncé l'article 25 du décret de décembre 1789, attendu son immense population, elle sera gouvernée par un règlement particulier... d'après les mêmes principes que le règlement général de toutes les municipalités du royaume ». Le décret prévu était intervenu le 24 mai 1790. Il stipulait que la *Commune ou municipalité de Paris* serait composée d'un maire, de quarante-huit membres, d'un procureur de la Commune et de ses deux substituts, le tout formant le corps municipal, auquel s'adjoindraient quatre-vingt-seize notables pour constituer le Conseil général. La capitale était divisée, pour les élections, en quarante-huit sections. Les fonctions de la Commune parisienne devaient se confondre avec celles de toutes les municipalités ; elles comportaient l'emploi de la garde nationale et ultérieurement, avec la police, la répression des contraventions.

Cependant le fait l'avait singulièrement emporté sur le droit. L'histoire de la Commune révolutionnaire de Paris est l'histoire d'un gouvernement d'à côté, — celui de la force, — né de l'émeute, transformé par l'émeute, étendant son action par l'émeute. Son origine, elle s'était trouvée dans le mouvement populaire du 12 juillet 1789, qui avait porté à l'Hôtel de ville l'assemblée des électeurs, puis créé un Comité permanent et proclamé Bailly maire de Paris. Ses tendances, elles s'étaient précisées le 30 juillet, quand les cent vingt élus

des districts, prenant le nom de Commune de Paris, avaient usurpé le pouvoir municipal.

Il est vrai que l'élection ratifia ce qu'avait fait l'audace, et que, le 18 septembre, l'assemblée des représentants de la Commune put prendre officiellement en main l'administration de la cité. Mais alors ce fut l'empiétement des attributions. Le nouveau conseil ne limita pas ses soins à la gestion des affaires municipales. Saisissant avec hardiesse le pouvoir judiciaire, il institua un comité de recherches qui fit instruire les procès du prince de Lambesc, de Besenval, d'Augeard, de Favras, et obligea le comte de Provence à venir se disculper devant lui.

La Commune élue par application du décret de mai 1790 s'installa au mois d'octobre. Régime éphémère de légalité. Au cours des mois suivants, la violence des événements la bouleversait encore, le massacre du Champ de Mars, qui la rendait impopulaire, son renouvellement partiel au profit d'éléments plus ardents, Pétion succédant à Bailly, avec Manuel comme procureur et Danton comme substitut, la suspension du maire et du procureur au lendemain du 20 juin 1792, leur réinstallation imposée par la capitale, fait décisif qui accusait la puissance de la municipalité et la déchéance de l'autorité gouvernementale. — Et une autre journée révolutionnaire : Le 10 août, amenant à l'Hôtel de ville une nouvelle assemblée, *la Commune insurrectionnelle*.

Cette fois, la Commune qui incarnera, dans toute son intensité, l'esprit révolutionnaire. La Commune dont le dernier élément modéré disparut avec le maire Chambon, remplacé par Pache. La Commune qui avait Chaumette comme procureur, pour substituts Hébert — celui du *Père Duchesne* — et Réal. La Commune et son comité de surveillance, dans lequel figurait Marat. La Commune dont la redoutable autorité exigea de la Législative l'internement de la famille royale au Temple ; de la Convention, le tribunal révolutionnaire.

La Commune aussi du 31 mai 1793. — Les événements permirent à ce moment de voir le chemin parcouru. De cette assemblée parisienne nous avons retrouvé les racines, profondément enfoncées dans le vieux terrain des libertés

locales. En 1793, c'est au fédéralisme girondin qu'elle déclarait une guerre impitoyable. Ainsi, le programme décentralisateur apparaissait déjà comme un programme d'opposition, que ses partisans eux-mêmes, parvenus au pouvoir, s'empressaient de renier.

Le 31 mai, en effet, la Commune s'était proclamée en insurrection. Trois jours après, elle arrachait à la Convention, par la gueule des canons d'Henriot, les représentants qu'elle avait condamnés.

Contre le coup de force la province s'indigna et s'arma. Alors, une dernière lueur décentralisatrice, la constitution de l'an I, votée en hâte pour calmer l'effervescence des départements. La nouvelle suffit à conjurer le péril de l'insurrection girondine sans qu'en fait les municipalités aient acquis une autonomie plus grande. Seule éclata la toute puissance de la Commune de Paris, moins forte encore de son propre pouvoir que de la menace qu'elle faisait lourdement peser sur la Convention. Epoque dramatique, de la Vendée en armes, des départements inquiets, de la frontière violée de toutes parts, et, au centre, de deux pouvoirs l'un et l'autre formidables par leur passion sectaire et leur patriotisme jacobin.

Devant le danger s'évanouit la lueur. Les délégués eux-mêmes des départements acceptaient que la mise en vigueur de la constitution fût ajournée. Des pouvoirs rivaux, ce fut la Convention qui triompha et qui s'empara de la dictature. Le décret du 14 frimaire an II, sur le mode de gouvernement *provisoire et révolutionnaire*, énonça : « La Convention nationale est le *centre unique* de l'impulsion du gouvernement ».

Centralisation définitive, devant laquelle la Commune elle-même de Paris ne tarda pas à s'effacer. Au procureur, le décret de frimaire substituait un *agent national*, obligé de rendre compte de ce qui se passait dans l'assemblée de la ville. Peu de temps après disparurent les hommes les plus influents du conseil, quand l'orgueil de Robespierre sacrifia à son déisme le philosophisme d'Hébert. A Chaumette, à Hébert succédèrent deux créatures de l'*Incorruptible*, Payan et Lubin ; à Pache, Fleuriot-Lescot.

La Commune, avec son indépendance, perdait sa force. Elle était atteinte dans la source même de sa vie. Sans doute Robespierre le comprit-il, trop tard pour lui, lorsque, le 9 thermidor, l'assemblée municipale trahit son impuissance à le soutenir, dans Paris devenu indifférent. Par le décret du 14 fructidor et la constitution de l'an III la Convention donna le coup de grâce à la Commune. En réalité, elle piétinait un cadavre. La Commune révolutionnaire, celle de l'histoire et de la légende, était morte avec Hébert et Chaumette.

A aucun moment cette période tragique n'a été l'objet d'études plus nombreuses qu'au cours des années qui précéderent l'autre bouillonnement de Paris, celui de 1871. Michelet achevait, au début du second Empire, ses recherches sur l'histoire de la Révolution et il écrivait : « Rien ne remplaça jamais l'ancienne Commune, Pache, Hébert, Chaumette. » Ce furent aussi les travaux consacrés à Robespierre par Hamel, à Danton par Bougeart, par Robinet, à Anacharsis Cloots par Georges Avenel. Et tandis que l'œuvre de réhabilitation, dédiée à l'opinion publique, se construisait, tout un mouvement d'idées prenait naissance, cherchant dans cette exhumation moins encore un exemple que des directives en vue d'un prochain coup de force. Le parti blanquiste y puisait son inspiration, Tridon, confident de Blanqui, publiant en 1864 son ouvrage sur les Hébertistes, Raoul Rigault apprenant, dans l'exemplaire de la Bibliothèque nationale, des passages du *Père Duchesne*, ou répétant les harangues de Chaumette et de son substitut.

Ainsi, à travers le voile de la tradition, le mot *Commune* prenait-il, pour les blanquistes, en mars 1871, un sens très net. Illustré par d'infructueux essais, la surprise du poste de la Villette, les échauffourées du 31 octobre et du 22 janvier, il représentait la mainmise sur le pouvoir, le gouvernement ensuite non seulement de la capitale mais aussi de la France par l'Hôtel de ville, comme l'avaient tenté Hébert et Chaumette (1), l'érection d'une dictature jaco-

(1) « Chaumette, a écrit Michelet, n'était décentralisateur qu'au profit de la grande et redoutable Commune, qui, il est vrai, contient le tout. Le tout, est-ce seulement la France ? Ne le croyez pas. Paris, c'est le

bine, c'est-à-dire centralisatrice, patriote, antireligieuse.

Le second Empire avait vu se constituer un groupement d'inspiration fort différente.

Auteur d'un mémoire sur *l'Extinction du Paupérisme*, Napoléon III s'était décidé, en 1862, malgré l'avis de ses ministres, à favoriser l'envoi d'une députation d'ouvriers parisiens à l'exposition de Londres. Dans la capitale anglaise, les délégués avaient étudié le fonctionnement des *Trade's Unions*, et leurs rapports devaient aboutir à l'élaboration de la loi du 25 mai 1864, supprimant le délit de coalition. Ils s'étaient aussi, dans des conférences moins officielles, concertés avec les représentants anglais, en vue de jeter les bases d'une fédération universelle du travail. Au meeting de Saint-Martin's hall, tenu peu de temps après, naquit l'*association internationale des travailleurs*. La section française fit parvenir ses statuts au gouvernement en janvier 1865.

Les congrès des années suivantes accentuèrent progressivement les tendances de l'association. Celui réuni à Genève du 3 au 9 septembre 1866 examina seulement des problèmes d'ordre économique, la réduction des heures de travail, le travail des femmes et des enfants, les sociétés ouvrières. Il se prononça en faveur des sociétés coopératives basées sur les principes de la mutualité et du fédéralisme ; il repoussa la doctrine collectiviste. Aux débats avaient pris part quelques intellectuels parmi lesquels Eugène Protot.

Le congrès ouvert à Lausanne le 2 septembre 1867 aborda le programme politique. Il convient de rapporter, en raison de son caractère spécial, une des résolutions votées. « Nous formulons le vœu que l'homme coupable soit jugé par des citoyens nommés par le suffrage universel, que les citoyens juges connaissent à fond le coupable et qu'ils aient à rechercher les principales causes qui ont amené l'homme au crime ou à l'erreur. Nous demandons également qu'aucun coupable ne soit jugé en dehors de son pays, afin qu'on

monde... » (*Histoire de la Révolution française*, édition de 1879, t. VIII, p. 174-175). — En 1793, des arrestations avaient été opérées en province sur l'ordre de la Commune de Paris (Voir notamment Taine, *Les Origines de la France contemporaine*, t. VI, p. 92).

puisse examiner les principales causes qui ont pu le détourner de ses devoirs, car la société tout entière est trop souvent le seul coupable. Le manque d'instruction mène à la misère, la misère à l'abrutissement, l'abrutissement au crime, le crime au bagne, le bagne à l'avilissement qui est pire que la mort. »

Au congrès de Bruxelles (6-13 septembre 1868), malgré l'opposition des Français, les principes du collectivisme l'emportèrent. Une motion fut aussi adoptée, aux termes de laquelle les ouvriers devaient proclamer la grève générale « dans tous les pays où éclaterait la guerre ».

Le dernier enfin des congrès ayant précédé les événements de 1870-1871 se tint à Bâle, au mois de septembre 1869. Un esprit nettement révolutionnaire y domina. Parmi les délégués français se distingua Dereure, représentant de la chambre syndicale des cordonniers de Paris. Mais un homme surtout exerça sur l'assemblée une action importante, le russe Bakounine, qui introduisit l'esprit libertaire dans l'association internationale, et à la conception marxiste du socialisme gouvernemental opposa le nivellement de l'anarchie.

D'une telle évolution, le gouvernement impérial s'était bientôt ému. Il dut reconnaître que cette organisation ouvrière n'avait plus le caractère professionnel qu'à l'origine il lui avait souhaité, qu'elle était devenue un groupement révolutionnaire, par suite antidynastique. L'Internationale fut considérée comme une société secrète. En mars et mai 1868, en juin 1870, le parquet dirigea des poursuites contre les membres du bureau de la section française. Elles aboutirent à des condamnations dont peu à peu la sévérité s'accrut. Et trois fois l'association fut déclarée dissoute. Trois fois, avec une section reconstituée, elle naquit à nouveau de ses cendres.

Sa doctrine s'était, au mois de mars 1871, précisée. L'Internationale visait à la socialisation des moyens de production. Pour y parvenir, elle préconisait la lutte du prolétariat contre les classes dirigeantes, l'union des travailleurs de tous les pays. Les frontières n'arrêtant pas son élan, elle n'attachait qu'une importance médiocre à l'unité des nations,

et envisageait volontiers une certaine autonomie locale.

Son programme se heurtait donc sur plusieurs points à celui des blanquistes. Il était inspiré de sentiments internationalistes, et non patriotiques. Il était fédéraliste et non centralisateur. Ses adhérents acceptaient le titre de *Commune* pour mot d'ordre, mais, insensibles aux souvenirs de 1793, ils songeaient au communisme de l'avenir. S'ils avaient voulu retremper leur énergie dans les traditions du passé, ils eussent seulement évoqué les jacqueries ou les Maillotins, Etienne Marcel ou les communes médiévales. Il convient d'ajouter qu'à ce moment encore la section française était moins un organisme militant qu'un comité d'études socialistes (1). Aux assauts du 31 octobre, du 22 janvier, du 18 mars, elle n'avait point pris la même part active que les blanquistes.

Entre les deux groupements, d'inspiration si différente, s'étaient constitués d'autres noyaux, pendant les derniers mois de l'Empire, sous le gouvernement de la Défense nationale, et ces noyaux formaient comme un pont grâce auquel se rencontraient les éléments révolutionnaires. Une avant-garde, composée de jeunes gens, d'étudiants, — citons Protot et Raoul Rigault, — fréquentait assidûment les milieux ouvriers ; elle abordait dans les réunions publiques, tenues par application de la loi de 1868, les problèmes sociaux comme les problèmes politiques, se montrait dans les congrès et les manifestations. Le Comité central de la garde nationale fut un nouveau terrain d'entente. Sur les conseils de Varlin, des internationalistes se firent élire délégués par leurs compagnies. Les militants des diverses tendances se trouvèrent groupés sous l'uniforme.

L'élection des membres de la Commune ne réalisa point la fusion. En laissant de côté les quinze modérés ou radicaux du parti des maires qui les uns après les autres devaient disparaître du conseil, et dont seul Ranc eut le temps de jouer un certain rôle, la double tendance perça dès l'origine. D'un côté, les blanquistes, avec Rigault, Ferré, — l'on peut ajouter

(1) Voir notamment Fribourg, *l'Association internationale des travailleurs*, p. 53.

Protot, — et, près d'eux, les révolutionnaires de 1848, les jacobins, avec Gambon, Ledroit, Miot, Léo Meillet, quelques-uns des délégués au Comité central, Pourille, dit Blanchet, Billioray, Ranvier, Bergeret, — c'est-à-dire le bloc des autoritaires. De l'autre, les dix-sept de l'Internationale, avec Beslay, Vaillant, Clémence, Langevin, avec Babick, membre aussi du Comité central, — c'est-à-dire les socialistes, aspirant au maximum de liberté individuelle et au fédéralisme des cités.

L'association internationale, muette depuis le 18 mars, avait à cet égard pris position en vue des élections à la Commune. Le manifeste publié par ses soins posait le principe et en déduisait les points essentiels de son programme.

..... *L'autonomie de chaque commune*, disait-il, enlève tout caractère oppressif à ses revendications et affirme la République dans sa plus haute expression. Travailleurs....., qu'avons-nous demandé ? L'organisation du crédit, de l'échange, de l'association, afin d'assurer au travailleur la valeur intégrale de son travail... L'organisation, *au point de vue municipal*, des services de police, de force armée, d'hygiène, de statistique, etc... Aujourd'hui, le peuple de Paris... affirmera son droit, supérieur au vote d'une Assemblée, de rester maître dans sa ville, et de constituer, comme il lui convient, sa représentation municipale sans prétendre l'imposer aux autres.

Dans le *Journal officiel* de Paris (numéro du 27 mars 1871), le proudhonien Charles Longuet accentuait encore cette doctrine.

L'œuvre première de nos élus devra être la discussion et la rédaction de leur charte, de cet acte *que nos aïeux du moyen-âge appelaient leur commune*... Fédérée avec les communes de France déjà affranchies, elle (la commune de Paris) devra, en son nom et au nom de Lyon, de Marseille et bientôt de dix grandes villes, étudier les clauses du contrat qui devra les relier à la nation, poser l'ultimatum du traité qu'elles entendent signer.

Mêmes préoccupations de la part d'un vétéran de l'Internationale, Charles Beslay, qui, appelé par l'âge à présider la première séance de la Commune, s'écriait :

... C'est par la liberté complète de la Commune que la République va s'enraciner chez nous. La République n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était aux grands jours de notre Révolution. La République de 93 était un soldat qui, pour combattre au dehors et au dedans, avait besoin de centraliser sous sa main toutes les forces de la patrie ; la République de 1871 est un travailleur qui a surtout besoin de liberté pour féconder la paix... La commune s'occupera de ce qui est local. Le département s'occupera de ce qui est régional. Le gouvernement s'occupera de ce qui est national... Ne dépassons pas cette limite fixée par notre programme, et le pays et le gouvernement seront heureux et fiers d'applaudir à cette révolution de notre histoire.

Mais ces formules restrictives ne correspondaient en aucune façon aux aspirations de la majorité. Avant de subir les critiques des commentateurs jacobins de la Commune, de Gaston Da Costa, de Lissagaray, elles se heurtèrent à l'indifférence de l'assemblée.

Certes la Commune se vit obligée d'affirmer de temps à autre le caractère exclusivement municipal de la révolution accomplie. Elle eut à rassurer les villes de province. Définitivement bloquée derrière les remparts, elle fut réduite, selon le mot d'Edmond de Pressensé, à « proclamer Paris libre à défaut de Paris dictateur (1). » Elle laissa une commission disparate, composée de Delescluze, de Theisz et de J. Vallès, en réalité leur mandataire le journaliste Pierre Denis, jeter les bases de la *déclaration au peuple français*, insérée au *Journal officiel* du 20 avril, et où on lisait le passage suivant (2) :

(1) On lira avec intérêt l'article publié par E. de Pressensé sous le titre *Le 18 mars*, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 juin 1871. L'auteur y a relevé les deux principes contradictoires qui dominent l'histoire de la Commune, l'esprit de dictature et le fédéralisme. Mais il semble qu'en soulignant leur opposition il ait méconnu leur double provenance, en particulier le programme de l'Internationale. — Sur l'antinomie des deux doctrines, voir aussi la brochure de Jules Le Berquier *Qu'est-ce donc que la Commune*, éditée au mois d'avril 1871 (citée par le *Moniteur universel* du 17) et un extrait de la brochure de Proudhon, *De la capacité politique des classes ouvrières* (1865), cité par la *France* du 28 mars 1871.

(2) Nous passons sous silence la première déclaration, du 29 mars, — à la rédaction de laquelle participa Protot, — qui ne précise pas le programme de la nouvelle assemblée ; celle également du 6 avril : la Commune s'y excusait d'être « sortie du cercle de ses attributions normales » ; elle n'aspirait, disait-elle, « qu'à conquérir ses franchises municipales ».

« Que demande Paris?... l'autonomie absolue de la Commune étendue à toutes les localités de la France... L'autonomie de la Commune n'aura pour limites que le droit d'autonomie égal pour toutes les autres communes adhérentes au contrat dont l'association doit assurer l'unité française. »

L'Hôtel de ville put aussi, dans un esprit de conciliation, accorder à la minorité quelques réformes à tendances socialistes, la cession des ateliers fermés par les patrons à des sociétés coopératives ouvrières, l'interdiction de retenir les amendes sur les salaires, la prohibition du travail de nuit dans les boulangeries.

— En réalité, ce fut le parti de la dictature qui l'emporta. A l'aide de son programme, de son administration, de ses procédés révolutionnaires, la Commune tenta ce qu'avait ébauché le Comité central : Elle s'efforça de dresser contre le gouvernement de la France par l'Assemblée nationale le gouvernement de la France par l'Assemblée de Paris.

La *déclaration au peuple français* était à cet égard significative. Si réservée, si prudente qu'elle fût dans ses prémisses, elle trahissait par la suite, à deux reprises, la pensée profonde de la majorité, qu'avait exprimée, par des additions, Delescluze.

Lorsqu'il précisait, en effet, les « droits inhérents à la Commune », le manifeste ne se bornait point à mentionner le vote du budget de la ville, l'administration des biens communaux. Non sans évoquer le souvenir de la législation révolutionnaire, il revendiquait pour l'Hôtel de ville le droit d'avoir sa magistrature et son armée, « le choix par l'élection ou le concours, avec la responsabilité, et le droit permanent de contrôle et de révocation des magistrats ou fonctionnaires communaux *de tous ordres*..., l'organisation de la défense urbaine et la garde nationale qui élit ses chefs et veille seule au maintien de l'ordre dans la cité. »

Au surplus, la Commune avait, par des actes, dissipé à l'avance tout malentendu. Dès son avènement elle avait légiféré, et ses décrets, même les plus théoriques, ne pouvaient se comprendre sans l'intention d'étendre son auto-

rité au pays tout entier. Au cours d'une de ses premières séances, le 29 mars, sans débat ou après une discussion rudimentaire, elle déclarait la conscription abolie, elle faisait remise aux locataires des trois derniers termes, elle suspendait la vente des objets déposés au mont-de-piété (1). Amplifiant encore son mandat, elle prononçait, le 2 avril, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la suppression du budget des cultes et disait expressément : « une enquête sera faite immédiatement sur ces biens (de mainmorte) pour... les mettre à la disposition de la nation. »

La portée de ces décrets a fait, de la part des panégyristes mêmes de la révolution de 1871, l'objet de polémiques. Les internationalistes n'avaient voté qu'à regret les textes proposés, ajournant ainsi l'inévitable conflit. Le dissentiment n'en subsistait pas moins, et il est intéressant d'en retrouver le lointain écho dans une enquête sur la Commune publiée par la *Revue blanche* du 1^{er} avril 1897. Une partie aussi de la presse parisienne critiqua l'extension des pouvoirs de l'assemblée. Commentant cette situation, l'organe de Victor Hugo, le *Rappel*, constata, le 2 avril 1871 : « Certains journaux croient voir dans les premiers actes de la Commune de Paris l'intention de sortir des attributions municipales. Il n'est pas douteux qu'en rendant pour Paris des décrets portant la remise des loyers, l'abolition de la conscription, etc., la Commune est sortie du cadre étroit où la législation antérieure enfermait la liberté municipale. Mais ce serait une illusion étrange et même puérile de penser que la révolution du 18 mars avait pour but unique d'assurer à Paris une représentation communale élue, soumise à la tutelle despotique d'un pouvoir national fortement constitué... » Et le journal, qui envisageait avec bienveillance les débuts de l'assemblée, s'efforçait de concilier les deux tendances, si opposées cependant. Il affirmait, pour conclure, que la Commune, en rendant de tels décrets, défendait « dans leur intégrité ses intérêts et ses droits ».

(1) Ce dernier décret a été complété par celui du 6 mai, qui a autorisé le dégagement gratuit des reconnaissances portant sur certains objets de première nécessité et ne mentionnant pas un prêt supérieur à 20 fr.

Lorsqu'on étudie, avec le recul des années, l'histoire de la Commune, on ne peut manquer d'être surpris de son souci de faire des lois. Après un demi-siècle, les cendres se sont éteintes. L'on peut juger avec une impartialité plus grande. — Mais on risque de négliger les courants d'opinion, l'incertitude de l'avenir, les illusions tenaces, qui ont entraîné les hommes.

Aujourd'hui il est bien certain que les décrets de la Commune apparaissent comme frappés de deux vices originels, l'absence de toute utilité pratique, l'inopportunité.

Ils étaient inutiles, parce que la loi communale était emmurée dans Paris. En admettant que son respect pût y être assuré, elle cessait d'être applicable au delà des dernières tranchées. Là, elle se heurtait à une autre loi, émanant d'une Assemblée nationale régulièrement élue. Encerclée par les baïonnettes, inconnue ou négligée par tous les départements français, à l'exception de Paris et de sa banlieue, elle était dépourvue à la fois d'autorité et de moyens de sanction. « Dès que la Commune ordonnait au dehors, remarque Lepelletier, elle ne pouvait qu'affirmer son impuissance (1). »

Et ces décrets, si l'on envisage, sans prendre parti, les seules ambitions de la Commune, n'étaient pas moins dangereux pour son avenir. C'était la faute du Comité central prolongée et aggravée, c'étaient les discussions parlementaires, la besogne administrative définitivement substituées à l'action. Après la défaite, Gaston Da Costa, blanquiste notoire, a reconnu l'erreur de ses amis du conseil, dont la place, écrivait-il, « n'était plus à l'Hôtel de ville, mais aux avant-postes, à la tête des bataillons de leurs arrondissements. Il en est qui le comprirent, tels Varlin, Vermorel, Protot. Les autres délibérèrent (2) ».

L'avis en fut donné, pendant la tourmente, à l'un des membres de la Commune qui, en dépit du jugement de Da Costa, rédigèrent le plus grand nombre de décrets, au délégué à la justice, Eugène Protot. Il reçut la lettre suivante :

(1) Lepelletier, *op. cit.*, t. III, p. 321.

(2) Da Costa, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 348.

Citoyen Protot, — Permettez à un des plus ardents amis de la Commune de Paris de vous transmettre son impression... La Commune est en pleine lutte avec ses ennemis. Il est essentiel qu'elle triomphe ; cette question pour elle doit primer toutes les autres. Réussir, convaincre doit être son seul but... C'est pourquoi on ne saurait trop conseiller l'abstention de nombreux décrets qui seront sans doute très opportuns après le triomphe, et qui pour l'instant ont tous le défaut d'être trop sommairement élaborés, et qui peuvent éloigner et refroidir plus d'amis qu'ils ne pourraient rallier d'ennemis. La Commune aujourd'hui a quatre grands devoirs : 1° assurer le respect des neutres et des traités avec la Prusse jusqu'à nouvel ordre ; 2° assurer les subsistances et leur répartition ; 3° organiser la force vive (*sic*) ; 4° organiser la victoire... Jusqu'à là, aucune autre loi (1).

L'opinion méritait d'être retenue. Elle n'était cependant alors qu'une opinion, combattue par le désir de ceux qui souhaitent des transformations en toutes circonstances, les mécontents et les impatients, les agités et les ambitieux. L'élaboration des décrets généraux naquit de tout cela. Du besoin aussi, bien humain, de croire en la force de sa destinée, d'imposer, dans le plus large cadre, ses conceptions politiques ou sociales. De la doctrine surtout, répétons-le, des jacobins, des blanquistes : Edicter, pour la nation, des décrets, c'était réagir contre l'utopie du fédéralisme, et, au risque d'un mensonge ou du ridicule, de Paris demeuré capitale paraître gouverner la France.

Il eût été d'ailleurs malaisé à la Commune de ne point dire son mot au sujet des quelques graves problèmes posés par les événements. A une heure où chacun suggérerait sa solution, l'opinion parisienne eût difficilement compris que l'assemblée n'émit pas tout au moins un vœu sur la question des loyers, sur celle des échéances. Elles figuraient, avait écrit, dès le 22 mars, Paschal Grousset, dans la *Nouvelle République*, parmi les « formules de la révolution municipale ».

La hâte mise par le conseil à promulguer un décret sur les loyers et la nature de sa décision lui valurent les critiques du *Mot d'Ordre*, qui souhaitait des exceptions en faveur des petits

(1) Document inédit. Dossier concernant Protot, Ministère de la guerre.

propriétaires, mais l'approbation d'autres journaux radicaux ou révolutionnaires, la *Vérité*, la *Commune*, le *Père Duchêne* (1).

Il est à noter que la Commune étudia avec un certain soin le problème des échéances. L'Assemblée nationale avait voté en un tournemain une loi insuffisante. Le décret publié par le *Journal officiel* de Paris du 18 avril fut le résultat d'un plus long examen. Après une consultation des associations ouvrières, des chambres syndicales du commerce et de l'industrie (2), l'assemblée communale s'était trouvée en présence de trois projets, celui de Tridon, qui interdisait toutes poursuites pendant trois années, mais stipulait au profit du détenteur un intérêt de 2 p. 100 jusqu'au paiement ; ceux, moins absolus, de Beslay et de Jourde, qui laissaient les valeurs en circulation, le projet Beslay, créant d'autre part un *comptoir commercial* de liquidation subventionné par la Commune. Ces textes, ceux ultérieurement de Parisel et d'Assi, furent soumis à la commission des finances, à celle du travail et de l'échange, puis à une commission spécialement désignée. Les représentants de Paris consacrèrent cinq séances à la discussion générale, du 13 au 17 avril. La commission de justice n'ayant pas eu à intervenir, les débats n'ayant porté d'autre part que sur les conséquences économiques des projets en discussion, il suffit d'indiquer que le texte arrêté fut celui de Jourde, amendé par la commission et l'assemblée. Le remboursement des dettes de toute nature portant échéance serait effectué dans un délai de trois ans à partir du 15 juillet 1871, sans intérêts, par coupures payables trimestriellement. Suivait une disposition dont le caractère pénal soulignait étrangement l'extension des pouvoirs de la Commune : Tout débiteur qui, pendant les délais fixés,

(1) *Mot d'Ordre* du 6 avril, *Vérité* du 24 avril, *Commune* du 31 mars. L'article du *Père Duchêne* (11 germinal an 79) est à citer : « Le Père Duchêne croyait être presque téméraire en demandant la remise de la moitié des loyers. Vive la Commune ! Et qu'il est heureux, le vieux père, de s'être trompé et de voir que les citoyens membres de la Commune ont été aussi loin que ses vœux et plus loin que ses espérances. »

(2) Voir l'avis paru dans le *Journal officiel* de Paris du 1^{er} avril, et la *Sociale* du 5.

détournerait son actif en fraude des droits de son créancier serait considéré, s'il était commerçant, comme coupable de banqueroute frauduleuse, et, dans le cas contraire, d'escroquerie. Il pourrait être poursuivi comme tel « soit par son créancier soit par le ministère public ».

D'une façon générale, la presse commenta le décret avec sympathie. La *France* elle-même, hostile au mouvement communal, déclara, le 19 avril, n'avoir « rien à objecter à ce principe d'amortissement graduel. » Cependant, non sans ironie, elle demanda « comment la loi parisienne pourrait se combiner avec les dispositions régissant la question des échéances dans le reste de la France. »

Publiée quelques semaines auparavant, au lendemain du vote de Versailles, la décision de la Commune lui aurait conservé l'appui d'une partie des commerçants. Le 18 avril, la classe moyenne s'était, à Paris, détachée d'un pouvoir dont elle prévoyait la chute (1). Le décret ne fut qu'un geste dans le vide, — au-dessus de l'abîme.

En dehors de ces décisions, l'œuvre législative de l'Hôtel de ville se réduisit à peu de chose. Mais la plupart des autres décrets se rapportèrent à l'administration de la justice et, à ce titre, doivent nous arrêter.

Ainsi qu'il se produit à toutes les époques de bouleversement politique, la réforme judiciaire, la revision des principes essentiels des codes figuraient dans les programmes de l'opposition depuis les dernières années de l'Empire. Les internationalistes eux-mêmes avaient, à Lausanne, indiqué, en un vœu que nous avons rapporté, l'intérêt qu'ils attachaient à la criminologie, et demandé que les inculpés fussent jugés par des magistrats élus. Quelques jours avant le scrutin du 26 mars, le *comité central électoral républicain, démocrate, socialiste du 11^e arrondissement*, — l'un de ceux qui soutinrent la candidature de Protot, — réservait un paragraphe de son manifeste électoral à *la justice* et à *la magistrature*. « La justice devant être accessible à tous sera gratuite. — ... Le principe du jury sera appliqué à toutes les juridictions,

(1) En ce sens, Louis Dubreuilh, *op. cit.*, t. XI, p. 420. Comparer plus haut, chapitre II.

— La vie humaine devant être inviolable, nul ne doit pouvoir y attenter hors le cas de légitime défense. — Le système pénitentiaire devra avoir pour but l'amélioration du coupable... (1) »

La Commune n'eut ni le temps ni les moyens de réaliser une réforme d'une telle ampleur. Elle put se prononcer toutefois sur plusieurs de ces principes à l'occasion de décrets dus à l'initiative du délégué à la justice, Eugène Protot.

Le 22 avril, elle tint une séance d'une gravité particulière. Ce fut à cette date qu'elle institua le jury d'accusation, dont nous examinerons les origines et le fonctionnement.

Juridiction d'exception, sans aucun doute. Au cours des débats, Protot, répondant à une question d'Avrial, lui dénia ce caractère. Mais il avait, dans le préambule du décret, laissé échapper l'aveu. Après sa protestation imprudente, il le formula de nouveau, en reconnaissant que le jury « n'était applicable qu'aux otages ».

Du moins le délégué, les membres ensuite de l'assemblée jugèrent-ils opportun d'atténuer, par une déclaration préalable, l'arbitraire de la mesure adoptée. Le préambule rappela la doctrine révolutionnaire relative à la justice criminelle.

« La Commune de Paris,

Considérant que si les nécessités de salut public commandent *l'institution de juridictions spéciales*, elles permettent aux partisans du droit d'affirmer les principes d'intérêt social et d'équité qui sont supérieurs à tous les événements : Le jugement par les pairs, l'élection des magistrats, la liberté de la défense,

Décète... »

De suite allait se dévoiler la témérité de formules aussi précises, qui prenaient, à la lueur d'une discussion à l'Hôtel de ville, la valeur d'engagements solennels.

Le jugement par les pairs, c'était le jury saisi de toutes les infractions à la loi pénale. « Nous proposerons bientôt,

(1) *Les Murailles politiques françaises*, t. II, *la Commune*, p. 84-85.

annonça Protot à ses collègues, d'étendre ces dispositions aux délits de droit commun. » — En butte à d'autres soucis, la Commune n'eut point à connaître de ce projet. Elle s'en tint à sa création du seul jury d'accusation. Et la réalité, dans son ironie, violait ici même le principe proclamé : Pour constituer ce jury, le rédacteur du décret faisait appel aux « citoyens les plus intelligents et les plus dévoués à la cause de la Commune. » Il ne s'agissait plus d'un jugement par les pairs, mais, contrairement au désir qu'Avrial exprima, d'un jugement par les gardes nationaux.

Delescluze, il est vrai, fit insérer dans le texte une modification du code d'instruction criminelle qu'il jugeait libérale. Le ministère public se vit privé d'une de ses prérogatives. L'accusé « et la partie civile » pourraient seuls exercer le droit de récusation. En adoptant ce paragraphe singulier, l'assemblée montrait le danger des improvisations et des entraînements de séance : La nature des faits soumis au jury d'accusation interdisait en effet la constitution d'une partie civile. — Mieux valait une autre disposition due à Protot : « Le président du jury ne résumera pas les débats. » Appliquée au président d'une juridiction d'exception, l'initiative présageait la réforme que devait effectuer la loi du 19 juin 1881.

L'élection des juges constituait un des articles fondamentaux de la charte révolutionnaire. Elle visait à démocratiser le recrutement de la magistrature. Elle offrait en même temps le mérite de satisfaire les plaideurs malheureux, en leur donnant l'espoir de changer leurs juges au lieu de les maudire. Du procédé, la Constituante et la Convention avaient fait un essai qui déçut ses partisans eux-mêmes. Le second Empire, cependant, avait effacé ce souvenir, et les républicains avancés souhaitaient la réforme. Le *Mot d'Ordre* affirma, dès le 3 avril, que la question était à l'ordre du jour de la Commune. Elle y resta, et ne sortit point du domaine de la théorie.

Dans les premiers jours d'avril, l'assemblée communale avait été saisie par Delescluze et plusieurs de ses collègues d'un projet de décret soumettant aux élections les membres du tribunal de commerce. Ce projet, qui appelait à voter « tous les citoyens exerçant un commerce ou une industrie

soit en gros soit en détail », reçut l'approbation de plusieurs journaux de la capitale, du *Petit Moniteur universel* notamment (16 avril). Il n'en fut pas moins, le 13 avril, renvoyé à la commission de justice sur la demande de Protot, et n'aboutit pas (1).

Le délégué se borna, dans une note du 16 avril, publiée par le *Journal officiel*, à affirmer : « La nomination de tous les magistrats devant se faire à l'élection, et celles des juges de paix et de commerce devant avoir lieu dans un délai très rapproché, les commerçants sont invités à se concerter à l'avance sur le choix des candidats... » Le 22 avril, la Commune approuva la déclaration de principe. — Mais, au cours des débats, le délégué à la justice, invoquant l'impossibilité de recourir « à toute la population civile » pour renouveler à la fois la magistrature de droit commun et la magistrature consulaire, prit soin de préciser que l'élection des juges devait être « la loi de l'avenir ». La Commune, nous le verrons, eut un président et des juges au tribunal civil, des juges de paix : ils furent directement désignés par son gouvernement. Au lendemain d'un arrêté de nomination, le journal *la Justice* en manifesta quelque surprise. « S'il y a un principe important au point de vue révolutionnaire, c'est la séparation complète de la justice et du gouvernement, et, comme conséquence, l'élection des juges par le suffrage universel... La Commune pouvait, dans l'état actuel, se passer de nommer des juges... Mais si elle croyait devoir établir un tribunal, il était indispensable qu'elle fit application des principes, c'est-à-dire qu'elle fit élire par les citoyens les juges qui devaient composer ce tribunal (2) ».

La liberté de la défense fut, au contraire, réalisée, dans l'esprit où la concevait l'Hôtel de ville. Le décret du 22 avril stipula que « l'accusé choisirait librement son défenseur, même en dehors de la corporation des avocats ». Dès le début du mois, la presse avait annoncé la réforme imminente (3). — L'avocat Protot supprimait, au criminel, le

(1) Voir ci-dessous, chapitre VII.

(2) *Justice* du 15 mai.

(3) *Opinion nationale* du 2 avril. *Liberté* et *Gazette de France* du 3.

monopole des avocats. — Quelques semaines après, l'organisation d'une chambre civile permit de généraliser la mesure. « Les parties, énonça le décret du 12 mai (article 3) pourront se défendre elles-mêmes. »

Dans un Palais devenu silencieux, l'abolition du privilège de l'Ordre ne produisit qu'une impression médiocre. La presse fut sobre de commentaires. Seule la *Gazette de France* avait, le 3 avril, avant la lettre, prononcé une oraison funèbre sans pitié. « Les avocats n'auront que ce qu'ils méritent. Profitant jusqu'à l'abus d'une sorte de vent favorable qui enflait leur robe, ils ne sont avocats que pour pouvoir être autre chose... Plaide donc leur cause qui voudra... »

Les événements suffirent à la gagner (1).

Un nouveau décret fut, le 23 avril, voté sur la proposition du délégué à la justice. Supprimant la vénalité de leurs charges, il transformait en fonctionnaires les officiers ministériels. Ceux-ci recevraient un traitement fixe. Ils verseraient par contre à la délégation des finances, tous les mois, les sommes par eux perçues pour les actes de leur compétence. Indiquons de suite que le régime, dont nous précisons les modalités, fonctionna jusqu'à la fin de la Commune.

La lecture de ce décret provoqua dans l'assemblée un vif mouvement d'intérêt. Clémence affirma l'importance de ses dispositions, obtint de Protot la promesse de considérants « afin d'en faire ressortir le caractère à la foi libéral et égalitaire ». Surenchérissant, Vermorel s'écria : « Le public croira toujours que nous publions des décrets exceptionnels et il ne se rendra pas compte des réformes politiques et sociales que nous proclamons. Je désirerais que ce décret, *le premier qui soit véritablement révolutionnaire*, se présentât avec la publicité qu'il mérite ».

Exagération manifeste. Lorsque Ledroit évoqua le véritable principe révolutionnaire, et parla de gratuité, Protot, dans une brève réponse, mit sévèrement les choses au point. « La justice gratuite, dit-il, est impossible. » Cependant, il

(1) Sur les trois principes énoncés dans le préambule du décret en date du 22 avril, voir notamment Fiaux, *op. cit.*, p. 294, la *Gazette des Tribunaux* du 4 juin 1871.

concéda que les officiers ministériels pourraient être dispensés de fournir un cautionnement. Puis, par simple arrêté, se substituant à la Commune, il les invita à dresser gratuitement les actes de leur compétence, quand il en donnerait l'ordre (16 mai). Un avis aux gardes nationaux précisait la portée de cette initiative. La gratuité serait réservée aux actes « d'une certaine urgence » les concernant, « donations entre vifs, testaments, reconnaissances d'enfants naturels, contrats de mariage, actes respectueux, actes de consentement d'ascendants, procurations, adoptions, actes de notoriété. »

La Commune sembla, le 12 mai, pénétrer plus profondément dans la voie de l'organisation judiciaire (1). Quelques jours auparavant, sa commission exécutive avait nommé « un président chargé des référés, des conciliations en matière de séparation de corps, et des légalisations de signatures. » Les considérants de cet arrêté, en date du 26 avril, dénonçaient les magistrats qui avaient « lâchement abandonné leurs sièges et compromis les intérêts des citoyens. » Il était nécessaire « de pourvoir immédiatement à l'expédition des affaires urgentes, *en attendant la reconstitution complète des tribunaux civils par le suffrage universel.* » — Ce fut en fin de séance, sans débat, que l'assemblée adopta l'idée, en l'étendant. Sur la proposition du délégué à la justice, elle chargea celui-ci de créer « une chambre du tribunal civil de la Commune de Paris. » Cette chambre statuerait pour les cas urgents.

Deux dispositions complétaient le décret. A mains levées la Commune les vota. Nous connaissons l'une, qui frappait le barreau. L'autre bouleversait les principes régissant les instances civiles. « La procédure dite ordinaire est abolie. Toutes les affaires seront instruites comme en matière sommaire. »

(1) Dès le 23 mars, sous le règne encore du Comité central, la *Liberté* avait prévu que le gouvernement révolutionnaire serait conduit à nommer des magistrats. « Nous voyons aujourd'hui l'action de la justice empêchée par la désorganisation de la force publique. Qu'entend faire le Comité ? Veut-il nous imposer, avec l'anarchie militaire et l'anarchie civile, l'anarchie judiciaire ? Ou bien veut-il installer aussi ses délégués sur les sièges de nos tribunaux civils et militaires ? Nous savons bien que c'est encore là la suite accoutumée de telles révolutions... »

Ajoutons à ces textes plusieurs décrets de moindre importance, modifiant la formule exécutoire des « arrêts, jugements et mandats de justice » (*Journal officiel* du 19 avril) ; déclarant abolis le serment politique — en fait supprimé le 5 septembre 1870 par le Gouvernement de la Défense nationale — et le serment professionnel (5 mai) (1) ; décidant, à la demande de Mortier, la publication d'un *Bulletin des lois* (*sic*) hebdomadaire, dont la rédaction devait être confiée à Protot, mais qui en fait ne parut jamais. Mentionnons aussi de simples projets, déposés, le 17 mai, par Vésinier, renvoyés le surlendemain, deux jours avant l'entrée des troupes versaillaises, à l'examen des commissions de la justice et des finances ; le premier, supprimant les titres de noblesse, les majorats, les ordres honorifiques ; le deuxième, que la presse avait annoncé au début du mois d'avril (2), rétablissant le divorce, réduisant les formalités du mariage à une simple déclaration devant l'officier de l'état civil (3), proclamant légitimes tous les enfants reconnus, et légitimés par la Commune les enfants non reconnus (4).

Enfin, quelques motions inquiètes, en faveur de la liberté individuelle, suggérées à des membres de la Commune par l'abus des arrestations : Le 5 avril, la commission exécutive

(1) Cette décision, due à une initiative de Protot, fut approuvée par le *Siècle* du 7 mai.

(2) *Liberté* du 3 avril, *Affranchi* du 5. — L'arrêté du 26 avril, indiquant les pouvoirs du président chargé des référés, visa les séparations de corps et non les divorces. Un décret en date du 12 mai, voté en même temps qu'était créé le tribunal de la Commune, précisa également qu'en matière de séparation de corps le président pourrait allouer à la femme une pension alimentaire qui lui serait servie jusqu'à décision contraire du tribunal ; il n'institua pas le divorce.

(3) Dans plusieurs arrondissements, les délégués ont, sous la Commune, procédé à des mariages de cette nature, à des séparations de corps aussi d'après Maxime Du Camp, *op. cit.*, t. IV, p. 175. On sait que tous les actes de l'état civil dressés du 18 mars à la fin de mai ont été annulés par une loi du 19 juillet 1871. Cette loi exigea le renouvellement de l'acte dans les trente jours, un jugement devenant nécessaire après expiration du délai ainsi fixé. En fait, de nombreux mariages ne furent pas renouvelés. Voir la statistique des *mal mariés* publiée par Paul Ginisty, *Paris intime en révolution*, p. 103 et s.

(4) Il semble d'autre part que dans les premiers jours d'avril certains membres de la Commune aient étudié un projet abolissant le droit héréditaire (*Mot d'Ordre* du 3 avril. — Voir aussi la *Sociale* du 1^{er} avril). Ce projet ne fut jamais mis à l'ordre du jour de l'assemblée.

chargée de prescrire une enquête et de hâter les décisions à intervenir. Le 14, le *principe* admis que toute arrestation devrait être notifiée au délégué à la justice, que les auteurs des perquisitions arbitraires seraient poursuivis (1). Le 23, décision plus caractéristique. Ce jour-là furent évoqués à l'Hôtel de ville le scandale de l'arrestation de Chaudey par Pilotell et « l'administration de Rigault ». En l'absence de ce dernier, après lecture d'un rapport de Miot, la Commune désigna trois de ses membres, Miot, Gambon, Victor Clément, « pour visiter les prisons, faire une enquête sur l'état des détenus et s'informer de la cause de leur détention ». Eten-
dant son droit de contrôle, elle reconnut à chaque représentant le droit de pénétrer dans tout bâtiment public, formule large qui comprenait les prisons. Le lendemain, l'assemblée maintint son vote malgré Rigault, qui jugeait nécessaire le secret, et ce fut Rigault, démissionnaire, remplacé par Cour-
net. Le 6 mai, nouvelle attaque de Miot. Revenant à la charge, il lut un projet aux termes duquel l'emprisonnement cellu-
laire était supprimé, la durée du secret, en cas d'emprisonne-
ment préventif, limité à dix jours. Mais Rigault, ressuscité comme procureur de la Commune, plus puissant que jamais, demanda la parole. La proposition Miot fut renvoyée à la commission de justice, d'où elle ne revint jamais.

À cela se réduisirent les travaux de l'Hôtel de ville en ce qui concerne le cours normal de la justice. Quelques projets qui ne furent point votés. L'organisation d'une chambre du tribunal civil. Trois ou quatre réformes adoptées en principe, accrochées tant bien que mal à la création de cette chambre ou au décret instituant le jury d'accusation, et relatives aux procédures civile et criminelle. Le privilège des avocats, les charges des officiers ministériels abolis. En un mot, des modifications à peine ébauchées, pour la plupart, sur le papier, et ne touchant en rien à l'ordre social ; des décrets trahissant l'impossibilité pour l'assemblée parisienne de jeter les bases d'une construction nouvelle : Parce que ses origines

(1) Par contre la Commune rejeta une disposition précisant qu'à chaque séance le délégué à la justice ferait un rapport sur les arrestations et perquisitions opérées la veille.

et sa composition lui interdisaient d'avoir sa propre doctrine, parce qu'elle ne disposait ni de l'espace ni du temps, parce qu'elle n'avait ni force matérielle ni autorité morale.

« Imbu, dès le 18 mars, m'a écrit M. Pindy (1), de l'idée que nous serions vaincus, je n'attachais pas grande importance aux projets d'organisation sociale que des collègues, sincères sans doute, nous proposaient, mais de l'inanité desquels j'étais convaincu d'avance. Aussi ne me suis-je intéressé à aucune des discussions concernant ce que Protot appelait la réforme des abus dans l'administration de la justice. »

Quand la parole était au canon, les élus du 26 mars eurent le tort de ne pas comprendre que la loi elle-même dépendait de l'issue de la lutte. En votant des décrets sur la justice criminelle, ils se condamnèrent à un effort sans portée, et, ce qui était plus grave, à un aveu d'impuissance. Le conseil communal s'était emparé du pouvoir législatif. Il l'a exercé en parlement « bourgeois » d'opinion radicale, et non pas, comme il souhaitait qu'on le pensât, en assemblée révolutionnaire.

Par contre, la Commune eut sa législation exceptionnelle. Elle vota des décrets de circonstance, d'inspiration révolutionnaire ceux-là, mais non pas socialiste, des décrets de combat.

La première rencontre entre l'armée et les gardes nationaux s'était produite le 2 avril, à Courbevoie. Le chirurgien-major Pasquier tué d'un coup de fusil tiré par les défenseurs d'une barricade, les soldats, après une hésitation qu'avait dissipée le tragique incident, engageant la bataille, les fédérés délogés de la caserne et se repliant sur Neuilly, vers les remparts, et alors les horreurs déchaînées de la guerre civile, l'exécution sommaire, à Puteaux, de gardes faits prisonniers, la fusillade, les obus faisant des victimes parmi la population de Neuilly, — tel avait été le bilan de cette journée sanglante.

Thiers dénonça aux préfets, dans une circulaire, la mort du major Pasquier.

A l'Hôtel de ville se manifesta une émotion plus vive encore. La commission exécutive fit afficher une proclama-

(1) *Lettre inédite*, datée de La Chaux-de-Fonds, 1^{er} février 1914.

tion. Lepelletier en regrette justement l'emphase et l'inexactitude, les mots surtout « les conspirateurs royalistes ont attaqué. » Il ne s'agissait, observe-t-il, que d'annoncer un choc « entre les fédérés exécutant une reconnaissance, un peu à la légère, et une troupe s'y opposant (1). »

Quant à la Commune, elle émit un décret de terreur. Proclamant que le gouvernement de Versailles avait « ordonné et commencé la guerre civile, attaqué Paris, tué et blessé des gardes nationaux, des soldats de la ligne, des femmes et des enfants », elle prononça la mise en accusation de Thiers, Dufaure, Favre, Picard, Simon, de l'amiral Pothuau, et la mise sous séquestre de leurs biens « jusqu'à ce qu'ils aient comparu devant la justice du peuple (2) ».

Les considérants prêtaient, au même titre que l'affiche de la commission exécutive, à la critique formulée par Lepelletier. Mais le dispositif ne manquait pas de netteté. Il avait la violence des décrets de la Convention.

« Décret illusoire, gaminerie », dit Lepelletier (3). — *Décret illusoire*, certes, en l'absence des membres du gouvernement. *Gaminerie sans doute*, le dernier paragraphe, qui, poussant jusqu'à l'ironie sa rigueur, chargeait de l'exécution du décret les délégués à la justice et à la sûreté générale. — L'ordre n'en pouvait pas moins être pour partie obéi. Et il le fut.

Rochefort le rappela aux agents de la Commune dans un article souvent cité (4).

Bien nourris, bien logés, bien chauffés dans ce beau palais de Versailles jadis habité par le grand roi qui présida aux dragonnades, les hommes du gouvernement de Seine-et-Oise continuent à envoyer des boulets sur les passants de tout sexe et à démanteler les maisons qui ne leur appartiennent pas...

Et, après avoir signalé que Thiers, Favre, Picard avaient leurs habitations à Paris, il concluait :

(1) Lepelletier, *op. cit.*, t. III, p. 187. — Voir aussi p. 169-170.

(2) L'original du texte destiné au *Journal officiel* de Paris est classé, comme la plupart des documents de cette nature, à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.

(3) Lepelletier, *op. cit.*, t. III, p. 318.

(4) *Mot d'ordre* du 6 avril.

Que diraient donc ces propriétaires hommes d'État, si, à leurs effondrements, le peuple de Paris répondait par des coups de pioche, et si, à chaque maison de Courbevoie touchée par un obus, on abattait un mur du palais de la place Saint-Georges ou de l'hôtel de la rue d'Amsterdam ? Dût-on nous appeler Tamerlan, nous avouons que ces représailles ne nous répugneraient pas outre mesure si elles ne présentaient un inconvénient capital. En apprenant que la justice populaire démolit l'hôtel de M. Thiers qui a coûté deux millions, l'assemblée siégeant à Versailles lui en voterait immédiatement un autre qui en coûterait trois. Et comme ce sont les contribuables qui paieraient la facture, nous nous voyons forcés de déconseiller ce mode d'expiation.

Un passant afficha la menace à la grille de l'hôtel de Thiers, place Saint-Georges. Puis, le 14 avril, des gardes du 223^e bataillon envahirent la maison, marquèrent leur prise de possession en y installant un poste. Rigault, qui les accompagnait, fit apposer des scellés.

Vers la même époque, des perquisitions furent opérées dans les appartements de Dufaure (1), de Favre, de Picard.

Et de nouveau un organe révolutionnaire désigna le chef de l'État aux foudres de la Commune. Cette fois, ce fut le *Vengeur* qui, le 6 mai, flétrissant Thiers du nom d'Erostrate, réclama, sans réticences, la destruction de son hôtel. « Qu'il n'en reste qu'une pierre, avec cette inscription vengeresse : Là fut la maison d'un Français qui brûla Paris. »

Quatre jours après, la décision était prise. A une proclamation du gouvernement de Versailles faisant appel aux hommes d'ordre pour ouvrir les portes de la capitale, le comité de salut public répondait par l'arrêté suivant, daté du 21 floréal an 79.

« ARTICLE PREMIER. — Les biens meubles des propriétés de Thiers seront saisis par les soins de l'administration des

(1) Devant le 3^e conseil de guerre, il est vrai, M^r Bigot s'est efforcé d'affaiblir la portée de l'opération pratiquée au domicile personnel du ministre de la justice. « Des gardes nationaux ont fait, sans ordre, une perquisition chez M. Dufaure à cause de la loi des loyers, mais la Commune n'y a été pour rien. On y a mis les scellés ». (*Procès des insurgés de la Commune* édité par Mauger et C^{ie}, p. 141.) Cette apposition de scellés établit que la perquisition, — faite rue de Provence, m'a confirmé la comtesse Gabriel Dufaure, belle-fille de l'ancien ministre, — n'était pas due à la seule initiative de gardes nationaux.

domaines. — ARTICLE 2. La maison de Thiers, située place Georges, sera rasée. — ARTICLE 3. Les citoyens Fontaine, délégué aux domaines, et J. Andrieu, délégué aux services publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution *immédiate* du présent arrêté. »

Cette décision brutale, les journaux favorables au gouvernement de l'Hôtel de ville ne furent pas unanimes à l'approuver. Quelques-uns, reprenant la réserve qu'avait formulée Rochefort après avoir lancé l'idée, envisagèrent la défaite, la reconstruction de l'hôtel à la charge de la Nation. « M. Thiers et son gouvernement ont coûté trop de maux et trop de deuils à la population parisienne pour qu'elle proteste », s'était écriée la *Justice*. De suite cependant elle exprima le regret d'un « acte de talion... puéril et inutile... qui pourrait bien être onéreux à la population. » La même crainte fut manifestée par le *Rappel*, par la *Commune*, par la *Vérité*, qui, plus sévèrement, jugeant aussi le principe, considéra l'arrêté comme un « raffinement de torture morale (1) ».

L'assemblée communale n'en ratifia pas moins, à sa séance du 12 mai, l'initiative du comité de salut public. Fontaine, directeur des domaines, l'avait invitée à nommer une commission qui la représentât lorsque le premier coup de pioche serait donné « place Georges ». Elle la désigna. La délégation vit toutefois ses pouvoirs transformés, la démolition de l'hôtel étant, ainsi que l'annonça Protot, commencée à ce moment. Protot ajouta qu'il faisait transporter les papiers du grand historien à la sûreté générale et les objets d'art du collectionneur au garde-meuble. « *Les petits bronzes*, crut-il bon de préciser, *arriveront sans doute en bon état.* » Le jugement du garde des sceaux indigna, par sa rudesse, la direction des beaux-arts. Courbet réfuta Protot. Appuyant le peintre d'Ornans, Demay, Clémence, Paschal Grousset déclarèrent qu'il fallait conserver au pays une collection et des archives d'une valeur incontestable (2). Et avec les interpel-

(1) *Justice* du 14 mai, *Rappel* et *Commune* du 12, *Vérité* du 13.

(2) Charles Blanc a publié, sous le titre *Le Cabinet de M. Thiers*, un inventaire des belles collections que contenait l'hôtel de la place Saint-Georges.

lateurs, auxquels on adjoignit Pyat, la commission se trouva constituée. — Cette commission, au surplus, ne paraît pas avoir rempli sa tâche. Les papiers saisis furent classés par les soins seulement d'un commissaire de police de la Commune, Noguès, sous le contrôle de Regnard, secrétaire de la Préfecture de police, et déposés à la Préfecture le dimanche 14 mai, au début de l'après-midi (1).

Quant à l'hôtel, il fut, nous le verrons, solennellement démoli : Exécution révolutionnaire qui n'était que la conséquence du décret du 2 avril, logiquement exigée par le *Rap-pel* et le *Vengeur*.

Au cours de la même période, les événements conduisaient la Commune à l'adoption d'une mesure plus redoutable.

Protot a raconté à Maxime Vuillaume les conditions dans lesquelles avait été rédigé le décret des otages (2). Son récit rectifie le procès-verbal que conserve la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.

L'assemblée siégeait, dans la soirée du 4 avril, quand Chardon apprit à ses collègues la mort de Duval, fusillé sur l'ordre du général Vinoy, après la sortie malencontreuse et la déroute du plateau de Châtillon. Des « cris de colère et de vengeance » accueillirent la nouvelle. Rigault rappela l'arrestation de l'archevêque de Paris, celle des prêtres, depuis quelques jours, comme Bonjean, prisonniers de la Commune, et il réclama leur exécution. Un autre représentant cria qu'il fallait ouvrir les portes des prisons au peuple, qui ferait justice. Alors Protot prit la parole. Il dit la responsabilité qu'allait encourir l'Hôtel de ville, le « courant de violences » auquel il était nécessaire de résister. « Il faut agir légalement..., rédiger, discuter et adopter, si nous l'approuvons, une proposition instituant un mode de représailles, tout en restant dans les limites du droit. » Lefrançais, Delescluze l'appuyèrent. Sur l'avis de Delescluze, la Commune invita le délégué à la justice, « le plus compétent dans les questions de droit », à préparer un projet de décret.

(1) Déposition de Fontaine. (Archives des conseils de guerre. Dossier concernant Arthur Ranc.)

(2) Vuillaume, *Mes cahiers rouges*, t. VIII, deux drames, p. 163 et s.

La séance fut levée, et Protot se rendit aux halles avec plusieurs de ses collaborateurs. « Quand nous entrâmes au restaurant du *Père tranquille*, la rédaction était tout entière dans mon cerveau. Pendant que mes amis prenaient leur repas je transcrivis le décret, tel qu'il parut le lendemain à l'*Officiel*. »

C'est ce texte qui fut, quelques heures après, au cours d'une séance de nuit, voté par la Commune (1).

Il érigeait en crime la *complicité avec le gouvernement de Versailles* et annonçait que, pour en connaître, un jury d'accusation serait institué dans les vingt-quatre heures. Ce jury déciderait également du sort des prisonniers de guerre. Il devrait statuer dans les deux jours, et pourrait ordonner la mise en liberté du prévenu ou le déclarer *otage du peuple de Paris*. L'article 5 édictait la sanction formidable : « Toute exécution d'un prisonnier de guerre ou d'un partisan du gouvernement régulier de la Commune de Paris sera, sur le champ, suivie de l'exécution d'un nombre triple des otages retenus... et qui seront désignés par le sort. »

Dans son principe comme dans chacune de ses dispositions, ce décret ne comporte qu'un jugement sévère. « C'est la loi des suspects portée à son maximum d'intensité », s'écria, le 7 avril, un journal conciliateur, l'*Avenir national* (2). — Loi des suspects, et comme tel, décret arbitraire. Aucune définition qui précisât les éléments constitutifs du *crime* ainsi créé. Ce seul procédé, le tirage au sort pour désigner les condamnés à mort parmi les otages qu'aurait *retenus* le jury.

(1) L'assemblée avait en même temps décidé l'affichage d'une proclamation menaçant le gouvernement de Versailles de répondre à toute exécution de fédérés par la mise à mort « d'un nombre égal ou double de prisonniers ». Le manifeste, daté du 5 avril et publié le 6, se terminait ainsi : « Le peuple... rendra œil pour œil et dent pour dent ». Il est curieux d'observer que le même jour Olivier Pain employait cette formule dans un article intitulé *Le talion* : « Les gens de Versailles assassinent les prisonniers républicains... Œil pour œil, dent pour dent... » (*Affranchi* du 6 avril.)

(2) Voir aussi la *Cloche* du 9 avril. — Le président Bonjean, dans un mémoire préparé en vue de sa comparution devant le jury d'accusation, a également relevé, non sans courage, les dispositions iniques de ce décret. Nous reviendrons sur cette plaidoirie, reproduite par Guasco, *op. cit.*, p. 122 et s.

Le 20 mai, dans un article du *Mot d'ordre*, qui, attirant sur lui la colère de Rigault, allait le contraindre à prendre la fuite, Rochefort revint sur une procédure aussi inusitée, et sa verve mordante en fit ressortir la cruelle injustice. « De quel droit exécuterez-vous celui-ci de préférence à celui-là ? Est-ce parce qu'en mettant la main dans un chapeau, le premier aura ramené le numéro 4, tandis que le second aura tiré le numéro 6 ? On comprend ce jeu sinistre sur le radeau de la Méduse où aucun des passagers n'avait plus mérité que l'autre d'être mangé par ses compagnons... Quant à la question de fait, elle est plus sérieuse encore... A chacun des nôtres, fusillé à Versailles, Paris répondra, dit le décret, par l'exécution de trois otages... On conviendra que cette sanglante réponse du berger à la bergère ne pourrait durer longtemps. Mieux vaut donc ne pas inaugurer un système qu'on serait forcément obligé d'interrompre... »

Il est piquant de noter qu'au moment où l'Hôtel de ville dressait contre Versailles la cruelle menace, les révolutionnaires d'un arrondissement de Paris, se livrant à la plus sentimentale des manifestations, condamnaient à *mort*, selon l'expression des frères Margueritte, *la peine de mort*.

Le 6 avril, cet avis était publié dans le 11^e :

Citoyens,

Informé qu'il se faisait en ce moment une nouvelle guillotine, payée et commandée par l'odieux gouvernement déchu (guillotine plus portative et accélératrice),

Le sous-comité du 11^e arrondissement a fait saisir ces instruments serviles de la domination monarchique, et en a voté la destruction pour toujours.

En conséquence, la combustion va en être faite, sur la place de la Mairie, pour la purification de l'arrondissement, et la consécration de la nouvelle liberté, à dix heures, 6 avril 1871.

Les membres du sous-comité en exercice, soussignés :

DAVID, CAPELLARO, ANDRÉ, IDJIEZ, DORGAL,
C. FAVRE, PERLER, COLLIN (1).

(1) Reproduit par le *Journal officiel* de Paris du 10 avril et le *Bonnet rouge* du 11.



D'un tel placard, dont, le 9 avril, une copie conforme fut affichée sur les murs par les soins de Victor Idjiez, *bibliothécaire-directeur à la mairie*, il est impossible de ne point observer le style déclamatoire et les puériles énonciations. Certes, au cours des semaines écoulées, le gouvernement *déchu* avait eu d'autres soucis que de faire perfectionner, pour des fins ténébreuses, la sinistre machine. La guillotine *portative et accélératrice* est demeurée ensevelie dans l'imagination morbide des rédacteurs de l'affiche. Il n'apparaît point d'autre part qu'un sous-comité local ait eu le pouvoir de *voter*, et *pour toujours*, la destruction d'un instrument *servile*, dont il semble, au demeurant, avoir oublié l'origine et les premières utilisations. *La purification de l'arrondissement, la consécration de la nouvelle liberté* par les flammes d'un bûcher sont pur verbiage de réunion publique, que contredirent, le mois suivant, les exécutions de la Roquette. — Lyrisme déjà vieillot, à la vérité, né du romantisme politique qui réclama la suppression de la peine de mort, du *Dernier jour d'un condamné* de Victor Hugo, de la proposition de loi déposée par Louis Blanc.

Le peuple y gagna, dans les journées meurtrières, quelques heures de griserie et de distractions. Il y eut, le jeudi 6 avril (1), de nombreux badauds à voir arracher, devant la prison de la Roquette, les dalles sur lesquelles s'était si souvent appuyée la guillotine. François, le nouveau directeur de la Roquette, les fit déposer dans sa boutique d'emballeur, 17 rue de Charonne. Mais la foule se porta de préférence vers la rue de la Folie-Regnault. Le terrible instrument y était remisé, dans un hangar. On abandonna le couperet, dont s'empara, profitant du désordre, un brocanteur ou un curieux. Par contre les autorités communales, qu'encadraient des gardes nationaux du 137^e bataillon, prirent possession des bois de justice, et en firent charger une voiture réquisitionnée.

(1) Lepelletier, *op. cit.*, t. III, p. 329, commet une erreur en indiquant que la guillotine fut brûlée le dimanche 9 avril. La destruction eut lieu le 6, ainsi qu'il résulte des commentaires donnés le lendemain par les journaux (se reporter notamment au *Rappel*, au *Siècle*... du 7 avril). Mais la copie de la déclaration fut affichée le 9, ce qui sans doute engendra la confusion de Lepelletier.

Derrière le cortège officiel, la foule, hurlant, ce jour-là, sa bonne humeur, sa joie de vivre. Dans ses rangs, des femmes, des enfants, en partie de plaisir. Elle s'arrêta sur la place qui précède la mairie, au pied de la statue de Voltaire. En un instant les pièces de bois furent jetées sur le sol, brisées, mises en tas. Et tandis que vers le ciel s'élevait un tourbillon noir et sanglant, crépita la guillotine, parmi les bonds des gamins, les clameurs enthousiastes des spectateurs, sous le sourire sceptique de Voltaire.

Fête sans lendemain. — Vainement le *Père Duchêne* du 18 germinal (7 avril) s'écriait, dans un nouvel accès de délire :

On a brûlé en place publique la guillotine ! Et, autre chose de bien plus fort, on en a trouvé une, dans ce sacré attirail, qui était faite *pour couper plusieurs têtes à la fois* (*sic*)... Et ça ne peut être que des j... f... comme Favre et Thiers et leur bande, qui ont eu l'idée d'inventer cette sacrée machine ! Cinq têtes ! Cinq ! *Ils l'avaient donc fait fabriquer pour eux !...*

Avec un sens plus exact des réalités, quelques journalistes observèrent qu'il n'était point utile « de destituer Guillotin pour employer Chassepot (1). » Rochefort, spirituel comme à l'ordinaire, commenta l'idée (*Mot d'ordre* du 8 avril).

Les Français sont décidément des êtres surprenants. Ils sont tous d'accord pour proclamer l'inviolabilité de la vie humaine ; mais cette inviolabilité consiste à déclarer qu'aucun individu, à quelque sexe qu'il appartienne et quelque crime qu'il ait commis, ne sera désormais appelé à grimper les degrés de la fatale machine qui a emprunté son nom au docteur Guillotin. En revanche, il paraît convenu entre nous qu'adosser un homme contre le mur et lui envoyer douze balles dans le corps ne s'appelle pas violer la vie humaine.

L'initiative du comité local fit, sous la Commune, une nouvelle Journée des dupes. Mais cette fois, ce fut le peuple qui, oubliant la force des passions révolutionnaires, fut dupé et se dupa lui-même : Quelques semaines seulement le séparaient des entraînements meurtriers.

(1) *Siècle* du 7 avril. Voir aussi le *Bien public* du 20 avril.

Moins naïf que la foule de la place Voltaire, Raoul Rigault ne voulut rien renier de son dogme, rien abandonner de ses espoirs. Il avait, détenu à Sainte-Pélagie, crié : « Vive la guillotine ! » Au sein de l'assemblée communale, il protesta contre l'érection de l'autodafé populaire. Puis, comprenant la puérilité du geste, il haussa les épaules et poursuivit ses desseins.

De la première semaine d'avril, il ne resta que la lourde menace, le décret des otages.

Si barbare, à la simple lecture, apparaît ce décret, que l'on fait avec joie une constatation. Le délai de vingt-quatre heures, les semaines suivantes s'écoulèrent sans la formation annoncée du jury. Il semble qu'à ce moment un accord tacite soit intervenu entre les membres de la Commune : Brandir contre les rigueurs éventuelles du gouvernement versaillais ou de l'armée la menace de représailles, sans passer jamais aux actes. Tout en le laissant exécutoire, ne pas exécuter le décret (1).

L'intention, en l'admettant aussi formelle, ne suffit pas à décharger la Commune de sa part de responsabilité. Ceux qui, aux époques troublées, lancent des cris de mort oublient trop souvent que ces appels sont entendus. Ils négligent de prévoir la rigueur des événements, l'exaltation des publicistes, la fureur aveugle des foules. Autant d'étapes qui conduiront les otages vers le chemin de ronde de la Roquette et au calvaire de la rue Haxo.

« La Commune, a dit Beslay, avait bien promulgué un décret, mais ce décret ne fut qu'une menace que le gouvernement de l'Hôtel de ville n'a jamais fait exécuter (2). »

Sous cette forme, l'affirmation est exacte. Mais à chaque tournant la menace grossissait. Pas un épisode qui ne la précisât, qui ne rapprochât des prisonniers les pelotons d'exécution : L'échec des négociations tentées pour échanger les otages contre Blanqui, les incidents se produisant à Paris et

(1) L'Allemand Karl Marx invoque en faveur du décret l'usage fait par les Prussiens de l'arrestation d'otages pendant la guerre de 1870. (*La Commune de Paris*, traduction de Ch. Longuet, p. 77.)

(2) Beslay, *op. cit.*, p. 128.

ceux des champs de bataille commentés avec passion, les conspirations découvertes, l'armée dans les murs. Une presse nerveuse ayant, depuis plusieurs mois, perdu le contrôle d'elle-même, dénaturant les faits, de bonne foi peut-être, par habitude, se grisant de ses propres invectives et de la virulence de ses périodes.

Et Gustave Maroteau signalait l'article célèbre paru le 24 avril dans la *Montagne* :

Les chiens ne vont plus se contenter de regarder les évêques, ils les mordront ; nos balles ne s'aplatiront pas sur les scapulaires ; pas une voix ne s'élèvera pour nous maudire le jour où l'on fusillera l'archevêque Darboy... Nous avons pris Darboy comme otage, et si l'on ne nous rend pas Blanqui, il mourra. *La Commune l'a promis* ; si elle hésitait, le peuple tiendrait le serment pour elle. Et ne l'accusez pas ! Que la justice des tribunaux commence, disait Danton au lendemain des massacres de septembre et celle du peuple cessera. Ah ! J'ai bien peur pour monseigneur l'archevêque de Paris !

Le lendemain, Blanchet intervint à l'Hôtel de ville. « Parlons moins, s'écria-t-il, agissons plus. Moins de décrets, plus d'exécution. Où en est le décret sur le jury d'accusation ? »

Depuis quelques jours, dans l'attente des événements, Protot avait préparé son texte, résumé par l'*Affranchi*, dès le 16 avril, sous la plume de Vésinier. Il monta à la tribune, et donna lecture du projet de décret instituant le jury d'accusation. « C'est un spectacle consolant, avait écrit Vésinier, que de voir les membres de la Commune décréter les institutions juridiques les plus humanitaires, les plus équitables, celles qui font la gloire et le mérite des pays véritablement libres. » Si, par ces mots, le rédacteur de l'*Affranchi* visait les principes d'ordre général que nous avons examinés plus haut, d'autres journalistes étendirent au delà leur approbation. L'*Ami du Peuple*, qui énonçait aussi : « Ce décret... est empreint, non seulement d'un esprit éclairé de justice, mais encore d'un sentiment d'humanité poussé jusqu'à l'extrême scrupule », ajouta : « Le jury d'accusation ne condamne personne ; il se contente de maintenir prisonniers

ceux contre lesquels lui paraissent exister des charges graves... Ceux qui seront retenus seront les otages de Paris. S'il leur arrive malheur, *ce n'est pas nous qui les aurons frappés, ce seront les bourreaux de M. Thiers* (1). »

De suite l'assaut reprit, l'assaut véhément de la presse révolutionnaire contre les otages.

Une délégation composée des jurisconsultes de l'Hôtel de ville, deux membres et un futur membre de la commission de justice, Gambon, Langevin, Vésinier, à laquelle s'étaient joints Rigault, le procureur de la Commune, Ferré, qui devait être son substitut, et Léo Meillet, avait procédé à une enquête au sujet de quatre gardes nationaux du 185^e bataillon de marche qui, prisonniers, auraient été tués par un officier de chasseurs à cheval. Elle rendit compte de sa mission au cours de la séance du 27 avril. L'assemblée vota l'affichage du rapport et s'en tint là. Trois jours après, le *Père Duchêne* publiait sa « grande colère contre les citoyens membres de la Commune qui ne vengent pas la mort des gardes nationaux fusillés à Versailles en appliquant la loi sur les otages ». Rappelant l'article 5, il s'écriait : « La justice du peuple est rapide, sommaire, ennemie des enquêtes quand il y a flagrant délit », et la menace atteignait les membres eux-mêmes de la Commune : « Allez-vous en !... Faites place à de plus dignes ! » (2).

Nouvel incident le 17 mai, nouveau pas en avant.

Ce jour-là, Urbain lut à ses collègues un rapport dénonçant le meurtre d'une ambulancière ; il réclama l'exécution immédiate de dix otages. La question rebondit aussitôt. Ce fut le problème tout entier des otages cette fois jeté avec violence dans le débat. Au projet d'Urbain, le procureur opposa celui du parquet de la Commune. On pouvait penser qu'il s'inspirait d'un souci plus grand du droit parce qu'il substituait à l'exécution sommaire la nécessité d'une décision de justice.

(1) *Ami du Peuple* du 24 avril.

(2) *Père Duchêne* du 11 floréal. — Le numéro du 9 germinal, protestant contre l'arrestation de Blanqui et celle, non maintenue, de Gambon, avait déjà formulé la menace : « Vous avez des otages pris dans le parti de la réaction. Agissez. Cent balles pour une... ! »

En réalité, il élargissait, selon le mot d'Urbain, les « représailles ». Il négligeait l'incident pour aborder de front le jugement des otages avec ses lourdes conséquences. A Raoul Rigault ne suffisait plus le jury d'accusation, tel qu'au moins l'avait conçu le décret de Protot. Le procureur de la Commune entrevoyait l'institution d'un tribunal appelé à juger les « accusés de crimes ou de délits politiques ». Il acceptait, à titre provisoire, le jury d'accusation. Mais un jury dont serait étendue la compétence, et qui pourrait « prononcer des peines après avoir prononcé sur la culpabilité de l'accusé ». Le projet, auquel Urbain s'était rallié, spécifiait que les peines seraient « exécutoires dans les vingt-quatre heures ».

A la lecture du texte, éclata, entre le délégué à la justice et le procureur de la Commune, un conflit qui couvait depuis plusieurs semaines, dressant des réminiscences du barreau contre des souvenirs de lectures révolutionnaires. Protot se leva pour défendre les principes de son décret. Le jury d'accusation, objecta-t-il, pouvait connaître seulement des faits, et non pas des sanctions. Au surplus, la Commune n'avait point précisé les pénalités applicables. Les décrets votés suffisaient. Et le délégué, passant à la riposte, dénonça le peu de zèle et l'imprévoyance de Rigault. « Il fallait quinze jours au moins pour traduire en justice tous les accusés de complicité de Versailles. » Puis, ce reproche étrange, s'appliquant à des *otages* : « Les *contumax* devraient déjà être condamnés. » Il conclut en demandant à la Commune de s'en tenir aux décrets déjà votés, en indiquant que les assignations étaient lancées pour faire comparaître les détenus devant le jury d'accusation.

L'assemblée parut accepter les raisons de Protot. Elle ne vota point de nouvelles décisions. Cependant elle adopta un ordre du jour demandant « la mise à exécution *immédiate* du décret du 5 avril 1871 ». De ce décret, relu par un des secrétaires, et de son article 5, qui annonçait, nous l'avons vu, la mise à mort « d'un nombre triple d'otages ».

Au cours de la même séance parvint à la Commune la nouvelle de l'explosion d'une cartoucherie, avenue Rapp. Le spectre de la trahison, précurseur des défaites, étendit sur la

ville son ombre noire. Il hanta les esprits exaltés, leur souffla, de son haleine mortelle, le désir âpre de la vengeance.

« La Commune, déclara, le 19 mai, le *Salut public*, a résolu de faire exécuter la loi sur les otages. On va commencer à en fusiller quelques-uns de ceux qu'on tient. Personne, j'imagine, ne protestera... » Trois jours après, le 22 mai, Maroteau, commentant le drame de la cartoucherie, retourna sa fureur contre le modérantisme de la Commune : « Pauvres camarades aux mains noires, vous serez donc toujours les éternelles victimes de la lâcheté ou de la bêtise de ceux qui veulent nous gouverner. Il ne le faut pas. Que le comité de salut public rende de suite des décrets implacables et les fasse de suite exécuter. *Si on empêchait nos amis de châtier les traîtres, faites-vous justice, fusillez-les vous-mêmes, comme Clément Thomas et Lecomte.* »

19 mai, 21 mai. Appels d'avance entendus. Le 19 mai, c'étaient les assises du jury d'accusation ouvertes. Le 21 mai, c'étaient l'armée rétrécissant, dans Paris, son cercle de feu, le gouvernement révolutionnaire en retraite, disloqué, jeté à bas. Alors, c'étaient derrière les barricades, la haine de quelques-uns et la cruauté de la foule seules maîtresses des pavés, les exécutions individuelles, les massacres d'otages tour à tour improvisés, nés moins d'un ordre que du désordre. Mais d'un désordre dont, à la lueur d'une presse incendiaire, nous avons vu l'origine dans de meurtriers décrets. Lorsque tombèrent les otages, la Commune avait perdu le pouvoir. Elle avait gardé sa responsabilité.

Le jury d'accusation ne fut pas le seul tribunal exceptionnel institué par la Commune.

Cluseret, délégué à la guerre, fit approuver, le 11 avril, son projet de décret organisant des conseils de guerre. L'assemblée, si elle modifia l'exposé des motifs (1), adopta l'ensemble des dispositions proposées. Dans chaque légion était prévu un conseil, dont les membres seraient élus par les délégués des compagnies. Il pourrait prononcer toutes

(1) Comparer le décret inséré au *Journal officiel* de Paris le 12 avril 1871 et le texte proposé par Cluseret, reproduit en annexe de l'*Enquête*. (op. cit., p. 509.)

les peines « en usage ». Cependant les condamnations afflictives ou infamantes devraient être ratifiées par une commission de revision composée de membres, tirés au sort, des conseils de guerre. Les arrêts de condamnation à la peine de mort seraient soumis au visa de la commission exécutive de la Commune. Tous les bataillons auraient en outre un conseil disciplinaire. Egalement constitué au moyen de l'élection, il ne prononcerait que des peines ne dépassant pas trente jours d'emprisonnement.

Dans la pensée de Cluseret, les conseils de guerre étaient appelés à réprimer les actes d'indiscipline, fréquents, des gardes nationaux. Un deuxième décret, du 11 avril, étendit toutefois leur compétence au défaut de déclaration d'armes de guerre ou de munitions par leurs détenteurs, même civils.

Quelques jours après, le délégué jugea insuffisants ces conseils. Leur création se poursuivait avec lenteur, soulevait des difficultés. Il apparaissait comme impossible, en raison de leur recrutement, de traduire devant eux les officiers supérieurs de la garde nationale (1). Le 16 avril, la commission exécutive autorisa Cluseret à former « provisoirement » une cour martiale.

De nouveau, l'on jeta par dessus bord des principes solennellement proclamés : Cluseret choisit les membres de la cour, et la commission exécutive les nomma.

Abus autrement monstrueux, la cour martiale fixa, dans un arrêt du 17 avril inséré au *Journal officiel*, ses règles de procédure et les peines qu'elle pourrait appliquer. Scandaleux empiètement, vis-à-vis de la Commune elle-même, du judiciaire sur le législatif. Elle ne s'en attribuait pas moins les pouvoirs les plus rigoureux. Se conformant, précisait-elle, « au code pénal et au code de justice militaire », elle n'excluait de l'échelle des peines dont elle ferait usage ni les travaux forcés ni la mort. Une seule réserve était admise, renouvelée du décret sur les conseils de guerre, l'obligation de faire sanctionner par la commission exécutive les arrêts de condamnation à la peine capitale.

(1) Cluseret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 117-118.

D'autre part, aucun critérium qui limitât la compétence de la cour. Comme les conseils de guerre, elle jugerait les délits militaires imputables aux combattants. Mais l'arrêté du 16 avril mentionnait « les cas exceptionnels qui exigent une répression immédiate », et la décision rendue le lendemain par la cour martiale avait soin, en visant ces cas sous une expression semblable, — « faits intéressant le salut public », — de les distinguer de ses attributions normales. Au surplus, les « officiers de la police judiciaire martiale » avaient qualité pour recevoir « les dénonciations et les plaintes qui leur seraient adressées » (article 2 de l'arrêté).

Contre une aussi dangereuse imprécision, ouvrant la voie aux poursuites les plus arbitraires, des journaux républicains protestèrent avec vivacité. « Qui tracera, dit le *Siècle*, la frontière séparative des deux catégories de crimes?... Qui résoudra ces deux questions si difficiles, question de la gravité du fait et question de l'urgence de la répression ? (1) »

La formule de l'arrêt l'inquiétait à un égal degré : « Cette désignation est aussi vague et encore plus redoutable... Car enfin où commence et où finit cet ondoyant et terrible domaine des faits intéressant le salut public ? Avons-nous oublié l'abus monstrueux que la tyrannie de tous les temps a fait des crimes de lèse-majesté ? » De la part du *Bien public* l'indignation prit un ton plus violent. « Encore un appel à la dénonciation, encore une aggravation de cette loi des suspects, qui pèse aujourd'hui sur la ville terrorisée, sur laquelle on proteste au nom du droit violé et de la justice mécon nue contre la force brutale et contre le crime triomphant ! (2) »

Jusqu'aux derniers jours demeura suspendue la menace indécise. Plus de décret de principe. Des dispositions isolées visant des cas spéciaux, laissant difficilement apparaître une idée directrice. Il semble toutefois que peu à peu, dans l'esprit du gouvernement de l'Hôtel de ville, se soit effacée la juridiction des conseils de guerre devant celle de la cour martiale, d'aspect révolutionnaire, mieux faite pour frapper

(1) *Siècle* du 19 avril.

(2) *Bien public* du 20 avril. Voir aussi l'*Opinion nationale* du 19.

l'opinion publique, plus accessible aussi au contrôle du pouvoir. En même temps qu'il faisait connaître l'arrêt rendu la veille par la cour martiale, le *Journal officiel* du 18 avril publiait une note de Cluseret renvoyant encore devant les *conseils de guerre* les gardes nationaux qui procéderaient à des arrestations injustifiées. En mai, changement d'orientation. Ce fut à la *cour martiale* que, le 18, le comité de salut public, après avoir prononcé la suppression de dix journaux, attribua la connaissance des « attaques contre la Commune et la République », les imprimeurs devant être inculpés de complicité (1). Par avis du même jour, le comité « prévint les officiers de tous rangs..., ainsi que tous les citoyens, que le refus d'exécuter un ordre émané de lui entraînerait le renvoi immédiat du coupable devant la *cour martiale* sous l'inculpation de haute trahison », et le « ministère des finances » annonça qu'il déférerait à cette juridiction les « scandaleux abus » auxquels donnait lieu la solde de la garde nationale. Le 19 mai, sur la proposition de Cournet, décision semblable de la Commune, qui saisit la *cour martiale* des faits de « concussion, déprédation, vol » imputés aux fonctionnaires ou fournisseurs, la seule peine applicable étant la peine de mort. A la même date, communiqué du comité de salut public, avisant que « tout individu prévenu d'avoir offert ou accepté de l'argent pour faits d'embauchage » serait, pour haute trahison, également poursuivi devant ce tribunal.

Une observation retire, il est vrai, à ces textes leur valeur. Nés des derniers soubresauts de la guerre civile, ils n'ont pas reçu d'application. Nous examinerons la nature des jugements rendus par les conseils de guerre et par la cour martiale : Ces juridictions exceptionnelles eurent à connaître de faits reprochés à des fédérés, à des officiers de la garde nationale. Il ne leur fut soumis ni délits de presse, ni crimes de haute trahison envers la Commune.

La pratique avait ainsi réduit la compétence de la cour martiale à celle d'un conseil de guerre d'une classe supérieure.

(1) Les pouvoirs attribués à la cour martiale en matière de délits de presse provoquèrent l'indignation des organes radicaux. « Voilà qui dépasse le second Empire ! » jugea, le 21 mai, la *Vérité*.

Ses attributions ne manquaient point d'être périlleuses. Limitées au jugement des défenseurs eux-mêmes de la Commune, elles risquaient de retourner contre la cour le mécontentement de l'Hôtel de ville. Celui-ci se manifesta bientôt. La commission exécutive refusa de sanctionner la condamnation à mort du commandant Girot. Symptôme plus net encore, la Commune, au cours de la séance du 24 avril, institua une commission de revision chargée de « statuer immédiatement » sur les arrêts de la cour martiale. Et comme elle entendait demeurer la maîtresse des décisions opportunes, ce fut avec cinq de ses membres qu'elle la forma.

Un tel vote ne saurait être passé sous silence. Il créait un tribunal de cassation. Et surtout il le constituait à l'aide d'éléments choisis dans l'assemblée. Saisissant un nouvel instrument de la puissance publique, la Commune joignait, en ses mains nerveuses, au pouvoir législatif pris de force, le judiciaire usurpé.

Seuls, contre cette confusion, Vésinier, Langevin et Blanchet protestèrent.

Ce fut, il est vrai, Vésinier qui, six jours après, le 30 avril, fit voter par l'assemblée une motion aux termes de laquelle « les membres de la Commune ne pourraient être traduits devant une autre juridiction que la sienne ». Les journaux conciliateurs ne furent pas les derniers à blâmer de cette décision la Commune. « Elle exerçait déjà le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif... Aujourd'hui elle s'érige elle-même en cour suprême. Qui citera les membres de la Commune à la barre de la Commune ? — La Commune. — Qui les jugera ? — La Commune. — Qui exécutera le jugement ? — Encore la Commune. — Et quelle est la conséquence logique de cette étrange confusion de pouvoirs ? — C'est que la majorité de la Commune peut faire et fera sans doute successivement arrêter, juger, et exécuter tous les membres qui feront partie de la minorité (1)... »

(1) *Vérité* du 4 mai. — Adversaire plus déterminé de la Commune, la *Liberté*, analysant l'œuvre de l'Hôtel de ville à l'occasion de plusieurs de ses décrets, avait noté dès le 4 avril : « Elle (la Commune) est à la fois Convention, comité de salut public et tribunal révolutionnaire. Nous aimons mieux cela. Si la Commune se fût renfermée dans les attributions

Faute de temps, la prédiction ne put s'accomplir en son entier. La Commune n'en siégea pas moins comme hautecour de justice, dans des circonstances que nous rapporte-rons.

Contre les hommes, l'Hôtel de ville avait créé des tribunaux d'exception. Il pensa étendre sa rigueur en les frappant dans ce qui leur survit, et, par décrets, il condamna des pierres. Lourde répression, visant les absents, Thiers dont les nuits furent hantées par les ruines de la place Saint-Georges. Lourde répression, ne ménageant pas les morts et meurtrissant des souvenirs. Trois décisions en quelques semaines. Le 12 avril, l'assemblée communale ordonna la destruction de la colonne érigée place Vendôme, « monument de barbarie, symbole de force brute et de fausse gloire,... insulte permanente des vainqueurs aux vaincus (1)... » Le 27 avril, elle décida la destruction de la chapelle Bréa, avenue d'Italie ; le 5 mai, celle de la chapelle expiatoire de Louis XVI. — Là encore, le retour des troupes versaillaises arrêta l'œuvre dévastatrice, limitée à la chute de la colonne (2).

municipales et que, dans cet ordre de choses, elle eût fait d'utiles réformes nous aurions été contraints de nous incliner devant la puissance du fait accompli. »

(1) Dès le 4 avril, le *Cri du Peuple* avait exigé la mesure. De part et d'autre cependant elle avait soulevé de vives critiques : Celles d'Henry Maret dans la *Commune* (16 avril), de Francisque Sarcey dans le *Gaulois* (15 avril), celles-là même du *Times* (cité par le *Moniteur universel* du 8 mai). Bien que Victor Hugo se soit efforcé de demeurer neutre pendant la guerre civile, le décret de la Commune lui inspira un cri éloquent de protestation. Son poème *Les deux trophées*, paru, le 7 mai, dans le *Rappel*, constitue à cet égard une manifestation significative de l'état d'âme du grand poète. D'un geste douloureux, il défendit en même temps l'Arc de Triomphe contre les obus de Versailles :

... De là deux monuments élevés à ta gloire,
Le pilier de puissance et l'arche de victoire,
Qui tous deux sont toi-même, ô peuple souverain,
L'un étant de granit et l'autre étant d'airain.

Ecoutez, c'est la pioche ! Ecoutez, c'est la bombe !
Qui donc fait bombarder ? Qui donc fait démolir ?
Vous !...

(Publié ultérieurement dans le recueil *L'Année terrible*.)

(2) La destruction volontaire des monuments a toujours été l'une des formes des poussées révolutionnaires. — Dans une lettre curieuse, datée du 27 avril 1871, un nommé G... demanda à la Commune de poursuivre sa tâche répressive en dédorant le dôme des Invalides. « L'or tyrannique

En même temps qu'elle prescrivait la démolition de la chapelle élevée à la mémoire du général Bréa, tué en juin 1848 à la barrière Fontainebleau, la Commune prit une singulière mesure, celle-ci de clémence. Elle *amnistia* le meurtrier du général, un nommé Nourri, détenu à Cayenne. Le décret prêtait à l'ironie. Il ne consacrait pas seulement un empiétement nouveau sur les attributions législatives d'un parlement. Il tenait pour négligeable l'exécution de ce qu'il ordonnait. Sans sourire, l'assemblée adopta le texte intégral de Vésinier, dont le dernier paragraphe formulait cette réserve prudente : « La Commune le fera mettre en liberté *le plus tôt possible*. »

Cependant, le texte ne fut point dépourvu de tout effet. La mère de Nourri saisit l'occasion de se rappeler à la bienveillance des représentants. — En sa faveur, ils votèrent le principe d'une pension.

Ainsi, la Commune exerça le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire.

Elle ne négligea pas pour autant l'exécutif. Trois formes de gouvernement furent successivement organisées par ses soins.

Au cours de la première séance, du 29 mars, elle décida de répartir ses membres en *commissions*, chargées de l'administration générale. Les titres adoptés indiquaient bien, dès ce moment, que l'assemblée ne se proposait pas de demeurer communale. Ils correspondaient, dans l'ensemble, à la distinction habituelle des départements ministériels. Une proposition de Jourde avait groupé la justice, la police et la sûreté générale. Arnould, augmentant de façon pittoresque les pouvoirs de cette commission, y avait ajouté les affaires militaires, les services publics, les subsistances et même, ce qui constituait une préoccupation inattendue, la statis-

répandu sur une coupole qui domine les autres monuments et les habitations de la capitale est une insulte permanente aux misères du peuple. D'ailleurs ce n'est pas au moment où le pays se prépare à assister à cette œuvre de justice populaire, la démolition de la colonne Vendôme, que les restes du monstre qui a conduit la France à sa perte doivent continuer à s'abriter sous des lambris dorés. » (*Document inédit*, conservé à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.)

tique. En créant neuf commissions spécialisées, la Commune opéra une division plus complète des services. Nous aurons à citer la *commission de sûreté générale*. Une autre appelle notre intérêt dès maintenant, la *commission de justice*. Ses attributions étaient délimitées en ces termes : « Pour l'instant, cette commission est chargée de mettre la justice actuelle à la hauteur des institutions démocratiques et sociales. Elle doit assurer le cours de la justice, jusqu'à ce qu'un décret l'ait réglémentée d'une manière définitive. (1) »

Au-dessus des commissions fut d'autre part créée une *commission exécutive*. Investie du soin de veiller à l'exécution de toutes les décisions de la Commune, elle devait constituer le véritable gouvernement de l'Hôtel de ville. Pour la composer, l'assemblée désigna quatre blanquistes, qui formèrent la majorité, Eudes, Tridon, Vaillant, Duval, un journaliste, Félix Pyat, nourri de la même tradition révolutionnaire, Bergeret, qui représenta l'ancien pouvoir, le Comité central, et Lefrançais, membre de l'Internationale.

Protot avait recueilli seulement dix voix. Mais il entra, avec cinq autres représentants, dans la commission de justice.

Deux jours après, une première compensation lui fut offerte. Ses collègues de la commission lui délèguèrent le soin « d'expédier les affaires civiles et criminelles les plus urgentes, et de prendre les mesures nécessaires pour garantir la liberté individuelle de tous les citoyens ».

Dans sa formule finale, le mandat se rattachait à un souci très particulier, suggéré par la rigueur des temps. Son début par contre attribuait à Eugène Protot les fonctions normales d'un garde des sceaux. Affaires civiles et affaires criminelles ont toujours été les titres mêmes des deux grands services de la Chancellerie. Tout au plus pourrait-on noter deux expressions restrictives. Seules étaient visées les affaires *les plus urgentes*. Les mots choisis évoquent la pensée des ministères de transition qui, sans trancher les questions déli-

(1) J. d'Arsac, *Les conciliabules de l'Hôtel de ville, compte rendu des séances du Comité central et de la Commune*, p. 25. — Da Costa, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 322.

cates, se bornent à *expédier* les affaires courantes. En fait, les décrets de Protot et ses projets allaient témoigner bientôt d'une ambition plus étendue.

La journée du 20 avril valut à Eugène Protot la satisfaction d'être appelé à faire partie du conseil du gouvernement. Il y eut, à cette date, une grande séance d'interpellation à l'Hôtel de ville. La commission exécutive, dont les trois *généraux*, Duval, Bergeret, Eudes, « retenus loin de Paris par les opérations militaires », avaient été remplacés par trois journalistes, Delescluze, Cournet, Vermorel, puis Lefrançais par un autre membre de l'Internationale, Avrial, fut l'objet des plus vives critiques. Delescluze lui fit grief de ne point imprimer à l'œuvre administrative de la Commune l'unité de direction nécessaire. Il observa les conflits d'attribution constants entre les commissions, affirma que la commission exécutive manquait de compétence comme d'autorité. Loin d'établir l'harmonie entre les services, elle constituait un organisme inutile, partant, une cause nouvelle de désordre. Paschal Grousset, Vaillant, Cluseret appuyèrent Delescluze de leur protestation. L'assemblée approuva les orateurs. Elle les pria de se mettre d'accord sur un ordre du jour, et, lorsqu'ils rentrèrent en séance, vota le texte proposé.

A chacun des services était affecté « un délégué unique et responsable ». Il lui appartiendrait de prendre toutes les initiatives opportunes. La commission compétente conserverait seulement le droit de contrôler ses actes, d'en référer, le cas échéant, à l'assemblée, de demander sa révocation. Plus de commission supérieure pour assurer le respect des décisions de la Commune. De ce soin seraient chargés les délégués, qui chaque soir devraient se réunir afin de prendre, à la majorité des voix, les décisions relatives à « leurs départements ». Et chaque jour ils rendraient compte à la Commune, en comité secret, des mesures arrêtées par eux.

Sans désespérer, l'assemblée procéda à l'élection des neuf délégués. 53 votants. Par 47 voix, Protot fut maintenu à la justice. Aucun de ses collègues, Cluseret, Jourde, Viard, Paschal Grousset, Vaillant, Raoul Rigault, Andrieu, Frankel, n'avait recueilli un nombre aussi élevé de suffrages.

La seconde commission exécutive était formée. De sa devancière elle n'avait reçu que le nom. Ses origines lui assuraient plus de prudence, de cohésion. Elle ne connaîtrait point, comme la précédente, les heurts nés de directives opposées. Elle pourrait procéder avec méthode et l'ordre ne lui était pas interdit. Mais elle risquait d'égarer sa force dans les détails de l'administration. La pratique tenterait de reprendre ses droits, de se substituer à la violence des coups de barre. Il fallait redouter un ridicule suprême, aussi déprimant qu'un conflit : la dictature prolétarienne endormie dans les délices de la bureaucratie (1).

Le moins que l'on puisse dire est que la commission exécutive prit dès lors l'aspect d'un ministère bourgeois. Ministère, il est vrai, chargé d'une besogne accablante : Un conseil quotidien, et le contrôle incessant des commissions et de la Commune.

Le fardeau menaçait d'étourdir son homme. Il l'eût écrasé si l'assemblée avait, à la séance du lendemain, écouté certaines suggestions. Quelques membres exprimèrent le regret qu'en cessant d'être un comité spécial, la commission exécutive ait supprimé sa permanence.

On parla d'inviter les délégués les moins absorbés par leurs fonctions à ne point quitter l'Hôtel de ville. On songea à instituer des vice-délégués. Sagement la Commune s'en tint à ses résolutions précédentes. Elle vota les propositions de Rastoul et de Jourde. Les commissions spéciales seraient renouvelées. Composées uniformément de cinq membres, elles ne pourraient en aucun cas empiéter sur les attributions des délégués. Mais elles allégeraient leur tâche en fournissant elles-mêmes des rapports sur les travaux de la commission exécutive.

Quelques jours après, le fracas de la bataille faisait sortir la Commune de ses rêves administratifs. Deux régiments versaillais commandés par le général Faron s'étaient, dans la soirée du 26 avril, emparés du village des Moulineaux. Le 29, les

(1) Sur les mérites respectifs des deux commissions exécutives, les historiens de la Commune ont exprimé des avis opposés. Voir notamment Dubreuilh, *op. cit.*, p. 428, Cluseret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 127. — En sens contraire, Lissagaray, *op. cit.*, p. 249.

brigades Derroja, Paturel et Berthe enlevaient le cimetière, les tranchées, le parc d'Issy, les ouvrages avancés du fort. Le lendemain, les fédérés devaient abandonner une position intenable.

A l'Hôtel de ville, lugubre retentit le glas sonnant les dernières heures du fort d'Issy, et, visible par la brèche ouverte, l'agonie de la Commune. — Miot cependant pensa conjurer la défaite par un décret.

Il le déposa le 28 avril sur le bureau de l'assemblée. Le moyen qu'il proposait, c'était la création d'un *comité de salut public*.

Titre ancien pour une situation sans précédent. Il rappelait l'organisation, au mois d'avril 1793, du comité légendaire suscité par la trahison de Dumouriez. Les neuf membres ne rendant de comptes qu'à la Convention. Les neuf membres assumant la direction de la guerre et des affaires extérieures, puis contrôlant tous les ministères et exerçant la plénitude du pouvoir. « Un roi, » a dit Michelet.

Mais en avril 1793, les Girondins siégeaient à Paris, sous la rude surveillance de la Montagne et de la Commune. Le péril était moins en dedans qu'à la frontière : Un Girondin, Isnard, avait suggéré la formation du comité.

En 1871, l'esprit de dictature se dressait contre Versailles, ou plus exactement contre l'ensemble de la nation qui s'y trouvait représenté. Autre contraste, germe de mort, celui-ci. Loin de forger l'unité en vue d'une action commune, cet esprit risquait de produire la rupture définitive entre les deux fractions de l'assemblée municipale, et, à l'Hôtel de ville, d'engendrer une nouvelle Gironde.

Au cours des débats éclata le danger. Les socialistes, Languevin, Longuet, Babick, Vaillant, Vermorel firent entendre de vives protestations. Le mot leur apparaissait comme une réminiscence puérile, s'il n'accusait une intention de tyrannie insupportable. Il leur semblait dangereux d'autre part de rétablir un rouage supprimé la semaine précédente, après une expérience fâcheuse.

La bataille dura trois jours et faillit s'achever sans décision. Peu à peu toutefois quelques hésitants se laissèrent entraîner.

Arnaud précisa la portée du projet. La commission exécutive n'était pas en jeu. Chaque commission garderait sa compétence particulière. Au comité de salut public incomberait un rôle différent, « tout politique ».

L'explication parut rassurer Paschal Grousset, qui avait craint que le décret eût, contre la commission exécutive, « le caractère d'un vote de défiance ».

Les adversaires se comptèrent, dès le 30 avril, sur le mot. Il y eut 26 voix pour le titre de *comité de salut public*, et 26 pour celui, plus rassurant, de *comité exécutif*.

Scrutin sans résultat, qui exigea le renvoi du texte au lendemain. La Commune n'en ratifia pas moins, le jour même, les autres articles du projet, fixant à cinq le nombre des membres du comité, attribuant à celui-ci « les pouvoirs les plus étendus » sur les délégués et les commissions.

Nouveau vote, le 1^{er} mai, au sujet de l'expression litigieuse. Cette fois la majorité, par 34 voix contre 28, s'affirma en faveur d'un *comité de salut public*. Et le scrutin sur l'ensemble, ainsi qu'il se produit dans toutes les assemblées, accentua la différence. L'adoption du décret réunit 45 voix sur 68.

Protot figure au compte rendu des séances parmi ceux qui, le 30 avril, avaient préféré le titre de *comité exécutif*. Par contre, son nom ne se retrouve pas aux scrutins du 1^{er} mai, et le *Journal officiel* de Paris qui, dans le numéro du 4, a inséré les *votes motivés*, si caractéristiques, des membres de la Commune, ne nous livre point la pensée du délégué à la justice.

Aucun doute n'est en réalité permis. Si Protot avait assisté à la dernière séance, il se serait rallié à l'ensemble du décret. Tout le rattachait à la majorité, ses amitiés comme les exigences de ses fonctions. Tout l'incitait à désirer un gouvernement vigoureux, sa culture et son passé de jeune lutteur, et les nécessités du moment. Son vote du 30 avril peut s'expliquer par sa situation de membre de la commission exécutive en exercice, par l'ambiguïté aussi de la querelle. La dictature, il la souhaitait, il l'eût voulue énergique, jusqu'à briser

« l'action dissolvante de la minorité (1) ». Mais il estimait inutile de ressusciter pour cela un organisme supprimé. Il songeait que la commission exécutive, dont il faisait partie, suffisait à cette besogne (2).

Il garda au surplus, avec le nouveau gouvernement, ses attributions de délégué à la justice.

Et ce fut désormais le comité de salut public que vint battre la tempête.

Les cinq membres élus le 1^{er} mai, Arnaud, Léo Meillet, Ranvier, Félix Pyat, Charles Gérardin, avaient été désignés par un nombre restreint de suffrages, 33 pour le plus favorisé. La minorité s'était abstenue. Ainsi, dès l'origine, le comité se trouvait-il privé de toute autorité morale. — L'incohérence de sa direction ne fut point faite pour la lui restituer. De courte durée, son histoire est tissée d'incessants conflits avec Jourde, le délégué aux finances, avec Rossel surtout, délégué à la guerre. Les cinq sortirent amoindris encore d'une discussion qui s'engagea devant l'assemblée, en comité secret, le 7 mai, au lendemain de l'occupation, par le général Lacroix, de la redoute du Moulin-Saquet. Ils restaient à la merci du moindre incident.

L'incident, grave, se produisit quarante-huit heures après. Lorsque Rossel eut fait placarder l'affiche annonçant que « le drapeau tricolore flottait sur le fort d'Ivry. »

De suite la Commune se constitua en comité secret. Parmi ses décisions, deux transformèrent encore le gouvernement. Delescluze à la guerre remplaça Rossel. Mesure plus générale, l'assemblée « réclama » la démission des membres du comité de salut public. Ranvier, Arnaud furent réélus, mais leurs trois collègues remplacés par Gambon, Eudes, et, le 12 mai, par Billioray. La liste de la majorité avait tout entière passé.

Dernier comité de salut public, celui qui devait affronter

(1) L'expression est celle employée par Protot lui-même au cours d'un entretien qu'il a bien voulu nous réserver au mois de mai 1914.

(2) L'institution du *comité de salut public* a été blâmée d'ailleurs par un grand nombre de journaux conciliateurs ou favorables à l'assemblée parisienne. Voir notamment l'*Avenir national* et la *Commune* du 3 mai, la *Vérité* du 4 mai, etc.

les convulsions suprêmes du régime. Dernier gouvernement de la Commune, celui qui, pendant la semaine sanglante, devait tenir seul les rênes d'un pouvoir défaillant, prendre les responsabilités les plus lourdes, échafauder une dictature de barricades.

Le jour même de l'élection de Billioray, se lézarda, de haut en bas, l'édifice. Comme le précédent, le comité de salut public était entré en conflit avec un délégué, avec Cournet, successeur de Rigault à la sûreté générale. Mais il était décidé à faire acte d'énergie. Il saisit du désaccord l'assemblée. Par l'intermédiaire d'Eudes, il annonça son dessein d'appliquer une disposition du décret rendu le 1^{er} mai, de remplacer les délégués qui ne se soumettraient point à ses ordres. Ferré, posant sa candidature, approuva le principe d'un comité tout puissant. A ce moment la menace de la minorité perça. Arnold la fit entendre. Le droit, reconnu au comité, de révoquer et de nommer les délégués consacrerait, observa-t-il, la disparition de la Commune. Il serait inutile qu'elle continuât à tenir séance, sauf au cas où elle siégerait en haute-cour. L'assemblée passa outre. Approuvant un ordre du jour proposé par Billioray, elle confirma les pleins pouvoirs du comité de salut public.

Ferré, le lendemain, succédait à Cournet. Mais la scission, alors consommée, devenait publique quelques jours après. Le 15 mai, vingt-deux élus, parmi lesquels Arnold, Beslay, Jourde, Clémence, Vermorel, signaient une *déclaration*, que reproduisaient plusieurs journaux, le *Cri du Peuple* notamment. C'était une protestation violente contre le vote de la Commune « abdiquant son pouvoir entre les mains d'une dictature à laquelle elle avait donné le nom de comité de salut public ». C'était aussi la pensée d'Arnold se réalisant, l'intention manifestée par les signataires de ne plus venir à l'assemblée « que le jour où elle se constituerait en cour de justice ».

Mais un sévère démenti fut aussitôt infligé au manifeste. Le conseil fédéral de l'Internationale, faisant sortir rudement ses adhérents de leur rêve d'indépendance, les avisa qu'ils devaient, à tout prix, « maintenir l'unité de la Commune ».

— Il y eut, à l'Hôtel de ville, séance le 17. La minorité siégea.

Elle siégea, et sa présence, loin de calmer les esprits, déclenchâ l'orage. En majeure partie, la presse révolutionnaire s'était élevée contre l'action dissolvante de la minorité. Le *Salut public*, le *Père Duchêne* avaient réclamé à grands cris l'arrestation des signataires du manifeste (1). Protot a raconté l'incident, peu connu (2). L'assemblée stupéfaite du retour des vingt-deux, qu'elle avait songé à accuser de haute trahison. Raoul Rigault arrivant à l'Hôtel de ville, prenant à part le délégué à la justice, et murmurant, les yeux fixés sur les sièges des dissidents, « les mandats sont prêts ». Protot entraînant au dehors Delescluze et Pyat, dont il sollicitait l'avis. Et les trois hommes d'accord pour rejeter la proposition de Rigault, par crainte de susciter de plus graves désordres, de ne pas trouver l'appui nécessaire dans les bataillons.

Le coup d'Etat tourna en discussion véhémence. Mais les discours, échangés comme des balles, ne réconcilièrent pas les adversaires. Quelques-uns toutefois des membres de la minorité firent amende honorable : Arnold, qui s'efforça d'atténuer la portée de son intervention du 12 mai. Des paroles d'apaisement furent prononcées par Rêgère, par Vaillant. Tentatives inutiles. Depuis le début de la séance, la majorité, avec Paschal Grousset, criait au Girondin, et, avec Rigault, contenait mal sa colère.

Elle écarta l'ordre du jour de conciliation déposé par Vaillant. Ce fut celui de Miot qu'elle adopta. La Commune s'y disait « prête à oublier la conduite des membres de la minorité qui déclareraient retirer leur signature du manifeste ». Elle « blâmait » la déclaration.

Plus qu'un ordre du jour aussi injurieux pour les vaincus, l'explosion de l'avenue Rapp mit, ce jour-là, fin au combat. En fait l'accord était rompu définitivement, et l'aube d'une commune morte ne le devait pas rétablir. Le dernier effort

(1) *Salut public* du 16 mai, *Père Duchêne* du 28 floréal. — Voir aussi le *Vengeur* du 20 mai, etc...

(2) Maxime Vuillaume, *Mes cahiers rouges, IX, Lettres et témoignages*, p. 105-107.

tenté par l'Hôtel de ville afin d'instituer une autorité vigoureuse, susceptible de concentrer tous les éléments révolutionnaires, avait échoué. A réaliser pareille tâche, à organiser l'union des partis comme l'harmonie des services, à gouverner, en un mot, dans la bataille, le comité de salut public se trouvait aussi impuissant que l'avait été la commission exécutive. Le mot ne pouvait changer la chose. Il n'avait pas suffi, pour transformer la situation militaire, l'état politique de la Commune, d'emprunter au passé une institution ou une formule.

Le comité de salut public ne fit point l'unité.

Du moins prit-il ses responsabilités, et s'associa-t-il, plus étroitement que la commission exécutive, à l'action des délégués.

Il semble que la première commission exécutive n'ait exercé aucun contrôle sur les décisions de Protot, qu'elle ait négligé les questions se rapportant à la justice criminelle, à la justice civile de la Commune. Elle intervint seulement, le 7 avril, pour rappeler à la commission de justice la délibération prise l'avant-veille par la Commune et la charger d'instruire sur les arrestations opérées, — le 17 avril, pour créer une cour martiale.

La seconde commission a, dans le cadre de nos recherches, laissé plus de traces de son activité. Le 20 et le 29 avril, elle prit plusieurs arrêtés, deux d'entre eux précisant les conditions dans lesquelles était prohibé le travail de nuit des garçons boulangers, un autre interdisant les retenues faites, à titre d'amendes, sur les salaires des employés ou des ouvriers, et spécifiant que toute infraction serait « déférée aux tribunaux ». Entre temps elle sanctionna les actes principaux du délégué à la justice. Elle nomma, le 26 avril, un premier magistrat, le « président » Voncken, chargé de statuer en matières urgentes, et ratifia le 29 avril, le 2 mai, les choix de Protot désignant des notaires et des juges de paix. Elle décida certaines arrestations, celle en particulier de Cluseret, le 30 avril, qu'approuva la Commune.

Multipliant ses interventions, le comité de salut public en accentua aussi le caractère. Protot lui soumit, comme aupa-

ravant à la commission exécutive, la nomination des officiers ministériels, à l'exception des huissiers, celle des magistrats, juges de paix, président et juges au tribunal civil, juges d'instruction « près les tribunaux criminels de la Commune (1) ». Au même titre, le comité nomma, sur la proposition de Rigault, les substituts du procureur de la Commune et d'autres juges d'instruction attachés, sans que cette distinction présentât d'intérêt pratique, « au parquet du procureur de la Commune (2) ». Il désigna, le 12 mai, les nouveaux membres de la cour martiale.

Mais son action se révéla par des initiatives plus hardies. Ce fut le comité de salut public qui ordonna la saisie des biens de Thiers, la destruction de l'immeuble de la place Saint-Georges. Ce fut lui qui menaça de la cour martiale les journalistes et les imprimeurs de l'opposition, les parisiens, quels qu'ils fussent, se refusant à exécuter ses ordres. Ce fut par ses soins que fut constituée une commission de quinze membres, chargée de rechercher les agents secrets de la police impériale.

Nombre d'arrestations ont été d'autre part décidées par lui. Des ordres, qui ont été conservés, en témoignent. Ceux-ci, libellés sur des feuilles portant l'en-tête *Commune de Paris, comité de salut public*, et le cachet du comité :

« *Paris, le 12 mai 1871. — Comité de salut public à sûreté générale. Avis formel d'arrêter le citoyen Parry et de le conduire à Mazas. — Sous-lieutenant aux éclaireurs de la Seine. — Les membres du comité de salut public, G. Ranvier, F^d Gambon. »*

« *Paris, le 19 mai 1871. — Ordre est donné au citoyen directeur de la prison de Mazas d'écrouer et de tenir au secret le citoyen B., pour insultes envers les commissaires du comité de salut public (sic) et le commissaire de la rue Delambre, et, de plus, vente de gravures obscènes. — Les membres du comité de salut public, G. Ranvier, Ant. Arnaud, F^d Gambon (3). »*

(1) Voir notamment les arrêtés du 12 et du 16 mai.

(2) Arrêtés du 1^{er} et du 14 mai (25 floréal 79).

(3) *Documents inédits*, Dossier concernant Gambon. Ministère de la guerre.

En raison de ses attributions spéciales, la commission de justice comporte un examen plus approfondi. On se prend en tout cas à le souhaiter lorsqu'on évoque les traits si caractéristiques de certains de ses membres.

La commission désignée le 29 mars comprenait, avec Protot, cinq autres représentants, Ranc, Léo Meillet, Vermorel, Babick, Ledroit. De suite Billioray vint la compléter, puis, au cours des semaines suivantes, Blanchet, Géresme (3 avril), et Gambon (17 avril).

Deux figures de premier plan, Arthur Ranc et Léo Meillet. Tous deux condamnés pour délits politiques sous le second Empire ; Meillet, poursuivi en outre par le Gouvernement de la Défense nationale dont il avait, en signant l'*affiche rouge*, demandé la mise en accusation. Tous deux rapprochés par des convictions, des amitiés communes : Léo Meillet, allié au blanquisme par la Libre pensée, par ses relations avec Tridon ; et Ranc, qui avait, à Sainte-Pélagie, fréquenté *le Vieux*, lui avait dédié son *Roman d'une conspiration* (1). Tous deux, des administrateurs de Paris, Ranc, maire, quelques mois auparavant, du 9^e arrondissement ; Meillet, adjoint encore au 13^e lorsqu'avait éclaté la révolution du 18 mars.

On put croire, les jours suivants, que l'usage, ainsi acquis, des responsabilités dictait à ces hommes une égale modération. Meillet intervint avec courage pour assurer la protection du général Chanzy et de Turquet. Le *comité de conciliation*, créé par Ranc et plusieurs de ses amis, soutint l'action des maires, parfois contre le Comité central (2).

Mais, le carrefour franchi, les routes divergèrent. — Porté à l'Hôtel de ville par les suffrages de ses anciens administrés, Ranc se sentait peu de goût pour l'aventure. Il avait passé l'âge des fougueux entraînements (3). Chez lui, l'ardeur du polémiste le cédait au bon sens de l'administrateur. S'il se rattachait à l'école de Blanqui, il admirait Gam-

(1) A. Zévaès, *Auguste Blanqui*, p. 72. — Ranc professait d'autre part, comme les disciples de Blanqui, un véritable culte pour la mémoire des hébertistes. (Vuillaume, *Mes cahiers rouges*, p. 420.)

(2) Lepelletier, *op. cit.*, t. II, p. 365 et s.

(3) Ranc était né à Poitiers, le 20 décembre 1831.

betta, dont le patriotisme n'eût jamais admis la guerre civile.

Il ne joua point, au sein de l'assemblée, le rôle que son passé comme son intelligence paraissaient lui garantir. Ses efforts se bornèrent à tenter un apaisement impossible. Sans doute convient-il de rattacher à ce constant souci la nomination de Ranc à la commission de justice. Sa pensée se précisa, en effet, quand il signa la délégation de Protot. Plus tard, il devait s'enorgueillir de n'avoir point seulement adhéré à cette mesure, mais de l'avoir conseillée. « Son but était de créer une autorité supérieure à celle de la Préfecture de police, c'est-à-dire à celle de Raoul Rigault, et de mettre fin aux arrestations nombreuses qui se faisaient alors. Les prisons étaient pleines. M. Protot avait le droit et la mission d'ordonner des mises en liberté et de passer outre à la résistance de la Préfecture de police (1). »

Ce fut là l'unique intervention de Ranc à l'Hôtel de ville. « Désapprouvant sur plusieurs points graves la direction imprimée au mouvement communal », il donna sa démission peu de jours après, le 5 avril. Il poursuivit au dehors son rêve de conciliation, et fut l'un des promoteurs de l'Union républicaine pour les droits de Paris. Ni de près ni de loin il ne s'associa dès lors aux décisions de la Commune. Le reproche lui en devait pourtant être fait, lorsque des poursuites furent exercées contre lui devant le 3^e conseil de guerre. Plusieurs témoins, entendus par l'officier rapporteur, déclarèrent l'avoir vu dans la maison de Thiers au moment de sa démolition, soutinrent qu'il avait, jusqu'au dernier jour, visité les prisons, injurié les détenus. Dépôts erronés, inspirés par quelque ressemblance fortuite ou dictées par la haine aveuglante de l'heure. D'autres les contredirent, celle notamment de Fontaine. Elles avaient trouvé un démenti plus éclatant encore dans les faits eux-mêmes, dans une démission que Ranc, en des termes indignés, rappela. L'ancien maire du 9^e n'avait été à l'assemblée parisienne qu'un hôte de passage, réservant au pays républicain reconstitué sa plume et son action parlementaire.

(1) Ranc, *Souvenirs, correspondance*, p. 193.

De douze ans plus jeune que Ranc, né à Lévignac (Lot-et-Garonne) le 22 décembre 1843, Léo Meillet manifesta dans les discussions de la Commune des tendances bien différentes. Il y représentait la basoche, mais seulement par ses études de droit, les fonctions qu'il avait exercées de clerc d'avoué et l'austérité de ses vêtements noirs. A cela se limitait le rapprochement. Il corrigeait la rigueur de sa tenue par la vivacité de ses gestes, et la précision de son esprit par la véhémence de sa parole. S'il était apprécié comme adjoint au maire d'un arrondissement de Paris, il avait été, pendant le siège, applaudi dans les clubs de la rive gauche. Ainsi apportait-il à l'assemblée communale, plus encore qu'une formation de juriste, un tempérament de lutteur en même temps qu'une certaine pratique des passions populaires.

Il en témoigna par son inlassable activité au cours des deux mois de guerre civile. Léo Meillet fit partie de la commission de justice, puis, après le renouvellement des commissions, de celle des relations extérieures. Il fut, le 24 avril, nommé membre de la commission chargée de reviser les jugements de la cour martiale. Cependant, des fonctions administratives ou judiciaires ne satisfaisaient plus son besoin d'agir. Il le trompait par des interventions bruyantes, le 27 avril, lorsqu'il proposait la démolition de « l'église Bréa..., insulte permanente aux vaincus de Juin et aux hommes qui sont tombés pour la cause du peuple », le 29, lorsqu'il haranguait les délégués de la franc-maçonnerie dans la cour de l'Hôtel de ville. La querelle qu'engendra l'institution du comité de salut public lui permit d'assurer son attitude. Il soutint le projet, et vota avec la majorité. Quand la Commune passa à l'élection des membres du nouveau gouvernement, il se trouva élu, deuxième de la liste.

Justice lui doit être rendue. Il ne profita du pouvoir que pour courir là où il y avait du danger. Un décret du comité de salut public, revêtu de sa propre signature mise à côté de celle de ses collègues, lui confia une mission proportionnée à son énergie : Il se fit nommer gouverneur du fort de Bicêtre. C'est en cette qualité qu'il devait prendre une responsabilité redoutable, la constitution et la présidence du conseil de guerre

qui condamna le garde Thibault à la peine de mort. Du deuxième comité de salut public il reçut enfin, le 15 mai, une dernière délégation. Toujours obsédé par les souvenirs révolutionnaires, le comité avait décidé d'adjoindre aux généraux fédérés des commissaires civils. Meillet assista le général Wrobleski. Evolution significative, révélatrice de son impétueuse combativité, celle qui avait, en quelques semaines, conduit l'homme de loi, l'administrateur, des services de la justice aux missions militaires, de l'Hôtel de ville aux avant-postes.

Comme Ranc, comme Léo Meillet, Charles-Ferdinand Gambon était appelé à siéger plus tard au parlement. Mais il avait fait partie, dès 1848, de l'Assemblée constituante, l'année suivante de la Législative, en février 1871 de l'Assemblée nationale. Sa vocation s'était révélée par le choix opportun de ces gestes qui, interrompant une vie banale, impressionnent l'opinion publique. Né à Bourges le 19 mars 1820, avocat fort jeune, il était, en 1846, juge suppléant à Cosne, lorsqu'il avait, dans un banquet, refusé de porter un toast au roi Louis-Philippe et proclamé la souveraineté du peuple. Il fut déporté à la suite des événements de juin 1849, et, bénéficiant de l'amnistie, revint en France en 1859. Sous l'Empire, il s'occupa de travaux agricoles dans la Nièvre. Un jour cependant, la *Marseillaise*, combattant le régime, préconisa le refus de payer l'impôt. Le cultivateur sentit se réveiller en lui le vieil homme. C'était à nouveau l'occasion guettée. Il suivit la suggestion de Rochefort. L'idée d'ailleurs comportait des risques, car sur ce point l'administration impériale était peu disposée à transiger. Cette fois, Gambon ne connut pas le glorieux martyr de la détention. Ce fut sa vache que l'on saisit. Vache héroïque, bientôt légendaire. Elle eut l'honneur de provoquer une souscription qui la ramena à l'étable et sur son propriétaire rappela l'attention publique. Gambon, par sa vache, atteignit les cimes de la popularité. Son sacrifice temporaire fut admiré, bafoué, chansonné. La Nièvre pourtant, en février 1871, ne fit pas de lui son prophète. Il ne fut élu à l'Assemblée nationale que par le département de la Seine.

De retour dans la capitale après l'expédition manquée de Caprera (1), Gambon représenta à la Commune le 10^e arrondissement, qui l'avait désigné en tête de liste. Il semblait qu'il dût trouver là un terrain favorable aux plus violentes initiatives. Révolutionnaire de tempérament, socialiste de carrière, il confondit ses votes avec ceux de la majorité. — Il la suivit fidèlement. Jamais il ne l'inspira. Bien qu'il fût jacobin, et qu'il cherchât son appui dans les discours, dans les actes des Montagnards, il se rattachait par son passé parlementaire à une autre révolution, celle de 1848, que n'évoquaient point ses jeunes collègues sans un sourire d'ironie. Il était classé parmi les vétérans, d'aucuns disaient « les vieilles barbes. » Son influence demeura, jusqu'au 9 mai, secondaire. Ainsi qu'il était advenu à Léo Meillet, ses études, un épisode de sa carrière le firent nommer à la première commission de justice. Seul il fut maintenu à la deuxième. Puis il figura parmi les membres de la délégation chargée de visiter les détenus. Peu de jours après, la netteté de son attitude lui valut un témoignage de confiance. La Commune l'élut au second comité de salut public. Pendant la semaine sanglante, il devait être un des derniers à abandonner la part dangereuse d'autorité dont il avait été revêtu (2).

Un autre licencié en droit, Vermorel (3). Un journaliste surtout qu'avaient rendu célèbre, sous l'Empire, pendant le siège, la violence de ses attaques et une vie publique tourmentée. Après quelques essais littéraires, des romans diversement appréciés, — *ces Dames*, *Desperanza*, — des journaux créés au quartier latin, — la *jeune France*, la *Jeunesse*, — qui, bien que traitant de littérature, lui avaient valu sa première détention, il s'était consacré aux polémiques plus ardentes de la presse politique. De courts passages au *Progrès de Lyon*, à la *Presse*, à la *Liberté*. Et, en 1866, il avait fait du *Courrier français* un redoutable organe de combat, criblant

(1) Voir ci-dessus, chapitre II.

(2) Il avait marqué son énergie en s'engageant, vers le milieu du mois de mai, dans le corps des *francs-tireurs de la révolution* (*Vengeur* du 18 mai 1871). — Un journal de l'époque (*Liberté* du 3 avril) a consacré un important article à Gambon.

(3) Vermorel (Auguste-Jean-Marie), né à Denicé (Rhône) le 21 juillet 1841.

de flèches acérées le régime impérial, ses hommes d'Etat, en particulier Rouher, se retournant ensuite contre le parti républicain, les députés de la gauche, contre Jules Favre. Ce fut l'apogée de sa carrière et sa réputation d'écrivain assurée, comme il est facile en France, par le dénigrement, mais l'esprit. Succès à vrai dire onéreux. Vermorel retourna à Sainte-Pélagie, et, en sombrant, le *Courrier français* lui coûta sa fortune. Il ne changea point sa manière pour autant. Libre, il reprit ses campagnes dans des pamphlets, *les Hommes de 1848*, *les Hommes de 1851*, *les Vampires*, et dans un journal, la *Réforme*. Le nombre de ses ennemis s'en accrut. Les républicains se scandalisaient de n'être point épargnés, Rochefort lui-même, que Vermorel avait appelé « une attitude » et qui demeurerait tout meurtri de coups qu'il avait seulement l'habitude de donner. Au Corps législatif, Rochefort s'en indigna. Il pensa d'un mot clouer sur place son adversaire, et l'accusa d'être « le mouchard de M. Rouher ». Quelques semaines plus tard il devait se rétracter. L'outrage cependant avait volé de bouche en bouche et accablait l'auteur des *Vampires* d'un mortel découragement.

La révolution du 4 septembre trouva Vermorel de nouveau dans la prison de Sainte-Pélagie, dont elle lui rouvrit les portes. Il ne jugea pas que sa délivrance l'obligeât à de la gratitude. Dans les réunions publiques du 18^e arrondissement, il reprit ses attaques contre les anciens députés de la gauche parvenus au pouvoir. Il fut, le 31 octobre, avec les émeutiers. L'on pouvait alors faire acte de violence sans grand péril. Des poursuites furent exercées contre lui : Le conseil de guerre l'acquitta.

Montmartre le désigna parmi ses représentants à la Commune. Il était de ceux dont l'existence, la physionomie même attiraient à ce moment l'attention. « Un abbé, écrivait de façon pittoresque Jules Vallès, qui s'est collé des moustaches, un ex-enfant de chœur qui a déchiré sa jupe écarlate en un jour de colère (1) ». Les frères Margueritte ont complété le portrait en évoquant l'expression railleuse du polémiste.

(1) Jacques Vingtras (Jules Vallès), *L'insurgé*, p. 296.

« Celui-ci, avec sa parole précipitée où les idées affluent, avec ses joues rondes, lisses et pâles, qui, sans ses petites moustaches presque rousses et son perpétuel sourire d'ironie, aurait l'air d'un gras enfant de chœur, c'est Vermorel : le romancier et le journaliste dont la plume acérée, la verve mordante faisaient trou là où elles s'attaquaient. Alceste qu'une franchise agressive, une perçante sagacité signalaient aux représailles de la calomnie (1) ».

La vivacité de cet esprit le préparait mal à participer au pouvoir. De style comme de cœur, par principe et par entraînement, il était moins le représentant d'une doctrine ou l'homme d'un parti qu'un censeur rigoureux. Après avoir, sous Napoléon III, lutté dans les rangs de l'opposition, et contre l'opposition elle-même, il demeura, pendant la Commune, quand s'était faite la révolution populaire qu'il avait préconisée, l'irréductible opposant. Le jacobinisme lui semblait, comme l'Empire, comme toutes les dictatures, formule de tyrannie. Il resta socialiste. Mais il se fit libéral. Les journaux créés par lui après le 18 mars, l'*Ordre*, l'*Ami du Peuple*, protestèrent contre l'usage de la force (2). A l'assemblée communale, il ne pactisa jamais avec la majorité. Aussi l'exclut-elle des fonctions actives. En dehors d'un court passage à la première commission exécutive, alors que ses tendances ne s'étaient pas encore nettement accusées, il figura dans les seules commissions que lui réservaient ses études et ses préoccupations dominantes, la commission de justice, celle de sûreté générale, celle, plus particulière, chargée de publier des documents provenant des membres du Gouvernement de la Défense nationale. De jour en jour son attitude s'accrut au sein de ces comités comme en réunion plénière. Nul plus que lui ne protesta contre l'arbitraire des arrestations opérées. Tout lui fut moyen de défendre, souvent avec courage, la liberté individuelle en péril. Ce fut sur

(1) P. et V. Margueritte, *op. cit.*, p. 169.

(2) « Les grandes mesures de justice révolutionnaire ne doivent pas être de simples actes de force qui restent nécessairement stériles et qui souvent se retournent contre ceux qui les emploient, parce qu'ils sont une violation de la justice. » (*Ami du Peuple* du 24 avril.)

l'initiative de Vermorel que la Commune prescrivit la notification au délégué à la justice des arrestations opérées. Si, au cours d'un débat important sur le régime des prisons, il se prononça en faveur du secret, s'il précisa, dans son journal *l'Ami du Peuple* : « Sans lui, toute instruction criminelle deviendrait impossible (1) », il tint à honneur de blâmer les abus de l'ex-Préfecture, et d'affirmer la nécessité d'un contrôle. La suppression de journaux, les incidents scandaleux ayant signalé l'arrestation de Chaudey, autant d'occasions qu'il saisit pour condamner l'esprit de despotisme, pour flétrir l'hypocrisie d'un Félix Pyat, l'indélicatesse d'un Pilotell, le cynisme d'un Raoul Rigault. A la commission exécutive, il montra une vaillance peu commune, lorsqu'il demanda la mise en liberté de Chaudey, la preuve matérielle, en tout cas de sa responsabilité dans la fusillade sanglante du 22 janvier. Malgré les liens d'amitié qui l'unissaient à Cluseret, il ne critiqua pas avec moins d'énergie la rigueur de la cour martiale, et ce jour-là il entraîna ses collègues (2). Vint la redoutable querelle sur le comité de salut public. De nouveau Vermorel combattit les tendances qui se faisaient jour. Il reprocha aux membres de l'assemblée l'incohérence de leurs décisions successives et vota contre ce qu'il envisageait comme « un mot (3) » ou comme « la création d'une dictature par la Commune... une véritable usurpation de la souveraineté du peuple (4) ». Deux semaines après, il adhéraît à la déclaration de la minorité.

Les derniers jours de Vermorel ne furent pas sans grandeur. L'on peut dire qu'en se mourant son idéal le tua. Il avait, à chaque épisode de sa vie dramatique, laissé, accroché aux ronces, un lambeau de sa chair. Jadis le soupçon de Rochefort l'avait cruellement blessé, plaie vive rouverte, sous la Commune, par la haine de Pyat, les conflits avec la

(1) *Ami du Peuple* du 29 avril. Dans cet article, Vermorel, qui commente son intervention à l'assemblée, préconise d'autre part, afin d'éviter tout abus de pouvoir de la part des juges, la création d'un jury d'accusation.

(2) Cluseret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 124.

(3) Vote motivé, portant la seule signature de Vermorel.

(4) Vote motivé, revêtu des signatures de 18 membres de la Commune, parmi lesquels Vermorel, Beslay, Clémence, Jourde, Langevin, etc...

majorité, les désillusions profondes aussi. D'une voix émouvante il cria son agonie, le 24 mai, au Père-Lachaise, sur le cadavre de Dombrowski. Puis un découragement amer à la nouvelle de l'assassinat des otages qu'il reprocha véhémentement à l'un des exécuteurs, à Genton. Le 25 mai, sur les barricades, il chercha la mort. Elle vint, mais lente et douloureuse, étape suprême du calvaire. Atteint, boulevard Voltaire, d'une grave blessure, fait prisonnier par l'armée de Versailles, il supporta tout à la fois les souffrances de l'hôpital et de la détention. Il mourut le 20 juin, sans avoir proféré une plainte, silencieusement résigné. Sa fin courageuse lui gagna le respect des vainqueurs (1).

Ce ne fut point, semble-t-il, une compétence particulière qui appela sur les autres membres de la commission de justice le choix de l'assemblée. — Sans doute la fantaisie de son mysticisme entraîna-t-elle Babick à poser sa candidature, moins dans la pensée de suggérer des réformes judiciaires que dans celle de préconiser la réformation spirituelle.

Etrange personnage, cet élu, à la Commune, du 10^e arrondissement ! D'origine polonaise, il avait quelque peu étudié la médecine, et, maniant vers le même moment, en 1840, la pelle et la pioche, travaillé aux fortifications de Paris. Quelques contemporains ont affirmé l'avoir connu tailleur d'habits à Montmartre (2). Il était, le 18 mars, parfumeur (3), membre de l'Internationale et du Comité central, en même temps qu'apôtre du culte fusionnien. Une religion d'inspiration alors récente, faite à l'usage des cerveaux semblables au sien. Composée par certain M. de Toureil, elle réunissait, dans un mélange singulier, plusieurs cultes, auxquels Babick avait joint le spiritisme. Pour elle il avait, en parfumeur, créé une langue fleurant, à défaut d'autre mérite, la drogue et l'onguent.

(1) Voir notamment P. Delion, *Les membres de la Commune et du Comité central*, p. 237. — Dupont, *op. cit.*, p. 254 et 255. « Vermorel, dit-il, eut la mort d'un chrétien. »

(2) Dossier concernant Babick. Ministère de la guerre. — La *Cloche* du 2 avril affirma, sans l'établir, qu'il avait été en outre cordonnier, et infirmier à Lariboisière.

(3) Après avoir exercé 15 rue de Nemours (11^e ar.), il s'était installé 42, rue de la Chopinette (10^e ar.).

Il écrivait en tête de ses lettres : *Paris-Jérusalem*, les datait d'une année de l'ère fusionnienne, signait : *Babick, enfant du règne de Dieu et parfumeur* (1).

Agé d'une cinquantaine d'années, il avait le visage grave, aux traits accusés, les sourcils touffus, la barbe grisonnante, les longs cheveux d'un prophète. Le prophète cependant avait gardé les faiblesses humaines. Tout au moins jugeait-il que l'on pouvait, avec certain habit, demeurer moine. Il était constamment revêtu d'un uniforme de garde national, qu'après la défaite remplaça la redingote à la polonaise, boutonnée jusqu'au col. Il sortait seulement chaussé de bottes montantes, à l'écuyère, ceint de son écharpe rouge, et décoré du ruban rouge aux franges d'or, d'un collier brodé de quelque ordre maçonnique, de médailles et de chaînes sonnant à chaque pas, sur son ventre, un carillon annonciateur. Son allure et sa voix ne démentaient pas le costume. « Il allait, majestueux, a dit Lepelletier, comme le porteur d'une bannière d'orphéon (2) ». Son éloquence était emphatique. Volontiers il en répandait les flots onctueux sur la tombe des morts, celle d'Enfantin en 1864, celle de Pierre Leroux sous la Commune.

Au demeurant, un inoffensif autant qu'un innocent. Le dossier des poursuites exercées contre lui renferme une lettre curieuse qu'il adressait, le 23 mars, avant la constitution de la Commune, à un sieur B. Il y paraît manifester une ardeur farouche : « Qu'un des trois délégués à la commission communale agisse et fasse les mariages. Faites nommer un chef de légion dont le pouvoir sera confirmé à la place Vendôme ; portez-y des procès-verbaux en règle. Agissez avec fermeté contre la réaction. Ne craignez pas d'arrêter, car vous (le) ferez dans l'esprit du Comité central. Ne craignez point de

(1) Lettre reproduite dans la *France* du 24 avril 1871 et par Jules Clère, *les hommes de la Commune*, p. 34. La Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris possède des manifestes lancés en 1879 par Babick pour la propagation de la religion fusionnienne, « nouvelle bible consolante constituant l'homme dans la vie éternelle par la connaissance de Dieu, de soi-même et du monde universel ». Alors pros crit, il les signe : « Babick, enfant du règne de Dieu, de l'ordre des prêtres hymé néens, selon la religion fusionnienne, réfugié et assisté à Genève, aux Terreaux-du-Temple, 2 bis ». (*Document inédit.*)

(2) Lepelletier, *op. cit.*, t. II, p. 72.

prendre en tout une bonne initiative (*sic*) (1). » — Grosse voix, mais tête brouillonne, sans méthode comme sans passion. Pendant le second siège Babick n'eut rien d'un forcené. Il se dépensa pour la libération du général Chanzy, conseilla l'accord avec les maires, vota, plus tard, contre le comité de salut public. Il ne proposa pas à son activité d'autre but et demeura dépourvu d'ambition. Ce prophète avait aussi du philosophe. Après deux semaines, il abandonna la commission de justice pour celle, plus tranquille encore, des services publics. Il se bornait à faire rire, par des propos étranges, ses collègues et à rendre à ses concitoyens de menus services. Lors du renouvellement des commissions, le 21 avril, on l'oublia.

Avec le doux maniaque, un furieux, dissimulant son ancien froc sous les orties de sa violence. Celui-là non plus ne précisa pas, quand il fut nommé à la commission de justice, le titre qu'il pouvait invoquer. Blanchet ne s'était imposé aux suffrages des électeurs du 5^e arrondissement, puis au choix de ses collègues de la Commune que par la vigueur de ses interventions. Membre du Comité central, il avait, le 18 mars, pris une part active à la direction du mouvement révolutionnaire. Il fut, à l'Hôtel de ville, parmi les plus ardents de la majorité, dénonçant le modérantisme de l'assemblée, exigeant l'application immédiate des décrets sur le jury d'accusation, sur les réfractaires, sur la démolition de la colonne Vendôme, donnant sa voix au comité de salut public, « attendu, expliqua-t-il en motivant son vote, que la Commune... n'a pas encore pris les mesures indispensables pour faire trembler les lâches et les traîtres, et que, grâce à cette longanimité intempestive, *l'ennemi a peut-être obtenu des ramifications dans les branches essentielles de notre gouvernement* (*sic*). »

Déclaration d'une imprudente audace. Que l'on juge de la stupeur de l'assemblée, quand Raoul Rigault, quatre jours après, lui révéla l'identité véritable de Blanchet. Le membre de la Commune, dont l'attitude évoquait le souvenir des plus farouches conventionnels, paralytique comme Couthon,

1) Document inédit.

« incorruptible » de verbe et de façon comme Robespierre, sinistre comme Marat, le majoritaire déterminé venait d'être reconnu par des Lyonnais. Il s'appelait Pourille, Jean-Baptiste (1). Son casier, consulté par Rigault, mentionnait une condamnation à six jours d'emprisonnement pour banqueroute simple qu'avait prononcée, le 10 mars 1868, le tribunal de Lyon : Dans cette ville, Pourille avait exercé le commerce des bourres de soie. Cependant, il supportait, aux yeux de ses collègues, le poids d'un plus lourd passé. *Horresco referens*. Vers 1860 et 1862, à Brest, puis à La Roche (Savoie), il avait séjourné en qualité de novice dans deux couvents de capucins. Il s'était ensuite fixé à Lyon, et c'étaient les fonctions de secrétaire du commissaire de police qu'il y avait remplies pendant plus de deux ans, du 9 décembre 1864 au 1^{er} avril 1867. Seuls travaux qui l'eussent, pensait-il, préparé à la commission de justice de la Commune. Encore avait-il cru opportun de cacher sous un nom d'emprunt toute son existence passée, pour mieux pêcher en eau trouble, et pénétrer, selon sa formule, « dans une branche essentielle du gouvernement » nouveau.

Le policier Rigault, sans ménagement pour l'ex-collaborateur de la police lyonnaise, interrompit sa carrière parlementaire. Il le fit écrouer à Mazas, et avisa la Commune. « Son élection était nulle », conclut, en guise d'oraison funèbre, un collègue. Ainsi de l'assemblée communale disparut cet aventurier au double masque, Blanchet l'élu, Pourille le détenu.

Du Comité central également, Billioray (Alfred-Edouard) (2). Il y représentait, aux côtés de Blanchet, la sourde et haineuse rancune à l'égard de la société, qui, jugeait-il, l'avait méconnu. À l'heure même où il croyait atteindre la célébrité, la fortune continuait à le trahir. Des journalistes, soucieux de renseigner Paris sur les origines de ses représentants, disaient que de tous il était « le plus répandu, l'homme à la vielle, célèbre par sa barbe noire, son chapeau pointu et ses accords (3), »

(1) Né à Troyes, le 26 avril 1833.

(2) Né en 1841 à Naples, de parents français.

(3) *Gaulois* du 9 avril. Voir aussi la *Cloche* du 2, etc...

et la légende en devait survivre à la Commune. Pures médiances. Il était blond. Il était artiste peintre. Peintre, il est vrai, sans talent comme sans gloire, dont les tableaux, à l'exception d'une *Sollicitude maternelle* exposée en 1866 (1), n'avaient figuré qu'au salon des refusés. « Peintre aigri, à qui ses couleurs pauvres avaient tourné dans le sang, raté qui voyait rouge (2). » A plusieurs reprises il avait dû, par nécessité démocratisant la peinture, abandonner l'art pour le métier. Il avait aussi, à la faveur du 4 septembre, sacrifié la palette aux réunions publiques de son quartier. Billioray, qui demeurait alors impasse du Moulin-vert 24, s'était en particulier fait entendre au club de la Maison-Dieu (14^e) dont il avait souvent présidé les séances. Le verbe l'avait mieux poussé que le pinceau. Il était rue Basfroï le 18 mars, le lendemain à l'Hôtel de ville ; quelques jours après, il avait la satisfaction d'occuper de force la mairie du 14^e. Alors il avait eu son moment de générosité et s'était interposé lui-même en faveur de Chanzy.

A son vainqueur, le 14^e apporta ses voix en hommage. Le 26 mars, Billioray fut élu à la Commune, avec le plus grand nombre des suffrages de l'arrondissement. Après un court passage aux services publics, il entra dans la commission de justice, qu'il laissa, le 21 avril, pour celle des finances. Là, comme en séance, il intervenait d'une façon constante, s'agitait, proposait, « parlait beaucoup (3) ». Ses collègues de la majorité lui reconnaissaient d'autres mérites. Il était « un homme nouveau (4) », et confondait ses votes avec les leurs. C'est ainsi qu'il s'était montré hostile à la publicité des séances, favorable au comité de salut public. Il en trouva sa récompense le 12 mai, appelé, ce jour-là, à faire partie du directoire révolutionnaire. Billioray y déploya le plus grand

(1) *Sollicitude maternelle* figure au catalogue du Salon sous le n° 167. Billioray y est indiqué comme élève de M. Chazal, et demeurant 43 rue de la Sablière.

(2) P. et V. Margueritte, *op. cit.*, p. 164-165.

(3) Déposition du D^r Rastoul, membre de la Commune, devant l'officier rapporteur près le 3^e conseil de guerre. (Dossier concernant Billioray. Ministère de la guerre.)

(4) Déposition de Paschal Grousset, *ibid.*

zèle, s'associa aux mesures les plus violentes du comité, signa, de sa main, des ordres d'arrestation. Il gagna par là une réputation qui ne manquait point d'être dangereuse. Dès le retour à Paris de l'armée versaillaise, il fut l'objet de recherches particulières. Mais il était dit qu'il provoquerait, jusqu'à la fin, les erreurs de l'opinion. Deux fois dénoncé, dans des circonstances que nous raconterons, « le joueur de vielle Billioray » fut deux fois fusillé. Confusions de personnes, qui, pour un coup, lui sauvèrent la vie.

Géresme (Jean-Baptiste-Hubert) (1) et Ledroit (Charles) (2), personnages d'importance secondaire, le premier chaisier et du Comité central, l'autre cordonnier et capitaine de la garde nationale pendant la guerre. Des tempéraments semblables, comme leur passé. Tous deux d'intelligence médiocre, tous deux des révolutionnaires obstinés, aveuglément fidèles à la majorité et suivant toutes ses directives, votant, sans hésiter, pour la création du comité de salut public, — « parce que le terme *salut public*, a été, est, et sera toujours de circonstance », expliqua, Prudhomme populaire, le représentant Géresme. Rien ne les avait spécialement désignés pour la commission de justice, — rien d'autre, a-t-on ironisé, en ce qui concerne Ledroit, que son propre nom. Sans doute voulut-il, lorsqu'il réclama la justice gratuite, rappeler tout au moins qu'il avait fait partie de cette commission. Mais Protot, avocat et chancelier, lui imposa silence (3). *Ne, sutor, ultra crepidam.*

Renouvelée le 21 avril, la commission de justice ne réunit plus de personnalités aussi marquées. En dehors de Gambon, seul conservé, Dereure, Durand, Clémence et Langevin. Ces nouveaux membres, affiliés à l'Internationale et exerçant des métiers manuels. Les deux premiers, des cordonniers, — la Commune en compta un certain nombre ; — Clémence, un relieur ; Langevin, un tourneur en métaux.

(1) Né à Vauciennes (Marne) le 26 janvier 1828. Elu à la Commune par le 12^e arrondissement.

(2) Né vers 1818. Elu à la Commune par le 5^e arrondissement, où il demeurait (19, rue Geoffroy-Saint-Hilaire).

(3) Voir ci-dessus, même chapitre.

Parmi eux, l'ensemble de la population parisienne ne connaissait de nom que Simon Dereure (1). Le plus bourgeois de ces ouvriers. Sa première condamnation, alors qu'il était impliqué dans l'affaire de *la Marianne lyonnaise*, remontait à l'année 1854. Et, en le prenant peu à peu, peu à peu la politique l'avait éloigné de l'échoppe. Il avait été, sous l'Empire, un des Français délégués aux congrès de l'*Internationale*, où son influence s'était vivement fait sentir. A l'occasion des élections de 1869, il s'était rendu à Bruxelles, délégué par un comité pour offrir la candidature à Rochefort. Les honneurs lui étaient alors venus, la gérance de la *Marseillaise* à lui confiée, jusqu'au mois de février 1870, par Rochefort, et la plume entre ses doigts remplaçant l'alêne, puis la prison qui consacre, plusieurs condamnations en sa qualité de gérant, une autre, à 3 ans d'emprisonnement, avec ce théâtre, la haute-cour de Blois. Lui aussi, le 4 septembre l'avait délivré pour le dresser sur le pavois. Il habitait alors Montmartre, rue de Clignancourt, 17. Après avoir fait partie du comité d'armement du 18^e, il exerça les fonctions d'adjoint de cet arrondissement, dont Georges Clemenceau était maire. Cependant de son idéal révolutionnaire il n'avait rien cédé. Il était de l'*Alliance républicaine*, avec Delescluze, du *Comité de vigilance* montmartrois, avec Ferré. Le 22 janvier, il descendit sur la place de l'Hôtel de ville, et, au lendemain du 18 mars, adhéra au mouvement populaire. Situation étrange, qui, peu de jours après, le conduisait à apposer, au bas de la convention passée avec le Comité central, sa signature près de celles des représentants des municipalités parisiennes, son nom auprès du nom de son maire, dont il devenait l'adversaire résolu (2) et qu'il allait supplanter !

Montmartre envoya l'adjoint siéger à l'assemblée communale. Il y approuva les tendances jacobines, par conviction.

Par entraînement, Durand (Jacques-Louis) les sanctionna de ses votes. « Un des plus obscurs parmi les membres de

(1) Né à La Palisse (Allier), le 1^{er} décembre 1838.

(2) Dereure aurait demandé au Comité central l'arrestation de Clemenceau. (Lepelletier, *op. cit.* t. II p. 372.) Voir ci-dessus, chapitre 1^{er}.

la Commune (1). » Du Comité central, orateur de clubs, le quartier de la Bourse l'avait désigné aux élections complémentaires du 16 avril. Bien qu'il fût socialiste et considéré par ses amis comme un modéré, il suivait, naïvement heureux de son succès, le flot qui l'avait porté à l'Hôtel de ville, et qui, le poussant dans la majorité, lui en attirait les suffrages. Membre de la commission de justice, il prit, les premiers jours du moins, son rôle fort au sérieux, et, sans rire, parla de s'adjoindre un secrétaire, songea à un de ses voisins, licencié en droit.

A la commission de justice, avec Dereure, — qui auparavant avait fait partie de la commission des subsistances, — il trouva comme collègues Clémence et Langevin. L'un et l'autre, intelligents et modestes ; Langevin (Pierre-Camille) (2), ancien secrétaire du *cercle des études sociales*, condamné par la haute-cour de Blois et mis en liberté le 4 septembre, nommé par le 15^e arrondissement ; Clémence (Hippolyte-Adolphe) (3), l'auteur d'un ouvrage remarqué, *les Expositions de l'industrie de 1798 à 1862*, élu par le 4^e. L'un et l'autre, à l'encontre de Dereure et de Durand, les adversaires déterminés de toute dictature, hostiles à la validation des candidats n'ayant obtenu que la majorité *relative* des votants, au comité de salut public, aux mesures de violence (4). — Bientôt, lorsque la déclaration de la minorité réalisa le schisme, tous deux furent parmi les opposants. Ils continuèrent de siéger à l'assemblée, et, ce qui plus est, seuls, à la commission de justice.

Jacques Durand avait dû s'avouer, en effet, que « ses habi-

(1) Maxime Vuillaume, *Mes cahiers rouges*, IX, *Lettres et témoignages*, p. 83. — Jacques Durand était né à Pézénas (Hérault) le 20 août 1817. Il demeurait en mai 1871 dans le 2^e arrondissement, 8 rue Thévenot (section actuelle de la rue Réaumur comprise entre les rues Saint-Denis et des Petits-Carreaux).

(2) Né à Bordeaux, le 14 février 1843. Sous la Commune, il demeurait 9 rue de l'Eglise (15^e arrondissement).

(3) Né à Paris, le 9 décembre 1838. Il demeurait 19 rue des Juifs (4^e arr.).

(4) Le 31 mars cependant, Clémence avait dénoncé à Raoul Rigault un sieur P., facteur aux halles centrales, comme ayant porté à Versailles une somme de 80.000 francs. Contre ce dernier, le délégué à la Préfecture de police décerna le même jour un mandat d'amener. (Dossier concernant Clémence, classé aux archives des conseils de guerre.)

tudes » le préparaient mal aux discussions juridiques. Il ne venait plus, rêvant de permuter avec un collègue de la commission du travail et de l'échange. Pour d'autres motifs, Dereure s'était abstenu également de réapparaître. Il avait, à l'égal de Léo Meillet, le souci de l'action et le courage des responsabilités. Le 24 avril, il avait été nommé, avec lui, membre de la commission de revision des jugements prononcés par la cour martiale. Comme lui, dans le courant du mois de mai, il délaissa les palabres de l'Hôtel de ville pour les périls de la ligne de feu. On le vit inspectant les ouvrages défensifs de la porte Maillot, et, le 12 mai, lors de l'exécution de Thibault, représentant, aux côtés de Meillet, la Commune à la redoute des Hautes-Bruyères. Quatre jours après, dans l'arrêté qui désignait des commissaires civils auprès des unités de combat, le comité de salut public associa de nouveau les deux anciens adjoints : Dereure fut attaché au général Dombrowski, chef de la première armée.

Désormais, les réunions de la commission de justice tinrent du paradoxe. Sur cinq, trois membres étaient démissionnaires de fait, et trois représentants de la majorité, Gambon, nommé au comité de salut public, Dereure et Jacques Durand, indifférents aux travaux de la commission. Les deux qui demeuraient, Langevin et Clémence, avaient vigoureusement pris place dans une minorité à la fois soupçonneuse et soupçonnée, suspecte de vouloir abandonner la cause de la Commune. En tout cas, ils ne pouvaient, ainsi réduits, délibérer utilement.

Au début de la séance du 19 mai, Langevin, puis Clémence, firent un aveu d'impuissance, menacèrent de se retirer eux-mêmes de la commission. Eugène Pottier, l'auteur des strophes de l'Internationale, présidait. Il proposa de leur adjoindre Vésinier, et les représentants ratifièrent le choix. Restaient deux membres à remplacer. Le poète étourdiment observa que l'on trouverait des candidats dans la minorité quand elle siégerait à nouveau : Le nom de Longuet fut prononcé. Mais ce fut, dans l'assemblée, un bel orage, et la menace d'une interpellation d'Urbain au sujet de l'attitude de la minorité. Pottier dut ajourner les nominations et dire

que, jusqu'à nouvel ordre, la commission se contenterait de ses trois membres.

Elle s'en contenta sans peine, pour le peu de jours qu'il lui restait à vivre.

Ouvrier de la dernière heure, Vésinier ne semble pas, au premier abord, mériter une étude spéciale. Le temps lui a manqué, pour apporter à la commission de justice une collaboration quelconque. Cependant, il en a, nominalement au moins, fait partie. Il avait, deux jours avant sa nomination, présenté des projets de décret modifiant les principes essentiels du code civil sur le mariage et la filiation (1). Examinons brièvement l'homme qui prenait ainsi figure de réformateur.

« Une des personnalités les moins sympathiques de la Commune », selon le jugement de Lepelletier (2). Sur ce point, l'unanimité des partis est touchante. Difforme au physique, difforme au moral, exhalant sa méfiance et son envie, couvrant ses amis politiques comme ses adversaires d'invectives fielleuses, malpropre de plume et d'esprit, il n'avait récolté de sa carrière que le mépris qu'il avait semé.

Pierre Vésinier était né à Mâcon, le 5 juillet 1824, d'un père huissier. De bonne heure il s'était, dans son pays natal, ardemment mêlé aux luttes publiques, et il avait dû, après le coup d'Etat du 2 décembre, quitter le territoire français. A Genève, Eugène Sue l'avait employé en qualité de secrétaire. Un roman, *les Mystères du peuple*, était sorti de cette collaboration, des plans aussi, à l'aide desquels le secrétaire avait, son patron mort, construit des ouvrages analogues, dépourvus de toute valeur, *les Mystères du monde*, *les Travailleurs de l'abîme*. Il avait ensuite songé à combattre la famille impériale par la satire, et de la littérature populaire il était tombé dans le roman graveleux. *Le Mariage d'une Espagnole*, *la Femme de César*, *les Nuits de Saint-Cloud* ne lui attirèrent ni la réputation d'un historien ou d'un romancier, ni celle-là même d'un pamphlétaire conservant des droits à l'estime. Les

(1) Voir ci-dessus, même chapitre.

(2) Lepelletier, *op. cit.*, t. II, p. 122

républicains ne furent point les derniers à blâmer l'entreprise. La Suisse, après avoir recueilli le personnage, l'avait expulsé. Il avait poursuivi à Bruxelles son immonde besogne. Elle lui valut, le 5 août 1866, une condamnation à dix-huit mois d'emprisonnement, prononcée par la cour d'assises du Brabant. Entre temps, le mouvement social l'avait attiré. Il soutint, dans le journal socialiste *la Cigale*, la grève des mineurs de Charleroi. A son tour, la Belgique lui donna l'ordre de passer la frontière. Une dernière étape à Londres, où il prit part aux délibérations de l'Internationale, et il revint en France, résolu à contribuer, par ses attaques, à la chute de l'Empire.

Vésinier, dès son retour, se jeta dans la mêlée. Il collabora au *Rappel*, à la *Réforme*, au *Courrier français*. Il fut un des orateurs violents de ces réunions publiques qui signalèrent le déclin du régime impérial, des clubs qui accusèrent la faiblesse du Gouvernement de la Défense nationale. Bientôt il fut également un de ceux que recommandaient à la naïveté populaire leurs démêlés avec la justice. Plusieurs condamnations, en décembre 1869 et février 1870, pour contraventions aux lois sur les réunions publiques. Au lendemain du 4 septembre, son arrestation, non maintenue, mais opérée, — la chose est piquante, — par Rigault, collaborateur, à ce moment, du préfet de police (1). Le 31 octobre, il se découvrit hardiment, marcha sur la mairie de Belleville, l'occupa. L'aventure ne comporta pour lui que le désagrément de la prison préventive. Traduit devant un conseil de guerre, il fut, avec Vermorel et plusieurs autres révolutionnaires, acquitté.

Il reprit l'action quand eut triomphé l'émeute. Le 19 mars, accompagné d'Emile Lebeau, à la tête de trois compagnies de la garde nationale, il s'empara des locaux du *Journal officiel*. Lebeau s'improvisa directeur, et Vésinier dut se contenter de participer, près de lui, à la rédaction. Mais il n'y demeura pas longtemps. De son côté, Charles Longuet avait obtenu du Comité central sa nomination de rédacteur en chef. Il supplanta Lebeau après un conflit dont, à une autre époque, la galerie eût ri volontiers. Parmi ses critiques, il avait

(1) *Enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la Défense nationale*. — Déposition de Jules Ferry.

reproché à son adversaire le choix des rédacteurs, celui de Vésinier, l'auteur compromettant des *Nuits de Saint-Cloud*. Lebeau partit, faisant claquer la porte. — Dans sa retraite, Vésinier le suivit.

Tout cela, pamphlets et clubs, la prison et l'assaut mené contre les administrations publiques, l'affiliation au Comité central et un emploi à l'*Officiel* révolutionnaire, tout cela paraissait lui assurer une revanche éclatante. Vésinier posa, lors des élections générales à la Commune, sa candidature dans le 1^{er} arrondissement (1). Il n'obtint que 3.458 voix environ sur 11.000 votants et 22.000 inscrits. La défaite ne le découragea point. Le 12 avril parut le premier numéro de son journal, *Paris-libre*, dont la virulence allait provoquer les foudroyantes ripostes de Rochefort, et valoir à Vésinier le sobriquet, qu'il conserva, de *Racine de buis*. De tels efforts obtinrent néanmoins leur récompense. Aux élections complémentaires du 16 avril, il fut proclamé élu par le 1^{er} arrondissement, avec un chiffre de suffrages, il est vrai, dérisoire, 2.626 : En trois semaines, le nombre des votants était, de 11.000, tombé à 3.200.

Vésinier, à l'Hôtel de ville, observa une attitude particulièrement intransigeante. Ses interventions furent nombreuses et empreintes du plus violent sectarisme. Il préconisa des « représailles », vota en faveur d'un comité de salut public, proposa des réformes ayant trait à la législation civile, dont nous avons dit la hardiesse. La majorité lui en tint compte. Elle le mit de nouveau, le 13 mai, à la tête de la rédaction du *Journal officiel*, le fit entrer dans diverses commissions, celle des services publics et, nominalemeut tout au moins, celle de la justice.

Cependant ses collègues eux-mêmes ne devaient point échapper à ses insinuations malveillantes. Vésinier acheva sa vie publique comme il l'avait entreprise. La Commune vaincue, ce furent les morts et les proscrits de la Commune que de sa dent venimeuse il mordit (2).

(1) Il n'habitait cependant pas cet arrondissement, mais le 6^e (1 rue Bréa).

(2) Vésinier, *Comment a péri la Commune*. Dans cet ouvrage, d'une haineuse partialité, Vésinier élève d'outrageants soupçons contre plusieurs

A dire vrai, il serait téméraire de juger que seules les défaillances signalées par Clémence et par Langevin aient entravé l'œuvre de la commission de justice.

Siégeant avec tous ses membres ou privée de la plupart d'entre eux, sous sa première forme ou reconstituée le 21 avril, la commission se cantonna toujours dans les attributions les plus modestes. La rudesse des événements l'eût aisément fait prévoir. Ce n'était point au cours d'une effroyable guerre civile, dans l'incertitude des combats et la crainte du lendemain, qu'elle pouvait réaliser l'ambitieux programme annoncé, « mettre la justice à la hauteur des institutions démocratiques et sociales », ou simplement, à titre provisoire, « assurer le cours de la justice ». Elle eut la sagesse de le comprendre, et de ne pas aborder une tâche aussi lourde pour elle qu'éphémère. A la Commune, au délégué elle abandonna l'honneur des initiatives aventureuses.

« L'œuvre de la commission de justice, m'a confié Protot au cours d'un entretien, est inexistante comme celle de toutes les commissions. Elle m'a laissé agir en toute indépendance. Certains de ses membres d'ailleurs, Ledroit, Babick, n'avaient aucune compétence particulière. Elle se réunissait rarement et délibérait alors sur les faits qui lui étaient soumis. » — « Sinécure », s'écriait aussi Clémence, le 19 mai, et un membre de la première commission, Géresme, a formulé, devant l'officier rapporteur près le 3^e conseil de guerre, le même aveu (1).

La commission de justice siégea néanmoins à plusieurs reprises, depuis la réunion du 31 mars, annoncée au *Journal officiel* du 30, jusqu'à celle du 20 mai, dont, la veille, le président de l'assemblée communale avait fait part. Comme les autres, elle tint ses assises à l'Hôtel de ville, dans le local qui lui avait été spécialement assigné, la galerie du conseil municipal, « à droite (2) ».

de ses anciens compagnons de luttes, notamment contre Lullier, Dombrowsky, Beslay, Jourde...

(1) Dossier concernant Arnold et Géresme. Ministère de la guerre.

(2) Maxime Du Camp, *op. cit.*, t. IV, p. 16. — Protot croyait se souvenir que la commission s'était également réunie deux fois au Ministère de la justice, dans une salle du premier étage,

Son premier soin avait été, conseillée par Ranc, de se décharger sur un délégué, sur Protot, des soucis administratifs, de confier aussi à ce dernier la mission difficile de « garantir la liberté individuelle de tous les citoyens ». Elle s'en tint à sa résolution prudente quand la commission exécutive, le 7 avril, se conformant au vote émis l'avant-veille par la Commune, l'invita « à instruire immédiatement sur le nombre et la cause des arrestations faites (par le Comité central et par la commission de sûreté) et à donner l'ordre de l'élargissement ou de la comparution devant un tribunal ou un jury d'accusation ». Dans ce domaine comme dans les autres, elle entendit laisser à Protot, ainsi qu'il l'a reconnu, sa liberté entière d'action. Elle n'exerça sur les détentions qu'un contrôle théorique et sans portée (1).

Dès lors elle prit l'aspect d'une commission parlementaire. D'une commission parlementaire de tout repos. Jamais elle n'usa, semble-t-il, du droit, qui lui avait été reconnu, de délivrer un ordre d'écrou (2). Elle ne s'attribua même point les pouvoirs d'une commission d'enquête. Pas plus qu'elle n'instruisit au sujet des arrestations opérées, elle n'exauça le désir exprimé par Clémence à la séance de la Commune du 23 avril, et n'enquêta sur « les faits reprochés à la cour martiale ». Simple comité consultatif, elle examina seulement, d'une façon sommaire, les textes soumis à son appréciation.

Consultations peu fréquentes au surplus. — Il est permis de penser que le décret du 2 avril, relatif à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, a été, sinon préparé, du moins ratifié par elle. Un document paraît l'établir. « La commission judiciaire (*sic*) propose le décret suivant : *Article 1^{er}*. Le budget des cultes est aboli. *Article 2*. Suppression dans les écoles de l'enseignement dit religieux. *Article 3*. Liberté absolue de

(1) Il semble cependant qu'elle ait pris l'initiative de faire élargir Polo, directeur de l'*Eclipse* (voir notamment le *Vengeur* du 25 avril), et approuvé certaines mises en liberté.

(2) Aux directeurs des prisons étaient cependant parvenues, de l'ex-Préfecture de police, des instructions précises : « Le directeur de Mazas ne peut recevoir un détenu que sur un ordre de la commission de justice ou des citoyens... etc... » (*Document inédit*. Dossier concernant Regnard. Ministère de la guerre.)

croyance. » — Le 13 avril, la commission fut saisie d'un texte de Delescluze, concernant les élections au tribunal de commerce. — Vermorel, alors membre de la commission exécutive, annonça, le lendemain, que le projet ordonnant la notification à Protot des arrestations opérées avait été approuvé par la commission de justice. — Elle se vit renvoyer, le 6 mai, la proposition de Miot sur le secret, le 19 celle de Vésinier sur la suppression des titres de noblesse et des distinctions honorifiques, sur le mariage et la filiation naturelle.

Il n'est point, de ses travaux, resté d'autres vestiges. Encore convient-il de retenir qu'elle ne paraît avoir délibéré ni sur le projet de Miot, ni sur ceux de Vésinier.

Une conclusion s'impose. En dépit de son objet spécial, la commission de justice a porté peu d'intérêt à l'étude des questions se rattachant au droit. Dépourvue, ainsi que la plupart des commissions, de vitalité comme de moyens d'agir, elle a constitué, dans l'organisation révolutionnaire, un rouage intermédiaire, sans utilité réelle. De ses rares débats aucune initiative n'est sortie, qui indiquât une pensée de réforme : Elle ne s'est pas souciée de collaborer utilement à l'œuvre législative de l'assemblée communale. De ses rares débats, aucune directive n'est sortie, qui s'imposât aux services judiciaires de Paris : Se tenant à l'écart du gouvernement de la Commune, elle a laissé aux commissions exécutives, au comité de salut public, le droit de contrôle ; elle a abandonné l'administration de la justice au délégué, à Eugène Protot.

CHAPITRE IV

LA DÉLÉGATION DE JUSTICE

Michelet a souligné la méfiance qu'a toujours inspirée aux révolutionnaires la science du droit (1). Les Conventionnels, dit-il, lui préférèrent « l'instinct, l'inspiration naturelle, le bon sens du peuple ». Et, dans une page âprement synthétique, il évoque la querelle entre les Girondins et Danton. Les Girondins, « tous avocats », se classant ici d'eux-mêmes, prouvant que « malgré leurs dons brillants le profond génie de la Révolution n'était point en eux ». Danton, — la veille encore garde des sceaux, — prononçant la phrase lapidaire : « Les gens de loi étaient comme les prêtres. Comme eux ils trompaient le peuple ».

Mot de tribun. Mot trop absolu pour pouvoir être juste, trop cruel pour condamner. Appliqué strictement et frappant d'ostracisme toute la *robinocratie*, il eût écarté de la magistrature les avocats Bigot de Préameneu, de Maleville, Tronchet, du tribunal révolutionnaire l'ancien procureur au Châtelet Fouquier-Tinville, des assemblées de la Révolution l'ancien avocat d'Arras Robespierre, qui, de juin 1791 au mois d'avril suivant, fut aussi accusateur public, et Danton lui-même, « avocat ès conseils du roi », avocat sans cause, il est vrai.

Il eut également, pendant la Commune de 1871, interdit à Protot l'accès de l'Hôtel de ville et de la Chancellerie. Peu s'en fallut au surplus qu'au nom d'un principe devenu traditionnel certains théoriciens de la révolution eussent jusqu'à lui étendu l'anathème. Commentant les élections du 26 mars, Félix Pyat, qui songeait à Protot, s'écriait avec satisfaction

(1) Michelet, *op. cit.*, t. V, p. 251 et s.

dans le *Vengeur* : « Plus d'avocat ! Il n'y en a qu'un, et encore élu *quoique* et non *parce que*. L'exception confirme la règle (1). »

D'autres titres avaient acquis au futur délégué la sympathie des révolutionnaires. Bourgeois par sa profession, il était plébéen de naissance. D'origine rurale, il est vrai ; mais ayant à Paris, jacobin teinté de socialisme, noué des relations tant avec les ouvriers de l'Internationale qu'avec le parti blanquiste. Aux deux groupements, il apparaissait comme l'un des hommes nécessaires d'un monde nouveau. L'homme des transitions tout au moins dont pouvaient être utilisées les connaissances, bouleversées aux contacts de la démocratie.

Charles-Louis-Eugène Protot naquit le 27 janvier 1839 à Carisey, dans l'Yonne (2). Originaire de la même commune (3), son père y exerçait le rude métier de cultivateur-vigneron. Il possédait quelques terres et la maison familiale. Pendant plusieurs années l'enfant avait vécu là, aidant les siens. Mais il était, comme les ruraux, travailleur et obstiné. En surveillant les bestiaux, il apprit le latin. Ses parents s'en émerveillèrent. De bonne heure ils l'envoyèrent à Paris.

Il y débarquait en sabots, selon l'usage, décidé à conquérir sa place au soleil ainsi que l'on défriche une terre inculte.

En attendant le succès, il connut l'existence besogneuse des étudiants pauvres. L'enseignement reçu à l'institution Delacour, rue des Fossés-Saint-Victor, et à l'Ecole de

(1) *Vengeur* du 31 mars.

(2) « L'an mil huit cent trente-neuf, le 28 janvier, à huit heures du matin, devant nous maire, officier de l'état civil de la commune de Carisey, canton de Flogny, département de l'Yonne, est comparu Pierre Protot, âgé de 38 ans, cultivateur demeurant à Carisey, lequel nous a présenté un enfant du sexe masculin, né en cette commune le jour d'hier à huit heures du soir de lui comparant et de dame Fleury âgée de 42 ans, son épouse, auquel il a déclaré vouloir donner le nom de Charles-Louis-Eugène, lesdites présentations et déclarations faites en présence de Nicolas Henry, âgé de 45 ans, maçon, et de Jean Bertrand, âgé de 48 ans, cultivateurs, tous deux demeurant audit Carisey. Le père et les témoins ont signé avec nous, etc.. » (*Document inédit.*)

(3) Le dossier des poursuites exercées contre Eugène Protot (Ministère de la guerre) contient un certificat établissant que son aïeul « Pierre Proteau (*sic*), natif de Carizet (*sic*) district de Saint-Florentin (Yonne), âgé de 20 ans, est entré le 13 ventôse an II au 3^e régiment de dragons à Compiègne ».

droit (1). Le logement chez une parente qui faisait des ménages. Lorsqu'il en trouvait, des leçons données pour vivre.

Bientôt d'autres préoccupations, celles-là politiques, l'avaient absorbé, prolongeant la durée de ses études, le privant aussi des heures fructueuses de réflexion, de repli sur soi-même. Comme nombre de ses camarades, il fut entraîné par le tumultueux ouragan qui bouleversait alors le quartier latin. A l'institution Delacour, il subissait l'ascendant de son maître Auguste Rogeard, l'auteur des *Propos de Labienus*, publiés en 1865. — L'étudiant s'enrôla dans les rangs de la jeunesse belliqueuse.

Dès lors il mena de front les deux combats, s'efforçant de conquérir tout à la fois les grades universitaires et ses premiers galons de militant.

Ses débuts de publiciste datent de 1862. Il écrivait dans le *Travail*, « journal littéraire et scientifique », organe en réalité d'opposition, aux tendances libérales et matérialistes. La feuille avait pour gérant Germain Casse. Parmi les rédacteurs, beaucoup dont les noms ont figuré dans les annales de la troisième République, Georges Clemenceau, Méline, Emile Zola. L'article de tête du premier numéro était de Rogeard.

Et Eugène Protot avait suivi son maître. Sa signature se rencontre à deux reprises : après un parallèle entre Dante et Lamennais, au bas d'une poésie intitulée *Contraste*. Sur cet essai, le moins que l'on puisse dire est que l'auteur cherchait encore sa voie, et qu'il n'a plus jamais taquiné la muse (2). Plus intéressante est la dissertation. L'on y trouve la volonté très nette de ramener une étude littéraire aux soucis politiques

(1) Au dossier précité ont été jointes une carte délivrée par la Faculté de droit, pour l'année 1858-1859, à Protot, en sa qualité d'étudiant de 1^{re} année, une carte en outre d'accès à la Bibliothèque nationale, datée de décembre 1867 ; son titulaire demeurait alors 50 rue Neuve-des-Petits-Champs.

(2) Citons seulement, sans commentaires, la dernière strophe :

Dans un quartier obscur, au fond d'une mansarde,
Une femme encor jeune, aux cheveux blanchissants,
Sur son sein demi-nu pressait ses deux enfants.
Elle couvrait leurs mains et leurs pâles figures
De ses baisers glacés ; les pauvres créatures
En pleurant lui criaient : du pain ! mère, du pain !
— Paix, mes petits enfants, nous en aurons demain.

et sociaux du moment. L'éloge est moins consacré aux « grands poètes » qu'aux « grands philosophes, tous deux apôtres de fraternité. » De Lamennais, ce que le signataire apprécie, c'est qu'il « s'identifia avec le peuple dans la vie matérielle comme dans la vie intellectuelle... » Le sentiment qui lui paraît se dégager principalement des écrivains dont il analyse l'esprit, « c'est une haine profonde de tout ce qui opprime ou contrarie l'homme ». Il ajoute : « Cette haine se montre tant de fois dans leurs œuvres et sous des couleurs si sombres qu'elle efface souvent tout ce qui l'entoure pour entraîner le lecteur, avec le poète, dans ses sorties contre les passions hideuses des despotes de toutes sortes ».

Le *Travail* disparu, il publia, sans les signer, quelques articles dans la *Rive gauche* (1864-1866), avec Rogeard, dont il était demeuré l'ami fidèle, Flourens, Charles Longuet, Combatz, Elie Reclus, Jules Vallès, et, rapprochement saisissant, Gustave Chaudey.

Et puis ce fut *Candidé* (3-27 mai 1865), supprimé après huit numéros, non sans qu'il eût produit, sur la jeunesse intellectuelle, sur celle également des faubourgs, une impression profonde. La doctrine des blanquistes s'y dessinait, jacobine avec Tridon, matérialiste avec Blanqui lui-même (Suza-mel) et le baron de Ponnat.

Le premier article, qui contenait la profession de foi du journal, Protot l'avait rédigé sous la signature Vaissier. Il ne manquait ni de finesse dans la forme ni de vigueur dans la pensée.

« *Candidé* ne pouvait rester le philosophe dégoûté cultivant son jardin entre une femme tracassière et un raisonneur stupide. Ce rôle ne convenait pas à l'antagoniste des fripons et des fourbes. *Candidé* s'est échappé des bras de Cunégonde et des subtilités de Martin pour redevenir le champion de la morale et du droit. Il l'a payé cher. »

Courage et délicatesse obligent. *Candidé* a subi toutes les vicissitudes de la pensée, tour à tour dénoncé par l'envie, proscrit par la violence et calomnié par la lâcheté. »

Et il poursuivait par ces lignes, où d'aucuns verront sans doute une prescience émouvante.

« Un instant il put croire à la réalisation de ses vœux, lorsqu'un nouveau coup de foudre le rejeta sur la route de sa longue proscription. Les victorieux ont grassement exploité le malheur du vaincu. *Candide* a été emprisonné, torturé, vilipendé sans miséricorde. C'est la destinée habituelle des simples qui n'ont d'autre passion et d'autre culte que l'humanité. »

La même année, en 1865, il soutint sa thèse de licence.

Examen passé entre deux manifestations politiques. Quelques semaines après, en effet, il assistait au congrès international d'étudiants réuni à Liège (29 octobre au 1^{er} novembre).

Il y prit la parole, indiqua sans réticences les conclusions qu'il avait tirées de ses études de droit. Dans son exposé, l'on eût cherché en vain des suggestions d'ordre scolaire. Il contenait seulement, avec le douloureux écho des rancunes amassées, un chaos de notions juridiques assez mal assimilées et de formules glanées au hasard des assemblées publiques.

« J'ai passé, disait-il, six, peut-être même sept années à l'Ecole de Paris. Les cours y sont si ennuyeux et les doctrines si détestables, qu'il me semble que j'y ai passé un quart de siècle. Aussi ne pourrai-je vous en parler sans un sentiment de profonde amertume... »

Puis, après avoir professé son athéisme, il s'élevait contre l'enseignement donné à la Faculté de droit. Ses critiques, qui n'épargnaient point les commentaires des *Institutes*, « glorification du vieux droit de la première Rome, monument de la tyrannie des grands et de la servitude du peuple », se faisaient plus violentes lorsqu'elles visaient la législation française. Le mariage, tel que l'avait conçu le code Napoléon, était une « doctrine exécration », consacrant « le despotisme de l'homme, l'outrage à la femme, à cette créature que nous aimons tous, que nous respectons, et que nous voudrions voir l'égale de l'homme en droit et en dignité ». L'institution de l'hypothèque n'avait servi qu'à « consolider en France la suprématie d'une classe sur l'autre ». Le code pénal ne tenait compte « ni de la liberté individuelle, ni de la liberté de la défense, ni d'aucune liberté ». Législation « criminelle », pour tout dire, et dont il était impossible d'attendre

une saine interprétation de professeurs « accroupis comme des squelettes dans leurs chaires : Le souffle de la Révolution n'avait jamais passé sur ces têtes stériles. »

En 1866, Protot, qui entre temps avait suivi des cours à la Faculté de médecine, se fit inscrire, comme avocat stagiaire, au barreau de Paris (1). Mais il ne rechercha pas la clientèle. D'autres soins l'absorbèrent. Admirateur de Blanqui, à l'événement de qui, deux ans auparavant, il avait contribué, il appartenait au groupe de ses fidèles, s'associait à toutes les manifestations politiques de ses disciples. Il était un des écrivains attitrés du parti, assistait aux réunions, tenues notamment chez Levraud, se montrait aux enterrements civils (2).

Cependant sa jeunesse souhaitait une action plus énergique. Il fut parmi ceux qui fréquentèrent les faubourgs et, dans la classe ouvrière, se livrèrent à une propagande violemment antibonapartiste. Avec les blanquistes, il reprochait à la section parisienne de l'Internationale son indifférence politique. Il combattit ses tendances, préconisa la lutte contre l'Empire, recruta des adeptes parmi les travailleurs manuels.

Un manifeste signé par un certain nombre d'ouvriers invita les étudiants à assister au congrès que l'Association internationale devait, en septembre 1866, tenir à Genève. Protot ne négligea point l'occasion. Il fit partie de la délégation blanquiste, auprès de Tridon, le porte-parole du maître, aux côtés d'étudiants comme Jeunesse et Callavaz, d'employés ou d'ouvriers comme Alphonse Humbert ou Jeannon. Le groupe se proposait de mettre les congressistes en garde contre l'attitude de la section française. Mais, à la dernière heure, Blanqui changea de tactique, et, redoutant une scission, invita ses amis, par l'intermédiaire de Tridon, à rebrousser chemin. La plupart obéirent. Protot, avec quelques camarades, persévéra dans le projet, se présenta au congrès. Cette fois encore, il n'abrita pas sa pensée derrière

(1) Protot, qui avait prêté serment le 18 novembre 1865, demanda son inscription au stage le 13 janvier 1866. Il demeurait alors 6 rue de la Jussienne.

(2) Il organisa un des premiers enterrements civils qui aient eu lieu sous l'Empire, celui de Léon Derouin, insurgé de juin et transporté. — Ajoutons ici que Protot, vers la même époque, entra dans une loge maçonnique; *l'Alliance fraternelle*.

des faux-fuyants. Prenant à partie les représentants de la section parisienne, il souligna le caractère suspect de leurs relations avec l'entourage de l'Empereur et les bourgeois républicains, la tolérance de la police impériale à leur égard. Il contesta la validité de leur mandat. — La question posée, les incidents se multiplièrent. Ils ne prirent fin qu'après plusieurs séances, sur l'expulsion brutale de Protot et de ses compagnons.

A Paris, le différend ressuscita sous une forme nouvelle, opposant à ceux qui s'étaient soumis ceux qui avaient transgressé les ordres de Blanqui. Une solution imprévue allait confondre leur sort. Pour vider la querelle, les blanquistes se réunirent, le 7 novembre, au café de la Renaissance, 1 boulevard Saint-Michel. Ils échangeaient, non sans vivacité, leurs vues, Protot en particulier et Callavaz, lorsque la police, tenue au courant par deux affiliés, Largillière et Greffe, fit irruption dans la salle. Protot ne fut pas arrêté, mais compris dans les poursuites, pour participation à une société secrète.

Au cours des débats qui se déroulèrent le 4 janvier 1867 et les jours suivants devant la 6^e chambre correctionnelle, les agents chargés des filatures politiques déclarèrent qu'il avait assisté à plusieurs réunions de blanquistes. Une lettre écrite par lui avait été saisie chez Jeannon. Le 7 janvier, il fut condamné à 15 mois d'emprisonnement et 100 francs d'amende. La peine la plus élevée prononcée à l'occasion de l'affaire dite *de la Renaissance* (1).

Ce jugement avait été rendu par défaut. Protot, qui s'était réfugié chez des ouvriers du Faubourg-Saint-Antoine, ne fut arrêté que quelques mois après, et subit sa peine à Sainte-Pélagie.

Il fallut sa détention pour le rapprocher des blanquistes, qui depuis Genève critiquaient l'indépendance de son attitude, commentaient ses initiatives imprudentes, auxquelles ils attribuaient le procès de la Renaissance, lui reprochaient de s'être dérobé à la prison (2).

(1) *Gazette des Tribunaux* des 5, 6, 7 janvier 1867.

(2) Voir notamment, à la fin de l'ouvrage de K. Marx, l'appendice rédigé par Charles Longuet (*op. cit.*, p. 115) ; Jules Clère, *op. cit.*, p. 131.

Dans les derniers temps de l'Empire, s'accrut aussi l'influence de Protot au sein des milieux ouvriers. Une certaine fusion s'était produite entre les disciples de Blanqui et la section française de l'Internationale. Ce groupement d'ailleurs, évoluant peu à peu, tendait vers une action plus accentuée. Le tribunal correctionnel l'avait frappé. Sans que Protot abdiquât rien de son jacobinisme, ses relations avec les faubourgs y gagnèrent en confiance.

Ce fut à lui que songea, pour sa défense, un membre de l'Internationale dont l'arrestation avait donné lieu à un drame, l'ouvrier mécanicien Mégy (1). Des poursuites, intentées au début de l'année 1870, avaient englobé de nombreux révolutionnaires de la capitale, sous la prévention d'attentat contre la sûreté de l'Etat et la vie de l'Empereur. Un commissaire de police, qu'accompagnaient des inspecteurs, s'était présenté, le 11 février, au domicile de Mégy, porteur d'un mandat d'amener. Après une scène rapide, Mégy avait tué l'un des agents, nommé Mourot.

Protot qui, depuis sa libération, se montrait plus souvent au Palais, accepta l'affaire. Il faisait acte de courage. Car il rappelait sur lui l'attention de la police impériale. Bientôt il se vit impliquer dans le procès. Le 1^{er} mai, en son logement de la rue de Braque, il reçut à son tour la visite d'un commissaire de police, Clément, qui venait perquisitionner et procéder à son arrestation. Le commissaire fit du zèle. Il s'empara de la serviette de l'avocat. Celui-ci protesta, reprit de vive force ses papiers. Puis il descendit l'escalier en hâte, avec le butin reconquis. Mais le commissaire, qui le suivait pistolet au poing, tira dans sa direction. La balle ne frappa que le mur. Cependant l'éveil avait été donné. Au rez-de-chaussée, des agents arrêterent Protot qui, les pieds pris dans un tapis, était tombé sur le sol.

(1) A ce moment subsistait encore, dans l'esprit de certains révolutionnaires, un sentiment de suspicion à l'égard de Protot. La désignation que fit Mégy fut mal accueillie par le journal *La Libre pensée*, dont la rédaction, on le sait, réunissait quelques blanquistes. « Au moment de mettre sous presse, écrivait le rédacteur en chef Henri Verlet, nous apprenons par différents journaux que notre ami Mégy aurait choisi pour défenseur M. l'avocat Protot (*sic*). Si le fait est exact, nous déclarons ne rien comprendre à l'acte de notre ami. » (Numéro du 26 mars 1870.)

L'incident souleva au Palais une réprobation générale. Un avocat chargé d'une cause grave avait été écroué, son cabinet violé, un dossier de client saisi. De cette atteinte à la liberté de la défense, le conseil de l'Ordre s'émut. Il en délibéra, nomma un rapporteur pour suivre l'affaire, M^e Lacan, et se décida à intervenir. Les magistrats reconnurent fondée la critique. Protot, relâché, bénéficia d'un non-lieu. Sa serviette lui fut rendue. Il put se consacrer entièrement à la préparation de sa plaidoirie (1).

Tâche lourde au surplus. Une accusation redoutable, visant le complot et le meurtre. La juridiction la plus imposante : la haute-cour, convoquée à Blois. Comme président, Zangiacomi. Les autres défenseurs, des avocats que la barre ou la tribune ont auréolés de prestige, Lachaud et Demange, Arago et Gambetta.

On conçoit l'appréhension du jeune stagiaire. Il se peut qu'il ait recouru à l'expérience d'un ancien. L'histoire singulière que raconta le procureur général Leblond devant la commission d'enquête sur l'insurrection du 18 mars ne manque cependant point d'étonner. Récit pittoresque en tout cas, si l'on songe à la personnalité de son auteur, qui devait, au lendemain du 4 septembre, diriger le parquet de la cour d'appel de Paris.

Avec M. Didier, peu de mois après son collaborateur en qualité de procureur de la République près le tribunal de la Seine, il était, en 1870, inscrit au barreau. C'était à lui que Protot, « pris de défaillance à la dernière heure », s'était adressé. Il lui avait écrit « trois ou quatre lettres pressantes », le priant de l'assister devant la haute-cour. M. Leblond de s'en défendre durant deux semaines. Mais l'avocat de Mégy avait invoqué le devoir professionnel, et vaincu la résistance opposée. « Je suis parti, déclarait plus tard son confrère, avec l'intention de plaider s'il était hors d'état de plaider lui-même. J'ai passé avec lui une partie de la nuit qui a précédé les débats.

(1) En ce qui concerne cet incident, se reporter à un article publié par Maxime Vuillaume dans le *Matin* du 10 mai 1914, sous le titre *le Plébiscite impérial de mai 1870*, et voir les *Lettres à un ami* d'Edmond Rousse, p. 283-284 et 287.

Il m'a dit son plan de défense. Je lui ai donné quelques conseils. Il a repris courage. Il a plaidé lui-même, et immédiatement je suis revenu à Paris. » (1)

De ce témoignage il paraît prudent de retrancher des commentaires manifestement exagérés. Sans doute, alors qu'un changement de régime venait de l'arracher à l'opposition pour le revêtir de la robe aux revers d'hermine, Leblond éprouvait-il quelque gêne à expliquer des relations entretenues sous l'Empire avec un révolutionnaire. Sans doute aussi fut-il tenté, connaissant les tendances de la commission devant laquelle il déposait, de contester la fermeté d'esprit d'un vaincu. Rien, dans la carrière de Protot, ne permet de penser que ce dernier ait pu être « pris de défaillance », et entrevoir la nécessité d'une collaboration. Il suffit, pour laisser son caractère humoristique à l'aventure, tout en la réduisant à sa juste valeur, d'admettre que Protot voulut faire vérifier le plan de sa plaidoirie ; qu'il choisit précisément dans ce but l'un des hommes appelés à participer, en 1871, comme haut magistrat, à la répression du mouvement communal.

En réalité, la lecture du compte rendu des débats ne permet pas le moindre doute (2). A Blois, Protot fit preuve du plus grand sang-froid. Il intervint utilement au cours des dépositions des témoins et s'efforça de faire préciser, dans l'intérêt de son client, certaines circonstances, l'heure de l'arrivée des agents, leur attitude.

Il prononça, le 6 août, sa plaidoirie.

Les journaux judiciaires l'ont reproduite. Si elle ne constitue pas un monument d'éloquence, elle possède de très sérieuses qualités. Disposée avec méthode, elle est claire et sobrement écrite. Son auteur a évité deux écueils, l'emphase, la passion politique.

Dès l'exorde, la résolution est annoncée, de se maintenir sur le terrain du droit. Puis se développe une argumentation serrée, qui peu à peu écarte les éléments de nature à aggraver

(1) Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars 1871, p. 240.

(2) *Gazette des Tribunaux* du 18 juillet et numéros suivants. Voir en particulier les numéros des 25 et 28 juillet, et, en ce qui concerne la plaidoirie de Protot, celui du 7 août.

le crime et modifie l'atmosphère. — L'arme du meurtre ? Une origine toute naturelle. — Les vers de Mégy, qu'a lus l'avocat général ? (1) « Cri de désespoir de l'atelier, pensée qui traverse une fois dans la vie le cerveau de ceux qui souffrent. » — Son client lui-même, plus « un penseur » qu'un violent. Et le drame, le résultat malheureux de l'imprudence des policiers. Dans ce dernier trait, qui fait sourire, il n'y a aucune intention haineuse, mais le classique artifice d'une défense habile.

Ici l'on touche à la partie la plus importante du plaidoyer. La thèse de Protot, c'est que les agents se sont présentés chez Mégy avant l'heure légale. Dès lors, l'inculpé, victime d'un attentat à la liberté individuelle, est couvert par le principe de la légitime défense. Et l'avocat produit sa documentation, il indique les avis de la doctrine, des arrêts, les principes supérieurs des constitutions qui se sont succédé en France.

La péroraison est à citer.

Messieurs, je termine par une prière. Vous n'êtes pas seulement des juges, vous êtes des citoyens. Juges, vous avez le devoir d'observer et de faire observer les lois ; citoyens, vous avez à sauvegarder le dépôt le plus précieux que nous aient légué nos ancêtres. C'est à vous surtout de faire acte d'indépendance et de justice. Veuillez prononcer entre le parquet de la haute-cour et la foule unanime des jurisconsultes et des publicistes défenseurs de nos institutions nationales... La liberté individuelle est la seule épave qui émerge du gouffre où sont tombées les libertés publiques anéanties en fait par les abus quotidiens de l'autorité.. Eh bien, on vous demande aujourd'hui d'en finir avec elle, on vous demande de nous faire regretter les législateurs du droit divin et de la terreur blanche. On vous demande d'effacer, par votre seul verdict,

(1) Visant la famille Bonaparte dans ses strophes *les Barricades*, Mégy s'exprimait ainsi :

Nous verrons, citoyens, les faces décolorantes
De ces grands criminels sur l'échafaud pâlir.
Des transportés sont morts sur les routes brûlantes.
Ces lâches crèveront, ne pouvant pas mourir.

Il est curieux de noter, chez les révolutionnaires de cette période, un faible pour la rime. Leurs vers oscillent du genre sentimental au genre farouche. Il semble que tour à tour la naïveté et la passion les aient inspirés.

une garantie sociale dont on ne peut obtenir ailleurs la destruction. On veut aussi que vous vous souveniez que vous êtes des juges politiques ; on veut surtout que vous frappiez dans Mégy le parti politique auquel il appartient... Messieurs les jurés, j'ai pleine confiance en votre équité, et je ne vous ferai pas l'injure de vous exhorter à repousser ces sollicitations. Il y a longtemps qu'elles sont sorties de vos mémoires. Vous allez acquitter Mégy... Je suis sûr de votre verdict, parce que je sais que vous entrerez dans la salle de vos délibérations libres de toute prévention contre les accusés, insoucieux de tout intérêt de parti, et bien résolus à mettre au-dessus des excitations et des haines politiques le culte exclusif de la justice et la soumission aux lois.

Plaidoirie consciencieuse de cour d'assises, qui n'est au surplus dénuée ni de métier ni d'élégance. Elle obtint un résultat alors appréciable. Mégy fut condamné à 20 ans de travaux forcés.

L'arrêt avait été rendu le 8 août 1870. Au lendemain des premiers désastres de la guerre. Quelques semaines après tombait l'Empire, et Paris était investi.

Il est indéniable que Protot, comme ses amis, ne tarda pas à se déclarer contre le Gouvernement de la Défense nationale. On le vit dans les réunions et les groupements révolutionnaires. Sa sympathie, au cours des journées d'émeute, alla vers les promoteurs de l'action. Le 23 février, il défendit devant le 4^e conseil de guerre de Paris un des insurgés du 31 octobre, Paolo Tibaldi, qui fut acquitté (1).

En l'accusant, lors des poursuites contre lui exercées, de « s'être occupé exclusivement pendant la guerre d'intrigues politiques et de n'avoir coopéré en aucune façon à la défense de Paris », le commissaire du gouvernement n'en commit pas moins une erreur grave ou une injustice. Durant le siège, pendant même le premier trimestre de l'année 1871, Protot fut surtout un soldat. Il ne figura ni à la tête des manifestants du 31 octobre et du 22 janvier (2), ni parmi les vainqueurs du 18 mars. Par contre, son patriotisme s'exaspéra.

(1) *Gazette des Tribunaux* du 24 février 1871.

(2) Il aurait été toutefois arrêté le 22 janvier, mais relâché le lendemain. (Témoignage du capitaine de la garde nationale Ossude devant la commission d'enquête sur l'insurrection du 18 mars, *op. cit.*, p. 383.)

En Trochu, il condamna moins encore l'homme d'un parti que le général irrésolu. Il fut de ceux qu'aveugla peut-être la candeur de leur courage, mais qui de toute leur foi préconisèrent la résistance à outrance, la sortie en masse. Devant l'ennemi, il fit, au surplus, tout son devoir. Il aimait plus tard à évoquer cette phase de sa vie, qui sur sa doctrine devait avoir une telle influence, les heures héroïques passées dans la neige ou la boue, à attendre la bataille libératrice.

« Pendant le siège, m'a-t-il conté, j'étais maréchal des logis-chef de la 2^e batterie *bis* de l'artillerie auxiliaire. C'est en cette qualité que j'ai pris part aux combats sous Paris. Ma batterie était installée sur les crêtes de Nogent, en face du plateau d'Avron. Ce corps fut dissous au lendemain de l'armistice. Entre temps, je fus choisi pour commandant par le 213^e bataillon des fédérés. Election faite à mon insu. *Au cours de toute cette période, mes fonctions militaires l'ont emporté sur toutes mes autres préoccupations* (1). »

Il n'abandonna pas ses fonctions après le 18 mars. Si, dans des circonstances que nous avons indiquées, il coopéra aux négociations avec les municipalités parisiennes, il le fit comme délégué du Comité central, assisté du bataillon qu'il commandait, le 213^e, du 11^e arrondissement (Popincourt) (2).

Cet arrondissement, le 26 mars, l'élut à la Commune. Le plus peuplé de Paris, comptant 150.000 habitants dont 42.153 électeurs, il avait droit à 7 représentants. Sur 25.183 suffrages exprimés, Protot fut désigné par 19.780, quatrième de la liste ; après Mortier, élu en tête avec 21.186 voix, Delescluze et Assi ; avant Eudes, Avrial et Verdure (17.351 voix). Le maire, Mottu, n'avait obtenu que 4.614 suffrages.

A 32 ans, Eugène Protot accédait au pouvoir.

C'était un homme de haute taille, élancé, mais carré d'épaules et vigoureusement charpenté. Il avait du cultivateur bourguignon la robuste stature, la démarche pesante,

(1) *Renseignement oral inedit.*

(2) Protot ne donna qu'ultérieurement sa démission de chef de ce bataillon, la minorité ayant fait admettre le principe que de telles fonctions étaient incompatibles avec celles de membre de la Commune (Maxime Vuillaume, *Mes cahiers rouges IX, Lettres et témoignages*, p. 106).

dont la gaucherie se corrigeait d'un balancement souple. Le visage, quelque peu rude, malgré la jeunesse des traits, révélait le tempérament du lutteur, l'énergie opiniâtre, la franchise mêlée de naïveté. Son front était large et droit, dégagé des cheveux rejetés en arrière. Un nez rectiligne, appuyé sur de fortes narines. Une bouche nettement fendue, et de rares bouquets de poils aux joues. Des yeux bruns, très vifs, — « de chat aux aguets, » a écrit Gaston Da Costa, qui l'avait beaucoup fréquenté, et Guasco, pour l'avoir sollicité à une heure d'angoisse, de définir : « Du tigre, il a l'œil orange. » Cependant, quand la pensée l'emportait sur l'action, ce regard s'apaisait, et le rêve le voilait comme s'étend la brume sur l'horizon, effaçant les contours, atténuant les formes réelles.

Complétant un portrait tracé d'une main habile, Da Costa ajoutait : « Recouvrez ce corps de la redingote râpée de l'étudiant pauvre, vous aurez le Protot militant de 1866. Remplacez la redingote par la robe d'avocat, et mettez sur cette tête si sympathique la toque du défenseur, vous aurez le brillant avocat de Mégy en 1870. Jetez bas la robe, jetez bas la toque, remplacez-les par la capote et le képi de commandant, vous aurez le vaillant chef de bataillon fédéré ; gardez-lui ce costume pendant la Commune, vous aurez le ministre de la justice révolutionnaire... »

Au cours de cette période s'affirma sa personnalité.

Il intervint fréquemment à l'Hôtel de ville : Pour soutenir les projets de décret se rapportant à l'administration de la justice. Au sujet aussi de la validation des élus du 16 avril, de l'exercice de la médecine, de la mise en liberté du général Bergeret. Il fit partie de la commission qui rédigea la déclaration du 29 mars. Il présida des séances de la Commune, celle par exemple du 23 avril.

Et ses auditeurs purent observer combien sa parole s'était faite précise, son geste sobre. Il semblait qu'il eût pris tout à la fois l'habitude de la tribune parlementaire, et, ce qui mérite d'être souligné, un certain sens des responsabilités. Que l'on se reporte aux débats du 22 avril sur le jury d'accusation, du 23 sur les officiers ministériels. Une argumentation utile, ser-

rée, presque sèche. Point de développement, moins encore de rhétorique. Ce que cite Protot, ce ne sont ni l'évangile de 1793, ni les commentaires des apôtres de la révolution, ni les tirades enflammées de la presse. Ce sont les principes des codes de Napoléon. Il dit : « Nous n'avons pas l'intention d'éliminer les dispositions *libérales* du code d'instruction criminelle de 1810. » A Ledroit il répond : « La justice gratuite est impossible. »

Non certes qu'il ait rien abandonné de son programme de réformes. Avec le temps, il eût employé une volonté tenace à le réaliser. Mais, sans qu'il s'en doutât, il avait conservé l'empreinte du Palais. Il lui devait la notion de la durée, qui limite l'effort ; celle de la méthode, qui le dirige. En outre, parce qu'il pensait gouverner, il avait conçu la nécessité des étapes et redoutait les entraînements du verbe. La guerre aussi l'avait dégagé de la tyrannie des mots, lui avait fait pressentir, derrière le rideau de ses illusions, le fait brutal. En lui luttait obscurément, contre l'esprit de surenchère, la pensée du sol envahi.

Tout cela, Da Costa l'avait perçu d'instinct, quand il concluait : « J'irai volontiers jusqu'à dire que, à la Commune même, Protot n'était pas dans son milieu. Je le vois mieux conduisant les paysans de France tantôt contre les Anglais pour l'affranchissement du sol national, tantôt contre les seigneurs pour l'affranchissement des communes, *plutôt que portant, comme en 1871, le glaive de la justice d'un peuple insurgé pour des causes si diverses.* » Paul et Victor Margueritte ont exprimé une opinion analogue, dénuée toutefois de bienveillance, sur Protot, « avocat pauvre et laborieux, qui, quoique instruit, intelligent, *n'a pas la flamme de l'esprit, reste confiné à la rigueur de la lettre* ».

Le ton des interventions de Protot à l'Hôtel de ville légitime un tel jugement. L'étendre à l'excès serait commettre une erreur grave. Le feu qui embrasait ses discours de militant à Liège, à Genève, et ses articles du *Travail*, de *Candide*, c'est de sang-froid, par fermeté acquise, qu'à la Commune il l'a éteint.

Cependant, comme en lui demeurait la confiante simplicité

du paysan, l'âme inébranlable du révolutionnaire subsistait. Si l'on veut pénétrer plus profondément l'une et l'autre, ce n'est pas à l'Hôtel de ville qu'il faut étudier Protot, dans des discours dont il a voulu la rigide concision. Mais là où il s'est livré tout entier. Dans l'intimité de sa vie, place Vendôme. Dans ses projets, dans ses actes de délégué à la justice de la Commune (1).

Le 31 mars, Protot avait été désigné comme délégué par la commission de justice. De suite, sans attendre que l'assemblée communale, le 20 avril, consacrat sa nomination, il s'installa à la Chancellerie.

Son premier soin fut de rétablir l'ordre. A cet égard, de quelque côté qu'ils émanent, les témoignages sont unanimes. Sous le gouvernement du Comité central, la plus grande confusion n'avait cessé de régner dans les locaux, transformés en caserne. Le délégué eut tôt fait de mettre fin à cet état de choses périlleux.

Dans les deux jours, il renvoya les fédérés à leurs bataillons respectifs. Il garda seulement quelques-uns d'entre eux, et les marins de la Commune, qui, assurant le service de l'hôtel voisin de l'état-major, pouvaient, à titre accessoire, être utilisés au Ministère. Employés comme plantons, ces hommes collaborèrent au service d'ordre, firent les courses du délégué, soignèrent ses chevaux (2). — Il leur fut affecté

(1) Il m'a été donné d'avoir, au mois de mars 1914, plusieurs entretiens avec Protot. J'ai également utilisé certaines indications des ouvrages de Lepelletier, *op. cit.*, t. II, p. 349 et s., Da Costa, *op. cit.*, t. II, p. 246 et s., Guasco, *op. cit.* p. 39. P. et V. Margueritte, *op. cit.* p. 171, etc.,. Des photographies du délégué ont été publiées par Dayot, *op. cit.* p. 267, et Dubreuilh, *op. cit.*, p. 309 ; un dessin, moins fidèle, par Ba athier Bragelonne, *Paris insurgé*, p. 177.

A l'obligeance de la famille de Protot nous devons la photographie caractéristique insérée dans notre ouvrage. Elle a été prise au cours des derniers mois de l'Empire. Nous reproduisons aussi une curieuse caricature, due au crayon de Ch. Vernier (collection A. Mordret) et représentant le délégué à la justice vêtu de la robe rouge, sa serviette sous le bras, la balance à la main. Les traits en sont assez fidèles, mais Protot ne portait point la moustache. — Voir aussi les caricatures de Bertall et de P. Klenck.

(2) Le dossier de Protot, classé au Ministère de la guerre, contient une lettre, datée du 13 mai, par laquelle le délégué avise le commandant de

certaines des bureaux de la direction des Affaires criminelles.

La conservation des bâtiments ne laissait point Protot indifférent. Il donna des ordres sévères, affirma que tous les abus seraient réprimés. Acte de sagesse méritoire, il maintint en fonction plusieurs des gens de service restés après le départ de Dufaure. L'économe Aubin Dechambre, qui demeura chargé de la surveillance des locaux et reçut, à défaut d'un traitement jugé excessif, une mensualité de 200 fr. Les frotteurs Lagarrosse, Lartigue et Desormières, devenus, sans changer d'attributions, des « officieux (1) ». Seuls partirent, de leur plein gré, le lampiste Robert, les concierges Nourry et Delsaux.

A la porte de la rue de Luxembourg, le concierge Besson remplaça le concierge Delsaux.

Vocation sérieuse au cordon, pour quelques jours satisfaite. Employé dans une cartoucherie durant le premier siège, Besson s'y était fait une relation fort utile. Il y avait connu Maxime Vuillaume, journaliste et blanquiste, ami comme tel de Protot. La délégation de justice instituée, Besson était venu trouver Vuillaume. Il lui avait confié son désir d'obtenir un emploi à la Chancellerie. Le lendemain, sur l'intervention de son protecteur, des fonctions assez vagues lui avaient été attribuées au Ministère.

Puis, peu à peu, s'était accrue son ambition. Besson comptait parmi les fidèles. Il était garde national, partisan de la Commune, du 11^e comme Protot, et fort justement voyait là des titres appréciables. Le hasard voulait qu'à ce moment, au début de mai, Delsaux abandonnât la loge. Besson, de briguer une telle succession, et de s'en ouvrir à Vuillaume. Il développa les avantages de l'affaire. Chacun y gagnerait.

la place qu'ayant « besoin tous les soirs des mots d'ordre et de ralliement pour le service de son administration à l'ex-Ministère et à Paris », il lui enverra chaque jour un planton à cet effet. — Citons également, à l'appui de notre récit, plusieurs bons, signés par Protot, « pour un cheval avec harnachement complet » (11 avril), « pour 50 rations de fourrages pour les chevaux de la délégation » (19 mai), « pour 4 brides, 4 selles dont une d'officier pour les chevaux de la délégation » (sans date), et d'autre part un « état nominatif des citoyens devant toucher des caleçons de toile pour le service de planton de la justice ». (*Documents inédits.*)

(1) Je passe sous silence un autre homme de peine, le nommé B., qui joua, sous la Commune, un rôle assez suspect. Il fut inquiété après le retour de l'administration régulière.

La Commune, qui remplacerait « le vieux réactionnaire » par l'un des siens, résolu à « ne laisser passer personne de suspect ». Lui-même, qui serait pourvu « d'une place sûre », avec logement fourni à sa famille « pour la vie ». L'accent convaincu du postulant était irrésistible. Le journaliste n'eut point le courage d'émettre un doute. La semaine suivante, Besson vit le beau rêve se réaliser. Il eut la loge où, plein de confiance, il installa sa femme et suspendit sa batterie de cuisine. Il eut le large fauteuil, où il se promettait d'attendre l'heure de la retraite.

Elle vint. Mais huit jours après, et tout autre qu'il la souhaitait, au son du canon victorieux de l'armée versaillaise.

En ce qui concerne le personnel administratif, Protot se trouvait dans une situation différente. Conformément aux instructions de Dufaure, les fonctionnaires avaient suivi le gouvernement exilé. Aucun ne s'était rallié au coup de force. Circonstance qui n'eût point manqué d'être embarrassante pour le délégué, dont les projets comportaient des collaborateurs, si ceux-ci ne s'étaient présentés en nombre suffisant.

On peut, au premier abord, être surpris de l'afflux des concours apportés, en deux mois, à la Commune. L'imprudence paraîtra moins paradoxale, si l'on évoque les circonstances exceptionnelles : L'extrême confusion des esprits, troublés par la licence de la presse et des réunions publiques. Le mécontentement général, ayant gagné la bourgeoisie tout autant que la classe ouvrière. Un état-major révolutionnaire et des troupes, constitués sous le second Empire, entretenus sous le Gouvernement de la Défense nationale. Le titre même, si équivoque, de la Commune. Par-dessus tout, l'habitude prise par le bourgeois des lendemains incertains.

Il a vu, ce bourgeois, les révolutions et les régimes se succéder en France. — La Commune a été proclamée à l'Hôtel de ville. Moins de sept mois auparavant, la République. — La Commune sollicite des concours, elle veut remplacer les « francs-fileurs ». Après le 4 septembre déjà, le personnel avait été en partie renouvelé. — Et le bourgeois devient fonctionnaire de la Commune, sans surprise, mais aussi sans crainte. Contre la pensée d'un retour offensif du

gouvernement régulier, les journaux de la capitale suffisent à le défendre. Il est d'ailleurs d'autant plus rassuré que la Commune, qui semble réorganiser l'administration, fait appel à un grand nombre d'agents, qu'elle a ses ministres, qu'elle nomme des magistrats, des officiers ministériels, des commissaires de police, des médecins légistes, un directeur général de l'Assistance publique, un directeur de la Monnaie, un directeur de la Bibliothèque nationale, un directeur de l'Opéra.

Ainsi Eugène Protot n'eut aucun mal à recruter des collaborateurs.

En premier lieu, ses collaborateurs immédiats. Son cabinet, constitué selon le rite établi. Un secrétaire général, Dessesquelle. Un secrétaire particulier, Bricon. Tous deux, des amis personnels de Protot, qui l'avaient suivi place Vendôme ; tous deux appartenant à la bourgeoisie fortunée. Des attachés au cabinet, Sornet, Charles Da Costa, Gastecloux.

Dessesquelle (François-Edmond), né en 1846 à Neuilly-sur-Seine, était le fils d'un huissier de cette localité. Lui-même avait fait son droit et rempli les fonctions de clerc chez M^e Lortat-Jacob, avoué près le tribunal. En dépit de cette double origine et d'un ventre débonnaire, il ne dissimulait point ses opinions, dont la vigueur démocratique avait souvent effaré l'honorable officier ministériel.

Dans les premiers jours d'avril, il prit pied à la délégation de justice. Tout d'abord avec un emploi, mal défini, de juge d'instruction. Sur un registre de comptabilité, visé le 5 avril, retrouvé ultérieurement à la Chancellerie, figure, en effet, son nom, suivi des mentions que voici (1) :

« Juge d'instruction. — Traitement annuel : 4.000 fr.

Provision pour la première quinzaine d'avril : 166 fr., 65. »

Peu de jours après, nouvelle marque de confiance de la part de Protot, qui le nomma secrétaire général de la délégation de justice. L'arrêté, portant la date du 30 avril, parut dans le *Journal officiel* du 3 mai. En fait, ainsi qu'il résulte

(1) *Document inédit.* (Dossier concernant Dessesquelle. Ministère de la guerre.) Sur le répertoire des employés de la délégation de justice, Dessesquelle est porté comme ayant touché d'autres sommes se rapportant à son traitement et au remboursement de frais de voitures par lui avancés.

de la correspondance saisie, cet arrêté ne faisait que régulariser des pouvoirs antérieurement attribués.

Entre les mains de l'ancien clerc se trouvèrent réunies les deux fonctions. Elles consacraient un étrange cumul, violant d'une façon flagrante le principe de la séparation des pouvoirs.

Secrétaire général, Dessesquelle l'était lorsque, en l'absence de Protot, il recevait ses visiteurs, le président Voncken notamment, et faisait parvenir au délégué cette note :

Le citoyen Voncken est venu ce soir et t'a attendu assez longtemps. Voici ce qu'il te recommande : 1° T'occuper de la nomination des magistrats devant appliquer la peine après le verdict du jury. 2° Ecrire au président de la chambre des avoués. 3° Au greffier du tribunal civil. — La première recommandation te regarde. — Pour les autres recommandations, j'ai rédigé le modèle de lettres à envoyer au président des avoués et au greffier. Examine-les, mets ton visa et ton bon à recopier si tu les trouves bien, de façon qu'il n'y ait plus qu'à les recopier. — Autre chose. Le citoyen Voncken demande une ampliation de l'arrêté qui le nomme président du tribunal, etc. J'ai rédigé cette note. Examine et donne-moi le bon à tirer. De même pour la lettre d'envoi qui, d'après le citoyen Voncken, doit toujours accompagner l'ampliation de la nomination et qui doit contenir en substance ce que j'y ai mis. *Vidi, age, tibi (sic)* (1).

Collaborateur immédiat de Protot, il l'était encore quand il accompagnait ce dernier à l'Hôtel de ville, ou dans ses transports du 5 et du 6 mai rue de Picpus, ou lors de l'installation du tribunal de la Commune ; quand il réglait les dépenses du délégué et en tenait note (2) ; quand il

(1) *Document inédit.* Dossier concernant Voncken. Ministère de la guerre. — Voir aussi chapitre V ci-dessous.

(2) Le 4 mai, pourboire au cocher de l'Hôtel de ville	1 fr.
Le 5 mai, descente de justice rue de Picpus, 35 ; voiture de 3 h. 1/4 à 9 h., avec pourboire au cocher	14 »
Le 5 mai, pourboire au cocher du délégué	2 »
— Le soir, pourboire au cocher du délégué	1 »
	<hr/> 18 fr.

Pour acquit, *Le secrétaire général, E. DESSESQUELLE.*
 6 mai 1871. Voiture prise au Ministère pour aller avec le délégué à la maison rue de Picpus, de 2 h. 1/4 à 6 h. 20, avec pourboire. . . 9 fr.
 Pour acquit, *Le secrétaire général, E. DESSESQUELLE.*

réquisitionnait des voitures pour faire transporter place Vendôme des bombes et autres engins ; quand, « par ordre du citoyen délégué », il autorisait le caissier Davy à faire une avance de soixante francs à un juge d'instruction. — Il l'était lorsqu'il assurait le contrôle par le juge Coppens de la situation des détenus, et se faisait adresser la liste de ceux pouvant être mis en liberté (1). — Il l'était lorsque, exécutant le programme de Protot sur les officiers ministériels, il rédigeait certains documents significatifs (2).

Celui-ci, concernant les notaires :

Paris, le 9 mai 1871. — Au citoyen secrétaire général de la délégation de la sûreté générale.

Citoyen, — Nous n'avons encore reçu à la délégation de justice qu'un nombre tout à fait restreint de procès-verbaux d'apposition de scellés sur les études de notaires (40, je crois, sur 122). Le délégué à la justice vous prie, si tous les procès-verbaux vous ont été remis, de nous les faire parvenir au plus tôt, ou alors de nous indiquer les motifs qui ont pu faire suspendre l'apposition générale des scellés qui avait été fixée et décidée entre la délégation de justice et la délégation de police. — Salut et égalité.

Le secrétaire général, E. DESSESQUELLE.

Des lettres aussi, destinées à faciliter l'installation des nouveaux huissiers, et dont voici un exemple :

Paris, le 3 mai 1871. — A la commission municipale du 16^e arrondissement.

17 (mai), matin, 3 h. et demie de voiture et pourboire pour installation des magistrats	7 fr.
Pourboire des cochers de l'Hôtel de ville	1 »
	<hr/> 8 fr.

Pour acquit, E. DESSESQUELLE.

... Voitures prises pour l'affaire des halles	5 fr. 50
A minuit, pris voiture pour accompagner les délégués à la Préfecture et à une manifestation aux boulevards.	4 »
	<hr/> 9 fr. 50

Pour acquit, E. DESSESQUELLE.

(Documents inédits, Dossier concernant Dessesquelle.)

(1) Voir ci-dessous même chapitre.

(2) Documents inédits de la provenance susmentionnée.

Le citoyen Vignat ayant été nommé huissier de la Commune de Paris, je vous prie de mettre à sa disposition, soit dans la mairie du 16^e arrondissement, soit dans tout autre local disponible appartenant à la Commune, le presbytère par exemple, un local suffisant pour y exercer ses fonctions. — Salut et égalité.

Par ordre,

Le secrétaire général de la délégation de justice,
E. DESSESQUELLE.

Mais en même temps Dessesquelle avait pris la qualité de juge d'instruction. — Le titre toutefois ne suffit point à préciser la nature de ses pouvoirs. Il a le tort grave d'autoriser une confusion avec ceux, nettement définis, des magistrats instructeurs de notre organisation criminelle.

Sans doute Dessesquelle a-t-il, usant des prérogatives ordinaires, procédé à des interrogatoires d'inculpés, ordonné leur détention, leur mise en liberté.

A l'un des employés de la délégation de justice, il faisait parvenir cette note (1) :

Prière au citoyen spécialement chargé du classement des pièces dans les dossiers de mettre de côté, sous cote spéciale, toutes les pièces regardant les détenus sur lesquelles j'aurai écrit ce mot : *Interroger*. — Me donner le travail demain matin.

Le secrétaire général, E. DESSESQUELLE.

Il prenait les décisions suivantes (2) :

Le citoyen directeur du Dépôt est invité à écrouer le nommé Vautier (Victor), inculpé de cris séditieux et d'excitation dans un groupe à la haine et au mépris de la Commune, et manœuvres à l'intérieur.

Le juge d'instruction, E. DESSESQUELLE.

Le directeur de la maison d'arrêt de Mazas est invité à mettre en liberté les détenus B. (Emile) et P. (Antoine).

Pour le membre de la Commune, délégué à la justice,

Le secrétaire général, juge d'instruction,
E. DESSESQUELLE.

(1) *Idem.*

(2) *Idem.*

A Saint-Lazare, il interrogeait la femme H., lui annonçant qu'il allait faire lever l'écrou la concernant. Si, écrivant, le 22 avril, à Jules Allix, il faisait précéder sa signature du titre de secrétaire général, il exprimait à son correspondant ses regrets de maintenir en état d'arrestation le sieur L.

Cependant, lorsqu'on examine de plus près les interventions de Dessesquelle dans ce domaine, on s'aperçoit de leur caractère anormal.

Notons que la Commune elle-même a nommé des juges d'instruction, chargés d'informer, sous le contrôle du procureur Raoul Rigault, au sujet des crimes ou délits dont les avait saisis l'ex-Préfecture de police, que leur rôle se rapprochait de celui assigné aux magistrats instructeurs par le code d'instruction criminelle.

Edmond Dessesquelle fut tout autre chose. Il n'est point sans intérêt d'observer les titres dont cet étrange magistrat fit usage. Tour à tour ou cumulativement il se dit, sans distinguer l'objet de sa lettre, secrétaire général et juge d'instruction. Parfois encore, ce qui est typique, secrétaire général de la délégation de justice, *délégué aux instructions*.

Ici nous touchons du doigt la réalité. Instrument d'une confusion manifeste, à Protot il a, en fait, servi de prête-nom. Il lui a permis d'intervenir dans les enquêtes, de statuer sur les mises en liberté. Il a bien été juge d'instruction. Mais comme d'autres furent attachés au parquet de la Commune, il se vit affecté au service du ministre.

Singularité qui s'explique, si l'on songe à la révolution accomplie, au mandat conféré à Protot par la commission de justice et la Commune : prendre avant tout les mesures nécessaires « pour garantir la liberté individuelle des citoyens ». Qui s'explique, si l'on envisage la carrière du délégué à la justice, la compétence que ses collègues lui attribuaient.

On comprend dès lors comment, *par délégation*, les pouvoirs de Dessesquelle ont pu s'entremêler. Quand notamment, à la date du 6 mai 1871, il écrivait au secrétaire général de l'ex-Préfecture de police afin de connaître les résultats d'une analyse faite par les soins d'un chimiste — un expert —

le nommé Rabuteau, pour lui demander également si ce chimiste se chargerait de l'examen de fioles saisies chez un autre prévenu, le sieur D.

On constate aussi l'extension peu banale des pouvoirs de Dessesquelle. Plus de limites à ses attributions. Représentant du délégué, il l'assistait comme chef de cabinet, et, juge d'instruction, informait en son nom. Pour Protot, il fit, le cas échéant, fonction de commissaire de police, dressa des procès-verbaux dont l'énoncé parfois est aussi piquant que le principe lui-même.

Une déclaration faite, le 24 avril, à la prison de Mazas par le détenu Epailly (Eu), signée par ce dernier et par « le juge d'instruction Dessesquelle », débute en ces termes :

« *Le membre de la Commune, délégué à la justice, reçoit à la maison d'arrêt la déclaration suivante..* », etc.

Deux procès-verbaux surtout sont à citer (1). Ils jettent un jour pittoresque sur la peur de l'espionnage qui, depuis le premier siège, obsédait les Parisiens.

Le capitaine au 90^e bataillon La Brunière de Médicis, délégué par la Préfecture de police, s'est présenté à la maison d'arrêt de Saint-Lazare le samedi (*sic*) à une heure du matin, à seule fin de faire perquisitionner dans la chapelle de ladite prison pour s'assurer s'il n'y avait pas un caveau ou souterrain *qui communiquât avec Argenteuil (sic)*, d'après un rapport fait à l'ex-délégation de police le 9 avril 1871, et qui m'a été exhibé. — Requis par ledit délégué à l'ex-Préfecture de police, le juge d'instruction a clos son procès-verbal, interrogatoires (*sic*), et a donné acte audit citoyen de son intention de procéder à ladite perquisition.

E. DESSESQUELLE,
*secrétaire général de la délégation de justice,
délégué aux instructions.*

Celui-ci, d'autre part, relatif à l'explosion de l'avenue Rapp.

L'an 1871, le 18 mai. Par devant nous, secrétaire général de la délégation de justice, a comparu le citoyen C. (Alexandre), demeurant à Paris rue Saint-Honoré, 276, lequel nous a dit : Qu'étant sur l'esplanade du Champ-de-Mars, occupé à regarder l'emplace-

(1) *Idem.*

ment de l'explosion de la veille, il s'est trouvé à côté d'un sieur V., professeur demeurant à Paris-Passy, rue Beethoven, 24, lequel lui a dit très fermement avoir vu de sa fenêtre, où il se trouvait à ce moment, une flamme parcourir une trainée partant de l'Ecole militaire et arriver à l'endroit où l'explosion s'est produite, pour la déterminer ; qu'il était bien sûr des faits, et qu'une des voisines, témoin comme lui de l'accident, pourrait également en déposer. Cette déclaration du sieur V. a été faite au milieu d'un groupe où se trouvait notamment le citoyen B. Et, après lecture, le citoyen C. a persisté et signé avec nous, secrétaire de la délégation de justice.

E. DESSESQUELLE. — C.

Les fonctions exercées par Bricon (Paul-Edouard) (1) présentent les mêmes caractères.

Agé de 24 ans, étudiant en médecine, Bricon s'était de bonne heure, malgré les conseils d'un père millionnaire, déclaré en faveur du mouvement insurrectionnel. Le délégué à la justice le prit comme secrétaire particulier, au traitement annuel de 4.000 fr. Plus spécialement, il lui confia la direction du personnel, les services de la presse et des archives.

Au directeur du *Journal officiel* le secrétaire écrivait à la date du 11 avril 1871 (2) :

Citoyen directeur, — Le citoyen Protot me prie de le rappeler à votre souvenir pour les affiches du Comité central et celles de la Commune. Il vous prie, citoyen, de lui garder un exemplaire de toutes celles que vous imprimerez plus tard ou de les lui envoyer au Ministère de la justice. Veuillez agréer à l'avance ses remerciements. — Salut et fraternité.

Pour le membre de la Commune, délégué à la justice,

P. BRICON, *secrétaire particulier*.

Mais il ne tarda pas à recevoir de Protot les pouvoirs d'un juge d'instruction, qui confondirent son rôle avec celui de Dessesquelle. Ils étaient au surplus, comme ceux de ce dernier, des plus larges, et s'étendaient en dehors même des

(1) Né à Paris, où il demeurait 40, avenue de l'Observatoire.

(2) *Document inédit*, classé à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris. — Bricon renouvela les instructions dont il s'agit par une lettre du 12 mai suivant, qui se trouve dans la même collection.

délits de droit commun. C'est ainsi que, le 12 mai, Bricon fit écrouer quatre réfractaires, dirigés ensuite sur la prison militaire du Cherche-Midi. Entre temps, il interrogeait des civils et les faisait conduire au Dépôt de la Préfecture de police. Le 10 mai, il procéda à l'interrogatoire d'un sieur Vernholes (Jean-Baptiste), architecte, arrêté rue de la Paix par des marins de la Commune. Le lendemain, à celui de l'abbé Vautier, prêtre à la Madeleine.

Les deux documents rédigés par Bricon à la suite de l'arrestation de l'abbé Vautier méritent d'être reproduits (1).

Paris, le 11 mai 1871.

Par devant nous, *juge d'instruction*, a comparu le nommé Vautier, Victor, prêtre arrêté dans la rue de la Paix.

D. — Quelle est votre profession ?

R. — Prêtre catholique romain.

D. — A quelle paroisse êtes-vous attaché ?

R. — A la Madeleine.

D. — Dans quelles intentions êtes-vous venu sur la place Vendôme ?

R. — Par curiosité.

D. — Pourquoi prenez-vous l'habit laïque lorsque vous vous mêlez aux groupes sur la voie publique ?

R. — Parce que cet habit est le plus sûr.

D. — Vous êtes sous l'inculpation (*sic*) de manœuvres à l'intérieur et d'excitation à la haine de la Commune de Paris. Qu'avez-vous à répondre ?

R. — Je n'ai pratiqué ni manœuvres, ni fait d'excitation (*sic*).

D. — Avez-vous tenu ces propos : La Commune sera renversée avant la colonne ?

R. — Je n'ai pas tenu ce propos.

Lecture faite, a persisté et a signé avec nous, juge d'instruction.

VAUTIER. — P. BRICON, *juge d'instruction*.

Et a comparu aussi, le même jour, le citoyen Bartaux (Joseph), garde au 175^e bataillon..., lequel nous a déclaré que, hier, vers le début de l'après-midi, il remarqua dans un groupe qui stationnait au coin de la rue de la Paix un individu fort animé et qu'après

(1) *Documents inédits*. Ministère de la guerre. Dossier concernant Bricon.

l'avoir observé quelques instants, il l'entendit dire que la Commune tomberait avant la colonne Vendôme ; qu'aussitôt il demanda ce qu'il disait ; que l'individu interpellé répondit : je ne dis rien, et se sauva ; que l'ayant poursuivi avec l'aide des citoyens Pitot et Brault, qui reçurent de Vautier de violents coups de canne, il l'emmena au poste n° 22 de la *place des Piques* (ex *place Vendôme*).

Lecture faite, etc...

Cette arrestation, Vuillaume l'a racontée dans ses souvenirs d'une vivacité si pénétrante. Mais de l'incident il a, en littérateur, adouci la fin. — Bricon ne renvoya pas, « avec une bonne sermonce », le prêtre « à ses ouailles, après qu'il eût juré de ne plus insulter la colonne ». L'abbé Vautier fut arrêté. Cependant, il est vrai que Bricon, peut-être « de bonne humeur », ne signa point d'ordre d'écrou : Ce fut Des-sesquelle qui le fit (1).

Attachés au cabinet, Sornet et Da Costa ne se virent par contre jamais confier par Protot de fonctions judiciaires. Ils furent tous deux, fort irrégulièrement, employés à la préparation du courrier.

Sornet (Léon), secrétaire du délégué à ses heures. Le reste du temps, gérant du *Père Duchêne*, après l'avoir été, sous le second Empire, de la *Misère*. L'un de ceux qui s'étaient ardemment jetés dans la lutte contre le régime impérial agonisant et chez qui les préoccupations politiques l'emportaient sur toute autre. Il fut plus encore un commensal de Protot que son collaborateur.

Da Costa (Charles-Nicolas-Maurice), né à Paris le 13 août 1846. Une existence semblable de journaliste et de militant pendant les dernières années de l'Empire. Il était fils d'un professeur de mathématiques, Eugène Da Costa, et frère de Gaston Da Costa, le substitut de Rigault.

« Ami personnel de Protot, me racontait, en 1914, Charles Da Costa, je l'ai rejoint au Ministère de la justice dès son installation. Je l'avais connu à l'École de droit, où, avec Longuet, je commençais mes études quand Protot les achevait et

(1) Se reporter aux *Cahiers rouges* de Vuillaume, p. 192-193, J'ai reproduit, p. 204, l'ordre d'écrou concernant l'abbé Vautier.

se faisait inscrire au barreau en qualité de stagiaire. Notre ami nous donnait alors ses conseils d'ainé. Place Vendôme, j'ai travaillé à l'une des tables de la grande pièce où recevait, au rez-de-chaussée, le délégué. Elle donnait sur le jardin. Mes fonctions consistaient à dépouiller la correspondance, à la classer, à rédiger ou à copier des lettres (1). Une indemnité de 5 francs par jour m'était attribuée, mais je n'étais point logé. Comme je prenais mes repas avec Protot et nos amis, l'on prélevait sur mon indemnité le prix de ma nourriture. — J'ai quitté la Chancellerie vers la fin d'avril, pour assurer à nouveau mon service de garde national. »

Né à Nonancourt (Eure) le 5 novembre 1835, ancien secrétaire de la rédaction de la *Lanterne*, Gastecloux (Paulin-Félix) exerça des fonctions analogues auprès de Protot, qu'il semble avoir connu par l'intermédiaire de Rogeard, son maître (2). Un traitement annuel de 3.000 fr. lui fut alloué. Au nom du délégué il expédia un certain nombre de lettres. Convocations adressées à des justiciables. Lettre comminatoire sommant Martainville de se rendre place Vendôme avant sa nomination comme substitut de Rigault. Instructions transmises à des officiers ministériels. Ordres, au sujet de transfèrement de détenus (3).

A côté des intimes, plusieurs collaborateurs prenant les allures de fonctionnaires, accomplissant la quotidienne besogne de bureau.

Eugène Baillet, le chansonnier (*La mère de l'insurgé. La muse des ateliers. Chansons d'hier et d'aujourd'hui*), — particulièrement chargé des naturalisations (4).

Trois ou quatre employés, un nommé Guyon (5), d'autres dont je ne puis indiquer les noms, mais dont parfois se

(1) Des Documents saisis portent la signature de Charles Da Costa. Une lettre notamment par laquelle un juge de paix de la Commune est convoqué à la délégation. (Dossier concernant De-neval. Ministère de la guerre.)

(2) Sous la Commune, il demeurait 99, rue de la Glacière.

(3) Dossier concernant Gastecloux. Ministère de la guerre. — En ce qui concerna la convocation adressée à Martainville, voir le chapitre V ci-dessous.

(4) Déposition de l'économe Dechambre. (Dossier concernant Voncken; David, etc., Ministère de la guerre.)

(5) Dossiers concernant les commissaires-priseurs de la Commune Cibot et Fleury,

retrouvent, illisibles, les signatures (1). L'un deux, sans doute, occupé au « classement des pièces dans les dossiers (2). »

Un dernier, nettement spécialisé, David (Louis-Joseph), dit Davy (3). — Teneur de livres chez un miroitier, le sieur B., Davy avait reçu de son patron, parti en province, l'ordre de garder la maison. Le miroitier était établi passage des Trois-Couronnes, c'est-à-dire dans le 11^e arrondissement, fief du délégué à la justice. Davy demeurait aux environs, 214 rue Saint-Maur. Certaines circonstances avaient rapproché d'une façon plus précise l'employé de l'homme politique : Des relations antérieures entre la maison de commerce et Protot, l'usage par celui-ci d'une voiture appartenant au sieur B., qui servait à transporter place Vendôme le fourrage destiné aux chevaux du délégué. Davy saisit l'occasion de se faire dispenser d'un service périlleux au 128^e bataillon. Dans le courant d'avril, il sollicita la faveur de Protot, qui, pour sa compétence, le nomma caissier de la délégation.

Ce n'était point une inutile sinécure, mais un emploi réel dont Davy, jusqu'aux derniers jours, s'acquitta fort soigneusement. Quelques explications s'imposent ici.

Le chiffre des recettes de la Commune, celui de ses dépenses nous sont approximativement connus. En ce qui concerne la période du 20 mars au 30 avril, le délégué aux finances Jourde a donné, au cours de la séance du 1^{er} mai, lecture d'un bilan reproduit au *Journal officiel* du 4 et complété par un « état annexé », qui, par contre, s'est perdu. Ce bilan accuse 26.013.916 fr., 70 de recettes, 25.138.089 fr., 12 de paiements faits aux délégations, aux municipalités, à divers services.

La répartition des fonds réserve quelques surprises : Une somme réduite pour l'enseignement, 1.000 fr., contre 50.000 fr. au commerce, 103.730 fr. à l'intérieur, 112.129 fr. 96 aux

(1) Dossiers concernant les huissiers de la Commune Guérin, Thouvenin, le juge d'instruction Coppens. Ministère de la guerre.

(2) Voir ci-dessus, même chapitre.

(3) Né à Beauficel (Manche), le 9 janvier 1838.

reproduit par le bilan, soit une moyenne de 183 fr. par jour.

S'il est certain que cette somme a été remise à la délégation de justice, — Protot me l'a confirmé, — il demeure difficile d'en déterminer avec exactitude l'emploi. Que l'on écarte en tout cas le délégué lui-même, rétribué directement, comme ses collègues de la Commune, par les soins du questeur. A cet égard, le livre de la 1^{re} caisse et un reçu de la main de Protot (1) ne laissent place à aucun doute.

Par contre, les fonds ont permis de régler les appointements des deux juges d'instruction Coppens et Moiré, du cabinet, des employés, sur les bases que j'ai indiquées pour quelques-uns d'entre eux, ceux également des gens de service de l'administration régulière conservés par Protot, des concierges. Grâce à ces fonds ont été d'autre part acquittés certains frais généraux : Des frais de voitures, dont j'ai cité des exemples, et que généralement la délégation supportait (2). Des frais d'impression, de fournitures de diverses sortes.

Imprimés portant l'en-tête (3) :

DÉLÉGATION	RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DE	—
LA JUSTICE	Commune de Paris
13, place Vendôme.	

Imprimés avec l'adresse, plus typique :

DÉLÉGATION	RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
de	COMMUNE DE PARIS
la justice	
13, PLACE DES PIQUES	
Ex-p'ace Vendôme.	

Timbres aussi. Car peu de gouvernements ont eu, à l'égal

(1) « Reçu du questeur de la Commune la somme de cent cinq francs pour indemnité h^{se} (hebdomadaire) des fonctions de membre de la Commune. Paris, 13 mai 1871. Le membre de la Commune, E. Protot ». (Dossier concernant Protot. Ministère de la guerre.)

(2) La 3^e caisse (finance) a toutefois réglé directement, le 11 avril, des frais de voitures engagés par la délégation de justice et s'élevant à 11 fr. 25. (Archives du département de la Seine, *loc. cit.*)

(3) Des exemplaires de ces imprimés se trouvent dans plusieurs des dossiers classés au Minis ère de la guerre.

de la Commune, le souci d'avoir leurs timbres. A la seule délégation de la place Vendôme, il en a été employé deux, revêtus de l'indication : COMMISSION DE JUSTICE, dont l'un, — que distingue seulement la présence des mots : RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, — actuellement conservé à la Chancellerie (1).

Préciser les recettes et les dépenses du gouvernement révolutionnaire au mois de mai est plus malaisé. Aucun chiffre n'a été porté à la connaissance de l'assemblée communale. Les comptes des livres de caisse parvenus jusqu'à nous s'arrêtent à la date du 29 avril. Ajoutons qu'il ne s'agit plus d'un mois entier, l'administration régulière de l'Hôtel de ville prenant fin avec la journée du 21 mai ; que cependant les derniers fonds disponibles ont été distribués entre les combattants ; « que la Commune n'a laissé nulle part un reliquat de caisse appréciable » (2).

On en est dès lors réduit aux évaluations approximatives. Un chiffre de dépenses s'élevant à 20 millions, supposait Lissagaray en 1876. Environ 17 millions, concluait, vingt ans après, Cherest, qui se basait sur une étude plus approfondie des recettes pour les deux mois et du budget d'avril (3).

En toute hypothèse, les dépenses effectuées par la délégation de justice ont été plus élevées pendant les trois premières semaines de mai qu'au cours du mois précédent. Celles engagées par l'administration centrale (émoluments et frais généraux) se sont renouvelées. Nous laissons de côté les commandes demeurées sans suite, « la fabrication de 300 timbres à type unique, à l'usage des magistrats et fonctionnaires de l'ordre judiciaire de la Commune de Paris », mise en adjudication, le 16 mai, par Protot.

(1) Nous avons reproduit ci-contre quelques-uns des timbres utilisés, sous la Commune, par la délégation de justice, le parquet et la sûreté générale. — On trouvera d'autre part, dans l'ouvrage de Prolès, *Les hommes de la révolution de 1871*, Raoul Rigault, p. 62, la reproduction d'un cachet dont le procureur de la Commune fit usage.

(2) Cherest, *Le bilan de la Commune (recettes et dépenses)*, p. 53.

(3) Lissagaray, *op. cit.*, p. 242. — Cherest, *op. cit.*, p. 52. Ce dernier fait observer que le montant total des recettes, soit 41.883.395 fr. 76 a été absorbé. Le chiffre des dépenses ayant été, d'après Cherest, de 24.976.035 fr. 77 pour les mois de mars et d'avril, il se serait élevé, en mai, à 46.907.359 fr. 99. Dans cette somme rentrent les fonds distribués, pendant les derniers jours, aux combattants.



J. Baudouin



Mais il s'y est ajouté d'autres charges.

Le traitement des magistrats de la Commune. — En avril, deux seulement d'entre eux, Coppens et Moiré, avaient pu recevoir des émoluments, moins à vrai dire comme juges d'instruction, que comme chargés de mission par le délégué. Tous deux, au mois de mai, se virent l'objet de désignations de la part du comité de salut public. En même temps furent nommés d'autres magistrats, président et juges au tribunal, juges d'instruction. Tous ont été rétribués sur la caisse de la délégation de justice.

Les appointements des juges de paix, désignés à partir du 3 mai. — Tout au moins, leurs indemnités. Car si les pièces saisies ne permettent pas de soutenir que tous les juges de paix de la Commune ont touché un traitement effectif, elles ont conservé des traces de certains versements effectués. A Cheradame et à Bachelet, respectivement 250 et 300 fr., le 9 et le 20 mai, pour leur installation. A Lechasseux, 100 fr. « pour fournitures », le 6, puis 250 fr. sans autre indication, le 18 (1).

Les indemnités des officiers ministériels. — 500 fr. versés en principe à chacun des huissiers, au nombre d'une vingtaine, nommés dans les derniers jours d'avril. Allocation conforme au statut nouveau des officiers ministériels, réglée par moitié le 5 mai et quelques jours après, « à valoir sur l'indemnité, » ou « pour entrée en fonction. » Une somme de 500 fr., attribuée, vers la même date, à chacun des deux notaires, à chacun des cinq commissaires-priseurs, pour « avances d'honoraires, » ou « à valoir sur les frais généraux (2) ».

En résumé, l'on peut dire que le budget de la délégation de justice tripla d'avril à mai.

Ce ne fut pas sans entraîner des écritures, que Davy traita selon les usages du commerce. Il tint deux registres, mentionnant, sur la page *Avoir*, les émoluments des fonctionnaires et agents, sur la page *Doit*, les versements à eux faits,

(1) Dossiers classés au Ministère de la guerre.

(2) *Ibid.*

à quelque titre que ce fût. Comme pièces annexes, il conserva les reçus signés par les intéressés. Ces reçus, copies des registres, indiquaient le détail des comptes, les avances elles-mêmes faites par suite des repas pris en commun à la délégation.

Voici, à titre d'exemple, un extrait des feuillets 21 et 22 de l'un des registres (1).

<i>Doit</i> Gastocloux.			<i>Gastocloux Avoir.</i>	
1871 avril 17.	M. R. espèces	} 167 fr.	1871. 20 jours de	
	à compte .		travail en	
— mai 4.	pour solde fin		avril. . .	167 fr.
	avril. . .	117		
1871 mai 4.	M. R. espèces			
	à compte .	5		
— mai 11.	espèces à			
	compte . .	70		

Je reproduis également ce reçu :

Coppens-Appointements par an	4.000 fr.
<i>Avoir</i> : 16 jours en avril	177,60
<i>Doit</i> : 3 repas du 20 au 25	19,50
— 4 repas du 26 au 30	10,40
	} 29,90
Reste à payer pour solde fin avril	147,70

Pour acquit : L. COPPENS.

Il convient enfin de citer, auprès des membres du cabinet et des fonctionnaires de la délégation, deux hommes qui, avant d'être magistrats de la Commune, furent, au même titre que Dessesquelle et Bricon, les délégués de Protot à l'instruction et ses collaborateurs immédiats : Coppens, Moiré.

Coppens (Laurent-Auguste), baron de Northland, était né à Paris le 3 mai 1806 de parents belges (2). Le baron avait eu une existence tourmentée. Riche bourgeois, propriétaire d'un hôtel à Paris, d'une maison de campagne à Ville-

(1) *Documents inédits*, extraits des dossiers de Gastocloux et de Coppens, Ministère de la guerre.

(2) En mars 1871, il demeurait à Paris, 10 rue Germain Pilon. — Il avait épousé en premières noces M^{lle} Stéphanie Arnould de Joyeuse, puis M^{lle} Henriette Coomans.

d'Avray, il s'était ruiné peu à peu, par suite des événements de 1848, puis de malheureuses entreprises financières. La seconde République avait fait de lui, pour quelques mois, un préfet de la Corrèze. De cette époque dataient ses relations avec les chefs du parti républicain. Il recevait chez lui Victor Hugo et Ledru-Rollin, Cavaignac et Louis Blanc. L'Empire survenu, il s'était rapproché des révolutionnaires. Il avait fait partie de sociétés secrètes et s'était à plusieurs reprises gravement compromis. En 1866, il avait assisté au congrès de Genève. Là il avait fait la connaissance de Protot.

Dans les premiers jours d'avril 1871, un incident, les mettant en présence de nouveau, attira sur Coppens l'attention du délégué. L'ancien préfet l'a raconté dans un mémoire pittoresque, qui jette quelque lueur sur les mœurs politiques de l'époque (1) :

Un excellent ami, M. de L., avec lequel je devais quitter Paris dans le mois d'avril ou de mai, me fit part de l'arrestation du curé de Plaisance, M. l'abbé Blondeau, et me demanda si je ne pouvais obtenir son élargissement. J'avais connu Ch. Beslay en 1848 et 1851, et je m'adressai à lui. La réponse fut tout (à fait) favorable, et promesse formelle me fut donnée. Mais sa réalisation ne dépendait pas de Beslay et on ne réalisa point. D'autres personnes me sollicitaient de les appuyer auprès de Protot que j'avais rencontré à Genève lors du congrès de l'Internationale. — Alors son opposition à cette société était formelle, à tel point qu'il représentait, pour m'exprimer en deux mots, le parti politique contre le parti socialiste ; Protot comme moi avait été repoussé de la commission socialiste...

La défense de ses propres intérêts (un procès en cours) déterminait aussi Coppens à solliciter l'intervention du délégué.

Pour ces motifs, j'écrivis d'abord plusieurs lettres à Protot. Ne recevant pas de réponse ni pour mes recommandés ni pour moi, je me décidai vers le 45 avril à aller place Vendôme. Protot me reçut en ancienne connaissance de Genève et me demanda pour-

(1) Document inédit. (Dossier de Coppens. Ministère de la guerre.)

quoi je n'étais pas avec lui. Je lui répondis que si mes convictions républicaines ne pouvaient être contestées, il n'en était pas de même de mes idées sociales, qui, en admettant le progrès indéfini, ne l'admettent que progressif ; que le socialisme était pour moi un mythe, un rêve et non un principe ; que la Commune était un mot malheureux, rappelant de douloureux souvenirs, que je l'admettais comme municipalité seulement ; que je ne serais jamais fédératif, que le souvenir de la Convention était trop présent à mon esprit ; et que par conséquent je ne pouvais servir la Commune. Protot me promit ce que je lui demandais et pour moi et pour mes protégés. Il me dit qu'il faisait son affaire de l'abbé Blondeau, ce qu'il avait dit à Ch. Beslay lui-même. Puis il ajouta : Nos prisons regorgent. Voulez-vous y aller en qualité de juge d'instruction ? Je lui répondis : Je ne veux en aucun cas de mission, de nomination officielle, mais si vous voulez officieusement, *vous Protot*, me déléguer sans caractère public, j'accepte. — Eh bien, pour moi vous serez mon secrétaire général, et je vous délègue. Cela fut fait ainsi, et ce titre fut tellement officieux que vers le même moment la nomination du secrétaire général parut au *Moniteur (sic)*. — Et ce n'était pas moi... (1)

A défaut du titre de secrétaire général, échu à Dessesquelle, Coppens marqua le caractère de son mandat en faisant suivre du mot *délégué* sa qualité de juge d'instruction. Nuances de mots. Plus encore différence dans les attributions, qu'il s'imposa et que par la suite il observa rigoureusement. Contrairement à Dessesquelle, à Bricon, il ne s'efforça point d'étendre ses fonctions judiciaires, d'user dans leur intégralité de celles-là mêmes qui sont dévolues aux magistrats instructeurs. Il se borna, muni d'un laissez-passer délivré par Protot, à visiter les détenus, et à provoquer la libération d'un certain nombre d'entre eux. D'autres prisonniers, — le

(1) Protot n'avait pas conservé le même souvenir des circonstances ayant entraîné la désignation de Coppens. « Déjà d'un certain âge, républicain de 1848, me racontait-il, Coppens était un magistrat de valeur, mais d'un dévouement excessif et d'une trop grande bonté. Il vint me trouver un jour pour se mettre à la disposition de la Commune. Je lui fis vainement observer les dangers auxquels il s'exposait, notre peu de chance de succès. Il n'en persista pas moins à revendiquer les périlleuses fonctions de juge d'instruction de notre gouvernement. » Le récit de Coppens paraît plus exact, corroboré par le rôle que joua ce magistrat pendant la Commune.

directeur du dépôt Coré (1), — lui durent un adoucissement de leur régime, obtinrent l'autorisation de communiquer avec leurs familles (2).

Cette tâche, il l'entreprit plus tôt qu'il ne devait l'indiquer dans son mémoire. Plusieurs ordres de mises en liberté ont été revêtus de sa signature le 9 avril.

Dans les premiers temps, il ne se rendait aux prisons qu'« accompagné, sans doute comme surveillance, d'une personne de la délégation de la justice ». De Dessesquelle apparemment. Plus tard, « on le laissa agir seul ». — Tant que dura cependant son mandat, il tint le délégué ou son secrétaire général au courant de la situation, leur envoyant des listes, proposant des mises en liberté.

Il expédiait les lettres suivantes, munies de son timbre de juge d'instruction, et revêtues en marge, place Vendôme, d'une annotation favorable (3).

Paris, le 12 mai 1871. — Citoyen délégué au département de la justice.

Le citoyen V., d'origine belge, est réclamé par la légation de son pays. Notre devoir est de le livrer immédiatement à son pays. Veuillez avoir l'obligeance de *donner les ordres nécessaires à cet effet*. — Salut fraternel.

Le juge d'instruction délégué, L. COPPENS.

Paris, le 15 mai 1871. — Au citoyen délégué au département de la justice.

Citoyen. — Après informations prises, il ne nous paraît pas utile de prolonger la détention du nommé Lebas. La demande du citoyen commissaire Morterol nous semble de nature à être prise

(1) « Lever le secret pour le citoyen Coré (Pierre-Edmond). — Fait à Paris, Mazas, le 5 mai 1871. — Le juge d'instruction délégué, — L. Coppens. » (*Document inédit*, classé au ministère de la guerre.)

(2) Le seul reproche adressé à Coppens lors des poursuites exercées contre lui fut d'avoir « maintenu » plusieurs des détenus qu'il avait interrogés. Il l'avoua, en ce qui concerne « deux personnes de la police secrète : L'une, un agent de M. Lagrange, un sieur D., qui pendant deux ans... avait été chargé de le surveiller, et un sieur G., qui avait fait partie des *Amis de la Constitution*, lequel avait été envoyé avec son ami Henry Martin à Londres pour porter une adresse à Kossuth... » (*Mémoire inédit*, indiqué ci-dessus).

(3) *Documents inédits*, extraits du dossier concernant Coppens.

en considération et *nous vous prions d'accorder la liberté.* — Salut fraternel.

Le juge d'instruction délégué, L. COPPENS.

Paris, ce 17 mai 1871. — Citoyen Desesquels (*sic*), secrétaire général à la justice.

Cher citoyen. — J'ai sous la main cinq individus accusés d'avoir tiré des coups de fusil. Je n'ai aucune preuve, aucun commencement de preuve, aucune pièce qui puisse me servir dans cette affaire. J'ai écrit au parquet. On m'a fait répondre que l'on a les noms, mais aucun *papier* relatif aux prévenus. Je vous confirme donc ma lettre de ce matin et j'insiste sur l'urgence des ordres que vous avez à donner pour régulariser cette situation véritablement anormale. — Salut fraternel.

L. COPPENS.

Le 15 mai, par l'intermédiaire de Dessesquelle, il soumettait au délégué, en vue de mesures d'élargissement, des listes d'inculpés détenus à Mazas, au Dépôt, à Saint-Lazare. Quelques-uns arrêtés avant le 18 mars. D'autres, sous la Commune. Au hasard, je note : B., arrêté le 17 février « pour vol d'un gigot qu'il n'a pas mangé » ; M., « s'est constitué prisonnier le 13 mars pour trouver gîte » ; P., « arrêté le 8 mai pour avoir emporté sur l'ordre du curé une statuette en plâtre de saint Vincent de Paul » ; D^{le} B., « arrêtée pour jeu le 15 avril 1871 » ; B., P., « anciens militaires arrêtés le 28 avril pour détournement de vivres à la distribution ».

En tout, 80 écrous levés. Au nombre des détenus qu'ils concernaient, l'abbé Blondeau, libéré le 5 mai (1).

Coppens cependant ne tarda pas à rencontrer de grandes difficultés dans l'accomplissement de sa tâche. Devenu procureur de la Commune, Raoul Rigault exerçait sur les prisons un contrôle de plus en plus sévère. « Soit mécontentement de mes libérations, devait indiquer le collaborateur de Protot, soit qu'on voulût, ce qui me semble aussi résulter des faits, diviser la justice en justice politique et justice civile, on m'enleva tout droit de mise en liberté, et je renvoyai im-

(1) « Autorisation au directeur de la prison de Mazas de mettre en liberté le citoyen Blondeau, écroué le 13 avril 1871. — Fait à Mazas le 5 mai 1871. — Le juge d'instruction délégué, L. Coppens (*Document inédit.*)

médiatement tous les dossiers politiques, mettant ordre dans les autres pour me retirer. — Cependant Protot m'avait dit que je n'avais qu'à lui adresser mes mises en liberté et qu'il les ferait exécuter. Cela fut fait plusieurs fois. Aussi je continuai ma besogne officieuse. Mais un jour la signature de Protot au bas de la mise en liberté d'un sieur Lebas fut protestée. M. Raoul Rigault défendit d'y faire droit. Immédiatement je quittai la place... »

Coppens quitta la place. Seulement, ce fut avec la Commune elle-même. Une pièce signée de lui atteste que le 20 mai il continuait à remplir, au nom de Protot, les fonctions de juge d'instruction délégué.

Semblable mission échet à Moiré (Frédéric-Joseph) vers le début du mois d'avril. *Le 6 avril*, rappela l'arrêté du 7 mai qui, régularisant les pouvoirs du magistrat, l'élevait au grade de juge d'instruction près les tribunaux criminels de la Commune.

Jusqu'à cette promotion, il se contenta d'un rôle officieux. Rôle complexe, qu'il est assez difficile de préciser selon les principes généralement admis.

Maître Jacques d'une administration confuse, Moiré fut de bonne heure l'un des collaborateurs de Protot. Il toucha, sans que mention fût faite de sa qualité exacte, son traitement *intégral* du mois d'avril, — plus élevé que celui de Coppens, — soit 416 fr. 65 (1). Charles Da Costa se souvenait de l'avoir vu dès la première semaine travaillant à la Chancellerie dans un des cabinets du rez-de-chaussée, ouvrant et classant la correspondance de la délégation.

A partir du 6, une décision de Protot le spécialisa dans l'étude des affaires criminelles. *Pour le membre de la Commune, délégué à la justice*, il répondit, sous le titre de juge

(1) Moiré. — Appointements par an	5.000 fr.
Avoir son mois d'avril.	416,65
Doit espèces à compte le 17.	100
le 24	50
le 2 mai.	100
	250
Reste à payer pour solde fin avril.	166,65

Pour acquit : MOIRÉ.

(Document inédit. — Dossier concernant Moiré. Ministère de la guerre.)

d'instruction, à des suppliques concernant certains détenus, il étudia leur cas particulier. Lorsque M^{me} Blanchecotte intervint auprès de Protot en faveur de l'aumônier d'une clinique, ce fut Moiré qui, le 24 avril, sur papier du Ministère, l'avisa que « l'affaire était en voie d'instruction », et « qu'il serait fait droit à sa réclamation si elle était marquée au coin de la justice ». Lui donnant, vers le même moment, « la plus grande marque de confiance », il lui remit « un laissez-passer pour arriver à la délégation de justice ». Le 25 avril, il fit mieux. Il annonça à M^{me} Blanchecotte la prochaine libération de son protégé. — A nos yeux, la lettre présente un autre intérêt. Elle fournit une indication utile sur l'objet principal de la mission de Moiré. « Je compte aller à Mazas dans la soirée, concluait-il, et je vous donne dès maintenant l'assurance que le citoyen... *fera partie* de ceux que je mettrai en liberté (1). »

Ainsi, visitant, au cours de ses déplacements quotidiens, les maisons de détention, le Dépôt surtout où il avait alors établi son quartier général, il assurait, comme Coppens, l'exécution du mandat de contrôle donné par la Commune au délégué.

Cependant, de son collègue il ne partageait pas les scrupules. Loin de souhaiter une délimitation de ses pouvoirs, il était tout disposé à accepter de la Commune, avec une responsabilité certaine, les attributions plus larges qui pour lui découleraient de l'arrêté du 7 mai. En avril déjà, son activité s'était trahie. Jourde l'avait, à partir du 13, détaché pour quelques jours à la Caisse des dépôts et consignations en qualité de directeur, avec Jacques Martial pour secrétaire. Place Vendôme, il ne se résignait pas davantage à borner ses soins au seul examen des procédures criminelles. Il jouissait d'ailleurs, auprès du délégué, d'un incontestable crédit. Sur le dossier d'un candidat, il écrivait, au crayon, ces mots impératifs : « *A nommer juge de paix. — Moiré (2).* »

(1) M^{me} A. M. Blanchecotte, *Tablettes d'une femme pendant la Commune*, p. 96, 104, 112 .

(2) Dossier concernant Vernet, juge de paix de la Commune. Ministère de la guerre. — J'ai d'autre part utilisé, en ce qui regarde le rôle de

Augmenté des gardes et des marins, tout ce personnel, membres du cabinet, juges d'instruction délégués, employés, *officieux*, était assez nombreux pour donner à la délégation l'apparence d'un bruyant ministère.

Seuls en principe Protot et Dessesquelle couchaient là, le membre de la Commune dans l'appartement du garde des sceaux, au premier étage, son collaborateur dans celui du secrétaire général. Rarement d'autres, à moins d'être contraints par une circonstance spéciale. Bricon parfois. Précédés de leurs meubles, les parents de Dessesquelle y passèrent une nuit, celle du 21 au 22 mai. Le secrétaire général s'était montré bon fils. Il avait envoyé à Neuilly son collègue Bricon, muni d'un laissez-passer de Dombrowski, et, prévenu des effets du bombardement, assuré aux siens un refuge provisoire.

Le délégué travaillait de préférence dans une pièce faisant partie de son appartement, rédigeait là ses lettres, y préparait ses projets de décret ou d'arrêté. A d'autres moments, aux heures de bureau et de réception, il descendait, rejoignait ses collaborateurs.

Ceux-ci se tenaient au rez-de-chaussée, dans l'hôtel, entre cour et jardin, affecté à l'entourage du garde des sceaux.

L'antichambre, encombrée de gardes nationaux sous le gouvernement du Comité central, avait été peu à peu remise en état, vidée de ses journaux comme des derniers vestiges du casernement. Symptôme suprême, le bureau des huissiers et les chaises des solliciteurs avaient repris leur place normale... Seuls manquaient les huissiers, que remplaçait, au gré des bonnes volontés, quelque garde ou quelque marin, un homme de service du précédent régime, ou, ne rougissant pas d'introduire les visiteurs, un ami du délégué.

La première pièce, à laquelle, par un couloir de dégagement, donne accès l'antichambre, servait de salon d'attente. Ainsi qu'aux plus beaux jours de l'Empire, comme, de notre temps, à la veille d'un grand mouvement judiciaire, la salle

Moiré, les dossiers des poursuites exercées contre ce dernier, conservés aux mêmes archives.

était pleine de solliciteurs. Le même décor, et les solennels portraits du chancelier de L'Hospital, de Molé, de d'Aguesseau. Mais des visiteurs différents, officiers et fédérés en leur rude tenue de campagne, quelques civils, hommes et femmes du peuple, petits commerçants, bourgeois, tous silencieux, raidis par le cadre et l'inquiétude de l'attente. Au milieu de cette foule, un *officieux* distribuait des numéros d'ordre écrits à la plume. Les femmes bénéficiaient d'un tour de faveur, les porteurs aussi de laissez-passer.

À gauche de ce salon, la bibliothèque, dite *salle des sceaux*, parce qu'elle contient, dans une vitrine, la collection des sceaux de France. Une pièce imposante, aux lambris dorés, avec quatre portes-fenêtres s'ouvrant sur le jardin.

L'ancien cabinet du ministre de la justice.

Le cabinet où successivement avaient siégé le baron Pasquier et le comte Portalis, à cette époque où la Chancellerie avait, pour la Fête-Dieu, son reposoir. Teste, — dix ans après condamné, pour corruption, par la cour des Pairs, — et Martin du Nord, les ministres de la monarchie bourgeoise consacrant leurs efforts à développer l'activité économique du pays. Crémieux, chancelier des lendemains de révolution, le 24 février 1848 comme le 4 septembre 1870, et Baroche, garde des sceaux de six années du régime impérial.

Dans cette pièce, à son tour, le ministre de la Commune donna ses audiences.

Cependant, comme il s'y tenait rarement, il en partageait l'usage avec ses secrétaires. Deux ou trois tables étaient disséminées, qui servaient surtout à Dessesquelle, à Bricon, à Charles Da Costa, le surplus des employés de la délégation étant installé dans les salles voisines. Le grand bureau de Boulle demeurait, par esprit de tradition, réservé au ministre. Mais Protot ne s'y asseyait pas volontiers. Au cours des mois précédents, il avait à sa rudesse paysanne joint la liberté d'allure d'un militaire faubourien, et généralement il accueillait debout, le képi sur la tête, ses visiteurs.

C'est dans ce cadre qu'il convient de s'imaginer, sous la Commune, Eugène Protot. La pièce tenait du corps de garde autant que du cabinet ministériel. Sièges et plancher étaient,

comme les tables, jonchés de dossiers épars, de feuilles volantes, de journaux dont parfois s'emparait un secrétaire. Sur un fauteuil, il y avait une couverture. Sur quelque meuble, le livre de chevet du délégué, sa grammaire arabe. En un coin, ramenée là vers les derniers jours, la statue fusillée de Henri IV. Et si l'on ouvrait une des armoires du cabinet, ce n'était point pour y ranger des codes, mais pour y ramasser des engins (1).

Devant sa table, plus souvent encore adossé à la cheminée, Protot recevait. Il était revêtu de son uniforme de commandant, bottes molles, culotte à large bande rouge, vareuse qu'avaient râpée les semaines du plateau d'Avron, képi de garde national orné des trois galons. Entre deux audiences, il parlait et plaisantait avec ses collaborateurs. Avec Dessesquelle, qu'il tutoyait, le « gros roux, frisé et bon vivant » qu'avait aperçu Guasco. — *Eh bien, grand juge*, lui disait, en souriant, l'un des secrétaires devant Edmond Rousse...

Parfois les solliciteurs étaient admis par groupe. Ils se bornaient à exposer leurs désirs aux membres du cabinet où attendaient, sur le seuil, que le délégué fût libre. On venait pour obtenir l'élargissement d'un parent, d'un ami, pour avoir un permis de communiquer. Pour protester contre une décision de justice ou dénoncer un officier ministériel. Pour solliciter de Protot l'une des faveurs dont il disposait, naturalisation, dispense en vue d'un mariage, intervention d'un huissier de la Commune. Pour poser sa candidature à un emploi.

Le souvenir de quelques démarches caractéristiques nous a été transmis.

(1) Protot et Vuillaume ne se souvenaient point que des engins eussent été transportés pendant la Commune au Ministère de la justice pour sa défense. Le fait est cependant certain. Plusieurs employés de la Chancellerie me l'avaient attesté. Deux documents, jusqu'à ce jour inédits, lèvent les derniers doutes. Une note signée, le 6 mai, par Dessesquelle, réquisitionnant un certain nombre de voitures pour le transport de bombes et autres engins de guerre. (Dossier concernant Dessesquelle, classé au Ministère de la guerre.) La déposition suivante d'Aubin Dechambre devant un officier rapporteur près le 4^e conseil de guerre : « Ce matin (29 mai), je suis entré dans le cabinet de M. le garde des sceaux... En ouvrant l'une des armoires placées près de son bureau, j'ai trouvé des engins en fonte et en fer blanc destinés à servir de projectiles, que j'ai déposés sur la table. » (Dossier concernant Voncken, Moiré, etc., *ibid.*)

Le 16 avril, le délégué reçut M^e Rousse, bâtonnier de l'Ordre des avocats, intervenant en faveur de son confrère Chaudey, arrêté trois jours auparavant. Guasco, après avoir assisté à plusieurs audiences, l'entretint, le 19, du président Bonjean. Le lendemain, introduit par Vuillaume, de nouveau M^e Rousse survint, réclamant le permis de communiquer qui lui avait été antérieurement promis. Comme il pénétrait dans la salle, une femme en sortait, la dame B., qui avait porté plainte contre un notaire, M^e Demanche. Voici en quels termes Protot m'a raconté l'incident.

J'ai également donné audience à une pauvre femme dont la triste histoire m'a permis d'apprécier la bonté de mes marins. Ceux-ci l'avaient trouvée sur les berges de la Seine, au moment où elle allait se jeter à l'eau avec son enfant. Les marins l'arrêtaient à temps et me l'amènèrent. Je l'interrogeai moi-même. Elle me dit qu'elle était la victime d'un notaire, qui la laissait dans le dénuement, se refusant à lui rendre de l'argent qui lui appartenait. Je convoquai le notaire et lui demandai des explications. Il me déclara qu'il agissait d'après des instructions reçues de Versailles. Je lui répondis qu'il n'avait pas le droit de laisser mourir de faim cette malheureuse et lui délivrai un sauf-conduit pour Versailles, afin qu'il pût donner satisfaction à sa cliente. Le notaire *se soumit*, et après son retour de Versailles *je le fis relâcher*. Pris de pitié pour cette femme, marins et gardes nationaux lui avaient, au Ministère, offert à manger.

Une tentative de suicide, l'humanité des gardes, la cruelle indifférence de l'officier public, tout un drame singulièrement typique, dont le sombre dessin se teinte de romanesque. Le mélodrame populaire, avec ses éléments propres, le traître et le héros, mort et résurrection. Mais l'historien, dont le rôle est ingrat, doit écarter le voile de la légende et, s'il accepte le pittoresque, le remettre à sa place. L'anecdote ainsi ne perdra point sa valeur. Elle a le mérite de révéler son époque, faite de générosité comme d'éternels soupçons. Seulement, j'aurai, dans un autre chapitre, consacré aux officiers ministériels, à rétablir la plus banale vérité. Il me suffira d'indiquer ici qu'après la dame B., M^e Demanche fut effectivement reçu par le délégué à la justice. Son attitude était irréprochable,

mais hasardeuses les négociations qu'il promet de tenter à Versailles. Il échoua. Par ordre de Protot, il fut alors, dès son retour, écroué, pour n'être libéré qu'après une semaine de détention. Je dirai comment.

Le 25, le 27 avril, autres démarches concernant les détenus. Pour une femme cette fois, victime de son nom, M^{lle} Darboy, sœur de l'archevêque de Paris. Ce fut un agent d'affaires, Etienne Plou, avocat conseil du prélat, qui se présenta. Le second jour, l'entrevue eut lieu en présence du magistrat chargé de l'instruction, de Moiré. Initiative au surplus couronnée de succès. Plou obtint l'autorisation de communiquer avec sa cliente, qui fut mise en liberté le soir même.

Quelques jours après, le lundi 1^{er} mai, M^e Sebert, président de la chambre des notaires, se faisait annoncer. Il avait été, la veille, convoqué d'urgence par lettre signée du secrétaire général Dessesquelle. Protot le reçut, lui signifia sa décision. Les notaires devraient, s'ils voulaient éviter « une mesure grave », se conformer aux stipulations d'un arrêté en date du 24 avril. Le délégué chargeait M^e Sebert de notifier cette mise en demeure à ses confrères.

Et plus tard ce fut à un représentant du *Times* que Protot donna audience. Il venait l'interviewer au sujet des incidents de Picpus et de Saint-Laurent. Vers la même époque, les abbés Delmas et Féron sollicitèrent de lui des permis, intervinrent en faveur de l'archevêque.

Réceptions et correspondance achevées, au retour de l'Hôtel de ville ou après un transport, le ministre retrouvait ses collaborateurs dans l'intimité du premier étage. L'heure des repas les groupait presque tous, et avec eux des amis du dehors. On mettait le couvert dans une salle à manger donnant sur la place Vendôme, au-dessus du portail, et à ce moment décorée d'un tableau de Daubigny, *la Moisson*. Au centre de la grande table, Protot présidait, abandonnant sa réserve officielle, à la fois malicieux et familier. Près de lui s'asseyaient membres du cabinet et employés de la délégation, Edmond Dessesquelle, Bricon, Sornet, Charles Da Costa, Coppens, Gasteloux, des camarades aussi, magistrats

de la Commune comme Benjamin Sachs, journalistes comme les rédacteurs du *Père Duchêne*, Humbert, Maxime Vuillaume, Vermesch, officiers de la garde nationale ou simples fédérés. Les menus ne sont point parvenus jusqu'à nous. Faible perte pour notre curiosité narquoise. Si d'autres dignitaires de la Commune, Assi, Eudes, Raoul Rigault, célébrèrent par des agapes la conquête du pouvoir, les membres de la délégation de justice maintinrent la simplicité ascétique de leurs mœurs. Un employé se rendait le matin aux halles pour acheter les provisions. A la fin du repas, la dépense, qu'augmentait parfois la présence d'invités, était répartie entre les habitués de la maison. Et Gastecloux, le caissier, faisant le tour de la table, recueillait l'argent, à moins qu'il ne portât la somme en débit sur ses registres. 2 fr. 60, en moyenne, par repas du 20 au 25 avril, et 6 fr. 50 du 26 au 30 ! Le seul luxe, c'était l'usage de l'argenterie du Ministère, aux armes fleurdelisées (1).

Généralement le déjeuner était suivi d'une douce flânerie sur le balcon.

A la vue des convives s'offrait la place Vendôme.

La place deux fois centenaire, toute revêtue encore de sa parure monarchique, des symétriques façades ornées par Mansard de pilastres corinthiens. Seule en avait disparu la statue équestre de Louis XIV, qu'abattit la Révolution en un geste qui devait faire école. Mais sur son emplacement s'était dressée la colonne impériale, des victoires de la grande armée faisant surgir Napoléon.

Cette place, avec son aristocratique allure, avait, jusqu'au

(1) En ce qui concerne la vie au Ministère de la justice sous l'administration de Protot, et en particulier les réceptions du délégué, j'ai utilisé des renseignements qu'ont bien voulu me fournir Protot, Charles Da Costa, Vuillaume, Aubin Dechambre, M^r Raoul Demanche, successeur du notaire écroué pendant la Commune, les registres des *Délibérations et arrêtés* conservés à la Chambre des notaires, les dossiers concernant Protot, Moiré, Dessésquelle, Gastecloux, classés au Ministère de la guerre, etc. — Voir aussi Guasco, *op. cit.*, p. 39 et s., Ernest Daudet, *l'Agonie de la Commune*, p. 49, Edmond Rousse, *Lettres à un ami*, t. II, p. 284 et s., 291 et s., Vuillaume, *Mes cahiers rouges*, p. 190-191, 268 et s., abbé Delmas, *la Terreur et l'Eglise en 1871*, p. 57, un article de *l'Echo du soir* (26 avril 1871) relatant l'entrevue du délégué et du bâtonnier, une lettre adressée le 3 juin par Plou au rédacteur en chef de la *Liberté* et publiée par l'abbé Amodru, *la Roquette*, p. 8, en note.

18 mars, conservé le dernier nom à elle légué par l'ancien régime. Née place des Conquêtes, devenue place Louis-le-Grand, puis place des Piques, elle était restée la place Vendôme, le centre du luxe et de l'élégance.

Subitement, il semblait que d'un seul coup de sa baguette rouge, la Commune eût changé tout cela.

Le nom d'abord. Imprégnée de blanquisme, la délégation de justice, ressuscitant l'appellation révolutionnaire, édictait de la *place des Piques* ses décisions. Le *Cri du Peuple* (numéro du 14 mai) suggérait un autre vocable, celui de la *Fraternité*. Après le 16 mai, le gouvernement communal lui-même, débaptisant la place amputée de sa colonne, allait officiellement la nommer *place Internationale* (1).

Tout autant s'était transformé son aspect, sous le choc violent de la révolution populaire. Du balcon, les amis de Protot en contemplaient la trouble agitation, faite de fièvre et de nonchalance à la fois. Un camp retranché s'était établi entre les patriciennes demeures. On avait dé pavé la place et construit de fortes barricades qui en défendaient l'accès, vers la rue de la Paix, vers la rue de Castiglione. D'étroits passages aux extrémités, surveillés par des sentinelles, et aux embrasures, des canons. Dans le vaste quadrilatère bivouaquaient les défenseurs de la Commune, gardes nationaux, marins et artilleurs fédérés, fantassins et artilleurs de l'armée ralliés à l'Hôtel de ville. L'oisiveté d'un poste, sans l'angoissante proximité du front. Les hommes avaient édifié çà et là de petites tentes qu'avait souillées l'usage. De la paille en sortait, se répandant sur le sol. Les fusils reposaient en faisceaux, et sur des pains embrochés dormait un drapeau rouge. Il y avait là des voitures chargées de victuailles, des cuisines en plein vent, des tables couvertes, comme le télescope lui-même demeuré sur place, de pains, de charcuterie, de brocs d'eau-de-vie et de café. Quelques fédérés, désœuvrés, jouaient aux cartes ou bavaraient.

(1) Le gouvernement de l'Hôtel de ville cédait à la tentation des nouveaux régimes. Il marqua de son empreinte un certain nombre de voies parisiennes. La rue de Morny du second Empire, transformée depuis le 4 septembre en rue Mac-Mahon, s'appela rue de la Commune. La rue Bonaparte devint la rue du 31-octobre. La place d'Italie devint la place Duval.

daient. D'autres sommeillaient, couchés parmi les détritns.

Cependant deux hommes, juchés sur le piédestal de la colonne, aux aigles cravatées d'immortelles, poussaient et tiraient la scie grinçante, et du fût lentement entamé s'envolait un léger nuage de poussière. Près de l'empereur deux drapeaux rouges claquaient au vent.

Parfois un incident éveillait l'attention. Le cortège funèbre se préparait, de combattants morts pour la Commune. Une estafette se hâtait, sortant de l'Hôtel de l'état-major ou de la Chancellerie. Des fédérés en groupe se faisaient photographier devant une barricade. A un ami introduit sur la place, des gardes montraient les moyens de défense, les singuliers matelas bourrés de cailloux que serraient étroitement des cordages goudronnés. Ou bien encore une arrestation opérée aux alentours, le suspect conduit vers le Ministère. Ce fut à l'issue d'un déjeuner que Bricon, abandonnant son cigare, interrogea l'abbé Vautier.

Le balcon acquit, le mardi 16 mai, une valeur particulière. Après plusieurs attermoiements, cette date avait été fixée pour la chute de la colonne.

Jour de fête communale, célébrée solennellement. Invitée par le *Journal officiel* pour deux heures, la population s'était dès midi présentée dans les rues adjacentes. Mais elle avait dû s'arrêter derrière les barricades, s'enflant jusqu'au nouvel Opéra, jusqu'aux Tuileries, et seuls étaient passés les privilégiés du régime, porteurs du coupe-file qu'ornaient une pique et son bonnet phrygien.

Peu à peu les fenêtres de la place s'étaient garnies de spectateurs. Sur le balcon du Ministère, transformé en loge officielle, les invités de Protot se pressaient. Les hôtes de chaque jour, avec Vermesch et Vuillaume, des membres de la Commune, d'autres amis et leurs amis, et des femmes qui, en communion d'âmes ou par mode, avaient sur elles drapé des ceintures rouges.

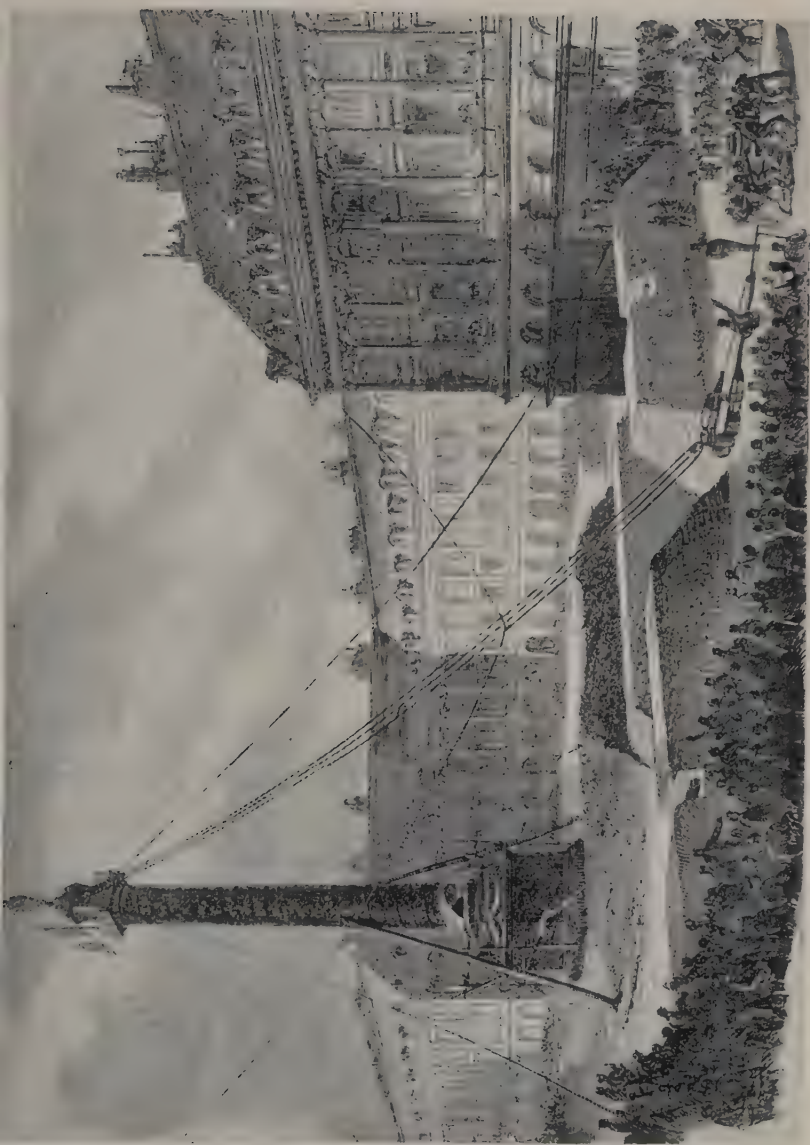
Sous leurs yeux se préparait l'étrange spectacle, en pleine lumière, parmi les cris. Un soleil éblouissant auréolait le César. Près du piédestal stationnait le commandant d'un corps franc, tout de rouge habillé. Puis des uniformes

mêlés, rehaussés de force galons, et l'éclat de sabres fraîchement fourbis. Devant la Chancellerie, devant l'Hôtel de l'état-major, les cuivres étincelants de deux musiques, appartenant aux 172^e et 190^e bataillons. Des chemises rouges. Des insignes maçonniques. La sévère tenue de quelques invalides qu'un ironique hasard avait conduits jusqu'à la colonne. Des écharpes rouges ; et la rosette rouge, à frange d'or, qui distinguait les représentants de la Commune. Ferré, debout sur le seuil du Ministère, prêt à rejoindre ses amis ; Miot, Tridon, Glais-Bizoin, grandi d'un chapeau haut de forme dont se rebroussait le poil, Félix Pyat revêtu, en homme fatal, d'un accoutrement noir et romantique.

Dans les groupes, on riait. L'on commentait les derniers préparatifs de l'exécution. Etendu jusqu'à la rue de la Paix, un lit de fascines et de paille avait été préparé pour recevoir le gigantesque cadavre, et les habitants avaient collé des bandes de papier en croix sur les vitres de leurs maisons. Un ingénieur attendait que les ouvriers, dissimulés par des échafaudages et des toiles, eussent achevé leur mortelle entaille.

Il y eut à trois heures et demie un frémissement dans la foule. L'une des musiques jouait la *Marseillaise*. Un officier de la garde nationale, le commandant de la place Simon Mayer, apparut sur la plate-forme dominant la colonne. Il retira les drapeaux rouges auxquels il substitua un drapeau tricolore, condamné comme le monument, et il prononça des mots que la brise emporta. De confiance, sur le balcon, le délégué à la justice donna le signal des applaudissements. Puis il fit un geste.

Le *Chant du départ*, jailli de l'autre musique. Un appel de clairons. Les toiles glissant des échafaudages, avec le bruit confus de rideaux qui au théâtre s'entr'ouvrent, tandis qu'en hâte les gardes nationaux faisaient évacuer la partie menacée de la place. L'angoisse de l'instant arrivé, de l'écroulement qui allait se produire. Et voici que, fixés au sommet de la colonne sous l'action d'un cabestan se raidirent les cordages. Mais seulement un choc bref. Le murmure aussi du désappointement des spectateurs. Le cabestan venait de se briser.



DÉMOLITION DE LA COLONNE VENDÔME

Une heure encore d'attente. Quelques ouvriers étaient allés chercher un nouveau treuil, tandis que leurs camarades, remontés sur le piédestal, à coups de pioche approfondissaient la brèche. Les fenêtres du Ministère s'étaient dégarnies, et les invités, commentant l'incident, se rafraîchissaient dans les salons, à l'entrée même de l'hôtel. Place Vendôme, en dépit des rires provoqués par les journaux du soir, de main en main passés, qui contaient la chute du monument, malgré les flonflons des musiques, grandissait une impatience soupçonneuse. Scandant le mot, les plus hardis criaient : « La colonne, la colonne... »

A cinq heures et demie retentit à nouveau la *Marseillaise*, puis le chant du clairon. Les ouvriers avaient quitté leurs échafaudages. Sur le balcon, Protot et ses amis réapparurent. Tous les regards se fixèrent sur les câbles tendus à nouveau, vers l'homme de bronze à l'immobile visage. Alors, un chancellement qui hésite, et la grande ombre qui se penche. L'éclair rapide d'un colosse se brisant en trois. Un sourd grondement. Dans un nuage de poussière, sur la litière projetée de toutes parts, la colonne Vendôme s'était abattue.

Devant le socle mutilé, maintenant fleuri d'un drapeau rouge, se déroulait la fin de la cérémonie, que l'on avait réglée selon l'usage. Vers récités et discours moulus. — Mais l'attention n'était plus de ce côté. La foule, rompant le cordon des sentinelles, du balcon les hôtes de la Chancellerie contemplaient les débris du trophée. Des morceaux de la colonne s'échappait, comme du sang, la pierre. L'empereur gisait sur le dos, appuyé aux dalles du trottoir, un bras séparé du tronc, et la tête, arrachée, avait roulé plus loin. La Victoire ailée avait disparu (1).

(1) Les débris de la colonne furent de suite la proie des collectionneurs. Le monument tombé, des spectateurs, parmi lesquels les employés, de nationalité anglaise, d'un marchand de thé établi au coin de la place Vendôme et de la rue de la Paix, escaladèrent les décombres et prirent quelques fragments. Cependant, à l'exception de la Victoire ailée, partie, semble-t-il, en Angleterre (collection constituée par Richard Wallace — *Illustration* du 20 et du 27 juin 1914) et de débris de peu d'importance, le bronze put être rapidement reconstitué. Au mois d'août 1871, le gouvernement recevait encore avis de l'ambassadeur de France à Londres qu'un détenteur de deux morceaux de la colonne était disposé à les céder

Lentement repoussés par des artilleurs à cheval, les spectateurs peu à peu évacuèrent la place. Et puis les retardataires, les personnages officiels, les invités du ministre s'entretenant de la journée, des lettres de menaces reçues par Courbet. — Après les heures de folie, la place Vendôme reprit sa physiologie de campement guerrier en un décor d'éternelle paix.

Comme toujours en France, des chansons prolongèrent l'événement. L'une d'elles, sur l'air de Fualdès, le célébrait par de médiocres calembours (1).

Il était une colonne,
Place Vendôme à Paris,
Ce bâtiment d'un grand prix
Ne faisait d'tort à personne,
Et pourtant l'peintre Courbet
Voulut le déboulonner.

.
Muni de son protocole,
Courbet va trouver Rigault.
Ce procureur des plus chauds,
Lui dit : Faut que Protot colle
Cette affiche-là, sans quoi
Ça ne serait pas une loi.

.
Et voilà comment, en tirant,
On abat tous les tyrans...

moyennant le prix de 200 fr. Ils avaient été vendus par le concierge d'un hôtel de la place Vendôme, le sieur D., de ce chef condamné le 25 juillet précédent par le tribunal correctionnel de la Seine à 10 jours d'emprisonnement. (*Renseignements inédits.*)

(1) Un grand nombre de gravures, de photographies, de caricatures commémorèrent aussi la chute de la colonne Vendôme. Le lecteur en trouvera des reproductions, dont certaines montrent la façade de la Chancellerie, dans l'ouvrage de Dubreuilh, p. 341, dans le recueil *Paris sous la Commune par un témoin fidèle, la photographie, passim*, dans celui publié par Dayot, p. 139, 279 à 283. Ce dernier ouvrage contient aussi, p. 284, le fac-similé de la carte qui donnait accès à la place. — Est-il besoin d'ajouter que la plupart des journaux révolutionnaires célébrèrent, après le *Journal officiel* du 17 mai, la chute du monument ? Le *Père Duchêne* (numéro du 29 floréal) cria « sa joie », et Rochefort tira sa dernière cartouche : « Nous ne pouvons qu'applaudir à la démolition de ce trophée, qui est aujourd'hui une insulte à nos misères. Franchement, ce serait trop de stoïcisme que de garder au milieu de nous l'image de Napoléon I^{er}, quand les généraux de Napoléon III nous bombardent. » (*Mot d'Ordre* du 17 mai.)

Pour examiner les actes et les projets de Protot, pour apprécier l'homme par l'œuvre, il est nécessaire de songer à ses origines, et aux influences qui contribuèrent à former son jugement. J'en ai dit le caractère complexe. Il explique que l'on s'y soit trompé si souvent, et que sur le délégué il ait été formulé tant d'opinions contradictoires.

Au lendemain d'une défaite nationale, après le coup de force du 18 mars, deux sentiments dominant en lui. Il est révolutionnaire comme le furent certains bourgeois de 93, ou mieux, les rudes paysans en sabots. Mais au Palais il a inconsciemment acquis le souci des contingences, et, parce qu'il rêve d'aboutir, son jacobinisme devient, autant qu'il est utile, opportuniste.

Rien de plus faux que les conclusions d'un article paru, le 27 avril, dans la feuille radicale la *Vérité*.

La réorganisation qui marche le plus mal est celle de la justice civile et criminelle... En attendant des réformes fondamentales dans les codes, dans l'institution et dans le personnel de la magistrature et de la basoche, réformes qui ne sont pas l'œuvre d'un jour et qui sortent des attributions communales, on aurait dû aviser au plus pressé, remplacer provisoirement la juridiction civile, et chose plus importante encore, veiller à la liberté individuelle si cruellement atteinte...

Par malheur, ce service a été confié à un philosophe du droit, à un théoricien, le philosophe Protot, bien plus connu par ses doctrines politiques et sociales que par sa fréquentation du Palais.

Depuis longtemps, on le voit à ses actes, le citoyen Protot a étudié théoriquement les principes de la magistrature libre, de la procédure libre, de l'application du jury à toutes les affaires criminelles, de la simplification de la justice civile, réduite à un simple arbitrage, avec le moins de frais possible. Il s'est mis en possession d'un certain nombre de formules, d'axiomes, de règles absolues, et il s'efforce de les appliquer dans la Commune de Paris comme il les appliquerait, suivant les circonstances, dans un état de 40 millions d'âmes ou dans un village, sans se soucier du temps, de l'à-propos, du milieu, de cet art suprême des ménagements et

des transitions, qui est le fond même de l'art de gouverner et d'administrer les hommes.

Sans doute, avant la Commune, Protot fit-il, au milieu de ses amis, dans les congrès, figure de théoricien. Sans doute, retranché du monde après le désastre, allait-il rêver à la « philosophie du droit ». Il m'a fait part de ses conceptions. Il critiquait la morale de Blanqui, fondée sur le principe des châtiments et des récompenses, lui reprochait son « déisme ». Lui-même se réclamait de l'école anthropologique, voyait dans les délinquants des malades et soutenait que l'étude du cerveau humain devait être la base du droit pénal.

Mais rien de tel dans ses actes de délégué. Aucune décision qui marque la volonté de bouleverser les codes. Si l'on écarte les décrets sur les otages et sur le jury d'accusation, mesures odieuses de guerre civile, partant, quoi qu'en ait dit Protot, mesures d'exception, aucune application de ces « règles absolues », de ces « formules » toutes théoriques, justement condamnées par le rédacteur de la *Vérité*.

Aucune surtout qui soit inspirée des doctrines de l'Internationale. Tout au plus pourrait-on trouver trace de leurs tendances dans le décret du délégué à la justice supprimant le monopole des officiers ministériels et instituant de nouveaux fonctionnaires. Il est d'une belle ironie que ce soit précisément la création d'emplois d'huissiers et de notaires qu'ait comportée la réforme. A la vérité, en 1871, Eugène Protot, membre de la Commune, n'est rien moins que communiste. Jusqu'à sa mort, il restera le farouche adversaire du marxisme.

En dépit de certains malentendus, malgré ses propres réserves, c'est parmi les blanquistes qu'il convient de le ranger. Du blanquisme, il apprécie la méthode historique, et, rural honteux, il possède le patriotisme. Il est libre penseur comme Tridon, Rigault, Da Costa. Contrairement aux révolutionnaires d'outre-Rhin, il revendique une constitution républicaine avant de souhaiter la transformation sociale. Il a trop frayed avec les socialistes pour ne point songer à la cité future, mais il pense, avec Blanqui, que le socialisme « est

encore à sa période de criticisme (1) ». Partisan passionné de l'action, — il l'a prouvé le 24 mars, et sera blessé sur les barricades, — il répéterait volontiers le mot du fougueux publiciste : « Il importe au salut de la Révolution qu'elle sache unir la prudence à l'énergie (2). » Peu à peu, tout l'écarte des membres de la minorité, leur programme intempestif et leur attitude démoralisatrice. Peu à peu, tout le rapproche de la majorité, sa composition et son désir de dictature.

Il a d'ailleurs été le candidat des blanquistes. C'est sur l'initiative de Ranc, que, dès le 31 mars, la commission de justice l'a délégué. Le 11 avril (22 germinal), le *Père Duchêne* se vante d'avoir « plus de trois semaines auparavant » réclamé pour la place Vendôme « le brave b... de citoyen Protot ».

Au Ministère, il ne renie point ses amis. Il est entouré de blanquistes. Les rédacteurs du *Père Duchêne* assistent à ses réceptions comme ils partagent ses repas.

On ne peut être surpris, dans de telles conditions, que les décrets ou les arrêtés, les projets, les interventions du délégué soient fortement imprégnés de blanquisme. Peu d'influence socialiste, nous l'avons vu. Quelques réminiscences de principes juridiques, et des habitudes intellectuelles contractées sous la robe. Avant tout, une mentalité jacobine, qui cherche sa voie, et qui, en l'absence d'un programme précis, adapté à l'époque, s'abrite, puérilement parfois, derrière les précédents de la Constituante ou de la Convention.

De tout cela il résulte d'ardentes initiatives suivies de brusques arrêts, et des responsabilités ardemment prises. La seule attitude, à vrai dire, qui fût possible dans la capitale assiégée par la France. Mais il ne s'en dégage point d'idées générales, moins encore une doctrine.

Dans son administration, déplore Lissagaray, Protot ne montra ni « science révolutionnaire » ni « instinct (3) ». Il

(1) Ranc, *Auguste Blanqui* (Le *Voltaire* du 3 janvier 1881).

(2) Blanqui, *Critiques sociales*, t. I^{er}, p. 210.

(3) « Ce fut à peine, dit Lissagaray, si quelques intentions percèrent. » (Lissagaray, *op. cit.*, p. 205.) Apprécient l'œuvre du délégué à la justice.

avait trop de simplicité native pour ne point posséder l'instinct révolutionnaire. La science, il l'avait acquise de ce grand maître en révolution que fut Blanqui. Seulement, sa science et son instinct demeurèrent stériles devant le bloc des réalités inéluctables : La durée, le territoire national, une vue d'ensemble lui manquèrent à la fois.

Telle qu'elle est, l'action du délégué à la justice mérite de retenir l'attention. Si toute ampleur lui fait défaut, elle est, à plusieurs points de vue, fort suggestive. Elle révèle l'état d'esprit d'un homme de 32 ans, subitement passé des rangs de l'opposition la plus violente à un pouvoir sans contrôle, son impuissance à tracer cependant les grandes lignes d'une organisation nouvelle, sociale ou judiciaire. Elle montre le jacobinisme du délégué se réfugiant dans des décrets, des projets inspirés d'une tradition presque centenaire, ou dans des manifestations dont la violence tenait lieu de programme.

Sur les décrets que Protot fit voter, j'ai ici peu de choses à dire. Nous les avons examinés en étudiant l'œuvre de la Commune. Les uns, suggérés par les événements, ont institué le crime de *complicité avec Versailles*, et créé une juridiction de guerre civile. Les autres avaient trait à l'administration régulière de la justice. En laissant de côté une réforme sans intérêt pratique, la suppression des serments, ils ont organisé le tribunal civil de la Commune, aboli le monopole des avocats, substitué la procédure sommaire à la procédure ordinaire, modifié la formule exécutoire des décisions de justice, transformé le régime des officiers ministériels. Si l'on veut pénétrer plus profondément la pensée du délégué, il

Fiaux (*op. cit.*, p. 293) se montre aussi sévère. « Le délégué Protot a l'attitude la plus effacée et paraît à peine le second du délégué à la police. » Il est curieux de rapprocher de ces jugements celui, d'une bienveillance au contraire excessive, de Da Costa (*op. cit.*, t. II, p. 248). « Son administration est... restée à l'état embryonnaire. Il n'en est pas moins fort intéressant de rechercher dans les divers arrêtés de Protot tous les éléments de réformes judiciaires tendant à créer enfin le règne de la justice démocratique et sociale ». — En raison du rôle qu'il joua, le délégué ne mérite ni cet excès d'honneur ni cette indignité. Dubreuilh (*op. cit.*, p. 398) formule la seule conclusion raisonnable. « Le temps n'était guère propice à la réforme du système judiciaire de la France. » C'est l'opinion que formulait également Pindy, dans une lettre qu'il m'a adressée. (Voir ci-dessus, chapitre III.)

convient de rapprocher de ces décrets les projets qu'il avait conçus, l'élection des magistrats de tous ordres, l'institution du jury correctionnel, la suppression également du deuxième degré de juridiction, conséquence, dans ses desseins qu'il m'a confiés, de l'institution d'un tribunal de la Commune.

De ces réformes, accomplies on entrevues, se dégage l'esprit qu'à l'avance j'avais fait pressentir. Visiblement l'inspiration en est blanquiste, et blanquiste au point de plonger ses racines le plus souvent dans les ruines de la première révolution. — Vieux de près d'un siècle, le titre et l'idée du jury d'accusation, que déjà le décret du 16 septembre 1791 avait opposé au jury de jugement. Vieux de près d'un siècle, le jury correctionnel, en germe dans le décret du 19 juillet 1791, et l'abolition du privilège des avocats, renouvelée du décret du 2 septembre 1790. Vieille de près d'un siècle, la pensée de soumettre les magistrats à l'élection, formulée par le décret du 5 mai 1790, rappelée par celui du 16 août 1790, par l'acte constitutionnel du 24 juin 1793.

Cependant, ces réformes elles-mêmes, aux lointaines fondations, Protot ne les réalisa que pour une faible part. Des principes qu'elles posaient, il en est peu qu'il ait réellement appliqués. — Il annonça, dès le 16 avril, comme une première étape, l'élection prochaine des juges consulaires et des juges de paix. Mais, quelques jours après, la réforme générale fut ajournée, et le gouvernement de la Commune, à l'exemple des précédents, nomma ses magistrats. — Il se proposait de démocratiser le coût de la justice. Mais il s'arrêta vite en chemin. Il se contenta, dût-il retirer aux justiciables une garantie, d'envisager la suppression de l'appel. Il se tint également pour satisfait par l'abolition de la vénalité des offices, et la création de nouveaux fonctionnaires qui, rétribués par l'ensemble des contribuables, devraient, sur l'ordre du délégué, dresser gratuitement les actes de leur ministère (arrêté du 16 mai). Liste inattendue : La gratuité visa de façon expresse, parmi les actes, ceux-là aussi qui conservaient le capitalisme, les contrats de mariage, et les testaments, dénoncés par le *Père Duchêne* avec « l'infâme hérédité ». Et, pour le surplus, la justice gratuite demeura

« impossible ». — Il fit décréter, il est vrai, que les arrêts et les jugements seraient « rendus au nom du peuple », et modifia soigneusement les formules exécutoires. Mais en donnant cette satisfaction, de pure forme, aux vainqueurs du 18 mars, il consacra la justice bourgeoise.

Ainsi, nous pouvons noter, pour conclure, les traits saillants que présentent les décrets dus à l'initiative de Protot ou ses projets eux-mêmes.

S'ils sont de tendance blanquiste, leur réalisation a été généralement suspendue par l'opportunisme du délégué, ou limitée par sa formation juridique. A l'influence des congrès, des clubs, des fréquentations quotidiennes, l'École de droit et le Palais ont opposé leur frein vigoureux.

Ces décrets ressuscitent la législation des assemblées révolutionnaires. Rarement ils contiennent une vue nouvelle, adoptée par une loi ultérieure ou que pourra consacrer l'avenir. A cet égard on peut citer seulement la suppression du résumé des débats par le président, qu'indiqua le décret sur le jury d'accusation (1). Je n'ose pas mentionner la transformation des officiers ministériels en fonctionnaires. L'essai présente peu de chances d'être jamais renouvelé.

Une dernière constatation. Jacobin de tempérament, animé d'une intention révolutionnaire, Protot n'a rien tenté qui ruinât les bases de notre organisation judiciaire, de notre législation civile ou criminelle. Aucune initiative n'a distingué nettement son œuvre de l'effort que pourrait entreprendre un garde des sceaux cherchant son inspiration dans les lois de la première République. — Vésinier, sans percevoir l'ironie de l'éloge, approuvant un décret de Protot, félicita le délégué d'avoir de la sorte « inauguré son ministère (2) ».

Ministre, et ministre non point d'un Etat, mais d'une ville. Voilà qui caractérise le rôle singulier de Protot pendant la Commune. Ministre dont les décrets, dictés par une âme de blanquiste, conservaient en fait l'armature sociale de l'édifice, s'efforçaient seulement d'en restaurer les fondations républi-

(1) Voir ci-dessus, chapitre III.

(2) *Affranchi* du 16 avril.

caines. Ministre assujetti, malgré les circonstances, aux soucis les plus bureaucratiques de l'administration.

Rien de plus étrange que l'activité de sa vie ministérielle place Vendôme. Il avait reçu mandat, nous l'avons dit, d'expédier les affaires courantes, affaires civiles et criminelles (1). Quelque bornée que fût l'étendue de son gouvernement, il prit fort au sérieux la mission.

Par les soins de Protot, tout un personnel fut constitué.

Je ne parle plus ici de ses collaborateurs immédiats, ni des employés de la délégation, mais de l'ensemble du corps judiciaire.

De bonne heure, il considéra comme fort opportun de le réorganiser. On trouve une indication de son état d'esprit dans une double note, transmise, le 16 avril, au *Journal officiel*. Il y faisait appel aux citoyens aspirant à une nomination d'huisier. Par un deuxième avis, il annonçait son projet, bientôt abandonné, de recourir à l'élection pour les juges de paix et les magistrats consulaires. En même temps, il priait les membres des comités d'arrondissement, les administrateurs des municipalités, les électeurs eux-mêmes d'adresser place Vendôme les noms des candidats aux fonctions de juges de paix.

La semaine suivante, le 24 avril, ce furent les fonctionnaires, les officiers ministériels en exercice qu'il sollicita. Il les somma de déclarer dans les vingt-quatre heures qu'ils demeureraient à leur poste et appliqueraient « les dispositions légales introduites... par la Révolution du 18 mars ». Faute de se soumettre, ils seraient considérés comme démissionnaires, et remplacés.

Aucun magistrat, aucun officier ministériel n'ayant fait acte d'adhésion, le délégué se résolut à passer outre. Il créa de toutes pièces, en quelques semaines, un nouveau corps de fonctionnaires.

Sur sa proposition, le 26 avril, la commission exécutive désigna Voncken comme « président » chargé des référés. Le 12 mai, aussitôt après le vote de l'assemblée organisant le tribunal civil de la Commune, il soumit au comité de salut

(1) Voir ci-dessus, chapitre III.

public la liste des candidats sur lesquels son choix s'était porté pour former la chambre prévue : Voncken fut nommé président du tribunal, Coppens et Leloup, juges, Flamet, juge suppléant. A ces magistrats, deux nouveaux juges furent adjoints le 15 mai, Michau, Canis.

Par contre, en dehors de Coppens et de Moiré, dont nous avons étudié le rôle si spécial, de Leloup, nommé, le 7 mai, pour peu de jours, « juge d'instruction près les tribunaux criminels de la Commune », fonctions qu'il ne paraît pas avoir en fait exercées, tous les autres magistrats instructeurs furent « attachés au parquet du procureur de la Commune », et, en cette qualité, présentés par Raoul Rigault à l'agrément du comité de salut public. Il en fut de même des substituts du procureur.

Nous savons d'autre part que le projet d'élection des juges au tribunal de commerce n'aboutit pas. Le délégué songea cependant, semble-t-il, à susciter des candidatures et à constituer le cadre des employés nécessaires.

En tout cas, il recruta un important personnel de juges de paix et de greffiers, nommés, sur sa proposition, par la commission exécutive puis par le comité de salut public, d'officiers ministériels, notaires nommés par la commission exécutive, huissiers et commissaires-priseurs désignés tout d'abord directement par lui, plus tard par le comité de salut public sur sa présentation ; il nomma enfin un « séquestre de tous les biens... appartenant aux corporations ou communautés religieuses ».

Dans les chapitres réservés à ces diverses catégories d'agents, nous verrons comment ceux-ci ont été choisis, comment ils ont rempli leurs fonctions. — De suite cependant je dois dire que le délégué se préoccupa d'assurer le rendement des services qu'il avait créés.

Il attachait, avec un excessif optimisme, quelque importance à la juridiction civile de la Commune. Le 26 avril, il avait paré à ce qu'il estimait le plus pressé. Ses souvenirs du Palais lui avaient suggéré la mission du président, complétée, le 7 mai, par un second arrêté (1).

Il s'efforçait aussi de faciliter le bon fonctionnement de

(1) Voir ci-dessous, chapitre V.

cette juridiction. Informé que les avoués près le tribunal ne se présentaient pas devant le magistrat de la Commune, il autorisa celui-ci, par un arrêté du 3 mai, à recevoir des huissiers nouvellement nommés requêtes et placets.

La mesure, à ses yeux, devait avoir une utilité plus grande encore lorsque siégerait le tribunal civil. A la mise en marche de la chambre instituée il attribuait la valeur d'une consécration. Il lui semblait qu'en l'assurant, il allait donner une preuve tangible de ce que le gouvernement révolutionnaire pouvait vivre et administrer. Cet intérêt, il voulut l'exprimer publiquement. Il installa, le 17 mai, avec une certaine solennité, le tribunal de la Commune, et pour mieux affirmer son dessein, il fit paraître, dans les journaux du parti, une note qui rendait compte de la cérémonie.

Protot fit montre d'une vigueur particulière à l'égard des officiers ministériels.

Là, il entra en conflit avec les titulaires des charges, qui, ne reconnaissant pas le gouvernement de Paris, n'avaient point déféré aux injonctions de l'arrêté du 24 avril. Le délégué au surplus se proposait de supprimer la vénalité des offices. Le 1^{er} mai, il avait révélé au président Sebert sa pensée. Dès le lendemain, il la manifesta, en ce qui regardait les notaires, avec une violence toute blanquiste. Aux services de la police, il envoya les instructions suivantes (1).

Paris, le 2 mai 1871.

Le membre de la Commune, délégué à la justice, invite le citoyen Cournet, délégué à l'ex-Préfecture de police, à apposer les sceillés aujourd'hui même sur les études de tous les notaires de Paris. — Les commissaires de police ne pénétreront dans les études ou pièces en dépendant que pour s'assurer qu'il n'y a pas de correspondance possible entre les appartements privés et les études. Ils ne saisiront aucun papier ni aucune valeur mobilière. — Ils enverront immédiatement au délégué de la justice le procès-verbal de l'apposition des sceillés.

Le membre de la Commune... etc...,

Eugène PROTOT.

(1) *Document inédit*, extrait du dossier de Protot. Ministère de la guerre.

J'aurai à analyser cet ordre, à évoquer les incidents que son exécution entraîna. Il nous suffira d'observer ici qu'une telle décision marquait, dans l'esprit du délégué, la suppression des offices publics.

Le nouveau régime, Protot le souligna avec une égale netteté. Lorsqu'il eut remplacé les notaires, les commissaires-priseurs, les huissiers, il s'efforça de hâter l'installation de leurs successeurs (1).

Le délégué ne limita pas son activité au recrutement d'un personnel judiciaire (2). Chargé de l'*expédition* des affaires courantes, il en *expédia* de fort variées, non sans imprimer parfois un tour hardi à ses initiatives.

Il ne négligea point les *affaires civiles* elles-mêmes.

Place Vendôme, il rétablit de bonne heure le service des naturalisations. Il le confia, nous l'avons vu, au chansonnier Baillet. Le service ne pouvait manquer d'emprunter de l'importance aux événements, en raison du grand nombre d'étrangers ralliés à la révolution parisienne. Le rapprochement de deux dates est caractéristique. Ce fut vers le 20 avril que le délégué fit paraître dans les journaux une note invitant les personnes qui désiraient se faire naturaliser à se présenter au Ministère. Dès la fin du mois un deuxième communiqué arrêta l'élan. « Vu le grand nombre de demandes de naturalisation parvenues depuis quelque temps au Ministère de la justice, il ne sera plus reçu de nouvelles demandes jusqu'à nouvel ordre (3). »

Le contrôle des asiles d'aliénés fut également institué en avril. Cette fois la mesure faisait partie d'un ensemble de dispositions ayant pour but de protéger la liberté individuelle. Le 16 avril, Protot enjoignit aux directeurs de ces établissements d'envoyer à la délégation un état nominatif de tous les malades, mentionnant, avec leur état civil exact, la nature

(1) Voir ci-dessous, chapitre VII.

(2) La sollicitude de Protot à l'égard de tous les fonctionnaires de son département ministériel se traduisit, le 16 mai, par un acte consacrant leurs pouvoirs. Il mit en adjudication « la fabrication de 300 timbres à type unique, à l'usage des magistrats et fonctionnaires de l'ordre judiciaire de la Commune de Paris ». (*Journal officiel* du 17 mai.)

(3) Voir notamment le *Cri du Peuple* du 20 avril, — l'*Ami du Peuple* du 29.

de leur affection et la date de leur entrée dans l'asile (1). Mais la décision ne s'adressait pas à des agents de la Commune. Elle demeura lettre morte.

Pour mémoire, j'indiquerai aussi la surveillance de la presse, à laquelle théoriquement collaborait la délégation. De la part de Protot, elle se borna en fait à fort peu de chose. L'ordre donné aux imprimeurs de remettre au Ministère un exemplaire des journaux et des affiches, « pour être déposé aux archives de la délégation ». (*Journal officiel de la Commune* du 13 avril 1871). Un avis semblable, que nous connaissons, transmis par Bricon au directeur du *Journal officiel*.

Dans d'autres matières, l'action du délégué se fit plus arbitraire. Lorsque, invoquant l'article 169 du code civil et se substituant au chef de l'Etat ou au parquet, il dispensa le citoyen D. et la citoyenne B., le citoyen S. et la citoyenne Q. de la seconde publication nécessaire à leur mariage (2). Lorsque, intervenant pour le parquet ou les intéressés, il s'engagea à faire rectifier, — sans doute par le tribunal de la Commune, — un acte de naissance contenant une erreur matérielle sur le sexe d'un enfant (requête du sieur C). Lorsque, remplaçant le bureau compétent, il accorda l'assistance judiciaire à certains plaideurs (demande en séparation de corps formée par le sieur Q., action en dommages et intérêts du sieur B.).

Voici, dans sa forme typique, une de ces décisions (3).

Nous, membre de la Commune, délégué à la justice.

Vu la requête du citoyen B., René, garçon d'hôtel, demeurant à Paris, rue Sainte-Anne, 61, à l'effet d'obtenir l'assistance judiciaire pour soutenir son procès contre le citoyen P., maître d'hôtel, demeurant à Paris, rue Louis-le-Grand, 2, appel d'un jugement

(1) Animé du même souci, le délégué à l'ex-Préfecture Cournet prit, le 27 avril, un arrêté relatif à l'exécution de l'article 19 de la loi du 30 juin 1838. (*Journal officiel* du 28 avril.)

(2) L'article 169 reconnaissait alors ce droit au roi et aux officiers préposés à cette effet. — Les exemples d'intervention du délégué à la justice que nous rapportons sont extraits du dossier concernant Protot. Ministère de la guerre.

(3) *Document inédit*. Dossier concernant Protot. Ministère de la guerre.

rendu le 15 janvier 1869 en faveur du requérant par le juge de paix du 2^e arrondissement,

Vu les pièces jointes à la requête,

Déclarons par la présente accorder au citoyen B., René, l'assistance judiciaire. — Pour occuper pour le citoyen B., commettons le citoyen Maretheux, huissier de la Commune de Paris, demeurant rue du Cherche-Midi, 35.

Paris, le 19 mai. — Le membre de la Commune, etc...

Eugène PROTOT.

Par ailleurs, le délégué à la justice intervint maintes fois dans la désignation des officiers ministériels. Il leur confia des missions d'ordre politique, et ce fut ainsi qu'il enjoignit successivement à deux huissiers, Vignat, Chain, de saisir le mobilier de Thiers. Le plus souvent il les chargea de la défense d'intérêts privés, étendant au surplus leurs pouvoirs d'une façon inusitée. Je citerai ces deux ordres, émanant de la délégation de justice (1) :

Paris, le 24 avril 1871. — Ordre au citoyen Joseph Réby, rue d'Enghien, 50, huissier de la Commune de Paris, de procéder à toutes saisies et autres mesures conservatoires dans une affaire B. et R., marchand de vins, 2, rue Saint-Antoine, et ce sans requête préalable...

Paris, le 11 mai 1871. — Nous soussigné, membre de la Commune, délégué à la justice.

Vu la requête présentée par la citoyenne Esther B., épouse M., — Vu les pièces fournies à l'appui de ladite requête, entre autres un jugement du tribunal civil de la Seine du 29 mars 1869, qui condamne le citoyen M. à payer à la requérante une pension militaire de 400 fr. Autorise le citoyen Plattet, commissaire-priseur de la Commune de Paris, à prélever sur le montant de la vente qu'il a faite, le 9 mai 1871 courant, des meubles et objets mobiliers appartenant au sieur M., une somme de 150 fr. qu'il remettra sur sa simple quittance à la citoyenne Esther B., épouse M., à titre d'avance sur la pension qui lui est due.

Le membre de la Commune, etc...

(1) *Documents inédits.* Dossier concernant Réby et Plattet, Ministère de la guerre.

Ce droit d'intervention qu'il s'était attribué, j'ai dit comment Protot le systématisa. Les officiers ministériels furent informés qu'ils auraient à dresser gratuitement *sur son ordre* les actes dont l'urgence lui aurait été signalée par les *citoyens gardes nationaux*.

Dans la pensée de la commission de justice, des membres aussi de la Commune, c'étaient avant tout les affaires criminelles qui avaient déterminé la nomination d'un délégué. Que l'on se reporte à l'avis exprimé par Ranc, aux termes mêmes de l'arrêté de la commission en date du 31 mars, aux décrets votés le 5, le 14 avril par l'Hôtel de ville (1). La principale mission donnée à Protot fut de « prendre les mesures nécessaires pour garantir la liberté individuelle ».

Souci qui pouvait sembler étrange, avec un régime dispersant l'autorité et favorisant la dénonciation. Souci qu'avaient cependant fini par provoquer le cynisme de Rigault, les initiatives d'agents trop zélés. La Commune, désormais, se reposa sur le délégué à la justice du soin de contrôler les arrestations.

Il faut parcourir les journaux de l'époque pour comprendre l'opportunité d'une telle mesure. Elle tendait à rassurer les libéraux de l'assemblée communale, au dehors les radicaux et les hésitants. A une heure où, selon le mot de la *Cloche*, « il n'y avait pas, dans Paris, un seul citoyen assuré de passer la nuit chez lui », la désignation de Protot, ses pouvoirs furent approuvés par la presse d'opposition elle-même. *L'Opinion nationale* observa que le délégué aurait fort à faire. Le *Petit Moniteur universel* lui exprima sa confiance. « Maintenant, nous attendons à l'œuvre le citoyen Protot. Le citoyen Protot est avocat. Mieux que ses collègues il devrait comprendre tout ce qu'a de monstrueux cette incessante violation de la liberté individuelle. » A l'éloge un des organes de la presse conciliatrice, l'*Avenir national*, joignit les conseils : « La commission de justice de la Commune a rendu dernièrement un arrêté, auquel nous avons applaudi, en vertu duquel M. Protot, membre de la Commune, était délégué à l'effet de prendre toutes mesures nécessaires à la sauve-

(1) Voir ci-dessus chapitre III.

garde de la liberté individuelle. Eh bien ! nous le demandons, la liberté individuelle est-elle sauvegardée quand des arrestations peuvent être opérées par un commissaire de police assisté d'un piquet de gardes nationaux, sans que le *Journal officiel* informe le public de ces arrestations ? La délégation de M. Protot ne saurait être une sinécure, et le moins qu'on puisse demander au délégué communal de justice, c'est la publicité pour les actes des officiers judiciaires (1). »

Mieux qu'un encouragement, Protot eût pu souhaiter des moyens déterminés d'action. Il devait à sa carrière d'avocat un mandat flatteur, mais, en raison des circonstances, d'une exécution malaisée. Pour accomplir intégralement sa tâche, il lui aurait fallu négliger l'esprit de la révolution communale, et, par une contradiction singulière, l'état d'âme de la majorité qui l'avait élu. Il lui aurait fallu répudier son propre blanquisme. Tout au moins, pour faire face à une situation aussi difficile, aurait-il été nécessaire qu'il possédât, avec une intelligence souple, la ferme volonté qui s'impose. Et il débutait dans la vie publique, sans expérience, sans autorité, sans horizon.

Ses collègues se chargèrent de lui rappeler bientôt l'énormité de la gageure. Il fut pris, ballotté par deux courants opposés.

Contre l'un, issu d'un libéralisme équivoque, il sut se défendre. — Il résista aux entreprises singulières de Miot qui, hanté par des souvenirs personnels, teintait son jacobinisme d'une aversion profonde à l'égard du principe même de la détention. La proposition du vieux représentant de 1848, condamnant l'emprisonnement cellulaire et le secret, ne fut jamais rapportée. Et comme Miot prenait au sérieux la mission qui lui avait été confiée le 23 avril, qu'il se préoccupait trop activement du sort des détenus, le délégué à la justice se hâta de calmer son zèle. Aux membres du comité de salut public, il écrivit (2).

Citoyens, — Chaque jour, nous recevons des rapports de nos juges d'instruction, nous relatant que l'instruction leur est rendue

(1) *Cloche* du 11 avril ; *Opinion nationale* du 4 ; *Petit Moniteur universel* du 5 ; *Avenir national* du 9.

(2) *Document inédit*. Dossier concernant Protot, Ministère de la guerre.

très difficile, pour ne pas dire impossible, par la trop grande bonté du citoyen Miot. Ainsi aujourd'hui encore on nous affirme que les sœurs de Picpus, auxquelles on avait interdit toute communication entre elles, ont reçu du citoyen Miot l'autorisation de se voir et de converser ensemble. Il nous est impossible de poursuivre l'instruction dans ces conditions. Je vous prierais en conséquence, citoyens du comité de salut public, de prier le citoyen Miot de ne plus prendre à l'avenir aucune mesure relative aux prévenus, sans en avoir préalablement référé soit au délégué à la justice, soit au procureur de la Commune. — Salut et égalité. — Le membre de la Commune..., etc.

Autrement gênante fut la barrière que jusqu'aux derniers jours la Préfecture de police et le parquet dressèrent contre les pouvoirs de Protot. Malgré son extrême jeunesse, peut-être en raison de celle-ci, Rigault n'était point homme à supporter un contrôle, ce contrôle émanât-il d'un coreligionnaire politique. Il considérait comme siennes les arrestations par lui décidées, comme une usurpation l'exercice d'un droit de regard sur son œuvre. Aux tentatives du délégué à la justice il opposa, sans jamais faiblir, sa brutale intransigeance.

Les délibérations de la Commune trahissent la gravité du conflit. Le 24 avril, Rigault protesta contre un vote qui attribuait aux membres de l'assemblée le droit de visiter les détenus. Et s'il donna sa démission, ce fut pour réapparaître tout aussitôt, plus puissamment armé. Le 17 mai, les débats relatifs au jury d'accusation trahirent l'animosité qui entre le délégué à la justice et le procureur s'accroissait.

Dissentiment portant sur l'organisation judiciaire. Mais surtout dissentiment né d'initiatives prises par la délégation de justice au sujet de quelques arrestations.

« Le citoyen directeur de Mazas, — prescrivait, le 16 mai, Eugène Protot, — est invité à mettre en liberté le nommé Adolphe Lebas. »

Garreau, qui reçut le papier, montra qu'il distinguait parmi les ordres. Il soumit à Raoul Rigault la décision, ainsi annotée au crayon :

« Ad. Lebas, accusé de désobéissance à la Commune, ex-

adjoint au maire du 8^e arrondissement. Secret. Arrêté par ordre du comité de salut public. — M. Garreau. »

Et, de sa rude plume, le procureur trancha :

« *Je ne mettrai pas en liberté* sans une invitation spéciale du comité de salut public. — Raoul Rigault (1). »

Une fois encore se trouva confirmé ce principe qu'en temps de révolution le dernier mot est aux plus violents. Le droit de contrôle reconnu à Protot en reçut une grave atteinte. On peut dire que d'une façon générale il ne s'exerça point avec utilité.

Les motifs en apparurent clairement. Je les ai fait sentir. A la base même des résolutions de la Commune existait un grave malentendu. Eugène Protot avait été délégué aux fins « de prendre les mesures nécessaires pour garantir la liberté individuelle ». Précisant ces fonctions, l'assemblée, le 5 avril, avait invité la commission de justice — en réalité Protot — « à instruire immédiatement sur le nombre et la cause des arrestations faites par le Comité central et la commission de sûreté et à donner l'ordre de l'élargissement ou de la comparution devant le tribunal... »

Et puis, après avoir investi le délégué de ces larges attributions, après avoir réuni entre ses mains le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif, et ainsi à l'arbitraire tenté d'opposer l'arbitraire, l'Hôtel de ville s'en était remis au plus fort du soin de régler l'inévitable conflit. Rien n'avait été fait par la suite, qui permit à Protot de briser les résistances, de réfréner du moins les abus.

Le décret que, sur la suggestion du délégué, Vermorel fit adopter, le 14 avril, par la Commune ne pouvait suffire. Il enjoignait à tous les magistrats, officiers de police, gardes nationaux, de notifier à la délégation de justice les arrestations par eux opérées, et menaçait de poursuites les directeurs de prisons qui omettraient de mentionner les causes de l'arrestation sur l'ordre d'écrou.

« Il y a là, déclara la *Patrie*, une tentative de retour à la légalité dont nous ne méconnaissons pas la portée, mais qui

(1) Document inédit, même provenance.

à la vérité est encore bien faible et bien hésitante. » S'efforçant de limiter tout au moins l'étendue du mal, le journal suggéra : « Le délégué à la justice ne pourrait-il défendre d'arrêter et d'emprisonner les citoyens sans l'ordre de l'ex-Préfecture.. ? » Mieux inspiré, le *Siècle* aborda de front le problème. « Pourquoi ne pas dire que l'interrogatoire aura lieu dans les vingt-quatre heures ? Que m'importe que mon arrestation soit immédiatement notifiée à la justice, si j'attends huit ou quinze jours avant d'être interrogé.. ? » *L'Univers* exprima une opinion semblable. « Nous attendons inutilement depuis quatre jours un décret complémentaire du décret du 14 avril sur les arrestations... N'y aura-t-il point d'autres formalités et sont-ce là toutes les garanties à la liberté individuelle.. ? Nous pensions que la Commune, si prodigue d'arrestations, aurait du moins la pudeur d'organiser un tribunal pour les inculpés, de leur donner des juges, d'instituer une procédure, de décréter la publicité des séances et des jugements... Le premier décret du 14 avril est dérisoire, s'il n'est pas suivi d'un second qui accorde quelques garanties aux citoyens arrêtés... (1) »

Vains appels à un régime de légalité. Tout aussi vain, le souhait exprimé par Vermorel (*Ami du Peuple* du 24, du 29 avril), son désir que fût respectée la liberté individuelle, et que l'on instituât « un jury d'instruction ou d'accusation », dont il voulait voir la base dans la juridiction créée pour juger les otages.

La Commune fit la sourde oreille. Elle pensait avoir donné une preuve suffisante de son libéralisme le jour où elle avait attribué à Protot un pouvoir en apparence étendu, inefficace cependant, faute de sanction.

Aussi l'action du délégué demeura-t-elle dépourvue d'envergure. L'on n'y discerne la trace d'aucun principe, d'aucune méthode assurant un contrôle rigoureux des arrestations.

Deux mesures générales seulement. L'une, prise le 16 avril, prescrivait aux directeurs des prisons d'adresser place Ven-

(1) *Patrie* et *Siècle* du 16 avril, *Univers* du 19,

dôme, dans les quatre jours, un état des détenus, qui mentionnerait la nature des inculpations et la date des écrous. L'autre, du surlendemain, concernait les mises en liberté provisoire. La fixation des cautionnements, versés à la Caisse des dépôts et consignations, serait « exclusivement dans les attributions du délégué à la justice ».

Si banales qu'elles semblent, ces décisions de principe ne furent point observées. Et, avec elles, les agents de la Commune tinrent pour négligeable le décret même du 14 avril. Ils continuèrent à procéder aux arrestations, sans en aviser la délégation de justice (1). Cluseret affirma que son collègue en avait pris aisément son parti. « Eh ! mon cher, se serait écrié Protot, vous savez bien qu'on ne fait les décrets que pour les violer (2). » Boutade plutôt que cynisme, qui n'aurait trahi de la part du délégué qu'un désir de faire contre fortune bon cœur.

Privé désormais de toute base sérieuse, le délégué ne pouvait avoir d'autres guides que la fantaisie et le hasard.

Afin de l'assister dans l'accomplissement de sa tâche, il avait *délégué aux instructions* Dessesquelle, Bricon, Coppens, Moiré. Chacun d'eux, et Protot lui-même, visitèrent les prisons, interrogèrent au passage quelques détenus. Nous connaissons déjà le rôle joué à cet égard par les collaborateurs du délégué, spécialement par Coppens. Ce qu'il importe surtout de retenir, c'est que la volonté impérieuse de Rigault limita de singulière façon cet essai de contrôle. En dépit des suggestions de la presse, malgré les requêtes adressées à la délégation de justice par plusieurs détenus, à Protot par les sieurs R., L., R., B., C., — ce dernier au secret, — au juge d'instruction Moiré par l'abbé Lamazou (3), la plupart des prisonniers ne purent obtenir d'être interrogés. Les libérations d'autre part prononcées par la délégation de justice conser-

(1) Une copie du premier interrogatoire de Chaudey fut néanmoins transmise par Rigault au délégué à la justice. (Dossier de Gaston Da Costa. Ministère de la guerre.)

(2) Cluseret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 236.

(3) Renseignements extraits du dossier concernant Protot, Ministère de la guerre. — Lamazou, *La place Vendôme et la Roquette*, p. 184.

vèrent le caractère d'actes isolés, sans lien comme sans grande répercussion.

Bon nombre visèrent au surplus des individus écroués avant le 18 mars par les autorités judiciaires. Cent cinquante, relevaient joyeusement le *Soir* du 10 avril, le *Cri du Peuple* du 11. Et le *Père Duchêne* du 22 germinal (11 avril) précisait, en sa langue colorée : « Figurez-vous, patriotes, qu'il y avait dans la prison de Saint-Lazare une soixantaine de braves b...esses de patriotes, que les sacrés j...f... de capitulards avaient enfermées là, comme si elles avaient été de mauvaises femmes, à cause de leurs opinions politiques. Protot les a fait mettre en liberté... »

Du dossier de Protot l'on peut également, à titre d'exemples, extraire le cas du sieur M.-R., inculpé de banqueroute, mis en liberté sur un ordre du délégué daté du 4 avril, celui du nommé T., appelant d'un jugement du tribunal correctionnel en date du 3 mars, libéré par décision du 7 avril.

Quelques ordres d'élargissement furent néanmoins donnés en faveur de personnes arrêtées sous le gouvernement de la Commune.

Chaque jour, en effet, les pouvoirs de Protot lui attiraient des demandes de mise en liberté. D'anciens voisins, de simples relations intervenaient auprès de lui. Il recevait des suppliques de détenus qui, mis en état d'arrestation depuis le 18 mars, protestaient de leur loyalisme.

Paris, 14 avril 1871. A M Protot, membre de la Commune de Paris.

Monsieur, — Vous avez parmi vos prisonniers un honorable prêtre, M. l'abbé Olmer, curé, que je crois de Montmartre ; *c'est un jeune homme plein d'avenir* et aimé de ses fidèles. Il a fait tant de bien ! Pour ce brave jeune homme, je viens, M. Protot, vous demander sa liberté, au nom de sa mère... et en mon nom personnel, car ses parents ont été si bons pour moi en me protégeant et en améliorant ma carrière d'ouvrier. Je leur ai voué ma reconnaissance. Aussi je m'adresse à votre justice et à votre bonté, que l'on se répète dans le public, pour vous demander sa liberté... Les petits souvenirs que vous avez de moi et qui me donnent la liberté de vous faire cette demande (je suis le beau-frère de M. C., votre

compatriote, anciennement rue Guisarde, 13) peuvent contribuer à cette liberté... — Amitiés.

J.-B. M.

Citoyen Protot, — J'ai appris par l'intermédiaire de mes nièces que vous étiez à même de venir me voir. Je me croirais heureux si j'avais cet avantage. Je dois vous dire qu'hier il est venu un délégué de la Commune. Il a pris mon certificat de bonne vie et mœurs avec ma nomination dans l'administration, qui font foi de l'homme que je suis. *Vous verrez par vous-même que je ne suis jamais été (sic) sergent de ville, citoyen.* Je compte sur votre justice, par les pouvoirs qui vous sont délégués, de bien vouloir (sic) me rendre la liberté. Dans cette espérance, je suis, avec respect, votre bien dévoué serviteur.

C., gardien des voitures cellulaires,
détenu à la Santé.

Je voudrais savoir pourquoi j'ai été arrêté sans motif sur le boulevard du Prince Eugène, étant en promenade, à 9 heures du soir. Sortant du 5^e chasseurs à pied, ayant été fait prisonnier sous Metz, en arrivant à Paris je me suis incorporé au 203^e bataillon de la garde nationale. *Remplissant mes devoirs de citoyen*, Monsieur, je vous prierai de bien vouloir me faire sortir le plus tôt possible.

M., au dépôt de la Préfecture de police,
salle commune (1).

Cette dernière supplique, le délégué à la justice, dans le but sans doute de recruter pour la Commune un nouveau défenseur, l'annota d'une décision libératrice.

La plupart des requêtes cependant ne furent point suivies d'effet. Il est peu de personnes qui, arrêtées pendant les semaines révolutionnaires, aient à cet égard bénéficié des faveurs de la délégation. Précisons-le. Certains cas exceptés, l'abbé Blondeau, M^{lle} Darboy, ces ordres concernèrent des prisonniers de médiocre importance, détenus à la suite d'un incident banal de la rue.

J'ai noté quelques libérations prononcées par Dessesquelle, par Moiré, 80 écrous levés sur l'initiative de Coppens.

Le dossier des poursuites exercées contre Protot, d'autres

(1) Documents inédits. Dossier concernant Protot. Ministère de la guerre.

pièces classées notamment à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris contiennent des traces de près de 150 décisions semblables, prises de la fin de mars au 16 mai. Elles datent en majeure partie de la mi-avril, 8 du 15 avril, 65 du 16, 29 du 18. Mais ces chiffres nécessitent une réserve. Ils se rapportent aux personnes arrêtées avant comme après le 18 mars, sans que soit toujours indiquée la date de l'écrou. Une statistique précise est impossible.

Certaines mises en liberté sont toutefois assez typiques pour être observées au passage (1).

Celle, entre autres, de la d^{lle} Henriette P., inculpée de vol et détenue à Saint-Lazare. (L'époque de l'arrestation n'est pas mentionnée.) — Il semble que pour elle la délégation de justice ait envisagé un acte décisif de bienveillance. Une note en effet, résumant sa situation, concluait : « Il y a lieu de renvoyer la prévenue des fins de la plainte par une ordonnance de non-lieu, et d'ordonner que remise lui soit faite des objets et valeurs pris sur elle. La mise en liberté provisoire est insuffisante à la justice. » Protot cependant se résolut à une intervention moins vigoureuse. Il se borna à prescrire la libération provisoire, sous caution. « Le directeur de la maison de Saint-Lazare est invité à mettre en liberté la nommée Henriette P., détenue sous l'accusation de détournement de valeurs mobilières. — Paris, le 8 avril 1874. — Le membre de la Commune, etc... » Et l'intéressée, en bas de l'ordre, écrivit aussitôt : « Je soussignée déclare m'engager à verser avant le 25 du courant à la Caisse des dépôts et consignations un cautionnement de 2.000 fr. A défaut de ce versement, je promets de me constituer à la maison d'arrêt de Saint-Lazare à l'expiration du délai ci-dessus. — Henriette P. »

Je citerai également, pour la sagesse de la formule adoptée, cette mesure qui mettait fin à la détention de 26 mineurs : « Paris, le 16 avril 1874. — Le citoyen directeur de la maison d'arrêt de la Petite-Roquette est invité à mettre en liberté et à garder en hospitalité (*sic*) jusqu'à réclamation de

(1) Documents inédits, de même source.

leurs parents ou de patrons les détenus dont les noms suivent... Le membre de la Commune, etc... »

Dans quelques cas particuliers enfin, l'ordre précise la date de l'arrestation, et cette date est postérieure au 18 mars : Protot décida, le 15 avril, la mise en liberté des sieurs D. et C., arrêtés l'avant-veille. Il prit une semblable mesure en faveur des nommés M., G., en faveur de l'abbé Lériss, vicaire de Saint-Leu, mis en liberté provisoire le 18 avril. Vers le même moment, il envoya au directeur de Mazas cet avis, de style comminatoire (1).

« Le membre de la Commune délégué à la justice apprend qu'un citoyen du nom de B. (Eugène) se trouve depuis plusieurs jours retenu à Mazas sans écrou régulier. Il donne l'ordre au directeur de cette maison d'arrêt de mettre ce citoyen en liberté sur-le-champ, et l'avise que toute séquestration de cette nature sera pour l'avenir considérée comme un crime et *poursuivie devant le jury d'accusation (sic)*. — Le membre de la Commune, etc... »

Velléité d'agir rapidement dissipée. Provisoires ou définitives, les mises en liberté prononcées au mois d'avril par la délégation ne témoignèrent d'aucune hardiesse, et le cadre en demeura étroit. Jusqu'au jour où, d'un geste décisif, Rigault mit fin à un contrôle devenu illusoire.

Elles n'en consacraient pas moins l'exercice par Protot du pouvoir judiciaire. Ce pouvoir, attribué à un ministre de la justice, d'une manière si insolite, par la révolution parisienne, le délégué en fit usage de plusieurs autres façons.

Le droit, pour les détenus, de recevoir des visiteurs avait, on le sait, préoccupé la Commune. Un certain nombre de représentants s'étaient fait ouvrir les portes des prisons. Miot se déclarait hostile au secret, et, si l'on en croit l'accusation de Protot, autorisait les prisonniers à communiquer tout au moins entre eux. — Le délégué à la justice ne se borna pas à dénoncer le fait. Par ses soins, les directeurs des maisons de détention reçurent des instructions précises (2).

(1) *Document inédit*, de même source.

(2) *Document inédit*, de même source.

« Le directeur de la maison d'arrêt de Mazas ne laissera communiquer les détenus qu'avec les personnes munies d'un permis délivré par des magistrats. Les infractions qui se reproduiraient dans la suite seraient déférées aux tribunaux.

— Le membre de la Commune, etc... — 1^{er} mai 1871. »

Posant un principe d'ordre général, la mesure pouvait rentrer dans les fonctions administratives du délégué. Mais l'empiètement sur le pouvoir judiciaire apparut lorsque lui-même Protot délivra des permis qui, de son propre aveu, devaient émaner des seuls magistrats. Lorsqu'il autorisa, le 24 avril, « la citoyenne G. (Céline) à communiquer deux fois par semaine avec le citoyen R. (Armand) », le 19 mai, « la citoyenne C. à communiquer avec le citoyen C. (Jean-Baptiste) ». Lorsque, le 5 avril, il permit à Guasco de voir le président Bonjean (1). Lorsque, le 20 avril, il délivra au bâtonnier de l'Ordre des avocats cette pièce, conservée jusqu'à ce jour, avec le timbre rouge de la délégation de justice et les visas de la prison :

« Il est permis au citoyen Rousse de communiquer au parloir de faveur deux fois par semaine avec le citoyen Chaudéy, détenu à Mazas. — Le membre de la Commune, etc...

Vu : le 23 avril 1871, parloir des avocats.

— le 1^{er} mai 1871, *idem* (sic) (2). »

Cette autorisation, obtenue par M^e Rousse au cours d'une audience que j'ai relatée, constitue à vrai dire l'unique intervention de Protot dans les poursuites exercées contre les otages. La prudence du délégué est ici symptomatique. Il eut garde de se heurter à la toute-puissance de Rigault sur un terrain strictement réservé. Les démarches à la Chancellerie du bâtonnier, de Guasco, d'Etienne Plou n'entraînèrent pas une amélioration du sort des illustres détenus. Eugène Protot ne croyait pas au surplus, qu'ils pussent courir un danger quelconque, et avait rassuré Guasco au sujet du président Bonjean. Par contre, il estimait inopportun de les libérer, et, selon son mot, rapporté par Cluseret, « en rendant l'arche-

(1) Guasco, *op. cit.*, p. 4.

(2) Document inédit. Dossier concernant Protot. Ministère de la guerre.

vêque, de donner un point de ralliement à la réaction versail-laise dans Paris (1) ». De l'arrestation des otages il ne s'oc-cupa que pour rédiger les décrets les concernant. Il ne prit, m'a-t-il déclaré, aucune part aux négociations ébauchées en vue d'un échange avec Blanqui.

J'ajoute que si, comme tous les membres de la commission de justice, Protot eut la faculté de délivrer des ordres d'écrou, il ne paraît pas avoir directement usé d'un tel pouvoir. Parmi ses collaborateurs « délégués aux instructions » eux-mêmes, seul Bricon exerça cette dangereuse prérogative. — Et Moiré, mais après le 7 mai, c'est-à-dire lorsque sa nomination eut été ratifiée par la Commune.

A ce moment eurent lieu, rue de Picpus, des transports de justice demeurés célèbres. Protot y participa.

Je parlerai, dans un prochain chapitre, des grands procès qu'envisagea la Commune. De la part de ses magistrats, le clergé séculier et les ordres monastiques furent l'objet des menaces les plus précises. L'anticléricalisme fougueux de quelques-uns s'y donnait libre cours. En même temps, les poursuites jetaient un aliment aux fureurs de la masse, que l'absence de décisions militaires énervait. Sur ce terrain, l'accord était facile entre la haine, lourde d'une tradition révolutionnaire, et les soupçons qu'avaient forgés, dans l'âme populaire, la naïveté et de romanesques légendes. Rigault, ce fut la passion qui l'inspira. Protot, moins sa doctrine, bien qu'il fût libre penseur et demeurât membre d'une loge (2), que sa crédulité naturelle. De bonne heure, après l'orage, les plus ardents firent, avec Gaston Da Costa, la part de la fable et des entraînements irréfléchis. Protot, ce sceptique, garda jusqu'à la mort sa foi dans les *mystères de Picpus*.

(1) Cluseret, *op. cit.*, t. II, p. 18.

(2) C'était en cette qualité qu'il avait reçu une lettre, datée du 26 avril, dans laquelle un dignitaire de l'*Alliance fraternelle* lui rappelait la résolution votée par l'assemblée générale de la franc-maçonnerie parisienne sur les conclusions du frère orateur F. « Les loges sont invitées à venir bannière en tête samedi matin à 9 heures au Châtelet et de là se rendre aux remparts attaqués pour y arborer la bannière maçonnique. » Le correspondant de Protot le priait de prendre l'initiative de convoquer à cet effet leur loge, l'*Alliance fraternelle*. (*Document inédit*. — Dossier concernant Protot. Ministère de la guerre.)

Il s'était, dès le mercredi 12 avril, présenté aux couvents avec la force armée. Devant lui Clavier, commissaire de police du 12^e arrondissement, pratiqua une perquisition dans les deux maisons. Et de sa présence le délégué ratifia l'arrestation des Pères. Lui-même, le lendemain, désignait comme gardiens des immeubles Joseph Fontaine, puis Maugras, qu'il avait connus à l'*Alliance fraternelle*.

Peu de jours après s'était produit le coup de théâtre. Chez les Dames Blanches, on avait découvert les trois religieuses aliénées, les instruments orthopédiques, les ossements de l'ancien cimetière. Certains y voulaient voir la preuve scandaleuse de la lubricité cléricale. — Le 5 mai, Protot retourna rue de Picpus. Cette fois, la plupart des religieuses furent à leur tour arrêtées.

Et le 6 mai, les jours suivants, le délégué à la justice revint sur les lieux. Dans l'action se complaisait son blanquisme. Aux couvents de Picpus, il se rendait en compagnie de Moiré, devenu juge d'instruction près les tribunaux criminels. Il l'assistait à l'heure de l'apposition des scellés, et rédigeait avec lui une consigne aussitôt placardée sur les murs. Il siégeait à ses côtés, lorsque le magistrat de la Commune, avant de les mettre sous mandat de dépôt, interrogeait quelques religieux, restés provisoirement en liberté. Il faisait au journaliste Rochefort, au correspondant du *Times*, les honneurs de la maison.

Provoquées par une suspicion morbide, les descentes de police se multiplièrent en mai dans les églises, dans les autres couvents de la capitale. Volontiers s'y montra Protot. Il ne semble pas avoir pris part aux perquisitions pratiquées à Notre-Dame (1). Mais il examina *les squelettes* de Saint-Laurent, *les souterrains* du couvent de l'Assomption (d'Auteuil), *les cadavres* de Notre-Dame-des-Victoires (2).

(1) Au cours de l'un des entretiens qu'il a bien voulu m'accorder, Protot a protesté contre l'affirmation à ce sujet de Fontoulieu (*Les églises à Paris sous la Commune*, p. 21).

(2) *Renseignements oraux* fournis par Protot. — Maxime Du Camp, *op. cit.*, t. III, p. 239. *Cri du Peuple* du 19 mai, etc... Se reporter d'autre part, en ce qui concerne ces diverses affaires et les transports de justice effectués rue de Picpus, aux sources indiquées dans le chapitre VI.

Il fit preuve à l'égard de la maison de Thiers d'une vigueur tout aussi jacobine. L'expédition, plus théâtrale que judiciaire, se décida le 11 mai.

Ce jour-là, il apparut que le commandant de la garde nationale l'emportait sur le chancelier, et le sabre — ou le bâton — sur la balance.

Jules Fontaine, directeur des domaines, qu'accompagnaient le délégué aux services publics Andrieu et deux commissaires de police, était allé place Saint-Georges dès la publication de l'arrêté du comité de salut public, afin de prendre possession de l'immeuble. Devant l'hôtel il s'était heurté à une foule hostile. Un commissaire de police s'en fut prévenir de l'incident le procureur de la Commune qui délégua son substitut Gaston Da Costa. De son côté, Fontaine héla un fiacre, et se fit conduire place Vendôme. Il mit au courant le délégué à la justice. Un imposant équipage, prêt à l'assaut, se forma de suite et monta vers le champ de bataille. Dans son fiacre, Fontaine avait repris place. Deux voitures de remise suivaient, où étaient assis des collaborateurs du ministre et de Rigault. Protot, à cheval, fermait la marche, un autre officier à ses côtés. Et deux artilleurs, servant d'escorte, encadraient les voitures.

L'arrivée du cortège devant la maison ne suffit point à disperser les groupes. Il y avait là quelques manifestants, augmentés de force badauds.

Rue Notre-Dame-de-Lorette, une équipe de paveurs avait, pour jouir du spectacle, suspendu son travail. Protot, apercevant les ouvriers, songea qu'ils constitueraient le plus précieux renfort. A Da Costa, il donna l'ordre de les réquisitionner, de les sommer d'entreprendre la démolition de l'immeuble.

Ingrate besogne, à accomplir sous le feu des quolibets, sans l'excitation de la colère. Les paveurs suivirent Da Costa. Mais, sur la place, les plus ardents hésitèrent.

L'instant était venu d'assurer le respect d'une décision de la Commune ou d'avouer sa faiblesse. « Il fallait, écrivit plus tard Gaston Da Costa, donner l'exemple, en imposer aux uns et aux autres par notre aplomb. »

Les chefs se concertèrent en hâte. Puis Da Costa s'arma d'une pioche empruntée aux ouvriers et gravit l'escalier de l'hôtel. Par la lucarne d'un grenier il grimpa sur le toit. Des sifflets et des cris saluèrent son apparition. Se retenant à une cheminée, « fort embarrassé de sa personne », il brandit la pioche, l'abattit « gauchement », parvint à détacher quelques plâtras (1).

Dans le même instant, Protot, demeuré au rez-de-chaussée, leva sa canne « en un geste symbolique ». Les vitres de la véranda volèrent en éclats sous ses coups.

Ce fut la décision, qui mit fin à l'incertitude. Couverts par un acte d'autorité, les paveurs consentirent à poursuivre, quelques instants, l'œuvre de destruction. Des Vengeurs de Flourens survinrent. Ils arrêtaient une dizaine de manifestants et dégagèrent la place. Les dernières dispositions furent prises pour l'enlèvement des œuvres d'art, et Fontaine, en vainqueur, se fit remettre par le concierge les clés.

L'acte de justice révolutionnaire était accompli. Sur son cheval le garde des sceaux de la Commune, au képi galonné, redescendit vers le paisible Ministère.

(1) J'ai, au sujet de la démolition de l'hôtel de Thiers, utilisé des renseignements que m'a communiqués Eugène Protot, des documents extraits de divers dossiers classés au Ministère de la guerre, entre autres la déposition du cocher de fiacre Pillot et les déclarations de Fontaine, l'ouvrage déjà cité de G. Da Costa, t. II, p. 242 et s., etc...

CHAPITRE V

L'EX-PRÉFECTURE ET LE PALAIS DE JUSTICE SOUS LE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNE

Depuis l'exode du gouvernement régulier, le Palais de justice demeurait morne et sans vie. Il offrait, constatait le rédacteur de la *Gazette des Tribunaux*, « l'aspect d'un désert (1) ». Aux portes, les fédérés faisaient bonne garde. L'on ne pénétrait point sans difficulté. Mais, l'obstacle franchi, le visiteur n'éprouvait plus que le malaise vague qu'engendre la solitude.

Les couloirs semblaient s'être démesurément allongés. Comme morte tout à coup, morte d'avoir vécu avec trop d'intensité, apparaissait la salle des Pas-perdus où naguère, dans le brouhaha des propos, se croisaient en d'incessants remous les magistrats et les membres du barreau, les hommes politiques et les officiers ministériels, et les rangs pressés des hommes d'affaires, des plaideurs, des curieux. Rien qui animât davantage la suite monotone des bâtiments. Parfois résonnait, dans le silence, le pas rapide d'un garçon de bureau, regagnant, inquiet, son logement. A deux ou trois reprises, dans les dernières journées de mars, en avril, quelques avocats, demeurés à Paris, qui s'acheminaient vers le conseil de l'Ordre pour y délibérer. Parfois des patrouilles. Plus rarement des gardes nationaux s'aventurant, en promeneurs isolés, dans le temple silencieux.

Aux abords de l'ex-Préfecture se concentrait toute l'animation du Palais. Dans la cour de la Sainte-Chapelle, des fédérés, leurs femmes, des amis circulaient par groupes,

(1) *Gazette des Tribunaux* du 29 mars.

devisaient joyeusement et se montraient les profils vénérables, les deux bâtiments plus sévères affectés au parquet et aux chambres correctionnelles. Volontiers ils visitaient la Sainte-Chapelle, munis de permis que leur délivrait le cabinet de l'ex-Préfecture. Ils s'indignaient de voir les lis dorés briller encore sur les colonnettes. Flairant le complot avec Versailles, ils observaient les travaux entrepris sur l'ordre du délégué, guettaient le moment où seraient découverts les souterrains qui devaient recéler des armes et des munitions (1).

Le délégué occupait l'hôtel du fond de la cour.

Là avait siégé la Cour des comptes jusqu'en 1842. Puis le préfet de police y avait eu son cabinet et son appartement privé.

Il est malaisé de s'imaginer aujourd'hui l'édifice, qu'a remplacé une construction d'un sobre aspect, où fonctionnent, au rez-de-chaussée, le petit parquet, à l'étage supérieur, la première chambre de la cour d'appel.

C'était, à cette époque, un hôtel massif, datant du 18^e siècle. Il n'offrait à la curiosité des touristes que l'encadrement du portail. Deux figures allégoriques, sculptées par Lambert-Sigisbert Adam, représentant la Justice et la Prudence, et rappelant deux des quatre statues qui décoraient l'ancien hôtel, incendié en 1737. L'antichambre, l'imposant escalier donnaient accès à de vastes pièces. Un salon, où devaient s'accumuler, sous la Commune, les objets saisis dans les églises, avec, au centre, un drapeau tricolore que l'entourage du délégué affirmait avoir été pris à l'armée versaillaise. Une autre salle, le cabinet du préfet, dans laquelle tour à tour Raoul Rigault, Cournet, Ferré donnèrent leurs ordres. Les prisonniers de marque y furent interrogés, M^{re} Darboy notamment, et du cadre de la scène le crayon du greffier Slom a laissé un croquis saisissant (2). Bientôt ce cabinet aussi fut encombré de butin, d'armes en particulier, provenant des perquisitions. L'épée du général de Gallifet, le fusil d'Ernest

(1) Charles Desmaze, *La Sainte-Chapelle du Palais de justice* p. VI-VII. L'auteur de cet ouvrage reproduit un permis délivré aux officiers du 142^e bataillon.

(2) Publié par *le Monde illustré* du 15 avril 1871.

Picard, des brassards tricolores apparurent successivement, envahirent les murs et le magnifique bureau orné de bronze, voisinèrent avec les victuailles et les rafraîchissements.

Dès la première heure, Rigault s'était installé là, n'occupant à ce moment, entouré de ses amis, qu'un petit nombre de pièces. Mais après la mort de Duval (4 avril) il avait étendu son domaine : Il était devenu le seul maître de la Préfecture. — Les élections au surplus du 26 mars avaient assis son autorité. Il avait été élu membre de la Commune par le 8^e arrondissement, en tête de liste, bien qu'avec un nombre de voix tout à fait réduit, 2173 pour 17.825 inscrits. Et, après quelques hésitations, l'assemblée s'était décidée à lui laisser la police, aucune candidature plus sérieuse n'ayant été posée. Au jeune collègue, secrétaire provisoire de la Commune en raison de son âge, avait été attribuée la place prépondérante parmi les membres de la commission de sûreté générale. Comme à l'époque du Comité central, Rigault conservait, avec les fonctions, le titre de délégué à l'ex-Préfecture. Il fut maintenu à son poste par 29 voix, lorsque ses collègues l'appelèrent, le 20 avril, à faire partie de la seconde commission exécutive (1).

Derrière l'hôtel, un couloir conduisait à des bâtiments délabrés, mal juxtaposés, que parfois reliaient des galeries en bois, et qui, orientés vers la rue de Jérusalem et la rue de Harlay, semblaient avoir jailli au hasard. Ces bâtiments avaient renfermé, jusqu'au 18 mars, les divers services de la Préfecture. — La plupart des bureaux restaient utilisés. Dans les grandes lignes, le nouveau régime respectait même leur affectation.

Un personnel de fortune, peu à peu complété par Rigault et ses successeurs, y accomplissait la besogne courante. Aux collaborateurs du début (2) s'en étaient joints d'autres.

Gaston Da Costa vers le 1^{er} avril, — la veille ou l'avant-veille, a-t-il précisé, du départ de Duval, et dans des circonstances dont il a fait un singulier récit. Son concours, en effet,

(1) Voir ci-dessus, chapitre III. — Lors de l'élection à la première commission exécutive, Rigault n'avait recueilli que 18 voix.

(2) Voir chapitre I^{er}.

Rigault l'aurait obtenu en employant la manière forte. Le délégué, sur le refus qu'il lui opposait, l'aurait fait conduire à l'ex-Préfecture « par deux agents de ses amis, qui l'arrêtèrent sous forme de plaisanterie ».

Sans doute l'histoire eût-elle gagné en humour si Da Costa ne l'avait contée à l'officier rapporteur près le 3^e conseil de guerre dans un but évident de justification. Mais il serait demeuré difficile d'y ajouter foi. Une jeunesse impétueuse, des années d'intimité profonde avec Rigault et des projets révolutionnaires élaborés ensemble, tout indique que le collaborateur du délégué n'eut point à souffrir des violences, même légères, pour accepter ses fonctions nouvelles.

Cet éphèbe au visage doux et rose, imberbe, qu'enveloppait une cascade de cheveux blonds, était né à Paris le 15 décembre 1850. Une famille s'adonnant aux sciences et à la politique d'extrême gauche. Le père, Eugène Da Costa, était professeur de mathématiques. Il avait quatre fils. Eugène enseignait, comme lui, les mathématiques, et joua un rôle effacé. Jules-Louis, employé de commerce, fut, sous la Commune, caporal au 107^e bataillon. Il sollicita sa nomination comme officier d'état-major près de Brunel. Charles, dont j'ai parlé, exerça les fonctions de secrétaire de Protot. Le plus jeune enfin, Gaston-Pierre, allait être appelé, pendant les deux mois de guerre civile, à prendre de tout autres responsabilités.

De bonne heure, sa carrière s'était rapprochée de celle de Rigault. Comme lui bachelier ès sciences, — à 16 ans, — il avait, comme lui, envisagé le concours de l'école polytechnique. A ce moment, il subit le sort qui, sous l'Empire, entraîna nombre de jeunes gens. L'opposition antidynastique l'arracha aux travaux scolaires. Son nom avait figuré, dès 1866, avec ceux de Rigault, de Breuillé, de Levraud, parmi les signatures d'un appel rédigé pour le congrès de Genève. L'année suivante, il prit part à une manifestation organisée, place de l'Hôtel de ville, par les blanquistes, dans le but de protester contre la politique française en Italie. Avec Alphonse Humbert, Breuillé, Ducasse, Longuet, Ménard, et son frère Charles, il cria : « Vive Garibaldi, pas d'intervention »,

lorsque passa la voiture de Napoléon III et de l'Empereur d'Autriche. Pour cette affaire, dite de l'Hôtel de ville, il fut condamné, le 13 novembre 1867, à quinze jours d'emprisonnement (1).

Alors furent closes les portes du lycée. De vagues emplois pendant les années suivantes. Répétiteur de mathématiques, correcteur de la *Cloche*, puis de la *Marseillaise*. Quelques articles dans le *Mot d'ordre*. Une existence à la fois misérable et oisive, émaillée de conciliabules avec les révolutionnaires du quartier latin ou les socialistes des faubourgs, de manifestes signés et de propos tenus dans les brasseries. Tout naturellement se nouèrent alors des liens d'amitié entre lui et Rigault, son maître en la bohème politique. Les circonstances les resserrèrent bientôt. Après le 4 septembre, Da Costa suivit rue de Jérusalem le nouveau commissaire de police. A ses côtés, il fouilla les dossiers du personnel. A ses côtés aussi il voulut, le 31 octobre, prendre possession de la Préfecture et, l'entreprise ayant échoué, il fut invité à donner sa démission.

Il est bien certain qu'au cours des mois suivants subsista cette intimité. Gaston Da Costa assista sans réserves Rigault dans une action politique commune. Il paya de sa personne lorsque son ami se livra sur un agent de la Préfecture aux violences que j'ai rappelées. Il l'accompagna dans les manifestations, les cafés et les cercles avec une fidélité qui lui valut le surnom de « chien de Rigault ». — Partant pour Bordeaux, où il allait suivre les premiers débats de l'Assemblée nationale, Raoul Rigault lui laissa l'usage de sa chambre, 2, rue Thénard.

Da Costa demeurait là, en compagnie d'une maîtresse, lorsqu'il accepta, fort librement, de rejoindre à nouveau son ami à l'hôtel de la rue de Jérusalem. L'événement prolongeait, de la façon la plus logique, une collaboration déjà ancienne.

(1) Son casier judiciaire portait une condamnation antérieure. Cité comme témoin dans le procès de la *Renaissance*, il avait, à l'audience du 5 janvier précédent, refusé de prêter serment et de ce chef avait été condamné à cent francs d'amende.

De Gaston Da Costa, le délégué fit, en même temps que son confident habituel, son chef de cabinet, puis le chef de cabinet du comité de sûreté générale. Il devait ultérieurement l'investir de fonctions judiciaires.

A la Préfecture déjà, le collaborateur de Rigault fut mieux qu'un simple secrétaire. Aidé d'une douzaine d'employés, il expédiait la correspondance et rédigeait des circulaires. Dans le courant d'avril, il annonça, par un service plus précis, son aptitude au parquet. Il ne délivra pas seulement des autorisations à ceux qui désiraient sortir de la capitale. Il statua aussi sur les demandes de permis de communiquer formulées par les parents des détenus. Ce fut en qualité de « commissaire de police de la Commune, chef de cabinet du comité de sûreté générale, muni des pouvoirs nécessaires », qu'il procéda à de premiers interrogatoires, entre autres à celui de Largillière. Il signa des mandats d'amener et des ordres d'écrou. Avec le concours des employés des archives, il poursuivit tout particulièrement l'œuvre qu'avait entreprise son chef, la recherche des agents secrets de l'Empire.

Sous le titre de secrétaire général, Albert Regnard (1) exerça des fonctions analogues, cumulées avec celles de médecin légiste près les autorités judiciaires de la Commune.

Sa carrière mouvementée l'avait préparé à ce double emploi. Il avait fait ses études de médecine à Paris, pratiqué à l'hôpital de la Charité, et plus tard dans son quartier, aux alentours de la rue des Ecoles. Mais de bonne heure il s'était mêlé au mouvement révolutionnaire. La politique l'avait emporté sur le souci de la clientèle. Pour sa participation au congrès de Liège de 1865, il avait été l'objet d'une mesure disciplinaire, avec Victor Jaclard et Germain Casse. La sanction ne le découragea point, pas plus qu'une condamnation prononcée contre lui, en 1867, par le tribunal de la Seine, pour « outrages à la morale publique et religieuse ». Matérialiste, disciple de Blanqui, il avait fait paraître, en 1865, un *Essai d'histoire et de critique scientifique*. Successivement

(1) Regnard (Adrien-Albert), né à la Charité (Nièvre), le 20 mars 1836.

il collabora à la *Renaissance*, à la *Libre pensée*, à la *Patrie en danger*. Il posa, en février 1871, sans succès, sa candidature à l'Assemblée nationale. Déception plus pénible, il ne fut pas de la Commune.

Rigault pensa l'en consoler par une haute mission à l'ex-Préfecture. La mission, donnée vers le 15 avril, dénotait de la part du délégué la plus grande confiance, car elle portait sur le contrôle des arrestations et impliquait le droit d'en décider. Un certain nombre de mandats d'amener et de billets d'écrou — ceux de Largillière, de Maxime Du Camp — furent revêtus de la signature du médecin. Plusieurs individus, par contre, lui durent leur liberté.

La tâche de Regnard cependant s'étendait au delà. Il était l'intermédiaire habituel entre les services, et par lui s'opérait la liaison. La délégation de justice le consultait pour la désignation d'un expert, le juge d'instruction Aubry, au sujet d'un document saisi. Il transmettait au directeur de Mazas une lettre destinée à l'archevêque.

La crise ouverte à l'Opéra lui valut un surcroît de travail. Peu connue, fort curieuse, l'histoire comporterait une étude particulière. Je me bornerai à indiquer qu'Albert Regnard se préoccupa, dès la fin d'avril, de réorganiser l'administration du grand théâtre national. Il eut, pour l'assister dans ses démarches, en dehors de son secrétaire Joseph Rayer, le concours spécial d'un agent d'affaires Meurs-Masy. Eugène Garnier remplaça, comme directeur, Emile Perrin. L'affaire toutefois n'alla point sans entraîner des incidents et de nombreuses allées et venues. Le directeur frappé de disgrâce voulait emporter des meubles qu'il disait lui appartenir. Un mandat d'amener fut décerné contre lui. Dans les premiers jours de mai, ce fut, pour Regnard, l'obligation de se déplacer presque chaque jour. Le 2, afin de faire connaître au personnel de l'Opéra les intentions de la Commune ; le 12, pour installer le nouveau directeur. En même temps était instituée une commission chargée de « veiller aux intérêts de l'art musical et des artistes ». La Commune, elle aussi, nomma volontiers des commissions. Celle-là, mettant l'art en minorité, donna l'avantage à la police. Près de

Raoul Pugno siégèrent Cournet, Levraud et le secrétaire général Regnard (1).

Ainsi, Albert Regnard fut un des fonctionnaires occupés de la Préfecture. Ses fonctions ne l'absorbaient cependant pas à ce point qu'il dût se dérober à d'autres travaux. Il accepta plusieurs expertises. La plus importante fut celle qu'entraîna la mort mystérieuse de l'avocat Grilliet dont il effectua l'autopsie. Entre temps il reprenait sa plume de polémiste. La *Nouvelle République* publia, le 31 mars, un article où il étudiait le rôle de la première Commune, « la bonne, celle du 10 août et du 31 mai, de Chaumette, de Pache et d'Hébert ».

La 1^{re} division de la Préfecture échut à Edmond Levraud, la 2^e à A. Olivier. Si celle-ci (voirie, marchés, navigation...) ne présentait aux yeux des révolutionnaires que peu d'importance, l'autre, à laquelle étaient rattachées les maisons de détention, offrait un tout autre intérêt.

Un homme de valeur, qu'avait entraîné l'ardeur de ses convictions démocratiques, en assumait la direction. Parisien d'origine, appartenant à une famille foncièrement républicaine, Levraud (Edmond-Louis) avait également pris part, aux côtés de son frère, à toutes les manifestations blanquistes qui marquèrent la fin de l'Empire et le Gouvernement de la Défense nationale. Il avait été du *club Blanqui*, de l'*Alliance républicaine*, des coups de force du 31 octobre et du 22 janvier.

(1) Les archives du Ministère de la justice contiennent un mémoire intéressant de Meurs-Masy dans lequel j'ai puisé. — Du dossier des poursuites exercées, devant le conseil de guerre, contre Regnard j'extrais les lettres inédites suivantes :

« Paris, le 30 avril 1871. — M. le secrétaire général.

Selon l'ordre que vous m'avez transmis, j'ai fait convoquer les artistes de l'Opéra pour demain lundi 1^{er} mai, à 2 heures. Ainsi que j'ai prié M. Raoul Pugno de vous le dire, je me tiendrai à votre disposition, au cas où vous désireriez vous rendre au théâtre un peu avant l'heure fixée pour la convocation.

Je vous prie, etc... Emile PERRIN. »

Cette deuxième lettre a trait aux représentations de bienfaisance qui devaient être données à partir du 19 mai (*J. off. de Paris* du 20) :

« Cabinet du délégué civil à l'ex-Préfecture.

Les artistes de l'Opéra sont prévenus que toutes les mesures nécessaires sont prises, afin de les exempter du service de la garde nationale en vue des représentations qui vont être données à ce théâtre.

Le secrétaire général à l'ex-Préfecture de police,

15 mai. A. REGNARD, »

Au lendemain du 18 mars, Rigault, son commensal de la brasserie Glaser, le prit avec lui. — Ce fut vers la fin de mars, l'organisation s'ébauchant, qu'il lui confia la 1^{re} division.

Dans le principe, besogne de bureau, toute de contrôle. A Levraud incombait le soin de vérifier l'exécution des décisions de justice. Il écrivait, le 1^{er} avril, aux directeurs des prisons (1) :

« Citoyen directeur, — Veuillez, je vous prie, joindre à la feuille de mouvement qui doit nous être remise chaque jour un état sur les individus ayant terminé leur peine et devant être mis en liberté. Il est surtout nécessaire qu'il soit remis quatre jours à l'avance, afin de rechercher s'il n'y a pas lieu de les retenir pour d'autres motifs.

Le chef de la 1^{re} division. — Ed. Levraud. »

Une circulaire, transmise le 15 mai à toutes les maisons de détention et concernant les ordres de mise en liberté, spécifiait : « La signature Levraud n'est valable que pour les condamnés (2). »

Il exerçait une surveillance semblable sur les aliénés et, le 26 avril, présentait au successeur de Rigault, Frédéric Cournet, un rapport tendant à enjoindre aux commissaires de police de se conformer aux prescriptions de la loi du 30 juin 1838, — rapport rédigé en un style administratif impeccable, qui engendra un arrêté du nouveau préfet (*Journal officiel* du 28 avril).

Mais en fait la surveillance des prisons investissait Levraud d'un pouvoir singulièrement plus large, dont il usait au même titre que Da Costa et Regnard. De tous les droits, celui d'écrouer fut, sous la Commune, le plus communément attribué. Edmond Levraud signa, en avril, plusieurs décisions de cette nature. Il ratifia le maintien de Coré au secret. Le 10, il donna un autre ordre qui valait mieux, celui de faire interroger un individu, détenu depuis quelques jours au Dépôt. L'élasticité de ses attributions lui permit même, le 22, d'adresser une circulaire aux commissaires de police de la

(1) *Document inédit.* Dossier concernant Levraud. Ministère de la guerre.

(2) *Ibid.*

Commune, afin de les initier à l'art de la rédaction et de la méthode.

Jusqu'aux derniers jours Levraud resta fidèle à ses fonctions administratives. La pensée du rôle qu'il eût pu jouer au dehors ne l'en détourna point. Commandant d'un bataillon, le 204^e, il le fit affecter spécialement à la garde de l'ex-Préfecture (1). Nommé juge à la cour martiale par arrêté du 12 mai, il n'en continua pas moins son service à la 1^{re} division. En termes sévères il dénonça, le 20 mai, au délégué à la guerre les hommes de son propre bataillon qui sous les ordres de Jolivet avaient envahi l'une des prisons, celle de la Santé, soumises à son contrôle (2).

Collaborateur aussi de la première heure, tout d'abord revêtu du titre de commissaire de police, Alfred Breuillé reçut de Raoul Rigault, à la fin de mars, la direction du personnel. Il remplit tout à la fois les deux fonctions. En sa qualité de commissaire attaché à l'ex-Préfecture, il signa des ordres d'écrou, celui du 21 mars, concernant une femme « atteinte d'aliénation mentale », ceux des 4, 15, 20 avril, visant entre autres des gardiens de la paix. Il procéda à une enquête, et déposa, le 14 mai, un rapport au sujet d'un dépôt considérable d'armes qu'on supposait cachées dans un souterrain communiquant avec le fort de Vincennes. — Comme directeur du personnel, il désigna, en avril et en mai, des inspecteurs de commissariats, des « surveillants au service actif des voitures », des surveillants de prisons. Certains commissaires de police nommés par la Commune — celui des Invalides — lui rendaient compte de leur installation. Aux commissaires affectés aux gares, il adressait, le 20 avril, ses instructions, d'une prudence fort conservatrice : « Ils ont la surveillance des personnes, des crimes et délits qui

(1) Le 204^e bataillon occupa cependant, sur l'ordre de Levraud, le couvent de la rue de Picpus.

(2) « Un fait grave s'est présenté cette nuit. La prison de la Santé a été envahie vers 2 heures du matin par le 204^e bataillon, commandant Jolivet, lequel était porteur d'une dépêche émanant de l'Ecole militaire. Il existait, disait-il, une conspiration de gendarmes. Malgré l'assurance du directeur que ce fait n'existait pas, le commandant visita la prison accompagné de ses officiers et d'un piquet, et installa le bataillon dans la chapelle... » (*Document inédit, même provenance*).

pourraient s'y commettre, et ne doivent en rien s'immiscer dans les affaires administratives de la compagnie. »

Le 14 mai (*Journal officiel* du 16) Alfred Breuillé abandonna la Préfecture pour le parquet. Louis Clermont le remplaça (1). Commissaire spécial comme Breuillé, il avait été pendant quelques jours, avec le titre de « sous-chef du cabinet », affecté au service que dirigeait Da Costa. Ce fut lui qui désormais nomma les surveillants de maisons d'arrêt, les inspecteurs de garnis, — ajoutant à ces attributions paisibles les missions plus périlleuses que lui confia le procureur de la Commune et dont l'une, l'exécution de Chaudey, devait associer de façon sinistre la mémoire des deux hommes.

Deux autres *commissaires spéciaux*. A. Jeunesse et Giffault (Emile-Magloire), celui-ci descendu, dès les premiers jours, de Montmartre à la Préfecture de police.

Le délégué les attacha, avec les titres de chef et de sous-chef, au service des archives. En fait, loin de s'opposer l'un à l'autre, les mandats se conciliaient. Ces fonctionnaires de la Commune eurent pour tâche principale de rechercher, comme employés aux archives, les agents secrets de l'Empire, et, comme policiers, de les faire écrouer. Largillière, Ruault furent arrêtés par les soins de Giffault. Jeunesse d'autre part dirigea la perquisition effectuée chez le maréchal Bazaine. Ils eurent, aux archives, pour collaborateurs deux commis, dont l'acteur Touzé.

Quatre *commissaires spéciaux* également, collaborant à l'administration de la Préfecture de façon plus ou moins régulière. Caulet de Tayac (Gaston-Stanislas), journaliste et orateur apprécié des réunions publiques, l'ancien commissaire de police Virtely (Louis-Pierre), révoqué par le gouvernement du 4 septembre, le garde national Chapitel (Auguste-Adolphe), et un étudiant en droit, Huguenot (Antoine-Arthur) (2). D'employé, Virtely se vit élever au grade de chef du premier bureau. Chapitel et Huguenot

(1) Né à Roanne le 3 mai 1845.

(2) Huguenot fut ensuite nommé substitut du procureur de la Commune. A l'occasion de ces fonctions je fournirai sur lui quelques renseignements biographiques. (Voir ci-dessous même chapitre.)

furent mis à la permanence. Caulet de Tayac fut le moins assidu, entre temps, en avril, chargé de mission à Lyon dont il s'efforça de rallier la municipalité à la révolution parisienne.

D'autres, nommés, d'après leurs titres personnels, la camaraderie ou l'ordre d'arrivée, chefs, sous-chefs de bureau, simples employés (1). Le chef de la police municipale Aminthe Dupont, appelé ultérieurement à de plus hautes destinées. Le licencié en droit Charles Riel qui dirigea les 4^e et 5^e bureaux et notamment le service important des passeports. Le ciseleur Barré (Aristide), secrétaire, puis chef de la permanence. Replan caissier (2). Les secrétaires du cabinet Lombard, d'Arcq, et le frère de Théophile Ferré. Pichon aussi, après le 13 mai, en qualité de secrétaire particulier de

(1) Sornet, le gérant du *Père Duchêne*, recommandait un candidat : « Le citoyen L., adjudant-major du bataillon d'Humbert, demande à entrer en fonction, de préférence dans le service d'Olivier qu'il connaît particulièrement. » Du personnel, on adressa l'homme à Levraud avec cette note : « Je vous envoie un sous-chef de bureau qui ne vous est pas inconnu et qui nous est vivement recommandé par le *Père Duchêne*. Dans le cas où vous ne pourriez le caser, renvoyez-le à Olivier. » (*Documents inédits* classés aux Archives de la Préfecture de police).

(2) Cet employé remplit, rue de Jérusalem, les fonctions de Davy à la délégation de justice. Bien entendu l'ex-Préfecture eut son budget propre. Sur les sommes à elle versées furent réglés les traitements, modiques au surplus, de ses employés et les frais généraux. L'on aimerait à posséder quelques précisions au sujet de ces dernières dépenses. Le livre de la 3^e caisse, conservé aux Archives de la Seine (voir ci-dessus, chapitre IV) mentionne seulement des frais de voitures. Dans les Archives de la Préfecture de police j'ai relevé cet état inédit que je reproduis à titre documentaire :

Sûreté générale		Commune de Paris	
Section de la rue		Frais supplémentaires.	
Tombe-Issoire, 39.		—	
Perquisition de Luxembourg (?)		Voiture	8
		Nourriture des gardes . .	4,50
		Ouverture des coffres-forts.	6
		Port de pièces	3
		}	21,50
Perquisition opérée chez les Jésuites et les sœurs d'Issy.		Voiture	8
			8
Affaire Dazet Perquisition opérée Bar ^{re} Kellermann		Honoraire du médecin . . .	2
		Voiture	6
		Port de pièces	2
		}	8
		Total	39,50
Commune			18

l'erré, lorsque celui-ci eut succédé à Cournet comme délégué à la Préfecture. Certains enfin aux fonctions mal définies, ou qui, revêtus du titre de commissaires spéciaux, ne tardèrent pas à abandonner les bureaux pour une besogne plus active, Baclé, Gabriel Brideau, Pilotell, Fouet, destiné à achever comme directeur de prison sa carrière administrative. Et d'autres dont s'est perdu le souvenir, « déclassés de toute nature », a dit Cattelain qui vécut parmi eux, « jeunes tapageurs du quartier latin ».

Dans le personnel, une place spéciale doit être réservée à Cattelain.

Le plus bohème assurément des fonctionnaires de l'ex-Préfecture. — Parisien de naissance, montmartrois de nationalité, Philippe-Auguste Cattelain était le seul qui n'eût point avant la Commune, fréquenté les clubs et les émeutes. Il exerçait la profession de graveur. Le caricaturiste André Gill lui portait intérêt. Ce fut un journaliste, connu par l'intermédiaire de Gill, qui conduisit, vers le 1^{er} avril, le graveur dans le cabinet de Rigault. Des liens d'amitié furent vite renoués. Le délégué reconnut en son visiteur un autre compagnon de table, cette fois du café Théodore. Avec une douce naïveté, Cattelain a conté l'entrevue (1). « J'avais exposé à Rigault que n'étant pas d'un tempérament guerrier, je me sentais quelques aptitudes ou pour la direction de l'Assistance publique ou pour le poste de chef de la sûreté. Treillard, fusillé depuis, était déjà directeur de l'Assistance, mais on voulait reconstituer la sûreté. Je fus nommé de suite. »

Mais quel désordre il constate aussitôt dans le bureau de son prédécesseur Claude, qu'on lui a affecté ! De tous côtés gisent des papiers éparés. « Le plus grand nombre appartenait aux casiers judiciaires dispersés. Par qui ? Je ne l'ai jamais su... Je crois que dans l'attaque de la Préfecture il a dû s'introduire des individus qui avaient intérêt à fouiller pour anéantir les traces de leur passé. »

Et puis, deux soucis l'assaillent à la fois. Il voudrait trou-

(1) Ph. Cattelain, *Mémoires inédits du chef de la sûreté sous la Commune*, p. 56.

ver des collaborateurs, et souhaite déjeuner. Malheureusement, jusqu'au jour où il aura « de l'or dans son gousset », les fonds manquent rue de Jérusalem. Il écarte l'idée de regagner son domicile. « J'étais chez moi à la Préfecture et je voulais y rester », car il est « un peu de vanité au cœur de l'homme ». Cattelain se résoud à partager le repas d'un bataillon montmartrois qui garde les bâtiments. Trouver des hommes pour assurer le service est plus difficile encore. A grand peine, il en réunit trois, l'un qui pêchait à la ligne, et deux « au nez d'ivrognes ». En avances il remet à chacun cinq francs qu'a fournis Rigault, et les nouveaux agents de disparaître à tout jamais.

Quelques jours après, il obtint la collaboration d'Henneron à défaut de celle de Claude, qu'il avait eu la pensée déconcertante de s'adjoindre, et dont Rigault lui avait tout net refusé l'assistance (1). La situation se modifia. Il recruta des employés, Jean Thouret, David Guille, etc... Henneron de son côté lui trouva les « solides agents » qu'il désirait. Peu à peu s'évanouirent alors les antipathies d'antan. Aux inspecteurs en bourgeois, aux « mouchards », il découvrit des vertus ignorées. « Il m'a fallu occuper quelque temps le poste de M. Claude pour me débarrasser de ces légendes ridicules, et je sais maintenant que les agents de sûreté sont les êtres les plus inoffensifs du monde, recrutés presque toujours dans la classe des jeunes gens sortant de l'armée... Il faut, ajoutait-il avec déférence, n'avoir pas un jour de prison sur son casier judiciaire pour être agent... » Il ne repoussa point davantage le concours des indicateurs professionnels ni celui des dénonciateurs, « leur donnant une somme convenable suivant l'importance des affaires, mais ne payant qu'après livraison de la marchandise, c'est-à-dire les gens vendus, arrêtés, et convaincus de leurs méfaits ». Ni celui même des anciens inspecteurs des mœurs, que bien au contraire il rechercha, d'accord avec Rigault, pour leur confier la surveillance de la prostitution « comme sous les régimes passés ».

(1) Le chef de la sûreté avait d'ailleurs refusé de se rallier à la Commune.

Cependant, cantonné dans la recherche des délinquants de droit commun, abandonnant à d'autres les affaires politiques (1), il atténuait de toute sa fantaisie sentimentale la rudesse de ses fonctions. Il envoyait cet ordre : « Je prie le citoyen directeur de la prison de Saint-Lazare de laisser communiquer la citoyenne X... pour une question d'humanité. Elle veut porter à allaiter l'enfant à sa mère. Surveillez-les afin de me mettre à couvert. Mais je pense que la République ne doit point priver l'enfant du sein de sa mère. » Par la voie de l'*Officiel* (du 13 avril) il annonçait une quête qu'allaient faire les commissaires de police pour les victimes de la guerre, et le communiqué se terminait ainsi : « La Commune a envoyé du pain à quatre-vingt-douze femmes de ceux qui nous tuent. Il n'y a pas de drapeaux pour les veuves ! La République a du pain pour toutes les misères, et des baisers pour tous les orphelins ! »

A ces fonctionnaires de l'administration centrale de l'ex-Préfecture s'ajoutèrent ceux des services extérieurs, commissaires spéciaux de police, personnel des commissariats de quartier, personnel des prisons.

Nous avons eu l'occasion d'indiquer les noms de plusieurs agents bientôt promus au grade de commissaires spéciaux attachés à la Préfecture. — Pilotell (Georges-Raoul-Eugène) (2) mérite une mention particulière, en raison de l'importance des missions à lui confiées. Dessinateur satirique, fondateur du journal la *Caricature*, Pilotell dut, comme tant d'autres, aux brasseries du quartier latin la confiance de Raoul Rigault. Il assista, pendant peu de jours, Da Costa dans les travaux du secrétariat, puis se vit charger des opérations de police les plus délicates, pour lesquelles il néglicea une vague délégation aux beaux-arts. Le souvenir de l'arrestation de Chaudey s'est attaché à son nom. Mais il arrêta peut-être aussi Antonin Dubost et en tout cas le directeur de l'*Eclipse*, Polo, perquisitionna dans l'hôtel d'Ernest Picard, effectua les saisies aux bureaux de plusieurs journaux. A la

(1) Il fut cependant chargé par Rigault de conduire Chaudey à Mazas, avec Pilotell et Henneron.

(2) Né à Poitiers, le 17 février 1845.

suite des conditions scandaleuses dans lesquelles il avait opéré ces arrestations, il fut destitué par la Commune (séance du 23 avril). — Comme Pilotell dessinateur, Le Moussu (Benjamin-Constant) (1) acquit, par son zèle farouche, la même renommée que son collègue. Il se spécialisa, traqua le clergé en sa qualité de commissaire de police des Grandes-Carrières, puis, avec des pouvoirs élargis, de commissaire aux délégations judiciaires. A ce moment, il s'installa au Palais de justice dans le cabinet 2 de la galerie des magistrats instructeurs. C'est lui qui, en avril, ordonna la fermeture à Montmartre de l'église « dite de Saint-Pierre » et « l'arrestation des prêtres et ignorantins », motivant ainsi sa décision : « Attendu que les prêtres sont des bandits, et les églises des repaires où ils vont assassiner moralement les masses. » Avec ses secrétaires Lacroix et Nepveu, il se chargea de la plupart des perquisitions pratiquées dans les églises de la capitale, à Saint-Vincent-de-Paul, à Saint-Germain-l'Auxerrois, à Notre-Dame-de-Lorette, à Notre-Dame-des-Victoires. S'il s'acquitta d'autres missions, il arrêta surtout des prêtres, l'abbé Bertaux notamment, curé de Montmartre, l'abbé Lamazou, vicaire de la Madeleine, et ce vicaire de Saint-Germain-l'Auxerrois que, dans son rapport adressé le 20 mai au délégué à l'ex-Préfecture de police, il « donnait comme étant d'une effronterie, d'une impudeur révoltante (2) ». — Gausseron (Bernard) eut un avancement semblable. Il fut commissaire de police du quartier de la Sorbonne, puis commissaire spécial à l'ex-Préfecture. — En cette dernière qualité Félix Henry perquisitionna, en avril, dans l'appartement du maréchal Mac-Mahon. — « Capitaine-adjutant de place attaché à la Préfecture de police », Révol exerça des fonctions analogues, tout au moins lorsque, le 4 avril, il procéda à l'arrestation de M^{sr} Darboy. — Citons aussi les commissaires spéciaux Tabareau, Benjamin Sachs, Baclé, Bridéau, Mékarski, particulièrement chargé des perquisitions, Landeck, affecté aux délégations judiciaires.

(1) Né à Séné (Morbihan), le 14 juin 1846.

(2) Document inédit. Dossier concernant Le Moussu. Ministère de la guerre.

La délégation de l'ex-Préfecture nomma d'autre part, dans de nombreux quartiers, des commissaires de police. Elle envisagea même la création d'un poste de commissaire de police central par arrondissement (*Journal officiel* du 14 mai). Parmi ces fonctionnaires de la Commune, j'ai noté Le Moussu, installé, pendant quelques semaines, aux Grandes-Carrières, Gausseron à la Sorbonne. D'autres reçurent leur affectation. Bochard, nommé commissaire du quartier de Saint-Germain-l'Auxerrois, puis commissaire central du 1^{er} arrondissement (1) ; Pierre Salin, commissaire des Halles (2) ; Coupey, commissaire pendant quelques jours du quartier de la Place-Vendôme ; Maillot, commissaire du quartier de Vivienne ; Marius Fabre, envoyé aux Arts-et-Métiers ; Auguste Baillet, aux Enfants-rouges, avec son père pour secrétaire ; Méjeau, au quartier de Notre-Dame ; Bridon, à celui de Saint-Thomas-d'Aquin ; Husson, aux Invalides ; Charles Fournier, puis François Javelot, à l'Ecole-militaire, avec Garnier comme secrétaire ; Cauny aux Champs-Élysées ; Caissot, au quartier de l'Europe ; Noguès, à Saint-Georges ; Michel, au faubourg-Montmartre, d'où il étendit ses pouvoirs sur tout le 9^e arrondissement ; Clavier, à Bel-Air, avec Mercier pour secrétaire, et comme inspecteurs Girault et Pitois ; Jean-Louis Landowski, nommé à la Porte-Saint-Denis, avant d'être élevé au grade singulier de « commissaire central de la navigation et des ports », avec Carrier pour collaborateur ; Barret, à la Porte-Saint-Martin ; Blond, à l'Hôpital-Saint-Louis ; Bertin, à Montparnasse ; Delaire, envoyé à Auteuil ; Wattelier, aux Batignolles ; Andrès, nommé commissaire central du 7^e arron-

(1) Il s'installa en cette qualité au Palais de justice.

(2) Le 15 mai, Salin adressait au D^r Pillot, membre de la Commune, délégué au 1^{er} arrondissement, la lettre suivante qui précise les intentions de l'ex-Préfecture. « Citoyen, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en faire part hier, et si vous mettez à exécution le décret de la Commune paru à l'*Officiel* du 14 courant, je viens vous offrir mes services, pour remplir les fonctions de commissaire central près votre arrondissement. Dans une réunion présidée également hier par le citoyen Ferré, délégué à l'ex-Préfecture, il a été décidé que ces fonctions seraient remplies de préférence par l'un des commissaires du quartier. Je viens donc vous prier de fixer votre choix sur moi, pour le cas, bien entendu, où vous n'en trouveriez pas un plus digne. » (*Document inédit*, Dossier concernant Salin. Ministère de la guerre.)

dissement ; Charles Mirault, appelé aux mêmes fonctions dans le 11^e ; Delachapelle, dans le 12^e. Citons aussi Sauvagère, E. Weiprecht. Des commissaires de police furent d'autre part attachés aux gares, Charles Da Costa notamment à la gare de Lyon.

Il n'était pas moins important pour le gouvernement nouveau d'avoir, à la tête du personnel de chaque prison, un homme résolu, dont le dévouement aveugle lui fût acquis. Rigault recruta des directeurs d'un jacobinisme à toute épreuve. Le capitaine Charles Mouton, du 101^e, qui avait, le 49 mars, pris possession de Mazas, y demeura en qualité de directeur. Au Dépôt, Coré, écroué le 20, fut remplacé par le serrurier Maurice Garreau. A *Pélagie*, le 23, Lassalle, par Augustin Ranvier, frère du membre de la Commune. A la Conciergerie, le 30, Deville succéda à Fontaine, parti pour Versailles. A la Santé, ce fut Augustin Caullet qui fut nommé ; à la Petite-Roquette, Clovis Briant ; à la Grande-Roquette, Jean-Baptiste François ; à Saint-Lazare, Philippe Hesse. Dans la seconde quinzaine d'avril, il y eut un mouvement parmi les directeurs, qui modifia ces désignations. Mouton remplaça Hesse à Saint-Lazare, et Garreau passa à Mazas. Garreau eut lui-même pour successeur, au Dépôt, l'associé de Louis Clermont, le parfumeur Eugène Fouet. Cet ancien fonctionnaire de la Commune m'a fait parvenir en février 1914, de Genève où il s'était retiré, les renseignements que voici sur les conditions dans lesquelles il avait été nommé (1) :

En 1868, — j'avais dix-huit ans, — je travaillais chez mon père avec Louis Clermont, de quatre ans plus âgé. J'étais affilié à un groupe blanquiste dont faisaient partie Eudes, Breuillé, et je suivais régulièrement les réunions publiques. Nous fréquentions le café de la Renaissance, au 1^{er} étage, 4, boulevard Michel. — En 1870, réformé du service militaire (jambe difforme et pied bot) j'ai fait le siège, appelé par Rigault à la fonction de délégué à la boulangerie dans le 18^e arrondissement, lors du rationnement. A la suite du 31 octobre, pour éviter les suites d'une perquisition,

Rigault déposa dans notre petit logement, alors au nom de Louis Clermont qui ne faisait pas de politique, une valise en cuir.

En 1871, Rigault, tard pendant la Commune, prit Clermont à la Préfecture et me pria de remplacer Garreau à la direction du Dépôt. Très jeune, et peu qualifié pour ma fonction, j'éprouvai le besoin de m'y montrer humain. J'étais surtout sensible aux réclamations des détenus. A cela, en somme, s'est borné mon rôle. Le personnel, qui était resté le même que sous le Gouvernement de la Défense nationale, fonctionnait pour ainsi dire automatiquement.

Cette dernière précision est à retenir. Elle contribue à donner à la Commune, malgré ses efforts, un caractère provisoire et nécessairement conservateur.

Lorsque parvint aux fonctionnaires de l'administration régulière l'ordre, donné par Versailles, de quitter la capitale, un grave problème de conscience se posa pour le personnel des prisons. Le directeur de la Conciergerie, Fontaine, l'indiqua dans une lettre, datée du 30 mars, publiée le 3 avril par l'*Opinion nationale*. Cependant il se refusait à exécuter plus longtemps les décisions de la police révolutionnaire, et invitait ses collaborateurs à gagner Versailles. Résolution dont le président Bonjean conçut tout le péril. Déjà consulté par des greffiers de la Conciergerie et du Dépôt, il les avait invités à conserver leurs fonctions pour veiller à la sécurité des détenus. Le 30 mars, il écrivit au procureur général près la cour de cassation, Paul Fabre, lui exposa la situation et le pria d'en référer au garde des sceaux (1). Le greffier Kahn se chargea de porter la lettre. De leur côté, les employés de la Santé consultaient, par l'intermédiaire d'un ancien commissaire de police, leurs chefs hiérarchiques. De retour à Paris, Kahn ne tarda pas à être écroué sous l'inculpation « d'intelligences avec Versailles ». Mais une nouvelle consigne avait été, grâce à

(1) « ... Beaucoup d'employés hésitent, quelques-uns même, craignant d'encourir la disgrâce du gouvernement, ont déjà abandonné leur service, au grand chagrin des pauvres prisonniers. Autant que j'ai pu, du fond de ma cellule, j'ai combattu une tendance si funeste, non certes dans l'intérêt de ma sécurité personnelle dont je ferais bon marché, mais pour celle d'environ deux cents gendarmes, sergents de ville, commissaires de police et autres fonctionnaires en ce moment détenus au Dépôt seulement... »
— Cette lettre a été publiée par Maxime Du Camp, *op. cit.*, t. 1^{er} p. 67-68.

cette double démarche, donnée aux employés des maisons de détention. Le chef de la 1^{re} division de la Préfecture de police, transférée en Seine-et-Oise, avait dit « qu'en raison des services qu'ils pouvaient rendre aux otages, le préfet consentait à ce qu'ils restassent à leur poste (1) ».

Cette présence d'employés, de gardiens de prisons qu'il n'avait pas nommés, le gouvernement de l'Hôtel de ville l'accepta : Il avait fait appel au concours de tous les fonctionnaires, et eût d'ailleurs éprouvé de grosses difficultés s'il lui avait fallu remplacer du jour au lendemain l'ensemble du personnel pénitentiaire (2). La délégation se contenta de lui adjoindre quelques amis sûrs, prêts à accomplir toutes les besognes. Certains, affectés à Sainte-Pélagie, acquirent pendant les derniers jours une notoriété compromettante. Le greffier Benn (Henry), d'origine anglaise (3), le sous-greffier Jean-Baptiste Clément (4), le brigadier Gentil, le surveillant Berthier (5). Et Préau de Vedel (Gustave-Simon), ingénieur constructeur, qui, purgeant une condamnation à la suite d'un délit de droit commun, fit, dans sa prison, fonction de bibliothécaire. Simultanément, jusqu'à la chute du régime, fonctionnèrent les deux personnels. Loin de dissimuler leur double collaboration, si singulière, l'ex-Préfecture la reconnut dans une circulaire en date du 1^{er} avril : Breuillé y invitait les directeurs de prisons à envoyer un état du personnel indiquant « si les employés sont nouveaux ou anciens ». Il ajoutait : « Les employés qui ont déserté leur poste ne seront pas portés sur cet état, qui sera communiqué

(1) Extrait *inédit* d'un rapport daté du 24 juin 1871, adressé par les greffiers de la Santé à leur directeur. (Dossier des poursuites exercées contre Ferré. — Ministère de la guerre.)

(2) Rossel, *Mémoires et correspondance*, p. 485.

(3) Né à Enfield, le 2 avril 1829.

(4) Il ne faut pas confondre cet employé avec son homonyme, le membre de la Commune Jean-Baptiste Clément, auteur de la chanson populaire, *Le Temps des cerises*. Né à Paris le 2 décembre 1847, le sous-greffier avait été nommé à son emploi dès le 22 mars.

(5) Citons aussi, à titre d'exemples, la nomination à Saint-Lazare du sieur Cohen en qualité de greffier de seconde classe, annoncée le 2 avril par Breuillé au directeur de Saint-Lazare (Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris), et celle, à la même prison, du sieur La Brunière.

au délégué civil pour le règlement des appointements (1). »

L'administration pénitentiaire comprit enfin, sous la Commune, un emploi d'inspecteur général. Il fut attribué à Georges Michel, fils du commissaire de police. Georges Michel se montra dans quelques prisons, y accompagna des journalistes (2). Il assura la nomination de Benn.

L'existence d'un personnel aussi nombreux souligne bien que, dans la pensée de Rigault, dans celle des membres de la Commune, l'ex-Préfecture ressuscitait, et devait conserver sa place parmi les institutions fondamentales.

En vain, le *Père Duchêne* avait réclamé, avant le 18 mars, la suppression de « l'infâme Préfecture de police ». En vain, le coup de force accompli, d'autres organes de la Commune, la *Nouvelle-République*, le *Mot d'Ordre*, avaient maintenu, pendant les premiers jours du moins, ce point essentiel de leur ancien programme (3). — Derniers échos d'une protestation traditionnelle, étouffés bientôt par le fait, et, il faut bien le dire, par la nécessité. Les délégués qui se succédèrent rue de Jérusalem adoptèrent l'organisme, avec ses rouages essentiels.

Le plus sérieusement du monde, Raoul Rigault emprunta au préfet de police son pouvoir réglementaire lui-même. Certaines décisions se concevaient. Mais Rigault ne se borna point à édicter, le 31 mars et le 2 avril, des prescriptions concernant la délivrance des laissez-passer et les sorties de Paris. Il eut d'autres soucis, qui purent sembler étranges, dans les angoisses de la guerre civile. Dès le 25 mars, il avait pris un arrêté, contresigné par Duval, constatant qu'il « était immo-

(1) *Document inédit*. Classé à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la ville de Paris.

(2) *Liberté* du 13 mai.

(3) *Père Duchêne* du 17 ventôse, *Nouvelle République* du 22 mars, *Mot d'Ordre* du 2 avril. — Dans son numéro du 3 mai, le *National* releva, non sans finesse, le démenti que les blanquistes de la rue de Jérusalem s'étaient donné à eux-mêmes. « Et quant à l'ex-Préfecture, dont la suppression tenait tant au cœur de certains révolutionnaires quand ils aspiraient à la destruction des dossiers qu'elle renfermait, si l'on peut s'étonner aujourd'hui d'une chose, c'est de cet ex qui précède encore son nom. »

ral et contre toute justice que des hommes puissent, sur un coup de dé et sans peine, supprimer le peu de bien-être qu'apporte la solde dans l'intérieur des familles », interdisant en conséquence la tenue de jeux de hasard et décidant l'arrestation des joueurs, la confiscation des enjeux « au profit de la République ». La Commune élue, il rendit de nouvelles ordonnances. L'une d'elles réconcilia le *Père Duchêne* avec la Préfecture. Dans son numéro du 13 germinal, ce journal proclama « b...ment patriotique » l'ordonnance, datée du 30 mars, sur la foire aux jambons. « Le *Père Duchêne*, s'écria-t-il dans cette langue à laquelle il s'efforçait de donner le tour cynique du *marchand de fourneaux*, a vu avec une grande satisfaction qu'on allait se f... un peu de joie dans le ventre, et que les bons b... de patriotes pourront manger, et pas trop cher, de rudes saucissons à l'ail... » Le lendemain, nouvel arrêté, interdisant cette fois la vente des tabacs sur la voie publique, « attendu qu'elle constitue l'une des principales sources des revenus de l'État, à laquelle il importe de ne pas porter atteinte ». Le 12, le 18 avril, deux arrêtés relatifs à la police des halles centrales et des marchés d'arrondissement.

Rigault cependant ayant quitté la Préfecture pour le parquet, ses successeurs renoncèrent fort justement à exercer le pouvoir réglementaire. L'arrêté pris par Cournet le 28 avril au sujet des aliénés n'est en réalité qu'une circulaire destinée aux commissaires de police. Il ne fit, le 1^{er} mai, que contre-signer un arrêté de Jourde, délégué aux finances, sur les services concernant les ventes dans les halles et marchés.

Pour le surplus, les uns et les autres acceptèrent l'héritage. On ne peut même dire qu'ils aient transformé la police, ou modifié les méthodes. Ils gardèrent, nous l'avons indiqué, le cadre et les rouages tels que les avaient conçus les gouvernements antérieurs.

Du coup de force, un seul effet. L'arbitraire et le désordre introduits dans une organisation soigneusement conservée.

Les arrestations, nombreuses déjà sous le gouvernement du Comité central, se multiplièrent au cours de la période suivante. En fait, aucun agent de la Commune qui ne s'arro-

geât le droit de faire écrouer un suspect. Rien qui en limitât les motifs.

Certes, dans la place Versailles avait introduit ses hommes. Mais, pour les découvrir, les initiatives les plus fantaisistes, les méfiances se substituaient à une direction méthodique. C'était, amplifiée, l'idée fixe du premier siège, la crainte de l'espion.

Les autorités avaient au surplus favorisé cet état d'esprit en encourageant la délation. Par les soins du délégué du Comité central chargé de l'administration du 18^e arrondissement, un placard avait été affiché à Montmartre, dans la dernière semaine de mars, informant le public que les commissaires Schneider, Burlot, Diancourt et Le Moussu étaient « institués pour recevoir les dénonciations contre les citoyens suspects de complicité » avec Versailles (1).

Le 31 mars, Dupont, chef de la police municipale, invitait de la même façon les gardes nationaux à lui transmettre tous renseignements utiles parvenus à leur connaissance (2). Peu de jours après, Cattelain fut autorisé sans peine à utiliser, pour la répression des délits de droit commun, les concours admis en matière politique, ceux des dénonciateurs et des indicateurs professionnels. L'article 2 de l'arrêt rendu le 17 avril par la cour martiale pour régler la procédure et les peines stipula : « Les officiers de police judiciaire reçoivent en cette qualité les dénonciations et les plaintes qui leur sont adressées. » La délégation des finances fit insérer, dans le *Journal officiel* du 19 mai, une note annonçant qu'elle « recevrait avec reconnaissance » certaines dénonciations.

Loin de condamner de semblables appels, la presse révolutionnaire s'y associait. Dans son numéro du 7 germinal 79, le *Père Duchêne* poussa le courage de son opinion jusqu'à l'impudence : « Le peuple sent le besoin d'inaugurer la politique du soupçon. » Et bientôt à la feuille de Sornet, la vigilance de l'ex-Préfecture apparut comme insuffisante. Sa dernière « colère », elle la réserva (3 prairial) à ses amis Ferré et Rigault « qui ne f... rien et passaient leur temps à se faire les

(1) *Journal des Débats* du 30 mars.

(2) *Opinion nationale* du 3 avril.

ongles au lieu de griffer ». Elle cingla Ferré de cette apostrophe significative : « Par qui fais-tu ta police ? On n'est pas quai de l'Horloge pour dormir... » D'autres journaux, entrant dans la voie indiquée, dénoncèrent. Ils appelèrent l'attention du pouvoir sur la maison de Thiers, sur l'archevêque de Paris, sur Chaudey. Le 23 avril, le *Vengeur* affirma qu'un sieur D. avait, dans ses ateliers, « près de cent canons ».

Ainsi provoqués, les attentats à la liberté n'ont rien qui puisse surprendre. A tous les degrés de la hiérarchie communale on arrêta, on ordonna ou opéra des perquisitions.

Un grand nombre de décisions émanèrent de membres de la Commune. Aucune, nous l'avons dit, de la commission de justice considérée dans son ensemble. Aucune du délégué Protot (1). De leur part, seulement des mises en liberté. Mais l'assemblée de l'Hôtel de ville elle-même fit écrouer certains élus, et Rossel. Son gouvernement, sous les formes que successivement il prit, commissions exécutives, et surtout comité de salut public, décida bien des arrestations (2). « Toutes les arrestations importantes, disait Da Costa au cours d'un de ses interrogatoires, étaient décidées à l'Hôtel de ville. Rigault y faisait son mandat séance tenante et l'ordre d'écrou en même temps, ce qui fait que nous n'apprenions généralement ces arrestations que par la lecture des journaux. Rigault était même très fâché d'être obligé de s'en rapporter à la décision de la Commune pour faire procéder à une arrestation importante. Il disait qu'il n'avait pas le temps d'aller attendre les délibérations qui n'en finissaient plus, et ce fut même la cause principale de sa démission de la Préfecture de police (3). »

A ces décisions, il faut ajouter les ordres d'incarcération, de perquisition donnés par des membres de la Commune en leur qualité de délégués à l'administration des arrondissements, ou indépendamment même de cette charge spéciale. « 13 mai 1871. — Ordre au citoyen Flaubert, membre de la commission administrative du 4^e arrondissement, de faire

(1) Voir ci-dessus, chapitres III et IV.

(2) Voir ci-dessus, chapitre III.

(3) Document inédit classé au Ministère de la guerre.

les perquisitions nécessaires pour découvrir et arrêter trois femmes de sergents de ville se disposant à partir à Versailles. Dans la rue de l'Ile-Saint-Louis 3. — Le membre de la Commune du 4^e arrondissement, H. Clémence. » Pour « intelligences avec Versailles », Charles Amoureux fait arrêter le sieur E. Thomas, représentant de commerce. Par contre, Victor Clément et Langevin protestent, au nom de la municipalité du 15^e, contre l'incarcération du colonel Damarey, arrêté parce qu'il « était mauvais républicain et qu'il faisait subir de mauvais traitements à sa femme ». Clément donne l'ordre de mettre en liberté le soldat du train des équipages Perrin (1).

Pour administrer leurs arrondissements, les membres de la Commune étaient assistés de délégués non élus et de divers comités : Les uns et les autres, sur l'ordre de la sûreté ou de leur propre initiative, firent procéder à des visites domiciliaires, à des arrestations, en vue notamment de la recherche des réfractaires. Dans certains arrondissements — le 8^e — ces opérations de police, provoquées par des délateurs, étaient notées sur un registre particulier (2).

Des ordres d'écrou que décernèrent les délégués à l'ex-Préfecture, la commission de sûreté générale (3), le parquet de la

(1) *Documents inédits* classés à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris. Devant le 3^e conseil de guerre, Trinquet, Régère reconnurent avoir ordonné des arrestations.

(2) Sempronius, *op. cit.*, p. 151. Proles, *les hommes de la révolution de 1871*, Raoul Rigault, p. 48. M. Moreau-Montéléon m'a fourni des renseignements analogues au sujet du 10^e arrondissement.

(3) La commission — ou comité — de sûreté générale eut tout d'abord pour membres Raoul Rigault, Ferré, Assi, Cournet, Oudet, Chalain et Gérardin, délégués le 29 mars, et auxquels se joignit Chardon le 5 avril. Elle fut reconstituée le 21 avril, et comprit Cournet, Vermorel, Ferré, Trinquet, A. Dupont, puis Chalain. Le 13 mai, Ferré, nommé délégué, et Vermorel, que la majorité écarta, furent remplacés par Martin et Emile Clément. Voici comment l'Hôtel de ville avait défini les pouvoirs de cette commission : « Attributions : La Préfecture de police. Cette commission est chargée de l'ordre et de la sécurité publics. Elle doit veiller, tout en respectant autant que possible la liberté individuelle, à ce que la morale soit respectée dans les rues. En un mot elle est chargée de la police générale. Elle doit veiller à la sécurité de la République et surveiller les citoyens suspects de toute nature. » (Reproduit par Da Costa, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 322.) Le comité joua un certain rôle. Il prit la responsabilité d'un grand nombre d'arrestations et signa même certaines mises en liberté, ainsi que l'établit ce document : « Paris, le 10 avril 1871. — Le citoyen V. est mis en liberté par nous sur la caution des citoyens C., A., L., qui répondent de sa moralité et de son civisme. Le membre de la

Commune, il suffit de relever ici toute l'importance. Nous examinerons, au cours du prochain chapitre, les principales décisions de cette nature. Cependant, une affirmation s'impose dès à présent. Les abus de pouvoir les plus fâcheux émanèrent de Rigault et de ses collaborateurs. « Je ne fais pas de la légalité, protesta un jour le délégué, je fais la révolution. » Le mot n'effaça point la violation du droit. Nul autant que « le gamin cruel » n'a compromis par ses procédés la révolution populaire. Les hommes du 18 mars en pressentaient le péril. Protot fut en conflit incessant avec son collègue (1). Cluseret a déclaré plus tard qu'il s'était efforcé « d'enrayer le mouvement », et que — employant à ces fins le même procédé arbitraire — il avait fait arrêter des agents du délégué. « Raoul Rigault, devait-il conclure, jouait à la police au lieu d'en faire, mettait tout sens dessus dessous et désaffectonnait petit à petit le monde timoré qui faisait notre appoint (2). » A l'Hôtel de ville, Vermorel, Miot, Arthur Arnould dénoncèrent les scandales de l'ex-Préfecture, les circonstances ayant entouré l'arrestation de Chaudey et celle de Polo, les abus du secret. Arnould a affirmé qu'à plusieurs reprises des collègues jugeant nécessaire le départ de Rigault avaient prié Vermorel d'accepter sa succession. Mais le courageux polémiste s'y était refusé (3).

L'esprit de violence avait, des chefs, gagné les subordonnés. L'entourage de Rigault, de Ferré, signa des ordres d'érou. Celui également de Protot, du moins, nous l'avons

Commune, délégué à la sûreté générale (sic), L. Chalain ». (*Document inédit* classé à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.) En fait cependant le comité ne fit qu'enregistrer les décisions des délégués. Devant leur rude personnalité, celle surtout de Rigault, s'efface le souvenir du comité de sûreté générale.

(1) En ce qui concerne l'incident causé par l'arrestation de Lebas, voir ci-dessus, chapitre IV. Mais l'opposition des deux hommes se manifesta dans d'autres circonstances. Se reporter à Max. Du Camp, *op. cit.*, t. I^{er} p. 76, Dubreuilh, *op. cit.*, p. 398, Fiaux, *op. cit.*, p. 299, etc.

(2) Cluseret, *op. cit.*, p. 71, 232. « Tâchez, écrivait-il le 19 avril à Rigault, d'être un peu plus rigoureux et moins arbitraire par le canal de vos commissaires de police, des galopins de vingt ans comme celui de Montmartre. » (G^{al} Bourelly, *Le ministère de la guerre sous la Commune* p. 85.)

(3) Arnould, *Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris*, p. 163.

vu, les « juges d'instruction » Dessesquelle et Bricon. De nombreux fonctionnaires de la Commune les imitèrent, Fontaine, « directeur des domaines », les commissaires de police, les agents de tout grade, les garçons de bureau eux-mêmes du nouveau régime, au Palais de justice notamment.

A côté des autorités civiles, les autorités militaires. Des arrestations furent effectuées sur l'ordre du commandant de la place de Paris, sur l'ordre des officiers assurant le commandement militaire de certaines administrations, sur l'ordre des comités militaires d'arrondissement et des conseils de légion, sur l'ordre de juges rapporteurs à la cour martiale, sur l'ordre de membres du Comité central (1).

La garde nationale agit sans plus de scrupules. De leur propre initiative, des fédérés arrêtent les afficheurs du journal l'*Obus*, supprimé par la Commune. D'autres font irruption dans des cafés du quartier latin, veulent faire écrouer les femmes qui s'y trouvent, sous les yeux de Rigault cette fois indigné. Le 204^e force les portes de la Santé et visite la prison de fond en comble, pour déjouer « la conspiration des gendarmes ». Un bataillon se rend au siège de la compagnie du gaz, prétendant effectuer une perquisition d'armes. Il se saisit de 183.000 francs, que la Commune doit le lendemain rendre, en présentant des excuses pour cet « excès de zèle » (*Journal officiel* du 24 avril). Un nouvel incident se produit, plus embarrassant. Le consulat de Belgique, situé rue du Faubourg-Saint-Honoré, est envahi, le 15 avril, par un bataillon, le 218^e, qui fait des réquisitions, et dans les salons improvise un bal. L'assemblée de l'Hôtel de ville est obligée, le lendemain, de blâmer les gardes, la municipalité aussi du 8^e qui a laissé faire. En même temps, une note du délégué à la guerre, publiée au *Journal officiel* (18 avril), dénonce « les officiers des postes et les gardes nationaux qui portent atteinte à la liberté individuelle en arrêtant arbitrairement,

(1) L'arbitraire des officiers de la Commune s'exerça aux dépens même de nombreux civils. J'en citerai seulement deux exemples caractéristiques. L'incident que provoqua la détention, sur l'ordre du colonel Lisbonne, d'un individu de nationalité suisse, écroué pour un fait banal. L'arrestation du secrétaire de Le Moussu par le colonel Bourgeois, à la suite d'une perquisition effectuée à l'église Saint-Roch (Voir ci-dessous chapitre VI).

sans mandat régulier, dans les domaines particuliers, dans les lieux publics ou sur la voie publique, des citoyens suspects à plus ou moins bon droit ».

Peine perdue. Le 11 mai, au cours de la fête des Tuileries, un lieutenant prend sur lui d'arrêter Schoelcher. Quelques jours avant l'entrée des troupes à Paris, des gardes se présentent au consulat des Etats-Unis et menacent de pénétrer de vive force (1).

Afin de rassurer l'opinion publique, la Commune fit des décrets. Son gouvernement prit des décisions d'application générale ou visant des cas particuliers. J'ai indiqué la plupart d'entre elles. La nomination de Protot et les pouvoirs à lui attribués. La désignation d'une commission spéciale et son droit de visiter les prisons étendu à tous les membres de la Commune. L'avertissement adressé aux gardes nationaux. — Toutes mesures théoriques, arrêtées sans conviction, en contradiction avec une atmosphère de rancunes et de méfiances, partant vouées à l'échec.

Non moins stériles furent les tentatives faites par l'ex-Préfecture pour donner aux arrestations l'apparence d'une forme régulière ou pour soumettre les écrous au contrôle du pouvoir responsable. Levraud, Da Costa avaient transmis vainement aux commissaires de police des circulaires indiquant à ceux-ci quand et comment ils devaient rédiger des procès-verbaux d'arrestation, les conditions aussi auxquelles était subordonné l'internement des aliénés (2). La négligence de ces fonctionnaires persista (3). Ce fut, en partie, pour y

(1) Au sujet de ces divers incidents, consulter le *Journal officiel* de Paris et les journaux de l'époque, notamment le *Moniteur universel* du 18 avril, le *Mot d'Ordre* du 1^{er} mai, le *Cri du Peuple* du 14 mai, etc...

(2) Le rapport, émanant de Levraud, qui précédait la circulaire sur les aliénés en date du 27 avril (voir ci-dessus, même chapitre), dénonçait les internements arbitrairement décidés par les commissaires de police. J'ai indiqué l'une de ces mesures, arrêtée par Breuillé de sa propre autorité (ci-dessus, même chapitre). Le 13 avril, le commissaire Henry avait également fait transférer à Sainte-Anne, comme « idiot », le sieur G., passementier. (Dossier des poursuites exercées contre Henry, classé au Ministère de la guerre.)

(3) Dans les derniers jours de la Commune, Fourrier, secrétaire de Rigault au parquet, adressait aux commissaires de police cette nouvelle circulaire (datée des 12 et 13 mai) : « Par ordre du citoyen procureur de la Commune, vous devez, dans toutes les arrestations auxquelles vous

suppléer que, rue de Jérusalem, la permanence fut établie. « Il y avait un commissaire qui écrouait au Dépôt, dressait procès-verbal... Quand l'individu avait été arrêté par ordre de Rigault directement, on le lui adressait, et il faisait généralement l'interrogatoire lorsque le commissaire de police n'y avait point procédé ; puis il faisait faire par un de ses secrétaires deux copies de l'interrogatoire, une qui restait à la Préfecture, l'autre qui était envoyée à la commission de justice (1). » Mais, là encore, les résultats obtenus furent en fait médiocres. Nombre de personnes ont été, jusqu'aux derniers jours de la Commune, écrouées sans avoir subi d'interrogatoire. Un autre organisme, qui aurait pu du moins coordonner les arrestations, était devenu bientôt une source nouvelle d'initiatives arbitraires. « Il y avait aussi à la Préfecture de police, a indiqué Da Costa (2), un service qu'on appelait tantôt service de la sûreté, tantôt service de la police municipale. Les hommes qui composaient ce service avaient été laissés malheureusement par Rigault à peu près maîtres de leurs actes. Ce service, dans lequel il y avait des commissaires de police, envoyait faire par ses agents beaucoup d'arrestations et faisait écrouer les prévenus au Dépôt, sans souvent les interroger. » Les abus furent tels que Cournet, le successeur de Rigault à la Préfecture, se trouva dans l'obligation d'adresser, au début du mois de mai, la circulaire suivante aux directeurs des établissements pénitentiaires :

Le directeur de ... ne peut recevoir un détenu que sur un ordre de la commission de justice ou des citoyens

Cournet, délégué à la direction de la sûreté générale,

R. Rigault, procureur général (*sic*),

serez commis, ne pas oublier qu'il est absolument nécessaire de les constater et par l'ordre de l'arrestation et par le procès-verbal de l'interrogatoire s'il y en a un. Ces pièces doivent servir de base au dossier de l'inculpé et faciliter l'instruction de son affaire. Faute par vous de vous conformer à cet ordre, vous serez passible des peines les plus sévères. — Le secrétaire général du parquet, Fourier. » (*Document inédit. Dossier des poursuites exercées contre Fourier, classé au Ministère de la guerre.*)

(1) Déclaration faite par G. Da Costa à l'officier rapporteur près le 3^e conseil de guerre. (*Document inédit classé au Ministère de la guerre.*)

(2) *Idem.*

G. Da Costa, chef de cabinet,
Levraud, chef de la 4^{re} division (1).

Quelque significative qu'elle fût, la circulaire n'eut point pour effet d'établir le contrôle des arrestations et de mettre un peu d'ordre dans une telle anarchie. Rares demeurèrent les cas où les directeurs des prisons soumirent à la ratification des autorités compétentes des décisions arbitrairement prises (2). Garreau fut invité, le 21 floréal (10 mai), à « obéir et se conformer exactement aux ordres du comité de salut public ». (3) L'invitation, puérile au surplus, que reçurent les directeurs d'avoir à libeller chaque jour une feuille de mouvement et un état des détenus « ayant terminé leur peine » demeura également lettre morte.

Adressées à sa police ou au personnel pénitentiaire, les instructions de l'ex-Préfecture subirent le sort des décrets de l'Hôtel de ville. Elles se trouvèrent faussées par l'esprit d'indépendance des agents communaux.

Pour se convaincre de l'état d'anarchie dans lequel fonctionnait l'administration de la Commune, il suffisait de visiter les locaux de la rue de Jérusalem.

L'accès, il est vrai, en était plus malaisé encore que celui du Palais de justice. Des canons défendaient la place Dauphine, le quai des Orfèvres. A toutes les issues de la Préfecture on se heurtait à des fédérés appartenant à des bataillons éprouvés, au 204^e notamment. Aller au delà était impossible, si l'on ne justifiait d'une raison valable, ou si l'on n'était muni de la carte rouge.

Mais la porte dépassée, s'offrait aux yeux le spectacle du laisser-aller le plus étrange. Les couloirs, les bureaux étaient encombrés de gardes mangeant, buvant, fumant, s'interpellant à pleine voix. De temps à autre se produisait un remous dans la foule. Quelques gardes conduisaient un prisonnier à la permanence. Un solliciteur se présentait, qui demandait

(1) *Document inédit*. Dossier concernant Regnard. Ministère de la guerre.

(2) J'ai cependant cité le maintien au secret de Coré, qu'Edmond Levraud fut appelé à contresigner.

(3) *Document inédit*. Dossier concernant Gambon. Ministère de la guerre.

un permis de communiquer (1), un passeport, une nomination. Il survenait des amis, rendant visite à l'entourage du délégué. Incident plus rare, un subordonné venait réclamer des instructions. Le directeur d'une prison gagnait le cabinet de Levraud.

Tout cela, au hasard des inspirations ou à la faveur des rencontres. En dépit d'attributions apparentes, aucune division du travail qui marquât nettement le rôle de chaque employé, aucune compétence au surplus. Nous avons vu se confondre, sur bien des points, les pouvoirs de Da Costa, de Regnard, de Levraud, de Breuillé. De haut en bas s'étendirent les empiétements, sapant l'autorité révolutionnaire elle-même.

Guasco a fait, à cet égard, un récit édifiant de ses démarches à l'ex-Préfecture. Il sollicitait l'autorisation de voir le président Bonjean. Successivement le chef de bureau et le délégué l'éconduisirent, malgré un avis favorable de Protot. Un garde siégeait aux alentours. Il faisait fonction de garçon et disposait de feuilles signées en blanc et du timbre. Négligeant le proverbe, Guasco délaissa le Dieu communal pour un de ses saints : Le garçon lui remit ce que lui avait refusé le préfet (2).

Les directives données dans l'hôtel de la rue de Jérusalem par Raoul Rigault et Ferré à leur entourage n'y pouvaient rien changer. Non certes que fissent défaut les conciliabules nécessaires. Mais quelle fantaisie présidait aux réunions des délégués et de leurs collaborateurs !

Dès huit heures du matin se groupaient, autour de Rigault, les chefs de service. Le secrétaire général Regnard lisait les

(1) Dès le 27 mars, le *Journal officiel* de Paris avait publié une note informant « les citoyens qui désiraient communiquer avec les personnes retenues soit à la Conciergerie soit dans les maisons centrales » (*sic*) qu'elles pouvaient s'adresser « à l'ex-Préfecture (secrétariat général) tous les jours, de 10 heures à midi ».

(2) Guasco, *op. cit.*, p. 15 et s. 18, 19, 21 et s. — Il existait à l'ex-Préfecture six griffes reproduisant la signature de Rigault (déclaration faite par G. Da Costa au rapporteur près le 3^e conseil de guerre). Un grand nombre de feuilles étaient d'autre part revêtues de la signature de Da Costa et du timbre du comité de sûreté générale. Nous en avons publié ci-dessus un fac-similé.

rapports parvenus la veille et donnait connaissance des arrestations opérées. Da Costa communiquait quelques documents. Rigault lui indiquait des lettres à écrire. Chacun émettait, parmi les lazzi, son opinion sur les événements du jour, les menées versaillaises et la répression opportune, les renseignements des délateurs, les incarcérations à envisager.

A onze heures reprenaient les gais propos émaillés de menaces. Dans un des salons une table en fer à cheval était dressée. Là, une vingtaine de convives confondaient démocratiquement leurs grades, comme les camarades de la place Vendôme. Rigault, souvent revêtu de son uniforme de commandant, au col et aux revers rouges, l'insigne écarlate frangé d'or à la boutonnière, le képi cerclé de rouge avec une grenade d'argent, et, au ceinturon, le sabre suspendu, — plus soigné, à dire vrai, depuis qu'il exerçait ses fonctions policières, linge frais et barbe frisée. Près de lui, d'autres membres de la Commune, familiers de la maison, Chalain, Theisz, Cluseret, Jourde ; des fonctionnaires de l'ex-Préfecture, Regnard, Levraud, Clermont, Gaston Da Costa, Cattelain, Pilotell, Giffault, Replan, « le colonel Chardon » ; et Slom, Wurth, collaborateurs de Rigault au parquet, et des amis du dehors, Edouard Roullier, membre de la commission du travail, l'historien Villiaumé. — C'était, autour de la table, la lutte reprise contre la réaction, Versailles vaincu, et construite la République des chimères.

Chacun recouvrait, le soir, sa liberté. Le délégué dînait dans quelque restaurant de la rive gauche, chez Tétard, rue Bertholet, chez Lapeyrouse (1). Parfois il se rendait ensuite au théâtre des Délassements comiques, situé boulevard du Prince-Eugène (depuis, boulevard Voltaire), et, de la loge impériale, il applaudissait le spectacle des *Contes de Fées*, « grande féerie en douze tableaux avec vingt-cinq jolies femmes », où figurait sa maîtresse, Marie Dupuis, dite Lavigne.

(1) Lemonnier a reproduit, dans son *Histoire de la Révolution de Paris*, p. 43, les menus de deux repas pris au restaurant des *Frères provençaux* par Rigault et ses amis. Les amateurs des petits côtés de l'histoire n'y retrouveront pas la frugalité des déjeuners de l'ex-Préfecture et de la délégation de justice.

Ses autres soirées, il les achevait à la terrasse d'un café du boulevard Saint-Michel, en compagnie de ses intimes, Ferré, Da Costa, parmi les étudiants en rupture d'école et les filles. Et les discussions reprenaient, qui, de temps à autre, se prolongeaient en un entretien nocturne, rue de Jérusalem.

Rigault couchait parfois là, dans l'appartement du préfet (1). Mais le plus souvent il passait ses nuits en ville, « *pour se débarrasser* selon Da Costa, *des solliciteurs* (2) ». Explication charmante qui cache mal un tout autre souci. — Le 18 avril, indiquant ainsi son état civil, « Varenne, Auguste, 27 ans, homme d'affaires, né en Espagne, domicile et dernière demeure, Pau (3) », il avait loué avec Da Costa, se disant « Varenne, Henry », un appartement meublé dans un hôtel de la rue Gay-Lussac, au n° 29, tenu par un nommé Chrétien (4).

Ce fut au cours de ces singulières réunions, dans les brasseries comme à la Préfecture, de jour et de nuit, que Cattelain, prenant au sérieux ses nouvelles fonctions, proposa d'apporter au droit criminel et aux pratiques policières des réformes sur lesquelles, gravement aussi, se prononcèrent Rigault et Ferré. On envisageait l'envoi aux mairies des photographies de tous les malfaiteurs recherchés, l'organisation de patrouilles nocturnes, l'institution de refuges en cas d'incendie. L'on étendait, en théorie, aux criminels l'exemption de

(1) Il semble qu'ultérieurement Rigault, devenu procureur de la Commune, ait songé à élire domicile et à loger son entourage dans les locaux de la cour de cassation. Il demanda, en effet, à Fontaine, directeur des domaines, des meubles permettant de transformer trois pièces en chambres à coucher. (Voir la lettre du secrétaire général Fourrier, publiée par Du Camp, *op. cit.*, t. IV, p. 127.) — D'autres personnages de la Commune logèrent à l'ex-Préfecture ou au Palais, le colonel Chardon notamment.

(2) Dossier concernant Gaston Da Costa. (Ministère de la guerre.)

(3) *Idem* (Documents inédits).]

(4) Au cours de mon récit j'ai indiqué certaines des sources auxquelles j'ai puisé en ce qui regarde la vie de Rigault et de ses collaborateurs à l'ex-Préfecture de police. Je mentionnerai en outre les dossiers des poursuites exercées contre Da Costa, Regnard, Levraud, Voncken, Fontaine, etc..., les ouvrages déjà cités de Vuillaume, Da Costa, Cattelain, Du Camp, Guasco, Desmaze, Rey et Féron, celui de Ferdinand Evraud (*Souvenirs d'un otage de la Commune*, p. 16-17), la *Liberté* du 1^{er} avril 1871, le *Droit* du 12-13 juin (article intitulé *Préfecture de police. Les derniers moments de la Commune*).

peine prévue par le code pénal en faveur de faux monnayeurs dénonçant leurs complices. Mais généralement le programme développé témoignait de rudesse — et de quelque naïveté. Le mieux est de laisser parler Cattelain (1).

Une nuit, la question de la récidive avait été réglée d'une façon radicale par ce petit comité. A trois gredins qui en étaient à un nombre considérable de condamnations et se vantaient de n'avoir jamais eu d'autre profession que celle de voleurs, il avait été dit qu'on les marquerait au front et à la main droite, que, munis d'une pelle, d'une pioche et d'autant de vivres qu'ils en pourraient porter, on les conduirait jusqu'à l'extrême limite de *nos possessions d'Afrique*, et qu'on les lâcherait dans le désert comme des bêtes dangereuses avec autorisation de les tuer s'ils renaient jamais dans la civilisation. Sur une observation faite à Ferré que la peine serait terrible, il dit de sa voix calme : que si c'était à la dixième condamnation qu'on se décidait à prendre cette mesure, il y avait un moyen bien simple de s'y soustraire, qui était de s'arrêter à la neuvième...

Relégation, on le voit, avant la lettre, mais d'un caractère qui n'a fort heureusement point inspiré le législateur de 1885. Relégation dont la menace, au surplus, subordonnée à la victoire de la Commune, dut laisser indifférents ceux qu'elle visait.

Une autre fois, raconte également Cattelain, on avait causé de la prescription, et comme les lois existantes étaient en profond mépris, il avait été trouvé ridicule qu'un citoyen qui, le 2 mai, était un bandit, devint un très honnête homme le 3, après le lever du soleil...

La rigueur qui inspirait ainsi les sentencieuses boutades des policiers révolutionnaires ne saurait nous surprendre. Elle trahit leur mentalité comme leurs préoccupations véritables. Sur les droits de l'homme et la liberté individuelle, sur la procédure criminelle, sur les droits sacrés de la défense, sur la répression, Rigault, son entourage, ses successeurs rue de Jérusalem eurent une doctrine que répudiaient chaque jour ceux qui seraient tentés d'invoquer leurs noms.

(1) Cattelain, *op. cit.*, p. 80 et s.

De Rigault j'ai déjà dit qu'il n'avait, au pouvoir, adouci ni ses convictions, ni ses haines. Chez lui n'apparut à aucun moment l'opportunisme, le souci des réalisations dont on trouve des traces dans le ministère de Protot. Raoul Rigault préfet, puis procureur de la Commune, n'eut rien du socialiste humanitaire, rien non plus d'un homme de gouvernement. Il resta jusqu'à sa mort le militant sectaire, puisant dans les souvenirs d'une révolution périmée une attitude et des précédents. La destruction de la guillotine fut, à ses yeux, un sacrilège. A l'Hôtel de ville, le 1^{er} mai, il se prononça en faveur du comité de salut public et, s'il formula une réserve dans son vote motivé, il le fit seulement pour atteindre le déiste Robespierre : « Espérant que le comité de salut public sera, en 1871, ce que l'on croit généralement, mais à tort, qu'il a été en 1793, je vote pour. » Il combattit les projets de Miot et, afin de protester contre la suppression théorique du secret, donna sa démission de délégué à la Préfecture (1). Cette intolérance résolue, il l'opposa aussi bien à la minorité, dont il envisagea l'arrestation (2), qu'à Protot dont il ne sanctionna ni le programme, ni les mises en liberté (3). Un même état d'esprit dicta ses propres projets, celui notamment déposé le 17 mai sur le bureau de l'assemblée communale, qui investissait le jury d'accusation du pouvoir de condamner à des peines immédiatement exécutoires les accusés de crimes et délits politiques. Et au cours des débats, appliquant les idées émises avec ses amis de la Préfecture, il indiqua son dessein de ne pas tenir compte de la prescription en cette matière.

Frédéric Cournet (4) succéda, rue de Jérusalem, à Raoul Rigault. Il fut désigné par la Commune le 24 avril. Ferré le remplaça le 13 mai. Trois semaines seulement de fonctions, au cours desquelles il ne joua qu'un rôle épisodique. Son passé l'y destinait. Il était fils d'un insurgé de juin 1848, mort

(1) Voir ci-dessus, chapitre III. Da Costa a d'autre part attribué la démission de Rigault au contrôle que la commission exécutive de la Commune voulait exercer sur les arrestations décidées rue de Jérusalem. (Voir ci-dessus, chapitre V.)

(2) Voir ci-dessus chapitre III.

(3) Voir ci-dessus, chapitre III et IV.

(4) Né à Lorient. en 1839.



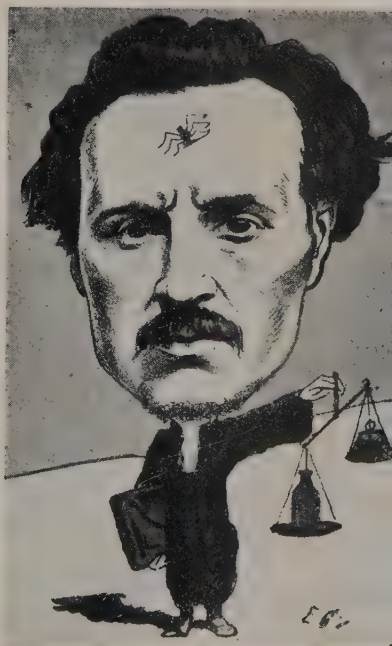
RAOUL RIGAULT



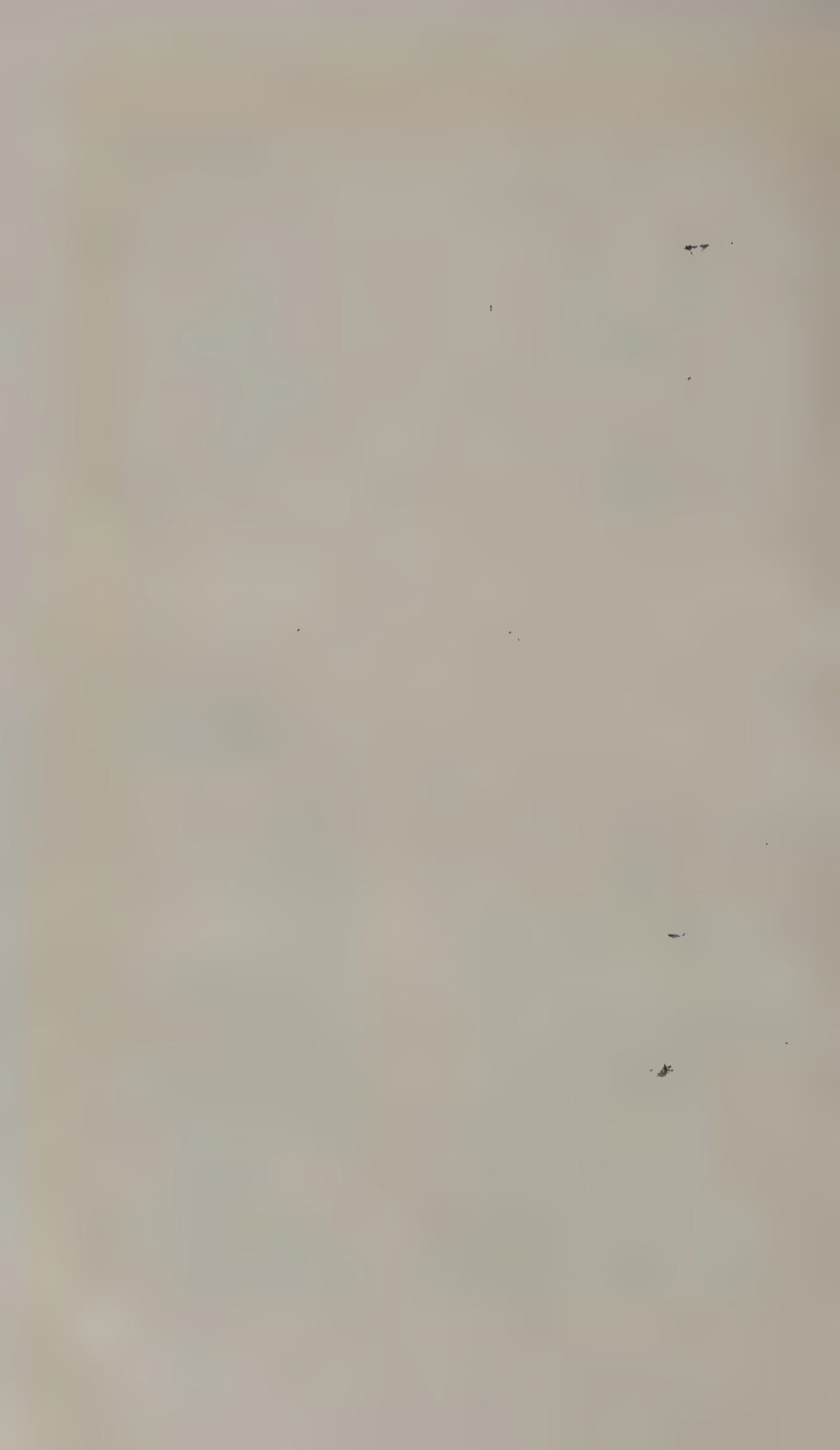
EUGÈNE PROTOT



LE DÉLÉGUÉ RAOUL RIGAULT
Dessin de Bertall.



LE DÉLÉGUÉ EUGÈNE PROTOT
Caricature de Ch. Vernier.



tragiquement en exil. Lui-même avait été successivement commissaire de la marine, voyageur, employé de chemin de fer, directeur de casino, journaliste, conspirateur, commandant d'un bataillon de la garde nationale, député de Paris. Il avait abandonné l'Assemblée nationale pour l'Hôtel de ville. Comme Rigault, comme Ferré, il était jacobin, mais jacobin par reflet : Depuis la manifestation de décembre 1868 sur la tombe de Baudin, il avait suivi le programme et la destinée de Delescluze. C'est grâce au patronage de ce dernier qu'il fut, par 35 voix sur 55, nommé délégué à l'ex-Préfecture. Encore le directeur du *Réveil du Peuple* observa-t-il qu'il était indispensable d'adjoindre à Cournet « des hommes d'aptitude spéciale ». Rigault et Ferré furent, au cours de cette séance, maintenus à la commission de sûreté pour étayer de leur expérience révolutionnaire le nouveau délégué. Rigault promu procureur, Cournet le seconda dans la mesure de son énergie. Une action assez effacée entre deux administrations violentes. Peu d'initiatives. Cournet se trouva cependant mêlé aux négociations avec Versailles, qu'entraîna l'arrestation de M^{re} Darboy. Il ordonna la suppression d'un certain nombre de journaux. Il nomma plusieurs employés, et prit, dans le domaine administratif, quelques mesures sans grand intérêt. Une telle réserve ne lui assura point la confiance de Rigault, ni celle du comité de salut public auquel, le 1^{er} mai, par son vote, il s'était cependant rallié. Cournet fut destitué pour avoir opposé certaines objections à des arrestations projetées.

Au sein de l'assemblée communale, Ferré s'était dressé, avec une fougue particulière, contre l'attitude de Cournet. Il avait approuvé l'esprit de résolution manifesté par le comité de salut public. Quelques heures après, il fut appelé à prendre la place dont il avait contribué à provoquer la vacance.

Théophile-Charles-Gilles Ferré naquit à Paris (1^{er} arrondissement) le 6 mai 1846, de Laurent Ferré et de Marie Rivière. Sa famille était de condition modeste. Lui-même exerçait le métier peu rémunérateur de comptable chez un agent d'affaires. On a soutenu qu'une vie difficile et sa laideur avaient fixé sa destinée sanglante. Bien des traits le rappo-

chaient de Rigault, dont il semblait constituer la troublante caricature. Un homme petit, d'aspect débile, qui, lorsqu'il parlait, se levait sur la pointe des pieds et faisait apparaître un visage émacié. Dans le cadre très noir de cheveux plats, longs à l'excès, et d'une barbe touffue, ressortait la pâleur glaciale de son visage. Son nez crochu, au bout démesurément allongé, aux narines béantes, évoquait le profil inquiet et cruel d'un oiseau de proie. Il était myope, comme Rigault. Un binocle dissimulait des yeux ronds aussi noirs que du jais, doux cependant, convergeant soudain lorsqu'ils étaient privés de leur abri. Une extrême mobilité et des mouvements d'épaules qui rappelaient l'allure de Rigault. Seulement, de sa personne se dégageait non pas une sensualité instinctive, mais de la haine réfléchie. Au rictus narquois du procureur de la Commune, il substituait le froid sourire de Marat.

Il avait, ainsi que les autres, fait ses premières armes sous l'Empire. En 1868, il s'était juché sur un monument funéraire voisin de la tombe de Baudin et, rompant le silence, il avait crié d'une voix aiguë : « Vive la République ! La Convention aux Tuileries ! La Raison à Notre-Dame ! »

Au cours de cette période, quatre condamnations. Un acquittement à Blois, après des débats au cours desquels s'était manifestée sa violence. A l'audience du 19 juillet, il avait dit : « Je ne reconnais pas à la cour le droit de me juger. Vous êtes aujourd'hui la force, usez-en. Mais quand je l'aurai, gare à vous. » Le 4 septembre n'avait point modifié son attitude. Sortant, au mois de décembre suivant, du cabinet de Cresson à qui il avait demandé la mise en liberté de femmes arrêtées pendant une manifestation, il s'était écrié : « En voilà un dont nous porterons la tête au bout d'une pique ! » Il habitait alors Montmartre, 41, chaussée Clignancourt. Ainsi fit-il partie du 152^e bataillon, puis, dès sa création, du comité de vigilance du 18^e arrondissement. Sur les gardes de son quartier il exerçait une influence réelle, en raison de laquelle le comité de la Corderie le délégua à la sous-commission secrète chargée de préparer l'insurrection

qui éclata le 22 janvier (1). A cette date, Ferré entraîna son bataillon à l'Hôtel de ville. L'aube du 18 mars le trouva à son poste, assumant, dès la première heure de la révolution, les plus lourdes responsabilités. Il siégea au comité de vigilance du 18^e, avec Dereure, J-B. Clément, Le Moussu. De là partit l'ordre qui fit transférer les généraux Lecomte et Clément Thomas du Château-rouge à la permanence de la rue des Rosiers, vers la mort (2). De là Ferré pressa Bergeret d'occuper la place Vendôme (3).

Par 13.784 voix (32.962 inscrits) la butte Montmartre élut, le 26 mars, Théophile Ferré membre de la Commune. De suite il fut appelé à faire partie de la commission de sûreté, à laquelle le vouaient son tempérament comme les relations qu'il entretenait avec Rigault. Pendant un mois, il ne joua qu'un rôle secondaire. Il semble qu'entre les postes de combat et la Préfecture ait hésité son énergie. Le jour de la proclamation de la Commune, il avait, près des autres élus, revêtu de sa longue capote qui lui battait les talons, défilé à la tête des bataillons montmartrois (4). Il assista Protot quand la colonne Vendôme s'écroula. Il fut, rue de Jérusalem, parmi les commensaux habituels de Rigault. Mais il se montrait sur les remparts et son sang-froid impressionnait les hommes (5).

L'esprit de parti à la fin l'emporta. Blanquiste, il rattachait la révolution du 18 mars à la première Commune. Il jugeait aussi qu'elle ne pouvait être sauvée que par la dictature et la terreur. A l'Hôtel de ville il avait, dans plusieurs conflits, pris nettement position à cet égard : Lorsque Rigault eut donné sa démission de délégué à l'ex-Préfecture, Ferré manifesta son désir de quitter le comité de sûreté générale.

(1) Avec Edouard Vaillant, Sapia, Tridon et Leverdays. (Vuillaume, *Mes Cahiers rouges*, IX, *Lettres et témoignages*, p. 49.)

(2) Lepelletier, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 442.

(3) Voir ci-dessus, chapitre I^{er}. Le rapport lu le 7 août 1871 devant le 3^e conseil de guerre de Versailles contient des erreurs manifestes en ce qui concerne le rôle joué le 18 mars par Ferré. Il n'a notamment jamais été établi que Ferré « se soit fait remarquer par sa ténacité à demander la mort du général Lecomte ».

(4) *Vengeur* du 30 mars.

(5) Louise Michel, *La Commune*, p. 222.

Quelques jours après, rappelant qu'il avait accepté le mandat impératif, il s'était prononcé en faveur d'un comité de salut public.

Procureur de la Commune, Rigault le prit pour substitut. Ce fut le point de départ d'une intime collaboration. Bien qu'entre les deux hommes subsistât une opposition fondamentale de caractères, bien que Ferré menât la vie la plus digne, qu'il eût gagné la confiance de ses collègues moins par son expérience que par son austérité (1), la communauté du but et des moyens associa désormais ces révolutionnaires ardents.

Après le départ de Cournet, Théophile Ferré fut tout naturellement choisi par le comité de salut public pour exercer les fonctions de délégué à la Préfecture. En de telles mains, tout pouvait faire présumer qu'elles seraient redoutables. Son arrivée rue de Jérusalem consacrait l'accord entre les membres les plus résolus du gouvernement civil, le comité de salut public, le parquet de la Commune, sa police. Elle revêtait surtout d'autorité un jacobin farouche qu'aucun scrupule n'arrêterait aux heures de décision. A deux reprises Ferré conseilla à Cattelain de faire fusiller des pillards. Il allait être le tragique exécuter des vengeances suprêmes.

Dans un bref entrefilet, relatant un événement de la veille, le *Journal officiel* de Paris indiqua, le 27 avril : « Le citoyen Raoul Rigault a été nommé procureur de la Commune. » La nouvelle était d'importance. Elle indiquait que le haineux blanquiste n'avait point tardé à prendre sa revanche sur les libéraux de l'assemblée parisienne. Le 24, en sortant de l'Hôtel de ville, vaincu, préfet démissionnaire, il avait, la rage au cœur, dit à Arnould, l'un de ses adversaires : « Mon cher, le plus beau jour de ma vie sera celui où je vous arrêterai. » Il revenait au pouvoir deux jours après, plus puissant encore, chef hiérarchique de Cournet qui l'avait remplacé et bientôt du successeur de celui-ci, de son ami

(1) Cluseret, *op. cit.*, t. I^{er} p. 36 ; t. II p. 215. Cattelain, *op. cit.*, p. 115.

Théophile Ferré. Il revenait avec une autorité accrue, jugé indispensable par une assemblée qui s'acheminait vers le comité de salut public (1). Il revenait muni de pouvoirs élargis, maître non seulement de la police mais de la répression, étendant, sans qu'il fût désormais contesté, son droit de regard jusqu'aux principaux fonctionnaires, jusqu'aux officiers supérieurs, jusqu'aux membres eux-mêmes de la Commune.

Nul ne s'y trompa. L'émotion de la capitale, *Paris-Journal* la traduisit aussitôt (2). « Procureur de la Commune ! Qu'est-ce que cela signifie, sinon accusateur public ? Le citoyen Cournet remplace le citoyen Rigault, mais le citoyen Rigault ne remplace personne. Désormais, à côté du citoyen Cournet qui arrêtera, il y aura le citoyen Rigault qui requerra, accusera. »

Ainsi, Rigault réalisait son rêve ancien. Il forgeait un nouvel anneau de la chaîne rattachant la Commune à sa devancière. Après quatre-vingts ans de réaction, il succédait aux hommes qu'il avait seuls étudiés, seuls cités en exemple, seuls aimés, au procureur Chaumette, au substitut de celui-ci, Hébert. L'héritage, il l'acceptait de gaité de cœur. Héritage cependant d'autant plus lourd qu'il se doublait d'une autre succession. Rigault songeait que, comme les deux grands ancêtres, il haranguerait, procureur, à l'Hôtel de ville. Comme eux également, au nom de la Commune, il requerrait les mesures de police, l'emploi de la force publique, la recherche des suspects. Mais il aurait une autre tâche. Il serait aussi le magistrat de la révolution qui demanderait aux jurés de prononcer le suprême châtimement. Il serait le pourvoyeur de la guillotine, ou, à défaut, de la fusillade, l'accusateur public, le continuateur de Fouquier-Tinville (3).

(1) Dans la succession de ces faits, tout contredit l'allégation de la *France* (du 29 avril) d'après laquelle Rigault n'aurait été nommé procureur de la Commune que sur le refus de Gambon. En réalité le titre et les fonctions de procureur ont été créés pour Rigault, afin de le maintenir à la tête de la police.

(2) *Paris-Journal* du 29 avril. Voir aussi le numéro du 28 mai.

(3) Sous la première République, le procureur de la Commune n'exerçait les fonctions du ministère public qu'après du tribunal de simple police.

Raoul Rigault quitta, le 28 avril, l'hôtel de la Préfecture et vint prendre possession du parquet (1). Valentin le reçut. Il lui fit visiter les locaux, refusa toutefois de lui en laisser les clés. Le parquet occupait le même corps de bâtiment qu'aujourd'hui, au premier étage. Mais le cabinet affecté au procureur de la République était la pièce d'angle dont une fenêtre prend jour sur la cour du Mai, les deux autres, que signalent de hautes colonnes et une balustrade, sur le boulevard.

Rigault y passa cinq journées. Il donnait audience, m'a raconté Valentin, à de nombreux solliciteurs, qui le plus souvent demandaient des mises en liberté.

Avec lui, s'était installé un nouveau personnel.

J. Fourrier, secrétaire général du parquet, spécialement chargé de la correspondance, de la rédaction des circulaires (2), mais qui transmet aussi des ordres d'arrestation. Il prit possession du cabinet jusqu'alors occupé par le substitut chargé du service général (actuellement le cabinet du procureur de la République). — Armand-Paulin Barral de Montaunard, dit Barral, un enfant de dix-huit ans environ, revêtu tout d'abord du titre imprécis de secrétaire. — Ferré, arrivé en même temps que Rigault en qualité de premier substitut, et dont la nomination fut confirmée, quelques jours après, par le comité de salut public.

Le même arrêté, en date du 1^{er} mai, paru au *Journal officiel* le 5 et notifié aux divers délégués le 8 (3), désigna trois

En ce qui concerne l'histoire de la Commune, le rôle de ses magistrats, se reporter à notre chapitre III.

(1) Si l'on en croit le chroniqueur de la *Gazette des Tribunaux* (du 4 juin) Rigault aurait tout d'abord songé à prendre possession du parquet général de la cour d'appel. Le concierge Bornier l'en aurait dissuadé et lui aurait indiqué le parquet de première instance. Mais l'article, des plus tendancieux, comporte d'expresses réserves. En ce qui concerne les installations successives de Rigault et de ses collaborateurs, j'ai utilisé notamment les déclarations faites par les gens de service du Palais à l'occasion des poursuites exercées contre les magistrats de la Commune, et des renseignements oraux que m'a fournis Valentin.

(2) Voir ci-dessus, même chapitre, en note. — Le dossier des poursuites exercées contre Fourrier, classé au Ministère de la guerre, contient un certain nombre de lettres par lui signées, relatives à des transmissions de dossiers ou de pièces à conviction, à des ordres adressés aux directeurs de prisons et aux commissaires de police.

(3) « Commune de Paris. Secrétariat n° 129. Notification aux citoyens délégués. — Paris le 8 mai 1871. — Citoyens délégués. Nous avons

autres substituts, Gaston Da Costa, Huguenot, Martainville.

Au cours de l'information dont, en 1871-1872, il fit l'objet, Da Costa se défendit énergiquement d'avoir exercé, sous la Commune, les fonctions de substitut. Il maintint ses allégations avec insistance, dans plusieurs lettres adressées à l'officier rapporteur (1). « Je n'ai pas suivi Rigault au Palais de justice, et dès l'époque de son départ de la Préfecture je ne le vis presque plus. » — « Je suis resté dans mes bureaux de la Préfecture jusqu'à la fin et par conséquent je n'ai pas suivi Rigault au Palais de justice. Ce qui prouve que ma nomination de substitut n'a été que fictive et qu'elle n'a été faite que pour motiver ma présence à la Préfecture, car j'avais donné ma démission après le départ de Rigault. Tous les autres substituts au contraire avaient des bureaux dans le Palais de justice, et fonctionnaient normalement... »

On songe tout naturellement à rapprocher ces lettres des explications que fournissait Da Costa au sujet de son arrivée rue de Jérusalem (2). Dénégation fort excusable de la part d'un homme aussi jeune, sur lequel pesait l'accusation la plus grave. Il est bien certain que Da Costa collabora comme les semaines précédentes avec son ami. A cet égard, je me garderai d'invoquer seulement les ordres — celui de transférer Chaudey de Mazas à Sainte-Pélagie — revêtus, avec la signature de Da Costa, de son titre nouveau. D'autres faits précisent son rôle. La vérité est que Da Costa, conservant ses attributions spéciales, fut affecté aux poursuites contre les anciens agents du second Empire. S'il travailla le plus souvent dans les locaux de la Préfecture, ce fut afin de continuer ses recherches. Mais sa mission s'était étendue. Substitut du procureur de la Commune, il était chargé, ainsi qu'il l'a reconnu plus tard, de requérir contre ceux qu'avec Rigault,

l'honneur de porter à votre connaissance la notification suivante : Par décision en date du 1^{er} mai et sur la proposition du citoyen Raoul Rigault, procureur de la Commune, le comité de salut public a nommé les citoyens Ferré (Théophile), Da Costa (Gaston), Martainville, Huguenot, substituts du procureur de la Commune. — Le secrétaire membre de la Commune, Amouroux. » (*Document inédit*. Dossier concernant Huguenot, Ministère de la guerre.)

(1) *Documents inédits*. Dossier concernant G. Da Costa.

(2) Voir ci-dessus, même chapitre.

depuis plusieurs mois, il pourchassait. Vers la fin de l'insurrection, d'autre part, Da Costa procéda, dans les prisons, à de nombreux interrogatoires.

Né à l'Isle-Jourdain (Vienne) le 27 janvier 1845, Antoine-Arthur Huguenot appartenait, quand survint la Commune, au monde de la basoche. Il avait fait ses études au petit séminaire de Richemont en Charente, puis suivi, pour recevoir les ordres, l'enseignement du grand séminaire d'Angoulême. Sa vocation ne persista point. Au mois de février 1870, il abandonna la province pour chercher fortune à Paris. Il loua une chambre dans un hôtel situé 5 rue Larrey, se fit inscrire à l'Ecole de droit et, comme il fallait vivre, entra, en qualité de clerc, au service d'un avoué. Ses opinions franchement démocratiques, les tâtonnements aussi du gouvernement de Trochu, l'appelèrent à une première charge publique : Il fut, pendant quelques semaines, employé à la mairie du 6^e arrondissement comme délégué aux boucheries municipales.

Préparation bureaucratique à des fonctions d'autorité. Ses amis de l'ex-Préfecture lui confièrent, vers le 14 avril, un poste de commissaire de police à la permanence (1). Deux semaines après, Rigault en fit son second substitut. Huguenot resta, jusqu'aux derniers jours, le collaborateur fidèle du procureur. Avant d'aborder, devant le jury d'accusation, une lourde tâche, il eut spécialement à traiter les questions se rapportant aux inculpés détenus. Il contresigna des permis de communiquer et des ordres de mises en liberté émanant de juges d'instruction, songea même, effort plus méritoire, à faire interroger les prévenus. Je cite, entre plusieurs, ces trois documents revêtus des cachets de juge d'instruction et de substitut (2).

Paris, le 9 mai 1871.

Ordre est donné au directeur de Mazas de faire mettre en liberté le citoyen L. — Le juge d'instruction, AUBRY. — Vu au parquet. Le substitut, A. HUGUENOT.

(1) Voir ci-dessus, même chapitre.

(2) *Documents inédits.* Dossier concernant Aubry et Huguenot. Ministère de la guerre.

Paris, le 12 mai 1871.

Permis à la citoyenne G., Marie, veuve P., de voir son fils P., Henri, détenu à Mazas. — Le juge d'instruction, Aubry. — Vu au parquet. Le substitut, A. HUGUENOT.

Cabinet du procureur de la Commune. — *Paris, le 9 mai 1871.* — Avez-vous quelques renseignements sur le nommé L., Emile, arrêté hier soir ? Qui est-ce qui fait l'instruction ? Ecrivez-moi, s'il vous plaît, ce qu'il en faut penser. — A. HUGUENOT.

Et, au dos de la lettre, la précision étant parvenue, cette note :

Le citoyen Regnard a proposé la liberté du citoyen L. Envoyez dire à Wurtz (*lire : Wurth*) d'interroger sommairement.

Un substitut, on le voit, mais assez négligent, d'un parquet normal. Le substitut du service du contrôle...

La nomination d'Eugène-Adolphe-Dieudonné Martainville souleva par contre de singulières difficultés. Alors âgé de 41 ans (1), Martainville avait exercé successivement les métiers de correcteur d'imprimerie et de professeur libre. Sa santé compromise ne lui avait point permis de s'engager dans la garde nationale. Mais habitant un centre acquis aux idées révolutionnaires, il s'était lié avec quelques-uns des maîtres de l'heure. Il logeait dans le 14^e arrondissement, 18 rue Maison-Dieu. L'arrondissement dont un bataillon, le 136^e, avait occupé la Préfecture de police au cours de la soirée du 18 mars, avec Ledrux, avec Charles Da Costa qui demeurait également rue Maison-Dieu. La rue même où siégeait un club célèbre réunissant les démocrates, les officiers fédérés en particulier, de l'arrondissement. Voisinages utiles ou compromettants. Vers la fin du mois d'avril, Martainville se vit offrir un poste de substitut. Malade, peu soucieux d'accepter un aussi dangereux honneur, il se déroba. Cependant une telle réserve n'était point sans témérité. On le lui fit bien voir. La délégation de justice ayant été prévenue de l'incident, un de ses employés subalternes, Gastecloux, se fit fort de vaincre cette résistance. Le rédacteur convoqua ce citoyen

(1) Il était né à Saint-Quentin, le 8 septembre 1829.

étrange, — l'homme qui ne voulait point être fonctionnaire. Martainville tint bon et fit la sourde oreille. Il reçut alors une deuxième convocation d'un genre nouveau, telle que n'en suscita jamais la préparation d'un mouvement judiciaire (1).

Ex-Ministère de la justice. — Cabinet du Directeur des Affaires criminelles et des Grâces.

Paris, le 26 avril 1871.

Le citoyen Dieudonné Martainville est prévenu que s'il ne se rend pas demain matin de 9 à 11 heures à la délégation de la justice, je l'enverrai quérir *par les gendarmes (sic)*. Il est absolument nécessaire qu'il me vienne parler.

Pour le délégué de la Commune à la justice. — P. GASTECLOUX
— 2^e avis.

Martainville répondit-il à ce pressant appel ? Il fut en tout cas compris dans les nominations du 1^{er} mai.

Pour autant ne se manifesta pas son zèle. Le substitut malgré lui négligea de prendre le chemin du Palais. Et, de guerre lasse, un jour, Rigault dut se résoudre à le remplacer.

Entre temps, le procureur avait abandonné le parquet de première instance. Délaissant le département pour la nation, il avait fixé dans les locaux de la cour suprême ses assises.

Le concierge Bigeard le vit arriver le 1^{er} mai, suivi de ses collaborateurs habituels, Fourrier, Barral, Ferré. Conduits par Bigeard, les trois hommes se bornèrent à parcourir les dépendances de la cour de cassation, qui occupaient comme aujourd'hui, mais avec une disposition différente, la partie du corps de bâtiment donnant sur le quai de l'Horloge, entre la tour Bonbec et la rue de Harley.

Nouvelle irruption, le 3 mai, de Rigault et de son entourage. Ils manifestèrent, ce jour-là, un tout autre esprit de résolution. Au concierge qui, l'avant-veille, avait formulé quelques réserves, le procureur présenta un ordre écrit (2), emportant réquisition des locaux. Puis les magistrats de la

(1) Document inédit. Dossier concernant Gastecloux. Ministère de la guerre.

(2) Tout d'abord daté du 2 mai. Le chiffre avait été ensuite surchargé et transformé en un 3.

Commune s'installèrent. Rigault, dans le cabinet du procureur général. Fourrier, dans deux pièces voisines, jusque-là utilisées par des avocats généraux. Ferré, dans un cabinet des alentours. Huguenot, arrivé plusieurs jours après, donna ses préférences au cabinet du président Bonjean.

Là se centralisa peu à peu la justice répressive de la Commune.

D'autres collaborateurs apparurent dans le courant du mois. Ils occupèrent les pièces demeurées libres de la cour de cassation.

Plusieurs secrétaires. — Parmi eux, un artiste peintre d'origine polonaise, André Slomczynski, dit Slom, qui devait, pendant les deux dernières journées, suivre son chef, par delà les flaques de sang maculant le chemin de ronde de Sainte-Pélagie, jusqu'au tragique dénouement de l'aventure. Charles Raymot, « attaché au parquet », dont subsistent plusieurs lettres, du 16 au 20 mai, invitant le juge d'instruction Aubry à s'occuper de certaines affaires (1).

Et la liste des substituts se compléta. — Par arrêté du comité de salut public en date du 25 floréal an 79 (14 mai, *Journal officiel* du 16), pris, cette fois encore, sur la proposition du procureur, Breuillé fut appelé à remplacer Ferré, délégué « à la sûreté générale », Sachs, à remplacer Martainville, « considéré comme démissionnaire ».

Pour suivre la fortune de Rigault et s'associer à son action vigoureuse, Alfred Breuillé quittait les fonctions plus paisibles de directeur du personnel à l'ex-Préfecture (2). Il n'accédait point au parquet en raison seulement de l'amitié de Rigault, des palabres de la brasserie Glaser. Breuillé était un blanquiste de la première heure, un partisan résolu des méthodes enseignées par *le Vieux*. Il avait, en 1866, à l'occasion du congrès de Genève, signé avec ses compagnons de lutte l'adresse aux travailleurs, manifesté, l'année suivante, place de l'Hôtel de ville, et, en 1870, aux obsèques de Victor Noir. Après le 4 septembre, son nom avait figuré au bas

(1) Dossier concernant Aubry. Ministère de la guerre.

(2) Voir ci-dessus, même chapitre.

de l'appel rédigé par Blanqui. Il s'était montré au club de la rue Saint-Denis, près du maître, et, comme lui, fréquemment il y avait pris la parole, sans cesse préconisant l'audace. Aux missions les plus redoutables il ne se déroberait point.

Benjamin Sachs venait aussi de la Préfecture de police. Il avait été employé, au mois d'avril, en qualité de commissaire spécial chargé des délégations judiciaires et partageait avec un autre commissaire, Tabareau, le cabinet 4 de la galerie des juges d'instruction. Né à Berlin de parents russes, il habitait Paris depuis l'âge de huit ans. Il avait fait ses études à l'institution Favard et au lycée Charlemagne. Depuis cette époque, il avait vécu en donnant des leçons particulières. Il s'était fait naturaliser et inscrire dans la garde nationale après la chute de l'Empire. Un esprit fin et un révolutionnaire alors ardent. La Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris possède de lui deux autographes. Un sonnet d'inspiration légère. La minute d'une lettre où il précisait sa pensée. « Etant révolutionnaire, je suis aussi cosmopolite. Je crois, avec Anacharsis Cloots, que la patrie d'un républicain, c'est l'humanité. » Cependant il sympathisait avec les blanquistes dont ne pouvait être nié le patriotisme et comptait parmi les familiers de Protot. L'on m'a dit que plus tard il trouva son chemin de Damas.

Vers le même moment s'installèrent au Palais un assez grand nombre de juges d'instruction.

Entre ces fonctionnaires de la Commune, une distinction doit être faite.

J'ai indiqué que, pour être assisté dans sa mission de contrôle, Eugène Protot avait *délégué* le pouvoir d'informer à certains de ses collaborateurs, à Dessesquelle, Bricon, Coppens, Moiré (1). Désignation officieuse en ce qui concerne tout au moins les deux premiers et que Protot ne jugea pas utile de soumettre à la ratification de la commission exécutive ou du comité de salut public, ni de publier par la voix du *Journal officiel*.

On en pourrait dire autant pour Coppens, s'il ne convenait

(1) Se reporter ci-dessus au chapitre IV.

d'observer que les pouvoirs de ce magistrat se trouvèrent confirmés en quelque sorte, le 12 mai, par sa nomination au tribunal civil. Une autre remarque s'impose. Après cette date du 12 mai, Coppens continua à exercer les fonctions auxquelles Protot l'avait délégué. Il garda aussi à cet usage le cabinet qu'il avait adopté au 4^e étage du Palais de justice, sur le boulevard, dans la *galerie des juges d'instruction*, le cabinet A.

Quant à Moiré, il fut, en même temps que Félix Leloup, nommé « *juge d'instruction près les tribunaux criminels de la Commune* », par décret du comité de salut public du 7 mai, rendu sur la proposition du délégué à la justice (*Journal officiel* du 8). En fait, cette titularisation l'attachait au parquet du procureur. Elle allait, en élargissant ses pouvoirs, l'habilitier à instruire des affaires importantes. Je me bornerai à citer ici Picpus et Saint-Laurent, les arrestations du notaire Demanche, du chef du matériel au Ministère de la marine, du petit personnel du Palais de justice. Moiré siégea au milieu de ses nouveaux collègues. Il n'avait pas attendu l'arrêté du 7 mai pour délaisser le bureau qu'il avait jusque-là, comme collaborateur du ministre, occupé au Dépôt. Vers les derniers jours d'avril, il prit possession du cabinet numéro 9, dans la galerie des juges d'instruction. Moiré eut pour collaborateur un agent d'affaires qui avait, sous le second Empire, exercé les fonctions de greffier d'instruction, Pollet (Théodore-Marie), dit Ravault, dit Sainte-Elbe, dit de Rougemont.

Au sujet de Leloup, je ne dirai rien actuellement. Il fut nommé quelques jours après juge au tribunal civil, sans avoir eu à procéder à un acte quelconque d'information. Je donnerai sur lui quelques indications biographiques en examinant la composition du tribunal de la Commune.

Les autres magistrats instructeurs, plus nombreux d'ailleurs, furent choisis par Rigault et expressément « *attachés au parquet du procureur de la Commune* ».

Aubry fut le premier nommé, — à la fin du mois d'avril. Mais, pour cette raison sans doute, Rigault n'ayant pas encore envisagé l'organisation du parquet, sa désignation,

isolée, ne parut pas dans le *Journal officiel*. Né à Bar-le-Duc, le 8 mars 1846, Charles-Auguste Aubry avait, pendant deux ans, suivi les cours de l'Ecole de droit de Paris (1). La guerre et la révolution avaient interrompu ses études. Malgré cette préparation, — sommaire à vrai dire, — Aubry ne fut point chargé, sous la Commune, des informations les plus graves. Il installa son cabinet, qu'annonçait une étiquette portant les mots « Cabinet du juge d'instruction Aubry », dans les locaux de la cour de cassation, au greffe des dépôts civils. Rigault et ses collaborateurs, l'ayant ainsi à leur disposition, lui confièrent le soin de procéder à quelques interrogatoires, à des mesures urgentes, mais d'intérêt secondaire.

Le 16 et le 18 mai, le *Journal officiel* publia deux importants arrêtés pris par le comité de salut public le 25 et le 27 floréal 79 (14 et 16 mai). Rédigés en termes identiques, ils attachaient au parquet six nouveaux juges d'instruction, Gausseron, Coupey, Genton et Barral, puis Wurth et Moreau.

Certaines de ces désignations ne comportent point de commentaires. Celle de Coupey (Arthur-Alphonse), docteur en médecine, qui fit tout d'abord fonction de commissaire de police place Vendôme, mais dont le rôle avec l'un ou l'autre titre a laissé peu de traces : Il semble qu'au Palais il n'ait usé de sa qualité que pour intervenir en faveur du professeur de chimie Roussin et pour obtenir que celui-ci fût, après interrogatoire, mis en liberté. — Celle d'Armand Moreau, personnage demeuré plus inconnu encore. — Celle de Barral, cet adolescent promu juge d'instruction après avoir été improvisé secrétaire. Barral du moins fit certaines enquêtes, fort sommaires, l'une notamment concernant un soi-disant complot à la Conciergerie, une autre, effectuée d'accord avec Moiré, relative au petit personnel du Palais. Il occupa, dans la galerie des juges d'instruction, le cabinet numéro 13.

Licencié ès-lettres, investi, dans le 5^e arrondissement, de la confiance du Comité central, Gausseron (Bernard-Marie-Henry) (2) dut sans doute à cette double qualité ses nomina-

(1) Sous la Commune, il demeurait 9 rue d'Anjou-Saint-Honoré.

(2) Né à La Mothe-Saint-Héraye (Deux-Sèvres) le 20 octobre 1845.

tions successives. Tour à tour il fut commissaire de police de la Sorbonne, commissaire aux délégations judiciaires, juge d'instruction. Les fonctions cependant n'étaient point sans se confondre, sous un régime plus favorable aux initiatives individuelles qu'à la délimitation des compétences. Il ne serait pas facile, lorsqu'on parcourt les pièces que signa Gausseron, de préciser la qualité de cet agent, s'il n'avait eu la précaution d'indiquer son titre. Commissaire de police du quartier de la Sorbonne, il invite, le 20 avril, son collègue des Invalides à effectuer des recherches pour trouver « une armée considérable cachée ». Commissaire aux délégations judiciaires, faisant usage de mandats d'amener en blanc du parquet de la Seine qu'il adapte sommairement, il « ordonne à tous huissiers de la force publique de faire perquisition en se conformant à la loi et d'apporter à son cabinet tous les objets saisis chez le nommé Laurain, demeurant rue de la Faisanderie 78 (Paris-Passy), ex-greffier près les juges d'instruction » (document en date du 10 mai). Magistrat instructeur il demande, le 21 mai, au colonel Henry, chef d'état-major près le délégué à la guerre, des précisions au sujet d'un sieur G., arrêté près d'Asnières, et « ne doute pas que son amour de la justice ne l'engage à lui fournir ce renseignement à bref délai (1) ». A ce moment il était installé dans le cabinet 4 de la galerie des juges d'instruction, qu'il échangea, vers la fin du régime, contre le numéro 1.

Genton. Wurth. — Les seuls, parmi les juges d'instruction de la Commune, qui n'aient point tenté de dissimuler leur inexpérience dans les errements d'une époque normale. Les seuls qui aient fait figure de magistrats révolutionnaires, et dont les noms aient moins surgi d'éphémères fonctions que d'exécutions sans jugement.

Gustave-Ernest Genton naquit à Paris, le 20 mars 1825. Un ouvrier de la capitale, intelligent et énergique. Il s'était établi comme sculpteur sur bois 27 rue Basfroi, dans ce 11^e arrondissement dont chaque pavé évoque un souvenir d'héroïsme, à travers le plus ardent des siècles. Sous

(1) *Documents inédits*. Dossier concernant Gausseron. Ministère de la guerre.

l'Empire, il avait fréquenté les intellectuels du quartier latin et, à leurs côtés, conspiré contre le régime. Il figura au procès de la Renaissance avec des menuisiers, un apprêteur de châles, un ouvrier tailleur, un découpeur en bois, mais aussi avec des étudiants comme Léonce Levraud, Henri Villeneuve, Callavaz, avec l'avocat Eugène Protot. La République le fit sortir des ténèbres. Il marcha en tête d'un bataillon de son quartier, le 66^e, comme porte-drapeau. Puis ce fut la victoire communale. Maître du Palais de justice, Rigault se rappela son camarade de l'opposition républicaine et le désigna au choix du comité de salut public. Genton, au milieu des bourgeois blanquistes du Palais, représenta les combattants des faubourgs. On conçoit qu'il ne fut point un homme de cabinet. Le procureur cependant lui confia une information, celle des agents secrets. Je me prends à douter qu'il ait entrepris avec un excès de scrupules sa tâche, et qu'il ait, du procès, envisagé autre chose que l'issue. L'histoire le campe dans une autre attitude : celle de Maillard à l'Abbaye. Avec Emile Fortin, son secrétaire, Genton siégera, le 24 mai, à la cour martiale de la rue Sedaine, devant laquelle, avant d'être livré à la foule, comparaitra le capitaine de Beaufort. Il sera, place Voltaire, près de Théophile Ferré, lorsque celui-ci donnera l'ordre de fusiller six otages. Il présidera à leur mise à mort.

Fort différente était l'origine de Wurth (Gustave) (1). Ce magistrat de la Commune était issu d'une famille alsacienne, fixée à Mulhouse. Il avait quitté son pays pour faire ses études dans la capitale. Là, le grand courant l'avait emporté. Il s'était lié avec les étudiants révolutionnaires, Raoul Rigault en particulier. Lorsque Rigault le prit au parquet, il avait une trentaine d'années, l'âge où s'affirment les convictions. Aux âpres contacts de l'époque s'était encore raffermi le rude tempérament qu'il tenait des pays de marches. De la part de tous ceux qui l'ont connu, une seule appréciation. Wurth fut un magistrat impitoyable. Notons qu'à la différence de certains, il eut, ou prit, nombre d'affaires. A tel point qu'il ne put se contenter d'un cabinet choisi à courte

(1) Plusieurs auteurs écrivent *Wurtz*. Cette orthographe est erronée.

distance du cabinet de Rigault, au grand greffe. Il élut également domicile au Dépôt, pour se rapprocher des clients. Il advint même qu'il y coucha. J'ajoute qu'il exerça de bonne heure ses fonctions. Avant même d'être nommé. Dès le 10 mai, il donna l'ordre d'arrêter le sieur B. et sa maîtresse. Le 12, celui d'écrouer le correspondant d'un journal américain, Myrtil May. Il interrogea, vers le même moment, le professeur Roussin. Pendant les jours qui précédèrent et suivirent sa nomination, ce fut à l'égard du personnel de la cour de cassation qu'il manifesta son zèle. Un complot « d'intelligences avec Versailles ». Et, le 14, il interrogea le concierge Bigeard, le 15, les garçons Dronchat et Iehl, le 16, leur collègue Fronteau, le 18, Leconte. Dans les derniers jours, il ne quitta guère le Dépôt, témoignant d'un caractère inexorable. « Wurth a interrogé beaucoup de monde, déposa plus tard un surveillant. Il était très brutal et gardait presque tous ceux dont il avait à instruire l'affaire. Toujours armé, mauvaise tête et très violent, il était redouté au Dépôt (1). » Suspectera-t-on une tel témoignage? Gaston Da Costa, qui attribua une révolte de prisonniers aux détentions arbitraires ordonnées par Wurth, alla jusqu'à soutenir qu'il avait tenté de faire révoquer ce dernier. « Mais Wurth, conclut-il, sut se maintenir et mon entreprise échoua (2). » Affirmation hardie, sans doute, comme on en trouve sous la plume de Da Costa, et qu'explique un désir momentané d'échapper aux responsabilités. L'attitude de Wurth n'en apparaît pas moins comme clairement définie. Il était dans l'ordre des choses qu'il acceptât de plus lourdes tâches. Wurth procéda à quelques interrogatoires quand fut arrêté l'espion Veysset. Il assista, impassible, à l'exécution du pont Neuf (3).

(1) *Document inédit*. Déposition du surveillant Vergnerie. (Dossier concernant Wurth. Ministère de la guerre.)

(2) *Document inédit*. Lettre de Da Costa jointe au dossier des poursuites exercées contre ce dernier. Ministère de la guerre.

(3) A ces juges d'instruction s'ajoutaient un ou deux autres individus qui prenaient le même titre sans remplir, régulièrement au moins, lesdites fonctions, — « un grand mulâtre » occupant le cabinet 10. — En ce qui concerne les cabinets des magistrats de la Commune, j'ai trouvé des indications concordantes dans les dossiers concernant Ferré, Huguenot, Voncken, Coppens, le garçon de bureau Lallemant etc...

Le parquet de la Commune se trouva constitué.

J'ai eu à noter déjà que dans la procédure criminelle comme dans la pratique judiciaire ses membres n'introduisirent aucune réforme caractéristique. Avec les imprimés des magistrats dont ils occupaient les cabinets, ils utilisèrent aussi leurs procédés. Ils employèrent les mêmes concours. Celui de commissaires aux délégations judiciaires. J'ai indiqué Landeck. Celui d'experts. Le docteur Regnard, le plus souvent désigné (affaire Grilliet). Le docteur Constant (transport rue de Picpus). Le docteur Piorry (caveau de Saint-Laurent). Le chimiste Rabuteau. Tout naturellement se renouvelle ici la remarque faite au sujet de la police. La seule innovation qui ait apparu, c'est une fantaisie déconcertante, aggravée d'arbitraire.

A un commissaire demandant conseil, Fourrier, au nom du procureur, répondait avec assurance (1).

Paris, le 11 mai 1871.

Citoyen commissaire. — Vous n'avez pas besoin d'un mandat spécial pour pénétrer dans le domicile du sieur V. C'est à vous d'agir comme bon vous semblera, même en cas d'adultère. — Salut et égalité.

Le secrétaire général du procureur.

Le contrôle des détentions présentait une tout autre importance. Et Rigault entendait l'exercer au Palais comme il avait tenté de le faire à la Préfecture. Dans ce domaine encore, cependant, quel désordre ! Combien d'inquiétantes irrégularités !

Un premier contrôle apparent. Nous avons vu les substituts du procureur visant des mises en liberté. Mais il s'agissait là, on le pense bien, de cas exceptionnels et non pas d'une pratique générale.

Soucieux d'enrayer surtout les abus et les erreurs du dehors, le procureur, à nouveau, procéda par circulaires. Sur son ordre, le secrétaire Fourrier transmet des instructions aux commissaires de police, aux directeurs des prisons.

(1) *Document inédit.* Archives de la Préfecture de police.

Nous connaissons les premières (1). Je reproduis une lettre concernant les maisons d'arrêt (2).

Paris, le 4 mai 1871. — Au citoyen directeur de (Mazas).

Citoyen directeur. — Par ordre du procureur de la Commune, vous enverrez chaque matin au secrétariat général de son parquet l'état des entrées et des sorties de la maison que vous dirigez.

Le secrétaire général du parquet, FOURRIER.

L'exigence était frappée au coin d'une bonne tradition administrative. Elle ne suffisait pas à prévenir les mesures erronées, les libérations ignorées du parquet de la Commune. Rigault en éprouva une vive inquiétude, qui se traduisit par une autre circulaire, plus efficace (en date du 15 mai) (3).

Le directeur de ... ne mettra dorénavant un détenu en liberté que sur les signatures qui suivent :

Raoul Rigault

ou un substitut et un juge d'instruction.

Les substituts sont : Da Costa, Huguenot, Breuillé, Sachs.

Les juges d'instruction sont : Wurth, Moiré, Gausseron, Coupey, Genton, Barral.

La signature Levraud n'est valable que pour les condamnés.

On sait que les ordres donnés aux agents de tous grades d'avoir à user d'une méthode plus rigoureuse ne furent point suivis d'effet. De ces circulaires, seule la dernière fut généralement obéie, parce que ses prescriptions correspondaient à la mentalité de ses destinataires. Garreau se refusa à libérer Lebas sur un ordre de Protot que n'avait point contresigné le procureur.

Mais les mesures prises par le parquet lui-même eussent suffi à engendrer les plus fâcheuses erreurs. Examinant, dans un prochain chapitre, les poursuites qu'exercèrent Rigault et ses collaborateurs, je relèverai l'insouciance avec laquelle furent le plus souvent rédigés les ordres d'écrou. Les états

(1) Voir ci-dessus, même chapitre, en note.

(2) Dossier concernant Fourier. (Ministère de la guerre.) Document indiqué par Maxime Du Camp, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 140.

(3) *Document inédit.* Dossier concernant Breuillé. Ministère de la guerre.

civils insuffisamment déterminés. Les motifs libellés sans précision ; celui, si fréquemment reproduit, de « suspect ». Il ne faudrait pas croire que les libérations fissent du moins l'objet d'un plus grand soin. Garreau eut un jour la surprise de voir son nom sur une décision de cette nature (1).

Paris, le 16 mai 1871.

Ordre de faire mettre en liberté le citoyen Garreau (*sic*), détenu à Mazas.

Le membre de la Commune de Paris, substitut du procureur de la Commune, Th. FERRÉ.

Et, en marge, l'annotation :

Mettre en liberté, Raoul RIGAULT.

Revenu de son étonnement, le directeur prit un crayon, retourna la feuille et nota cette observation que les circonstances rendaient ironique :

A l'avenir, pour éviter les méprises qui seraient à regretter, je vous prie de mettre les prénoms sur les ordres que vous m'envoyez.

M. GARREAU, directeur de Mazas.

Loin de modifier cet état de choses, de donner au parquet de Rigault l'aspect d'un organisme achevé, l'institution des magistrats instructeurs fut une source nouvelle d'abus, et, il convient de le préciser, d'attentats à la liberté individuelle.

Le *Temps* du 4 mai, la *Vérité* du 5 faisaient preuve d'une belle confiance lorsqu'ils inséraient dans leurs colonnes ce communiqué : « Les juges d'instruction chargés de préparer les affaires destinées à être soumises aux diverses sections du jury d'accusation sont installés et entendent déjà accusés et témoins. » — On peut, sans crainte d'être contredit, avancer qu'il ne fut point procédé, sous la Commune, à des informations régulières, au sens où l'entend la justice bourgeoise.

(1) *Document inédit.* Dossier concernant Gausseron, Ministère de la guerre.

Quelques exemples entre tous. Chaudey soupçonné d'avoir, le 22 janvier, à l'Hôtel de ville, ordonné de « balayer la place ». L'affaire à laquelle Rigault attache un intérêt spécial. Cependant, aucun acte d'information, aucun interrogatoire par un magistrat instructeur, ni de Chaudey, ni d'un témoin quelconque (1). Pas davantage de juge commis à la suite des arrestations du président Bonjean, de l'archevêque.

Vers le 15 mai se produisit, au Dépôt, un assez grave incident.

Il appela l'attention du parquet. Voici l'explication qu'en donna, quelques mois après, Gaston Da Costa (2).

Dans le commencement de la semaine qui précéda l'entrée de l'armée de Versailles à Paris, il y eut une sorte de révolte dans la salle commune du Dépôt de la Préfecture. Il y avait là quantité de détenus pour vagabondage, d'autres pour délits de droit commun, d'autres pour refus d'obéissance à la loi sur la dernière levée de troupes, mais le plus grand nombre *détenus sans motif*. Le directeur Fouet adressa le soir à Ferré un rapport mentionnant que nombre de ces détenus (sans motif) étaient *écroués par ordre des juges d'instruction*, entre autres un nommé Wurth. Une fois ces personnes arrêtées, elles restaient là sans être interrogées. Et de là les mécontentements et la révolte de la journée. Ferré me renvoya la note du directeur en me priant d'aviser. Comme je ne faisais plus rien à la Préfecture que des recherches dans les dossiers politiques, je pus me rendre facilement au Dépôt dès le lendemain. Je causai longuement avec le directeur, et la conclusion de cet entretien, c'est qu'il me dresserait une liste des détenus sans motif, que je viendrais chaque jour passer deux heures au Dépôt pour les mettre en liberté. En même temps j'écrivis à Protot pour me plaindre des juges d'instruction, mais je ne reçus pas de réponse...

Et Da Costa, plaidant *pro domo*, d'ajouter :

(1) Il est impossible de considérer comme des actes d'instruction les deux interrogatoires succincts que Rigault paraît avoir fait subir à Chaudey, ni les recherches qu'effectua la commission d'enquête nommée le 15 avril dans le but d'établir la part de responsabilité incombant « à chacun de ceux qui avaient participé au gouvernement du 4 septembre ».

(2) *Document inédit*. Dossier concernant G. Da Costa. Ministère de la guerre.

Pendant toute la semaine, je vins de 4 à 6 heures du soir pour mettre mon projet à exécution. Je me tenais dans une salle située à droite en entrant dans le Dépôt. Je fis un grand nombre de mises en liberté pendant ces quelques jours. Puis, pour ceux détenus pour vagabondage, j'envoyai des lettres aux commissaires de police pour prendre des renseignements, s'assurer du domicile, de la famille, etc... de ces prévenus... A la fin de la semaine, le Dépôt (salle commune) commençait un peu à se dégarnir. Malheureusement, il arrivait chaque jour de nouveaux détenus, arrêtés par ordre des juges d'instruction qui les laissaient là...

Insuffisamment désintéressées, de telles énonciations comportent des réserves. On a peine à croire que le jeune substitut Da Costa se soit, plus que ses collègues, préoccupé de « prendre des renseignements sur le domicile, la famille des vagabonds ». Par contre, des juges d'instruction, Wurth lui-même, procédèrent à des interrogatoires de détenus, notamment au Dépôt. J'ai cité à cet égard le témoignage d'un surveillant. Le chef du Dépôt Braquond déclara de son côté(1) :

Tous les jours, depuis le commencement de la Commune, il y avait des greffes installés au Dépôt et des juges d'instruction fonctionnant toute la journée. Les cabinets étaient disposés pour cela et souvent le même cabinet était occupé par deux juges d'instruction. Mais ces gens-là ne mettaient en liberté que les voleurs...

Si l'on rapproche ces indications et les éléments recueillis par les historiens de la Commune à l'occasion de ses procès les plus importants, on est conduit à une conclusion décisive : Les arrestations faites sous le gouvernement révolutionnaire n'ont souvent donné lieu à aucune procédure normale, aucun interrogatoire par un magistrat instructeur. Tel a été généralement le cas pour les détenus politiques, notamment pour les otages. Les procès toutefois au sujet desquels le parquet escomptait des révélations susceptibles de passionner l'opinion publique ont provoqué des actes d'information sommaire. Picpus. Saint-Laurent. Les *mouchards*. — Par contre,

(1) Document inédit. Dossier concernant Ranc. Ministère de la guerre.

nombre d'invidus arrêtés à la suite des incidents de chaque jour ont été entendus par les collaborateurs de Rigault. Interrogatoires rudimentaires, sans aucun doute, semblables à celui que raillaient, dès le mois d'avril, les journaux conciliateurs (1). Interrogatoires ne présentant aucune garantie pour les intéressés, subis hors de la présence d'un défenseur. Interrogatoires que ne suivaient presque jamais d'autres recherches, l'audition même de témoins (2).

On le voit, le rôle des juges d'instruction, sous la Commune, se réduisit à fort peu de chose. En dehors d'interrogatoires dont nous avons dit l'insuffisance, ces magistrats jugeaient leur mission achevée lorsqu'ils avaient décerné des mandats, statué sur les demandes de permis de communiquer qui leur étaient soumises en principe (3), parfois ordonné, lorsque n'intervenait aucune considération politique, la mise en liberté de détenus. Il leur arriva de prendre à cet égard des garanties particulières. La pratique du cautionnement ne leur échappa point. M^e Demanche, notaire, ne fut mis en liberté qu'après versement d'une somme de 5000 francs. Plus original apparaît le parti auquel, à plusieurs reprises, s'arrêta le juge Aubry et dont il est resté cette trace (4).

(1) Le *Bien public* et l'*Opinion nationale* du 12 avril. — Ces journaux font évidemment, en raison de leur date, allusion à des interrogatoires dirigés par les juges d'instruction qu'avait officieusement désignés Protot.

(2) Dans ses *Souvenirs d'un révolutionnaire* (p. 588). Lefrançais critique la nomination de magistrats instructeurs par la Commune. « Elle alla même jusqu'à renommer des juges d'instruction, oubliant que depuis longtemps, avec raison, les révolutionnaires socialistes réclament la suppression de l'instruction secrète, cet abominable vestige de barbarie resté debout au milieu de nos sociétés prétendues civilisées. » — Ce jugement sévère atteint cruellement le parquet de la Commune, qui érigea en principes absolus le secret et l'arbitraire de la procédure criminelle. Dans les pratiques de Rigault et de ses collaborateurs, il ne faut point chercher l'idée généreuse dont est issue la loi du 8 décembre 1897.

(3) « Dès cette époque (fin avril), écrivit Da Costa au cours des poursuites exercées contre lui, je ne recevais plus guère que les personnes venant demander des permissions pour visiter les détenus. Mais comme les juges d'instruction étaient depuis plusieurs jours en fonction, je devais, d'après un ordre de Rigault qui s'était entendu avec le délégué à la justice, renvoyer ces personnes aux juges d'instruction. » (*Document inédit.*)

(4) *Document inédit.* Dossier concernant Aubry. Ministère de la guerre.

N° 54. — *Paris, le 7 mai 1871.*

Ordre est donné au directeur de Mazas de mettre en liberté le détenu D. (Léon-Charles), à la condition expresse qu'il apportera mardi au Dépôt de la Préfecture de police une preuve certaine de son incorporation dans un service de la Commune.

Vu le 7 mai 1871

Le détenu, L. D.

Le juge d'instruction,

AUBRY.

Pareille lettre vous a été adressée hier soir. Je m'étonne, citoyen, que vous n'ayez pas fait exécuter mon ordre.

Si la création d'un tribunal civil marque, de la part de la Commune, de Protot en particulier, un souci fort net de réorganisation, il est impossible de trouver là non plus la moindre réalisation révolutionnaire, la moindre ébauche même d'une réforme.

J'ai indiqué déjà que le délégué à la justice avait procédé par étapes. — Le 26 avril, Voncken fut chargé des référés. Le 12 mai, il se vit élever aux fonctions de président du tribunal, Leloup et Coppens furent nommés juges, Flamet juge suppléant. Deux autres juges furent désignés le 16 mai, Canis et Michau. — J'ai dit aussi qu'à lui seul le principe de ces nominations consacrait la faillite de la doctrine révolutionnaire et que des journaux de gauche, comme la *Justice*, en avaient manifesté leur étonnement (1).

Les choix de Protot n'étaient point faits pour apaiser ces scrupules. Un gouvernement opportuniste aurait pu, sans grande hésitation, les ratifier.

Né à Avranches le 16 avril 1819 (2), Adolphe Voncken avait rempli en 1848, pendant quelques jours, les fonctions de substitut du procureur de la République dans sa ville natale. Il s'était fait inscrire au barreau de Paris en 1850.

De sa carrière se rapprochait celle de Félix Leloup. Originaire également d'Avranches, où il était né le 23 février

(1) Voir ci-dessus, chapitre III.

(2) De Jacques Voncken et d'Angélique Eudes. Il avait épousé M^{lle} Agnès Bourdiol et demeurait, en 1871, 23 rue Rambuteau.

1833 (1), Leloup avait été avocat à la cour d'appel de Paris vers la fin du second Empire. Le Gouvernement de la Défense nationale l'avait nommé sous-préfet à Limoux, puis à Brest où, m'écrivait Pindy, « il eut l'honneur de recevoir son ami et protecteur Gambetta ».

Un ancien fonctionnaire aussi de l'administration départementale, Laurent Coppens (2). J'ai indiqué comment Protot l'avait « délégué » aux fonctions de juge d'instruction. A partir du 12 mai, il cumula ce mandat avec sa tâche, fort légère, de juge au tribunal civil.

Jean-Alexandre Canis était parisien de naissance. Comme Voncken, il appartenait, en qualité de stagiaire, au barreau de la capitale. Un agité dont les convictions, avant de se fixer, voltigèrent au gré des vents. Né le 20 novembre 1840, il avait, à trente ans, l'ardent désir d'être fonctionnaire et se destinait à la magistrature. Avant les événements de mars, il avait sollicité du gouvernement une nomination de juge de paix dans le département de la Seine. Il avait un domicile à Paris, un autre à Charenton, quand le surprit l'émeute. Le drame qui se jouait lui sembla favorable à son ambition. Il manifesta le zèle le plus singulier. Le commissariat de police de Charenton comptait alors cinq agents. Force imposante à mobiliser. Canis prit sur lui d'écrire au commissaire et au maire de la commune la lettre suivante, invraisemblable mais authentique (3).

M. Canis, avocat à la cour d'appel, demeurant à Paris, rue de Rivoli, n° 40 bis, et à Charenton-le-pont, rue de Paris, n° 48, à M. le maire et à M. le commissaire de police de Charenton.

Considérant que, dans les circonstances actuelles, il est du devoir de tout homme valide de prêter son concours au gouvernement de Versailles pour réprimer l'insurrection dont la ville de Paris est le théâtre ;

Considérant que ce devoir incombe d'une manière toute particulière aux agents chargés de maintenir l'ordre ;

(1) De Ambroise-Michel-Roch Leloup et de Marie Aubut. Il demeurait à Paris, 16 rue du Grand-Prieuré.

(2) Voir ci-dessus, chapitre IV.

(3) *Document inédit*. Dossier concernant Canis.

Prie M. le maire, agissant de concert avec M. le commissaire de police, de prendre les mesures nécessaires pour diriger sur Versailles tous les agents qui sont sous leurs ordres.

M. Canis va prévenir son confrère M. Grévy, avocat à la cour d'appel et président de l'Assemblée nationale, de la démarche patriotique qu'il fait auprès des magistrats de Charenton.

J. CANIS. — *Charenton, le 11 avril 1871.*

Document aussi prétentieux de forme que de fond. Il révèle un état d'esprit assez commun à une époque où, le principe d'autorité fléchissant, chacun invoquait un principe pour s'arroger une parcelle d'autorité. Cette lettre, Canis la fit suivre d'une deuxième, adressée cette fois au ministre de la guerre. Il demandait qu'il lui fût « donné les pouvoirs nécessaires pour mettre à la disposition de l'autorité militaire les nombreux agents de police de Charenton ». Voulant alors juger de l'effet produit par son initiative, il prit le train pour Versailles dans l'intention de renouveler sa candidature à un poste de juge de paix. Peine perdue. Son train ne put dépasser Villeneuve-Saint-Georges. Canis rebroussa chemin. Et ce fut son logement de la rue de Rivoli qu'il regagna.

Vers le 10 mai, puis vers le 14, M^e Rousse reçut sa visite. Au bâtonnier il exposa la situation délicate, affirmait-il, dans laquelle il se trouvait. La garde nationale le traquait, voulait le contraindre à l'enrôlement. Le seul moyen pour lui d'échapper à la menace était d'accepter des fonctions judiciaires. Protot les lui avait offertes alors qu'il proposait au délégué de « défendre les prêtres ». — M^e Rousse fit des réserves expresses, souligna les « censures professionnelles » auxquelles s'était exposé Voncken en acceptant d'être chargé, par la Commune, des référés. Sur l'insistance cependant de son interlocuteur, le bâtonnier lui conseilla de spécifier en tout cas, dans une lettre, les motifs de sa résolution. Quelques heures après la lettre parvint à M^e Rousse (1).

M. le bâtonnier de l'ordre des avocats,

J'ai l'honneur de vous informer que je suis compris dans le décret communal en vertu duquel tous les hommes de 19 à 40 ans

(1) *Ibid.*

sont appelés à faire le service actif de la garde nationale. En ce moment, toutes les issues de Paris étant rigoureusement gardées, il m'est tout à fait impossible de me dérober aux poursuites criminelles dont les réfractaires sont l'objet. Il ne me reste qu'une voie de salut, c'est d'accepter un emploi qui m'exonère de tout service militaire. Je tiens à vous faire savoir, M. le bâtonnier, que ce n'est que pour mettre ma vie en sûreté que je consens à accepter quelque chose de l'insurrection. Croyez bien que je ferai mes efforts pour protéger les infortunés qui se trouvent actuellement sous le coup de cet affreux décret.

J. CANIS. — *Le 15 mai 1871.*

Le document portait la date même du décret par lequel était nommé juge au tribunal civil de la Commune Jean Canis, le candidat qui sollicitait de Versailles un poste de juge de paix (1).

François-Silas Michau (2) appartenait également au monde judiciaire, mais il figurait parmi ses collaborateurs plus modestes. Ancien deuxième clerc à l'étude Lacomme, il était, lorsque se produisit le mouvement communal, principal clerc au service de M^e Lortat-Jacob, avoué près le tribunal. Il avait subi des revers de fortune. L'amitié de Rigault lui valut sa nomination.

Le moins favorisé fut Jules-Edouard Flamet (3). Avocat à la cour d'appel comme la plupart de ses nouveaux collègues, il obtint seulement le titre de juge suppléant.

Bien que journaliste à ses heures, et membre de l'*Union républicaine*, il avait fait intervenir des amis moins puissants. De mêmes causes eurent sous bien des régimes, assure-t-on, de semblables effets.

Un tribunal composé d'un président, de juges, d'un juge

(1) Inculpé, après la Commune, d'usurpation de fonctions, Canis déclara n'avoir « obéi qu'à la violence » et avoir « toujours été l'ennemi des communeux ». — Il est l'auteur d'une *Histoire de la République française de 1870 à 1883*, favorable à l'insurrection parisienne.

(2) Né à Issoudun le 13 juillet 1834, de Louis-Etienne-Théodore Michau et de Virginie Baudon. A l'époque de la Commune, Michau logeait en garni, 43 rue Madame.

(3) Né à Paris le 14 novembre 1846, de Michel-Edouard Flamet et de Louise Taysson.

suppléant. Près de lui, un parquet avec procureur, juges d'instruction, substituts, secrétaire général, attaché. L'organisation sentait furieusement le régime bourgeois. Si l'on observe de plus près les rouages, le rapprochement s'impose d'une façon tout aussi nette. Il convient d'examiner à cet égard le régime auquel furent soumis les membres du tribunal de la Commune, leurs fonctions.

Sans aucun doute, ces magistrats furent considérés par le gouvernement parisien comme de véritables fonctionnaires. J'ai dit que la commission exécutive, puis le comité de salut public les avaient nommés sur la désignation du délégué à la justice. Ils furent rétribués aussi sur les fonds du Ministère par les soins du caissier Gastecloux. Voici, à titre de justification, une pièce émanant du président Voncken (1).

Délégation
de
la justice
43, place des Piques
Ex-place Vendôme

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Commune de Paris.

Reçu de la délégation de justice la somme de deux cent quatre-vingt-trois francs cinq centimes. Compte arrêté au 15 courant.

Paris le 18 mai 1871. — VONCKEN.

Combien plus curieux encore l'attitude de Voncken et son souci de conserver les traditions administratives !

Chargé des référés le 26 avril, il se préoccupe d'assurer à sa nomination la régularité et la publicité nécessaires. Il se rend à la Chancellerie. En l'absence du délégué, c'est le secrétaire général qui le reçoit. Cette entrevue, Dessesse la rapporte à Protot dans une note que j'ai déjà reproduite (2). Le président a insisté pour obtenir une ampliation de l'arrêté l'ayant nommé et « la lettre d'envoi qui doit toujours accompagner l'ampliation de la nomination ». Il n'a

(1) *Document inédit.* Dossier concernant Voncken. (Ministère de la guerre.) Le même dossier contient le reçu d'une « avance de deux cents francs » sur le traitement de mai signé, le 20 mai, par le juge Leloup.

(2) Voir ci-dessus, chapitre IV.

rien oublié. Il a également songé que le greffe du tribunal et la chambre des avoués devaient être avisés de l'arrêt.

Et les lettres sont rédigées aussitôt (1).

L'une, destinée à Voncken :

Paris, le 28 avril 1871. — Le membre de la Commune, délégué à la justice, au citoyen Voncken, Adolphe.

Citoyen, — J'ai l'honneur de vous annoncer que, par arrêté de la commission exécutive en date du 26 courant, vous avez été nommé aux fonctions de président chargé des référés, des conciliations en matière de séparation de corps et des légalisations de signatures.

Vous jouirez en cette qualité d'un traitement annuel de six mille francs, courant à partir de votre entrée en fonction.

Une autre pour le greffier du tribunal :

Le membre de la Commune, délégué à la justice, au citoyen Delorme, greffier près le tribunal civil de la Seine.

Citoyen, — J'ai l'honneur de vous donner avis que, par arrêté de la commission exécutive en date du 26 courant, le citoyen Voncken a été nommé président du tribunal civil chargé des référés... Veuillez en conséquence prévenir les employés sous vos ordres et prendre les mesures nécessaires pour que le service du greffe soit repris et fonctionne à partir de samedi prochain. L'installation du nouveau président aura lieu samedi à midi.

En fait, ce ne fut point le samedi 29 avril, mais le mardi suivant, le 2 mai, que Voncken tint sa première audience des référés (2). Une note parue dans le *Temps* du 4 mai, dans la *Vérité* du 5, rendit compte de l'événement.

M. Adolphe Voncken, nommé par arrêté en date du 26 avril

(1) *Documents inédits.* Dossier concernant Voncken. (Ministère de la guerre.) Un premier projet de lettre d'envoi, rédigé par le secrétaire général d'accord avec le président, contenait le paragraphe suivant, disparu ensuite, sur l'ordre sans doute de Protot : « Votre indépendance dans le passé nous répondant de votre honnêteté dans l'avenir, vous entrerez en fonction samedi prochain, 29 avril 1871. » — Je n'ai pas trouvé trace d'une lettre adressée au président de la chambre des avoués, ou de sa minute.

(2) La commission exécutive n'avait fait parvenir qu'à cette date à la délégation de justice l'ampliation de l'arrêt pris le 26 avril. (Document figurant au dossier des poursuites contre Voncken, enregistré sous le numéro 99 du Secrétariat de la Commune de Paris.)

président chargé des référés, a tenu avant-hier sa première audience et a jugé plusieurs affaires. Nous croyons savoir qu'aucun avoué ne s'est présenté à cette audience. Le président siégera les mardi, mercredi, jeudi et samedi, à partir de onze heures, dans la salle des criées.

Quelques jours après, paraît l'important *mouvement judiciaire*. Le tribunal civil de la Commune est constitué. De suite, il a été convenu entre la délégation de justice et le président Voncken qu'il serait procédé à une installation solennelle des nouveaux magistrats. Le garçon de la première chambre est consulté sur le cérémonial. Il est le fidèle conservateur des traditions, le seul qui survive aux régimes. L'installation des juges est au surplus dénuée d'apparat, mais ce jour-là, la présence inusitée du garde des sceaux en rehaussera la valeur.

La cérémonie a lieu le mercredi 17 mai, à midi. Protot préside, assisté du secrétaire général Dessesquelle. Il y a là Rigault et son collaborateur Fourrier, dont s'étale l'imposante barbe rouge. Et le substitut Da Costa, qui sourit, et le juge d'instruction Moiré. Et les récipiendaires, le président Voncken, les juges Leloup, Coppens, Flamet, revêtus de robes d'avocats louées au vestiaire. Et le greffier du tribunal, Charles-Claude Guédenet, nommé dans les premiers jours de mai (1). Cérémonie courte, mais que prolongent la conversation en chambre du conseil, les directives données. Dessesquelle prescrit au garçon Chastang de commander des clés pour les cabinets d'instruction et de les remettre aux magistrats de la Commune. Le déplacement a coûté, à la caisse du Ministère, trois heures et demie de voiture (2).

Et de suite, par les soins de la délégation de justice, un communiqué est envoyé au *Journal officiel*. Publié le 18 mai, il est reproduit le lendemain par certains journaux (*Justice*, *Tribun du Peuple*). « Aujourd'hui a eu lieu, au Palais de jus-

(1) Sa nomination fut annoncée par le *Rappel* du 6 mai.

(2) Voir ci-dessus cette note de voiture (chapitre IV en note). — J'ai utilisé, en ce qui concerne l'installation des magistrats de la Commune, des renseignements recueillis dans la presse de l'époque, dans les dossiers des poursuites exercées contre Voncken et ses collègues, les indications aussi qu'a bien voulu me fournir M^e Raveton, avoué.

tice, l'installation, par le membre de la Commune délégué à la justice, des juges récemment nommés au tribunal civil de la Commune de Paris. Le public est prévenu que le tribunal civil de la Commune de Paris siégera provisoirement deux fois par semaine, les mercredi et vendredi, au Palais de justice, salle de l'ex-cinquième chambre. »

Une salle, modeste de dimensions, à laquelle on accède par la salle des Pas-perdus et dont les fenêtres donnent sur le boulevard du Palais. Aujourd'hui encore elle est affectée à la 5^e chambre. Le tribunal y tint une seconde audience, — la dernière avant que n'expirassent ses pouvoirs. Ce jour-là, le vendredi 19 mai, Voncken, assisté de ses juges, installa de nouveaux collègues, Canis et Michau, et un juge de paix nommé dans le 4^e arrondissement, Bachelet. Audience bientôt levée comme la précédente. « De pure forme », avoua plus tard Coppens. Aucun avocat ne s'était présenté, et M^e Laviolette, présent dans la salle, à Canis qui l'interpellait avait répondu « qu'il n'avait point d'affaire à plaider, que d'ailleurs les jugements seraient nuls ».

Il n'apparaît pas que ce tribunal mort-né, sans avoué, sans avocat, comme sans plaideur, ait pu rendre une seule décision. Ses membres n'exercèrent que des fonctions individuelles.

Le président Voncken surtout, auquel l'arrêté du 26 avril avait confié « les référés, les conciliations en matière de séparation de corps et les légalisations de signatures », et l'arrêté du 7 mai, le droit de « donner mainlevée de toutes oppositions faites sans titre ni permission de juge, de toutes celles... pratiquées en vertu de jugements rendus en violation des décrets, arrêtés ou décisions quelconques promulgués depuis le 18 mars..., notamment en matière de loyers et d'effets de commerce ».

Cette partie de sa mission, Voncken eut certainement l'intention de la remplir. Aux huissiers de la Commune se présentant « à défaut d'avoués » (arrêté du 3 mai), le président indiqua les jours de référés. Sur son carnet, Riche nota : « Référés. — mardi, jeudi, samedi : sur procès-verbaux, à midi ; sur placet, à deux heures. » — « Référés sur concilia-

tion, le mercredi », ajouta Boutin, qui précisa en outre que le président tiendrait spécialement audience le mardi 16 mai, le mercredi 31.

La plupart des ordonnances furent, semble-t-il, rendues le samedi 13 et le mardi 16 mai. Une douzaine sont parvenues jusqu'à nous, disséminées dans des dossiers de poursuites.

Elles ont trait à des matières assez variées.

Le 13 mai, Voncken autorise « l'exposant (le nommé L.) à former opposition aux mains du sieur Lévy, colonel, intendant militaire, ayant ses bureaux à Paris, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, 84, ou de tous autres officiers publics à ses lieu et place, chargés de procéder au paiement de toutes sommes pouvant être dues au sieur B. (1) »

Le 16, il « autorise le nommé G., concierge et valet de chambre de M. le colonel de l'armée anglaise Robert T., renvoyé par son maître, de faire saisie-arrêt jusqu'à une somme de 1900 fr. de toutes les sommes, deniers, valeurs ou objets mobiliers entre les mains du citoyen Olivier séquestre, demeurant 4 rue Perrault, à Paris, greffier près le tribunal civil de la Seine (2). » C'est en vertu également d'une de ses ordonnances, du 13 mai, qu'une opposition est signifiée à la compagnie des chemins de fer du Nord par les soins de Havy, huissier de la Commune (3). Le 13 mai, par contre, le président prononce la mainlevée de plusieurs oppositions. J'en citerai cet exemple (4) :

L'an 1871, le samedi 13 mai, à deux heures. En l'audience publique des référés. Palais de justice, salle ordinaire. Et devant nous, président du tribunal civil de première instance de la Seine, tenant l'audience des référés, assisté de Charles-Claude Guédenet, greffier, avons rendu l'ordonnance suivante. — Entre M^{me} Esther B., épouse de M. M., demanderesse, comparant en personne, — et M. Gustave R. propriétaire, défendeur, et M. H. concierge, défendeur, comparant en personne. — Nous, prési-

(1) *Document inédit.* Dossier concernant l'huissier de la Commune Réby.

(2) *Document inédit.* Dossier concernant Voncken.

(3) Dossier concernant Havy huissier de la Commune.

(4) *Document inédit.* Dossier concernant Plattet, commissaire-priseur de la Commune.

dent. Au principal, renvoyons les parties à se pourvoir, et cependant, dès à présent et par provision. — Attendu que l'opposition a été faite sans titre ni permission de juge. Attendu néanmoins que la dame M. offre de laisser à la disposition du sieur R., propriétaire, une somme de quatre cents francs, et à la disposition du sieur H. une somme de cinquante francs, — qu'il y a lieu de lui donner acte de ses offres qui sont acceptées en ce qui concerne le sieur H. — Vu le décret de la Commune du 8 mai 1871, faisons mainlevée pure et simple de l'opposition dont s'agit. — Donnons acte à la dame M. et au sieur H. des offres ci-dessus énoncées. — Disons que sur le vu de notre ordonnance le commissaire-priseur remettra les dites sommes aux sieurs R. et H. sur simple reçu. — Ordonnons l'exécution de la présente ordonnance nonobstant appel (*sic*) sur minute avant l'enregistrement. — Vu l'urgence mettons Chain, huissier à Paris, pour signifier au sieur R. défaillant.

VONCKEN, *président*. — GUÉDENET, *greffier*.

Mais Voncken statue également à l'occasion d'apposition de scellés. Le 10^e arrondissement étant dépourvu de juge de paix, il « autorise le juge de paix du 9^e arrondissement de la ville de Paris à se transporter au domicile mortuaire du citoyen C., et à y apposer les scellés sur tous les meubles, registres et objets mobiliers garnissant ledit domicile (1) ». Il supplée aussi le président du tribunal de commerce et, le 13, le 16 mai, il délivre des permis de procéder à des « saisies conservatoires de meubles et effets (2) ».

En dehors des référés Voncken remplit, accidentellement, quelques fonctions, — judiciaires, quand il visa *ne varietur* le testament du sieur A..., comptable à l'ambulance militaire du Jardin-des-Plantes (3), et donna des légalisations de signatures, — extra-judiciaires, lorsqu'il remit à des employés du Palais certains certificats ou autorisations.

Les autres membres du tribunal laissèrent de leur passage moins encore de traces. Quelques signatures données. Un registre d'état civil que parapha Canis (celui du 15^e arrondissement).

(1) *Document inédit*. Dossier concernant l'huissier de la Commune Chain.

(2) Dossier concernant Voncken.

(3) *Idem*.

Résultats peu encourageants en somme, même pour une aussi courte période. Un tel rendement révélait qu'il ne suffisait point, pour rendre la justice, d'improviser un personnel, fût-il tant bien que mal décalqué sur l'ancien. Cependant, à aucun degré les concours n'avaient fait défaut. Dans ce domaine aussi, on eût d'ailleurs conservé volontiers certains collaborateurs du précédent régime. Des greffiers en exercice avant le mois de mars furent sollicités. Tout au moins affluèrent de nouvelles candidatures. A côté de l'ancien greffier Pollet, collaborateur de Moiré, il y eut Guédenet et Olivier. D'autres nominations furent envisagées (1).

Moins de difficultés, s'il est possible, en ce qui regarde le petit personnel. Un certain nombre d'employés étaient demeurés au Palais, sur l'ordre du gouvernement de Versailles, et contribuaient à assurer le service matériel. Bigeard et Valentin ne furent point les seuls à assister, contre leur gré, les magistrats de la Commune. Pendant les derniers jours, le garçon de bureau Jullien fut affecté au service de Voncken et du tribunal civil. Il en résultait d'ailleurs pour tous ces employés une situation fort délicate. Le 30 mars, Gustave Flourens, en grande tenue, s'était présenté au commis-greffier Morel. Le peux révolutionnaire avait exigé la restitution d'armes sous main de justice, contre ce reçu : « Ordre est donné au greffier de la 3^e chambre, malgré tout refus qui pourrait intervenir de sa part, de me restituer les armes qui m'ont été prises le 6 décembre, le sommant de me les rendre immédiatement contre la décharge que j'offre de lui donner. — Le général commandant la 20^e légion, G. Flourens, membre de la Commune. » Et le greffier s'était vu dans l'obligation de lui remettre le scellé portant le n^o 25, un revolver, une cartouchière, un ceinturon, un sabre (2).

(1) Les archives de la Préfecture de police contiennent cette *lettre inédite* de recommandation : « Le citoyen L., avocat à Paris, très bon républicain, pauvre, ferait un excellent greffier. Fournir un gagne-pain à un travailleur honnête est une œuvre de justice. — Jeudi 27. — L., 26 ans de tableau actif, 7 ans maître-clerc d'avoué à Paris. »

(2) Jules Claretie, *Histoire de la Révolution de 1870-1871*, t. IV, p. 208. Ce récit m'a été confirmé par la famille de M. Delorme, greffier en chef du tribunal de la Seine à l'époque de la Commune.

La Commune eut aussi à sa disposition des employés venus du dehors, généralement nommés par le procureur. Emile Plessy, un compagnon de luttes de Raoul Rigault, qui, pour être, sous l'insurrection, garçon de bureau, puis concierge au Palais, abandonna son métier d'ouvrier sculpteur sur bois. Adolphe Denis, qui, après avoir délaissé son atelier de serrurerie afin d'endosser un uniforme de sergent de la garde nationale, sollicita une nomination semblable et reçut 25 francs pour salaire. Un individu nommé ou prénommé Sylvestre, garçon de bureau du secrétaire général Fourrier. Jacquet. Simonne. Le caporal de la garde nationale Marion. Simon Lallemand surtout, attaché tout d'abord à la galerie des juges d'instruction, en particulier au cabinet de Moiré, promu plus tard au grade de « premier garçon de bureau ». Un ambitieux fort redoutable. Son rêve était de franchir dans la hiérarchie communale un nouvel échelon et d'être commissaire de police du Palais. A ces fins il fit du zèle. Il aimait à prédire une « Saint-Barthélemy de garçons ». Effectivement, il provoqua l'arrestation d'une partie de l'ancien personnel (1). Enfin, des gardes nationaux, faisant, comme à la Préfecture, fonction d'huisiers, transportant les dossiers et recevant les visiteurs. Un poste occupait l'antichambre du procureur de la Commune. Des fédérés renseignèrent le bâtonnier Rousse, l'ambassadeur Washburne, lorsque ceux-ci se présentèrent au cabinet de Raoul Rigault.

Seul se déroba, faute de confiance, le justiciable. Avec lui, ses interprètes, l'avoué, l'avocat.

En fait, les études d'avoués cessèrent de fonctionner pendant la Commune. Nombre de ces officiers ministériels avaient quitté Paris, laissant à un clerc le soin de garder leur cabinet. L'un d'eux, M^e Rivière, songeant qu'il possédait une somme d'argent appartenant au Ministère des finances, avait jugé sage d'emporter sa caisse. Décision prudente. Quelques jours après, des gardes s'étaient présentés à l'étude pour saisir les fonds du Ministère. Cependant, il faut le dire, l'inci-

(1) Dossier des poursuites concernant Voncken, Lallemand, etc...

dent ne se renouvela point et les avoués ne furent, au cours de cette période, victimes d'aucune autre vexation. Leur activité n'en demeura pas moins fort réduite. Quelques-uns d'entre eux introduisirent des référés à Versailles. La chambre des avoués près le tribunal, celle des avoués près la cour n'eurent point à se réunir.

Pour les avocats à la cour d'appel, le problème était plus délicat. Il appartint au bâtonnier Edmond Rousse (1) de l'examiner, avec ceux de ses confrères restés dans la capitale.

Une des belles figures d'un barreau dont l'histoire, se confondant avec celle du pays, joignit de si hautes consciences, tant de vertus civiques, aux formes les plus nobles ou les plus délicates de l'éloquence. Dans notre vieux Palais de l'île de la Cité, ce parisien de naissance exerça près de soixante-dix ans. Il avait été élu bâtonnier le 28 juillet 1870 par 174 voix contre 139 données à son confrère Leblond. Peu de jours avant les premiers désastres de la guerre franco-allemande, quelques semaines avant que s'écroulât l'Empire. Il s'installa en cette qualité le 30 octobre, le jour où la capitale apprit la reddition de Metz. L'ironie du destin confiait le gouvernail au plus doux, au plus classique des bâtonniers, dont le sourire bienveillant volontiers se détournait des tumultueux tourbillons pour contempler seulement les eaux calmes du passé. Le visage fin qui se détache légèrement des camées et, l'encadrant de neige, une chevelure ordonnée, soyeuse, les favoris que portaient les hommes de robe vers le milieu du dix-neuvième siècle. Moins de force que de talent. Plus d'élégance que d'énergie. L'impeccabilité des manières et du style suppléant à la puissance du tempérament. Mais un esprit droit. La sérénité qui commande aux battements du cœur et permet d'accomplir sans défaillance les tâches les plus périlleuses. — Edmond Rousse, le bâtonnier charmant et paisible, destiné aux gloires pures de la coupole, dirigea l'esquif, au nom de ses confrères, parmi les écueils de deux révolutions, d'une guerre nationale et d'une guerre civile.

(1) Né à Paris le 17 mai 1817.

Sous le gouvernement de la Commune, M^e Rousse convoqua ses confrères à plusieurs reprises, pour délibérer avec eux sur l'attitude qu'il convenait d'observer. Une réunion du conseil de l'Ordre s'était tenue dès le mardi 21 mars. Elle n'avait point dépassé les limites d'une conversation entre cinq avocats. — L'échange de vues auquel, le 28 avril, procédèrent, dans le cabinet du bâtonnier, une vingtaine de ses confrères eut plus d'importance. A cette date, le jury d'accusation avait été institué, puis la cour martiale. Voncken était, depuis quelques heures, « président chargé des référés ». Plusieurs questions se posaient, ne comportant pas, de l'avis général, une même réponse. Les avocats affirmèrent leur commune intention d'ignorer la justice civile de la Commune. Par contre, quelques-uns se proposaient de défendre ceux qui comparaitraient devant sa juridiction répressive.

Au cours des semaines suivantes, M^e Lelennier, M^e Gatineau M^e Laviolette se présentèrent devant la cour martiale. Initiative courageuse, mais qui valut à ses auteurs force déboires.

Il était plus malaisé encore d'envisager la défense d'*otages*. La succession rapide des événements en dispensa le barreau. Du moins s'était-il décidé à ne point refuser aux détenus le secours de ses conseils et de sa pitié. Le bâtonnier eut avec Chaudey plusieurs entretiens. Il déféra aux sollicitations de l'archevêque (1).

Cependant, la résolution prise avait été tenue. Aucun avocat ne s'était présenté devant Voncken, plus tard devant le tribunal de la Commune. Ces juridictions improvisées disparurent avant d'avoir vécu.

Lorsque l'on considère au surplus l'œuvre des magistrats nommés par l'Hôtel de ville, ce n'est point à la justice civile que l'on songe, mais aux poursuites que le parquet engagea. Les arrestations opérées sous la Commune, les procès criminels entrepris retiendront seuls désormais notre attention.

(1) J'ai utilisé, au sujet du rôle joué par le barreau pendant la Commune, les renseignements oraux qu'ont bien voulu me fournir M^e Laviolette et M^e Raveton, avoué près le tribunal, les précisions aussi contenues dans les ouvrages de Rousse, *Lettres à un ami*, t. II, p. 267, 302 et s., *Discours et œuvres diverses*, p. 266 et s., et de Dabot, *Griffonnages quotidiens*, p. 136 et s., 201.

CHAPITRE VI

LA JUSTICE CRIMINELLE SOUS LA COMMUNE

La substitution au Comité central d'une assemblée parisienne régulièrement élue, la nomination, à l'ex-Préfecture et au Palais, de fonctionnaires dont les pouvoirs eurent les apparences de la légalité ne diminuèrent en rien le nombre des arrestations. Jusqu'aux derniers jours, les autorités firent preuve d'une même rigueur.

Il est difficile d'indiquer actuellement des chiffres d'une précision absolue. Si l'on en croit Lissagaray, il n'aurait pas été arrêté à Paris plus de 8 à 900 personnes, la plupart bientôt relâchées (1). L'insuffisance de cette évaluation est manifeste. Maxime Du Camp consulta le registre d'écrou du Dépôt. Il nota 3.632 entrées dans cette seule prison (2). Et certains suspects, les femmes surtout, furent directement conduits à d'autres maisons de détenus.

Par malheur, l'étude comparée des listes dressées est impossible, les incarcérations ayant été, dans plusieurs prisons, notamment à la Conciergerie, mentionnées sur des feuilles volantes. L'examen cependant du registre tenu au Dépôt, par où passèrent la plupart des détenus, fournit d'intéressantes indications. Sur les 3.632 écrous, 431 furent inscrits du 18 au 28 mars, 3.201, du 29 mars au 23 mai (3). Soit, à l'époque du Comité central, une moyenne par jour de

(1) Lissagaray, *op. cit.* p. 252.

(2) Du Camp, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 87. Le *Moniteur universel* du 11 avril et l'*Opinion nationale* du 10 indiquent que le nombre des arrestations faites au cours de la quinzaine précédente s'élève à environ 1.200.

(3) Attaché à la permanence de l'ex-Préfecture, Chapitel à lui seul signa, du 1^{er} au 31 avril, 300 billets d'écrou, figurant dans un état joint au dossier des poursuites exercées contre lui. (Ministère de la guerre.)

39 personnes écrouées au Dépôt. Sous la Commune, 57 en moyenne. Mais l'une des affirmations de Lissagaray demeure exacte. Les deux tiers des détenus furent libérés au cours de la seconde période.

Les motifs portés sur les registres reproduisent les ordres d'écrou. En original ou en copie, nombre de ces actes ont été conservés dans les dossiers des poursuites intentées contre les fonctionnaires de la Commune. Quelques-uns ne sont point motivés. D'autres le sont de la manière la plus vague ou la plus fantaisiste. La remarque en peut être fréquemment faite dans l'ordre politique. Je note ces motifs : Arrêté par ordre d'un membre de la Commune. Accusé de complicité dans les actes de mouchardise accomplis par sa femme. Fournit des vivres aux gendarmes versaillais. Femmes de sergents de ville. Suspect.

Ici acquiert une plus grande force l'observation que nous avait déjà suggérée le gouvernement du Comité central. En dépit d'un manifeste signé le 6 avril par la commission exécutive (1), Paris ne s'était point transformé en un nouvel Eden. Les délits de droit commun, loin de disparaître, se multipliaient avec la stabilisation du provisoire.

Rien qui puisse surprendre, à une époque où les passions l'emportent sur l'ordre, l'individualisme sur l'autorité. Dans les journaux on lit maints appels au meurtre et à la spoliation. La Commune est proclamée le jour même où, au *Journal officiel de Paris*, paraît l'article de Vaillant : « La société n'a qu'un devoir envers les princes : la mort. Elle n'est tenue qu'à une formalité : la constatation d'identité. Les d'Orléans sont en France, les Bonaparte veulent revenir : que les bons citoyens avisent. » Elle s'écroule au lendemain de l'insertion, à l'*Officiel*, de l'avis signé par Grêlier pour le Comité central : « Les habitants de Paris sont invités de se rendre à leur domicile sous les quarante-huit heures ; passé ce délai, leurs titres de rente et grand livre seront brûlés. »

(1) « ... On vous trompe, lorsqu'on vous dit que le vol et l'assassinat s'étaient publiquement dans Paris. Jamais nos rues n'ont été plus tranquilles. Depuis trois semaines, pas un vol n'a été commis, pas une tentative d'assassinat ne s'est produite. »

Certes, l'incorporation des hommes dans la garde nationale a diminué le nombre des désœuvrés. Mais il y a ceux qui fuient l'uniforme comme toute contrainte, ceux qui des révolutions apprécient seulement le trouble, les étrangers compromis dans leurs propres pays, la lie parisienne, la lie internationale. Il y a les inculpés ou les condamnés de droit commun qu'a libérés la Commune par mesure générale, — les détenus de la Petite-Roquette (1), — ou par mesure individuelle, — les prisonniers sur lesquels s'est portée la bienveillance des collaborateurs de Protot ou de Raoul Rigault.

Des documents eux-mêmes émanant des agents révolutionnaires se dégagent une impression décisive. Cattelain, Henneron et leurs « solides agents » n'eussent point été nommés, s'il n'avait été nécessaire de rassurer l'opinion publique. Les propos tenus par le « petit comité » de l'ex-Préfecture attestent quelque souci. Des faits précis peuvent être relevés. Cattelain note avec satisfaction qu'il a fait arrêter le « récidiviste dangereux » Romberti. Les dossiers concernant Protot, Levraud, Huguenot, Breuillé, Aubry, Fourrier, pour ne citer que ceux-là, contiennent la reproduction d'ordres d'écrou du chef de vol, de vol avec effraction, de détournement, d'escroquerie, de vagabondage, de coups et blessures, de tentative de meurtre, de « vol d'enfant » (détournement de mineur (2)). Un avocat d'affaires, C., écrit le 12 avril à Protot

(1) L'ordre a été reproduit textuellement par Du Camp, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 214. Voir aussi P. et V. Margueritte, *op. cit.*, p. 257. On a parfois insinué, il est vrai (Beslay, *La Vérité sur la Commune*, p. 56), que le gouvernement de Versailles avait lui-même « dans le courant d'avril » lâché sur Paris des « forçats libérés et internés... en vue de conseiller les mesures les plus compromettantes ». L'idée avait été exploitée dès le 20 mars, nous l'avons vu (p. 63), par le Comité central. Elle ne saurait être sérieusement retenue. La Commune qui soutenait une guerre difficile cherchait à recruter partout des combattants audacieux. Thiers manifesta d'autres soucis au sujet de la capitale. Il n'eut jamais la pensée machiavélique, et fort périlleuse, de libérer des forçats pour les introduire dans Paris. Son esprit d'intrigue s'exerça d'une façon différente. Il ne favorisa point, dans la ville assiégée, les délits de droit commun, mais les conspirations.

(2) En l'espèce ce fut une mère ayant obtenu par jugement antérieur la garde de son enfant qui fut inculpée de ce chef, puis écrouée sur la plainte de son mari. (Dossier concernant Fourrier. Ministère de la guerre.) — Il convient de faire des réserves au sujet de certaines des inculpations relevées par les collaborateurs de Rigault. C'est ainsi que des agents surpris, dans les premiers jours, au moment où ils se disposaient à emporter des dossiers à Versailles, furent écroués pour *vol et pillage*.

pour obtenir l'autorisation de communiquer avec le nommé Germain D., boucher à la Villette, inculpé de tentative de vol de peaux. Les gardes du 169^e bataillon arrêtent le nommé B., qui, le 5 mai, rôdait près du bois de Boulogne et tirait des coups de revolver. Le commissaire de police Fabre est saisi de plaintes en soustractions frauduleuses. Son collègue Delaire signale, le 13 mai, à l'ex-Préfecture les vols « très fréquents qui se commettent tous les jours à Auteuil, au Point-du-Jour, dans les maisons que l'on est obligé d'abandonner à cause du bombardement ». Les auteurs de ces pillages sont des gardes nationaux, ou « des voleurs de profession qui revêtent la tunique pour abriter leurs méfaits et en rejeter l'odieux sur de braves citoyens (1) ».

Non moins suggestif est ce rapport, dressé le 14 avril par le chef du 53^e bataillon (2).

Poste de la Cité. — La caserne de la Cité a été occupée hier par des détachements de diverses troupes. Ces hommes, animés du plus mauvais esprit, ont tenté à deux reprises, par menaces et violences, de forcer la consigne du poste... Pendant la journée ces mêmes militaires ont forcé les portes, les armoires et les meubles des gendarmes qui occupaient précédemment la caserne ; beaucoup d'effets ont été volés. Après vérification des sacs, deux des voleurs ont été incarcérés...

Un citoyen a été ramassé hier à l'entrée du boulevard Saint-Michel, à une heure et demie du matin, au moment où des rôdeurs s'apprêtaient à le dévaliser. Il était nanti de neuf obligations au porteur.

Des crimes furent également commis, ce qui, au demeurant, n'a rien que d'ordinaire. Un nommé Hadancourt, chef des écuries de l'Hôtel de ville, tua, le 22 mars, le capitaine Combes. L'*Opinion nationale* du 12 avril relata un autre meurtre. Le commissaire Sauvagère procéda à une enquête approfondie au sujet d'un crime perpétré par le nommé Cam-

(1) Lettre reproduite par Dauban, *Le fond de la société sous la Commune*, p. 289.

(2) *Document inédit*. Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris. Les autres exemples cités sont extraits des dossiers de Protot et de l'abbé Fabre, classés au Ministère de la guerre, et de la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.

peaux. Vers le milieu de mai, des gardes nationaux arrêterent, dans l'ambulance de la caserne de la Nouvelle-France, un individu surpris en flagrant délit d'attentat à la pudeur sur une fillette (1).

On ne peut contester au surplus le zèle de certains agents.

Parmi les personnes conduites à l'ex-Préfecture, il en fut d'atteintes d'aliénation mentale, et des hommes, — un commissaire de police entre autres, — trouvés en état d'ivresse. Le commissaire Weiprecht consigna des cochers de fiacre ayant transgressé les règlements. Landowski et ses collaborateurs dressèrent des procès-verbaux pour délits de pêche (2). Des individus ayant contrevenu à l'ordonnance sur les jeux de hasard furent mis en état d'arrestation. Une cinquantaine étaient surpris, le 31 mars, exerçant leurs talents devant l'église Saint-Vincent-de-Paul, et parmi eux de nombreux gardes nationaux (3).

Parfois des rafles s'abattirent sur les filles publiques. Dans le 2^e arrondissement, dans le 9^e, dans le 10^e, les délégations communales avaient prescrit la fermeture des maisons de tolérance (4). L'effet de la mesure s'était aussitôt fait sentir. Les prostituées avaient envahi, plus nombreuses, les rues et débits de boissons. Contre le danger d'une telle situation, des initiatives se manifestèrent. Par arrêté du 16 mai, les membres de la Commune représentant le 14^e arrondissement chargèrent la garde nationale de « veiller à ce que la morale publique ne soit plus offensée par la vue de ces femmes qui font un métier de la prostitution. — Celles qui

(1) Fiaux, *op. cit.*, p. 301. Ginisty, *op. cit.*, p. 48.

(2) Un des inspecteurs du service doucha cependant de l'importance de sa mission. Ce fut à Babick qu'il fit connaître ses scrupules. « Je crois, citoyen, que la Commune pourrait bien tolérer la pêche à la ligne flottante sans que cela fasse du tort à la France, ou bien faire payer 2 à 3 francs par mois. D'ici quelques jours vous pourriez avoir pas mal de milliers de francs en caisse. » (*Sic. Document inédit. Dossier concernant Babick. Ministère de la guerre.*)

(3) *Liberté* du 2 avril. Ces pratiques continuèrent. Jacques Durand dénonça, le 25 avril, au délégué à la sûreté générale des jeunes gens entretenant des jeux de hasard dans les rues du 2^e arrondissement. (*Dossier concernant Jacques Durand. Ministère de la guerre.*)

(4) Moriac, *op. cit.*, p. 304. Sempronius, *op. cit.*, p. 159.

seront arrêtées dans la rue, était-il spécifié, seront conduites devant le commissaire de police qui, après un interrogatoire, statuera sur les mesures à prendre à leur égard. » (*Journal officiel* du 19 mai.) Des inspecteurs, des gardes nationaux n'avaient point attendu de semblables instructions pour agir. Guidés par leur seule inspiration, ils avaient pris d'assaut les cafés du quartier latin, au grand scandale du procureur, et ceux des grands boulevards. Pilotell s'était à nouveau prodigué. Une de ces descentes de la police communale fit sensation. Elle eut lieu, le 16 mai, au restaurant Peters. Dans cet établissement furent surpris, menant joyeuse vie, quelques officiers de l'état-major. Le comité de salut public montra de la fermeté. Il ordonna l'arrestation de tous les consommateurs, et fit publier dans le *Journal officiel* (numéro du 18 mai) cette note : « Des officiers d'état-major de la garde nationale qui manquaient à leur service pour banqueter avec des filles de mauvaise vie chez le restaurateur Peters ont été arrêtés hier par ordre du comité de salut public. Ils ont été dirigés sur Bicêtre avec des pelles et des pioches pour le service des tranchées. Les femmes ont été envoyées à Saint-Lazare pour confectionner des sacs à terre. » L'histoire ne dit pas si le colonel Razoua, juge à la cour martiale, obtint satisfaction lorsqu'il demanda dès le lendemain, la grâce d'une des héroïnes de l'aventure, Emilie N... (1) En tout cas, les femmes détenues eurent la chance inespérée de susciter une rare émulation parmi les magistrats de la Commune. Moiré, un de ses collègues et Levraud se présentèrent à la fois, le 18 mai, pour les interroger. Il en résulta un conflit de juges, des propos aigres-doux, le départ de Moiré de fort méchante humeur (2). — Le scandale, renouvelé place Clichy, le 19 mai, par une fille qui, en état d'ivresse, revêtue d'un uniforme de lieutenant d'artillerie, avait refusé son salut à un cortège mortuaire, provoqua quelques accès nouveaux d'énergie. Du 19 mai aux derniers jours, 279 filles furent

(1) La lettre est classée dans les archives de la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.

(2) Déclaration du greffier Pollet. Dossier concernant Fontaine et Pollet. Ministère de la guerre.

écrouées à Saint-Lazare (1). Cattelain rétablit le service des mœurs.

Cependant ce ne furent point les contraventions aux arrêtés de police, la débauche, les délits ou les crimes de droit commun qui éveillèrent, de la part de la Commune, les mesures les plus rigoureuses. Une constatation saisit. Peu de gouvernements improvisèrent des tribunaux aussi nombreux, aussi variés que l'Hôtel de ville. Entre mars et la semaine sanglante, l'assemblée communale créa ou reconstitua des conseils de discipline, des conseils de guerre, une cour martiale, une commission de revision, pour juger les militaires, les auteurs également de certains délits se rapportant à l'état de guerre. Elle institua un jury d'accusation, chargé de statuer sur le sort des détenus politiques. Elle s'érigea en hautecour de justice, compétente à l'égard de ses propres membres, et le Comité central usa, dans certaine mesure, du même procédé. Par les soins du délégué à la justice, la Commune s'efforça de ressusciter le tribunal civil, les justices de paix et, plus vaguement, le tribunal de commerce. — Mais jamais personne, ni à l'Hôtel de ville, ni au Ministère, ni à la Préfecture, ni au Palais, ne se soucia d'organiser des juridictions ayant à connaître des délits, des crimes commis par les malfaiteurs (2). Que l'on n'invoque pas, à ce sujet, l'état de siège, la compétence étendue des conseils de guerre, de la cour martiale. Le fait brutal est là qui réplique. Sous la Commune, aucun civil n'eut à répondre, devant une juridiction quelconque, d'un délit de droit commun. Par contre, de nombreux délinquants, des condamnés, écroués avant ou

(1) Fiaux, *op. cit.*, p. 301. Les rafles dans les cafés n'étaient cependant point sans inconvénient. Elles entraînèrent l'arrestation de paisibles consommateurs, de correspondants entre autres de journaux anglais qui adressèrent à la presse de vives protestations. (Voir la lettre reproduite par Moriac, *op. cit.*, p. 310.)

(2) Il est impossible de retenir la promesse faite par le délégué à la justice d'« étendre bientôt aux délits de droit commun » les principes contenus dans le décret sur le jury d'accusation (séance du 22 avril), ni la menace par lui adressée au directeur de Mazas de considérer tout fait de séquestration comme un crime et de le déférer au jury d'accusation. Ce furent là des affirmations fort hasardeuses que ne suivirent ni projet de décret ni poursuites. Les délits, les crimes de droit commun échappèrent, sous la Commune, à la répression.

après le 18 mars, bénéficièrent des mesures adoptées par l'Hôtel de ville en faveur de la liberté individuelle : Le nommé B. (Jean-Pierre), condamné par arrêt de la cour d'assises de la Seine du 13 mars 1871 à la peine de mort, pour tentative d'assassinat (1). La miséricorde de Protot put atteindre ceux-là : Rigault ne s'était point opposé à leur libération.

Singulièrement plus nombreuses furent les arrestations que la passion révolutionnaire entraîna. Une tout autre fermeté les suivit aussi.

Si l'on excepte de rares levées d'écrous, celles concernant entre autres les commissaires de police Honnorat, Patot et Boudin, libérés à la fin de mars et le 1^{er} avril, la situation des personnes arrêtées, à l'époque du Comité central, pour des motifs politiques ne s'améliora point avec la proclamation de la Commune.

Mis au régime du *secret* à la Santé, Coré fut transféré, dans la première quinzaine d'avril, à Mazas, sans que fût levé l'ordre rigoureux. Bien au contraire, en assurant le changement de prison, Garreau, directeur du Dépôt, transmit la consigne à son collègue (2).

Ordre au citoyen Mouton, directeur de Mazas, de recevoir et de mettre au *secret le plus absolu* le nommé Coré, Pierre-Edmond.

Le 7 avril 1871.

Le directeur du Dépôt, M. GARREAU.

Il jugea bon cependant d'ajouter :

Faire régulariser cet ordre par le chef de la 1^{re} division ou le chef de cabinet.

Et sur la pièce, le 9 avril, Levraud apposa son visa.

Coré demeura au *secret* jusqu'au 5 mai. A cette date, il fut sommairement interrogé par le juge d'instruction Coppens,

(1) Archives du Ministère de la justice.

(2) Document inédit. Dossier concernant Levraud. Ministère de la guerre.

qui leva la consigne (1), et donna à la femme du prisonnier l'autorisation de voir celui-ci.

La plupart des autres détenus politiques ne reçurent pas la visite de magistrats instructeurs. Ni le chef de la sûreté Claude, à qui Chardon avait cependant fait part d'un prochain interrogatoire ; ni Louis Bonjean, au secret lui-même depuis son incarcération.

Le médecin du Dépôt avait inutilement prescrit que des soins, en raison d'une infirmité pénible, fussent donnés, dans une maison de santé, au président. Duval n'avait formulé aucune objection. Rigault s'était élevé avec force contre ce sentiment de pitié, arguant de la détention de Blanqui.

Bonjean ne sortit le 6 avril de sa prison que pour être écroué à Mazas.

En quittant le Dépôt, il perdait les soins d'un personnel prévenant. Madame Coré, demeurée dans l'appartement du directeur, les gardiens restés à leur poste avec l'autorisation de Versailles s'y étaient efforcés d'adoucir sa vie matérielle. Le président ressentit plus cruellement encore l'isolement de sa nouvelle prison. Les heures furent longues pour lui, et douloureuses, dans la cellule 14 de la 6^e division. Sa santé s'affaiblissait. Il était surtout rongé par les soucis. Sa femme était fort souffrante, et il redoutait pour elle les inquiétudes d'une telle séparation.

Charles Guasco lui apporta les premières nouvelles du dehors. L'opiniâtreté de cet ami fidèle avait triomphé des obstacles, et obtenu, dans des circonstances que j'ai rappelées, un permis de communiquer, valable deux fois par semaine. Jusqu'à la sanglante issue du drame, Guasco visita régulièrement le prisonnier. Il a publié le récit des douze entretiens de Mazas. Entretiens dont le tour surprend à notre époque où, hormis la naïveté, tout s'amnistie, et où volontiers, par indulgence envers soi-même, on taxe de pédanterie la culture classique.

Le 10 avril, au cours de leur première conversation, le président disait à son confident :

(1) J'ai reproduit chapitre IV, en note, l'ordre signé par Coppens.

Me voici à mon vingt-et-unième jour de détention arbitraire, et je n'ai pas encore été questionné. Pourquoi suis-je arrêté ?... Les ignorants ! Ils disent que nous sommes des otages, et ils nous traitent comme des criminels ! Mais chez les Romains, les otages étaient libres dans leurs demeures, recevaient leurs amis, continuaient leurs travaux. Sous la première République, les otages étaient réunis, conversaient, faisaient de la musique ensemble... Mais nous, nous sommes dans des cellules, au secret, ne voyant personne, ne recevant aucune nouvelle de l'extérieur, et surveillés jour et nuit. Les malheureux ! Ils ne savent même pas que des otages sont des victimes et non des coupables.

Peu à peu cependant, par suite de la négligence des services plus encore qu'en raison de leur bienveillance, s'atténuaient, pour Louis Bonjean, les rigueurs du secret. Le permis, habilement soutiré, avait dans la consigne fait une brèche appréciable. Bonjean n'obtint pas seulement l'autorisation de commander au dehors ses repas. Il put échanger avec sa famille et quelques amis des lettres, lues au greffe ou confiées à Charles Guasco.

Ce dernier multipliait ses démarches pour le sauver. Reçu, le 19 avril, par Protot, il sollicita la mise en liberté, sur parole, du président. Il échoua. Le délégué se retrancha derrière la volonté de Rigault et cita l'exemple des Girondins qui, « ayant aussi donné leur parole, allèrent soulever la province contre Paris ».

Le but visé n'était pas atteint. L'intervention demeurerait toutefois opportune. Appelant l'attention de la place Vendôme et de l'Hôtel de ville sur le président Bonjean, elle soulignait le caractère arbitraire de sa détention.

Elle porta un dernier coup à sa mise au secret.

Au cours des journées qui suivirent la démarche de Guasco, plusieurs fonctionnaires, des membres de la Commune, des journalistes eux-mêmes, se présentèrent à la cellule du magistrat. L'inspecteur général Michel. Plus tard, à la faveur de l'élection par l'assemblée communale de la commission d'enquête, Miot et Gambon. Entre temps, le 29 avril, des Anglais spécialement accrédités par la Commune, O'Connel,

le correspondant du *Times* (1). Et Rigault, Ferré, dont les propos furent des plus violents. — Mais aucun juge d'instruction.

Miot témoigna de l'intérêt au président. Il s'efforça de le rassurer au sujet du décret sur les otages, voté seulement, disait-il, pour empêcher les Versaillais de fusiller les prisonniers. Sa bonne volonté se traduisit bientôt par des actes. Miot obtint pour Bonjean l'autorisation de se promener une demi-heure par jour avec ses compagnons de captivité. Il offrit même d'agir à l'Hôtel de ville : La Commune ne refuserait pas au prisonnier un délai de quarante-huit heures, qui lui permettrait d'aller embrasser les siens.

Quelques jours après, le projet fut, d'un commun accord, abandonné. Protot s'y était montré tout aussi hostile qu'aux suggestions de Charles Guasco. Les circonstances, à vrai dire, étaient peu favorables. Libéré sur parole en vue d'une négociation, l'abbé Lagarde n'avait point réintégré la capitale. De son côté, le président hésitait. Il craignait qu'en prolongeant son absence, un incident de route compromît son honneur, et M^{me} Bonjean, avec un stoïcisme de Romaine, manifestait les mêmes scrupules. « Je partage à un tel degré, lui écrivait-elle le 6 mai, l'appréhension que quelque accident, indépendant de ta volonté, eût pu entraîner pour toi quelque infraction involontaire à la promesse donnée par toi, que c'est à peine si j'ose souhaiter que tu coures une si terrible chance... »

Avec plus d'énergie encore, Louis Bonjean repoussa tout projet d'évasion. Il n'est pas douteux que ses amis en conçurent l'idée. Peut-être dès le Dépôt. A Mazas en tout cas, où un nouvel employé du greffe, C., jugea possible la confection d'un faux ordre de mise en liberté. Il fit part de son dessein à Guasco, qui lui conseilla de le soumettre au président. Celui-ci, d'un mot, refusa net. Le lendemain, Louis Bonjean fournit à son ami les motifs de sa décision, avec la

(1) Le *Temps* a reproduit, le 6 mai, l'article du *Times*. Le journaliste anglais avait observé que le président était soumis au régime des détenus de droit commun. Il était l'objet d'une surveillance constante, bien qu'à son égard le secret ait été levé.

dignité, un peu solennelle, qui lui était familière. « Lorsqu'on est président de la cour de cassation et qu'on occupe un si haut rang dans la magistrature d'un pays, on ne sort de prison que par la grande porte et au grand jour. »

Il se faisait peu d'illusions sur la façon dont il pouvait en sortir (1). Avant la fin du mois d'avril, il se préoccupa d'assurer sa défense.

Volontiers il eût chargé de cette tâche M^e Desmarest. Il songeait aussi à M^e Bosviel ou à M^e Nicolet. — Les trois avocats étaient absents de Paris.

Il fut alors convenu, la Commune ayant aboli le privilège du barreau, que Charles Guasco défendrait le président devant le jury d'accusation, qu'il exposerait sa vie, son attitude. Louis Bonjean « se réservait de traiter la question de droit et la question générale en faveur des otages ».

Ce fut, pour ce travailleur opiniâtre, comme un dernier reflet du Palais. La préparation du dossier suprême, entreprise avec une méthode habituelle et une égale liberté d'esprit. Du soin qu'il y apporta l'on ne peut sourire, quand on évoque l'exécution sommaire de la Roquette, lorsqu'on discerne dans l'inutile effort de l'agonisant une marque nouvelle de sa sérénité.

Plus encore qu'une plaidoirie, des conclusions tout d'abord germèrent dans son cerveau.

Il estimait que les lettres adressées à sa femme pendant le premier siège constitueraient pour lui, au point de vue des faits, la meilleure défense. M^{me} Bonjean les lui avait transmises à sa prison. Elles étaient inspirées d'un ardent patriotisme qui condamnait l'empereur déchu. « Il faut qu'une résistance héroïque lave les hontes de la capitulation de Sedan. »

La formation professionnelle du magistrat, comme la noblesse de sa pensée l'incitaient à attacher une tout autre importance au dégagement des principes. Il se proposait d'analyser la notion du fédéralisme, qu'il jugeait être l'idée

(1) Il avait, dès la nuit du 29 au 30 mars, écrit une émouvante lettre d'adieu à ses enfants. Il leur renouvela ses dernières recommandations dans des lettres datées du 20 mai et des jours suivants.

maîtresse de la Commune. Le pacte groupant les Etats-Unis d'Amérique n'accordait à chacun de ces Etats en particulier qu'un pouvoir législatif restreint. Il y avait là un précédent à invoquer, moins, Bonjean le reconnaissait, dans l'espoir d'en bénéficier, que « pour l'honneur des principes ». Ce système, Louis Bonjean ne se borna pas à l'esquisser dans un projet de *conclusions préjudicielles*. Par l'intermédiaire de Guasco, il le soumit à un avocat à la cour de cassation, fort averti des lois américaines, M^e Frignet.

La plume cependant ou les conseils de Guasco entraînèrent peu à peu le président. Il soumit, le 15 mai, à son ami les notes d'une véritable défense. Charles Guasco les a publiées (1). On y trouve des renseignements sur les circonstances ayant précédé l'arrestation du haut magistrat, et, à chaque page, des traces profondes de son état d'esprit.

Deux parties dans cet exposé.

Bonjean consacre la première à l'examen de la « question générale ». Il ne plaide pas seulement sa propre cause. Il parle au nom de tous ses coinculpés et traite des principes eux-mêmes. Il commente les deux décrets de l'Hôtel de ville et les explications de Protot. Dans le langage couramment employé en cour d'assises, il indique aux jurés la portée de la question qu'il juge devoir leur être posée, les « terribles conséquences » que pourra entraîner leur verdict.

Dans la seconde partie est étudiée la « question de fait », la « question personnelle ». Mais le juriste ne tarde pas à réapparaître. L'inculpation visée est celle de *complicité* avec Versailles. Dès lors, l'article 60 du code pénal doit être appliqué. Louis Bonjean en rappelle les termes, et c'est pour nier qu'il puisse être coupable. Il n'a pris aucune part aux événements politiques. Son absence du 14 au 20 mars, sa conduite depuis lors l'attestent. Il discute consciencieusement, avec une naïveté touchante.

(1) Guasco, *op. cit.*, p. 122 et s. On trouvera d'autre part un fac-similé de cette plaidoirie dans la publication *l'Autographe* dirigée par Villemessant (p. 93 et s.). Il est impossible de n'être point frappé de la netteté comme de l'énergie de l'écriture. Le manuscrit portait la signature du président.

Si j'eusse voulu faire acte d'hostilité contre l'Hôtel de ville, j'en avais sous la main un moyen bien simple, c'était de ne pas tenir audience, de suspendre le cours de la justice, ce qui eût valu au moins comme protestation.

Et soudain il redoute qu'une explication de cette nature soit enregistrée comme une faiblesse de sa part. Il se hâte d'indiquer les motifs pour lesquels il a siégé.

Etait-ce par sympathie pour le mouvement encore si obscur du 18 mars que j'agissais ainsi ? Non, assurément, c'était pour un autre principe que j'ai toujours professé et pratiqué, à savoir que le pouvoir judiciaire doit rester absolument en dehors de la politique, principe au nom duquel, dans mon discours du 5 mai 1868, j'avais insisté pour que tous les crimes et délits politiques fussent déferés au jury...

Sa péroraison tout entière est d'une belle venue.

Je n'abuserai pas plus longtemps de votre patience, citoyens jurés ; si après mes loyales explications, votre conviction sur le néant de l'accusation n'est pas formée, c'est que sans doute, dans les temps troublés par les passions politiques, la logique perd ses droits. Quelle que puisse être votre décision, dût-elle m'être fatale et terminer bientôt par une mort sanglante ma laborieuse vie, le calme de mon âme n'en sera nullement troublé... Advienne que pourra ; c'est votre affaire plus que la mienne, citoyens jurés. car moi, je ne risque que ma vie ; vous, vous risquez l'honneur et le repos de votre conscience.

Au début de ses développements, Bonjean avait envisagé la situation faite à tous les otages. Cette mission générale, il l'avait reçue de deux au moins d'entre eux, de M^{sr} Darboy et de l'abbé Deguerry.

Le nombre des prisonniers politiques s'était, en effet, sensiblement accru depuis le 28 mars. Il semble qu'on puisse ainsi grouper les arrestations et les perquisitions pratiquées au cours de cette période :

Mesures concernant les prêtres, les religieux, les églises.

Poursuites exercées à l'occasion de complots contre la Commune.

Arrestations de policiers, gendarmes, gardes, etc...

Recherche des agents secrets.

Arrestations, perquisitions se rattachant à des événements ayant précédé la révolution du 18 mars.

Décisions prises contre les membres du gouvernement siégeant à Versailles et contre ses fonctionnaires demeurés à Paris.

Incidents divers, occasionnés par des mesures administratives, ou dus aux hasards de la vie quotidienne.

Une politique violemment anticléricale avait suivi l'élection de l'assemblée parisienne. A l'égard du clergé et des couvents l'ex-Préfecture s'était depuis lors montrée d'une impitoyable rigueur.

Cette attitude, Gaston Da Costa soutient qu'il ne faut point l'attribuer à quelque projet secret des blanquistes, hantés par la théorie des otages (1). Elle trouverait sa seule origine dans le décret du 2 avril, publié le 3, qui déclarait nationalisés les biens de mainmorte et prescrivait une « enquête » sur leur consistance.

L'explication ne saurait suffire. Elle rappelle sans doute les motifs invoqués pour envahir des églises ou des monastères, pour légitimer quelques arrestations. Elle ne vaut pas pour l'ensemble des faits, dont certains sont antérieurs à la promulgation du décret. Elle laisse inexpliqué le décret lui-même.

A la vérité, le mouvement avait de plus profondes racines. Succédant au Comité central dont étaient différents les soucis, la Commune avait repris la tradition de la bourgeoisie révolutionnaire. Avec elle la politique s'était installée à l'Hôtel de ville. La politique antireligieuse notamment, issue de la doctrine matérialiste dont les blanquistes, Rigault, Tridon, le baron de Ponnat, Blanqui lui-même, s'étaient faits, dès le second Empire, les infatigables propagateurs. Elle trouvait un terrain bien préparé. Une partie de la presse était disposée pour l'assaut, et la verve de Rochefort, de Maroteau l'entraînerait. Enervé par deux guerres successives, le peuple

(1) G. Da Costa, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 389.

accepterait volontiers les versions suggérées à son imagination, qui éveilleraient chez lui tant de souvenirs confondus, imprécations de journaux et de réunions publiques, épisodes de romans, légendes millénaires. Le silence des cloîtres a de tout temps inspiré des récits mystérieux et angoissants, dans lesquels se complait la pensée des simples comme celle des enfants.

George Sand, qui fut pensionnaire au couvent des Anglaises, a conté les expéditions aventureuses auxquelles ses jeunes compagnes et elle-même se livraient alors (1).

On m'initia au grand secret... Le grand secret, c'était la légende traditionnelle du couvent, une rêverie qui se transmettait d'âge en âge... depuis deux siècles peut-être ; une fiction romanesque qui pouvait bien avoir eu quelque fond de réalité dans le principe, mais qui ne reposait certainement plus que sur le besoin de nos imaginations. Il s'agissait de *délivrer la victime*. Il y avait quelque part une prisonnière, on disait même plusieurs prisonnières, enfermées dans un réduit impénétrable... Le couvent avait à foison ses histoires de drames lamentables, de revenants, de cachettes, d'apparitions inexpliquées, de bruits mystérieux... Il y avait dans cette manie de chercher la victime quelque chose de profondément bête et aussi quelque chose d'héroïque : bête, parce qu'il nous fallait supposer que ces religieuses dont nous adorions la douceur et la bonté exerçaient sur quelqu'un quelque épouvantable torture ; héroïque, parce que nous risquions tous les jours notre vie pour délivrer un être imaginaire.

Tout cela, confusément, la crédulité populaire l'avait accueilli : Vienne l'heure du grand trouble moral où, dans l'ombre envahissante de la défaite, apparaît le spectre de la trahison, et cette imagination s'exaltera. Les faubourgs admettront les complots des prêtres, les crimes rituels ou sadiques. Ils liront l'article de la *Montagne* : « Les marchands veulent nous vendre et les prêtres nous crucifier. Hier, on a arrêté des moines *qui avaient de la poudre dans leurs tabernacles et des balles pour grains de rosaires*. » Et, plus sensibles à la littérature que portés à la recherche de la vérité

(1) George Sand, *Histoire de ma vie*, t. III, p. 104 et s.

monotone, ils prendront les affirmations au pied de la lettre. La masse suivra l'exemple des anciens envahissant, en septembre 1792, le couvent des Carmélites, perquisitionnant dans les caves, auscultant les murs, au souvenir angoissant de vieilles légendes.

Sur le dogme cependant de l'anticléricalisme eurent tôt fait de se greffer des préoccupations plus utilitaires. En admettant même, avec Da Costa, que la pensée de constituer un groupe d'otages n'ait point inspiré l'arrestation des prêtres et des religieux, il reste certain que, de bonne heure, l'ex-Préfecture projeta tout au moins d'user de ses importantes captures pour un échange de prisonniers. Dans l'esprit de Rigault, l'idée avait pris naissance dès l'arrestation du général Chanzy. Elle réapparut lorsque furent écroués le président Bonjean et surtout les membres du clergé. Mais Versailles fit la sourde oreille. La guerre civile continua de faucher des vies humaines.

Alors une autre conception prit corps. En germe dans les décrets votés le 5 et le 22 avril, elle se développa peu à peu, tandis que s'évanouissait le mirage de l'échange. Les blanquistes ne songèrent pas seulement à faire « retenir » des otages par le jury d'accusation, mais à faire juger des coupables, inculpés de complicité avec Versailles, avec le Gouvernement du 4 septembre, avec l'Empire. L'entourage de Protot envisagea la nomination de juges chargés d'appliquer une peine après le verdict du jury. Au cours de la séance du 17 mai, Raoul Rigault précisa l'intention nouvelle. Il demanda que des peines fussent prononcées, et confondant la masse des accusés, les prêtres et les policiers de l'Empire, Bonjean et Chaudey, il prononça ces paroles typiques : « Je suis d'avis de répondre aux assassinats des Versaillais de la manière la plus énergique en frappant les coupables et non les premiers venus... Parmi les gens que nous détenons, *il y a de véritables criminels qui méritent d'être considérés comme plus que des otages.* » Il ajouta : « *Et je place sur la même ligne les hommes qui sont d'accord avec Versailles.* »

Ainsi, pour comprendre la portée véritable des mesures dont furent l'objet certaines personnalités, les membres sur-

tout du clergé parisien, il est nécessaire d'examiner la question dans son ensemble. A l'occasion de chaque cas, des motifs spéciaux ont été invoqués. Mais il y faut ajouter l'ambiance. Les haines de partis et les ressentiments antérieurs, l'excitation de la presse et les préventions populaires. Il est impossible de négliger davantage le vague espoir de l'ex-Préfecture. Son désir de libérer Blanqui, puis de sauver les prisonniers faits par les Versaillais, plus tard les combattants révolutionnaires eux-mêmes. Suivant les soucis de l'heure, changea la situation morale des détenus. Ils furent des ennemis politiques depuis longtemps haïs. Des otages. Des accusés que l'on inculpa de complicité avec Versailles ou avec les gouvernements antérieurs.

Le premier des prêtres écroués fut l'abbé Blondeau, curé de Notre-Dame-de-Plaisance. Le commissaire de police Bertin l'arrêta le 31 mars « à son confessionnal ». J'ai dit qu'il ne fut libéré que le 5 mai, par les soins du juge d'instruction Coppens. Cette arrestation en entraîna une autre. Celle de l'abbé Crozes, aumônier de la Roquette, qui, le mardi 4 avril, s'était présenté rue de Jérusalem pour demander l'autorisation de visiter son confrère.

Bientôt l'action s'étendit et prit un caractère de réelle gravité. Le comité de sûreté générale s'était réuni après le vote de l'Hôtel de ville relatif aux biens de mainmorte. Il avait arrêté de suite ses dispositions pour appliquer l'article 4 du décret, prévoyant des inventaires.

Dès le lendemain, 3 avril, les opérations commencèrent. Le couvent des Lazaristes, la maison des Dominicains, rue Jean-de-Beauvais, reçurent la visite de gardes nationaux qui procédèrent à des perquisitions minutieuses. Aucun des religieux ne fut toutefois écroué. Les gardes se bornèrent à exercer sur place leur surveillance.

De vifs incidents se produisirent au contraire à l'école Sainte-Geneviève, tenue par les Jésuites, rue des Postes. Il semble que le bataillon du 5^e arrondissement chargé d'occuper l'immeuble s'y soit heurté à quelque résistance, que l'accès notamment de la bibliothèque lui ait été refusé. Le commissaire de police manifesta d'autre part sa surprise de ne

trouver en caisse qu'une somme insignifiante. Il fit aviser de la situation Raoul Rigault, qui donna l'ordre de procéder à des arrestations. Un certain nombre de religieux, parmi lesquels les PP. Ducoudray et Clerc, furent appréhendés et conduits à l'ex-Préfecture.

Le délégué ne voulut laisser à personne le soin de les interroger. Son dialogue avec l'un des Jésuites donne le ton de ses facéties.

— Quelle est votre profession ?

— Serviteur de Dieu.

— Où habite votre maître ?

— Partout.

— Ecrivez, dit alors Rigault à l'un de ses secrétaires. Un tel, se disant serviteur d'un nommé Dieu. En état de vagabondage.

Puis il fit mettre en liberté les frères, mais garda les pères. Ceux-ci furent écroués le 4 à la Santé, transférés à Mazas deux jours après.

Entre temps, le délégué avait reçu de sa police des avis l'informant de l'agitation du clergé. Plusieurs rapports lui parvinrent le 3 avril, qui signalaient des réunions suspectes à l'archevêché et au presbytère de la Madeleine. Le dernier, transmis vers onze heures du soir, précisait : Des agents postés en surveillance autour de l'archevêché, sous les ordres du commissaire Henry, avaient constaté, à partir de huit heures, l'arrivée de prêtres. Ils étaient ensuite ressortis par petits groupes. Circonstance aggravante, des ecclésiastiques, assistés d'hommes vêtus du costume de la garde nationale, avaient emporté dans des voitures un certain nombre de caisses.

Da Costa, qui de près vit la genèse de cette affaire, l'a mise au point quelques années plus tard (1).

Au vrai, on s'explique fort bien aujourd'hui ces démarches inquiètes des curés de Paris. Mais pour comprendre comment elles furent jugées à la Préfecture, et surtout par ses agents, il faut se reporter aux événements et revivre l'époque fébrile d'alors. Et

(1) Da Costa, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 394.



ECCLÉSIASTIQUES CONDUITS A L'EX-PRÉFECTURE DE POLICE

Dessin de l'époque.

puis, c'est la caractéristique de tous les rapports de police d'exagérer les faits pour faire valoir davantage celui qui les rédige. Avouons-le, à cet égard la police révolutionnaire ne valait pas mieux que les autres, et j'ai toujours pensé par la suite que l'histoire des caisses enlevées était pure invention du rapporteur.

Sur le moment, les faits dénoncés n'en produisirent pas moins une vive impression. La commission exécutive de la Commune et le comité de sûreté générale y voulurent voir l'indice d'un complot, de manœuvres en tout cas tendant à détourner les biens du clergé en violation d'un décret de la Commune. L'arrestation de l'archevêque fut décidée (1).

Une trentaine de gardes nationaux se présentèrent, le mardi 4 avril, vers quatre heures et demie, au palais archiépiscopal de la rue de Grenelle. Le capitaine Journaux commandait les hommes. Mais la mission essentielle avait été confiée à Révol, capitaine-adjutant de place attaché à l'ex-Préfecture, qu'accompagnait son collègue Sicard (2). Les officiers se firent introduire auprès de M^{sr} Darboy. Ce fut Révol qui produisit l'ordre signé de Rigault, prescrivant l'arrestation du prélat et l'examen des documents trouvés sur place. Le capitaine voulut toutefois user de ménagements. Il affirma que l'archevêque était convoqué pour fournir des explications sur l'incident de la rue des Postes. En réalité, les termes du mandat ne permettaient pas le moindre doute. Sans se faire d'illusions, prévenu d'ailleurs depuis quelque temps de l'imminence du péril, M^{sr} Darboy fit ses adieux aux prêtres qui l'entouraient, à sa sœur. Il monta dans son coupé. Près de lui s'assit le grand vicaire, l'abbé Lagarde, qui avait sollicité l'autorisation de l'accompagner à la Préfecture. Révol grimpa sur le siège. Encadré de gardes nationaux, l'équipage franchit le portail, gagna la place Dauphine. D'autres gardes

(1) Cluseret prétend (*op. cit.*, t. 1^{er}, p. 25) que cette arrestation eut pour origine une visite faite à Raoul Rigault, le 4 avril, par la veuve de Duval. Cette dernière, raconte-t-il, exposa qu'à Versailles on lui avait refusé le corps de son mari et demanda vengeance. Le délégué se borna à répondre : « Je m'en charge, » La nuit même, observe Cluseret, l'archevêque était arrêté. — Mais le mot de Raoul Rigault, s'il a été prononcé, se basait sur une résolution déjà prise par la commission exécutive elle-même.

(2) La présence de Sicard a été attestée, devant l'officier rapporteur près le 4^e conseil de guerre de Versailles, par Jolivet (Dossier Sautra).

étaient demeurés dans le palais, afin d'y perquisitionner (1).

Révol introduisit les prêtres dans le cabinet de Rigault. Une dizaine d'hommes y étaient réunis. Avec le délégué, des secrétaires, Slom, Da Costa, Levraud, Chardon, Henry, Ferré. L'archevêque, en entrant, ouvrit les bras : « Mes enfants, » dit-il...

Quelques mois après, un officier rapporteur interrogea Gaston Da Costa sur la scène (2).

— Etiez-vous présent à l'interrogatoire de M^{sr} Darboy par Rigault ?

— Oui, Monsieur, et je me rappelle cette particularité. Lorsque Monseigneur (*sic*) nous a appelés ses enfants, Rigault, qui était en tenue de commandant, le képi sur la tête, a répondu : Il n'y a pas d'enfants ici, il n'y a que des citoyens.

La réplique de Rigault avait provoqué un silence pénible. Le délégué reprit alors la parole. Ses phrases se firent sèches, incisives. La police avait découvert les traces d'un complot que les prêtres tramaient pour se soustraire à l'application du décret. Il avait pour animateur l'archevêque, responsable aussi des événements de la rue des Postes et des assassinats commis par « ses amis versaillais ». Et comme le prélat voulait répondre : « C'est bon, interrompit Rigault. Voilà dix-huit siècles que vous nous la faites, celle-là. Elle ne prend plus. Puisque vous niez toute conspiration, la justice informera. En attendant je vous garde. Vous serez interrogé ultérieurement. »

Raoul Rigault prit alors une feuille de papier. Il écrivit : « Le directeur du Dépôt recevra et *gardera au secret* les nommés Darboy et Lagarde », signa et remit l'ordre au capitaine Révol (3). En dépit des protestations de l'archevêque, l'abbé Lagarde, venu librement à l'ex-Préfecture, voyait son sort lié à celui du prélat. Les deux prêtres furent écroués

(1) Il ne put être saisi en numéraire qu'une somme de 1.308 fr. 20, portée au *Résumé des mouvements de fonds* que publia le *Journal officiel* du 4 mai.

(2) Dossier classé au Ministère de la guerre. La *Sociale* fit, dès le 7 avril 1871, un récit identique de l'interrogatoire du prélat.

(3) Le document a été reproduit par Dauban, *op. cit.*, p. 73.

ensemble dans une pièce que leur abandonnèrent les religieuses du Dépôt.

La presse commenta assez sobrement l'incident. Sur ses motifs, elle émit des avis incertains, que n'éclairèrent point les déclarations du gouvernement. De vagues échos dans le *Mot d'Ordre*, en avril, des reproches adressés par Rigault à l'archevêque. Mais ce fut par des raisons d'ordre politique que la plupart des journaux révolutionnaires s'efforcèrent de justifier l'arrestation. L'*Affranchi* du 5 avril engloba dans un violent article l'ensemble du clergé, approuva les mesures prises pour le déposséder de ses biens (1). La *Sociale* alla chercher fort loin l'accusation la plus odieuse. Il y était écrit le 7 avril :

Des renseignements actuellement en possession du délégué à l'ex-Préfecture de police, il résulte la preuve que depuis longtemps le haut clergé parisien a non seulement abandonné la cause nationale pour celle de l'Eglise et sacrifié les intérêts de Paris à ceux de Rome, mais encore *trahi la France de toutes les façons, y compris les plus révoltantes, et livré autant qu'il l'a pu faire la Patrie à l'envahisseur.*

Après avoir affirmé que des prêtres, sous le Gouvernement de la Défense nationale, s'étaient livrés à des actes d'espionnage pour le compte des Allemands, que la commission de sûreté en avait acquis la preuve, le journal ajoutait :

C'est alors qu'on décida l'arrestation de plusieurs personnages importants du diocèse de Paris. — Le sieur Darboy, *évêque du pape et sénateur de Bonaparte*, fut arrêté le premier.

— « *Le sénateur, grand aumônier de l'empereur, archevêque Darboy* », synthétisa, le 2 mai, Rochefort, reprenant à ce moment dans le *Mot d'Ordre*, la dernière formule de la *Sociale*.

Rigault n'hésita pas moins lorsqu'il voulut, devant l'opinion, légitimer le maintien du prélat sous les verrous. « Après l'arrestation de M^{sr} Darboy, déposa ultérieurement le comte de Montferrier, j'ai revu Raoul Rigault et je lui ai demandé

(1) « Qu'on arrache les dents de la vipère, elle ne mord plus. Le clergé sans fortune est comme un reptile sans venin... La vente des biens du clergé est donc un acte de véritable justice sociale et de haute équité. »

quels étaient les motifs qui l'avaient fait maintenir en prison. Il m'a répondu : C'est un fait jugé. *On a trouvé chez lui des correspondances avec l'empereur et un magasin de fusils pour les chouans... (1) »*

Mais en même temps l'autre pensée était exprimée, se répandait. Et par là se confirme l'état d'esprit qu'à l'avance j'ai fait connaître. Dans un entrefilet, le *Soir* énonce à la date du 6 avril : « Les fédérés ont déclaré qu'ils voulaient *retenir comme otages* les membres du clergé, afin d'avoir un point d'appui lorsqu'ils viendraient à traiter avec le gouvernement de Versailles. » En mai l'idée des otages semble avoir pris, dans le cerveau des dirigeants de l'ex-Préfecture, sa forme décisive. « Rien pour les prêtres ! s'écrie le délégué au bâtonnier Rousse qui note sur son agenda la sortie furieuse. Ce ne sont pas des accusés, *ce sont des otages*. Tous les jours on assassine nos amis à Versailles. Autant de têtes tomberont là-bas, autant de têtes tomberont ici. »

Circonstance paradoxale, la menace visait le plus libéral des prêtres. L'archevêque de Paris avait fait preuve, sous l'Empire et pendant les premiers mois de la République, d'une singulière indépendance vis-à-vis de Rome. On a soutenu qu'il avait entretenu Napoléon III d'un projet d'église gallicane. Ses démêlés en tout cas avec la papauté furent l'objet de vives polémiques. Il s'était élevé contre le dogme de l'infailibilité et ce n'est qu'à la date du 11 mars 1871, — une semaine avant la révolution, — que l'*Univers* avait annoncé, en même temps que celle de M^{sr} Dupanloup, sa « soumission pleine et entière ». De ses opinions sur les directives spirituelles et sur les hommes, il entretint, pendant sa captivité, Flotte, le compagnon de Blanqui, comme Bonjean. Il allait prêter aussi l'oreille la plus complaisante aux suggestions des maîtres de l'heure.

« Injustice des hommes », dira, en manière d'excuse, Vuillaume, qui fut parmi les témoins et à certains moments parmi les acteurs du drame. — Entraînement aveugle et meurtrier des passions politiques, jugera l'histoire. Rappro-

(1) Document inédit. Dossier concernant Ranc.

chés, des faits et des dates jailliront : Dans la soirée même du 4 avril, quelques heures après l'arrestation de M^{sr} Darboy, l'assemblée communale apprenant la mort de Duval, et Rigault demandant « qu'on fusille l'archevêque, les curés et les jésuites (1) ». Le vote du décret qui veut opposer à l'exécution d'un prisonnier de guerre « l'exécution d'un nombre triple des otages retenus ». L'effroyable torrent des haines, à chaque tournant de la guerre civile accru, jusqu'au gouffre, où il emportera tout.

Et la menace vise, avant les autres, à chaque instant, le prélat. Constamment court le bruit sinistre. La vie de l'archevêque est en péril après le vote du décret sur les otages, et l'*Univers* annonce, le 8 avril, qu'il a « failli être fusillé » l'avant-veille. Elle est en péril avec les appels au meurtre de Maroteau, de Rochefort, de l'*Ami du Peuple*, du *Père Duchêne*. Elle est en péril quand est annoncée la mort tragique d'une ambulancière, quand saute la cartoucherie du Champ-de-Mars. Dès ce moment, on affirme à Versailles que M^{sr} Darboy et deux autres otages ont été exécutés (*Rappel* du 22 mai). En dépit des paroles rassurantes de Protot, malgré les illusions du *Rappel* (2), le prélat est plus encore qu'un otage, plus encore qu'un accusé. Il symbolise le triomphe de la révolution et bientôt consacrera sa vindicte sanglante. La foule, réclamant ses victimes, criera d'abord : l'archevêque !

A la destinée de M^{sr} Darboy se trouva, dès le premier jour, liée celle de l'abbé Deguerry, curé de la Madeleine.

Des rapports semblables suscitèrent les deux opérations de police, l'une et l'autre exécutées le 4 avril. Au presbytère opéra le commissaire spécial Brideau, porteur d'un simple

(1) Se reporter au récit de Protot, reproduit par Vuillaume, *Mes cahiers rouges*, VIII, Deux hommes, p. 164.

(2) « L'archevêque de Paris et le curé de la Madeleine en seront quittes pour la peur, nous faisons mieux que l'espérer, nous en sommes sûrs. La République ne commettra pas ce qu'elle flétrit, et laissera aux généraux de l'Empire les atroces excès qui ajoutent à l'horreur de nos luttes fratricides. Nous sommes tranquilles et les amis du clergé peuvent se rassurer, le temps des persécutions est passé... » (Numéro du 13 avril.) — « Non, l'archevêque vit bien et se porte au mieux, et la Commune sent que cette florissante santé pontificale lui est encore plus précieuse à elle qu'à M^{sr} Darboy lui-même. » (Numéro du 22 mai.)

mandat de perquisition. Il suffit cependant que l'abbé ait cherché à s'enfuir par son jardin, pour que le commissaire procédât à son arrestation. Rigault maintint la mesure. Sur son ordre, Da Costa interrogea le prêtre. Il lui reprocha d'avoir pris part à la résistance organisée contre le décret de l'Hôtel de ville et souligna son essai d'évasion. Puis il le fit conduire au Dépôt. L'ordre d'écrou portait : « Au secret ».

Pour le curé de la Madeleine également, s'étendirent bientôt les motifs d'une détention arbitraire. Tentative de détournement de biens nationalisés, lui répétèrent quelques jours après, dans deux interrogatoires, Da Costa et Giffault (1). Complicité avec Versailles, surenchérit Protot, sur une question posée par le bâtonnier Rousse. Mais Gaston Da Costa doit reconnaître que sur l'abbé aussi avait pesé lourdement le poids du passé (2). Avant de donner l'ordre d'écrou, Rigault s'était souvenu de la carrière du prêtre : L'abbé Deguerry avait été le confesseur de l'impératrice. Il avait préparé le prince impérial à sa première communion. Et le curé de la Madeleine jouera, comme son évêque, le rôle dangereux d'otage, sollicité d'écrire à Versailles, proposé pour un échange de prisonniers. Il sera fusillé aux côtés de M^{gr} Darboy.

L'archevêque et le curé de la Madeleine écroués, se succédèrent les arrestations d'ecclésiastiques.

Dans la soirée du 4 avril, l'abbé Petit, secrétaire de M^{gr} Darboy, fut, avec la sœur de ce dernier, conduit à l'ex-Préfecture.

Le 5, ce furent M^{gr} Surat, archidiacre de Notre-Dame, et d'autres prêtres logeant à l'archevêché. Le P. Allard, ancien missionnaire, était écroué le même jour. Et, après avoir été convoqué rue de Jérusalem, l'abbé Moléon, curé de Saint-Séverin, qui s'entendit inculper de correspondance avec Versailles : L'*Affranchi* du 9 avril révéla qu'il s'agissait d'une complicité, des papiers compromettants ayant été trouvés cousus dans les vêtements d'un neveu du prêtre. Il ajoutait plein d'assurance : « De l'instruction qui se poursuit rapidement,

(1) Dossier concernant Giffault. Ministère de la guerre.

(2) Da Costa, *op. cit.*, t. I^{er} p. 395.

résultera la preuve de la culpabilité du curé en question. »

L'abbé Simon, curé de Saint-Eustache, et son vicaire l'abbé Regnault furent arrêtés le lendemain. Mais en faveur de leur curé, les dames de la Halle firent une démonstration vigoureuse. A la même heure, Beslay attestait le civisme du prêtre, observant que « seul, sous l'Empire, il ne s'était point présenté aux Tuileries ». Les deux démarches aboutirent. Succès d'autant plus appréciable qu'il demeura fort rare. Se basant sur un tel exemple, les paroissiennes de l'abbé Moléon sollicitèrent en vain la libération de leur pasteur. — Le 6 avril furent également mis en état d'arrestation, au séminaire de Saint-Sulpice, les abbés Icard, directeur, Rousset, économe, et O'Gan. Ce dernier toutefois, en raison de sa nationalité, devait, quelques jours après, être mis en liberté sur une intervention de l'ambassade anglaise.

Le 7, par les soins de Le Moussu, arrestation de l'abbé Bertaux, curé de Saint-Pierre-de-Montmartre, et de ses vicaires, l'abbé Olmer notamment (1). Le 9, arrestation du vicaire de Saint-Paul et de l'abbé Bayle, vicaire général. Le 10, celle de l'abbé Miquel, vicaire de Saint-Philippe-du-Roule, qui se proposait de rendre visite à l'archevêque. Le 11, celle du premier vicaire de Notre-Dame-de-Lorette, l'abbé Sabatier. Dans cette circonstance, l'expédition est encore commandée par Le Moussu. Le zélé commissaire spécial croit à un grave complot. Il pense trouver des mitrailleuses. Sous sa direction les gardes nationaux procèdent à une perquisition approfondie. Deux jours après, le *Vengeur* annoncera qu'il a été saisi les choses dont la présence émeut le plus la population parisienne, des armes et de la farine. En tout cas l'opération n'a pas été infructueuse. En sus du vicaire, une vieille domestique et le suisse sont victorieusement emmenés.

Les arrestations se poursuivent les jours suivants. Le curé, les vicaires de Saint-Leu (abbés Lartigue, Lérís (2), etc.)

(1) J'ai publié ci-dessus, chapitre IV, une lettre adressée à Protot pour demander la mise en liberté de l'abbé Olmer.

(2) L'abbé Lérís fut mis en liberté provisoire le 18, sur un ordre signé par le délégué à la justice. (Dossier des poursuites contre Protot, classé au Ministère de la guerre.)

partagent, le 13 avril, le sort de leurs confrères. Et l'abbé Bécourt, curé de Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle. Et, le 14, avec ses vicaires, l'abbé Millaut, curé de Saint-Roch. Le 15, un vicaire de Saint-Bernard-la-Chapelle. Le 16, l'abbé Bazin, arrêté à la gare du Nord, par Le Moussu. L'abbé de Geslin, curé de Saint-Médard, ses vicaires. Un certain nombre de vicaires des églises Saint-Vincent-de-Paul (1), Notre-Dame-de-Plaisance, Saint-Jacques-du Haut-Pas. L'abbé Guébels, desservant de l'église Saint-Eloi, victime des intrigues de l'ex-vicaire Perrin (2). L'abbé Sire, professeur au séminaire de Saint-Sulpice. Deux prêtres des missions étrangères, les abbés Perny et Houillon, à la date du 20 avril. Après perquisition, le directeur et les professeurs du séminaire d'Issy consignés dans leur établissement.

Même rigueur au mois de mai. Le 2 est écroué l'abbé Guérin, directeur du séminaire des missions étrangères, qui se présentait à l'ex-Préfecture pour réclamer des objets religieux. Cinq prêtres sont arrêtés le 7, dans le deuxième arrondissement, sous l'inculpation d'espionnage au profit de Versailles. L'abbé Vautier, le 11, alors qu'il se promène rue de la Paix (3). Vers le 15, des prêtres qui s'étaient aventurés aux couvents de la rue de Picpus, l'abbé Denys, curé de Saint-Eloi, l'abbé Majenski, desservant de cette église. Le 17, plusieurs desservants de l'église Notre-Dame-des-Victoires parmi lesquels l'abbé Amodru. Le 19, l'abbé Lamazou, vicaire de la Madeleine, au sujet duquel les registres d'écrou porteront successivement les motifs d'arrestation que voici.

(1) Extrait d'un rapport *inédit* du colonel Bourgeois, en date du 17 avril : « ... Le jour et la nuit se sont bien passés. Cependant j'ai eu une collision au moment de l'arrestation des prêtres de l'église Saint-Vincent, faite en plein jour à la sortie des prêtres. J'en ait écrit au citoyen Rigault. Le commissaire Le Moussu était chargé de l'opération... » Dossier des pour-suites contre Bourgeois, classé au Ministère de la guerre.

(2) Ce prêtre fut condamné par le 3^e conseil de guerre, le 5 avril 1872, à deux années de prison, pour complicité d'arrestations illégales. Sur le rôle singulier qu'il joua pendant la Commune, se reporter notamment à l'ouvrage de Vuillaume, *Mes cahiers rouges au temps de la Commune*, p. 193 et s. (*notre citoyen curé.*) et à la lettre signée « un républicain, l'abbé Perrin », publiée par la *Sociale*, le 25 avril. « L'aristocratie cléricale » y était dénoncée en termes violents.

(3) Voir ci-dessus, chapitre IV.

Dépôt : *inconnu*. — Mazas : *vicaire de la Madeleine*. — La Roquette : *Ordre du comité de salut public*. A Saint-Germain-l'Auxerrois, le 20 mai, le vicaire Benoist, que Le Moussu signale en termes virulents (1).

Cependant, les religieux des couvents n'échappaient pas aux poursuites. Contre eux aussi, dès les premiers jours, avait été brandi le décret sur les biens de mainmorte. La perquisition opérée, le 5 avril, dans l'établissement des Jésuites de la rue de Sèvres amena l'arrestation des PP. Olivaint, supérieur, et Caubert, économe. Les journaux révolutionnaires commentèrent la mesure d'une façon qui leur deviendra coutumière : *L'Affranchi* du 7, le *Cri du Peuple* du 8 affirmèrent qu'il avait été trouvé chez les Jésuites « des amas d'armes considérables et des munitions de tout genre », des traces également d'« intelligences secrètes avec Versailles, avec Charette, Cathelineau et autres soutiens du pape ». Plusieurs frères de la doctrine chrétienne furent arrêtés en avril, en mai. Des gardes opérèrent des perquisitions chez les Petites Sœurs des pauvres du Faubourg-Saint-Antoine, au couvent des Oiseaux, chez les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul (2), dans de nombreux établissements similaires.

Ce furent des motifs très différents qui entraînèrent l'arrestation des Dominicains de l'école Albert-le-Grand, à Arcueil (3). Ils étaient suspectés d'espionnage depuis la surprise du Moulin-Saquet. L'autorité militaire les tint pour responsables d'un incendie qui avait éclaté dans un édifice où siégeait l'état-major du 101^e bataillon. Les religieux furent arrêtés le 19 mai, enfermés dans les casemates du fort de Bicêtre. Ils ne devaient en sortir que pour être massacrés.

Certaines des opérations effectuées dans les couvents et les églises acquirent une notoriété qui ne s'est pas évanouie avec la Commune.

(1) Voir ci-dessus, chapitre V.

(2) L'ancien capucin Pourille, dit Blanchet, prit part à l'expulsion des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul dans le 5^e arrondissement (27 avril).

(3) *Tribun du Peuple* du 21 mai. Vuillaume, *Mes cahiers rouges au temps de la Commune*, p. 89 et s.

Ancien membre du Comité central, Gouhier a fait le singulier récit, reproduit par Vuillaume (1), des circonstances auxquelles auraient été dues les fouilles pratiquées dans les maisons de la rue de Picpus, à Saint-Laurent et à Notre-Dame-des-Victoires. Un prêtre « mis en disgrâce par l'archevêché » les aurait inspirées. Pour libérer sa maîtresse, dont une mère jalouse avait obtenu l'internement, ce prêtre aurait « fait des révélations », désigné expressément des églises et des monastères : Picpus où l'on trouverait des squelettes de nouveau-nés, Saint-Laurent et Notre Dame-des-Victoires, d'où l'on déterrerait des cadavres.

L'aventure ne dépare point le cycle romanesque des fouilles sous la Commune. Elle est de la même encre. On y trouve joints la hantise des séquestrations, le désir de justifier d'un seul coup trois perquisitions analogues, le souvenir confus aussi de ce prêtre « mis en disgrâce par l'archevêché », l'abbé Perrin, dont les dénonciations se confinèrent à l'église Saint-Eloi. — Mais une explication est plus naturelle, partant plus plausible. Da Costa l'a donnée. L'ex-Préfecture fit perquisitionner rue de Picpus comme dans tous les couvents pour appliquer le décret voté à l'Hôtel de ville.

Dès les premiers jours cependant, avant même les sensationnelles découvertes, l'occupation des monastères de la rue de Picpus prit une importance toute spéciale. J'ai indiqué que le délégué à la justice s'y était transporté le 12 avril. Sans doute faut-il expliquer cet intérêt par d'autres circonstances. Le dramatique souvenir attaché à la nécropole voisine, mais dont la masse a oublié l'origine véritable. Et les légendes que plus qu'aucun autre ce couvent suscite : En avril 1871, le bruit que dix-huit cents chassapots y sont dissimulés.

Le commissaire de police Clavier pratiqua, le 7 avril, une première perquisition — sommaire — dans les deux établissements des Pères et des Religieuses des Sacrés-Cœurs. Elle ne donna aucun résultat. L'*Affranchi* du 9 n'en déclara pas moins, sans reculer devant l'énormité de son affirmation, qu'il avait été saisi « des armes, des munitions et un atelier

(1) Vuillaume, *Mes cahiers rouges*, VII, *Derniers cahiers* p. 65 et s.

d'artificier avec des bombes en préparation ». La légende était née. Alors se décida une seconde expédition (12 avril), qui mobilisa plusieurs pelotons de gardes nationaux, une partie notamment du 204^e bataillon spécialement détachée de l'ex-Préfecture et commandée par le capitaine Lenôtre. Elle joignit au commissaire Clavier et à Girault, son secrétaire, le délégué du 12^e arrondissement Fenouillas, dit Philippe, et Protot lui-même (1). Ce jour-là, les deux couvents furent envahis, fouillés minutieusement. Les forces de la Commune se contentèrent, après la perquisition, de garder à vue les religieuses, dites Dames blanches. Un certain nombre de Picpuciens furent au contraire arrêtés, parmi lesquels le P. Radigue, prieur, les P. P. Tuffier, Rouchouze, Tardieu, et conduits au Dépôt.

Le ministre, avant de quitter les lieux, avait désigné un gardien de l'immeuble. De par sa volonté, l'affaire entraît définitivement dans une phase nouvelle, la phase judiciaire. Les fouilles furent reprises avec fièvre, particulièrement quand intervint le capitaine Dijon, à la tête d'une compagnie de relève. On n'avait pas abandonné l'espoir de découvrir le caveau où devaient être cachés les dix-huit cents chassepots et « le trésor des Pères ». Des ouvriers terrassiers, réquisitionnés au dehors, trouèrent les murs, creusèrent des tranchées. Le souterrain mystérieux demeura introuvable.

A ce moment, un coup de pioche heureux sauve la situation. Dans le jardin des sœurs, il vient de déterrer un ossement. Chassepots et trésor en sont oubliés. C'est vers la recherche de pratiques criminelles que l'on s'oriente. Et voici que tour à tour on a la bonne fortune de trouver, dans la cellule du R. P. Bousquet, supérieur général, alors absent de Paris, un manuel sur les accouchements, un coffret contenant de petits os ; chez les religieuses, un berceau, des instruments en fer. Et l'on constate, dans une chambre isolée, la présence de trois religieuses ayant perdu la raison.

Plus de doute, la Commune est sur la trace d'effroyables attentats. Des assassinats ont été commis. Et des tortures, des avortements, des séquestrations.

(1) En ce qui concerne le rôle joué par Protot aux couvents de la rue de Picpus, voir ci-dessus, chapitre IV.

Le 5 mai, le délégué à la justice ne revient pas seul. Desesquelle l'accompagne, et le procureur Rigault, Da Costa, un médecin choisi comme expert, le docteur Constant. Les Dames blanches sont conduites au parloir. Là, les représentants de la Commune les interrogent devant une table sur laquelle ont été étalés les ossements. Puis ils décident leur mise en état d'arrestation, celle aussi de quelques hommes restés au couvent voisin. Le capitaine Dijon consigne, le lendemain, l'événement dans un rapport (1).

Rondes et patrouilles toute la nuit, en raison des événements qui se sont passés à l'intérieur de l'établissement. De neuf heures du soir à une heure du matin, transfèrement de quatre-vingt-quatre religieuses, composant la communauté, à la prison de Saint-Lazare, par ordre du procureur de la Commune, en présence du commissaire de police de la place du Trône. Plus douze hommes, tant moins qu'employés, à la prison Mazas, par le même ordre. — Pas d'autres faits à signaler à la légion. — DIJON.

Livrée à la presse parisienne, la nouvelle fut commentée, amplifiée, avec la passion la plus ardente. Dans le *Mot d'Ordre* du 6 mai, Rochefort raconta sa visite au couvent en des termes qui ne firent honneur qu'à son imagination. Le même jour, le *Vengeur* s'apitoya également sur la sœur Bernardine, « enfermée depuis dix ans dans une sorte de cage si petite que lorsqu'elle laissait tomber son aiguille, elle ne pouvait se baisser pour la ramasser » et il flétrit « la couronne de fer, le corset de fer sans bourrelet aucun, enfin tout l'appareil digne d'une succursale de l'inquisition ». Le *Cri du Peuple*, le *Réveil du Peuple*, le *Père Duchêne* publièrent des articles aussi tendancieux. Et le 13 mai, à la grande joie de l'Hôtel de ville, le *Times* lui-même, dont le correspondant parisien avait en compagnie de Protot visité les couvents. La conclusion, ce fut le journal la *Commune* qui, le lendemain, la donna : « Allons, citoyen procureur de la Commune, que la vérité se fasse jour au plus vite, et que la justice soit bientôt satisfaite. »

(1) *Document inédit*. Dossier concernant Fontaine, Pollet et autres, Ministère de la guerre.

Il faut le reconnaître. Cette fois, après sa police, la justice de la révolution parisienne apparut. Moiré fut désigné pour suivre l'affaire. Il fit preuve d'activité. Je n'affirmerai point qu'il ait entendu de témoins à décharge. Ces femmes entre autres, anciennes élèves du couvent de Picpus, qui dans le *National* s'étaient avisées de retirer aux découvertes opérées leur caractère dramatique : Elles affirmaient que le berceau était un jouet d'enfant, long de 45 centimètres, que les appareils de torture consistaient en des instruments orthopédiques destinés à des pensionnaires difformes, que les trois religieuses vivaient en dehors de la communauté par suite de leurs accès fréquents, qu'elles occupaient d'ailleurs un pavillon haut de 2 mètres 30. Tout porte à le penser, le magistrat instructeur se garda de convoquer le neveu du R. P. Bousquet qui, docteur en médecine, avait offert à ce dernier sa thèse, ou d'examiner d'assez près le coffret saisi pour y reconnaître un reliquaie.

Il ne semble pas qu'il ait davantage interrogé l'histoire. Elle lui eût rappelé l'enclos prolongeant le jardin des nonnes. Le lieu sinistre aujourd'hui encore appelé *le cimetière des guillotins*. Les 1306 cadavres gisant là depuis la Terreur, rendus au souvenir, vers le début du siècle dernier, par la pitié de M^{me} de Montagu, fille de la duchesse d'Aven. Les vers élégiaques qu'inspira le champ des morts, *la Pitié*, le poème consacré par Treneuil à la mémoire de la princesse Amélie de Hohenzollern pleurant sur la terre où reposait son frère, le prince Frédéric de Salm-Kirbourg.

Mais le juge d'instruction de la Commune fit dans le monastère de fréquentes incursions. Assisté de son greffier Pollet, il apposa des scellés sur trois ou quatre boîtes contenant des ossements et sur la pièce où étaient rangés les instruments orthopédiques, nomma, d'accord avec Protot, le sieur Maugras gardien de ces scellés. Le 9 mai, il inculpa de « complicité dans les crimes de Picpus » le docteur Pailliet, médecin des religieuses, et, le 16, il décerna du même chef mandat d'arrêt contre deux frères du couvent de Picpus (1).

(1) Un des deux mandats était ainsi rédigé : « Au nom du peuple. — Nous, procureur de la Commune de Paris. — Mandons et ordonnons à

Il interrogea même certains des prévenus, soit rue de Picpus, soit dans les maisons de détention.

La situation de ces derniers, mis au secret, s'améliora le 12 mai, lorsqu'ils eurent reçu la visite de Miot. Le membre de la Commune leva la mesure de rigueur, autorisa notamment les religieuses à communiquer entre elles. Ce fut au sujet de cette intervention que protesta le délégué Protot, dans une lettre adressée aux membres du comité de salut public que j'ai reproduite plus haut (1). A l'exception toutefois de plusieurs Dames blanches, de nationalité étrangère, libérées le 17 et le 18 mai sur l'intervention de Washburne, ambassadeur des Etats-Unis, les religieuses demeurèrent écrouées. Rigault décida que les Pères de Picpus comparaitraient à la fin du mois devant le jury d'accusation. Quelques-uns d'entre eux devaient trouver la mort rue Haxo.

Quant aux immeubles de la rue de Picpus, la force armée les occupa jusqu'à la semaine sanglante. Il y eut là comme une sorte de souricière où vinrent se faire prendre plusieurs prêtres. Un lieu de plaisir aussi pour les gardes nationaux, qui trouvèrent des cibles dans les statues des jardins. Un lieu de plaisir pour les badauds parisiens : La curiosité y attira deux mille personnes le 29 avril, plus de cinq mille le jour suivant, douze mille le 1^{er} mai, le 2 mai. Le succès fut tel, et le moyen de propagande jugé si efficace, que l'on institua bientôt une annexe au théâtre. L'une des pauvres folles fut conduite à la caserne de Reuilly. Le public put l'y voir, présentée par une cantinière qui, m'a-t-on dit, se contentait d'un droit d'entrée de dix centimes (2).

tous huissiers ou officiers de police de conduire à la maison d'arrêt Mazas, le nommé Mazaudier, Jean-Baptiste, frère Crespin, inculpé de complicité dans les crimes de Picpus. (*Secret*)... » (*Document inédit*. Dossier concernant Moiré. Ministère de la guerre.)

(1) Voir ci-dessus, chapitre IV.

(2) Si profonde fut l'impression produite par cette exhibition et la campagne de la presse, que nombre de survivants de la Commune restèrent, contre l'évidence, convaincus de la réalité des attentats commis rue de Picpus. Je l'ai dit pour Protot. Rochefort qui réédita son récit fantaisiste dans les *Aventures de ma vie* (t. III, p. 67 et s.), Louise Michel (*op. cit.* p. 231), Lissagaray (*op. cit.*, p. 248 et 254), Jean Canis lui-même (*Histoire de la République française*, p. 195) ont accepté, sans contrôle, les invraisemblables versions imaginées en 1871. Mais Da Costa (*op. cit.*, t. II,

Entre temps une lettre du capitaine d'état-major Tribalet, publiée par le journal la *Commune* le 24 avril et le surlendemain par le *Cri du Peuple*, apprenait à la population que dans un autre quartier de Paris des faits non moins graves avaient été constatés.

L'événement s'était produit à Saint-Laurent. Des bruits mystérieux ayant circulé aux alentours, une descente de police avait été opérée dans la vieille église du 10^e arrondissement. Un souterrain, ouvert à ce moment, avait révélé la présence de « plus de vingt mètres cubés remplis d'ossements humains ». Les fouilles ayant été poursuivies dans la crypte située derrière le chœur, sous la chapelle de la Vierge, on avait mis à nu un certain nombre de squelettes. Bientôt la presse, comme pour l'affaire de la rue de Picpus, se répandit en détails d'une puérilité désarmante, mais qui ne manquèrent pas d'impressionner les lecteurs. La *Commune* décrivit un cadavre de femme n'ayant rien perdu de sa « chevelure abondante d'un blond cendré ». Elle affirma que, dix ans auparavant, un homme « oublié et endormi dans l'église avait été réveillé par des gémissements ». Le *Journal officiel* tint à honneur de confirmer la scandaleuse découverte. Il inséra, le 16 mai, un article qui constitue une médiocre page de littérature et d'histoire. « Les mâchoires distendues de ces restes humains donnent, à la lumière, des effets d'un fantastique surprenant ; par moments, il semble que ces os décharnés vont s'agiter pour raconter quelque lugubre tragédie... Les têtes sont généralement penchées à droite, ce qui indiquerait que l'ensevelissement a eu lieu avant la rigidité cadavérique. En outre l'inhumation, paraissant de beaucoup postérieure au décret de la première Révolution qui interdit l'ensevelissement dans les églises, doit avoir été, sinon criminelle, au moins illégale. » Le rédacteur donnait ensuite cette indication, dont l'apparence scientifique devait triompher des derniers scrupules, et, de fait, convainquit Louise Michel. « Un témoin, parmi les infini-

p. 237 et s.), Paul et Victor Margueritte (*op. cit.*, p. 317) n'ont pas eu de mal à démontrer que l'affaire avait été « dénaturée par les journaux de l'époque », et que l'on avait « exploité la crédulité des imbéciles ».

ment petits, vient corroborer cette opinion : C'est un insecte que vient de trouver un entomologiste qui nous accompagne, et qui se nourrit exclusivement de ligaments ; il est peu probable que cette bestiole se soit imposé un jeûne de quatre-vingts ans. » — Et comme il ne suffisait pas d'une accusation doctrinale, le *Journal officiel*, après d'autres, la précisa. « Quel est l'assassin ? Quelles sont les victimes ? Il y a renfermé dans une armoire le squelette d'une jeune femme, encore orné de magnifiques cheveux blonds. Les commères qui assiègent les alentours de l'église parlent de la fille d'un marchand de vins du quartier... Le curé de Saint-Laurent est en fuite ainsi que ses vicaires. »

De cette affaire, le parquet de la Commune s'empara en même temps que de celle des couvents picpuciens. Moiré fut également choisi pour l'instruire. Le 6 mai, il invita le commissaire de police Blond à « faire procéder à une constatation médico-légale sur les cadavres ». Le commissaire désigna le docteur Piorry, professeur à la Faculté et membre de l'Académie de médecine (1).

Ce fut, au point de vue judiciaire, sinon le classement du dossier, auquel le parquet ne put se résoudre, du moins l'obligation de le délaissier. Le rapport, en effet, adressé le 13 mai par le distingué professeur au juge d'instruction, ne permettait aucun doute. Je ne le reproduirai donc pas in extenso. Il a été inséré dans la *Gazette hebdomadaire de médecine et de chirurgie* (numéro du 16 juin 1871). Le docteur Piorry avait examiné les squelettes sur place, dans la matinée du 13, à dix heures. « Les ossements étaient ceux de dix-huit femmes, la plupart fort âgées... Les os étaient profondément altérés par un séjour prolongé dans la terre... Il me paraît impossible de déterminer positivement et précisément l'époque à laquelle l'enterrement de ces corps a eu lieu, mais à coup sûr il date d'un grand nombre d'années. Il ne peut s'agir ici d'un événement ou d'un crime récent,

(1) Deux jours avant le dépôt de son rapport (arrêté en date du 11 mai, publié le 12) le docteur Piorry fut nommé médecin-major du 24^e bataillon. Il protesta contre sa désignation. « J'ai rendu assez de services à l'humanité pour vouloir et pouvoir garder dans toutes les circonstances la liberté de mes actions. » (D'Heilly, *Le livre rouge de la Commune* p. 150.)

mais bien de l'ensevelissement de gens qui ont voulu être enterrés dans l'église Saint-Laurent. » Quant aux autres ossements, ils avaient été « retirés du sol de l'église et faisaient par leur volume une masse considérable ». Excédant sans doute quelque peu sa mission d'expert, le docteur Piorry, non sans malice, fit parvenir à Moiré un extrait de *l'Histoire de Paris* par Dulaure : L'église Saint-Laurent avait été construite sur l'emplacement d'un cimetière.

De ce rapport édifiant, personne, sous la Commune, ne souffla mot. Il eût d'ailleurs été difficile de le publier. La presse donnait vigoureusement. Elle énonçait que « la mort remontait au plus à quinze années au dire des médecins appelés à examiner les cadavres. » Dans le *Cri du Peuple* du 9 mai Jules Vallès signait l'article fameux : « C'est ici l'autel de la Vierge... » *Pour la municipalité*, Leroudier faisait paraître, dans le *Journal officiel* du 21 mai, son *deuxième rapport sur la recherche des crimes commis à l'église Saint-Laurent*. Il y flétrissait « les orgies de la gent cléricale », prêtait aux cadavres les apostrophes les plus burlesques :

L'ivresse du narcotique s'étant dissipée, le sentiment de l'existence nous revint... Vains efforts, nos liens nous paralysaient ; seule notre tête put se tordre sous la terre encore molle... Comprenez nos tortures... Touchez nos mâchoires contorsionnées et horriblement ouvertes...

Puis, sans hésiter, dénonçant le curé de l'église, il concluait par ces mots qu'il jugeait pathétiques et qui n'étaient que pathos :

Elle vient enfin, la justice majestueuse, inexorable, elle vient !... Et toi, peuple de Paris, peuple intelligent, brave et sympathique, viens en foule contempler ce que deviennent tes femmes et tes filles aux mains de ces infâmes... Ah ! si ta colère n'éclate pas, si tes yeux ne flamboient, si tes mains ne se crispent, fais alors comme Charles-Quint, couche-toi, vivant, dans ton cercueil. Mais non, tu comprendras, tu te lèveras comme Lazare... Tu feras bonne garde devant ce charnier, durant un siècle s'il le faut ! Ce sera ton phare lumineux pour guider l'humanité jusqu'à l'heure suprême de l'association de toutes les sublimes harmonies.

Plus encore qu'à l'occasion de la rue de Picpus, tout fut mis en œuvre pour exciter, grâce aux caveaux de Saint-Laurent, la passion populaire. A la voix de la presse s'ajouta la publicité par l'image. Etienne Carjat photographia, « à l'aide de la lumière électrique », les squelettes. Le *Cri du Peuple* mit en vente un dessin de Lançon représentant « la scène funèbre ». Le commissaire Barret demanda aux membres de la Commune, — par lui irrévérencieusement traités de « citoyens pères conscrits », — que le public pût contempler « cette épouvantable découverte (1) ». Si à cet égard la délégation de justice se déroba, si elle négligea de « traîner à la lumière les squelettes de Saint-Laurent » (2), la municipalité du 10^e fit toutes diligences. Sur son ordre, le caveau fut livré à l'indignation populaire. — Le 10 mai, une demoiselle B., passant devant l'église ouverte, émit sur l'origine des ossements quelques réflexions sceptiques. On l'arrêta. Délit patent d'hérésie.

Après Picpus, après Saint-Laurent, à quelques jours d'intervalle, le couvent de l'Assomption et l'église Notre-Dame-des-Victoires. Un vent de folie soufflait sur la capitale. Partout l'on pensait trouver des caveaux et des squelettes.

A Auteuil, la foule s'ameuta contre les religieuses de l'Assomption qu'elle soupçonnait des manœuvres ou des complicités les plus odieuses. Acharnement tel que Dombrowski, qui commandait ce secteur militaire, dut s'en inquiéter. Le 14 mai, il invita son prévôt, le colonel Barillier, à apposer des scellés dans le couvent (3). A son zèle se mêlait une pensée de protection. Mais le commissaire spécial Henry intervint et montra les dents. Il était le représentant de l'ex-Préfecture. Il fouilla l'immeuble à son tour, se vanta de sensationnelles découvertes. L'autorité militaire céda. Elle livra les sœurs. Au délégué à la justice Barillier

(1) *Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars 1871*, p. 510.

(2) Lissagaray, *op. cit.* p. 254.

(3) « Le 14 mai 1871. — Ordre au lieutenant-colonel Barillier de se rendre immédiatement au couvent de l'Assomption et d'y apposer les scellés partout où il le jugera nécessaire. — Le général en chef, Dombrowski. » (*Document inédit*, classé à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.) Cette opération eut lieu après une perquisition opérée dans le couvent par le commissaire de police Delaire, dont Dauban a reproduit le rapport (*op. cit.*, p. 279-280.)

envoya le rapport suivant, en date du 15 mai, qui résumait la situation et laissait percer l'opinion du rédacteur (1).

Hier, par ordre du général Dombrowski, j'ai dû me rendre au couvent de l'Assomption, à Auteuil, avec mission d'apposer les scellés et de protéger les sœurs contre tout manque d'égards. Le moyen le plus efficace me parut celui de les engager à changer de domicile, et les sœurs comprirent bien vite que c'était même le seul vrai. A peine ma mission remplie, un capitaine d'état-major vint au couvent envoyé comme moi par le général Dombrowski. Informé à tort ou à raison que des instruments de torture et même des cadavres avaient été trouvés dans les souterrains du couvent, le général se voyait dans l'obligation de laisser à la justice le soin de la procédure. Ces dames sont détenues dans une petite maison située vis-à-vis le couvent. J'accompagne cette communication d'un ordre qui facilitera l'accomplissement de votre ministère. — Salut et fraternité.

Le prévôt.

Trop crédule pour comprendre les réserves faites, Protot se présenta, le 18 mai, pour visiter le couvent (2). Dessessquelle et plusieurs représentants du parquet l'assistaient. La presse annonça, les jours suivants, qu'une « longue perquisition » avait été effectuée en leur présence. On se prend à douter qu'elle ait été féconde en résultats, quand on songe que le *Tribun du Peuple* fut réduit à soutenir (numéro du 20 mai) qu'il avait été saisi des nez en carton ayant permis aux prêtres, affirmait-il, de dissimuler leurs traits, des baignoires et des camisoles de force destinés « au culte des Vénus récalcitrantes ».

L'affaire, au surplus, se perdit bientôt dans le bruit du canon.

Ce fut également au cours de la dernière semaine que la police communale occupa l'église Notre-Dame-des-Victoires. Le Moussu l'envahit le 17 mai, vers quatre heures et demie de l'après-midi, à la tête du 159^e bataillon et des Vengeurs de Flourens. Porteur d'un mandat de perquisition, il agit selon la mode nouvelle. Il chercha les cadavres. Les desser-

(1) Document inédit. Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.

(2) *Cri du Peuple* du 19 mai.

vants arrêtés, malgré la protestation fort platonique de l'agent d'affaires Etienne Plou, conseil habituel du clergé parisien, il eut à cet égard toute liberté. Fouilles intéressantes cette fois. Une soixantaine de cadavres, proclama, le 19 mai, le *Réveil du Peuple*. Le chiffre seul resta, et l'on négligea l'observation prudente faite à la même date par le *Rappel* : « Il est vraisemblable que le terrain sur lequel l'église a été bâtie avait été d'abord un cimetière. L'état des ossements prouve que la mort remonte à une date fort éloignée. » Semblable doute n'embarrassa pas ceux qui voulaient être convaincus. Protot vint à Notre-Dame-des-Victoires comme à l'Assomption, au nom de la justice révolutionnaire. Dans la matinée du 18, les organisateurs de la pièce exposèrent, sur le seuil de l'église, reliques laïcisées, quelques ossements arrachés au sol et, présentèrent — de loin — comme la tête d'une jeune fille assassinée récemment, la tête en cire de sainte Valérie.

Si suggestive que puisse sembler cette série de couvents, d'églises ayant eu à subir des perquisitions, si longue qu'apparaisse l'énumération que j'ai donnée des prêtres, des religieux arrêtés sous la Commune, l'une et l'autre listes sont nettement insuffisantes.

A côté des édifices qu'illustrèrent des fouilles solennelles, de nombreuses églises furent, par application du décret communal, l'objet d'*enquêtes* rigoureuses. Explorée le 13 avril, l'église Saint-Leu, puis, dans la seconde quinzaine de mai, la Trinité et Notre-Dame-des-Champs faillirent connaître elles aussi les honneurs d'une dangereuse publicité. Avant même en effet que fût éventré le caveau de Saint-Laurent, il y eut à Saint-Leu des recherches poussées fort loin. Le 16 avril, Babick écrivait cette note caractéristique (1) : « Prière à la commission cantonale du 1^{er} arrondissement d'autoriser le citoyen R. à faire fermer par son plombier le cercueil de son beau-frère ainsi que celui de la citoyenne B., *qui ont été ouverts cette nuit, dans la perquisition faite dans l'église Saint-Leu* », et le docteur Pillot signait l'autorisation requise. Les travaux

(1) Document inédit. Dossier concernant Babick. Ministère de la guerre.

macabres n'aboutirent à aucun résultat. Mais l'église fut fermée après avoir été pillée à ce point que, le 16 mai suivant, pour se couvrir, Salin, commissaire de police du quartier, requit l'huissier Réby de constater les dégâts et d'apposer des scellés (1). — Quant à la Trinité, elle fut signalée par le *Cri du Peuple*, le 22 mai, cinq jours après une perquisition qu'effectua Lacroix, secrétaire de Le Moussu, comme recélant « treize cadavres de femmes ». Et le *Vengeur* en imagina cent cinquante, le 20 mai, pour Notre-Dame-des-Champs. Au milieu de tant d'autres, ces *découvertes* passèrent inaperçues.

Dans l'intervalle, l'église Saint-Eloi envahie, fouillée, interdite au culte. Et la fermeture de Saint-Roch également opérée, après un pillage si scandaleux que la délégation de la guerre prit sur elle de faire arrêter le secrétaire de Le Moussu. Il en résulta entre l'autorité militaire et le représentant de l'ex-Préfecture un grave conflit, constaté par le colonel Bourgeois dans ce rapport adressé le 20 avril au chef d'état-major (2).

Ce matin, je vous ai dit que j'avais exécuté moi-même l'ordre de l'arrestation du citoyen Nepveu; secrétaire du commissaire de police Le Moussu, pour avoir dévalisé l'église Saint-Roch. Ledit commissaire est venu ce soir, vers trois heures, avec un ordre d'arrestation du citoyen Rigault pour moi (arrestation arbitraire). Je m'y suis refusé, naturellement. Je fus couché en joue par le commissaire. Je lui fit observer que j'agissais avec un ordre bien en règle et que, moi-même, je pourrais bien le garder prisonnier.

Et d'autres églises encore, violées, fermées de semblable façon. Saint-Médard, Saint-Jacques-du-Haut-Pas, Saint-Pierre-de-Montmartre, Saint-Merri, la Madeleine. Dans la plupart des édifices, les objets du culte enlevés avec le contenu des tronc, puis le tout réparti entre l'ex-Préfecture, la Caisse des dépôts et consignations (3) et la Monnaie. Trois

(1) Dossier concernant Réby.

(2) *Document inédit*. Dossier concernant Bourgeois. Ministère de la guerre. Voir aussi Cluseret, *op. cit.*, t. I^{er} p. 233 et s.

(3) « Je soussigné, caissier général de la Caisse des dépôts et consignations, reconnais avoir reçu de M. Lacroix fils, secrétaire de M. Le Moussu, commissaire aux délégations judiciaires, la somme de 3.553 fr. 50 saisie aux églises Clignancourt, Saint-Vincent-de-Paul, Saint-Roch, et au domicile du sieur Berthaud (*sic*) curé de Montmartre. Cette somme était

perquisitions effectuées, en avril et en mai, à Notre-Dame (1), son trésor menacé d'une saisie (2). Notre-Dame-de-la-Croix à Ménilmontant, puis Saint-Ambroise, Saint-Séverin, Saint-Nicolas-des-Champs, Saint-Michel-des-Batignolles, Saint-Christophe, Saint-Bernard-de-la-Chapelle, la Trinité, érigés en clubs (3).

D'autre part, un nombre considérable d'ecclésiastiques restaient écroués. Les contemporains et les journaux de l'époque évaluent à deux cents les arrestations opérées du 1^{er} au 20 avril. L'ex-Préfecture n'usa pas, au cours des semaines suivantes, d'une plus grande clémence. Et, parmi ces prêtres, une minorité seulement recouvra, avant la fin de la guerre, sa liberté.

M^{gr} Darboy et l'abbé Lagarde, les Jésuites de la rue des Postes, l'abbé Crozes, le Père Allard furent transférés à Mazas en même temps que le président Bonjean, le 6 avril. L'abbé Deguerry, M^{gr} Surat, les Jésuites de la rue de Sèvres, le 13 du même mois. Le changement soulignait l'intention de la Commune de garder ses prisonniers.

A Mazas, l'archevêque, atteint d'une maladie de cœur, bénéficia d'une mesure de faveur spéciale. Il lui fut attribué une cellule de malade (1^{re} division, n° 24). Le hamac y était

contenue dans trois sacs scellés et ouverts par nous, délégué à la Caisse. — Paris, le 10 mai 1871. » Signature illisible. (*Document inédit*. Dossier concernant Le Moussu. Ministère de la guerre.) — Maxime Du Camp (*op. cit.*, t. IV, p. 347 et s.) a publié le *procès-verbal des fouilles exécutées à Notre-Dame-des-Victoires*, énumérant les objets saisis.

(1) L'une des opérations avait été pratiquée par Gausseron, alors commissaire de police du quartier de la Sorbonne, et l'un de ses collègues, à qui il écrivait le 15 avril 1871 : « Vous savez... que j'attends toujours une copie de notre inventaire à Notre-Dame. » (Dossier concernant Gausseron. Ministère de la guerre.)

(2) Dans le *Mot d'Ordre* du 14 avril, Rochefort, cédant à l'occasion de lancer une nouvelle boutade, tenta de provoquer cette saisie. « Notre croyance éternelle sera que Jésus-Christ étant né dans une étable, le seul trésor que Notre-Dame doit posséder dans sa trésorerie, c'est une botte de paille. »

(3) Il semble que seuls les édifices consacrés au culte catholique aient été l'objet de ces mesures. Cependant, le 18 mai, le membre de la Commune J.-B. Clément transmet cet ordre à Nepveu. « Veuillez demain matin vous présenter à l'école protestante de la rue Burcq, y interdire au nom de la Révolution nouvelle les prières, les offices, les messes du dimanche et les sermons. Voyez si vous devez opérer une saisie et faire inventaire, et rendez-nous compte de ce que vous aurez fait. » (*Document inédit*, classé à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.)

remplacé par un lit de fer. Mais le prélat resta au régime du secret le plus absolu jusqu'au 12 avril. Sur l'intervention de Cluseret, Washburne put le visiter à partir du 23.

Dans ses mémoires, Cluseret fait part de la mauvaise grâce que mit Rigault à ordonner la levée du secret. On le croit sans peine. Cependant, en toute justice, le délégué à l'ex-Préfecture pouvait tenir compte à l'archevêque de la docilité entière qu'il avait manifestée. Dès les premiers jours M^{sr} Darboy s'était révélé, entre les mains de ses geôliers, comme le plus maniable des instruments. Il avait, le lendemain de son arrivée à Mazas, reçu la visite de Gaston Da Costa. Celui-ci se présentait moins pour un interrogatoire qu'en vue de suggestions très particulières. Voici comment Da Costa, entendu par un officier rapporteur, raconta plus tard l'incident (1).

Quand Raoul Rigault s'est occupé... des moyens à prendre pour faire un échange de prisonniers (on proposait M^{sr} Darboy et M. Deguerry contre Blanqui), je suis allé à leur insu à la Préfecture de police voir M. Deguerry, et à Mazas voir M^{sr} Darboy pour les engager à écrire à M. Thiers, afin d'obtenir une pacification et d'empêcher qu'on fusillât les prisonniers faits par les troupes de Versailles. M. Deguerry a immédiatement écrit cette lettre. Quant à M^{sr} Darboy, il m'a remis au lendemain. Je suis retourné le voir. Il avait écrit sa lettre. J'en ai parlé à Rigault qui a laissé cette affaire en suspens pendant deux ou trois jours, puis il m'a chargé du soin de faire porter les lettres à Versailles, ce que j'ai fait par l'intermédiaire de M. Bertaux, curé de Montmartre, que j'ai laissé libre à son retour à Paris.

Quelques années après, l'ancien collaborateur de Rigault a rectifié ce récit (2). Da Costa n'avait point agi spontanément. La démarche avait été décidée au cours d'une « conférence tenue, le 6 avril, dans le bureau du délégué à l'ex-Préfecture ». Il semble en outre qu'à ce moment déjà l'on ait envisagé une intervention posant le principe d'un échange de prisonniers.

(1) *Document inédit*. Dossier concernant Gaston Da Costa, Ministère de la guerre.

(2) Gaston Da Costa, *La Commune vécue*, t. I^{er}, p. 411 et s.

Dans les lettres de l'abbé Deguerry et de M^{sr} Darboy en date du 7 et du 8 avril, rien ne laissait entrevoir cette dernière préoccupation. L'une et l'autre portaient exclusivement sur l'exécution de fédérés faits prisonniers. Elles ont été maintes fois reproduites. Il apparaît bien que leurs termes étaient irréprochables. Mais après tant d'années, on perçoit encore l'inopportunité du geste. De toute évidence, il était fatal que le gouvernement de Versailles jugeât les lettres imposées, sinon dictées. Il ne pouvait manquer de retenir la simultanéité des interventions. Il devait rapprocher les post-scriptum, où les rédacteurs, employant des formules presque identiques, déclaraient agir « en dehors de toute pression ». Ajoutons à cela les indiscretions de la presse parisienne, l'*Affranchi* du 13 avril publiant les deux lettres, l'idée proclamée que l'archevêque avait flétri la cruauté de l'armée régulière.

Atmosphère fâcheuse pour les négociations véritables, engagées vers le même instant.

Le 13 avril, au moment où, porteur des deux missives, l'abbé Bertaux arrivait à Versailles, parvenait de son côté dans cette ville l'abbé Lagarde à qui avait été confiée une lettre singulièrement plus importante de l'archevêque. Elle avait été inspirée à M^{sr} Darboy par Benjamin Flotte, au cours de deux entrevues, le 9 et le 10 avril. C'était la pensée persistante de Rigault que le vieux compagnon de Blanqui s'était efforcé de réaliser. Après une courte hésitation, le prélat n'avait pas refusé son concours.

Cette seconde lettre, datée du 12, parlait nettement d'échange. Elle faisait connaître la proposition de l'ex-Préfecture. Pour que Blanqui sortît de sa prison, la Commune était prête à libérer cinq otages : l'archevêque, sa sœur, l'abbé Deguerry, l'abbé Lagarde, le président Bonjean. A l'idée s'associait le prêtre : « L'opinion, concluait-il, ne comprendrait peut-être pas un refus. »

Il ne m'appartient pas de retracer ici l'histoire de négociations engagées d'une façon aussi malencontreuse. Des deux côtés de la barricade, les phases en ont été décrites (1).

(1) Sous le titre *Une page d'histoire*, le *Journal officiel* de la Commune du 27 avril a fait le récit de ces négociations et publié un certain nombre

Aucun document, semble-t-il, n'a échappé à la discussion. Il me suffit de rappeler le mécontentement manifesté par Thiers à la lecture des lettres apportées par l'abbé Bertaux, et qu'il exprima dans sa réponse du 14 avril à l'archevêque (1) ; l'irritation de Raoul Rigault, apprenant le premier échec, laissant toutefois en liberté le curé de Montmartre, ainsi qu'il s'y était engagé ; et les démarches poursuivies par l'abbé Lagarde, dans des circonstances chaque jour plus défavorables.

Certes, il serait impossible de soutenir que, sans l'intempestive protestation concernant les prisonniers de guerre, Thiers eût favorablement accueilli l'offre d'échange. Le chef du gouvernement n'était pas homme à subordonner ses projets au salut de quelques-uns de ses concitoyens, même des plus notables. Du moins eût-il été gêné dans l'expression de son avis et peut-être les débats de la commission des Quinze auraient-ils pu faire surgir une pensée conciliatrice.

Libéré de tout scrupule, Thiers garda Blanqui, et, sans plus hésiter, sacrifia l'archevêque. Car il ne pouvait se dissimuler que le prélat, abandonné, restait à la merci de la passion populaire. En vain, pour sa défense, Thiers, recevant Flotte, déclarera qu'il lui est impossible de rendre à l'insurrection un chef redoutable. Partisans et adversaires de la Commune ont été d'accord pour reconnaître la pauvreté de l'argument (2). Dans la seconde quinzaine d'avril, la libération de Blanqui n'aurait point sauvé le gouvernement de l'Hôtel de ville. Ce n'est pas sa présence qui eût transformé la situation militaire, et, à l'intérieur de la capitale, rétabli la confiance et l'unité (3).

de documents. Il y a lieu de consulter en outre l'ouvrage de B. Flotte, *Blanqui et les otages en 1871*, la *Commune vécue* de G. Da Costa, t. I^{er}, p. 411 et s., la brochure de Washburne, *Account of the sufferings and death of the most Rev. George Darboy, late archbishop of Paris*, publiée en 1873 à New-York par l'Union catholique, les pages curieuses consacrées par Gustave Gautherot à la réhabilitation de l'abbé Lagarde (*L'échange des otages. Thiers et M^{sr} Darboy*). — Voir également les journaux de l'époque, entre autres le *Temps* du 19 avril, l'*Univers* et le *Cri du Peuple* du 23, le *Petit Moniteur universel* du 1^{er} mai, etc...

(1) Cette lettre fut également publiée par l'*Affranchi* (numéro du 20 avril).

(2) Voir notamment l'opinion qu'ont exprimée Lepelletier, *op. cit.* t. III, p. 62, et Emile Ollivier, *L'Eglise et l'Etat au Concile du Vatican*.

(3) M^{sr} Darboy exposa fort bien cette situation à Thiers dans un mémorandum du 10 mai, remis à ce dernier par M^{sr} Chigi : « La résistance de Paris est une résistance entièrement militaire et la présence de

Sans aller jusqu'à prétendre, comme l'ont fait certains, qu'en réalité Thiers souhaitait le meurtre de l'archevêque pour réprimer plus sévèrement la sédition, il faut chercher dans le caractère du chef de l'Etat le secret de son refus opiniâtre. « Manque de cœur », s'écrièrent M^r Darboy et l'abbé Deguerry, devant une telle indifférence. Orgueil surtout et volonté tenace, qui ne s'accommodaient pas des concessions. Thiers ne s'imaginait point qu'il pût, après avoir, le 18 mars, rompu par la retraite tout contact avec l'insurrection triomphante, et réuni à Versailles une armée contre Paris, traiter en pleine force avec un adversaire maintenant affaibli. Il n'oubliait pas assez son humiliation des premiers jours pour écouter conciliateurs ou négociateurs. Dans son entourage au surplus, il trouvait une même mentalité. Dufaure, un juriste plus sensible à la force des lois qu'aux subtilités du sentiment. Jules Favre, pénétré des erreurs par lui commises lors de la discussion de l'armistice avec les Prussiens, voulant les racheter par une fermeté accrue. Jules Simon, convaincu que les otages étaient en sécurité. Les autres ministres, gent moutonnaire. Les Quinze, exprimant la pensée d'une Assemblée nationale, elle aussi blessée dans son amour-propre et dont tous les principes s'opposaient à ceux d'un Paris bouleversé par sa fureur patriotique, ardemment républicain, voltairien d'esprit.

C'est par là qu'il faut comprendre l'attitude de Thiers et de ses conseillers. Le reste n'est qu'imagination ou parti pris.

Une remarque confirme notre opinion. A la proposition d'échange, le chef du pouvoir exécutif ne répondit pas de suite par un refus formel dont la brutalité eût risqué d'entraîner la mort immédiate de l'archevêque (1). Il adopta la méthode de l'atermolement, pensant tout à la fois ajourner

M. Blanqui n'y pourrait rien ajouter. Les idées politiques et sociales que représente la Commune ne sont pas en elles-mêmes, ni dans leur application, celles de M. Blanqui. S'il venait à s'associer lui-même à la Commune, il ne serait pas un lien d'union entre les membres qui la composent, mais plutôt un nouvel élément de discorde... »

(1) Ce fut pour sauvegarder d'autre part les otages dans une certaine mesure, que Thiers autorisa, au mois de mai, la sœur de Blanqui à voir le détenu du fort du Taureau.

pour les otages le péril, et parfaire ses préparatifs militaires. Le jeudi 13 et le 14 avril, Thiers, recevant l'abbé Lagarde, s'était réservé. Le samedi 15, il ne dissimula pas au négociateur « qu'à l'unanimité ses conseils avaient été d'avis de refuser l'échange ». Cependant il le pria d'attendre deux jours la réponse définitive. Le surlendemain, ce fut Barthélemy-Saint-Hilaire qui reçut l'abbé. Le collaborateur du chef de l'Etat annonça que celui-ci « n'était pas encore en mesure de donner sa réponse ». L'abbé Lagarde devait « laisser son adresse afin qu'on sût où le prendre au besoin ».

Brusquement, le 23 avril, la situation se modifia. Le *Cri du Peuple* venait de publier un article de Casimir Bouis, qui, en termes violents, commentait l'absence prolongée du vicaire général, la violation du serment par lui prêté de revenir en tout état de cause à Paris, la complicité de Thiers. Il annonçait la publication des textes en sa possession. Dans sa crainte d'être compromis, le gouvernement de Versailles résolut de ne plus différer sa réponse. Jules Simon invita l'abbé Lagarde à regagner la capitale et lui remit, pour l'archevêque, un pli cacheté.

Mais ces pourparlers étaient voués à la confusion. La lettre une fois rédigée par Thiers, ce fut l'abbé Lagarde qui se déroba, faisant succéder à celle du gouvernement sa propre responsabilité. Il invoqua le souci de son honneur et les nécessités de la situation. Il ne pouvait accepter un pli fermé. Son retour, affirmait-il, la réception d'une lettre dont il ignorait le contenu engendreraient des représailles dont seraient victimes les otages. Mieux valait attendre les résultats de démarches qu'il avait entreprises pour le salut des prisonniers. Délibérément, malgré les objurgations répétées de son archevêque, malgré le désaveu des ministres, malgré les flétrissures imprimées par la presse parisienne, le grand vicaire Lagarde persista dans son attitude. Il se refusa à quitter Versailles.

Aussi bien, avec ou sans la lettre de Thiers, les négociations avaient échoué. Il ne suffit pas, pour les reprendre, de quelques démarches entre temps ébauchées par Cernuschi, s'efforçant de sauver Chaudey, par Washburne, intermé-

diaire entre les négociateurs, par le nonce du pape, M^{sr} Favius Chigi, qui remit à Thiers un memorandum de l'archevêque, par Benjamin Flotte, offrant cette fois, sans plus de résultats, la libération de tous les otages.

Les tentatives effectuées à Paris pour obtenir du gouvernement de la Commune la mise en liberté, définitive ou provisoire, de ses prisonniers, demeuraient à plus forte raison stériles. Deux pasteurs du culte réformé, de Pressensé, Guillaume Edmond, protestèrent inutilement contre la détention des prêtres catholiques. De toutes parts il y eut de courageuses, mais vaines initiatives. Un journaliste — le comte de Montferrier — et l'abbé Féron intercédèrent auprès de Rigault en faveur de l'archevêque. Plou songea à obtenir la libération sous caution des ecclésiastiques. L'abbé Douvain, le baron de Holstein, Washburne eurent l'idée plus heureuse d'intéresser Cluseret au sort du prélat. Et l'action personnelle du délégué à la guerre obtint tout au moins que M^{sr} Darboy pût recevoir certaines visites, puis contribua à la libération de la sœur du prêtre. Cluseret compromis et arrêté, s'évanouit l'espoir suprême des amis de l'archevêché (1). Le général de Fabrice, qui commandait l'armée allemande d'occupation, fut trop tard sollicité d'intervenir. Le succès de son entreprise eût d'ailleurs été fort douteux. D'avance Rochefort, prévenu de l'éventualité, avait dicté à l'Hôtel de ville sa réponse (2).

Que le sieur de Fabrice nous restitue d'abord Blanqui, prisonnier de M. Thiers, et peut-être alors lui rendrons-nous Darboy, prisonnier de la Commune... Il suffirait qu'un Prussien, probablement d'accord avec les fuyards de Versailles, réclamât l'élargissement du sénateur, grand aumônier de l'empereur, archevêque Darboy, pour que nous engageassions la Commune à donner à sa cellule un tour de clé de plus...

Loin de s'améliorer, la situation des otages s'était aggravée avec l'échec des négociations.

(1) Des projets d'évasion avaient été également conçus, mais ils offraient peu de chances de succès.

(2) *Mot d'Ordre* du 2 mai.

Au cours des semaines précédentes, les prisonniers avaient pu se promener ensemble dans le préau de Mazas, et les permis de communiquer avaient été largement distribués. Après Washburne et son secrétaire Mac-Kean, venus régulièrement, Etienne Plou avait apporté à l'archevêque, au mois de mai, l'appui d'un dévouement sincère. L'agent d'affaires avait proposé ses bons offices, en raison de ses connaissances juridiques et de son expérience, des relations aussi qu'il entretenait avec Charles Beslay. A maintes reprises il avait fait des démarches pour M^{sr} Darboy et le clergé, servi d'intermédiaire entre les détenus et l'abbé Lagarde, Washburne, le bâtonnier Rousse. Il s'était dépensé aussi en faveur de M^{lle} Darboy, gagnant pour elle la bienveillance de Protot et du juge d'instruction Moiré, collaborant tout autant que Cluseret et le général Dombrowski à la libération de sa cliente. — Les portes de Mazas s'étaient ouvertes devant d'autres visiteurs. Le correspondant du *Times* avait commencé l'enquête que lui permettait la singulière confiance de la Commune. Avant de parcourir les couvents de la rue de Picpus, il était allé voir l'archevêque, les religieux dans leur prison (1). Puis s'était présenté sir Narkot, délégué du lord-maire de Londres, qui distribuait à Paris des dons anglais. Le lendemain, un correspondant de la *Vérité*, accompagné de Garreau et de l'inspecteur général Michel (2).

Les événements de la première quinzaine de mai modifièrent profondément cet état de choses. A l'Hôtel de ville, le parti des jacobins l'emportait. Le comité de salut public s'était constitué. Rigault avait pris le titre de procureur de la Commune. En même temps s'avérait la volonté de Versailles de refuser l'échange.

Les otages furent remis au secret. Ils perdirent l'usage en commun du préau. Et, en bloc, les anciens permis de communiquer furent supprimés. Pour en recevoir de nouveaux du procureur de la Commune, il fallut la situation spéciale de Washburne ou la diplomatie de Plou, qui fit valoir sa

(1) Le *Français* du 7 mai souligna la faveur dont jouissait le correspondant du *Times*.

(2) *Vérité* du 13 mai.

qualité de défenseur. Au même titre, M^e Rousse eut l'autorisation de visiter M^{sr} Darboy, l'abbé Deguerry et le P. Caubert. Il ne l'obtint pas du délégué à la justice, qui lui avoua son impuissance, mais du procureur Rigault, le 20 mai, au cours d'une entrevue rapportée dans les *Lettres à un ami* (1).

Quelque inquiétude en effet que lui causât, en raison de son état de santé, l'idée d'une comparution devant le jury révolutionnaire, M^{sr} Darboy avait dû songer à sa défense. Le président Bonjean présenterait des observations générales, communes à tous les otages. Mais son compagnon de captivité lui avait fait remarquer fort justement qu'il aurait surtout à plaider sa propre cause. L'archevêque désirait s'en remettre personnellement à la parole de Plou, précisant qu'avec ce dernier, il s'était « parfaitement entendu ». Cependant l'homme d'affaires, qui devait défendre également les autres ecclésiastiques, jugeait indispensable le concours d'un membre du barreau. Le 19 mai, il s'était présenté chez le bâtonnier, le priant de prendre en main les intérêts de M^{sr} Darboy et du curé de la Madeleine.

M^e Rousse, semble-t-il, formula des réserves (2). Elles se rapportaient sans doute à des divergences d'opinion, en ce qui concernait l'archevêque, et aux principes de prudence arrêtés, dans une réunion, par les avocats à la cour d'appel (3). Le bâtonnier toutefois se laissa convaincre. Il vit à Mazas, dans leurs cellules, les prisonniers, M^{sr} Darboy « couché tout habillé, les moustaches et la barbe longues, coiffé d'un bonnet noir, vêtu d'une soutanelle usée..., les traits altérés, le teint très pâle... », l'abbé Deguerry « maigri..., sa barbe et sa moustache blanches se détachant sur son teint rouge et sur ses grands traits qu'encadraient les restes de sa plantureuse chevelure (4) ».

Ce jour-là, le samedi 20 mai, furent arrêtés les points

(1) Edmond Rousse. *Lettres à un ami*, p. 320 et s.

(2) Mémoire de M^{lle} O., publié par Gautherot, *op. cit.* p. 74, n. 2. — Plou avait également dû insister auprès de M^{sr} Darboy pour que celui-ci acceptât les bons offices du bâtonnier.

(3) Voir ci-dessus, chapitre V.

(4) Edmond Rousse. *Lettres à un ami*, p. 324 et s.

essentiels des plaidoiries. En partant, le bâtonnier annonça son intention de revenir le mardi suivant.

Le dimanche, ce fut Plou qui vint passer quelques instants avec les prêtres. — Dernière visite reçue par les otages : Les troupes versaillaises entraient le lendemain dans Paris, et l'heure de l'exécution sonna avant celle du jugement.

La Commune aurait trouvé matière à des poursuites plus opportunes, si elle avait su se défendre contre les complots qui chaque jour menaçaient son existence. Aucun régime n'en connut à l'égal de ce gouvernement populaire. Le fait ne saurait nous étonner. La surprise du premier moment passée, qui avait laissé des doutes sur l'issue du conflit, la victoire de Versailles s'affirmait de jour en jour. Fatalement de telles circonstances devaient, à l'extérieur, favoriser l'audace, à l'intérieur, susciter les intrigues et la trahison.

Selon le mot de Dalsème (1), nombre de gens considéraient en Paris « moins une capitale en révolte qu'un simple objet de spéculation ». Le gouvernement de Thiers n'avait garde de décourager cet état d'esprit. Il recevait volontiers les offres des espions. Ceux-ci d'ailleurs, qui parfois s'employaient aussi à servir la Commune, touchaient souvent de plusieurs administrations versaillaises. « 5000 fr. pour acheter une porte ! raconte Dalsème avec humour. Et le préfet de police payait. — 10.000 fr. pour acheter un bataillon ! Et le service de la guerre payait. — 3.000 fr. pour acheter un homme ! Et le ministre de l'intérieur payait. »

A Paris, plusieurs salles de rédaction et les cafés des boulevards, en particulier le café de Suède, étaient les centres habituels des conspirateurs. De là s'étendait la toile. Elle enserrait dans ses mailles toute la Commune, moins redoutable encore par les résultats obtenus, car la multiplicité des complots les annihilait, que par l'atmosphère d'insécurité et de suspicion qui s'en dégageait. A l'Hôtel de ville s'observaient des fuites incessantes. Pas de délibération, de décision secrète qui ne fût aussitôt connue de Thiers. Des complots se tramèrent autour des délégués, de ceux de la guerre surtout,

(1) Dalsème, *Histoire des conspirations sous la Commune*, p. 29

de Bergeret, de Cluseret, de Rossel lui-même. On conspirait dans le sillage des généraux révolutionnaires, dans les bureaux comme dans les bastions. Près des portes également, aux alentours de Bicêtre où les agents versaillais s'efforçaient d'entrer en rapport avec les défenseurs de Paris, et de savoir ce qui se passait dans la capitale.

L'étude de ces machinations ferait aisément l'objet d'un travail particulier. Il suffira que j'en évoque les principales, que je précise à leur égard l'œuvre de la police et du parquet de la Commune.

Un certain nombre d'entre elles eurent pour auteurs de louches personnages, jouissant près des révolutionnaires de quelque crédit. J'ai cité, pour le temps du Comité central, Charles Lullier. Arrêté à la fin de mars, et plus encore brûlé, — car il s'évada pour être repris et s'enfuir à nouveau, — ce condottiere n'en joua pas moins jusqu'au bout le plus suspect des rôles, qu'il devait revendiquer devant le 3^e conseil de guerre. L'impunité dont il bénéficia sous la Commune établit à elle seule l'insuffisance de l'ex-Préfecture. Recouvrant sa liberté, il ne chercha point l'ombre silencieuse. En plein soleil continuèrent à s'étaler son orgueil et son esprit d'intrigue. Les journaux annoncèrent simultanément son évasion du début d'avril et sa lettre à Rochefort où il déclarait qu'il se promenait sur les boulevards avec trois revolvers en poche et « accompagné de deux cents hommes déterminés » (1). — Vantardise sans doute, mais révélant un caractère audacieux. Dans les époques troublées de tels hommes ne peuvent se résigner à demeurer passifs.

En fait, Lullier ne cessa de comploter et de provoquer, contre la Commune, la trahison. Autour de lui se rallièrent des aventuriers de toutes sortes. Il semble qu'à un certain moment l'ancien officier de marine ait conçu l'idée risible d'employer la flotte de la Commune et ses matelots. « Le 12 mai, écrivait dans un rapport curieux Landowski, *commissaire central de la navigation et des ports*, j'ai fait comparaître devant moi le nommé A., Hippolyte-Noël, ... pour

(1) *Soir* du 5 avril.

avoir été vu autour des canonnières du Point-du-Jour, et porteur d'un chassepot pris sur l'une d'elles, avec lequel il allait, en compagnie de marins, soi-disant en reconnaissance. Les allures de cet homme, *sa conversation dans laquelle le nom de Lullier a été prononcé*, son costume civil concordant avec l'entreprise qu'il méditait à pareille heure (il était neuf heures du soir), toutes ces circonstances ont provoqué les soupçons et amené l'arrestation de ce jeune homme (1)... »

Mais les projets de Lullier groupèrent des personnalités autrement importantes, dont l'activité constitua pour la Commune un péril grave. Dans les premiers jours de mai, un sieur Camus, ingénieur, le mit en relation avec un agent de Versailles fort remuant, le baron Pierre Duthil de la Tuque.

La conspiration intéressait deux autres intriguants, à qui leur situation avait assuré des intelligences dans la place, Raoul du Bisson, ancien général du roi Ferdinand II de Naples, puis commandant du 25^e bataillon de la garde nationale, l'un des fondateurs du Comité fédéral républicain qui fusionna avec le Comité central, promu, le 21 mars, chef d'état-major, et Ganier d'Abin, successivement généralissime des troupes du roi de Siam et commandant de Montmartre, pour la Commune. Ces ex-généraux, qu'un passé également équivoque rapprochait de Lullier, avaient été comme lui, à la fin de mars, privés de leur titre et de la confiance de l'Hôtel de ville. Tous trois étaient faits pour s'entendre et pour trahir. Versailles remit des fonds dont Lullier, de son propre aveu, accepta une partie en acompte (30.000 fr.).

L'ex-Préfecture soupçonna les agissements de la bande. « Pour le chef de cabinet », Virtely adressa au commissaire de police du quartier de l'Europe la note suivante (2) :

« Les nommés Baron Dutil (*sic*) et Verondas (complice et insulteur de la Commune) sont signalés comme se livrant à des manœuvres en faveur de l'ennemi. Prière de faire contrôler ces renseignements, d'informer sur les individus

(1) *Document inédit*. Dossier concernant Landowski. Ministère de la guerre.

(2) *Document inédit*, classé aux Archives de la Préfecture de police.

dont s'agit, de les surveiller s'il y a lieu, et de fournir rapport le plus tôt possible. » Cependant, à l'égard d'aucun des conspirateurs les autorités communales ne purent ou ne voulurent exercer de poursuites. Le complot s'éternisa, sans répression comme sans résultat bien net. Entendu lors des poursuites exercées contre Lullier, le baron Duthil n'en devait pas moins soutenir que ses manœuvres avaient déterminé, le 23 mai, l'abandon des Batignolles et de Montmartre par les troupes fédérales (1).

Versailles eut des agents plus équivoques encore. Parmi eux doit être rangé Barral de Montaud, se disant ancien lieutenant-colonel au corps d'Alsace-Lorraine. Barral de Montaud se défendit plus tard d'avoir fait œuvre de trahison ou d'espionnage. Sa lettre du 28 août 1871, adressée à la presse, un mémoire présenté à la commission d'enquête de l'Assemblée nationale et publié sous le titre *Notes journalières sur l'état de Paris durant la Commune* constituent de véritables plaidoiries, j'allais dire des panégyriques éhontés. L'auteur, qui déclare être « parti de Versailles par ordre écrit, scellé et signé de M. Barthélemy-Saint-Hilaire, et porteur d'un laissez-passer officiel du maréchal Mac-Mahon », se targue de la « mission précise » par lui remplie à Paris, dont « rien ne ressemble à une trahison ».

Le président du 3^e conseil de guerre, l'interrogeant à l'occasion des poursuites exercées contre Urbain, n'en releva pas moins « la position assez fausse » dans laquelle s'était trouvé ce singulier témoin. Euphémisme dissimulant un jugement plus net. Barral de Montaud ne se borna point à empêcher, comme il l'a prétendu, des pillages et des destructions, à favoriser le départ de réfractaires. A sa *mission spéciale*, il donna toute l'étendue que comporte le mot. Il fut un espion et, ce qui est pis, un agent provocateur. Sa tâche s'était

(1) En ce qui concerne les agissements du baron Duthil de la Tuque et de ses affiliés, j'ai trouvé des renseignements utiles dans le dossier des poursuites exercées contre Lullier (classé au Ministère de la guerre), dans le compte rendu des débats devant le 3^e conseil de guerre. — *L'Histoire des complots sous la Commune*, de Dalsème, comporte les plus expresses réserves, comme l'ouvrage de Jules de Gastyne, *Mémoires secrets du Comité central et de la Commune*, également consacré aux intrigues de la capitale.

trouvée simplifiée par la confiance qu'à Paris il avait su acquérir. Le fait ne lui donne pas droit, j'imagine, au bénéfice des circonstances atténuantes.

Barral de Montaud eut ses entrées au Ministère de la guerre et obtint de Cluseret sa nomination de chef d'état-major de la 7^e légion. Par là, il opéra dans le 7^e arrondissement, auprès de la municipalité dont il contrôla les actes. Ses relations avec un des membres de la Commune qui représentaient cet arrondissement, Urbain, eurent des conséquences tragiques. Sur cet ancien maître d'école, il exerçait une vive influence. On a soutenu que cette amitié s'était trouvée scellée par les communes faveurs de la dame Leroy. Entre les mains du chef d'état-major, le calme Urbain devint en tout cas bientôt un mouton enragé. Urbain, je l'ai dit, en dénonçant, le 17 mai, le meurtre d'une ambulancière, fit rebondir le drame des otages. Mais celui qui avait suscité le rapport lu à l'Hôtel de ville, celui qui provoqua l'intervention du membre de la Commune, ce fut Barral de Montaud. Voici comment, devant le 3^e conseil de guerre, il en fit l'impudique aveu. « J'avais donné un jour des laissez-passer à un médecin, à des aides, pour aller relever des morts. Ils me rapportèrent que plusieurs fois ils avaient été assaillis par des balles, et que La Cécilia leur avait raconté le meurtre d'une ambulancière. *Je demandai un rapport qui fut porté à Urbain...* »

Dissimulé sous son masque, Barral de Montaud ne fut point inquiété sous la Commune. L'ex-Préfecture ignore, semble-t-il, le but de ses agissements.

Arronsohn eut une moins bonne fortune. Son double jeu lui fit courir quelques risques.

Comme d'autres, un de ces reîtres internationaux que fait jaillir le choc des armes. Il avait été chef de corps franc pendant la guerre contre l'Allemagne, et nommé lieutenant-colonel. Mais il n'avait pu faire confirmer son grade. Après le 18 mars, il s'était associé à Crémier pour sauver le général Chanzy. Entremise intéressée, qui ne fut que prétexte à marchandage, Arronsohn ayant conçu le dessein d'obtenir ainsi sa réintégration dans l'armée. Cette satisfaction lui fut refusée. Alors il pensa que la guerre civile lui procurerait des

avantages et, pour plus de sûreté, offrit ses bons offices aux deux partis.

Du côté de la Commune, ce fut Cluseret qu'il tâta lui également, puis, par l'intermédiaire de ce dernier, Protot et Cournet. Il prit les révolutionnaires par leur faible, proposa son intervention en faveur de Blanqui, encouragea l'ambition du délégué à la guerre. En même temps il gardait les contacts avec le ministre de l'intérieur à Versailles, soucieux de triompher, à l'heure suprême, auprès du vainqueur. La disgrâce cependant de Cluseret fit échouer un projet aussi habile. Arronsohn fut arrêté sur l'ordre de Rossel, conduit à Mazas. Les risques du métier ne prenaient point l'aventurier sans vert. Il sortit de sa poche un passeport autrichien, délivré au nom d'Arnold Gutmacher, qui lui ouvrit les portes de sa cellule. Cette émotion toutefois lui suffit. Il quitta la capitale.

Le gouvernement de Thiers conservait d'ailleurs à Paris un nombre suffisant d'agents moins audacieux, mais plus sûrs. Le docteur Troncin-Dumersan, ex-directeur des Bouffes, ex-commandant de la garde nationale, l'homme de confiance du chef du pouvoir exécutif, que couvrait une vague mission auprès des chancelleries étrangères. D'anciens officiers, réunissant dans quelques quartiers les adversaires du régime communal, pour seconder l'armée le jour où serait donné l'assaut : Le colonel Domalain pour le Luxembourg, le colonel Charpentier pour l'Opéra, les commandants Durouchoux et Gallimard pour le Palais-Bourbon et Popincourt, les officiers d'artillerie Roy et Frigerio pour Montmartre. Et le capitaine Piguiet, s'efforçant de rapatrier les artilleurs qui avaient cédé à l'entraînement du 18 mars, accepté de s'enrôler parmi les défenseurs de la Commune.

Toutes organisations ignorées de l'ex-Préfecture de police, du comité de salut public.

Il fallut, pour que fussent déjoués certains complots visant une caserne, les portes surtout de Paris, pour que fût révélée l'affaire dite *des brassards tricolores*, les imprudences désordonnées des conspirateurs, et des circonstances fortuites qui servirent la Commune.

Le projet assez singulier de livrer à Versailles la caserne

située place du Château-d'Eau fut conçu par un officier de la légion bretonne, Fonsèque. Ce dernier s'aboucha avec le sieur Picard qui en avait le commandement, et lui offrit 10.000 fr. Picard accepta une entrevue décisive. Mais, le jour convenu, fidèle au gouvernement de l'Hôtel de ville, il dénonça le tentateur. Des gardes arrêterent Fonsèque, et Coppens informa contre lui (1).

Plus séduisante apparaissait l'idée d'obtenir la libération d'un des accès de la capitale.

Le caporal de la garde nationale Boudard, ancien huissier, fut un des premiers à l'envisager. Son plan était approuvé de Versailles. Il s'appuyait sur la complicité de l'un de ses débiteurs, le colonel Laporte, qui commandait le secteur de Passy. Sous le prétexte d'une ronde de nuit dirigée par le colonel, la porte Dauphine serait ouverte. Derrière les conjurés pénétreraient les troupes assiégeantes. On fixa une date, la nuit du 3 au 4 mai. A cette époque cependant commençaient à courir les bruits de trahison. Les postes à l'ouest de Paris furent doublés, des ordres transmis, interdisant l'ouverture des portes. L'entreprise fut renvoyée à plus tard par ses organisateurs. Mais l'armée versaillaise n'avait pu être avisée de ce contretemps. Les troupes d'avant-garde avaient attendu jusqu'à minuit, dans le bois de Boulogne. Alors prévenues, elles s'étaient retirées. — Quelques jours plus tard, il se trouva que les hommes réunis par Boudard étaient en nombre insuffisant. Nouvel ajournement. De telles allées et venues finirent par appeler l'attention des autorités militaires. Les deux complices furent arrêtés, puis, faute de preuves décisives, mis en liberté provisoire. L'ancien huissier se le tint pour dit. Il gagna Versailles, laissant à d'autres le soin de poursuivre l'œuvre entreprise.

Ce fut vers Dombrowski et son entourage que les imitateurs de Boudard dirigèrent leurs efforts. Rien n'a démontré jusqu'à ce jour la trahison du célèbre général russe (2). Les

(1) Le dossier de Coppens contient une commission rogatoire adressée au commissaire de police du quartier Rochechouart aux fins de perquisition chez Fonsèque.

(2) Il semble toutefois que Dombrowski ait été lui-même l'objet de certaines sollicitations. Ernest Picard lui aurait fait des offres par l'inter-

accusations de l'amiral Saisset, de Vésinier et de Georges Veyssset ne sauraient suffire, quand les contredit la mort courageuse de Dombrowski, à la barricade de la rue Myrrha.

Par contre, l'état-major du général prêta certainement l'oreille aux offres qui lui furent faites. Le lieutenant-colonel de Beaufond, le capitaine Laroque, l'armateur Lasnier obtinrent d'un colonel fédéré, Stawinsky, l'ouverture d'une porte contre le versement d'une certaine somme. La surprise devait avoir lieu au cours de la nuit du 12 au 13 mai. Cette fois encore les négociations furent assez avancées pour que l'armée sortît de nouveau des baraquements de Courbevoie et guettât aux abords des glacis. Après quatre heures d'inutile attente, sans nouvelles, le maréchal de Mac-Mahon dut quitter son poste d'observation, entre les deux lacs du bois, près d'un cèdre, et donner l'ordre de retraite.

Les autorités communales avaient eu vent des tractations par un billet porté à leur connaissance. Elles avaient déjoué la tentative. Au même moment d'ailleurs, un hasard leur permettait d'arrêter plusieurs des conspirateurs, Lasnier entre autres.

La conviction, en effet, que les portes s'ouvriraient bientôt devant l'assiégeant était à ce point ancrée dans certains esprits que, dès les premiers jours de mai, il s'était fait de tous côtés à Paris des brassards tricolores. Vingt mille avaient été estampillés au timbre du ministère de la guerre de Versailles. Ces brassards devaient servir, le jour venu, de signe de ralliement au parti de l'ordre. Des conspirateurs en usaient déjà pour se reconnaître.

Une dame Legros dirigeait alors, rue des Terres-fortes, près de la Bastille, une des entreprises de confection. Elle négligeait de payer ses ouvrières. L'une d'elles, croyant travailler pour la Commune, s'avisa d'aller à l'Hôtel de ville réclamer son salaire. Quelques heures après, le 12 mai, une vingtaine de gardes nationaux, conduits par Delachapelle, commissaire central, envahissaient l'atelier. Ils firent main

médiaire de Bronislas Wolowski. Mais dans son ouvrage *Dombrowski et Versailles*, auquel s'est reporté Lepelletier, *op. cit.*, t. III, p. 388 et s., Wolowski affirme qu'il trouva le général « très éloigné de tout acte honteux ».

basse sur les brassards et sur une correspondance précisant des noms. L'opération put ainsi s'étendre. D'autres brassards furent saisis, notamment dans le sixième arrondissement. On arrêta, le lendemain matin, Lasnier à son domicile, rue de Maubeuge. Delachapelle, qui avait procédé à toute l'enquête, le conduisit à l'Hôtel de ville, où il subit un sévère interrogatoire. Le comité de salut public s'était saisi de l'affaire. Ce fut sur son ordre que Lasnier fut, le 17 mai, dirigé sur Mazas.

Commune de Paris

Comité

de

salut public

Paris, le 17 mai 1871.

Ordre est donné au citoyen Delachapelle, commissaire, de conduire à Mazas et mettre au secret le citoyen Lasnier, accusé de complot contre la sûreté de la Commune.

Le membre du comité,
A. BILLIORAY (1).

La découverte de ce complot souleva dans Paris la plus vive émotion. Du même coup l'Hôtel de ville apprenait que Versailles avait compté sur des trahisons pour franchir les portes, et les signes de ralliement lui dénonçaient l'imminence du péril.

L'incident d'ailleurs se produisait à une heure angoissante. Rossel venait d'annoncer, par une affiche d'un tour fâcheux, la chute du fort d'Issy.

Dans sa proclamation du 12 mai, le comité de salut public rapprocha les deux événements et en flétrit les héros.

... L'abandon du fort d'Issy, annoncé dans une affiche impie par le misérable qui l'a livré, n'était que le premier acte du drame : *une insurrection monarchique à l'intérieur, coïncidant avec la livraison d'une de nos portes*, devait le suivre et nous plonger au fond de l'abîme. Mais cette fois encore la victoire reste au droit. Tous les fils de la trame ténébreuse dans laquelle la Révo-

(1) *Document inédit.* Dossier concernant Billioray. Ministère de la guerre.

lution devait se trouver prise sont, à l'heure présente, entre nos mains. La plupart des coupables sont arrêtés. Si leur crime est effroyable, leur châtiment sera exemplaire. *La cour martiale siège en permanence* : Justice sera faite (1)... »

La presse révolutionnaire ne commenta pas avec moins de vivacité la découverte.

Dans son numéro du 16 mai, la *Commune* affirma qu'un *stock d'or* avait été saisi. Et le *Salut public* déclara (2) :

La conspiration ourdie contre la Commune, et que le comité de salut public dénonça il y a quelques jours à l'indignation publique, n'était que trop réelle. Les Versaillais avaient acheté une quantité considérable de traîtres, mais ces misérables, leurs chefs les premiers, sont tombés dans les mains de la justice. La cour martiale va les juger ; l'instruction est commencée ; avant peu, prompt et bonne justice des coupables sera faite. L'affaire passera en deux fois. On jugera en premier lieu les inculpés de l'affaire dite : l'affaire des brassards tricolores.

Le *Père Duchêne* surenchérit (3) : « Pas de pitié pour les coupables ! Aussitôt reconnus, aussitôt fusillés ! »

L'engagement pris par le comité de salut public de faire comparaître les coupables devant la cour martiale *siégeant en permanence*, l'insistance de la presse s'évanouirent quand les autorités judiciaires de la Commune eurent à entrer en jeu. Juridiction militaire et parquet civil firent preuve d'une égale négligence. L'enquête sur l'affaire des portes, l'instruction de celle des brassards ne furent pas sérieusement poursuivies. Il apparut qu'elles étaient achevées, dès lors qu'il avait été procédé à quelques arrestations, à celle notamment de Georges Duchesne qui avait suivi l'incarcération de Lasnier. On aura peine à le croire, Lasnier lui-même fut mis en liberté après une dizaine de jours. Il est vrai que l'agitateur ne tarda pas à être écroué de nouveau. Ferré l'interrogea,

(1) Dans le discours qu'il prononça sur les débris de la colonne Vendôme, Rancvier fit également allusion aux complots qui menaçaient la Commune

(2) *Salut public* du 18 mai.

(3) *Père Duchêne* du 30 floréal

pendant la semaine sanglante, à la mairie du 11^e. Là, seule la confusion générale le sauva. Devant le 3^e conseil de guerre Lasnier devait dresser contre le dernier délégué à la police le témoignage le plus accablant.

L'alerte passée, les tractations secrètes et la confection des brassards reprirent. Georges Veyssset fut à ce moment l'un des agents les plus actifs du gouvernement de Thiers. Dès le mois d'avril, il avait conçu le projet de s'assurer d'une porte, et, pour cela, de corrompre ses défenseurs. Les deux crochages allaient de pair. Ce fut une conjuration préparée en famille. Elle réunissait Veyssset, sa maîtresse Marguerite Forzi, les deux frères Guttin, Alphonse et Adrien, le beau-frère de ce dernier Landais, des amis, Cadart, qui commandait un bataillon de la garde nationale, l'ancien député Oscar Planat et les époux Muller. Le plus souvent les conciliabules se tenaient dans l'appartement de l'un d'entre eux, Landais, au n^o 7 de la rue Pigalle (1). On y discutait les éléments du projet, les instructions que Veyssset allait fréquemment chercher dans la nouvelle capitale, les bases des négociations avec les officiers de la Commune. Veyssset songeait à Dombrowski. Il se contenta d'un des aides de camp du général, Hutzinger.

Mais l'indiscrétion d'une domestique servant le faux ménage Veyssset faillit, de bonne heure, tout perdre. Les voyages répétés à Versailles l'intriguaient. Elle en parla dans le voisinage. Des fédérés vinrent exercer une surveillance aux abords du domicile de l'espion, 62, rue Caumartin. Le 10 mai, Veyssset put échapper à un piège qui lui était tendu. Il quitta Paris et s'en fut à Saint-Denis poursuivre, avec plus de sécurité, près des Allemands, ses desseins. Il prit gîte à l'hôtel du Lapin blanc. Décision fort opportune, car, le lendemain, les Vengeurs de Flourens envahissaient l'appartement de la rue Caumartin et, à défaut de l'homme qu'ils cherchaient, arrêtaient sa compagne. On conduisit M^{lle} Forzi à l'ex-Préfecture. Fait singulier, ce ne furent point Cournet, ni, dans les jours suivants, Ferré, son successeur, ni le procu-

(1) Mémoire du sieur Muller, rédigé à l'occasion des poursuites exercées contre Wurth. (Dossier classé au Ministère de la guerre.)

reur Rigault qui se soucièrent beaucoup de cette affaire. La prisonnière fut interrogée par un membre de la Commune faisant partie du comité de sûreté générale, l'ancien chef de la police municipale Aminthe Dupont. Celui-ci la menaça d'une exécution sommaire, si, avant trois jours, Veysset ne venait la réclamer. Puis, afin de la conserver à sa disposition, il la fit écrouer au Dépôt, sous le régime du secret. Voici comment était rédigé l'ordre (1).

Préfecture de police	Le Directeur du Dépôt recevra la
Police municipale	nommée
—	Veysset, Marguerite
Bureau de permanence.	âgée : 40 ans
	née : Département Vaucluse.

inculpée de relations avec Versailles, et l'y gardera au secret le plus absolu jusqu'à nouvel ordre.

Au moment où il écrivait ces derniers mots, Dupont envisagea sans doute le transfèrement de la détenue dans une autre prison, car, avant d'apposer sa signature, il ajouta cette ligne encore :

Et l'y gardera jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

Le 14 mai 1871.

Le membre du comité de sûreté générale,
DUPONT.

Effectivement, quelques jours après, la compagne de Veysset fut conduite à Saint-Lazare. C'était pour elle le danger éloigné d'une exécution sommaire, l'oubli possible. Vers la même date, à son tour arrêté, Alphonse Guttin avait été relâché par suite de la confusion qui régnait à l'ex-Préfecture et au parquet. Il avait eu le loisir de faire disparaître des papiers fort gênants.

Les mésaventures de ses amis ne découragèrent pas Veysset. De Saint-Denis il reprit ses négociations, pressa Hutzin-

(1) *Document inédit.* Dossier concernant Ferré. Ministère de la guerre. Le document porte le timbre du comité de sûreté générale.

ger. Il correspondait avec ce dernier par l'intermédiaire de la dame Muller qui portait les lettres. Tout permet de croire que cette confiance fut sa perte et qu'ainsi qu'il arrive il fut trahi en incitant à la trahison. Un premier rendez-vous n'avait pas abouti. Hutzinger et Veysset convinrent, par plis remis à leur intermédiaire habituelle, de se rencontrer le dimanche 21 mai dans la zone neutre de Saint-Ouen. Les deux hommes se rendraient ensuite à Versailles, où seraient fixés les derniers détails de l'opération.

Mais l'entrevue de 21 mai finit fort mal. Veysset commit l'imprudence d'accompagner l'aide de camp jusqu'aux avant-postes, laissant Planat dans la voiture. Des fédérés alors, embusqués aux alentours, se précipitèrent sur les deux piétons et les entraînèrent vers Paris. Hutzinger, en sa qualité d'officier, fut dirigé sur la prison du Cherche-Midi. Il devait s'évader après un interrogatoire subi rue de Jérusalem. Quant à Veysset, gravement compromis par des documents et une somme de 20.000 fr. trouvés en sa possession, on le conduisit aussitôt à l'ex-Préfecture. Sous le nom de « Jean Veysset, agriculteur, 59 ans », il fut écroué au Dépôt (n° 3440 du registre), et l'ordre mentionna qu'il s'agissait d'un « espion à garder avec soin à la disposition de Ferré ». L'instruction de l'affaire s'engagea. Virtely fut chargé d'extraire le détenu de sa prison et de le conduire à l'ex-Préfecture. Quelques heures après son arrestation, Veysset subissait les sévères interrogatoires de Ferré et de Dupont, du juge d'instruction Wurth. Entendue, M^{me} Muller venait de signer une déposition accablante (1). L'agent versaillais passa des aveux et fut réintégré au Dépôt, où il renouvela ses explications dans une note remise au directeur de la prison (2). L'on peut croire qu'à ce moment la Commune songeait moins à sa mort qu'à des révélations utiles. « L'interro-

(1) A l'occasion des poursuites exercées contre Wurth (dossier classé au Ministère de la guerre), le brigadier du Dépôt Braquond a déclaré qu'il avait entendu Wurth dire, en parlant de M^{me} Muller : « ... Elle nous rend de grands services... Voyez, elle perd cet homme-là (Veysset), mais elle nous est utile. » Une surveillante de la prison fit une déposition analogue.

(2) Lettre adressée le 13 mars 1872 par Wurth au rédacteur en chef du *Vermesch-Journal* et publiée le 16 du même mois.

gatoire terminé, indiquera plus tard Virtely, Ferré m'a remis Veysset en me donnant dix francs pour lui et en ajoutant qu'il ne fallait le laisser manquer de rien et que j'eusse à le dire au Dépôt (1). »

A la même heure cependant, l'armée franchissait une de ces portes si longtemps convoitées et qui avaient provoqué tant de trahisons. Cette porte, un hasard et la négligence inouïe des fédérés l'avaient seuls ouverte. Mais un tel succès coûterait la vie à Georges Veysset, le dernier conspirateur (2).

Rien ne démontre à un égal degré l'insuffisance de l'ex-Préfecture et du parquet de la Commune, leur organisation défectueuse, que l'étude de ces divers complots. En face d'un péril incessant, Rigault demeura inactif. Non certes qu'il l'ait ignoré. Cluseret, dans ses mémoires, déclare avoir appelé l'attention du délégué sur les manœuvres des agents versaillais. Il est certain d'ailleurs que Raoul Rigault ne manquait pas de moyens d'information. Lui-même avait des agents, et des agents secrets, auprès des délégués, des administrations de la Commune (3). D'autres surveillaient les étrangers, — parmi ceux-ci les Polonais sur la sincérité desquels des doutes avaient été émis, — ou faisaient à Versailles du contre-espionnage (4). Des lettres anonymes, les registres des mairies contenaient force dénonciations dont certaines étaient de quelque valeur.

De cette situation, le comité de salut public s'inquiéta lorsque, à la fin de la première quinzaine de mai, l'activité des Versaillais lui apparut.

Sans aucun doute il faut rattacher à la découverte des tentatives dont nous avons parlé l'arrêté du 24 floréal (13 mai —

(1) *Document inédit*. Dossier concernant Virtely. Ministère de la guerre.

(2) Je n'indique que pour mémoire d'autres complots d'importance secondaire ourdis par Franzini, le commandant Bardy, etc.. Leurs auteurs échappèrent à toutes poursuites de la part de la Commune.

(3) Le dossier des poursuites contre Chardon, classé au Ministère de la guerre, contient l'indication d'un de ces agents secrets de Rigault, le nommé Hance.

(4) J'ai indiqué ci-dessus, chapitre IV, que le gouvernement de la Commune utilisait à cet effet des fonds secrets, dits fonds spéciaux.

Journal officiel du 15), instituant des cartes d'identité. L'exposé des motifs le dit en termes exprès. « Considérant... que le gouvernement de Versailles cherche à introduire parmi elle (la population parisienne) des agents secrets dont la mission est de faire appel à la trahison ».

Mais il ne suffisait pas de rétablir les cartes de civisme de la Terreur pour déjouer d'aussi redoutables projets. A nouveau le *Père Duchêne* (numéro du 26 floréal) fit preuve de son aveugle puérilité quand il réclama la délivrance rapide de ces cartes. Pour être efficace, la mesure supposait des conditions impossibles à réaliser, la remise des cartes d'identité à la fois rapide et circonspecte à tous les habitants de la capitale, l'exhibition fréquemment requise des promeneurs par les gardes nationaux dont la présence aux remparts était plus utile encore. Un journal peu suspect de modérantisme observa que cette initiative trahissait seulement le désarroi de ses auteurs. « Votre décret, écrivait-il, sonne le glas de la Commune (1). » — En fait d'ailleurs le décret du 24 floréal resta inappliqué.

Il est permis de penser que la délégation, auprès des généraux de la Commune, de commissaires civils procéda d'un même sentiment de défiance. L'arrêté chargeant Dereure de contrôler les actes de Dombrowski fut pris au cours de cette période critique, le 26 floréal. Et il n'est pas inutile de rappeler la personnalité du commissaire, mis en relation avec Ferré par le comité de vigilance de Montmartre, à l'Hôtel de ville ferme soutien de la majorité.

Aucune de ces mesures cependant (2) ne pouvait remédier à l'incurie de l'administration communale. Les dictateurs du comité de salut public, Rigault et son entourage se préoccupaient moins des menées versaillaises que de trahisons chimériques, d'intrigues de coulisses. Leur zèle s'égarait dans les œuvres de vengeance, se perdait dans les suspicions les

(1) *Commune* du 16 mai. *L'Avenir national* blâma, à la même date, ce décret.

(2) Je rappelle également l'arrêté du 1^{er} prairial (20 mai) menaçant de la cour martiale « tout individu prévenu d'avoir offert ou accepté de l'argent pour fait d'embauchage ».

plus débilatantes, auxquelles répondaient, par en bas, les soupçons ridicules de la multitude.

Rigault demeurait hypnotisé par sa passion. Il confondait dans une même haine les prêtres, les policiers et ses adversaires politiques. C'est contre eux qu'il relevait d'imaginaires « complicités avec Versailles ».

Pas de directives plus sûres de la part de la majorité, du gouvernement de l'Hôtel de ville. La Commune négligeait les manœuvres de l'ennemi pour dévorer, ainsi que le légendaire tyran de Pise, ses propres enfants.

On a dit que le Ministère de la guerre était alors l'anti-chambre de Mazas. Cluseret, coupable seulement de légèretés et d'orgueil, Rossel, intègre mais hautain, furent tour à tour accusés de trahison. Dans le prochain chapitre, relatif aux juridictions exceptionnelles chargées de connaître des inculpations relevées contre les membres et les officiers de la Commune, j'indiquerai les griefs dont ces délégués furent l'objet. Il est certain que de nombreuses intrigues se nouèrent autour d'eux. Autour de Cluseret, dont on savait les bonnes dispositions à l'égard du clergé parisien. Autour de Rossel, en faveur de qui les blanquistes, les rédacteurs du *Père Duchêne* envisagèrent un coup d'État. Mais aucun des délégués à la guerre ne trahit la cause parisienne.

Il n'y eut pas de traître non plus parmi les membres de la Commune. Bergeret se vit écrouer à la suite d'un acte fâcheux d'indiscipline ; Cluseret et Brunel furent arrêtés après des défaites militaires, Pourille, dit Blanchet, et Emile Clément, en raison de leur passé ; Assi, pour ses relations antérieures et ses indiscretions ; Allix, pour sa folie ; Clémence, sans motif sérieux. Point de trahison, une divergence il est vrai de programme que le parti jacobin considérait comme tout aussi grave, de la part de ces membres de la minorité dont Rigault envisagea l'arrestation.

Quant aux sous-ordres, à la masse, une spontanéité ombrageuse leur dicta les décisions les plus sottes.

L'exemple en fut d'ailleurs donné par le gouvernement. Le *Journal officiel* du 11 avril annonça que « le commandant de l'Hôtel de ville, faisant une ronde dans les souterrains de

l'Hôtel, avait découvert un petit cabanon sur les murs duquel se remarquait la trace de mains sanglantes. » Beau prétexte pour dresser contre le précédent gouvernement les pires accusations, comme, plus tard, les *découvertes* de Picpus et de Saint-Laurent serviraient contre les prêtres. L'*Officiel* annonça qu'une enquête était commencée. Quelques jours après (20 avril), il fut bien obligé de reconnaître la hardiesse de son affirmation. « L'expertise chimique a démontré que ce sang était tout simplement du sang de porc et de veau. » L'incident allait prendre fin dans un éclat de rire. On y pourvut par une volte-face jugée fort habile. « Ce qu'il y a de particulièrement curieux, c'est que, d'après les constatations légales, ces traces ne remonteraient pas au delà du mois de janvier dernier. D'où il résulte qu'à l'époque où la canaille de Belleville mourait de faim, *on tuait le veau gras pour ces messieurs du 4 septembre* (1). »

Sur de telles bases, l'imagination populaire pouvait se donner libre cours. Elle ne s'en fit point faute. Pas de chef de service qui n'ait eu la pensée de découvrir le moyen de trahison décidément à la mode, le souterrain. A la prison de Saint-Lazare, on chercha le souterrain qui, de la chapelle, devait communiquer avec Argenteuil (2), c'est-à-dire franchir deux bras de la Seine et une dizaine de kilomètres à vol d'oiseau. A Saint-Sulpice, le souterrain aboutissant au château de Versailles. A Arcueil, celui qui sans doute s'ouvrant au couvent des Pères facilitait leur espionnage, celui en tout cas dont l'hypothèse contribua à motiver l'arrestation des religieux. Au fort de Vincennes, un souterrain contenant des armes. A la caserne des Célestins, celui qui renfermait « le trésor » secret. Au Ministère de la marine, un souterrain plus modestement relié aux Tuileries, et pour le trouver des fédérés arrêterent le chef du matériel Gablin et quelques employés subalternes, le parquet commit un juge d'instruction, Moiré.

(1) La presse ne montra pas, on le conçoit, plus de prudence dans ses récits. Vuillaume a raconté comment une invention du *Père Duchêne* (42.000 bouteilles trouvées dans les caves des Tuileries) tourna à la confusion de ses rédacteurs.

(2) J'ai publié ci-dessus, chapitre IV, le procès-verbal dressé par Dessesquelle à ce sujet.

Comme sous la première République, d'aucuns suggérèrent que les prisons, peuplées d'adversaires du régime, étaient, avec les couvents, les plus dangereux foyers de complots. L'ex-Préfecture dut s'inquiéter d'incursions dans son propre domaine qui menaçaient de se multiplier. L'envahissement de Saint-Lazare ne mettait point cette maison elle-même à l'abri de nouvelles tentatives. Quelques heures après que la chapelle eût été sondée, Philippe Hesse reçut de l'ex-Préfecture ces instructions (1) :

Le directeur de la maison d'arrêt de Saint-Lazare est autorisé à s'opposer à toute perquisition opérée dans ladite prison, à moins d'exhibition de pièces émanant d'un comité reconnu par la Commune.

Vu et approuvé
Le chef de la 1^{re} division,
Edmond LEVRAUD.

Paris le 15 avril 1871.
Le chef de la police municipale,
A. DUPONT.

En mai, coup sur coup, deux autres prisons furent soupçonnées d'engendrer des complots, et à ce titre violentées. Le commissaire Bochart avait, à travers la muraille, perçu des bruits suspects provenant de la Conciergerie. Afin de dépister les auteurs de la machination, le comité de salut public fit désigner un juge d'instruction, Barral. Le magistrat se présenta dans la prison au cours de la nuit du 16 au 17, entouré de gardes, mais ne put informer que contre des rats. — Trois nuits après, ce fut la Santé que le 204^e bataillon et le commandant Jolivet occupèrent, à la recherche d'une « conspiration de gendarmes ».

Si, en effet, la police de la Commune ignorait les tentatives réellement faites dans certains arrondissements pour grouper les partisans de Versailles, si elle n'était point au courant des efforts de Domalain ou de Charpentier, elle gardait la peur des gendarmes. Les « gendarmes déguisés », envoyés dans la capitale, furent l'objet de ses plus vives préoccupations. J'ai cité la lettre de Gausseron signalant au commissaire

(1) *Document inédit*, classé à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.

des Invalides « une armée considérable cachée ». Le *Journal officiel* du 16 mai affirma que « les Versaillais, dans le but de s'assurer une diversion intérieure au cas d'une attaque sur les bastions, avaient fait s'introduire dans Paris, sous des déguisements divers, un certain nombre de gardes nationaux et de sergents de ville. » Il donna des précisions. La veille, quatre hommes portant l'uniforme de gardes nationaux et armés de chassepots étaient sortis par une bouche d'égout dans la cour d'une maison du boulevard Voltaire. De toute évidence, ils appartenaient à la gendarmerie. Il ne s'agissait d'ailleurs pas là d'un fait isolé. En si bon chemin, le journal poursuivait : « Cette nuit, rue des Tournelles, les habitants ont été éveillés par des cris de douleur. On aperçut un homme habillé en garde national et dont un bras était pris sous le couvercle d'une bouche d'égout. C'était encore un gendarme déguisé. » Le plus sérieusement du monde, l'organe officiel de la Commune concluait ainsi : « De ces faits résulte la nécessité d'assurer une surveillance toute spéciale sur les galeries d'égout qui font communiquer Paris avec l'extérieur. »

De tous côtés les agents de la Commune s'acharnaient à trouver, là où ils n'étaient point, des espions.

Le 12 avril, l'*Affranchi* annonça l'arrestation de plusieurs individus « pris, aux Ternes, en flagrant délit de signaux ». Stimulés par une telle initiative, des gardes mirent, quelques jours après, la main au collet de cinq consommateurs attablés devant un café, place d'Eylau. Les malheureux avaient fait quelques gestes, mouchoir en main. Nul doute. L'espionnage était patent : Les signaux s'adressaient au mont Valérien (1). Vers la fin du mois, un professeur, le sieur Le F., fut écroué sous la même inculpation. Et le 5 mai, Pillot, membre de la Commune, « maire du 1^{er} arrondissement », signa la note que voici (2).

« Ordre est donné au citoyen L. (nom illisible) de visiter et faire perquisition dans une maison sise place du Théâtre

(1) *Journal officiel* du 20 avril.

(2) *Document inédit*, classé aux Archives de la Seine, cartons des Mairies d'arrondissement.

français n° 3, et de faire un rapport sur l'arboration (*sic*), d'un drapeau noir et blanc, qui a été remarqué au 4^e étage de cette maison, et d'arrêter le propriétaire du local. — Le citoyen L. se fera accompagner de la force armée. »

Il fut cependant impossible de procéder à l'arrestation requise. Vérification opérée, l'on s'aperçut que le pavillon incriminé était le drapeau bleu et blanc du Honduras, signalant le consulat de la république américaine.

Soupçons ridicules, on le voit, et tracasseries odieuses. C'est ainsi que la Commune crut assurer sa sécurité, négligeant, faute de sang-froid, faute de méthode, la recherche des complots dangereux tramés contre elle.

Les blanquistes de l'ex-Préfecture n'oubliaient pas, par contre, la haine qui les avait dressés contre la police des régimes précédents. En avril et en mai, plusieurs commissaires rejoignirent, dans les maisons de détention, leurs collègues écroués à l'époque du Comité central. Lafargue, arrêté le 5 avril, libéré un mois après ; Périnet, écroué le 24 avril, Bouillet, le 3 mai, tous deux libérés le 25 de ce mois ; Rabut, arrêté le 8 avril et le 14 écroué à Mazas, transféré le 22 mai à la Roquette. D'anciens commissaires de police aussi, arrêtés ou recherchés, entre autres Algoet, « ex-commissaire de police sous l'Empire, actuellement sous le faux nom de Ducret, rue Germain-Pilon, n° 11, signalé comme se livrant à des manœuvres très hostiles contre la Commune et en faveur de Versailles » (1). Et Delouvert, chef du cabinet de la haute police impériale. Et des inspecteurs, d'anciens inspecteurs de police. Et des officiers de paix de la troisième République ou de l'Empire, comme Walbert, arrêté par Gaston Da Costa, et Derest, l'ancien collaborateur de Lagrange, qui allait être fusillé rue Haxo (2). Et des brigadiers, des gardiens de la paix, des sergents de ville du second Empire, parmi lesquels un nommé Stock, en faveur de qui Constant

(1) Note du 1^{er} bureau du cabinet de la sûreté générale, transmise, le 19 mai, au commissaire de police des Grandes-Carrières. (*Document inédit*, classé à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.)

(2) Derest avait été déjà arrêté au lendemain du 4 septembre, peut-être sur l'intervention de Rigault. (*Patrie en danger* du 7 septembre 1870.)

Martin, secrétaire de la délégation de l'enseignement, plus tard anarchiste notoire, intervint en ces termes (1) :

Paris, le 20 avril 1871.

Mon cher Rigault, — J'ai examiné avec soin le dossier et les précédents du citoyen Stock, détenu à la Roquette, arrêté il y a dix-huit jours en sa qualité d'ex-sergent de ville (démissionnaire en 1860, après dix mois de service). Je viens donc réclamer sa mise en liberté. — Salut et fraternité.

Constant MARTIN.

Intervention couronnée de succès, car la lettre porte encore, en marge, la mention : « Mettre en liberté. — Raoul Rigault. »

Des fonctionnaires de tout grade, des garçons de bureau étaient également arrêtés, qui, sous les gouvernements antérieurs, avaient été employés à la Préfecture de police. Les ordres de recherches s'étendaient jusqu'à des femmes, auxquelles il était fait grief d'avoir épousé des sergents de ville.

Au total, en n'envisageant que le Dépôt, 75 officiers ou gardiens de la paix écroués entre le 19 mars et le 22 mai, 7 inspecteurs, un commissaire et 3 anciens commissaires de police, un sous-chef de bureau, un ancien garçon. Mais un nombre élevé de prisonniers conduits directement à d'autres maisons, Mazas notamment (2).

Ce fut dans la recherche des agents secrets de l'Empire que Raoul Rigault et ses collaborateurs montrèrent le plus de ténacité. Maîtres de l'ex-Préfecture, ils reprirent la besogne entreprise par Rigault sous l'administration du comte de Kératry. Pour une fois, ils agirent avec méthode. Dès le mois d'avril, Gaston Da Costa se mit au travail. Un service spécialement créé à cet effet lui donna son concours, la « section des archives politiques », dont Jeunesse et Giffault étaient les principaux employés. La tâche n'offrait

(1) *Document inédit*, classé à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.

(2) Les dossiers des poursuites exercées contre Protot, Breuillé, Huguenot, Chapitel, Girault etc... contiennent de nombreuses traces d'arrestations de cette nature. Elles visent surtout d'anciens sergents de ville, un gardien également de voiture cellulaire.

guère de difficultés. « Poussé par un caractère très vif, très emporté et surtout très entier, ne voulant rien faire que par lui-même (1) », Rigault refusa l'assistance d'une commission que nomma plus tard le comité de salut public. Il entendait agir seul, avec ses amis, et garder tout l'honneur de ses découvertes. Point de mystère au surplus pour lui, pour son chef de cabinet, dans le classement des dossiers dont tous deux avaient déjà, quelques mois auparavant, analysé le plus grand nombre. Il suffisait d'élargir le champ des investigations précédentes, en examinant, dans de nouvelles liasses, l'écriture des lettres portant offre de service, les signatures des reçus. Mais l'on peut dire que pour la plupart des agents secrets, ceux-là mêmes dont l'histoire a retenu les noms, le siège des collaborateurs de Rigault était fait à l'avance.

De ces *mouchards*, trois devaient être fusillés rue Haxo : Largillière, Ruault, Greffe.

Dans les *Cahiers rouges*, Vuillaume a raconté comment leur trahison aurait été découverte. Il tenait le récit d'Emile Giffault. C'est l'ancienne légende imaginée pour Ruault cette fois étendue aux deux hommes qui devaient partager sa destinée (2). Giffault pénétrant dans le cabinet de Lagrange, trouvant consumées les fiches qui eussent permis de retrouver les agents secrets, et vidé de son contenu le casier A. S. Des documents toutefois échappés à la destruction, soigneusement examinés par l'entourage de Rigault. Parmi ces pièces, une demande d'argent de l'écriture de Largillière, d'autres qui compromettaient Ruault et Greffe. L'arrestation des trois agents de la police impériale tour à tour décidée.

L'explication a un double mérite. Elle accroît l'importance d'un service qu'institua Rigault. Elle légitime, en ce qui concerne ses collaborateurs, une explosion de colère que traduisirent des actes précis, la phrase ajoutée par Da Costa sur l'ordre d'écrouer Ruault.

(1) Lettre adressée par G. Da Costa à l'officier rapporteur chargé de l'information le concernant. (Ministère de la guerre.)

(2) Vuillaume, *Mes cahiers rouges au temps de la Commune*, p. 123 et s. — Comparer l'ouvrage de Chincholle, *Les survivants de la Commune*, p. 263.

Mais elle offre l'inconvénient grave de ne point tenir compte du passage de Rigault à la Préfecture, en 1870, et de laisser dans l'ombre des faits acquis. Elle néglige la série d'articles publiés, à partir du 10 novembre, dans la *Patrie en danger* par l'ancien commissaire de police. L'article du 20 novembre consacré à Greffe, dont Rigault avait dans un rapport découvert le nom, ajouté en interligne. L'article du 25 sur Largillière, « dit Louis ». L'article du 27, dans lequel Rigault précisait que Joseph Ruault avait touché de l'argent sous le nom d'« Antoine ».

Il est incontestable que dès ce moment Raoul Rigault était armé contre les agents dont il avait sans peine, les ayant emportés chez lui, copié les dossiers. Dans sa lettre du 6 novembre adressée aux rédacteurs de la *Patrie en danger* il n'avait point dissimulé son désir d'utiliser les documents demeurés en sa possession. Sans doute ne songeait-il encore qu'à « démasquer des traîtres ». Son arrivée au pouvoir lui permit d'envisager ce qu'il pensait être un juste châtement.

Ainsi, en ce qui concerne les trois hommes, les travaux de Da Costa et de la section des archives politiques se réduisirent à peu de chose. A la recherche de quelques-unes de ces pièces dont Rigault avait conservé la copie. A la recherche surtout des anciens collaborateurs de Lagrange.

L'adresse de Joseph Largillière était inconnue. Du vieux combattant de 1848, jadis condamné aux travaux forcés en raison de sa participation aux journées de juin, puis grâcié, de ce compagnon de luttes au temps de l'Empire, condamné lui aussi pour l'affaire dite de la Renaissance, les blanquistes de l'ex-Préfecture étaient sans nouvelles depuis le 4 septembre.

Ils consultèrent les états de la garde nationale. Largillière y figurait, affecté à une compagnie du 47^e bataillon. La solution devenait aisée. En sa qualité de commissaire spécial Giffault fut, le 5 mai, détaché des archives. Il se rendit au Ministère des finances où Joseph Largillière était de garde avec sa compagnie, l'arrêta, le conduisit rue de Jérusalem. Là, Rigault procéda à un interrogatoire sommaire de l'espion, ensuite écroué sur un ordre de Da Costa revêtu de la

mention « mettre au secret le plus absolu ». Le lendemain, ce fut le chef de cabinet qui, moins brièvement, interrogea le prisonnier.

Voici, inédite, la reproduction du procès-verbal dressé (1).

Comité de sûreté générale
Commune de Paris

Paris, le 6 mai 1871.

Devant nous, Gaston Da Costa, commissaire de police de la Commune de Paris, chef de cabinet du comité de sûreté générale, muni des pouvoirs nécessaires, comparait le sieur Largillière (Joseph), âgé de 60 ans, ébéniste, auquel nous faisons subir l'interrogatoire suivant.

D. — Vous êtes accusé d'avoir, depuis trois ans, servi d'agent secret à la police de Bonaparte. Vous étiez au service du sieur Lagrange, et, comme (pour) tout agent secret, vos rapports étaient signés d'un pseudonyme, Louis. Vous avez exercé cet ignoble métier depuis une date antérieure à 1863, et des rapports signés Louis établissent que vous l'avez continué après une interruption de deux mois à partir du 31 octobre, sous la direction de Perrenoud, ancien agent secret de Lagrange et du ministère de l'intérieur. Qu'avez-vous à répondre ?

R. — Rien.

D. — Nous vous donnons lecture d'une lettre signée Largillière et adressée à M. Lagrange, officier de paix à la Préfecture de police, datée du 24 août 1860. Reconnaissez-vous avoir écrit cette lettre ?

R. — Oui.

D. — Nous vous donnons lecture d'un rapport signé Louis, adressé au sieur Lagrange en date du 26 mars 1863. Reconnaissez-vous que le rapport émane de vous et qu'il est écrit de votre main ?

R. — Oui.

D. — Le rapport étant signé de vous, il reste établi que vous étiez agent secret de Bonaparte. Consentez-vous à nous dire la date exacte de votre entrée dans la police ?

R. — Je ne me rappelle pas.

Lecture faite, a persisté et refusé de signer.

Le chef du cabinet. — Gaston DA COSTA.

(1) Dossier concernant Gaston Da Costa. (Ministère de la guerre.) — Le procès-verbal est revêtu du timbre du délégué à la sûreté générale.

Ramené au Dépôt, Largillière fut, quelques jours après, transféré à Mazas.

Ruault avait été arrêté dans des conditions semblables.

Fait étrange, cet homme combattait pour la Commune. L'agent secret de l'Empire, qui de son existence semblait avoir fait deux parts, accusé lors du procès dit de l'Opéra-comique, accusé devant la haute-cour de Blois, entre temps trahissant ses camarades, s'était fait inscrire, en dépit de son âge, dans un bataillon de marche. Il risquait sa vie, luttait aux avant-postes contre l'armée versaillaise. Giffault, une fois encore chargé du mandat d'amener, le trouva à Asnières, défendant, près du chemin de fer, une barricade.

A l'ex-Préfecture, on lui tendit seulement une pièce non signée. Puis on le pria d'écrire quelques lignes. Ruault répondit par des larmes qui valaient des aveux. Il fut écroué au Dépôt, ensuite à Mazas, après un interrogatoire que lui avait fait subir Rigault. L'ordre était rédigé en ces termes (1).

Paris, le 16 mai 1871.

Le directeur de Mazas recevra et gardera au secret le nommé Ruault, Joseph, agent secret de Lagrange.

RAOUL RIGAULT.

Au verso de la feuille, Gaston Da Costa avait ajouté (2).

Conservez cette canaille pour le peloton d'exécution (3).

La carrière de Greffe ressemblait à celle des deux autres. Son nom avait été prononcé à l'occasion de l'affaire de la Renaissance. Cependant le *mouchard* n'avait pas été compris dans les poursuites (4). Par la fermeté de ses principes, il

(1) *Document inédit*. Dossier des poursuites contre Gaston Da Costa. (Ministère de la guerre.)

(2) Dans la *Revue blanche* du 1^{er} avril 1897, Da Costa a reconnu le fait, qu'avaient attesté de nombreux témoins entendus lors des poursuites exercées contre l'ancien collaborateur de Rigault.

(3) Au cours des semaines suivantes, la femme et la fille de Ruault furent également arrêtées. — Ajoutons que parmi ses amis Ruault avait compté Arthur Ranc. Ce dernier, a dit Giffault, pleura en apprenant la trahison de son ancien camarade.

(4) Sous le titre « *Un mouchard du procès de Blois* », *Paris-libre* et *l'A/franchi* publièrent, le 19 avril, deux lettres de Greffe, l'une, du

s'était acquis, parmi les révolutionnaires, des amitiés sûres, celle, qu'il convient de citer, de François, directeur de la Roquette sous la Commune. Il se recommandait surtout de la doctrine matérialiste, et suivait volontiers les enterrements civils, une pensée à la boutonnière.

Cette ferveur le perdit. Arborant l'emblème de la Libre pensée, il marchait un jour, au Père-Lachaise, derrière le corbillard d'un fédéré, quand il fut reconnu par un des inspecteurs de l'ex-Préfecture. Il rejoignit bientôt ses collègues à Mazas.

Largillière, Ruault, Greffe sont les plus connus des agents politiques de l'Empire qu'ait fait écrouer l'ex-Préfecture. Ils ne furent point seuls arrêtés ou recherchés.

Le 10 avril, Da Costa signait un mandat d'amener contre L., « agent secret de Lagrange ». Le 29, il faisait écrouer S., « cafetier, accusé d'avoir été un ancien mouchard de l'empereur ». Puis F., « accusé de complicité dans les actes de moucharderie accomplis par sa femme ». D'autres, dont les ordres d'écrou portaient ces diverses formules : « Agent secret de l'Empire. — Offres de services à la police (1). » Le 13 mai, sous la même inculpation, étaient arrêtés ensemble les nommés Tourette et Toussaint (2).

Un rapport rédigé le 7 mai 1870 par l'officier de paix F., et trouvé par la « section des archives », signalait qu'un sieur L. (Charles), peintre vitrier, 26 ans, « aurait des relations avec des rédacteurs de la *Marseillaise* et des écrivains de la presse radicale, et pourrait peut-être en ce moment rendre quelques services ». L. appartenant à la garde nationale, le rapport fut adressé par l'ex-Préfecture à la délégation de la guerre, avec les mentions suivantes :

13 mai 1857, établissant sa trahison, l'autre, du 23 novembre 1870, dans laquelle l'agent protestait contre les accusations de Rigault publiées par la *Patrie en danger*. — Sous la Commune, *Paris-libre* bénéficia des mêmes faveurs qu'auparavant la *Patrie en danger*. Dans le courant des mois d'avril et de mai, ce journal fit paraître la liste de ceux qui à l'époque de l'Empire et du Gouvernement du 4 septembre, avaient offert leurs services à la Préfecture, des lettres aussi d'un certain nombre d'agents secrets.

(1) Dossier des poursuites contre G. Da Costa, *passim*. (Ministère de la guerre.)

(2) *Cri du Peuple* du 14 mai ; *Journal officiel* du 16.

Le chef des archives de la sûreté générale certifie que la pièce ci-jointe est extraite textuellement du dossier 45.504 — 356 (section des archives politiques).

Le 6 mai 1871. — A. JEUNESSE.

Vu et recommandé à la juridiction militaire.

*6 mai 1871. — Le commissaire aux délégations judiciaires,
Henri GAUSSERON (1).*

Guérin fut arrêté vers la même date. De celui-là également, le sort était réglé avant la Commune. Il avait comparu devant la haute-cour de Blois, laissant au rédacteur de la *Gazette des tribunaux* l'impression d'un « conspirateur de profession ». Chez lui, en 1869, s'étaient à maintes reprises réunis les adversaires les plus déterminés du régime impérial. Mais au cours des poursuites de 1870, il avait fait preuve de quelque faiblesse, et, pour sauver sa tête, dénoncé des camarades. Devant la cour de justice ses coaccusés avaient flétri son attitude. Il s'était entendu traiter d'*agent de police*. A cette époque, un mot qui restait.

Les journaux apprirent à leurs lecteurs, le 6 mai 1871, l'arrestation du « fameux Guérin du procès de Blois, qui avait jusqu'ici su se dérober aux recherches de la police de la Commune » (2). Ils indiquèrent en même temps le nom du magistrat chargé d'instruire l'affaire, Gois. « Le citoyen Gois, commenta la *France*, était lui-même mêlé au procès et fut condamné aux travaux forcés. Ce fait serait suffisant pour entraîner sa récusation en temps ordinaire. »

Dans les derniers jours du gouvernement de la Commune, les recherches entreprises à l'ex-Préfecture provoquèrent par contre une surprise. Si l'on en croit le *Tribun du Peuple* du 19 mai, ce fut l'intéressé lui-même qui, voulant être trop habile, la détermina. Un membre de la Commune, Emile Clément, avait tout à redouter d'un examen trop complet des dossiers dont avait été commencé le dépouillement. Il s'était

(1) *Document inédit.* Dossier concernant Gausseron. Ministère de la guerre.

(2) *France* du 6 mai ; *Soir* du 7, etc...

fait déléguer, le 13 mai, au comité de sûreté générale. Fort de son titre, il crut sage de demander à la « section des archives » une communication qui pût lui permettre de réduire à néant des charges graves. La prudente démarche se retourna contre lui. Des recherches furent effectuées, qui firent découvrir le pot aux roses. Le membre du comité de sûreté générale partagea le sort des *mouchards*. On l'écroura. Il était réservé, il est vrai, à une juridiction spéciale, celle de la Commune. En examinant les affaires soumises à cette dernière, nous dirons quelques mots des accusations portées contre Emile Clément.

J'ai indiqué l'importance qu'attachait Rigault aux poursuites dont furent l'objet les agents de l'Empire. Son esprit inquiet et rancuneux se complaisait dans l'espoir de scandaleuses révélations. Là du moins il prescrivit des informations sommaires. En dehors de cas spéciaux soumis, en raison de la qualité de leurs auteurs, à la juridiction militaire, à Gois, le « procès des agents secrets » fut confié, dans son ensemble, au magistrat instructeur Genton. En même temps le procureur choisit un de ses substituts pour suivre l'affaire. Il désigna tout naturellement Gaston Da Costa, son collaborateur intime, que, depuis longtemps, il avait initié aux mystères de la rue de Jérusalem. Il le chargeait ainsi de prendre la parole devant le jury d'accusation lorsque ce dernier aurait à décider du sort des agents secrets.

A l'égard de cette catégorie de détenus, Raoul Rigault avait indiqué son intention d'user d'une rigueur particulière. Il voyait en eux moins des otages que des coupables. Encore refusait-il à ces coupables le bénéfice d'une prescription acceptée par toutes les législations pénales. Attribuant à la révolution la force impérieuse d'un dogme, il ne pensait pas que sa vindicte dût trouver des limites dans les principes d'oubli ou de pitié communément admis.

Une même fermeté orgueilleuse lui commanda d'évoquer, quelle qu'en fût la date, les événements politiques dont avaient eu à souffrir les partis d'avant-garde sous les régimes antérieurs. Punir au nom du peuple lui apparut comme un droit imprescriptible.

L'impétuosité de la masse lui en avait donné l'exemple.

Le mardi 28 mars, vers onze heure et demie, au moment où le Comité central se disposait à abandonner le pouvoir, au moment où la foule commençait de se porter vers la place de l'Hôtel de ville pour acclamer la Commune, un sieur Pommier, assis devant un café, au coin de la rue des Deux-Portes-Saint-Jean, s'était levé soudain, et, se dirigeant vers un homme qui passait rue de Rivoli :

— Vous êtes Bignon, avait-il dit, le dénonciateur des quatre sergents de la Rochelle. Je vous arrête.

Il était permis de manifester quelque surprise. A une question posée par le passant, son interlocuteur lui avait fait connaître qu'il était le petit-fils du sergent Pommier, ce qui lui conférait des droits spéciaux. Mise au courant, la foule avait parlé de fusiller Bignon. Le petit-fils de Pommier s'était borné cependant à le faire écrouer. L'homme avait été mis en état d'arrestation pour des faits qui remontaient au règne de Louis XVIII, à près d'un demi-siècle, à l'année 1822 (1).

La répression qu'envisagea Rigault s'étendit moins loin. Elle ne remonta pas au delà du second Empire. Aux événements, il est vrai, ayant suivi le coup d'Etat, en ce qui concerne le général Edmond de Martimprey, gouverneur des Invalides.

Voici comment le général raconta plus tard l'incident (2).

J'ai été arrêté le 26 avril par ordre de Da Costa devant lequel j'ai été conduit. Il ne m'a même pas fait subir d'interrogatoire et s'est borné à me faire des reproches, disant que j'avais présidé, au mois de décembre 1852, des conseils de guerre dans la Nièvre. J'ai répondu seulement qu'il se trompait, ne voulant pas lui faire connaître que c'était mon frère. Da Costa a ajouté que j'avais fait subir de mauvais traitements aux transférés à Lambessa. Cette partie de l'Afrique ne dépendait pas même de mon gouvernement à l'époque indiquée par Da Costa. Je lui en ai fait encore l'observation et il a repris : C'est égal, nous vous tenons et vous paierez

(1) *Gaulois* du 29 mars 1871 ; *Journal officiel* de Paris du 1^{er} avril.

(2) *Document inédit*. Dossier concernant Gaston Da Costa. Ministère de la guerre.

pour les autres. Si l'on en tue un à Versailles, on en tuera six à Paris et vous serez l'un des premiers, comme personnage important de l'Empire.

Après ce bref dialogue, dirigé, prétendit au contraire Da Costa, par le délégué Cournet, le général fut écroué au Dépôt. C'était en tout cas le chef de cabinet qui avait rédigé l'ordre (1).

Paris, le 26 avril 1871.

Le directeur du Dépôt est prié d'incarcérer immédiatement le sieur de Martimprey, gouverneur des Invalides, accusé de complicité dans les assassinats de décembre.

*Le chef du cabinet,
G. DA COSTA.*

Le sieur de Martimprey est autorisé à avoir auprès de lui un domestique, le sieur Verdin, indispensable pour le soigner.

Peu de jours après, le gouverneur, presque impotent, dut être transporté dans la maison municipale, dite hôpital Dubois, située au numéro 200 de la rue Saint-Denis. Il ne devait être délivré que lors du retour de l'armée versaillaise, par des soldats en reconnaissance. Un officier les commandait, dont le nom acquit, pendant la grande guerre, de la notoriété, le lieutenant de Castelnau (2).

Sous la Commune, un autre personnage de l'époque impériale fut arrêté. Jean-Baptiste Jecker. Le banquier dont la créance monstrueuse avait été insérée dans l'ultimatum adressé, en 1861, au gouvernement mexicain. Le financier que les libéraux avaient poursuivi de leurs clameurs indignées. Jecker estima qu'il était dangereux pour lui de demeurer dans la ville insurgée. Il se présenta, le 10 avril, à l'ex-Préfecture, et, sous le nom d'Ycre, demanda un passeport. Mais il se troubla quand Riel, qui dirigeait le service compétent, lui posa les questions d'usage. Conduit devant Rigault, il reconnut sa véritable identité.

Jecker fut de ceux que n'oublia pas le pouvoir révolution-

(1) *Idem.*

(2) Colonel comte Daru, *Aux petits-fils du général Davoust*, p. 80, n. 1.

naire. Si le parquet de la Commune négligea, selon le reproche de Lissagaray, d'« instruire son procès », il assura son transfèrement de Mazas à la Roquette, antichambre de la mort. Le secrétaire de la légation de Suisse avait inutilement tenté de sauver le banquier, arguant que ce dernier était né à Porrentruy. La démarche était vouée à l'insuccès. Rigault avait invoqué la naturalisation de Jecker en 1862. Il avait gardé son prisonnier.

Les autorités communales procédèrent d'autre part à de nombreuses perquisitions. Une d'elles fut pratiquée au Palais-Royal, résidence du prince Napoléon sous le second Empire (1). Elle donna lieu à un inventaire que dressèrent les commissaires-priseurs de la Commune Cibot et Fleury. Tous deux ont fait le récit de leurs opérations (2). Cibot en ces termes :

Je me rendis au Palais-Royal le 9 mai, à huit heures du matin, et j'y trouvai le sieur Guyon (3) avec un registre sur lequel on inscrivait les meubles, le sieur Alphonse, gardien-chef au service de son Altesse le prince Napoléon, et trois ou quatre autres personnes qui venaient comme moi montrer leurs talents... Les objets d'art et les tableaux n'étaient pas estimés. Nous n'étions pas compétents. Cette opération continua le lendemain, 10 mai...

Et un incident raconté par Fleury :

Je fus désigné pour procéder à l'inventaire du Palais-Royal. Il ne s'agissait que de faire un état nominatif des objets y existant. J'entrepris cette besogne avec zèle, et j'invoquerai le souvenir du régisseur du prince Napoléon et de la princesse Mathilde, qui témoignera que j'ai usé de toute mon autorité pour que tout soit fait régulièrement. Je citerai un fait. Un jeune homme dont j'ignore le nom... avait été envoyé par Protot pour assister à l'inventaire. Ce jeune homme s'empara d'un pistolet d'arçon appartenant à l'ex-roi Jérôme. On me raconta la chose. Je m'empressai de la

(1) L'ordre émanait du comité de salut public, qui avait transmis des instructions au délégué à la justice. (Dossier des poursuites exercées contre Protot. Ministère de la guerre.)

(2) *Documents inédits*. Dossiers concernant Cibot et Fleury.

(3) Un employé à la délégation de la justice. Voir ci-dessus chapitre IV.

faire relater au procès-verbal comme s'étant produite pendant mon absence et comme peu honorable. Le lendemain le pistolet fut remis au régisseur, et tout fut respecté...

Vers la même date, Jules Fontaine, en sa qualité de directeur des domaines, présidait à la saisie du mobilier laissé dans un appartement privé par la princesse Mathilde, à celle de meubles que le prince Pierre Bonaparte avait abandonnés à Auteuil, 41 Grande-rue.

Des généraux, des hommes politiques et de hauts fonctionnaires du second Empire subirent de semblables vexations.

La descente de police effectuée chez le maréchal Bazaine fit quelque bruit. Dans le courant d'avril, l'ex-Préfecture avait reçu une lettre de délation, émanant d'un ouvrier déménageur. Ce dernier signalait qu'il avait transporté rue Mansard 27 des caisses appartenant au vaincu de Metz. Une perquisition fut aussitôt décidée, que pratiqua le commissaire Jeunesse. On trouva en effet dans l'appartement deux cantines remplies de dossiers traitant de la campagne du Mexique. Les documents furent transportés à l'ex-Préfecture, abandonnés dans un coin, sans que personne songeât à les dépouiller.

Entre temps, des perquisitions étaient opérées au domicile du prince Murat, chez les sénateurs de l'Empire Paul de Richemont et de Mentque, chez M. Debrousse, propriétaire avenue Marigny, détenteur, supposait-on, de « papiers politiques » remontant au régime impérial, dans les appartements de Zangiacomi et de Grandperret, qui avaient exercé, lors du procès de Blois, les fonctions de président et de procureur général.

Une famille fort connue, qui semblait avoir synthétisé l'Empire prospère, évita la visite domiciliaire à grand'peine. Brasseurs d'affaires dont l'activité avait occupé l'opinion publique, tous deux membres du Corps législatif, les frères Péreire virent, à la mi-avril, leur hôtel du faubourg Saint-Honoré cerné par des gardes encadrant des voitures de déménagement. Mais l'abandon de quelques pièces de vin suspendit la perquisition projetée.

L'occupation par des fédérés, le 29 mars, des bureaux de

cinq compagnies d'assurances s'inspira, semble-t-il, du même esprit. Le *Rappel* expliqua en effet que, si des scellés avaient été apposés sur les livres et les caisses des compagnies la *Nationale*, l'*Urbaine*, le *Phénix*, la *Générale* et l'*Union*, cette mesure avait pour but de mettre la main sur les primes souscrites par la famille de Napoléon III au profit de plusieurs de ses membres, du prince impérial entre autres. Il ne put être cependant saisi que des documents sans intérêt et des encaisses de faible importance, les compagnies, prévenues, ayant mis le surplus en sûreté. Les scellés furent levés dès le lendemain (*Journal officiel* du 31 mars).

Avec plus de violence encore, l'action répressive de Raoul Rigault menaça les hommes politiques qui, sous le gouvernement de Trochu, avaient brisé les mouvements révolutionnaires. La journée du 22 janvier était restée, je l'ai dit, gravée dans la mémoire du délégué. Au souvenir tragique, à la mort de Sapia, il avait, dès la première heure, attaché un nom, celui de Chaudey.

Gustave Chaudey, le vieux républicain, dont le sang-froid a pu être contesté, mais non pas la fermeté des opinions.

Chaudey était né à Vesoul, le 15 octobre 1817. Après avoir plaidé dans sa ville natale, il était venu à Paris au cours des dernières années du règne de Louis-Philippe. Il avait presque aussitôt donné sa collaboration au journal la *Presse*. En 1848, il avait soutenu la candidature du général Cavaignac à la présidence. Le coup d'Etat l'atteignit. Une condamnation à deux mois de prison, puis l'exil en Suisse. Il était rentré en 1853, et s'était fait inscrire au barreau de Paris. En même temps il prenait à nouveau rang parmi les journalistes d'opposition. Il écrivit dans le *Courrier du Dimanche*, dans la *Rive gauche*, avec Edgard Quinet, avec d'autres aussi qui, comme Flourens ou Longuet, devaient être, à quelque titre, de la Commune. Le *Siècle*, enfin, lui offrit une place dans son conseil d'administration, le *Siècle* auquel il apportera fidèlement, aux jours d'épreuve, ses derniers feuillets. Sur la vigueur de ses convictions démocratiques, point de doute. Les articles qu'il signait, des brochures par lui publiées à cette époque, au nombre desquelles *L'Empire parlementaire est-il possible ?*

(mars 1870), étaient inspirés de l'esprit républicain le plus courageux. Volontiers il frayait avec l'extrême gauche, et donnait à Rigault, dans la salle des Pas-perdus, des conseils de procédure criminelle. — Mais déjà Raoul Rigault en lui haïssait la Gironde (1). — D'un des chefs du socialisme, Chaudey avait reçu une marque suprême de confiance, qui semblait valoir sinon comme brevet, du moins comme sauf-conduit : Proudhon avait fait de lui un de ses exécuteurs testamentaires.

Tout ce long passé libéral, il suffit, pour le détruire aux yeux des révolutionnaires, de la réalisation d'un rêve fait en commun, la proclamation de la République, et d'une terrible légende, née, peu de semaines après, place de l'Hôtel de ville.

Le nouveau régime institué, Chaudey fut, en octobre, nommé maire du 9^e arrondissement. Les élections du 5 novembre ne le confirmèrent pas dans ses fonctions. Dès le lendemain, un décret le fit succéder à Charles Floquet comme adjoint au maire de Paris. Sa nomination avait été l'objet d'une vive discussion au sein du gouvernement. Picard s'était élevé contre un choix à l'avance condamné par les électeurs. Mais Ferry, le nouveau maire, et Pelletan l'avaient emporté (2).

La faveur avait toute l'apparence d'une compensation. En fait, elle allait charger Gustave Chaudey de la responsabilité la plus redoutable.

Chaudey exerçait ses fonctions à l'Hôtel de ville le 22 janvier, en l'absence de Jules Ferry retenu au Ministère de l'intérieur, quand, de la maison commune, partirent les coups de fusil qui dans la foule des insurgés firent de nombreuses victimes. Six tués parmi lesquels le commandant Sapia. Une vingtaine de blessés.

(1) Il est incontestable que, décentralisateur partisan de l'autonomie communale, Chaudey ne se rattachait en aucune façon à l'école des Jacobins. Dans son *Histoire intime de la révolution du 18 mars* (p. 250), Audebrand reproduit un propos tenu par le rédacteur du *Siècle* au sujet de la lutte, en 1793, des Girondins et des Montagnards : « Si j'avais vécu dans ce temps-là, j'aurais été avec les Girondins, car je me trouve toujours du côté des victimes. »

(2) *Procès-verbaux de la Défense nationale* rédigés par A. Dréo (séance du dimanche 6 novembre 1870).

De ce pénible épisode du siège, une controverse passionnée ne tarda pas à surgir. Elle a pris fin de nos jours seulement, pour partie du moins, lorsque Vuillaume a versé aux débats des documents nouveaux qui me semblent péremptoires.

Deux questions. Les défenseurs de l'Hôtel de ville tirèrent-ils sur la foule sans avoir essuyé eux-mêmes des coups de feu ? La sanglante fusillade fut-elle commandée par Chaudey ?

Le premier de ces problèmes ne sera jamais résolu. Pour l'élucider, l'auteur des *Cahiers rouges* a vainement interrogé plusieurs témoins (1). Il n'a recueilli que des réponses contradictoires. Tout au plus peut-on relever certaines présomptions. Si la garde nationale a envahi la place, c'est afin d'occuper l'Hôtel de ville, d'où, à Paris, les révolutions doivent partir. Elle ne dissimule pas son intention d'y pénétrer, au besoin de vive force. Leverdays a songé, les jours précédents, à diriger contre le monument les canons du square Notre-Dame. Dans la foule, la colère éclate quand sortent les délégations, éconduites par Chaudey. C'est à ce moment que plusieurs personnes entendent le bruit d'un coup de feu tiré sur l'Hôtel de ville. Parmi ces témoins, des assiégés eux-mêmes, comme le capitaine Montels.

Reste la seconde question, qui se rapporte au rôle joué par Chaudey. Au moment où les bataillons insurgés manifestent sur la place, l'Hôtel de ville est en état de défense. Les portes sont fermées, les issues gardées. Le 3^e bataillon des mobiles du Finistère est de garde dans le bâtiment. Il est commandé par le comte de Legge, chef de bataillon, qu'assistent plusieurs officiers, parmi lesquels le capitaine Gourlaouen, l'officier-payeur Le Stunf. Un autre officier exerce le commandement, c'est le colonel Vabre, gouverneur de l'Hôtel de ville. De tous ces chefs, lequel donne aux mobiles l'ordre de tirer sur la garde nationale, sans provocation de la part de celle-ci, ou en rispote au coup de feu tiré ?

Le drame accompli, les révolutionnaires n'hésiteront pas à résoudre le problème. Sans enquête, mais sans hésitation, ils imputeront à Chaudey le geste fatal. Ils le feront sur

(1) Vuillaume, *Mes cahiers rouges*. VIII. Deux drames, p. 15 et s. — IX Lettres et témoignages p. 39 et s.

l'heure. C'est dans l'appartement de Lefebvre-Roncier que l'appel à la vengeance est lancé. A cet instant ils n'ont qu'un seul argument. Chaudey, adjoint, remplace le maire. Il est responsable. D'ailleurs il a répondu avec hauteur aux délégations. Il a déclaré que « l'émeute serait repoussée par la force. » Bientôt des précisions seront données. Elles trouveront leur origine dans de vagues souvenirs, dans des dépêches inexactement rapportées. On citera un ordre de « balayer la place ». Dans une note, Pierre Denis, alors attaché au Ministère de l'intérieur, indiquera qu'un télégramme, adressé à Jules Ferry par son secrétaire Paul Cambon, contenait la phrase : « Chaudey vient de donner l'ordre de tirer. »

Double inexactitude. J'indiquerai les circonstances dans lesquelles les télégrammes ont été recherchés sous la Commune. Le gouvernement de l'Hôtel de ville les a publiés, sans que rien restât dans l'ombre, qui eût pu compromettre Chaudey. Précisément le télégramme expédié à 2 heures 50 contient une des phrases incriminées « ... Chaudey consent à rester là ; mais prenez des mesures le plus tôt possible pour *balayer la place* ... » Il suffit à détruire la principale légende. Le mot a été écrit, mais dans un télégramme signé de Cambon. Surtout, le sens en est précisé. Lorsque Chaudey ou Cambon projette de faire balayer la place, c'est sans aucun doute avec de la cavalerie. Et Vuillaume le reconnaît, « la place balayée, c'était le salut. » C'était la fusillade évitée. Quant à la seconde dépêche, à laquelle Pierre Denis fait allusion, elle a été rédigée sept minutes plus tard. En voici le passage principal :

Une compagnie de marche du 207^e bataillon se range devant la porte en criant : Vive la Commune ! Ils... — Coups de fusil sur la place, j'interromps dépêche. *On tire sur la foule, sur la place...*

Ainsi, rien qui indique un ordre de Chaudey. Le télégramme, par son interruption émouvante, par la formule « on tire sur la foule », donne bien l'impression d'un incident brutal que n'ont prévu ni Cambon ni Chaudey dont aucune décision ne peut échapper au secrétaire.

Les charges relevées contre Chaudey disparaissent. Alors, ce sont des affirmations vigoureuses, des témoignages précis qui se dressent pour le décharger de sa responsabilité. Le franc-comtois n'est pas homme à se renier lui-même. Il revendiquera l'honneur d'avoir mis en état de défense l'Hôtel de ville, mais assurera qu'il n'a jamais donné l'ordre de tirer sur les émeutiers. Devant la commission d'enquête parlementaire, le chef de bataillon de Legge fera cette déposition formelle : « Quand je suis monté avec la dernière délégation, Chaudey me dit : Surtout, commandant, évitez de faire feu. Je lui répondis : Mais enfin, on va nous assassiner. — Opposez de la patience et surtout évitez de faire feu. — Il l'a répété plus de dix fois. Par son ordre, je fis même décharger les armes de mes soldats. » Affirmations analogues de Paul Cambon, du capitaine Emile Daireaux, recueillies par Vuillaume.

Un point demeurait obscur. Il restait à préciser comment, en l'absence d'un ordre de la municipalité, les mobiles avaient ouvert, à un moment donné, le feu. Quand on se reporte aux circonstances, on conçoit qu'il suffisait pour cela de peu de chose. Au milieu de l'énervement général, dans une attente fiévreuse, l'initiative d'un officier pouvait, à elle seule, des fusils braqués aux fenêtres faire jaillir la mort.

Mais à l'instant où la fusillade crépita, Vabre était dehors, frappant à une porte, non point pour donner un signal, mais pour se mettre à l'abri. Il avait à ses côtés le chef de bataillon de Legge.

Ainsi, ce ne fut pas un des chefs qui donna l'ordre. Ce fut un des officiers subalternes demeurés à l'intérieur des bâtiments. Il devait appartenir à Vuillaume de lever à ce sujet le dernier voile, en publiant une lettre adressée, en 1883, par le capitaine Gourlaouen à Jules Ferry, alors président du conseil (1). Devenu percepteur dans la Manche, Gourlaouen sollicita, pour un changement, l'intervention du ministre, et il lui écrivit :

Le 22 janvier 1871, j'occupais la salle du Trône et je revendique pour moi seul l'initiative prise en cette circonstance, qui

(1) Vuillaume, *op. cit.* IX, *Lettres et témoignages*, p. 40 et s.

eut pour résultat, vous le savez, monsieur le ministre, la dispersion presque immédiate des émeutiers. Je me permets de vous rappeler, monsieur le ministre, qu'à la suite de cette affaire, *en présence du regretté M. Chaudey*, vous avez bien voulu m'adresser vos félicitations.

La lettre est nette. Elle évoque un fait précis, les félicitations adressées au capitaine devant Chaudey, sans que celui-ci ait réclamé pour lui le mérite de la décision. Le procès semble définitivement vidé. Ajoutons-le. Ce jour-là, les ordres de tirer se multiplièrent bientôt. Après Gourlaouen, un officier *de passage* à l'Hôtel de ville, le capitaine Emile Daireaux, « prit sur lui » de donner le même ordre. Il semble que l'officier-payeur Le Stunf, à l'entresol, l'ait imité.

Au lendemain cependant du 18 mars, aucun doute dans l'esprit de ceux qui viennent de prendre leur revanche. Gustave Chaudey a fait, le 22 janvier « balayer la place », et verser le sang des révolutionnaires.

Dès les premiers jours, la menace contre lui se précise. Il était courageusement resté à son poste de combat, poursuivant sa collaboration au *Siècle*. Ses articles méritaient d'être relus aujourd'hui. Ils fixent avec netteté l'attitude du publiciste dans les semaines qui suivirent la victoire populaire. Chaudey, comme Cernuschi, défend une politique de gauche. Il est hostile à Versailles. Il écrit, le 29 mars : « Si le conseil communal de Paris se restreint à l'organisation, à la constitution d'un Paris libre et républicain, tout ira parfaitement. Par cela la Province sera rassurée contre toute crainte de despotisme parisien, et tout mauvais vouloir de l'Assemblée de Versailles sera paralysé. » Mais parmi les élus de la Commune il distingue. Il met son espoir en Assi, en Billioray, en Varlin, en Clément pour lutter contre les blanquistes, contre Delescluze, contre Pyat, qu'il appelle « les académiciens du jacobinisme ». Le 4 avril, il complète sa pensée. « Nous lutterons de toute notre énergie contre les excès trop possibles de la réaction comme de la révolution, et, forts de l'appui de tous les républicains fermes et sages, nous garderons toute notre foi dans le triomphe définitif de nos principes. »

Il est resté le défenseur du droit et le Girondin que, du temps de l'Empire, sous ces deux aspects, Rigault méprisait déjà. — Ce qui est plus grave, il est devenu l'homme du 22 janvier.

De toutes parts, la révolution accomplie, des voix s'élevèrent pour rappeler le dramatique incident. La *Nouvelle République* commença, le 24 mars, la campagne. Elle rappela qu'au *Siècle* Cernuschi avait pour lieutenant Gustave Chaudey, « le même qui faisait fusiller le peuple au 22 janvier, en place de Grève ». Le 3 avril, à l'Hôtel de ville, un cri de haine fit dresser sur son banc Delescluze. « Et Chaudey ? Il est encore libre ? (1) » Quelques jours après, ce fut l'article souvent cité du *Père Duchêne* (numéro du 22 germinal-11 avril) (2).

Le Père Duchêne était là, le 22 janvier, quand ces mauvais bougres ont canardé les sans-culottes. Même... qu'il a conservé une fameuse dent contre les gredins qui ont assassiné à côté de lui son ami Sapia... Le Père Duchêne n'oubliera pas ce qu'il a vu. Et... il n'aura pas de cesse que ses amis les patriotes soient vengés et les assassins punis. Il y a, par exemple, le misérable Chaudey, qui a joué un sale rôle dans cette affaire-là et qui se balade encore à Paris aussi tranquille qu'un petit Jean-Baptiste. Est-ce qu'on ne va pas bientôt décréter d'accusation ce j...-f... là, et lui faire connaître un peu le goût des bons pruneaux de six livres dont il nous a régelés dans le temps ? Le Père Duchêne attend cette satisfaction-là, et il espère que la brave Commune se hâtera de la lui accorder...

Lorsque l'apostrophe de Delescluze avait été rapportée à Chaudey, celui-ci s'était refusé à suivre le conseil de Ranc et d'Ulysse Parent ; il n'avait point voulu quitter la capitale.

(1) Propos de Ranc rapporté par Vuillaume, *Mes cahiers rouges au temps de la Commune*, p. 416. Delescluze ne cessa de manifester contre Chaudey la plus violente animosité. On a soutenu qu'elle n'était pas due seulement à la sanglante vision du 22 janvier et à la mort de Sapia (Vuillaume, *ibid.*, p. 417), mais aussi à des motifs d'ordre personnel qui trouveraient leur origine dans la polémique soutenue, en 1848, par Delescluze et Proudhon, (Consulter Vuillaume, *Mes cahiers rouges. IX, Lettres et témoignages*, p. 54 et s.)

(2) Cet article était dû à une démarche faite, au nom de Delescluze, par Advenant, administrateur du *Réveil*. (Vuillaume, *Mes cahiers rouges au temps de la Commune*, p. 416.)

L'article du *Père Duchêne*, loin de l'y déterminer, lui dicta une réplique orgueilleuse parue dans le *Siècle* du 12 avril.

J'accepte devant la justice et devant l'histoire la responsabilité d'avoir défendu l'Hôtel de ville, le 22 janvier, contre une attaque à main armée... Que veut... la Commune de Paris ? Quel sens désire-t-on donner au mouvement du 18 mars ?... S'il s'agit de droit communal, de fédération, de constitution d'une République fédérale, j'ai, avec ma signature, cent fois plus que l'anonyme *Père Duchêne* le droit à la parole publique. S'il ne s'agit que de haines, de récriminations et de vengeances, le *Père Duchêne* a raison de désirer qu'on me supprime sommairement... Mais tant que j'aurai la main pour écrire je réproverai et je déplorerai cette façon si peu politique de fonder la liberté communale et la République.

Le lendemain, 13 avril, l'arrestation de Chaudey était opérée. Elle n'avait pas été déterminée, comme on l'a si souvent écrit, par l'article du *Père Duchêne*. La décision avait été prise deux jours auparavant, sur les instances, a-t-il été dit, de Delescluze, qui dut trouver en Rigault un interlocuteur bien disposé.

Ce fut Pilotell qui, après le déjeuner quotidien à l'ex-Préfecture, reçut l'ordre d'arrêter le rédacteur du *Siècle*. Il se ceignit de son écharpe rouge, prit un revolver et, accompagné de deux agents dont Henneron, se présenta au domicile du journaliste, 50 rue Neuve-des-Petits-Champs. Ne trouvant pas Chaudey, il se contenta d'apposer les scellés, et partit, laissant à Henneron le soin d'exécuter le mandat. Chaudey se trouvait à ce moment chez Cernuschi. Son beau-frère vint l'aviser que la police communale le recherchait et se rendrait le soir même dans les bureaux du *Siècle* pour l'arrêter. Une fois encore l'ancien adjoint refusa de fuir. D'un pas tranquille, à son heure habituelle, il gagna l'immeuble de son journal, 14 rue Chauchat. Bientôt survint Henneron, qui exhiba le mandat.

Rue de Jérusalem, Rigault procéda de suite à un rapide interrogatoire dont copie fut dressée. Gaston Da Costa,

qui entendit les propos échangés, déclara plus tard (1) :

C'était un récit assez écourté de l'affaire du 22 janvier 1871 et du rôle que Chaudey avait joué dans cette affaire. La première copie fut envoyée à Protot, la seconde, au comité de salut public. L'original resta dans une chemise où Rigault, après avoir mis différentes lettres, nous fit écrire : *Affaire Chaudey. Manifestation populaire du 22 janvier 1871*. Puis il serra la chemise dans sa serviette.

Cependant Rigault avait interrompu, non sans brutalité, le dialogue. Il fit appeler Pilotell, l'invita à s'adjoindre Cattelain et Henneron et à conduire Chaudey à Mazas.

Je suivis Pilotell, raconte Cattelain dans ses mémoires. Chaudey était assis devant Rigault, gardé par des fédérés en armes qui l'interpellaient violemment, se posaient en juges, faisant un vacarme épouvantable... Je ne sais si Rigault avait déjà décidé, ou savait tout au moins le sort réservé à Chaudey, mais à plusieurs reprises il me fit répondre du prisonnier. — Surtout ne le laissez pas échapper, répétait-il à chaque instant (2)...

On devine quel fut, en cours de route, l'objet de la conversation.

Quand vint la causerie sur la fusillade des mobiles bretons aux fenêtres de l'Hôtel de ville, dont on le rendait responsable, il s'en défendit énergiquement, et d'un accent si sincère que j'hésite encore à croire s'il était vraiment coupable.

Chaudey écroué, Raoul Rigault jugea sa tâche à peu près achevée.

La procédure qui suivit fut tout à fait rudimentaire.

Pilotell vint de nouveau, le 18 avril, rue Neuve-des-Petits-Champs. En présence de M^{me} Chaudey il pratiqua une perquisition dans l'appartement, et, ayant fait ouvrir par un serrurier le bureau-secrétaire, s'empara de quelques lettres sans grand intérêt (3). Le commissaire spécial saisit

(1) *Document inédit*. Dossier des poursuites exercées contre Gaston Da Costa, classé au Ministère de la guerre. — Sur un point Da Costa commet une erreur évidente. Le comité de salut public ne fut créé que le 1^{er} mai suivant.

(2) Cattelain *op. cit.* p. 186 et s.

(3) Il avait trouvé un brouillon de lettre ayant trait aux événements du 22 janvier. Mais cette correspondance ne permettait pas d'étayer l'accu-

également, contre un reçu que le *Siècle* publia, une somme de 815 fr. « Il y a du sang, s'écria-t-il, sur cet or-là ! » (1)

En même temps, la commission d'enquête qu'avait instituée l'Hôtel de ville entreprenait ses travaux. Elle avait été nommée le 15 avril, — deux jours après l'arrestation de Chaudey, — et devait fonctionner sous la présidence de Casimir Bouis, rédacteur au *Cri du Peuple*. Chargée de réunir les documents pouvant établir la responsabilité de ceux qui « avaient participé aux actes » du Gouvernement de la Défense nationale, il est certain qu'elle avait en réalité reçu pour mission essentielle de déterminer le rôle de l'ancien adjoint.

Le résultat de ses recherches ne tarda pas à être publié. Quatre fascicules parurent, comprenant trente-deux pages dont douze consacrées à l'insurrection de janvier. Il y était inséré seize dépêches et rapports provenant du Ministère de l'intérieur. J'ai donné des extraits de plusieurs de ces dépêches. — Mais aucun des textes divulgués n'attribuait à Chaudey l'ordre de tirer sur les assaillants.

En négligeant l'interrogatoire suprême que Chaudey subira quelques instants avant sa mort, on peut dire que ce fut là toute l'information dirigée contre lui. Les juges d'instruction ultérieurement nommés n'eurent point à en connaître. Plusieurs témoins pouvaient être cités. On se garda de recevoir leurs dépositions. Parmi eux, il est vrai, figurait Cernuschi qui avait écrit (2) :

La vérité est que, loin d'avoir ordonné le feu, M. Chaudey, qui était au premier étage, fut surpris d'entendre des coups de fusil ni plus ni moins qu'a pu l'être un garçon de bureau quelconque. La lutte s'était engagée *en bas*, devant les grilles fermées. Je le sais, j'étais là...

sation. « Je suis sûr, écrivait ultérieurement Pilotell à Vuillaume, qu'il n'y avait aucune allusion à des ordres donnés par lui aux soldats bretons pour tirer sur la foule. » (Vuillaume, *Mes cahiers rouges*, VIII, Deux drames, p. 32.)

(1) Sur la date et la nature des opérations de Pilotell, des confusions ont été commises. Je me suis basé, dans mon récit, sur les dépositions faites à l'occasion des poursuites exercées contre le commissaire spécial de la Commune, et sur les comptes rendus faits, au jour le jour, par le journal le *Siècle*.

(2) *Siècle* du 14 avril.

On le voit, aucune charge-nouvelle n'avait été recueillie contre Gustave Chaudey.

L'aveu en a été fait tout à la fois par Pilotell, dans une lettre du 24 avril, que la *Sociale* publia le surlendemain, et par Rigault lui-même.

La lettre de Pilotell était adressée à Courbet.

Vous trouvez l'arrestation du nommé Gustave Chaudey scandaleuse. Si vous aviez été comme nous, *le fusil à la main sur la place de l'Hôtel de ville*, le 22 janvier vous ne nous blâmeriez pas d'avoir arrêté cet *assassin* qui envoyait, *quelques minutes avant que Sapia ne tombe*, cette dépêche à l'intérieur : *Faites balayer la place...*

C'est le grief de la première heure réédité, sans justification spéciale, sans que le signataire de la lettre puisse en tout cas imputer à Chaudey l'ordre de tirer.

Au même moment, afin de relever contre son prisonnier l'infamante inculpation, Rigault évoquait aussi la dépêche légendaire. Il est vrai que, pour les besoins de la cause, il dénaturait encore le texte et supposait que la dépêche avait été envoyée, non point de l'Hôtel de ville, mais du Ministère de l'intérieur. Chaudey avait reçu l'ordre meurtrier. Il l'avait exécuté. Cernuschi, qui se rendit le 26 avril au Palais pour intercéder en faveur de son ami, relata à cet égard, dans le *Siècle* du 27, un propos du redoutable procureur.

M. Raoul Rigault nous a dit : Chaudey est un misérable *assassin*, pire que Tropmann. Et nous tenons la pièce à conviction. C'est une dépêche expédiée le 22 janvier à M. Chaudey, à l'Hôtel de ville, en ces termes : *Faites balayer la place.*

Procédé d'information qui condamne plus encore son auteur que sa victime. Il confirme d'ailleurs qu'à la base de l'accusation il n'existait alors que l'avis exprimé de l'Hôtel de ville, tendant à faire balayer la place.

Et le 23 mai, avant de le conduire à la mort, Raoul Rigault interrogea une dernière fois Chaudey. Voici le dialogue tragique.

Rigault. — Est-ce toi qui, de l'Hôtel de ville, as demandé des troupes pour balayer la place ?

Chaudey. — J'ai fait mon devoir.

Rigault. — Alors, ton devoir était de faire tuer des femmes, des enfants ? Mon devoir à moi est de te dire que tu as trois minutes à vivre... (1)

La place balayée : Eternel reproche. Le plus vague et le seul (2). Il suffira à entraîner l'exécution sommaire de l'ancien adjoint.

En attendant l'issue du drame, Raoul Rigault s'en autorisa pour arrêter à l'égard de Chaudey de sévères dispositions. Pendant plusieurs jours le prisonnier fut mis au secret le plus rigoureux. L'ex-Préfecture refusa tout permis de communiquer. Pour faire lever cette consigne, il fallut que Cernuschi intervînt à l'Hôtel de ville. Auprès de Rigault, à nouveau, il échoua. Mais il obtint le concours de Protot, qui fit délivrer un permis au journaliste, un autre à M^{me} Chaudey. Le renouvellement lui-même de ce permis n'en devait pas moins soulever de la part de l'inflexible Rigault d'incessantes protestations. « Le citoyen Chaudey, dit-il un jour à la malheureuse femme du détenu, n'est pas à Mazas pour délit de presse, mais pour assassinat. Vous ne le verrez pas. »

A plus forte raison les tentatives faites pour obtenir la libération de Gustave Chaudey devaient-elles échouer.

Je ne parle pas seulement d'une démarche de Cernuschi à Versailles en vue d'un échange d'otages qui eût compris son ami. Le chef du pouvoir exécutif détourna les yeux du sort du journaliste comme de celui du prélat. L'entremise ne fut pas, il est vrai, de tout point inutile. Il semble qu'à la visite de Cernuschi se soit rattachée l'autorisation obtenue pour la

(1) J'ai reproduit ici la version de Slom, témoin de l'exécution. (Vuillaume, *Mes cahiers rouges*. VIII, *Deux drames*. p. 23-24.) Elle apparaît comme plus vraisemblable que les propos trop longs publiés par E. Monteil, *L'exécution de Gustave Chaudey et de trois gendarmes*, p. 18 et s. D'après Monteil, qui s'en rapporte à Préau de Vedel, l'accusation : « C'est vous qui avez donné l'ordre de balayer la place » aurait été proférée par Slom.

(2) Avrial a déclaré à Vuillaume que « jamais aucune preuve de la culpabilité de Chaudey n'avait été mise sous les yeux des membres de la Commune ». (*Mes cahiers rouges au temps de la Commune* p. 418).

sœur de Blanqui de voir le prisonnier révolutionnaire. Par mesure de réciprocité, la Commune adoucit, dans la forme du moins, le sort de Chaudey. De la maison cellulaire de Mazas, l'ancien adjoint fut transféré, le 19 mai, — pour son agonie, — à la prison des détenus politiques, à Sainte-Pélagie (1).

Mais les interventions tentées à Paris dans un but plus décisif furent stériles. Dès les premiers jours, la presse radicale avait protesté contre l'arrestation de Gustave Chaudey : l'*Opinion nationale* du 15 avril, l'*Avenir national* du 16, le *Mot d'Ordre* du 17, le *Rappel* du 19. En même temps, de nombreuses démarches étaient tentées à l'Hôtel de ville. Beslay, Courbet demandèrent que tout au moins le publiciste fût mis en liberté provisoire. Le gendre de Chaudey s'efforça d'attendrir Lefrançais. Vaillant, à la prière de Rogeard, sollicita Tridon. Plus utilement, Vermorel avait exigé la production de la dépêche attribuée à Chaudey, donnant l'ordre de « balayer la place ». Aucune pièce n'ayant été retrouvée, qui portât la signature de l'adjoint, l'honnête représentant du 18^e s'était élevé contre une détention qu'il jugeait arbitraire.

Vains scrupules de quelques consciences. Ces efforts isolés se brisèrent contre la haine et le parti pris dressés en muraille. Lefrançais, Tridon répliquèrent durement. Avec véhémence Delescluze combattit la proposition de Vermorel, qui fut repoussée : « Qu'on trouve ou non la dépêche, il faut garder Chaudey ! » Rigault, devenu procureur, déclara bien haut qu'il se réservait de requérir contre l'ancien adjoint de Paris.

D'un procès engagé dans une atmosphère de passions aussi vives, il était aisé de prévoir les résultats. Le bâtonnier Rousse ne se fit, à cet égard, jamais d'illusions. Il consi-

(1) L'ordre avait été signé, le 18, par Da Costa. « Ordre de transférer le détenu Chaudey, journaliste, accusé d'assassinat, de la prison militaire de Mazas à celle de Pélagie (*sic*). — Le substitut du procureur de la Commune. G. Da Costa. » (*Document inédit*. Dossier des poursuites contre Gaston Da Costa, classé au Ministère de la guerre.) — L'extrait du registre d'écrou de Sainte-Pélagie a été reproduit par E. Monteil, *op. cit.*, p. 15 n. 1.

déra cependant comme de son devoir d'assister Chaudey, ne voyant en lui qu'un confrère en péril.

Je ne reproduirai pas le récit de son entrevue, du 16 avril, avec le délégué Protot. Sa visite, M^e Rousse l'a racontée dans un article publié par la *Revue des Deux Mondes* le 15 juin 1871 et dans ses *Lettres à un ami* (1). Elle a joui d'une grande publicité. Une autre version lui a été opposée par Vuillaume, le confident du ministre de la Commune. Chacun des deux interlocuteurs jugea plus tard qu'il en avait, par son attitude, imposé à son adversaire. Tout porte à croire qu'entre le bâtonnier aux blancs favoris et le jeune stagiaire botté un égal sentiment de gêne, en réalité, plana : L'imprévu de la rencontre, dans un tel décor, l'emportait sur son pittoresque. Protot y mit fin en promettant au bâtonnier un permis de communiquer.

Il le lui donna au cours d'une seconde audience, le 20 avril (2).

Par les mentions restées sur le permis nous savons que M^e Rousse visita deux fois Gustave Chaudey, le 23 avril et le 1^{er} mai, et qu'il l'entretint dans le parloir des avocats de Mazas. Rien ne nous est resté des propos échangés. Le bâtonnier apporta sans doute à son confrère plus encore le réconfort de sa sympathie qu'un concours réellement efficace. Les événements au surplus, en justifiant ses craintes, allaient le libérer de tout scrupule. Pour le fonctionnaire de la Défense nationale comme pour les prêtres, il n'aurait pas à fournir un effort oratoire qui ne pouvait être que le simulacre d'une défense.

Après l'arrestation de Chaudey survint celle de Chevriaux, opérée le 1^{er} mai. S'il semble que le proviseur du lycée de Vanves ait été arrêté à la suite d'un incident d'avant-poste, la décision fut sans aucun doute maintenue en raison seulement du rôle joué, au lendemain du 4 septembre, par cet universitaire, alors mobilisé en qualité de commandant.

(1) *Lettres à un ami*, t. II, p. 281 et s. — Ce récit se trouvait en germe dans un entrefilet de l'*Echo du soir* (n° du 26 avril 1871). Plusieurs journaux l'ont également, à des dates ultérieures, inséré dans leurs colonnes.

(2) J'ai reproduit, chapitre IV, le texte de ce document.

La révolution accomplie, Chevriaux s'était vu appeler au commandement de l'Hôtel de ville. Il avait été promu au grade de lieutenant-colonel de la garde mobile vingt-quatre heures après (1). Les changements de régime comportent des avancements rapides, qui, à des heures d'agitation, ne sont point sans péril. Comme Chaudey, le lieutenant-colonel avait eu sa place dans une journée historique. Il avait assisté aux épisodes et aux tractations du 31 octobre, vu tour à tour le succès passager des blanquistes et la délivrance du gouvernement. Un de ces témoins encore, dans lesquels volontiers Rigault recrutait des otages. Le délégué ne manqua point l'occasion. Voici comment Gaston Da Costa devait, d'une façon fort vraisemblable, expliquer l'arrestation de l'ancien officier (2).

Le commandant du fort d'Ivry, je crois, écrivit à Rigault pour lui apprendre que M. Chevriaux était au lycée de Vanves, qu'il nuisait au service militaire, etc..., et qu'il l'avait fait arrêter. On donna l'ordre de le faire conduire à la Préfecture, et ce fut près de moi qu'il fut conduit. Comme je croyais que l'arrestation ne relevait absolument que de l'autorité militaire, j'allai dire à Rigault qu'un nommé Chevriaux (je ne connaissais pas du tout ce monsieur) était auprès de moi et qu'il était envoyé de Vanves ou d'Ivry, que je ne savais qu'en faire et que j'allais le renvoyer au délégué à la guerre. Alors Rigault me dit de le garder. — C'est, dit-il, l'ancien commandant de l'Hôtel de ville. Nous pourrions avoir des renseignements sur l'affaire du 31 octobre. Dis-lui de te faire un récit de tout ce qu'il a vu pendant le cours de la journée du 31 octobre. — Puis il me donna un ordre d'écrouer à Mazas après l'interrogatoire. M. Chevriaux me fit un long récit de la journée du 31 octobre... Je portai le récit à Rigault qui, deux jours après, me fit appeler au Palais de justice et me dit d'aller demander à M. Chevriaux s'il voulait me raconter l'affaire qu'il avait eue avec un officier d'état-major du général Trochu, relativement à des officiers de la garde nationale faits prisonniers dans la nuit du 31 octobre. J'allai trouver M. Chevriaux, qui me dicta toute cette affaire...

(1) *Journal officiel*, numéros du 7 et du 8 septembre 1870.

(2) *Document inédit*. Dossier concernant Gaston Da Costa, Ministère de la guerre.

Ainsi l'arrestation du proviseur fut maintenue, non point même en raison de quelque grief invoqué contre ce dernier, mais dans le seul but d'obtenir de lui des renseignements ayant trait à un événement politique antérieur. Il n'y eut là, pour le parquet de la Commune, nulle matière à souci : Chevriaux fut écroué à Mazas sous l'inculpation de « trahison dans l'affaire du 31 octobre (1). »

Plusieurs opérations de la police communale doivent être enfin citées, dont les motifs remontaient également au premier siège. Il fut pratiqué une perquisition dans l'appartement du général Ducrot, à qui un peuple de vaincus reprochait la proclamation du 29 novembre 1870, préface de Champigny : « Pour moi, j'en fais le serment devant la nation tout entière, je ne rentrerai dans Paris que mort ou victorieux. » Dans l'appartement aussi du député Roger du Nord, ancien lieutenant-colonel de la garde nationale et chef d'état-major du général d'Aurelle de Paladines. — Sur l'ordre enfin de Rigault, Cattelain arrêta le banquier Charles Lalou, soupçonné d'avoir accaparé de la farine et du charbon à l'époque du Gouvernement de la Défense nationale. Inculpation cependant si fragile, que le délégué, qui avait envisagé l'exécution de son prisonnier, dut le libérer peu de temps après.

On pense bien que la Commune n'usa pas d'une moindre rigueur en ce qui concerne les membres du gouvernement de Versailles. A leur égard, il n'y eut pas seulement des initiatives de l'ex-Préfecture ou du parquet, mais plusieurs décisions de l'Hôtel de ville. J'ai indiqué les circonstances en raison desquelles celui-ci décréta d'accusation Thiers, Dufaure, Favre, Picard, Simon, l'amiral Pothuau, et ordonna la mise sous séquestre de leurs biens, puis, soucieux d'atteindre en particulier le chef du pouvoir exécutif, déclara saisis ses biens meubles et condamna son hôtel à la destruction (2).

Sur l'exécution de la mesure visant l'immeuble de la place Saint-Georges, je ne donnerai point ici de précision particulière. Nous savons comment la démolition prit l'apparence

(1) *Idem.*

(2) Ci-dessus, chapitre III.

d'une cérémonie officielle que présida, canne brandie, le délégué Protot. Et plus loin, examinant le rôle joué par les officiers ministériels de la Commune, je fournirai certains renseignements complémentaires au sujet de la saisie des meubles du chef de l'Etat.

Chez les ministres, des perquisitions furent opérées. Quelques-uns d'entre eux, collaborateurs déjà du général Trochu, étaient à vrai dire doublement menacés, par le décret de mise en accusation, et par l'arrêté qui avait chargé la commission Casimir Bouis de procéder à une enquête sur les actes du Gouvernement du 4 septembre. Mais les opérations effectuées ne donnèrent aucun résultat. Il ne put être trouvé dans les appartements de Jules Favre et de Picard, non plus que dans celui de Dufaure, de documents présentant quelque intérêt (1). L'échec laissa la presse d'avant-garde indifférente. Au scandale espéré elle substitua ses habituelles calomnies. Dans son numéro du 24 germinal 79, le *Père Duchêne* affirma qu'il avait été saisi chez Favre deux millions en titres au porteur achetés du 4 septembre au 20 février.

Vers le même moment, des fédérés envahissaient les domiciles à Paris de plusieurs des généraux commandant l'armée de Versailles. Le 14 avril, rue Rabelais, l'hôtel du général de Galliffet, commandant la brigade de cavalerie du 1^{er} corps (2). Le 16, l'hôtel habité, 70 rue de Bellechasse, par le maréchal de Mac-Mahon, qui, après une carrière illustre en Italie, de graves revers en Alsace, avait reçu le commandement en chef de l'armée expéditionnaire (3). Le 24, l'appartement d'un autre officier supérieur, contre lequel s'étaient, depuis vingt ans, accumulées les rancunes populaires : Le général Vinoy, général et sénateur de l'Empire,

(1) A l'issue de la perquisition que Pilotell dirigea, vers la fin du mois d'avril, chez Ernest Picard, 80 avenue de la Grande-armée, les fédérés n'en emportèrent pas moins de nombreux papiers et de l'argenterie. Des scellés furent apposés chez Picard comme dans l'appartement des autres ministres.

(2) Ce n'est point à cette adresse, mais à la Préfecture de police, qu'avaient été découverts les documents portant sur la vie privée du marquis, que l'*Affranchi* publia le 6 avril et dans ses numéros suivants.

(3) La perquisition avait été effectuée sous la direction du commissaire spécial Henry. Il fut saisi une voiture et des armes arabes, et réquisitionné des pièces de vin. (Dossier concernant Henry. Ministère de la guerre.)

après sa belle retraite de Mézières un des vaincus de la capitale assiégée, commandant de l'armée de Paris le 22 janvier et le 18 mars, avait exercé le commandement en chef des troupes versaillaises avant d'être réduit au commandement de l'armée de réserve. C'était lui qui, le plateau de Châtillon réoccupé, avait donné l'ordre de fusiller Duval.

Des membres du gouvernement siégeant à Versailles, des chefs de l'armée, la Commune étendit ses mesures vexatoires aux administrations, aux fonctionnaires demeurés dans la capitale et soupçonnés de quelque tiédeur.

Les Ministères connurent tous de sévères perquisitions. Dans plusieurs d'entre eux, aux affaires étrangères notamment, on saisit des pièces d'argenterie gravées aux armes impériales, qui furent livrées à Camélinat, directeur de la Monnaie (1), comme l'avaient été les objets en métal précieux des Tuileries, du Palais de la Légion d'honneur, de l'Hôtel des Invalides. Il y eut des arrestations à la marine, pour l'affaire du souterrain ; — à la guerre, celle par exemple de l'employé L. ; — à l'intérieur, celle de Mario Proth, publiciste devenu bibliothécaire, qui, surpris alors qu'il essayait d'enlever du Ministère certains dossiers, fut l'objet d'un « ordre d'écrouer avec égard », signé le 30 mars par Duval (2).

Au Palais de justice, les arrestations se multiplièrent. Quatre garçons de bureau étaient écroués dans l'après-midi du 8 mai, Valentin, Chastang, Chambosse et Chaffard. Tous quatre, arrêtés par Jacquet et des gardes nationaux en vertu de mandats portant la signature du juge d'instruction Moiré. Tous quatre, conduits au Dépôt, de là à Mazas sous des prétextes identiques, parce que, tout en assurant le service, ils s'étaient refusés à livrer les clés du parquet, du tribunal civil, du greffe correctionnel, du tribunal de simple police, mais en réalité victimes des intrigues de Lallemand. — Le même vent soufflait, quelques jours après, sur la cour de cassation.

(1) Procès-verbal du 8 avril 1871 et lettre de Varlin, reproduits par l'*Affranchi*, journal du délégué Paschal Grousset, et par le *Journal officiel* du 14 avril.

(2) Dossier concernant Duval. Ministère de la guerre. Voir aussi le *Gaulois* du 3 avril. — Proth fut libéré peu de jours après, sur l'ordre du délégué à la justice. (*Gaulois* du 9 avril.)

Le 12, Fourrier convoqua le concierge Bigeard, les garçons Iehl, Leconte, Déglise, Dronchat, Fronteau. Il leur demanda les clés dont ils avaient la garde et les fit mettre en état d'arrestation sous l'inculpation d'intelligences avec Versailles. Dans cette affaire, Wurth fut commis. Les jours suivants, ce magistrat interrogea les détenus, leur reprocha, sans charge précise, d'avoir détourné des dossiers. Transférés à Mazas, Bigeard et Leconte demeurèrent écroués jusqu'au retour de l'armée. Leurs quatre camarades furent successivement mis en liberté par Wurth. — Le 14, nouvelle alerte. Des fédérés, que conduisait le caporal Marion, envahirent le logement du garçon Germain. Ce dernier étant parvenu à s'enfuir, ils arrêtaient sa femme, la conduisirent au cabinet de Barral et s'emparèrent des clés du greffe civil. — D'autres employés eurent la bonne fortune d'échapper à l'arrestation, Lefrançois, huissier du conseil de l'Ordre, Gallay, brigadier des gardes, Hertiez, affecté au bureau des légalisations (1).

Point de personnel qui ne fût atteint ou inquiété. Dès le mois d'avril, plusieurs employés de prisons, devenus suspects, avaient été écroués. Le 7, de retour de Versailles (2), le greffier Kahn; le 17, Gelly, surveillant à Saint-Lazare. Vers la même date, le directeur du Dépôt des condamnés Branduit. Plusieurs directeurs et agents des compagnies de chemins de fer, Pierrard, directeur de la C^{ie} de l'Ouest, Cousin, de la C^{ie} du Nord, accusé par Rigault d'avoir fait adapter des wagons pour marchandises au transport des troupes versaillaises, Gazin, chef de l'économet des chemins de fer du Nord, arrêté par Le Moussu comme « hostile à la Commune », sur la dénonciation du cercle de la 18^e légion (3). Et un directeur des mines. Le directeur de la manufacture des tabacs. Le régent de la Banque de France Denière. Le chef du personnel à la Caisse des dépôts et consignations Matha, arrêté

(1) *Renseignements oraux* qu'ont bien voulu me communiquer notamment Valentin et Lefrançois. — Dossiers concernant Voncken, Wurth, Moiré, Lallemand, etc...

(2) Voir ci-dessus, chapitre V.

(3) Dossier concernant Le Moussu. Ministère de la guerre.

sur l'ordre de Gaston Da Costa, pour « correspondances avec l'ennemi ». Le directeur du conservatoire Tresca. L'inspecteur général des halles et marchés Dubois. De simples employés des postes et télégraphes comme les nommés Jean G. et D. Des violences étaient exercées contre Perrin, directeur de l'Opéra, qui n'évita que par un départ précipité son arrestation.

Au tribunal de commerce le personnel s'en tira à meilleur compte. Le 20 mai, les bâtiments furent envahis par un peloton de fédérés. Ces derniers se saisirent du chef des gardes, Faivre, et des employés présents qu'ils séquestrèrent. Leur seule intention cependant était de perquisitionner dans l'immeuble. L'opération achevée, ils libérèrent les employés du tribunal.

Le marquis de Plœuc, sous-gouverneur de la Banque de France, ne dut le salut de son établissement et sa propre liberté qu'à des circonstances particulières. Mais ce ne fut point sans quelques vicissitudes. Le récit en a été souvent fait. Nous n'avons pas à le reproduire ici. Il n'en est pas moins curieux de noter que pendant les deux mois du gouvernement communal, la Banque de France constitua, dans la ville révolutionnaire, comme un territoire distinct. Elle conserva son bataillon spécial de gardes nationaux et, flottant au vent, le drapeau tricolore. Situation unique, qu'expliquent en grande partie la modération de Jourde, délégué aux finances, et plus encore les bons offices de Charles Beslay, délégué à la Banque. Sans le concours du doyen des membres de la Commune, la Banque eût, à maintes reprises, souffert les pires aventures. Le 8 avril, lorsqu'un bataillon de fédérés, venant du Palais-Royal, se présenta pour l'occuper et y rechercher des armes. Vers le milieu du mois, lorsque la délégation des finances soupçonna, fort à tort, l'établissement de recéler les diamants de la couronne. Le 12 mai, quand un bataillon cerna le monument, puis, avec Le Moussu, effectua une perquisition rigoureuse dans l'espoir encore de découvrir un dépôt d'armes. Le *Cri du Peuple* dut avouer, deux jours après : « La perquisition, qui a duré environ une heure, n'a donné aucun résultat. » Elle faillit seulement

entraîner la démission de Beslay. Malade, le délégué avait appris, trop tard pour l'empêcher, l'envahissement de la Banque. Du moins il s'était hâté de venir sur les lieux et, grâce à son intervention, la garde était partie sans causer de dommages. Le soir même, Beslay, mécontent, avait adressé à l'Hôtel de ville une démission qu'il ne tarda point à reprendre. Je gage que le sous-gouverneur fut le premier à le féliciter de son zèle comme du poste qu'il conservait. Jusqu'à la dernière heure, le délégué de la Commune fut pour l'administration de la Banque de France un « auxiliaire » intelligent et sage. Il avait, en avril, prévenu M. de Plœuc que Rigault songeait à l'arrêter. Quand la roue de la fortune eut tourné, le sous-gouverneur lui rendit sa politesse. Il lui procura un laissez-passer, au mois de juin, et l'aida lui-même à franchir la frontière suisse.

De nombreuses perquisitions enfin, et nombre d'arrestations trouvèrent leur origine dans la politique de la Commune ou dans des incidents, si fréquents alors.

Réserveons au prochain chapitre, qui traitera des juridictions militaires, l'examen des décisions prises à l'égard d'officiers fédérés, de gardes nationaux, des réfractaires, — encore que des ordres d'écrou aient été signés par Ferré, par Rigault.

Nous étudierons plus loin également la situation faite aux officiers ministériels. Nous constaterons alors que les appositions de scellés dans les études, les arrestations de notaires eurent pour motifs à peu près exclusifs l'exercice de ces fonctions publiques et les interventions du délégué à la justice. Seul M^e Duplan fut arrêté, non point en raison de sa qualité de notaire, mais pour avoir trop librement exprimé son opinion dans la rue. Il fut d'ailleurs mis en liberté dès le lendemain sur une démarche d'un parent.

A l'égard de la presse, l'ex-Préfecture et le parquet usèrent de procédés particulièrement arbitraires. Rigault, en ses deux qualités successives, Cournet, Ferré la baillonnèrent sans ménagement, sans même que leur rigueur, en partie justifiée par les événements militaires, fût entourée des garanties indispensables. Aucune décision de l'assemblée

communale elle-même. Parfois, mais non pas toujours, le contreseing d'un membre du comité de sûreté générale, de Chalain entre autres. Dans les derniers jours seulement de la Commune, la ratification du comité de salut public. Nombre de suppressions ne furent pas insérées au *Journal officiel*. Par contre, elles s'étendirent de jour en jour, visant à prohiber toute critique. Et cela poussé jusqu'au ridicule. Sans compter les journaux ayant d'eux-mêmes suspendu leur publication, plus de quarante furent supprimés par les délégués au comité de salut public (1). La répression frappa l'organe révolutionnaire la *Commune*. Elle n'épargna point la *Revue des Deux Mondes*. Ce jour-là, le 18 mai, le comité de salut public fit mieux. Il ne se borna pas à supprimer dix journaux. Il prononça : « Aucun nouveau journal ou écrit politique ne paraîtra avant la fin de la guerre. » Englobant dans la même menace de poursuites auteurs et imprimeurs, il chargea la sûreté générale d'assurer le respect de sa décision.

Ces mesures rigoureuses comportaient des perquisitions, des saisies, des arrestations.

Tout au moins eût-il été opportun que l'exécution en fût régulière. Mais là encore, l'ex-Préfecture laissa le plus souvent sans instructions précises ses subordonnés. Les commissaires de police, leurs collaborateurs, les gardes nationaux eux-mêmes agirent au gré de leur fantaisie. De cet état de choses le *Réveil du peuple* se plaignit avec vivacité le 22 avril. « Par une étrange faiblesse ou par une singulière incurie, la délégation de la justice et celle de la police, chargées de l'exécution de l'arrêté d'avant-hier, n'ont point su éviter le scandale de l'apparition deux jours de suite du *Bien public*, supprimé par décret. » Et l'organe de Delescluze soulignait en un contraste saisissant les violences non moins scandaleuses exercées à l'égard des marchands de journaux. Un dessin de Lix, « d'après nature », publié le 29 avril par le *Monde illustré*, a conservé toute sa valeur documentaire. Il représente une « scène du boulevard à l'occasion des jour-

(1) La liste de ces journaux a été indiquée notamment par Moriac, *op. cit.*, p. 386.

naux supprimés ». Un fédéré arrachant à une marchande ses journaux. La foule qui prend parti. Des coups échangés. — Le spectacle ne tarda pas à devenir banal, dans Paris livré à toutes les passions.

Avec les concessionnaires des kiosques, ce furent les crieurs qui se virent pourchassés. Cluseret les avait, dès le 19 mars, dénoncés comme « jetant l'erreur (*sic*) par de fausses nouvelles » (1).

Cependant, l'on se tromperait si l'on croyait que la rédaction des journaux fut au contraire épargnée. Pour deux jours gagnés, le *Bien public* n'évita point la saisie par les soins de Pilotell. Il y eut là tout un nouveau champ d'action pour le fougueux commissaire, qui opéra de la même façon dans les bureaux de l'*Opinion nationale*. Pilotell destitué, Le Moussu recueillit cette succession particulière. A Le Moussu revint la mission de suspendre la publication de l'*Echo du soir*, interdite, le 1^{er} mai, par le procureur Rigault (2). Le 18 mai, le comité de salut public le chargea tout spécialement d'assurer l'exécution de l'arrêté qui supprimait dix quotidiens.

En même temps que l'on saisissait les journaux, étaient arrêtés les journalistes, sur mandat ou en l'absence de toute pièce régulière.

J'ose à peine citer Lebeau, le personnage déséquilibré qui à la première heure, s'improvisa directeur du *Journal officiel*. Chapitel le fit écrouer dès le 29 mars. Il s'évada le 3 avril.

Mais après lui, le 6 avril, Richardet, rédacteur du *National*, fut arrêté. Il s'était rendu à la Préfecture de police pour demander un laissez-passer. Un hasard seul le libéra, la rencontre, dans la prison, d'un collaborateur de Rigault qu'il

(1) Général Bourfelly, *op. cit.*, p. 85.

(2) Citons, à titre d'exemple cette décision : « Nous, procureur de la Commune de Paris, ordonnons au citoyen Le Moussu, commissaire de police spécialement chargé des délégations judiciaires, de se rendre à l'imprimerie du journal l'*Echo du soir* à l'effet d'y notifier aux imprimeurs qu'ils aient à suspendre immédiatement l'impression de ladite feuille, qui est la continuation des journaux supprimés. Lui ordonnons en outre de laisser aux gérants dudit journal copie du présent ordre, leur faisant savoir que s'ils continuaient à faire paraître leur journal, mandat d'arrêt serait immédiatement lancé contre eux. — 1^{er} mai 1871. » (Reproduit par le *Rappel* du 3 mai.)

connaissait. — Et le lendemain, des gardes envahissaient les locaux du *Bien public* afin d'appréhender le rédacteur en chef Paul Vrignault. Quelques jours après l'on écrouait son confrère de la *Petite Presse*, Balathier de Bragelonne.

Le 18 avril, Pilotell tenta un coup double. Il imagina un complot avec Versailles et, successivement, se présenta aux bureaux de la *Cloche* puis de l'*Eclipse*. A la *Cloche*, il manqua Louis Ulbach. Au journal l'*Eclipse*, il crut trouver une juste compensation : Il arrêta Polo, le directeur. « Ouvrant son pardessus il montra une écharpe rouge garnie de deux revolvers. » Par contre, il put seulement produire un mandat en blanc, revêtu d'une simple griffe que Da Costa avait apposée d'avance sur un grand nombre de feuilles. L'irrégularité ne troubla point le commissaire spécial. Il la prolongea. S'emparant des dix-huit cents francs que contenait la caisse, il mit, sans les compter, les billets dans sa poche, refusa au caissier de lui en délivrer reçu. A ce moment, il eut l'idée de remplir le mandat d'arrêt, et ce fut lui qui signa l'ordre par lui-même exécuté. Voici la copie de la pièce conservée au Ministère de la guerre (1).

Comité
de
sûreté générale.

Commune de Paris.
Paris, le 18 avril 1871.

Ordre d'écrouer le nommé Polo, François.

Le Commissaire de police
spécialement attaché au cabinet,
PILOTELL.

Sur le papier, la griffe de Gaston Da Costa. Le timbre du comité de sûreté générale, cabinet du délégué.

L'affaire fit un tout autre bruit que celui souhaité par Pilotell. Elle dégénéra en scandale. De nombreux journaux protestèrent, le *Réveil du Peuple* en particulier, qui observa que « le mandat avait été remplacé par un revolver », et fit allusion à des rancunes du commissaire, ancien dessinateur

(1) Document inédit. Dossier concernant Pilotell.

de l'*Eclipse*. « Il est urgent, conclut l'organe de Delescluze, que des actes pareils soient réprimés (1). » Et l'émotion gagna l'Hôtel de ville. La commission de justice donna, le 20, l'ordre de mettre en liberté Polo. Au sein de la commission exécutive, on délibéra sur la révocation de Pilotell. Le 23, en séance de l'assemblée communale, Longuet, Vermorel, Miot, Arthur Arnould, Courbet soulignèrent avec vivacité l'urgence de la mesure et demandèrent qu'une note parût à l'*Officiel*. La note fut publiée aussitôt. Elle enregistrait la déchéance d'un commissaire trop insoucieux des formes. Rédigée par Rigault, elle avait cependant la pudeur d'un communiqué officiel et dans la mesure du possible, au prix même de quelques inexactitudes, épargnait un collaborateur. Elle énonçait que Polo, « arrêté en vertu d'un mandat *régulier*, sur *présomptions graves de relations avec Versailles*, avait été mis en liberté après instruction pour insuffisance de preuves ». Et elle concluait en ces termes : « La mise en disponibilité du citoyen Pilotell a été motivée par des *négligences de formes* qui n'entachent en rien l'honorabilité de ce citoyen (2). »

A la disgrâce de Pilotell, les journalistes parisiens gagnèrent quelque sécurité provisoire. Il faut arriver au 3 mai pour noter l'arrestation de plusieurs journalistes, des correspondants de journaux anglais, accusés, il est vrai, de relations suspectes avec Cluseret. Et les violences reprennent. Dans le courant du même mois, Andréoli, rédacteur en chef de l'*Observateur*, est arrêté ; puis, pour un article paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er}, Emile Beaussire, professeur de philosophie au lycée Charlemagne, qui, quelques jours après, sera libéré sur des démarches de sa femme. Le beau-frère de Victor Hugo, Paul Foucher, correspondant de l'*Indépendance belge*, Dubuisson, qui imprime des journaux d'opposition, échappent à grand'peine aux recherches dont

(1) *Réveil du Peuple* du 19 avril.

(2) Le certificat ne consola point Pilotell de sa disgrâce. Dans sa lettre du 24 avril, publiée le 26 par la *Sociale*, il insista lourdement : « Quant au nommé Polo, j'affirme encore qu'il est coupable, de concert avec le nommé Ulbach, d'avoir entretenu avec Versailles des correspondances. »

ils sont l'objet. Wurth donne l'ordre d'arrêter Myrtil May, correspondant d'un journal américain. Ferré décerne un mandat contre Gaulier, de la *Politique*. L'arrestation des rédacteurs du *Père Duchêne* est envisagée en raison des liens d'amitié les unissant à Rossel. Celle de Rochefort décidée, qui le contraint à s'enfuir.

Des procédés semblables étaient employés pour favoriser la presse de l'Hôtel de ville. Afin de fournir du papier à l'*Affranchi* de Grousset, Rigault fit une réquisition. Il arrêta, le 4 mai, Vossen qui se refusait à imprimer la *Petite Marseillaise*.

Politique d'inspiration dictatoriale, suscitée par le blanquisme de la Préfecture et du parquet, mais peu apte à concilier les forces révolutionnaires. Les vexations s'y ajoutant, elle n'indigna pas seulement les organes conciliateurs ou radicaux, la *Cloche* (31 mars), l'*Opinion nationale* (3 mai). Elle inquiéta certains des partisans de la Commune, les socialistes surtout, le *Mot d'Ordre* (2 avril), le *Vengeur* (21 avril), l'*Ami du Peuple* (24 avril), et, je l'ai dit, le *Réveil du Peuple* lui-même (1).

Ce furent par contre de simples incidents, indépendants de la volonté de Rigault et de ses collaborateurs, qui causèrent l'arrestation d'un certain nombre de personnages politiques : Glais-Bizoin, Schœlcher, Antonin Dubost n'eurent pas à subir les conséquences de leur attitude sous les gouvernements antérieurs, ni même celles d'une « complicité avec Versailles ». Ils furent les victimes de hasards fâcheux, du zèle surtout d'agents subalternes.

Il était impossible de révoquer en doute le républicanisme d'Alexandre Glais-Bizoin. Sa vie entière avait été vouée à la démocratie. Sous la Restauration, à l'Assemblée nationale de 1848, au Corps législatif, représentant les Côtes-du-Nord, il avait pris place dans les rangs de l'opposition libérale. Elu, il est vrai, par le département de la Seine en 1869, il s'était vu par cela même appeler à faire partie, le 4 septembre, du

(1) Seule, semble-t-il, la *Sociale*, dans son numéro du 7 avril, approuva sans réserves les mesures prises contre la presse.

Gouvernement de la Défense nationale. Il s'y pouvait compromettre aux yeux des révolutionnaires parisiens : Il avait eu la bonne fortune de quitter tout aussitôt la capitale avec Crémieux pour figurer à la délégation de Tours. Paris cependant, sans distinguer, boudait la bourgeoisie républicaine. Glais-Bizoin ne fut pas de l'Assemblée nationale de 1871.

Pour autant, il ne bouda point Paris. Nul ne se révéla plus Parisien, sous la Commune, que Glais-Bizoin, promenant sa flânerie et son chapeau haut de forme dans toutes les cérémonies officielles comme dans tous les rassemblements. La fantaisie comportait alors des risques. Glais-Bizoin fut l'homme le plus souvent arrêté pendant les neuf semaines. Il l'avait été à l'époque du Comité central. Sur le registre du Dépôt on relève qu'il fut à nouveau écroué le 9 avril, « sans motif », sur un « ordre du commandant de place », et qu'il fut mis en liberté le lendemain. Mais le 11 mai on l'arrêta encore pour le relâcher le jour suivant. A sa libération cette condition singulière avait été apportée, le consacrant du Tout-Paris communal, « qu'il ne quitterait pas Paris et se présenterait de temps à autre à l'Hôtel de ville (1). »

La détention de Schœlcher apparut comme encore plus inconcevable. Membre de l'Assemblée nationale, Victor Schœlcher n'avait point seulement élevé contre le coup d'Etat du 2 décembre une protestation indignée. Il ne s'était point borné à délibérer avec Jules Favre et Victor Hugo. Il avait été de la barricade du Faubourg-Saint-Antoine. Il en avait gravi les frêles degrés entre de Flotte et Baudin. Expulsé de France, il n'était revenu qu'en 1870. Pendant le premier siège, il avait rempli des fonctions exclusivement militaires, colonel d'état-major de la garde nationale, puis chef de la légion d'artillerie. En février, Paris, qui s'était refusé à Glais-Bizoin, avait élu Schœlcher.

A l'Assemblée nationale, il siégeait à l'extrême gauche. Dès l'origine du mortel conflit il s'était empressé, appelant de tous ses vœux une transaction. Aux côtés des autres représentants de la capitale, aux côtés des maires, il avait négocié

(1) *Vérité* du 16 mai.

avec les représentants du Comité central en vue de l'élection d'un corps communal. La guerre civile ayant éclaté, il s'était mis, sans perdre courage, au premier rang des conciliateurs. Ce sont là des postes dangereux, exposés habituellement aux feux croisés des adversaires. Schœlcher, parce qu'il voulait la paix, fut suspecté bientôt des deux partis dont chacun espérait la victoire. L'Assemblée nationale fit la vie dure à ceux de ses membres qui prétendaient lui parler au nom de la capitale. Et Paris à Schœlcher montra le même visage fermé. « Allez à Versailles, lui cria, le 29 avril, la *Sociale*, votre place n'est plus ici. » — Au cours de la soirée du 11 mai, le lieutenant de la garde nationale Lucien Barrois signifia rudement à Schœlcher que sa place, en tout cas, n'était pas dans la capitale. Il arrêta le représentant conciliateur à la soirée artistique des Tuileries, donnée au bénéfice des blessés et des orphelins de la Commune, tandis qu'une foule ardente chantait sa confiance et reprenait, avec la Bordas, le refrain :

C'est la canaille,
Eh bien, j'en suis !

Conduit à la Préfecture, Schœlcher fut écroué. « L'ex-représentant du peuple de Paris est accusé de connivence avec l'ennemi », déclara le lendemain le *Journal officiel*. La vie de Schœlcher, sa loyauté suffisaient à réfuter de telles imputations. Les membres de la ligue d'Union républicaine en eurent leur tâche facilitée lorsque, le 12, le 13 mai, ils firent, pour le détenu, des démarches rue de Jérusalem. A défaut de Cournet, ce fut Regnard qui, le premier jour, les reçut, puis le nouveau délégué Théophile Ferré (1). Mais toute arrestation politique était d'importance. Ferré prit le parti de consulter le grand maître de la justice criminelle, Rigault. A la suite du *Rappel* et de l'*Avenir national*, la presse radicale commençait alors de protester contre l'arrestation du vieux combattant de 1851. La ville blâmait. Le 13 mai, dans l'après-midi, Rigault donna l'ordre de lever l'écrou. En

(1) *Rappel* du 14 mai.

même temps, il fit parvenir au député cette lettre, qui trahit l'embarras de son auteur à la recherche de quelque mauvaise excuse (1).

J'apprends seulement hier votre arrestation. Ce fait, quelque étrange qu'il m'ait paru au premier abord, *semblait presque justifié par l'arrestation du citoyen Lockroy*. Comme cependant nous ne sommes pas tenus de rendre l'absurde pour l'absurde, je m'empresse de donner l'ordre de vous mettre en liberté...

P. S. — Tâchez donc d'obtenir l'élargissement du citoyen Lockroy.

Appelé à occuper une place importante dans l'histoire de la troisième République, Antonin Dubost n'avait pas encore acquis la notoriété de Glais-Bizoin ou de Schœlcher. Il était de la génération suivante, qui fit ses premières armes sous le règne de Napoléon III. A la *Marseillaise*, il avait été le principal collaborateur de Rochefort, et, en 1870, avait suppléé le pamphlétaire détenu.

La sincérité de ses convictions républicaines le désignait pour un des postes de combat que la chute du régime impérial laissait sans titulaire. Quelques heures après la révolution, dans la soirée du 4 septembre, il avait été nommé secrétaire général de la Préfecture de police. Il remplit peu de temps ces fonctions. Le 19 octobre, le *Journal officiel* annonçait qu'il venait d'être chargé d'une mission auprès de la délégation du gouvernement à Tours, et remplacé place Dauphine. Il était parti de la capitale en ballon, et Gambetta, au début de 1871, l'avait nommé préfet de l'Orne. De nouveau, un court passage dans l'administration. Après l'armistice, Antonin Dubost avait donné sa démission, regagné Paris : Il y demeurait, rue des Martyrs, lorsque, vers le milieu du mois d'avril, d'accord avec son frère, il résolut de quitter la ville insurgée.

A ce moment, se trouvant avec quelques amis aux alentours des fortifications, il fut arrêté, puis conduit à la Place. Cependant il ne tarda pas à être libéré sur l'intervention,

(1) L'ouvrage de Dayot contient, p. 259, un fac-similé de cette lettre.

semble-t-il, d'un parent qui avait avisé de l'incident Raoul Rigault. Le délégué de la Commune n'avait pas oublié la confiante recommandation qui, sept mois auparavant, lui avait ouvert déjà les portes de la Préfecture. Antonin Dubost put sortir de Paris, rejoindre les siens en province (1).

Ce furent également des circonstances très particulières qui valurent à deux anciens membres de la municipalité parisienne d'être inquiétés.

J'ai eu l'occasion d'observer combien la crainte de dépôts cachés d'armes préoccupa, en avril et en mai, les esprits. Elle suscita plusieurs des perquisitions effectuées dans les églises, dans les couvents, l'envahissement de la Banque de France et de la C^{ie} du gaz.

Des particuliers en souffrirent aussi, soit qu'ils eussent été l'objet de dénonciations dont j'ai cité des exemples, soit que leur profession les eût désignés aux soupçons. A la mi-avril, peu de numéros du *Vengeur* qui n'aient indiqué des visites domiciliaires de cette nature, dont étaient dénaturés ou amplifiés les résultats. C'est ainsi que, le 14, cette feuille fit part d'une perquisition opérée chez Thiébault, maire du 10^e arrondissement sous le second Empire. Opération féconde, si l'on en croit le journal de Félix Pyat : Il aurait été trouvé de nombreux obus, des caisses de fusées, voire

(1) Il m'a été impossible de préciser les circonstances ayant entouré son arrestation. Maxime Du Camp (*op. cit.*, t. I^{er}, p. 119) déclare qu'Antonin Dubost a été écroué le 13 avril à la Conciergerie, le registre portant dans la colonne des motifs cette simple mention : « ancien préfet ». Il aurait été libéré le 18 sur l'ordre de Rigault, l'auteur responsable cependant de l'aventure. De ces indications l'on peut rapprocher celles contenues dans une lettre que Da Costa transmet à l'officier rapporteur près le 3^e conseil de guerre, aux termes de laquelle Antonin Dubost aurait été arrêté par les soins de Pilotell. — Mais Sébastien Commissaire (*Mémoires et souvenirs*, t. II, p. 364 et s.) fait un tout autre récit de l'incident qu'il lui aurait été donné de fort bien connaître : Commissaire fut mis lui-même en état d'arrestation avec Antonin Dubost, Durant-Savoyat, qui devait être député de l'Isère, et un architecte de Mâcon. Tous quatre « se promenaient près des fortifications », lorsqu'un Lyonnais rencontré en chemin les dénonça comme des Versaillais suspects. Conduits place Vendôme, Commissaire et ses amis furent, d'après l'auteur des *Mémoires*, rendus quelques heures après à la liberté. Les souvenirs personnels qu'a bien voulu me confier M. Henri Dubost, président de chambre honoraire à la cour d'appel de Paris, frère de l'homme d'Etat, ne contredisent pas cette dernière version.

dix mitrailleuses et une cinquantaine de canons de divers modèles. A dire vrai, la nouvelle pouvait avoir une base sérieuse, l'ancien maire, en sa qualité de fondeur, ayant travaillé pour l'armée pendant la guerre franco-allemande.

Quant à Lebas, ancien adjoint du 8^e arrondissement, il fut écroué pour des motifs d'ordre local, par décision du comité de salut public. Dépourvue de gravité, sa « désobéissance à la Commune » ne légitimait pas la mise au secret prononcée contre lui. Protot échoua cependant lorsqu'il voulut lui ouvrir les portes de Mazas. Sa volonté, nous le savons, se brisa au contact de la toute-puissance de Raoul Rigault (1).

D'autres habitants de la capitale furent arrêtés à la suite d'incidents n'ayant que des rapports plus lointains encore avec les considérations politiques.

Contre Charles-Raoul Tryon de Montalembert le secrétaire général Regnard décerna mandat en raison seulement d'un nom qui apparentait sa victime au célèbre journaliste catholique, mort quelques mois auparavant. Détenu du 9 au 20 mai, le malheureux n'eût point, à cette dernière date, quitté sa prison s'il n'avait eu la chance appréciable de connaître le frère du procureur.

Entre le juge d'instruction Aubry, saisi de l'affaire, et Regnard, la correspondance suivante s'échangea (2).

Paris, le 13 mai 1871.

Prière au secrétaire général de la Préfecture de police de m'envoyer la lettre saisie chez le prévenu Montalembert, Raoul, arrêté le 9 mai. Je m'occupe de son affaire en ce moment. — Salut et fraternité.

AUBRY.

Je ne retrouve pas la lettre en ce moment. Elle est absolument idiote et insignifiante. Il parle de fusillades, dit qu'il n'a pas le sou et me paraît ne pouvoir être retenu, à moins que comme réfractaire.

REGNARD.

(1) Voir ci-dessus, chapitre IV.

(2) *Documents inédits*. Dossier concernant Aubry. Ministère de la guerre.

Le prévenu croit qu'on l'a arrêté à cause de son nom... Il aurait écrit à un de ses amis de Bruxelles... Dans cette lettre, que je voudrais voir avant de prendre une décision, il se serait moqué des gens de la Commune. Tout cela n'est pas grave, et je serais disposé à signer l'ordre de mise en liberté après avoir vu la lettre, si elle ne contient rien de trop compromettant.

Le juge d'instruction, AUBRY.

Est-ce bien le frère de Rigault, notre procureur, qui s'intéresse à Montalembert ?

Raoul de Montalembert ne fut point le seul à être mis en péril par son nom. Un homonyme de Maxime Du Camp subit une mésaventure semblable. On le conduisit au Dépôt sur un ordre du comité de salut public, applicable à l'adversaire passionné de la Commune (1).

Quelques affaires méritent également d'être notées au passage, qui émergent des innombrables opérations de la police communale.

Une perquisition faite, vers la fin du mois d'avril, chez un propriétaire des environs des Champs-Élysées dans le but de rechercher des lettres supposées compromettantes. — L'envahissement, en mai, des bureaux de la Société générale, rue de Provence, et les scellés apposés sur les caisses, un poste de fédérés installé en permanence dans le hall.

Des arrestations aussi.

Celle, fort regrettable, du directeur des ambulances de la Presse. Sous le gouvernement du Comité central, M. Dardeau de Lagrangerie s'était refusé à faire évacuer les baraquements de Longchamp, occupés encore par six cents amputés du premier siège. Sa charité cependant ne distinguant pas entre les victimes de la guerre civile, il avait enlevé des champs de bataille de Châtillon et de Meudon des blessés appartenant aux deux partis. A Meudon, il avait ainsi sauvé plusieurs gendarmes. Il les fit transporter, pour que des soins leur fussent donnés, à une ambulance de Sèvres. Dénoncé, il fut arrêté, dans la soirée du 4 avril, dès

(1) Document reproduit par Maxime Du Camp, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 354.
— Voir aussi p. 46.

son retour, et conduit à l'Hôtel de l'état-major, de là à l'ex-Préfecture. Rigault le fit écrouer au Dépôt (1), puis transférer à la Roquette. M. Dardeau de Lagrangerie put s'en évader le 17 du même mois.

En mai, la mort de l'avocat Grilliet passionne — pendant quelques jours — l'opinion publique. Elle y veut trouver un mystère angoissant. Après le 18 mars, Grilliet a été employé au Ministère de l'intérieur, sur la recommandation de Cournet. On murmure que là il a pris connaissance de pièces compromettantes pour les membres du Gouvernement du 4 septembre (2). D'autres croient que ces documents lui ont été communiqués par Félix Belly, un ancien rédacteur de la *Presse*, qui eut son heure de célébrité pour avoir envisagé la formation, pendant la guerre contre l'Allemagne, d'un corps d'Amazones de la Seine. Le *Cri du peuple* (11 mai) donne une troisième explication, plus simple. Grilliet a adhéré à la Commune. Il a collaboré avec Cournet. Grieffs suffisants pour des adversaires sans scrupules. — En tout cas, il n'est qu'un cri parmi les partisans de l'Hôtel de ville : La réaction a tué l'avocat républicain. On raconte une étrange aventure. Un guet-apens à la manière de Gaboriau. Grilliet a reçu une lettre qui l'appelait au dehors. Bientôt une femme, peu après disparue, est venue prévenir la famille de l'avocat que ce dernier était malade. Ses parents se sont mis à sa recherche. Ils l'ont trouvé, roide déjà, étranglé dans une chambre d'hôtel louée par des voyageurs mystérieux.

Mais le régime changeant, change l'hypothèse. Après la Commune, un officier rapporteur près le 4^e conseil de guerre est saisi de faits spéciaux, à la charge de Protot et de Fontaine. Il relève que dans les premiers jours du mois de mai 1871 une perquisition a été effectuée chez un sieur Bardin dont la mère et la femme furent successivement arrêtées. Or, quelques mois auparavant, Bardin, alors défendu par l'avocat Grilliet, avait exercé devant le tribunal civil une action contre Joseph Fontaine dont l'avocat Protot soutenait les intérêts.

(1) L'ordre portait : « Au secret le plus absolu ». Signé par Breuillé il figure au dossier de ce dernier, classé au Ministère de la guerre.

(2) *Justice* du 10 mai.

Tout porte à penser que les violences dont la famille Bardin fut victime ont été inspirées par Protot, élevé aux fonctions de délégué à la justice, et par Fontaine, devenu son collaborateur. Ne pourrait-on pas expliquer par un même ressentiment, ou par un intérêt identique, la mort de Grilliet ? Cependant l'officier rapporteur hésite, et le dossier se referme sur un non-lieu.

Constructions de tout point opposées, on le voit. Tant il est vrai que, sous les poussées successives des passions politiques, les faits eux-mêmes semblent prendre des aspects différents. Je laisse, s'il s'en présente, à quelque spécialiste le soin d'élucider le mystère de l'affaire Grilliet. Plutôt que de trancher entre les hypothèses émises, je pencherais volontiers vers une autre, et je proposerais de croire à une mort naturelle. L'affaire Grilliet provoqua la plus importante expertise médico-légale qu'ait connue la Commune. Il fut procédé à une autopsie du cadavre par le docteur et secrétaire général Regnard, qu'assistaient le docteur Lechat et le docteur Labrunie, représentant la famille. L'opération ne permit pas de relever la moindre trace de violences. Cependant, que persévère le chercheur d'inconnu ! Le docteur Regnard, aux fins d'analyse, emporta l'estomac, — qui a disparu...

Une nouvelle affaire, le 17 mai, agita les esprits. Cette fois, une catastrophe. La cartoucherie de l'avenue Rapp fit explosion, causant aux alentours les pires ravages. Sur l'heure, le gouvernement communal attribua le sinistre à la malveillance. On arrêta de divers côtés, au hasard. Le principe alors fut admis que les inculpés retenus seraient traduits devant la cour martiale, et Delescluze dirigea l'enquête. Nous donnerons à ce sujet quelques indications en examinant la compétence des tribunaux militaires.

Mais à côté d'arrestations, de perquisitions qu'inspiraient des incidents graves, expliquées tout au moins par les brutales exigences de la guerre civile, combien furent seulement les conséquences d'imaginaires soupçons, de colères irréfléchies, ou d'inavouables vengeances ! Les motifs le plus souvent invoqués, *complicité avec Versailles, insultes à la Commune, suspect*, n'avaient d'autre mérite que de dissimuler l'absence de raisons valables. L'imprécision devenait néces-

saire, quand une partie des Parisiens avait pour tâche principale d'inquiéter l'autre. Que l'on parcoure les journaux de l'époque. La rubrique *arrestations*, *perquisitions* se retrouve dans chaque numéro.

Toutes les professions payent leur tribut.

Parmi les avocats à la cour d'appel, M^e Dupont voit son cabinet, rue Jacob, envahi par des gardes nationaux qui emportent les dossiers de ses clients. M^e Sellier est arrêté pour un propos tenu sur les hommes de la Commune. Des perquisitions sont effectuées chez les « ex-greffiers près les juges d'instruction » Laurain et Rivet. Le professeur de chimie Roussin est mis en état d'arrestation, et l'ancien professeur d'anglais à Sainte-Barbe Théodore Patry.

Chez l'agent d'affaires Denouille, la caisse est saisie. M. Hamelin est mis en état d'arrestation, parce qu'il a protesté contre l'installation, dans l'appartement de son frère, d'un huissier de la Commune. Un mandat d'arrêt est lancé contre le docteur Clerc, médecin en chef du dispensaire. On arrête l'architecte Vernholes, l'armurier Languy qui a refusé de délivrer des fusils, le maître d'armes Pons, des employés, des ouvriers eux-mêmes de toutes les catégories, représentant de commerce, garçon de café, facteur aux halles, serrurier (1).

Ce n'est pas la Terreur qui gouverne. Le culte professé par les blanquistes ne pouvait suffire à ressusciter 93 et son effort national. C'est la suspicion qui, cheminant au hasard, ronge tout. C'est l'arbitraire qui désagrège. Point même d'institution judiciaire vigoureuse, cruelle peut-être, mais puissante et imposant sa vivifiante autorité.

Devant ses juges du conseil de guerre, Paschal Grousset eut un mot qu'il pensait être utile à sa défense, terrible en réalité pour le gouvernement communal.

« La garantie des détenus de la Commune était de n'être pas jugés. Le parti démagogique les savait arrêtés. Cela lui suffisait. »

(1) La plupart des exemples que j'ai cités sont extraits des dossiers classés au Ministère de la guerre, ou des journaux.

CHAPITRE VII

LES TRIBUNAUX D'EXCEPTION. LES AUXILIAIRES DE LA JUSTICE

La Commune espéra vivre. L'heure même manquée d'une marche foudroyante sur Versailles, et ses soldats écrasés à Rueil, à Châtillon, cernée, puis acculée derrière les remparts, elle voulut croire encore à sa victoire. Elle pensa que la Province se lèverait, imposerait au chef du pouvoir exécutif la paix révolutionnaire.

Ainsi s'explique son attitude. A l'extérieur, la rudesse dont elle usa envers les conciliateurs. Au dedans, le souci par elle manifesté de réorganiser l'administration.

Non pas même, je l'ai dit, que l'Hôtel de ville ait du moins jeté les fondations d'où elle pouvait croire qu'un jour l'édifice nouveau se dresserait. Dans son œuvre, rien qui ressemble à un plan de la Cité future. Les vieilles constructions restaurées seulement, vaille que vaille. Et, par des bourgeois, les matériaux anciens rassemblés à la hâte, au besoin remplacés selon les principes traditionnels. Comme la révolution du 4 septembre, la révolution du 18 mars changeait, — contrainte d'ailleurs, — le personnel. Mais elle gardait intact tout l'organisme, animée d'un désir piquant de remettre en marche ses moindres rouages, d'accroître encore, fort bourgeoisement, le nombre des fonctionnaires de classe moyenne.

Ce curieux état d'esprit, nous l'avons observé déjà en étudiant la restauration de la Préfecture de police, du tribunal civil. Il se trahit de façon aussi pittoresque lorsqu'on examine les juridictions établies aux alentours, ou dont fut envisagée la réorganisation, lorsqu'on assiste à la résurrection inattendue des divers officiers ministériels, de ceux-là aussi

qu'avaient si souvent visés la verve et la rancune populaires, les notaires, les huissiers.

L'histoire du tribunal de commerce de la Seine, durant les deux mois de guerre civile, ne contredit pas l'assertion. La situation des juges consulaires en exercice était, avant le conflit, déjà très précaire. Conformément à la loi impériale de 1852, qui avait remis en vigueur les règles du code de commerce de 1807, ces magistrats avaient été élus par une assemblée de notables choisis par le préfet. Leur pouvoir d'autre part était expiré depuis plusieurs mois, et le décret du 17 octobre 1870 avait fixé au 15 avril suivant la date d'élections nouvelles.

Le tribunal n'en fonctionna pas moins jusqu'à la mi-avril. De toutes les juridictions instituées antérieurement, ce fut lui qui, sous la Commune, poursuivit le plus longtemps sa tâche accoutumée. Quelques jours après le départ de Thiers, le président conféra avec le syndic de la chambre des huissiers au sujet des échéances. Le tribunal tint plusieurs audiences, dont la dernière le mercredi 12 avril.

A ce moment, et tandis que l'Assemblée nationale venait de voter (séance du 4 avril) l'ajournement des élections de la magistrature consulaire (1), plusieurs incidents se produisirent, dont le concours devait suspendre le fonctionnement du tribunal.

Delescluze et un certain nombre de ses collègues soulevèrent la question, lorsqu'ils déposèrent sur le bureau de la Commune leur projet de décret relatif au tribunal de commerce. Nous en connaissons le texte par le *Vengeur* du 14 avril.

Considérant que toutes les fonctions publiques doivent être données par le suffrage universel ; — Qu'au mépris de ces principes les président et juges du tribunal de commerce de la Seine n'ont jamais été nommés que par un petit nombre de négociants, dits notables, choisis par l'ex-préfet de la Seine ; — Que d'ailleurs leur mandat, même au point de vue de la légalité exceptionnelle dont ils sont le produit, est expiré depuis six mois ; — Que sous

(1) Le projet de loi ayant pour but de modifier le régime électoral des tribunaux de commerce ne fut déposé par le gouvernement que le 10 mai. Il devait aboutir à la loi du 21 décembre 1871.

tous les rapports il y a urgence de convoquer sans délai ni privilège tous négociants et commerçants, en un mot tous les citoyens aujourd'hui justiciables de la juridiction consulaire, pour procéder à l'élection des membres du tribunal de commerce de la Seine ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Les élections pour le renouvellement des président et juges du tribunal de commerce de la Seine auront lieu le 19 avril prochain.

Article 2. — Le scrutin sera ouvert dans les sections de vote ordinaires de 8 heures du matin à 4 heures du soir.

Article 3. — Sont appelés à voter tous les citoyens exerçant un commerce ou une industrie, soit en gros, soit en détail.

Il faut reconnaître le caractère opportun et équitable du projet. Selon le mot du *Petit Moniteur* il consacrait « le droit du commerce à nommer ses pairs ». Il admettait, sans distinction, tous les commerçants à élire leurs juges. « Cette révolution dans le corps électoral, concluait le journal, amènera des changements dans la composition de la magistrature consulaire, où les commerçants et fabricants en gros sont en majorité, mais où les petits débiteurs, représentant pourtant les sept huitièmes du négoce parisien, font le plus souvent défaut. »

Révolution, on le concédera, de petite envergure. Une simple réforme à la vérité, souhaitée par tous les partis, en germe dans le décret du 17 octobre, et que devait réaliser, puis amplifier la législation républicaine, — après l'étape de décembre 1871, la loi du 8 décembre 1883, la loi enfin du 23 janvier 1898 étendant aux femmes le droit de vote.

Mais à quelque degré que ce soit, cette transformation ne fut pas l'œuvre de la Commune.

Au cours de la séance du 13 avril, le délégué Protot, excipant de sa compétence et des règles les mieux établies de la procédure parlementaire, demanda le renvoi du projet à la commission de justice. Delescluze l'accepta.

On put penser encore que, pour autant, la question n'était point enterrée. Dans un communiqué daté du 16 avril, inséré deux jours après au *Journal officiel*, Eugène Protot affirma son intention de faire procéder « dans un délai très

rapproché, à l'élection des juges de commerce ». Il en prit même, pour ainsi dire, l'engagement, car, en termes exprès, il invita les commerçants « à se concerter à l'avance sur le choix des candidats ». Vers ce moment il semble que le délégué ait envisagé aussi la nomination au tribunal de commerce d'un greffier et de plusieurs employés (1).

Cependant, si modeste que fût la réforme, Protot renonça bientôt à l'entreprendre. Son collègue Avrial ayant, à la séance du 22 avril, exprimé le regret que les membres du jury d'accusation fussent désignés par la garde nationale et non point par l'ensemble des électeurs, le délégué battit prudemment en retraite. Il se retrancha derrière le grand nombre des magistrats à élire, parmi lesquels il cita les juges au tribunal de commerce. Une affirmation de principe lui suffit. « Sans doute le principe de l'élection des magistrats par le suffrage universel doit être la loi de l'avenir... »

Le projet Delescluze, la réorganisation à laquelle Protot songeait furent abandonnés. Seul l'espoir inavoué subsista que le tribunal de commerce, dont l'Hôtel de ville avait jusqu'alors respecté le fonctionnement, continuerait de tenir ses audiences dans l'intérêt des boutiquiers parisiens.

Il eût fallu, pour cela, que le tribunal s'accommodât d'une situation de jour en jour plus équivoque. Entre temps, le *Journal officiel* de Paris avait fait connaître (19 avril) que les diverses juridictions devaient adapter les formules de leurs jugements au régime révolutionnaire. Le décret mit fin à toute incertitude. Pour ne point s'y soumettre, le tribunal de commerce suspendit ses travaux. Peu de jours après, le 24 (*Journal officiel* du 25), Protot coupa définitivement les ponts. Accentuant la rigueur de ses exigences, il mit l'ensemble des magistrats et des officiers ministériels en demeure d'accepter la législation communale. Les juges consulaires firent la sourde oreille. Ainsi la rupture se trouva consommée. — En ce qui concerne toutefois les membres du tribunal de commerce, — eux seuls, — la menace contenue

(1) Renseignement qu'a bien voulu me communiquer M. Lucien Descaves et dont j'ai trouvé confirmation dans le dossier des poursuites exercées contre un greffier de justice de paix.

dans l'arrêté du 24 avril demeura lettre morte. Il ne fut pas pourvu à leur remplacement.

Comme la juridiction consulaire, un certain nombre de juges de paix du département de la Seine continuèrent à siéger, la révolution parisienne accomplie.

Fort gravement, le *Journal officiel* de la Commune s'étendit sur une décision rendue, le 5 avril, par le juge de paix du 4^e arrondissement : Ce magistrat, réglant un différend né du premier siège, avait arbitré à 25 centimes par jour la dépense qu'occasionnait l'entretien d'une vingtaine d'oiseaux, et condamné une veuve L. à payer la somme de 50 francs « par quart et en quatre mois ». Son collègue du 9^e tenait également audience. Le *Vengeur* (numéro du 1^{er} avril), après lui l'*Affranchi* (du 3) dénoncèrent son mépris du décret communal sur les loyers. « Nous pensions déjà, s'exclama le *Vengeur*, que l'institution des justices de paix avait besoin de réformes radicales. Les agissements du magistrat de la rue Drouot viennent à l'appui de cette conviction. »

De tels exemples démontrent que le gouvernement communal eût volontiers, dans un ordre inchangé, conservé tous les fonctionnaires en exercice, pour peu que ceux-ci eussent adhéré au régime nouveau. Ici encore le caractère ambigu qu'une situation semblable prenait en se prolongeant et les attaques d'une presse plus ardente que l'Hôtel de ville précipitèrent la solution. S'estimant en péril, le juge de paix du 9^e quitta, dans les premiers jours d'avril, la capitale avec son greffier. D'autres en firent autant. Les juges également de la banlieue, sur l'invitation du substitut Ribot.

En fait, les tribunaux de paix avaient cessé de fonctionner lorsque Protot, dans deux avis successifs mais contradictoires, annonça l'élection prochaine des magistrats de cette catégorie, puis invita ceux hypothétiquement en fonction à faire, place Vendôme, la déclaration que l'on sait.

Son appel au ralliement demeurant vain, il résolut bientôt de pourvoir aux emplois devenus vacants. J'ai dit qu'il avait renoncé à son idée première d'une magistrature élue. Avec les membres du tribunal civil, il nomma un certain nombre de juges de paix. En même temps il désigna leurs greffiers.

Selon le principe qu'il avait adopté à l'égard des officiers ministériels, il supprimait les charges et le droit de présentation. Dès le 24 avril, il avait fait insérer au *Journal officiel* une note, reproduite par la presse révolutionnaire, dans laquelle il convoquait, avec les candidats à la succession des officiers ministériels, les citoyens aspirant aux fonctions de greffiers.

Voici la liste que j'ai pu dresser des juges de paix et de leurs greffiers sous la Commune. La plupart de leurs nominations ont été publiées par le *Journal officiel* de Paris. Il en est cependant qui furent omises ou inexactement libellées. Des précisions glanées par ailleurs, dans les dossiers entre autres des poursuites ultérieurement exercées, m'ont permis de combler des lacunes et d'opérer quelques rectifications.

ARRONDISSEMENTS	JUGES DE PAIX	DATES DE NOMINATION	GREFFIERS	DATES NOMINATION
1 ^{er}	Denneval (Toussaint-Sylvain)	3 mai (en fait depuis le 8 avril)	Delaut (A.)	resté en fonction
2 ^o	Cheradame (Louis)	3 mai	Loubéry (César) puis Grimoux (Isidore)	3 mai 13 mai
3 ^o	Lechasseux (Auguste)	3 mai	Lesseline (Adolphe)	3 mai
4 ^o	Bachelet (Pierre)	11 mai	Daras (Charles)	13 mai
9 ^o	Bernard (Benoit)	3 mai	Lefèvre (Josse)	3 mai
10 ^o	Fevret (Claude) puis Perrine	9 mai vers le 15 mai	?	
13 ^o	? (1)		Haquin (Louis)	8 mai
14 ^o	Pinon (Martin)	16 mai	Jacquemin (Joseph)	16 mai
17 ^o	Vernet (François)	11 mai	?	
18 ^o	Deconvenance (Edmond)	3 mai	Poisson (Alphonse)	3 mai

Le recrutement de ces juges de paix, de ces greffiers comporte les réflexions qu'avait suggérées déjà la désignation des juges au tribunal civil. Presque tous appartenaient à la bourgeoisie. La plupart pouvaient invoquer des titres qu'un gouvernement d'origine fort différente eût retenus. Cheradame et Bachelet étaient d'anciens avoués. Vernet, Jacquemin,

(1) Il semble qu'en fait ces fonctions aient été exercées par Louis Guérin jusqu'au 29 avril. A cette date Guérin fut nommé huissier (voir ci-dessous). — Je n'ai pu recueillir aucune indication en ce qui concerne le juge de paix ayant siégé au mois de mai, avec, comme greffier, Louis Haquin.

d'anciens notaires. Grimoux, un ancien huissier. Deconvenance exerçait la profession de clerc d'avoué. Daras l'avait pratiquée, et Denneval, celle de clerc de notaire. Lefèvre remplissait les fonctions de commis-greffier à la justice de paix du 9^e arrondissement lorsque Bernard le prit pour collaborateur. Dans le 1^{er}, Denneval avait gardé Delaut, le greffier en exercice.

Quelques-uns, en petit nombre, semblaient moins désignés par leurs antécédents. Loubéry avait été nommé greffier comme beau-fils de son juge de paix. Lechasseux était fabricant de fleurs artificielles. Pinon, comptable. Lesseline, dessinateur pour châles. — Le cas du juge de paix Bernard mérite une mention spéciale. Vénérable de la loge *la Ruche écossaise* et chemisier de son état, Bernard devait à cette double qualité des relations suivies avec Protot et un ami du délégué, Joseph Fontaine. Il était le fournisseur habituel du garde des sceaux. De tels motifs de liaison déterminent les carrières. Bernard avait été bientôt, de la part de ses frères et clients, l'objet des sollicitations les plus flatteuses. Protot et Fontaine lui offrirent tour à tour les fonctions de commissaire de police à la gare du Nord et une élection comme chef d'un bataillon fédéré. Ils lui représentaient qu'il « avait quelque aptitude militaire, ayant été sergent-major dans un régiment de ligne ». Mais Bernard n'était belliqueux qu'à la manière de Joseph Prudhomme. A une gloire éphémère il préféra les honneurs tranquilles du juge de paix. Il siégea jusqu'au jour où les troupes versaillaises réoccupèrent le quartier. Alors il manifesta un esprit de décision qu'eût envié le personnage d'Henri Monnier. Il se rendit à la mairie de son arrondissement et se fit remettre un brassard tricolore : On le vit monter la garde à l'Opéra.

Rares au surplus furent ceux de ces fonctionnaires communaux qu'une conviction ardente avait entraînés : Bachelet, « proscrit de décembre 1851 ». Cheradame, qui venait à l'audience un chassepot en bandoulière. Deconvenance, Loubéry, Lesseline. Le plus souvent ce sont de tout autres motifs que l'on discerne dans les dossiers des poursuites exercées au cours des années suivantes. Les motifs éternels

des adhésions aux changements de régime. L'incertitude politique. L'espoir d'une situation meilleure. Parfois la gêne. En 1871, la crainte aussi d'une incorporation dans la garde nationale. Juges et greffiers sont le plus souvent de bons bourgeois dont les témoignages, les rapports de police eux-mêmes soulignent la modération et les allures débonnaires.

Ils n'en participèrent pas moins à l'administration de la justice sous la Commune.

Le premier en fonction fut Denneval, qu'une initiative singulière des délégués à la mairie du 1^{er} arrondissement avait désigné dès le 8 avril. La pièce, qu'il convient de retenir comme un exemple caractéristique d'empiétement sur les pouvoirs du gouvernement communal, était ainsi rédigée (1) :

Ville de Paris
1^{er} arrondissement
Mairie du Louvre

Paris, 8 avril 1871.

Nous, délégués de la Commune de Paris et spécialement attachés à la mairie du 1^{er} arrondissement de Paris, valablement autorisés par décrets. — Nommons et déléguons à la justice de paix du 1^{er} arrondissement le citoyen Sylvain Denneval, 2 rue des Halles, Paris, pour remplir les fonctions de juge de paix et de tout ce qui s'y rattache, avec l'assistance du greffier ou d'un autre, et à prendre possession des locaux à ce destinés et à faire tout ce qui concerne la justice de Paris sans restriction au nom de la République et de la Commune de Paris. — Salut, fraternité et égalité.

Les délégués.

D^r PILLOT. SALLÉE. A TANGUY. F. WINANT.

Au revers du document le greffier avait inséré son engagement personnel :

J'accepte le mandat de greffier de la justice de paix du 1^{er} arrondissement avec le citoyen Denneval, nommé juge de paix, au nom de la République française et de la Commune de Paris auxquelles je déclare adhérer.

Paris, le 8 avril 1871. — A. DELAUT.

(1) *Document inédit.* Dossier concernant Denneval.

Le mois suivant, dans son premier décret relatif aux justices de paix — 3 mai —, la commission exécutive, sur la proposition de Protot, ratifia la nomination de Denneval. Elle passa par contre sous silence le choix portant sur le greffier en exercice auquel, par sentiment de l'opportunité, elle laissa son caractère officieux.

Une situation semblable s'était présentée dans le 17^e. Là, c'était le commissaire de police, Wattelier, qui, en avril et dans la première quinzaine de mai, avait fait fonction de juge de paix (1). Protot mit fin à ce régime improvisé par le choix qu'il fit de Vernet.

La nomination d'un de ces magistrats donna lieu à une investiture solennelle. Bachelet fut installé au Palais de justice le 19 mai (2). Pour les autres, les formalités ne comportèrent qu'une brusque prise de possession. Peu d'incidents. Après un court abandon, les locaux réoccupés par les nouveaux fonctionnaires. La justice de paix du 2^e transférée toutefois du Palais de la Bourse à la Mairie. Dans le 4^e, un état des minutes signé par le juge de paix et son collaborateur en présence de « l'ex-greffier », qui, « lecture faite, avait déclaré ne vouloir signer ». Au 14^e, des affiches apposées annonçant la réouverture de la justice de paix, les jours et heures d'audience. Certaines sommes touchées à la délégation de la justice, pour frais d'installation (3). Le choix fait par quelques-uns de ces magistrats, par Deconvenance notamment, de tout un personnel devant travailler sous les ordres du greffier.

A l'exception de Fevret, bientôt remplacé, de Pinon, installé à la dernière heure, les juges de paix de la Commune ont, les uns et les autres, effectivement exercé leurs fonctions. Peu de chose à l'actif de Bachelet, de Vernet, de Perrine, nommés tard. Une signature mise sur un certificat d'indigence, au bas d'un inventaire, une apposition de scellés. Mais Denneval tint six audiences, au cours desquelles il rendit trente-deux jugements. Cheradame, Bernard, Deconve-

(1) Dossier concernant Gastecloux. Ministère de la guerre.

(2) Voir ci-dessus, chapitre V.

(3) Voir ci-dessus, chapitre IV.

nance en présidèrent deux ou trois chacun. Il y faut ajouter un nombre élevé de conciliations, d'appositions de scellés faites par ces magistrats et par Lechasseux.

Des décisions ainsi rendues une impression se dégage. Les juges de paix de la Commune firent généralement preuve d'impartialité et de sagesse. Sébastien Commissaire l'observa, à l'occasion de différends entre voisins qu'il vit trancher (1). Il apprécia l'esprit de conciliation du magistrat qui siégeait. Les dossiers de poursuites mentionnent aussi des sentences qui révèlent le souci d'équité du juge. Dans le cas même visé par ce document (2) :

Rue Drouot, 6
Hôtel de la Mairie

Paris, le 11 mai 1871.

Le juge de paix du 9^e arrondissement certifie que le différend entre le citoyen H. et la nommée G. a été réglé en conciliation, ce jour, en mon cabinet, à la condition pour le citoyen H. de remettre les effets de la nommée G. et pour celle-ci de payer la somme de 40 fr. qu'elle a reconnu devoir, et, d'un commun accord entre les parties, que l'appartement occupé serait immédiatement vacant.

Le juge de paix, BERNARD.

Une telle modération était méritoire en l'espèce. Car s'il fut, sous la Commune, des cas où les juges de paix perdirent leur indépendance, ce fut bien lorsqu'ils statuèrent sur des contestations relatives à des loyers. Dans deux arrondissements différents, Commissaire constata un parti pris dont il s'indigna. « J'ai pour principe, lui avait expliqué l'un des juges, de donner toujours tort aux propriétaires et aux bourgeois. Cette révolution est faite pour le peuple, il faut qu'il en profite. » Le second siégeait à Montmartre. Il était « peu lettré » et portait « une énorme cravate rouge ». — A ce double signalement, on reconnaît Deconvenance (3). — Il ne

(1) Commissaire, *op. cit.*, t. II, p. 380 et s.

(2) Document inédit. Dossier concernant Bernard.

(3) La Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris possède une lettre du juge de paix Deconvenance dont j'extraits ce simple passage : « Citoyens (*sic*). Je reçois l'ordres (*sic*) de la municipalité de

s'embarrassa point de légitimer sa sentence : « Vous êtes propriétaire, dit-il à l'une des parties, vous devez avoir de la monnaie, il faut casquer et je n'ai pas de temps à vous accorder. »

Le langage s'inspirait moins sans doute des préceptes juridiques que de la lecture du *Père Duchêne*. Il manquait d'élégance. Mais sa rudesse et la partialité des jugements ainsi rendus n'étaient pas dépourvues de toute excuse. On sait bien qu'aux époques de troubles sociaux ou économiques la sérénité du droit subit, en matière de loyers, quelques atteintes. Les juges communaux ne pouvaient d'ailleurs méconnaître le décret rendu à l'Hôtel de ville dès le 29 mars, l'esprit qui l'avait dicté. Et pas de contestation qui, selon l'usage, fût de nature à passionner autant l'opinion publique. Les gardes nationaux, la presse d'extrême gauche surveillaient jalousement l'application de la législation révolutionnaire. Sur ce point, les locataires penchant pour l'ordre acceptaient eux-mêmes un arbitraire qui les libérait. Entraînés par le courant, les magistrats de Protot ne songèrent pas à restreindre l'exécution du décret communal. Leur unique pensée fut de l'étendre aux termes antérieurs.

Eussent-ils au surplus témoigné d'une plus grande liberté d'esprit, qu'ils se seraient seulement vu dessaisir. Confusion parmi les confusions du régime. En même temps que les juges de paix de la Commune, siégeaient les commissions communales. L'institution des municipalités par l'Hôtel de ville mériterait de plus longs commentaires. Il importe de retenir en tout cas le caractère hybride de ces organismes, si contraire à l'esprit même de la révolution du 18 mars. Chargées d'administrer chaque arrondissement, les délégations municipales se composaient de partisans de la Commune. Mais le choix en avait été arbitraire. Aucune élection ne l'avait consacré. L'Hôtel de ville reconnut cependant certain pouvoir aux municipalités nouvelles. Le 25 avril, elle en fit l'application lorsqu'elle les chargea de réquisitionner les appartements vacants au profit des habitants des quartiers

l'arrondissement d'avoir à vous faire (*sic*) rendre le local que vous occupez actuellement. Veuillez aviser... à vous procurez (*sic*) un autre logement »,

bombardés. De cette autorité vague, mal déterminée, les municipalités n'avaient pas manqué de déduire une sorte de pouvoir juridictionnel quand était entrée en jeu l'interprétation du décret de la Commune sur les loyers. Le *Journal officiel* publia, le 5 avril, une note faisant connaître qu'une commission municipale siégerait tous les jours à la mairie du 9^e arrondissement. « Elle sera chargée de concilier les différends qui pourraient surgir entre les propriétaires et les locataires. » D'autres communiqués furent plus nets encore. Celui concernant le 10^e arrondissement : « Tous les différends entre les propriétaires et locataires seront tranchés à la mairie. » (*Journal officiel* du 16 mai.)

Ainsi, à côté des justices de paix dont les titulaires avaient été nommés selon la tradition des gouvernements antérieurs, s'étaient instituées des commissions administratives, d'origine comme de compétence équivoques, qui n'en prétendaient pas moins enlever aux juges la connaissance d'une partie des conflits. C'était le régime de l'émulation instauré. Mais, toléré, celui du désordre.

On peut concevoir, dès à présent, quelle fut la situation des officiers ministériels à l'époque de la Commune. Elle se trouva, sous le choc des circonstances, transformée par les mêmes incidents que les tribunaux de paix, bouleversée par les décisions également contradictoires, puis brutales du délégué à la justice. — Mais l'institution qui en sortit ne laisse pas que de surprendre.

Dans l'instant où il annonçait le remplacement prochain des juges au tribunal de commerce et des juges de paix par des magistrats élus (*Journal officiel* du 18 avril), Protot avait aussi suscité des candidatures aux fonctions d'officiers ministériels.

La note était fort curieuse. Elle mérite d'être reproduite.

La fermeture volontaire de quelques études et le refus inexplicable d'un certain nombre de ces officiers ministériels d'instrumenter, même dans les affaires purement civiles ou commer-

ciales, rendent nécessaire la création de plusieurs offices nouveaux. — Le nombre de ces officiers sera indiqué sous quelques jours. — Les candidats peuvent envoyer leur demande de suite à la délégation de la justice. — Ils devront produire un extrait du casier judiciaire ou à son défaut des pièces quelconques pouvant le remplacer. — Ils sont dispensés de joindre à leur demande la délibération d'admittatur par le tribunal civil. — Leur signature sera légalisée par la municipalité de leur arrondissement.

Négligeons la naïveté de certaines de ces énonciations. Certes, les candidats eussent été en peine de fournir un certificat d'admittatur, aucun tribunal civil ne siégeant à Paris au mois d'avril 1871. Il était inutile d'autre part d'exiger la production d'un extrait du casier judiciaire, si l'on se retracait aussitôt, pour se contenter de « pièces quelconques ». La formule était vague et laissait entendre que les recommandations politiques tiendraient lieu de tout.

Le fond du communiqué présente plus d'intérêt. Il trahissait de la part du délégué à la justice quelque embarras. Ce n'est pas sans un regret apparent que celui-ci enregistrait l'attitude « inexplicable » des huissiers en exercice, leur refus d'instrumenter, la « nécessité » de pourvoir à une telle situation. Il semble qu'à ce moment Protot ait hésité sur le régime qu'il instituerait. Ou bien il l'annonçait en des termes fort impropres. Le délégué n'envisageait pas le *remplacement* des officiers ministériels par des agents de la Commune. Il parlait de la *création d'offices*, d'*offices nouveaux*. Et l'on put croire que le nombre des officiers ministériels serait seulement accru sans que leur statut fût modifié. — Visiblement Protot n'osait point encore aller jusqu'au bout de sa pensée, destituer les officiers ministériels en fonction pour ériger une organisation différente.

Ses desseins se révélèrent avec plus de netteté le 23 avril, lorsque l'assemblée communale discuta son projet sur les « huissiers, notaires, commissaires-priseurs et greffiers de tribunaux quelconques ». Tout au moins avait-il arrêté les grandes lignes du régime auquel il se proposait de soumettre ceux qu'il allait nommer. On connaît le texte que ratifia l'Hôtel de ville. Il créait un nouveau corps de fonc-

tionnaires, rétribués par la Commune, mais devant verser à la délégation des finances le montant des sommes perçues sur les justiciables (1). En ce qui concerne au contraire les officiers ministériels en exercice, le programme du délégué restait dans l'ombre. Le décret les passait sous silence. Il visait les seuls agents de la Commune, « nommés à Paris à partir de ce jour ». Contre les autres, de simples menaces latentes. Le nombre élevé des candidats aux fonctions d'huissiers — vingt — « n'attendant que la ratification du décret ». Une allusion de Vermorel : « *Ceux qui seront atteints par ce décret jetteront les hauts cris.* »

Cette ambiguïté disparut au cours des journées qui suivirent. Le 24 avril, en même temps que le décret, un avis fut inséré au *Journal officiel* de Paris. Suite logique du vote de l'Hôtel de ville, il convoquait à la délégation de la justice, pour le même jour, à 7 heures du soir, les candidats aux fonctions d'officiers ministériels. Mais dès le lendemain, l'organe de la Commune publiait un nouvel arrêté du délégué à la justice, portant également la date du 24 avril. Cet arrêté concernait expressément les notaires, huissiers, commissaires-priseurs, greffiers en exercice et, avec eux, les membres des divers tribunaux. Nous l'avons à plusieurs reprises noté au passage. Il enjoignait aux intéressés de déclarer, dans les vingt-quatre heures, qu'ils « continuaient leurs fonctions », qu'ils appliqueraient « les dispositions légales introduites dans la législation par la révolution du 18 mars ». Faute de la déclaration exigée, ils seraient « considérés comme démissionnaires », et remplacés « dans le plus bref délai ».

À première vue il semblait que l'arrêté publié le 25 avril contredit le décret paru le 24. Le décret avait été interprété à l'Hôtel de ville comme emportant la suppression des charges cessibles et, à cet égard, l'interruption de Vermorel avait été significative. L'arrêté, bien au contraire, sous réserve d'une adhésion, reconnaissait aux officiers ministériels en exercice le droit de remplir les fonctions résultant de leur privilège. Il est vrai qu'il prévoyait, dans le cas où la déclai-

(1) Voir ci-dessus, chapitre III. — Les officiers ministériels devaient recevoir un traitement fixe de 4.500 francs.

ration ne serait pas faite, une expropriation sans indemnité.

Cette contradiction comme cette rigueur, le *Journal officiel* édité à Versailles les souligna le 26 avril.

En réalité, si dans la forme elles paraissaient s'opposer l'une à l'autre, les décisions de Protot convergeaient vers un but commun. Elles tendaient à remplacer par des agents de la Commune les corporations indépendantes d'officiers ministériels (1).

Le délégué ne pouvait douter en effet de l'attitude de celles-ci.

Fort justement, le *Journal de Paris* (numéro du 26 avril) avait prédit : « Les officiers ministériels refuseront évidemment de s'incliner devant les injonctions de la Commune. A défaut du devoir, la plus simple prudence suffirait pour le leur conseiller. Ils encourraient une trop grave responsabilité en se conduisant autrement. »

Il y aurait eu là d'ailleurs pour eux plus à perdre qu'à gagner. Du mois de mars au mois de juin 1871, point ou peu d'affaires dans la capitale. J'ai pu obtenir de quelques offices des précisions intéressantes. Le répertoire de l'étude de M^e Huillier, notaire, indique, pour mars et avril, un acte liquidatif et une dizaine de procurations. Un plus grand nombre d'actes sont mentionnés aux registres de l'étude Jules Delapalme, intéressant la Banque de France notamment, mais ils sont dépourvus d'importance. Un seul acte fut reçu en l'étude de M^e Lavoignat. M^e Delaunay a bien voulu confirmer, tant pour son office que pour ceux de ses confrères, l'arrêt en fait des tractations pendant les deux mois de guerre civile.

Les autres officiers ministériels ne bénéficiaient pas d'une situation plus avantageuse. « Tout était suspendu, m'écrivait M^e Gabriel Hardy, avocat à la cour d'appel de Paris. Mon père, huissier rue de Lyon, avait licencié tout son personnel après Sedan. Il n'avait conservé que son ancien maître clerc,

(1) Protot avait d'ailleurs reçu à cet égard quelques suggestions, celles notamment d'« un Belge » qui lui conseillait de nommer « des fonctionnaires ad hoc » et de faire apposer des scellés dans les études des officiers ministériels en exercice.

dont les émoluments avaient dû être diminués, puisqu'on ne trouvait plus à s'employer et que l'argent se cachait... Pendant les deux mois réunis d'avril et mai 1871, mon père a reçu pour le compte de ses clients 37 francs ; pour frais, 438 fr. 65. A titre de comparaison, j'indique que pendant le mois de juillet suivant les recettes clients s'élevèrent à 18.120 fr. 70, les recettes étude à 2042 fr. 50... L'étude de mon père était alors une petite étude. » M^e Dorlin, dont le père était également huissier en 1871, m'a donné la même indication. « Il n'a été signifié sous la Commune qu'un nombre réduit d'actes ». De rares traces en outre dans certains dossiers, mentionnant des citations notifiées en avril et au début de mai ; dans les journaux judiciaires aussi, le *Droit* notamment du 12 juin qui relate des significations faites en avril et le 5 mai.

On voit que les circonstances suffisaient à restreindre l'activité des officiers ministériels.

Cependant, si atteintes qu'elles aient été, les études avaient fonctionné jusqu'à la fin du mois d'avril. Peu de notaires ou d'huissiers qui aient, dès cette époque, quitté la capitale. Le 23 et le 30 mars, le 6, le 13 et le 20 avril, la chambre des notaires avait tenu ses réunions normales, dont l'objet n'était point sorti du cadre habituel. Une grande sagesse y avait présidé. Individuellement les officiers ministériels faisaient preuve d'une égale prudence, s'efforçant d'éviter, dans l'intérêt de leur clientèle, d'inutiles conflits.

« Pour prévenir de plus grands malheurs », nombre d'entre eux, suivant l'exemple donné par la Banque de France, s'étaient inclinés devant certaines exigences de l'administration communale (1). 85 notaires avaient accepté de

(1) Au syndic de la chambre des huissiers notamment était parvenue cette note : « Monsieur. — Le service de l'Enregistrement se trouvant centralisé à partir d'aujourd'hui à la Direction de la Seine, je vous prie de vouloir bien informer MM. les huissiers qu'ils sont invités à y déposer leurs actes et leurs répertoires — J'ai l'honneur de vous saluer. — A Paris, le 5 avril 1871. — Le directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, J. Olivier. » (*Document inédit*, classé à la chambre des huissiers.) Individuellement les huissiers reçurent de semblables avis. Les notaires furent astreints à la même obligation.

soumettre leurs répertoires au visa des préposés du gouvernement insurrectionnel. 93 s'étaient résignés à faire enregistrer leurs actes, sans d'ailleurs que le total des droits versés ait atteint 14.000 francs (1). Les huissiers avaient montré le même esprit de concession.

Ces dispositions conciliantes, l'arrêté inséré au *Journal officiel* du 25 avril les annihilait. Mis au pied du mur, les officiers ministériels se voyaient, comme les magistrats, dans l'obligation de prendre un parti décisif, sans possibilité désormais pour eux d'une transaction opportune ou d'une sage neutralité.

Vingt-quatre heures après la publication de l'avis, la chambre des notaires délibéra au sujet de cette situation nouvelle. Au procès-verbal, qui a été conservé, figure la résolution prise (2).

Séance du mercredi 26 avril 1871, à 9 heures du matin.

La chambre, convoquée extraordinairement, s'est réunie sous la présidence de M. Thomas, doyen, rue Bleue, n° 17. — Le président donne lecture à la chambre d'un document inséré au *Journal officiel* de Paris ainsi conçu... — Après une délibération à laquelle prennent part plusieurs membres, — La chambre, — Attendu que le document dont il vient d'être donné lecture émane d'un pouvoir insurrectionnel, — Est d'avis qu'il n'y a pas lieu de faire la déclaration dont il est question dans le *Journal officiel* (de Paris) du 25 avril 1871.

Séance levée à 10 heures et demie...

Conformément à cette décision, le corps tout entier du notariat s'abstint.

Les autres officiers ministériels observèrent la même réserve, sans que leurs chambres se fussent prononcées.

Mais cette protestation muette ne prenait pas le délégué à la justice au dépourvu. Le délai écoulé, il fit de suite paraître sa première liste d'officiers ministériels. Dans le numéro du

(1) Procès-verbaux des assemblées générales de la chambre des notaires du département de la Seine. Renseignements communiqués au cours de la séance du 10 août 1871.

(2) Document inédit. Chambre des notaires du département de la Seine. *Délibérations et arrêtés*, t. 19.

Journal officiel du 28 avril, dix huissiers nommés, dont un, Réby, par arrêté pris dès le 25. Et trois commissaires-pri-seurs. Dans le journal du lendemain, sept nouveaux huis-siers. Le 4 mai, un autre. Le 12, deux commissaires-priseurs. Entre temps (*Journal officiel* du 30 avril), deux notaires, nommés par arrêtés de la commission exécutive du 29 avril.

A l'égard des notaires en exercice, bien qu'il ne leur ait été opposé que deux nominations, la menace ne tarda pas à s'aggraver. On peut se demander si Protot n'avait pas eu vent de l'assemblée tenue le 26 avril. Le 30, il fit convoquer à la Chancellerie, pour le lendemain, le président de la chambre. On devine le ton général des propos échangés entre le délégué et M. Sebert lorsqu'on se reporte à un deuxième document, également classé dans les archives de la chambre. Le 2 mai en effet, nouvelle réunion des notaires de la Seine et voici le procès-verbal qui fut dressé (1).

Le mardi 2 mai 1871, à une heure de relevée.

La chambre convoquée extraordinairement s'est réunie sous la présidence de M. Sebert et dans son cabinet, rue Saint-André-des-Arts, n° 45. — M. le président fait savoir à la chambre que par une lettre du 30 avril précédent, signée du secrétaire général de la délégation de justice, il a été invité à se rendre le lendemain 1^{er} mai dans le cabinet du membre de la Commune, délégué à la justice. — Qu'il s'est rendu à cette invitation hier lundi. — Dans cette visite, le délégué à la justice a demandé à M. le président s'il pensait que les notaires de Paris fussent disposés à faire la déclaration prescrite par son arrêté du 24 avril. — Ajoutant que la compagnie des notaires, par son abstention, *l'avait déjà forcé à nommer deux notaires à Paris* et qu'il était déterminé, si la compagnie des notaires persistait dans cette voie, à *prendre contre elle, immédiatement, d'autres mesures plus graves*. — Qu'il engageait donc M. le président à faire connaître cette détermination à la chambre et à la compagnie.

Sur cette communication. — La chambre, après une discussion à laquelle prennent part presque tous les notaires présents, — Pense qu'il y a lieu, sans tenir compte des menaces du délégué à la justice, de persévérer dans l'avis émis dans la séance précédente.

Séance levée à 5 heures...

• (1) Document inédit. *Ibid.*

Cette fois, le doute n'est plus permis. Au régime de tolérance mutuelle, les hostilités ouvertes succèdent (1). Car Protot n'hésite pas. Il met sa menace à exécution. Et la *mesure grave*, par lui annoncée au président Sebert, c'est l'apposition des scellés sur les portes des études, qui doit empêcher le fonctionnement des offices.

L'ordre part de suite. Dès le 2 mai, au lendemain de la conversation avec M^e Sebert, alors qu'il ignore encore la décision que, sur son injonction nouvelle, la chambre est en train de prendre, le délégué adresse à son collègue de la police les instructions les plus pressantes (2). Les scellés seront apposés « aujourd'hui même ». Les commissaires de police devront « s'assurer qu'il n'y a pas de correspondance possible entre les appartements privés et les études ». Qu'ils ne procèdent toutefois à aucune saisie. Le seul but de leur intervention sera de mettre fin à l'activité notariale. Ils auront soin de faire parvenir « immédiatement » place Vendôme les procès-verbaux d'apposition de scellés.

Cet ordre transmis, la délégation de la justice tient la main à ce qu'il soit scrupuleusement exécuté. Le 9 mai, Dessesse-quelte écrit à l'ex-Préfecture (3). Il fait part de la surprise de Protot qui, à cette date, n'a encore reçu que 40 procès-verbaux d'apposition de scellés. Dans la lettre, la crainte se manifeste que la mesure prescrite ait été suspendue : Le secrétaire général rappelle qu'elle avait été « décidée » d'un commun accord entre les deux délégations.

Mais l'appréhension fut de peu de durée. Simple retard dû à la négligence de l'ex-Préfecture et de ses agents. Commencées dès la soirée du 2 mai, les appositions de scellés se poursuivaient (4). Il fallut, pour y mettre fin, les graves

(1) Les notaires avaient d'autant moins hésité dans leur attitude qu'une délégation d'entre eux s'était rendue à Versailles et avait reçu des instructions de Dufaure. Un communiqué, paru dans le *Gaulois* du 2 mai et la *Vérité* du 3, annonça que les notaires avaient conféré avec le garde des sceaux sur « les intérêts menacés de leur vieille corporation ».

(2) J'ai reproduit textuellement la lettre, ci-dessus chapitre IV.

(3) Voir ci-dessus, chapitre IV.

(4) Le *Gaulois* du 6 mai rapporte en ces termes le début de l'opération. « Mardi 2 mai, vers 7 heures du soir, les commissaires de Paris ont mis les scellés sur les portes des études des notaires. Quelques-uns, avertis,

événements de la seconde quinzaine du mois. A ce moment, 76 études de notaires avaient reçu la visite des préposés de la Commune et vu interrompre, de façon décisive, leur fonctionnement (1).

La mesure n'épargna pas les huissiers. Dans un grand nombre de leurs études, les portes furent également closes par les cachets de cire au timbre de la Commune. Chez M^e Hardy, chez M^e Dorlin, notamment, dont les clercs se constituèrent gardiens des scellés. Chez les huissiers du quartier Vivienne, au sujet desquels, à la date encore du 20 mai, Gaston Da Costa signait des ordres. Dans l'étude de M^e Marécat, qui fit l'objet d'une descente de police dont je reproduis le procès-verbal.

Une différence cependant s'accusa entre les notaires et les huissiers en exercice.

Ces derniers, leurs fonctions suspendues, ne furent plus l'objet des vexations de la justice communale. Aucun huissier ne se vit inquiéter au cours des semaines révolutionnaires (2).

Plusieurs notaires, un de leurs collaborateurs eurent au contraire à supporter de pénibles épreuves.

A cette rigueur il ne faut pas attribuer pour seule origine

ont protesté. Cette mesure a été prise à la suite d'une conversation qui avait eu lieu, dans la journée, au Ministère de la justice entre M. Protot et M. Seber, président de la chambre des notaires. Ce dernier, sur la demande qui lui avait été faite, n'avait pas laissé ignorer que la Commune ne trouverait pas ou du moins fort peu d'adhérents parmi les notaires. — C'est bon, j'aviserai, lui fut-il répliqué. Le soir même les scellés étaient mis. Les notaires se réunissent aujourd'hui. » — On sait que, contrairement à l'indication donnée par le *Gaulois*, l'entrevue du délégué et du président de la chambre eut lieu le 1^{er} mai.

(1) Renseignement communiqué à l'assemblée de la chambre des notaires le 10 août 1871. — Dans une étude, celle de M^e Baron, les scellés avaient été apposés avant même que le délégué à la justice en ait exprimé la menace, dès le 26 avril. — Plusieurs récits m'ont été faits, par des témoins, de certaines circonstances ayant entouré ces opérations de police. L'aventure la plus pittoresque advint à M^e Jules Delapalme qui, voyant ses visiteurs fort en peine, leur montra comment on apposait des scellés. Une telle compétence suscita sans doute l'admiration d'un des agents de la Commune : Quelques années après, cet homme, sollicitant l'intervention d'un autre notaire, M^e Delaunay, se recommanda de l'apposition des scellés qu'il avait pratiquée chez ce dernier, grâce à la bonne leçon reçue chez M^e Delapalme.

(2) Le *Vengeur* du 2 avril avait cependant dénoncé un huissier du faubourg Montmartre qui, en violation du décret de la Commune, avait signifié un congé au nom d'un propriétaire.

Préfecture de Police.

Proß-Verbal.

BURBAN.

WILL DE PAULS.

ARRONDISSEMENT

COMMISSARIAT DE POLICE

८५

PARTIER

五

卷之四

L'An mil huit cent soixante et onze
le 1^{er} Mars 1861
Paris Plancher

Commissaire de Police de la Ville de Paris, plus spécialement
chargé du Quartier le Meris.

Officier de Police judiciaire, Avarilaine de Monsieur le
Procureur Impérial,

Après les avoir vus, on delayait à leur
présentation et leur adresser bonjour et transportés
dans une chambre de Catoyan Deschamps, l'écrit
chez le Catoyan Marecas Charles Dupuis

Je suis en curiosité de savoir quel est celui qui
Marsac sur Charente pour un élève. Les
scoliers ont été aggrés par deux portiers demandant
surtout leur l'apparence et particulièrement sur les
Célestins, et sur un petit garçon demandant
pour moi autre
et sur la page suivante

Marsac

Marsac

Agnes

les plaintes que Protot reçut de quelques clients mécontents. Mais aussi les préventions s'élevant contre un corps se recrutant lui-même dans un cercle strict et fermé de la bourgeoisie. L'opposition nette résultant des décisions prises par la chambre de discipline.

Ce fut à l'égard d'un clerc de l'étude Emile de la Palme que le lourd contrôle de Protot s'exerça tout d'abord. Une histoire de testament qui, à chaque changement de ministère, valait au nouveau garde des sceaux de recevoir une plainte, éternellement ressuscitée. En l'absence de l'officier public, son premier clerc Macquart se présenta au cabinet du délégué pour fournir les mêmes explications. Protot cependant ne s'embarrassa point des raisons de procédure ou de droit indiquées. Il pensa donner à la plaignante une première satisfaction en faisant écrouer le clerc. Celui-ci resta détenu jusqu'à la fin de la Commune.

Vers la même époque, M^e Lamontagne fut arrêté dans l'hôtel d'un de ses clients. Ce dernier, M. de Beaumont, allié du maréchal de Mac-Mahon, lui avait écrit de Versailles pour le prier de prendre chez lui certains documents. Le notaire fut appréhendé au moment où il venait de s'acquitter de la mission, et conduit à l'ex-Préfecture. L'inculpation visait la *complicité avec Versailles*. Sur une intervention toutefois de son confrère Lindet, M^e Lamontagne recouvra bientôt sa liberté.

Une aventure autrement complexe advint à M^e Demanche. J'ai dit le souvenir qu'en avait conservé Protot (1). Des documents plus précis, la déposition notamment faite dès 1873 par l'officier public et que corroborent certaines pièces saisies (2), permettent d'exposer les faits sous leur véritable jour. Le délégué à la justice avait donné audience à une dame B., qui avait porté plainte contre le notaire, alléguant que celui-ci refusait de lui restituer un titre de rente. Convocé, M^e Demanche indiqua qu'il avait régulièrement déposé

(1) Voir ci-dessus, chapitre IV.

(2) Dossier concernant Moiré, (Ministère de la guerre.) M^e Raoul Demanche, cousin du notaire arrêté sous la Commune, a bien voulu me fournir également d'utiles précisions,

le titre au Ministère des finances en vue de la perception des arrérages. Les événements politiques ne lui permettaient pas d'en reprendre possession. Protot manifesta à son interlocuteur un vif mécontentement et, lui délivrant un sauf-conduit, le somma de réclamer à Versailles le titre litigieux. M^e Demanche dut se résoudre à effectuer un voyage dont il prévoyait l'insuccès. De fait, il échoua dans sa tentative. La riposte ne tarda point. Dès son retour, il fut arrêté par les soins de Le Moussu, écroué au Dépôt le 5 mai, le 8 à Mazas. Moiré instruisit l'affaire. Complicité, selon l'usage, avec Versailles. Peu de jours après, une démarche de M^e Lindet sauva le prisonnier.

Moiré accepta le principe d'une mise en liberté provisoire. Mais il subordonna celle-ci à un cautionnement d'une forme nouvelle. Entre temps, à la suite d'un incident quelconque, le mari de la plaignante, le sieur B., avait été lui-même écroué. Le juge d'instruction trouva fort équitable de libérer par un même geste de clémence les deux adversaires. Cependant, comme il craignait que le sieur B. quittât la capitale, il eut ce trait digne d'un Salomon révolutionnaire. Il fit verser par M^e Demanche une somme de 5.000 francs, affectée comme cautionnement à la libération du sieur B. Histoire charmante, qui serait révoquée en doute si je ne publiais le reçu des fonds. Ceux-ci furent en effet versés à la Caisse des dépôts et consignations, au nom du notaire, par un commissaire de police que le magistrat instructeur avait chargé de ce soin (1).

Je soussigné, caissier général de la Caisse des dépôts et consignations, reconnais avoir reçu de M. Pelerin, commissaire de police,... la somme de 5.000 francs pour caution de mise en liberté provisoire de B. (Emmanuel-Désiré) demeurant rue Saint-Séverin, n° 6.

Paris, le 15 avril 1871.


P. le caissier principal
Raoul SÉBIROT.

M^e Demanche fut ainsi libéré le 13 mai.

(1) *Document inédit.* (Dossier concernant Moiré.)

Un autre notaire, M^e Huillier, n'échappa à son arrestation que par un départ précipité. Commandant d'un bataillon de la garde nationale, il avait assuré l'exode de ses hommes et fait transporter leurs armes dans un local de la place Saint-Michel. Le dépôt fut découvert. Se sachant en péril, le notaire s'empressa de quitter Paris (1).

Laissez-Passer
pour Monsieur Georges Huillier ancien notaire
des Augustins, des ponts, des Garde.
St. Denis.
Uniforme non *Richard*
Wulz-Muys



Scellées par la police communale ou sous la menace d'un pareil sort, les portes des études s'étaient, l'une après l'autre, fermées. Un certain nombre d'officiers ministériels avaient d'ailleurs gagné la province, par mesure de prudence, pour éviter aussi l'enrôlement dans les rangs de la garde nationale.

Sur un terrain devenu libre, le régime institué par Protot parut s'établir.

(1) M^e Huillier avait utilisé deux laissez-passer pour franchir les fortifications. L'un émanait du légendaire Cavalier, dit Pipe-en-bois, directeur des voies et promenades publiques sous la Commune, l'autre des autorités allemandes. Nous en publions la reproduction.

Commission
des
Services Publics
Service

République Française
Commune de Paris

des Voies et Promenades pub.^{ques}

Paris le

187

Laisser passer et circuler librement
au dedans et au dehors de Paris le Citoyen
Mullier

Service des Voies et Promenades publiques

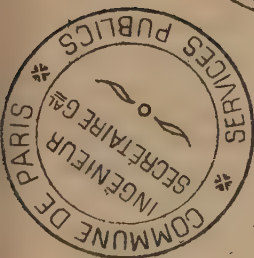


L'Ingénieur chargé du Service
G. Carlier

Vu et approuvé

L'Ingénieur Secrétaire Général
de la Commission des Services Publics

E. Carlier



L'expérience tenait de la gageure, dans une ville assiégée et avec les incertitudes de la guerre civile. La presse révolutionnaire elle-même semblait comprendre l'inopportunité de la réforme. Généralement, elle était sobre de commentaires. Après les excitations du *Vengeur*, demandant, dès le 14 avril, l'abolition des « privilèges » et proposant de confier aux juges de paix les fonctions des officiers ministériels, on ne pouvait guère citer que la nouvelle « grande joie du Père Duchêne, parce que les j. f. d'huissiers et de notaires ne pourront plus f. les patriotes dans la débîne » (8 floréal) (1). Les journaux de l'opposition, les organes radicaux faisaient preuve de plus de clairvoyance. Ils ne soulignaient pas seulement l'élargissement des pouvoirs que l'Hôtel de ville s'était attribués, l'arbitraire de la confiscation résolue (*Avenir national* du 25 avril, *Nation souveraine* du 27). Ils critiquaient une réforme qui aurait pour conséquence d'accroître le nombre des fonctionnaires (*Moniteur universel*, *France*, *Journal de Paris* du 25 avril). Tout aussi justement, le *Journal de Paris* ajoutait que l'institution d'un nouveau corps d'officiers ministériels serait, pour le public, pleine de périls : Les actes passés n'auraient qu'une valeur locale, et peut-être temporaire (2).

En présence de cette situation délicate, les deux notaires de la Commune adoptèrent l'attitude la plus réservée. Elle s'imposait à eux, en raison des circonstances toutes spéciales qui les avaient déterminés à solliciter leur nomination.

Clercs, le premier chez M^e Baron, notaire rue Biot, le second chez M^e Taupin, notaire à Clichy, les nommés Rabbit (Jean) et

(1) Contre l'œuvre de Protot, Gustave Lefrançais protesta plus tard dans ses *Souvenirs d'un révolutionnaire*, p. 588. « La Commune ne sut pas profiter, dans l'ordre judiciaire, de l'abandon par leurs titulaires des offices ministériels pour les supprimer. Elle commit au contraire la faute grave de les pourvoir de nouveaux agents. »

(2) Seul l'*Echo du soir* approuva la réforme de Protot en ce qui concerne les huissiers. De son article (numéro du 26 avril), d'une violence singulière, je n'extrais que ce passage : « Faire des huissiers des fonctionnaires à traitement fixe, agissant impartialement et sans appât de bénéfices quelconques sur les débiteurs, au profit unique de la propriété c'est moraliser à la fois les huissiers, les débiteurs, et même es créanciers... »

Gout (Jules) furent guidés moins par l'ambition de fonctions éphémères que par le désir de sauvegarder les études dont, en l'absence de leurs patrons, ils avaient assumé la surveillance. Le double jeu n'était point exempt de péril. Contre un retour de la légalité, ils pensèrent se couvrir en avisant de leur initiative les titulaires des offices. Un tel rôle n'en demeurerait pas moins ambigu et devait les compromettre. Le rendement de leur gestion fut d'ailleurs médiocre : Deux études protégées par la Commune, mais qui ne couraient pas plus de danger que les autres. Dans chacune d'elles, une vingtaine seulement d'actes dressés qui, la révolution vaincue, perdraient leur valeur. Pour un aussi mince résultat (1), Gout et Rabit donnèrent au gouvernement de l'Hôtel de ville une adhésion équivoque. S'ils s'abstinrent soigneusement de tout acte de violence, leur exercice emporta la soumission au régime et aux autorités de la Commune. Rabit eut la consécration du président Voncken. Sur l'ordre de Protot, Gout transféra le siège de son étude à Paris, 13 rue du Boulevard (17^e), et, s'intitulant « notaire public », adressa à la clientèle parisienne un appel que publia le *Journal officiel* de la Commune (numéro du 2 mai). Tous deux effectuèrent le dépôt de leurs signatures. Tous deux acceptèrent ou réclamèrent du délégué à la justice le versement de sommes pour « frais d'installation (2) ».

Ce n'étaient point de semblables soucis qui avaient provoqué les candidatures aux fonctions d'huissiers. Dès les premiers jours elles avaient afflué à la délégation. Protot en retint une vingtaine, avec la pensée d'affecter à chaque arrondissement un de ces fonctionnaires nouveaux. Il projetait de les doubler ultérieurement, d'élever à quarante le nombre des huissiers de la Commune.

(1) Les initiatives désordonnées des agents de la Commune, dont nous avons relevé maints exemples, étaient de nature à retirer aux notaires du nouveau régime eux-mêmes une partie des rares affaires. Certains commissaires de police, assistés de gardes nationaux, reçurent des testaments.

(2) En ce qui concerne le rôle joué par les notaires de la Commune, j'ai utilisé les renseignements contenus dans les dossiers de poursuites, les précisions aussi qu'a bien voulu me fournir M^e Taupin, fils de l'officier public de Clichy. — L'ouvrage de d'Heilly reproduit, p. 138, une lettre dans laquelle Gout s'efforce de légitimer son initiative.

Le choix du délégué avait généralement porté sur des professionnels. Pour la plupart, des clercs ou anciens clercs d'huissiers : Baudy, Chairmartin, Criquet, Guérin (1), Hétru, Marelheux, Marlé, Réby, Riche, Sévin, Steyvers, Stoffel, Vignat. Quelques anciens huissiers, Boutin, Chain, Crouzat, Havy. Des agents d'affaires, Hauton et, semble-t-il, Thouvenin.

Parmi ces hommes, il était plus encore de besogneux que d'ardents révolutionnaires.

Les dossiers des poursuites contre eux exercées quelques mois après, une notice classée dans les archives de la chambre des huissiers de la Seine contiennent des précisions à retenir. On y lit leurs antécédents. On y démêle aussi les motifs qui les firent adhérer à la Commune.

Ces successeurs des officiers ministériels comptaient nombre de médiocres.

« Cheveux rouges et tête folle », observe, sur l'un deux, le rédacteur de la notice. Au sujet d'un autre, M^e Raveton a bien voulu m'écrire : « C'était un esprit faux, s'emballant sur de mauvaises affaires et les suivant jusqu'aux dernières limites de la chicane. » (2) Un des anciens huissiers avait jadis cédé son étude sur injonction de la Chancellerie. Plusieurs clercs faisaient l'objet, de la part de leurs ex-patrons, de notes peu satisfaisantes. Protot fut avisé par Chain, président de la corporation, des habitudes d'intempérance d'un de ses nouveaux subordonnés (3).

(1) Maxime Du Camp (*op. cit.*, t. IV, p. 288) a cru pouvoir confondre ce personnage avec l'un des inculpés du procès de Blois. Il y a là de sa part une erreur manifeste. L'huissier de la Commune avait pour prénoms Louis-Edmond-Félix. Il était né le 20 septembre 1833. Le condamné de 1870 (Laurent-Marie) avait 54 ans à l'époque du procès. Fort éloigné du dessein de lui réserver un poste dans l'administration communale, le gouvernement révolutionnaire fit procéder, en mai 1871, à l'arrestation de Laurent Guérin, en raison de son attitude suspecte à Blois. (Voir ci-dessus, chapitre VI.)

(2) Et voici, tracée d'une plume alerte, la suite du portrait, qui évoque la silhouette d'un bourgeois de la basoche : « Une large tête coiffée d'un chapeau haut de forme à grands bords, une cravate blanche, des favoris roux encadrant un visage couturé de petite vérole, un crâne dénudé, sur lequel il ramenait des mèches de cheveux rebelles. lui donnaient l'aspect d'un personnage de Daumier. »

(3) « Paris, le 7 mai 1871. — Citoyen Protot, — Je traverse les Tuileries et je trouve le citoyen... arrêté par la garde nationale ; il est comme vendredi en état d'ivresse. En raison de la décision prise hier soir par

Pour deux ou trois convaincus, — je citerai Crouzat, déporté en 1852, — les autres n'avaient sollicité des nominations que « faute de ressources », « afin de vivre », « dans le malheur et la misère », souvent aussi « pour se soustraire au service de la garde nationale » (1). Vignat, qui rédigea, lors de la répression, le projet d'une supplique destinée au chef du pouvoir exécutif, devait exprimer à merveille la mentalité de certains petits bourgeois pendant les deux mois de guerre civile (2).

« Les personnes qui... n'ont jamais eu à s'inquiéter de la vie matérielle ne pourront jamais comprendre à quelles angoisses votre départ et celui du gouvernement, le 18 mars, ont livré l'honnête employé, père de famille. Il ne savait où aller, lequel des deux lui maintiendrait sa place. Pouvait-il présumer quelle serait la fin ? Qui donc en mars, en avril, jusqu'au 21 mai, aurait pu prévoir l'ignominie de la fin ? Ils se sont trompés, voilà leur crime. »

Au gouvernement qui les avait désignés, les huissiers apportèrent une collaboration plus étroite que celle des deux notaires.

Il est assez curieux d'observer le prix qu'attacha le délè-

le citoyen..., j'ai cru devoir intervenir et vous signaler le fait. Salut et fraternité. — Chain, huissier au 9°. » En marge, cette mention au crayon bleu : « A examiner attentivement. » (*Document inédit. Dossier des poursuites exercées contre cet huissier, classé au Ministère de la guerre.*)

(1) Voici des extraits de quelques lettres adressées par l'un d'eux à l'un de ses amis. « 28 mars... Avec tout cela nous voici donc enfin gouvernés par cette Commune dont on ne voulait pas. Que va-t-il se passer ? Je m'apprete à de bien douces émotions ». — « 18 avril... Quelqu'un qui commence à ne pas s'amuser du tout, c'est votre serviteur. Décidément ça dure trop longtemps... On est moins sévère depuis dimanche pour la sortie de Paris... De sorte qu'à la rigueur, en me blanchissant un peu la barbe, je puis franchir les portes quand je voudrai... » — « 5 mai... J'étais donc bien résolu à me tirer de là. A force de chercher j'ai trouvé. Oui, je puis dorénavant me promener effrontément au soleil, avouer mon âge, et je ne suis plus tenu à aucun service, enfin ! Mais comment avez-vous fait, me direz vous ? Ah, voilà ! Devinez, je vous donne jusqu'à votre retour... » — « Mai (*lettre ultérieure*)... Si j'avais voulu quitter Paris, je le pouvais facilement... Mais je veux voir un peu si ces gredins me feront faire ce que je ne veux pas. » — Le premier juin, la Commune, il est vrai, vaincue, un autre écrit à un correspondant : « J'ai été obligé de me faire huissier de la Commune pour éviter d'être pris. Du reste je me serais fait vidangeur s'il l'avait fallu, plutôt que de tirer un coup de fusil... »

(2) *Document inédit. Dossier concernant Vignat.*

gué à la justice à cette bonne entente comme à l'organisation rapide de ce corps de fonctionnaires.

Les premières nominations, datées du 25 et du 27 avril, furent insérées au *Journal officiel* du 28. Dès les premiers jours de mai, Eugène Protot réunit dans son cabinet (salon des sceaux) les huissiers, pour leur permettre d'arrêter leurs statuts.

Il y eut quatre réunions, tenues le 2 mai et les jours suivants. J'ai sous les yeux une copie du procès-verbal dressé pour les deuxième et troisième séances. En voici un extrait (1).

Séance du 3 mai 1871. — Présidence du citoyen Maretheux, doyen d'âge.

Article 1^{er}. — Les études seront ouvertes obligatoirement de neuf heures du matin à cinq heures du soir, les dimanches et les jours fériés exceptés. -- Cette résolution est adoptée à l'unanimité...

(Suit, sous la rubrique *article 2*, l'exposé de la situation en ce qui concerne les locaux à l'usage des huissiers, avec cette mention : « Ces observations seront communiquées au citoyen délégué. — Adopté. »)

... Tous les huissiers sont d'avis unanime (*sic*) qu'une commission individuelle émanant du Ministère de la justice est absolument nécessaire pour justifier à qui de droit de la qualité d'officier ministériel à eux conférée.

Les membres nommés se réuniront demain jeudi à 9 heures pour adopter le règlement intérieur, nommer le bureau définitif et accepter du délégué ministre (*sic*) le mandat ou les fonds nécessaires pour l'installation, objet de la séance d'hier. — Adopté à l'unanimité.

Fait en séance, le 3 mai 1871.

Le secrétaire, E. STEYVERS.

Le président, L. MARETHEUX.

Séance du 4 mai 1871. — Présidence du citoyen Maretheux, doyen d'âge.

Tous les membres sont présents à l'exception du citoyen Réby qui s'est excusé.

(1) *Document inédit, Dossier concernant Steyvers, Ministère de la guerre.*

Il est procédé à la discussion et au vote des huit premiers articles du règlement de la corporation des huissiers de la Commune de Paris.

La suite de la discussion de ce règlement est remise à demain, et, s'il y a lieu, à la constitution du bureau définitif.

Tous les membres de l'assemblée ont de nouveau manifesté l'intention d'opérer immédiatement leur installation. Dans ce but, ils attendent du délégué à la justice la remise du mandat ou des fonds nécessaires et votés à cet égard.

Cette installation est d'autant plus urgente, que l'approche de la signification des congés la rend nécessaire.

En séance, Paris, le 4 mai 1871.

Le secrétaire provisoire, E. STEYVERS.

Le président provisoire, L. MARETHEUX.

Au cours de la réunion suivante furent élus les dignitaires à titre définitif. C'était la chambre de discipline qui réapparaissait, avec un président, un vice-président, un secrétaire, un rapporteur, deux membres. Pour les fonctions de président, le choix se porta sur Chain (François, dit Marcelin).

Les nouveaux fonctionnaires de la Commune avaient, en séance, exprimé le désir d'instrumenter dans les plus brefs délais. J'ai dit que Protot était tout disposé à leur donner satisfaction. L'accord se fit aisément sur trois points jugés essentiels. Entre les huissiers les arrondissements furent répartis au gré de leur préférence. Le délégué promit de seconder les démarches faites par ces agents en vue de s'assurer des locaux. Il leur serait versé, dans la quinzaine, deux acomptes d'un montant total de 500 francs, à valoir sur leurs appointements.

Ce paiement ne souleva aucune difficulté. Les huissiers reçurent effectivement une première somme de 250 francs le 5 mai, une somme égale quelques jours après. Au nom d'autre part du délégué à la justice, Dessesquelle invita les municipalités des arrondissements où échouaient les efforts des huissiers à leur procurer un bureau, parfois même un « logement particulier » (1).

(1) Lettre adressée le 14 mai à l'administrateur de la municipalité du 6^e arrondissement, au sujet de l'installation de Stoffel. Une mention

Voici, tel que j'ai pu le reconstituer, le tableau des huissiers de la Commune avec indication des locaux affectés à leur service.

ARRONDISSEMENTS	HUISSIER	DATES DES NOMINATIONS	LOCAUX AFFECTÉS
1 ^{er}	Réby (Joseph)	23 avril	Justice de Paix du 1 ^{er} arr. (logement au presbytère de Saint-Germain-l'Auxerrois).
2 ^e	Havy (Louis)	28 avril	Mairie du 2 ^e arr.
3 ^e	Boutin (Joseph)	28 avril	Sans doute aucun local officiel. Chez lui, 17 rue Réaumur.
4 ^e	Chairmartin (Louis)	27 avril	Mairie du 4 ^e arr.
5 ^e	? (1)	"	Mairie du 5 ^e arr.
6 ^e	Stoffel (Charles)	27 avril	Caserne Tournon.
7 ^e	Steyvers (Edouard)	27 avril	Presbytère de Sainte-Clotilde.
8 ^e	Hauton (Emile)	28 avril	Justice de paix du 8 ^e arr.
9 ^e	Chain (François, dit Marcelin)	27 avril	Aucun local officiel. Cabinet, 54 rue Richer.
10 ^e	Criquet (Pierre)	27 avril	Aucun local officiel. Chez lui, 91 Bas de Strasbourg.
11 ^e	Sévin (Jean-Baptiste)	Début de mai	Mairie du 11 ^e arr.
12 ^e	Riche (Jean-Marie)	28 avril	Mairie du 12 ^e arr.
13 ^e	?	"	?
14 ^e	Probablement pas de titulaire.		
15 ^e	?	"	Pas de local disponible à la mairie.
16 ^e	Vignat (Jean)	3 mai	Ordre de réquisition de local, non suivi d'effet.
17 ^e	Marlé (Jean)	28 avril	13, rue du Boulevard.
18 ^e	Thouvenin (Jules) puis Guérin (Louis)	27 avril 28 avril (en réalité semblent avoir succédé à Thouvenin qu'en mai)	Ne semble pas s'être installé. Justice de paix du 18 ^e arr.
19 ^e	Baudy (Jean)	27 avril	Mairie du 19 ^e arr.
20 ^e	Crouzat (Jean-Baptiste)	28 avril	Mairie du 20 ^e arr.

A ces noms s'ajoutent ceux de Hétru (Louis) et de Maretheux (Louis) nommés le 27 avril.

Il m'a été impossible de préciser les arrondissements (3^e, 13^e ou 15^e) auxquels ces fonctionnaires se virent attacher.

Facilitée par les initiatives municipales et les ordres de la

indique le résultat de la démarche : « Installé dans l'appartement n° 133, à la caserne Tournon, avec entrée particulière. » *Document inédit.* Dossier concernant Dessesquelle (Ministère de la guerre). Voir aussi une lettre analogue de Dessesquelle, publiée ci-dessus, chapitre IV.

(1) Aux termes d'un reçu, Louis Havy aurait rempli, le 5 mai, les fonctions d'huissier dans le 5^e arrondissement. — En tout cas, il est certain qu'ultérieurement il les exerça dans le 2^e.

délégation de la justice, l'installation des huissiers fut chose rapidement faite. Certains des nouveaux promus demandèrent aux juges de paix la consécration d'une brève investiture. Plus soucieux des formes comme de sa dignité, Criquet se présenta, le 16 mai, au cabinet du président Voncken, et sur l'ampliation de l'arrêté qui le nommait le greffier Guédenet mentionna que les rites étaient accomplis. — Mais nulle part il n'y eut d'incident fâcheux. A peine convient-il de citer celui qu'engendra l'occupation, par Steyvers, du presbytère de Sainte-Clotilde. En l'absence du curé de l'église, qui avait quitté la capitale, l'huissier prit, le 11 mai, possession de son logement. Il avait produit une réquisition signée de Sicard, délégué à la mairie du 7^e, et montré les gardes l'escortant. Contre l'occupation de vive force, qu'aucun inventaire n'avait accompagnée, le frère du prêtre, M. Hamelin, vint protester le lendemain. Geste inutile. M. Hamelin fut arrêté. Quelques heures après, il est vrai, on le relâcha.

Si l'on excepte Stoffel, Vignat et Thouvenin, qui semblent n'avoir jamais instrumenté, les nouveaux huissiers prirent fort au sérieux leurs fonctions. La plupart eurent des répertoires qu'ils tinrent régulièrement et qu'à l'heure des sanctions la police saisit. Trois ou quatre d'entre eux, Hauton, Steyvers, s'assurèrent la collaboration de clercs. Havy, Boutin, Steyvers, Criquet firent usage de timbres humides. Celui de Havy, — dont j'ai sous les yeux la reproduction, — indique sa qualité : « Huissier près les tribunaux et la justice de paix du 2^e arrondissement de la Commune de Paris, à la mairie, rue de la Banque, n° 8. »

Ils manifestèrent dans l'ensemble autant d'activité que l'état de guerre le permettait. On est surpris du nombre des actes par eux passés en quelques jours. Fonctionnaires de la Commune, ils bénéficiaient, à dire vrai, de circonstances particulières. Une clientèle spéciale venait à eux, que constituaient les fédérés, les plaideurs mécontents fondant de nouveaux espoirs sur des hommes nouveaux. Le gouvernement de l'Hôtel de ville prenait de son côté des mesures qui nécessitaient leur concours. L'une avait visé les loyers. Interprétant le décret de la Commune, des municipalités crurent

utile d'inviter les locataires voulant obtenir la résiliation de leurs baux à s'adresser aux huissiers. D'autres décisions plus tendancieuses, inspirées par le conflit, avaient pour objet d'obliger les compagnies de chemins de fer, les compagnies d'assurances à effectuer certains paiements, prescrivaient la confiscation des objets mobiliers appartenant à Thiers. Toutes mesures comportant des sommations, des saisies. En avril, en mai, les juridictions de la Commune s'étaient instituées successivement, référés du président Voncken, justices de paix, tribunal civil. Là aussi, un champ d'action pour les huissiers. Ils furent attachés, comme audienciers, aux justices de paix. Et l'arrêté du 2 mai leur permit, à défaut d'avoués, de présenter au président du tribunal requêtes et placets. Il apparut que surtout les interventions des huissiers allaient se multiplier quand, le 16 mai, Protot invita « tous les officiers publics de la Commune » à dresser gratuitement, sur son ordre, les actes de leur compétence. Si l'avis porté à la connaissance des gardes nationaux ne semble pas avoir augmenté le travail des autres agents de Protot, il valut aux huissiers, durant la dernière semaine, une notable extension de leur clientèle.

Quelques chiffres confirmeront ce que j'ai avancé. Pour un court exercice, n'excédant jamais en fait une quinzaine de jours, 80 actes environ signifiés par Havy et autant par Crouzat ; 60 au compte de Marlé ; une trentaine au compte de Chain, à celui de Chairmartin ; un nombre élevé, mais resté imprécis, d'actes passés par Boutin ; une moyenne d'une dizaine dressés par les autres huissiers. Chiffres inférieurs, sans aucun doute, à la réalité, résultant d'aveux ou de pièces saisies.

En majeure partie, des significations de congés. Mais aussi des citations en justice de paix et en référé. Des constats. Des procès-verbaux d'offres. Des oppositions. Des sommations. Un procès-verbal de saisie conservatoire. Une vente « par autorité de justice » annoncée au *Journal officiel* du 14 mai (« étude de M^e Reby, huissier à Paris »).

Et quelques actes méritent d'être notés au passage. Deux d'entre eux dont les copies, faute de domicile connu des

intéressés, furent remises « en l'absence du procureur de la République au citoyen délégué de la justice de la Commune de Paris, où étant et parlant à l'un de ses délégués qui a visé l'original » (exploits de Chairmartin et de Réby). De nombreux actes dressés sur l'ordre de Protot (1). Une signification faite le 20 mai, par les soins de Havy, à la C^{ie} d'assurances générales contre l'incendie, rue de Richelieu, au nom de Jourde, délégué aux finances, en vue du paiement des droits de timbre.

Cependant il faut convenir que les huissiers de la révolution populaire firent preuve d'une certaine prudence. Elle atteste bien l'état d'esprit dans lequel ils avaient sollicité leurs fonctions. Boutin refusa de faire à M^e Demanche une signification qui, ultérieurement, aurait pu le compromettre. Lorsque le délégué à la justice voulut charger un huissier de saisir le mobilier du chef du pouvoir exécutif, Vignat et Chain se déroberent, et Protot dut confier ce soin à un commissaire de police. Vers le même moment, il invita Boutin, Hauton, Vignat à sommer la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest de verser un arriéré d'impôts. Il essuya un semblable refus. Le 15 mai, nouvelle mission, qui fit prendre à Vignat un parti décisif. Relevant son manque de zèle, le délégué lui prescrivit de faire signification à des sociétés financières. L'huissier perçut le péril et s'inclina. Mais il voulut une copie de l'arrêté portant sa nomination. Pièce en main, il s'empessa de franchir les remparts, puis de se réfugier dans la banlieue, entre la Commune et Versailles, à mi-chemin aussi entre le pouvoir insurrectionnel et la répression.

La Commune n'eut pas seulement des notaires et des huissiers. Elle poussa loin son projet de restauration administrative. Par arrêtés en date du 25 avril et du 11 mai, Eugène Protot nomma cinq commissaires-priseurs. C'était là, pour les besoins du moment, une promotion fort étendue.

Elle comprenait un militant, et quatre bourgeois égarés, comme tant d'autres, dans la bagarre.

Louis Thélidon avait tenu avec Réby — l'huissier de la

(1) J'en ai donné un exemple, ci-dessus chapitre IV.

Commune — un cabinet d'affaires rue Martel. Ce cabinet n'était point très prospère. Il convient d'en accuser la rigueur des temps. Mais l'on ne peut dissimuler que Thélidon réservait seulement une faible part de son attention aux pures chicanes et à la procédure. Il n'avait pas attendu le 18 mars pour prêter l'oreille aux bruits de la rue. Son nom se trouvait dans de nombreuses organisations politiques. Il était dignitaire du Grand Orient, fondateur de club, membre de divers comités, dont l'un, — comprenant aussi Jules Claretie, — en vue d'une « souscription pour la publication d'une satire de la guerre (de 1870), placée sous le patronage de M. Eugène Pelletan. » Lieutenant, puis capitaine d'habillement du 9^e bataillon (10^e arrondissement), il fut de ceux qui sonnèrent le ralliement du bataillon à la Commune. On le vit alors dans toutes les manifestations révolutionnaires, au meeting entre autres organisé par l'*Alliance républicaine des départements*, et où il représentait, comme membre de la commission exécutive, le Puy-de-Dôme. Ajoutons-le, un brave. Il devait mourir pour le gouvernement qui avait fait de lui un fonctionnaire (1). Blessé sur une barricade, le 26 mai, il expira, deux jours après, dans une ambulance du faubourg Saint-Martin.

Les quatre autres, d'une mentalité que j'ai analysée déjà. Fleury, un malheureux dont « les ressources étaient complètement épuisées ». A la recherche également de moyens d'existence, l'ancien employé du Comptoir d'escompte Gustave Plattet, et Paul Aubert, ex-huissier sous le second Empire, et Firmin Cibot, agent d'affaires sans affaires, soucieux aussi d'échapper à l'incorporation.

Protot n'avait eu d'ailleurs que l'embarras du choix. — Un des rapports auxquels aboutit l'*Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars* constate qu'au Ministère de la guerre se trouvaient « 1.200 lettres d'hommes considérables par leur position sociale ou par leur éducation, d'employés de ministères, d'ingénieurs, d'anciens militaires, d'officiers en activité de service, de médecins ayant offert par écrit leur

(1) En 1870, Jules Claretie l'avait inutilement recommandé pour un poste de bibliothécaire.

concours à la Commune (1) ». Même affluence place Vendôme, où les seules fonctions de commissaire-priseur suscitent nombre de candidatures. Il est intéressant de reproduire à ce sujet cette note inédite, ultérieurement saisie au Ministère de la justice. Je n'indiquerai que les initiales de ceux qui ne furent point nommés.

Candidats commissaires-priseurs.

1. — Fleury, Paul, 32 ans, négociant, boulevard Saint-Michel, 131. — Lettre de recommandation de la mairie du 5^e arrondissement. Recommandé par Jourde. A formulé sa demande.

2. — P., 13, rue Geoffroy-Marie. — Lettre de recommandation du 9^e arrondissement. Ancien clerc de commissaire-priseur.

3. — Plattet, Gustave, 5, rue Geoffroy-Marie. — Ancien employé du Comptoir d'escompte. Un certificat du Comptoir d'escompte.

4. — D'H., Adolphe, rue du Cherche-Midi, 2. — Ancien huissier démissionnaire (1844-1856). A formulé sa demande.

5. — De B. de H., François, 38, rue Maubeuge. — Licencié en droit, avocat. A formulé sa demande. (Voir aussi Huissiers et Greffiers de justice de paix.)

6. — J., Edouard, 99, boulevard Magenta. — Ancien rédacteur de la... (sic). A formulé sa demande.

7. — P., 65, faubourg Montmartre. — Ancien principal clerc d'avoué. A fait deux années de droit. A formulé sa demande.

8. — O., Ferdinand, 41 ans, rue Madame, 52. — Ancien premier clerc de notaire, d'huissier et de commissaire-priseur, premier commis aux 1^{er} et 4^e bureaux d'enregistrement des actes des notaires. A formulé sa demande.

9. — Jacquemin, Joseph, 68 ans, rue Bertin-Poiré, 12. — Ancien notaire. Deux diplômes de bachelier ès lettres et en droit. Quatre certificats de moralité. Sa nomination aux fonctions de notaire. L'acte de cession de son étude, pour cause de maladie de sa femme. Voir le dossier des justices de paix.

10. — P., 41, rue de la Butte-Chaumont. A formulé sa demande.

Et la note ne donne point une liste complète. Il y faut ajouter les noms inscrits sur des fiches détachées :

Commissaires-priseurs. — Aubert, Jules-Onésime. — Huis-

(1) *Op. cit.*, p. 82.

sier à la Ferté-Milon de 1845 à 1853. Menace du procureur impérial. Allègue cause politique. Choisit le boulevard d'Ornano. Reste rue Feutrier, n° 1, à Montmartre. Consulter Dereure, Ferré, etc.

Pourvus, comme les notaires et les huissiers, d'avances sur leurs traitements, les nouveaux commissaires-priseurs exercèrent effectivement leurs fonctions. Plattet procéda, le 9 mai, dans la cour de la mairie du 9^e arrondissement, à la vente publique d'objets mobiliers appartenant au sieur M. et saisis à la requête de la dame Esther B. ; le 14 mai, en gare d'Ivry, à une vente de charbons, sur réquisition du maire du 3^e arrondissement. — Par une lettre du 4 mai, Fleury avait signalé à Protot « que la Commune, en rouvrant les portes de l'hôtel des ventes, rue Drouot, trouverait dans les ventes privées, en attendant celles ordonnées judiciairement, un produit dont l'importance n'est pas à dédaigner ». S'il n'eut pas la satisfaction de diriger une grande vente dans le célèbre hôtel, il vendit aux enchères, boulevard de l'Hôpital, des hardes et de la ferraille sur l'ordre de Treillard, délégué à l'assistance publique. L'opération, pratiquée du 15 au 19 mai, produisit une somme de 23.758 fr. 15. Le commissaire-priseur y avait présidé avec un zèle et une conscience auxquels il fut plus tard rendu hommage. — Du 9 au 21 mai, Cibot et Plattet procédèrent à l'estimation des meubles du prince Napoléon, garnissant le Palais-Royal (1). — Il n'est point resté trace des prisées ou des ventes faites par Thélidon, par Aubert.

Citons enfin ces derniers auxiliaires de la justice révolutionnaire, investis d'attributions qui ne sauraient être passées sous silence. Les deux Fontaine.

Jules-Léon Fontaine figura parmi les notables de la Commune (2). Il pouvait se recommander de sa carrière politique comme de la classe bourgeoise à laquelle il appartenait. Professeur de mathématiques, il s'était jeté dans la mêlée et avait été fort opportunément condamné par la haute-cour de Blois, le 8 août 1870, à 15 ans de détention.

(1) Voir ci-dessus, chapitre VI.

(2) Né à Calais, le 12 avril 1817.

Le *Journal officiel* de l'Hôtel de ville le mentionne, dès le 12 avril 1871, en qualité de directeur des domaines (1). La fonction semblait de tout repos. En réalité elle tenait des événements une importance nouvelle. Jules Fontaine ne fut point le tranquille gardien des propriétés de la Ville, mais l'agent chargé de prendre possession des biens sur lesquels s'abattit la vindicte communale. Ce n'était plus, dès lors, une sinécure. Collaborateur zélé de Protot et de Raoul Rigault, Fontaine fut associé à la plupart des grandes entreprises de confiscation ou de séquestre. La liste des informations dont il fut l'objet après la défaite suffit à les évoquer. Affaire « de l'hôtel de M. Thiers ». Affaire de la princesse Mathilde. Affaire de Martin du Nord. Affaire de la liste civile et du maréchal Bazaine. Affaire de l'Ecole militaire. Affaire de la chapelle expiatoire. Affaire Pierre Bonaparte. Affaire Ernest Picard. Affaires de moindre importance, Paumier, Marcol (2), etc...

Et la Commune militante se révèle, passant sa colère sur des pierres ou des meubles, épuisant ses forces dans des gestes et des mots. Le 14 mai, Fontaine, « directeur général des domaines », annonçait la prochaine liquidation du mobilier de « l'hôtel Georges » (*sic*) « en réponse aux larmes et aux menaces de Thiers *le bombardeur* et aux lois édictées par *l'Assemblée rurale, sa complice* ». Il pensait sauver la Commune ou du moins la venger en ajoutant : « Sur le terrain de l'hôtel du *parricide* sera établi un square public (3). »

On conçoit que, sur les portes de cet exécuter de basses œuvres, le premier soin des vainqueurs ait été d'apposer, à titre conservatoire, des scellés. Mais, détail savoureux, ce fut Gout, notaire de la Commune, qui s'en chargea. A la date du 27 mai, le commissaire de police, réinstallé dans ses fonctions, constate le fait dans ce rapport (4).

(1) Il avait été nommé le 9 avril.

(2) Ce fut aussi Fontaine qui saisit l'argenterie des Ministères et des divers bâtiments publics.

(3) Après une saisie opérée aux Tuileries il avait également adressé aux ambulances « le linge qui jusqu'ici n'avait servi qu'aux *valets impériaux de tout grade et de tout rang* ».

(4) *Documents inédits*. Dossier concernant Gambon, Fontaine, etc. « Pillage de l'hôtel de M. Thiers. » Ministère de la guerre,

Nous trouvons l'appartement du sieur Fontaine sous la protection de scellés portant l'empreinte de cachets de la Commune. Cette remarque nous impose le devoir d'en opérer le bris. Nous nous enquérons du nom de l'auteur de cette apposition illégale et il nous est donné de connaître qu'il s'appelle Henry Gout et qu'il habite dans la maison même. Appelé près de nous, Gout s'empresse de mettre entre nos mains le procès-verbal qu'il a dressé de cette opération et que nous annexons au présent ...

Suit le procès-verbal dressé par Gout, sur l'injonction d'un officier de l'armée versaillaise.

L'an 1871, le mardi 23 mai, à 11 heures du matin. En une maison sise à Paris, 17^e arrondissement, rue Lécluse n^o 10 et 12. Et par devant nous, M^e Jules-Henry Gout, *notaire à Paris*, soussigné.

A comparu M. Léon Sénèque-Blémont, lieutenant au 3^e régiment provisoire de ligne, en garnison aussi provisoire à Paris. Lequel a exposé que, chargé par ses chefs de l'attaque de la barricade de la rue Biot, de celle de la rue des Dames, et ayant accompli sa mission, il a appris que tout à côté, dans la rue Lécluse n^o 10 et 12, se trouvait le domicile du sieur Fontaine, prenant en dernier lieu le titre de directeur des domaines et qui a présidé à la destruction de la propriété de M. Thiers, chef du pouvoir exécutif, place Saint-Georges. Le comparant a pensé qu'il pouvait être d'une utilité immédiate d'apposer des scellés au domicile du sieur Fontaine, et, comme il ne se trouve en ce moment aucun magistrat compétent dans l'arrondissement et que les autres sont en ce moment le théâtre de la lutte, il a cru convenable aux intérêts qu'il a en vue de protéger de s'adresser à un notaire pour requérir de lui cette apposition de scellés. Le notaire a jugé bon de lui déclarer et faire remarquer que les fonctions dont il est revêtu lui ont été confiées par la commission exécutive du gouvernement qui s'est imposé à Paris à la suite du 18 mars dernier. M^e Gout a ajouté qu'ainsi que chacun le sait il n'a jamais attaché le moindre caractère politique à ces fonctions qui n'en ont aucun, qu'il n'a jamais donné la moindre adhésion aux principes du pseudo-gouvernement qui tombe et qu'il n'a exercé lesdites fonctions qu'en dehors de tout parti, exclusivement dans l'intérêt public... En conséquence et déférant à ladite réquisition, M^e Gout... s'est transporté avec le requérant : 1^o à la mairie du 17^e arrondissement, 2^o au commissariat de police, rue Truffaut, n^o 17. — A la mairie

et dans le greffe de la justice de paix, ainsi que dans le cabinet du juge, on n'a pas trouvé le sceau servant aux appositions de scellés, pas plus que celui donnant l'authenticité aux actes. En présence de l'abandon de ce greffe..., M. Sénèque-Blémont, au nom de l'autorité publique et dans un but de conservation, a requis de M^e Gout l'apposition de ses scellés. Ce qui a été fait sur toutes les portes, fenêtres et issues, qui ont été closes de bandes de fil blanc assurées par de la cire rouge sur laquelle a été mis le cachet dont l'empreinte est ici reproduite, *quelque regrettable et insolite que soit cette empreinte*, et à défaut de tout autre sceau...

Et le procès-verbal se poursuit, relatant qu'après divers incidents les portes du local habité par Fontaine avaient été revêtues du même sceau, en présence d'un secrétaire de commissaire de police.

Il est fâcheux qu'un aussi beau concours des administrations adverses se soit réalisé sans profit. Fontaine avait dispersé le produit de ses opérations, les faisant transporter au garde-meuble, à l'ex-Préfecture, à la Monnaie. La nouvelle des scellés mis rue Léclosure n'apporta au chef du pouvoir exécutif qu'un espoir vite déçu. Thiers ne retrouva aucun de ses bronzes antiques, aucune de ses laques de Chine dans le logement du directeur des domaines communaux, à l'abri des sceaux de la révolution qu'un notaire insurrectionnel avait apposés.

Le haut fonctionnaire de l'administration des domaines ne doit point être confondu avec son homonyme Joseph Fontaine, de huit ans plus jeune. Celui-ci, un ancien fabricant de tissus en caoutchouc, que Protot avait rencontré dans les assemblées de la loge l'*Alliance fraternelle*, et dont il avait, au Palais de justice, défendu les intérêts. Par arrêté du 7 mai, le délégué le nomma « séquestre de tous les biens, meubles et immeubles appartenant aux corporations ou communautés religieuses situées sur le territoire de la Commune de Paris ».

A la surveillance de Picpus, partagée avec un autre membre de l'*Alliance fraternelle*, Maugras, se réduisit en fait la mission de Fontaine, qui, au prénom de Joseph joignait celui de François d'Assise.

La Commune n'eut point seulement le souci de restaurer, dans ses moindres rouages, l'administration judiciaire. Aucun régime n'institua un aussi grand nombre de tribunaux d'exception que ce gouvernement qui vécut deux mois.

Une cour martiale, une commission de revision, des conseils de guerre, des conseils de discipline pour faire face aux incidents provoqués par la mobilisation parisienne. La juridiction occulte du Comité central, jaillie spontanément du désordre. Et ces deux cours souveraines qu'inspirèrent les circonstances politiques, le jury d'accusation, la Commune elle-même.

Il faut bien convenir que parmi ces juridictions, les tribunaux militaires s'imposaient particulièrement. Dans l'armée communale des actes d'une incontestable bravoure s'accomplissaient. Mais l'indiscipline, l'ivrognerie, l'esprit de rapine en détruisaient la cohésion.

A cet égard les témoignages abondent. Cluseret éprouve la nécessité d'organiser la répression (1). S'efforçant d'agir, Rossel inculpe les gardes insubordonnés, et plus tard le délégué à la guerre, dans la crainte d'un désaveu de l'Hôtel de ville, se borne à leur couper la manche droite. Quelques initiatives énergiques se révèlent, celle du commandant de la 4^e légion, annonçant qu'il traduira dorénavant devant le conseil de guerre les officiers et les sous-officiers ivres ou dont les troupes se replieraient par leur faute. Et combien d'écarts graves de conduite les souvenirs ou les archives dévoilent ! Des fédérés apportent à la rédaction du *Père Duchêne*, en hommage, deux statuettes dérobées dans une villa (2). Sans ordre, des soldats de la Commune envahissent des prisons, des casernes, en quête de complots ou de butin. Un sous-lieutenant du 257^e bataillon est dénoncé pour avoir commandé en état d'ivresse une patrouille. Cette lettre caractéristique accompagne un renfort (3) :

(1) Voir ci-dessus, chapitre III.

(2) Vuillaume, *Mes cahiers rouges au temps de la Commune*, p. 271 et s.

(3) *Document inédit*. Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.

- Paris, 20 avril.

Au citoyen Romblicki. — Citoyen, on vous envoie le bataillon de la colonne de la Bastille. Ce sont de fameux gaillards, *mais d'affreux chenapans*. Excellents pour services d'avant-postes et coups de main. Soignez les vivres et la solde. Leur poste sera en avant de Villejuif.

Le sous-chef d'état-major, L. SEGUIN.

Renvoyez cet avis cacheté par l'estafette qui vous l'apportera.

Aussi bien, les arrestations de fédérés se multiplièrent sous la Commune. Celles des officiers surtout, écroués pour les motifs les plus variés.

Négligeons ici les poursuites dont eurent à connaître les juridictions répressives.

Détournements par ailleurs, ou du moins effroyable *gabegie* : — Cinquante mille revolvers remis sans contrôle, disparus. La soumission des marchés consentie à des prix tels que les intermédiaires faisaient fortune cependant qu'ils diminuaient les salaires (1). Et le scandale éclata dans les services de l'intendance, provoquant des mesures de rigueur. Ce fut, au début de mai, l'arrestation de l'intendant général Gustave May et celle de son frère, l'intendant divisionnaire Elie May, leur remplacement par Varlin, puis par Edouard Moreau, une polémique engagée au *Journal officiel* pour accuser et pour défendre les frères May. Ce fut, peu de jours après, un troisième intendant écroué, le sieur L., avec son collaborateur G. (2). — Dans le courant du même mois, les soupçons se portèrent sur un autre groupe d'officiers. Commandant des Cavaliers de la République, le colonel Alexis Dardelle avait été appelé, dès le 22 mars, au commandement du Palais des Tuileries. Le poste, s'il tenait le gouverneur éloigné des remparts, n'était point sans péril. Il comportait, avec l'assistance d'une commission, l'obligation de dresser un inventaire des objets demeurés dans le palais impérial. Une décision du

(1) Séance de la Commune du 12 mai.

(2) « Paris, le 19 mai 1871. — Ordre au directeur de Mazas d'écrouer les citoyens L., A. G., inculpés de détournement. Le délégué, Th. Ferré. » (*Document inédit*. Dossier concernant Ferré. Ministère de la guerre.) — Les deux officiers furent mis en liberté le 22 mai, sur l'ordre de Ranvier.

comité de salut public daté du 16 floréal (5 mai) interrompit ces travaux. Elle ordonna l'arrestation du colonel, inculpé de « détournement d'objets d'art et de relations avec l'ennemi ». Termes nets, excessifs cependant, car il était bien certain qu'en tout cas l'officier supérieur n'avait point trahi la Commune. Le mandat d'amener que signa Da Costa n'en reproduisit pas moins la double accusation (1). Dardelle fut écroué le 6 mai à Mazas, libéré, il est vrai, le 12, sur l'ordre de Rigault. Entre temps, plusieurs de ses collaborateurs, le capitaine Boudin, le brigadier Lemaître, soupçonnés d'être ses complices, avaient été conduits à la prison militaire de la rue du Cherche-Midi, mais bientôt relâchés.

Actes d'indiscipline. Intrigues. — Le 2 mai, un des officiers les plus remuants et que sa situation personnelle mettait en vue, le colonel Boursier, fut arrêté. Boursier était membre du Comité central. Il commandait la 1^{re} légion et avait été juge à la cour martiale. On expliqua la mesure de rigueur dont il avait été l'objet en lui reprochant d'avoir fait évacuer le « Palais-National » (Palais-Royal) par un bataillon placé sous ses ordres, et de l'avoir conduit à la caserne Napoléon. Boursier s'en défendit, invoqua des ordres par lui reçus. Tout porte à croire que son aventure se rattachait en réalité au conflit latent qui à maintes reprises dressa contre l'Hôtel de ville certains membres du Comité central. — Six jours après, le colonel A. Leullier rejoignit son collègue dans les locaux de la rue du Cherche-Midi. Un motif semblable était allégué, l'installation du colonel, sans mandat, au Palais de l'Industrie. Mais Leullier connaissait son époque. « Voudriez-vous faire cesser cette mauvaise plaisanterie, écrivit-il au prévôt Barillier, sans cela je me verrai dans la nécessité d'en charger les journaux. J'ai ici quatre journalistes tout disposés à commencer la campagne. J'ai le rare bonheur de savoir manier la plume et je vous prie de croire que je m'en servirai (2). » — Ce furent aussi des intrigues qui provoquèrent

(1) Le mandat est classé dans le dossier des poursuites exercées contre Gaston Da Costa (Ministère de la guerre). — Voir aussi Maxime Du Camp, *op. cit.*, t. II, p. 102 et s. *Enquête parlementaire*, p. 521, etc..

(2) Document inédit. Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.

la détention, pendant quelques jours, en mai, du colonel Piazza, chef de la 14^e légion ; du colonel Valigrane, sous-chef d'état-major, que Raoul du Bisson avait nommé, le 22 mars, commandant militaire de l'Hôtel de ville ; du colonel Masson, chef d'état-major à la délégation de la guerre, écroué sur mandat de Ferré, puis, après sa libération par Delescluze, arrêté de nouveau conformément à un ordre du comité de salut public (1) ; du colonel Mayer, arrêté en vertu d'instructions du colonel Rossel (2).

Défaites des armées de la Commune. — Rendus responsables des revers subis, plusieurs chefs militaires et officiers supérieurs furent offerts en sacrifice à l'opinion publique. La lutte qui se déroula autour du fort d'Issy eut en particulier pour eux des conséquences fâcheuses. De retour à Paris après avoir pris part aux événements de Marseille, Edmond Mégy avait été chargé d'assurer la défense du fort. Le 30 avril, il se décidait à abandonner cette importante position et en avisait par le rapport suivant la délégation de la guerre.

Fort d'Issy, 30 avril 1871. — 10 heures, 5 minutes.

La garnison ne veut plus tenir, et avec raison. Toutes les casemates sont démolies. J'ai fait enclouer les pièces et démonter la culasse aux autres. Je fais évacuer toute la garnison. Je reste avec quelques hommes pour faire sauter la devanture du côté de Paris. — Je prends sur moi toute la responsabilité.

Edmond MÉGY.

Coup sur coup, la population parisienne apprit, au cours des journées qui suivirent, l'arrestation du délégué à la guerre Cluseret, pris pour bouc émissaire, puis celle de Mégy. Je traiterai des poursuites exercées contre Cluseret, membre

(1) Une copie de cet ordre figure au dossier concernant Gambon (Ministère de la guerre).

(2) Dossier concernant Goullé, classé au Ministère de la guerre. — Dans une lettre en date du 28 floréal, Goullé rappelait à Delescluze l'arrestation dont avait été l'objet le colonel Mayer, « ex-officier d'état-major du colonel Rossel », sur l'ordre de celui-ci. Et il adressait le colonel Mayer au dernier délégué de la Commune à la guerre : « Il pourra peut-être nous donner des renseignements utiles sur la conduite de votre prédécesseur... »

de la Commune, en examinant les affaires dont fut saisie la juridiction de l'Hôtel de ville. Quant au commandant, Rossel, dès son arrivée rue Saint-Dominique-Saint-Germain, le renvoya au fort d'Issy, non point en qualité de gouverneur, mais comme prisonnier.

Mon général, écrivit-il à Eudes, qui s'efforçait de remettre en état de défense le fort d'Issy réoccupé, je vous fais envoyer pour être détenus au fort, en attendant le jugement, tous les individus compromis dans l'évacuation des forts. J'engage Dombrowski à réunir dans le fort même la commission d'enquête. Recueillez tous renseignements, et conservez dans le fort le citoyen Mégy, principal accusé, et les officiers de génie (1).

Mégy toutefois ne fut traduit devant aucune juridiction militaire. Il eut seulement, jusqu'aux derniers jours, une vie agitée, sans transition passant, de temps à autre, de la prison aux honneurs : Libéré après la casemate d'Issy ; de nouveau incarcéré en mai, sur l'ordre de Gois, mais cette fois rue du Cherche-Midi (2) ; compagnon d'Eudes, au Palais de la Légion d'honneur, dans la seconde quinzaine du mois.

Et en mai, la chute définitive du fort d'Issy. Ce fut alors le délégué Rossel demandant « une cellule à Mazas », arrêté, conduit à l'Hôtel de ville, dans des circonstances que je rappellerai. Trois jours après, le chef de la 10^e légion, Brunel, suivait son exemple. Après une certaine résistance, le village d'Issy avait été évacué. Estimant alors que « ce fait se ralliait à une succession de causes qui se tenaient et sur lesquelles il était bon que le public fût édifié », Brunel réclamait son arrestation et une enquête. Rigault le prit au mot. Il vivait des souvenirs de la grande tourmente révolutionnaire. Volontiers il décrétait d'accusation ses collègues. Il écrivit :

(1) *Documents inédits*. Dossier concernant Mégy. Ministère de la guerre.

(2) La lettre de Gois annonçant l'arrestation de Mégy a été publiée par Dauban, *op. cit.*, p. 277. L'original est classé au dossier des poursuites exercées contre Gois, Ministère de la guerre.

Commune de Paris
Comité de salut public

Paris, le 15 mai 1871.

Le directeur de Mazas recevra et gardera au secret le citoyen Brunel, inculpé d'avoir abandonné son poste en présence de l'ennemi.

Le procureur de la Commune, Raoul RIGAULT.

Cependant, l'administration de la guerre ne consacra pas l'interprétation de Rigault. Chargé de connaître de l'affaire, le juge rapporteur à la cour martiale Goullé protesta par ces mots qui n'étaient point dénués de courage :

Il y a erreur dans l'inculpation annoncée par le citoyen procureur de la Commune. Le colonel Brunel a quitté son poste sur un ordre formel du Ministère de la guerre (1).

Puis chacun s'en tint là, ce qui fut une façon de trancher le différend. Faute de tout acte d'information de la part du juge rapporteur, Brunel n'eut à comparaître devant aucune juridiction. Mais le directeur de Mazas ne transgressait pas les ordres du procureur. Brunel demeura détenu. Il fallut, pour lui ouvrir les portes de la prison, que sonnât l'heure de la bataille des rues.

Abandons de postes. — J'en citerai deux exemples seulement. Un ordre du colonel de la 11^e légion, prescrivant, à la date du 14 mai, l'arrestation de l'aide-major N., pour « abandon de poste devant l'ennemi ». Cette décision textuellement reproduite : « Par ordre du capitaine Dupont, commandant de la 1^{re} Ci^e du 162^e bataillon, le gardien-chef de la maison du Cherche-Midi recevra sous sa responsabilité dans ladite maison pendant 5 jours (augmenté de 5 jours — *sic*) le sieur M., sous l'inculpation de désertion devant l'ennemi (2). »

Motifs variés ou inconnus. — Par une fantaisie du sort, il arriva que, le 7 mai, le directeur de la prison située rue du Cherche-Midi, le commandant Valentin, fut à son tour l'objet

(1) *Documents inédits*, Dossier des poursuites exercées contre Brunel. Ministère de la guerre.

(2) *Documents inédits*, Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.

d'un ordre d'écrou. On le rendait responsable de l'évasion de six détenus, « résultat de sa négligence et de ses fréquentes absences ». On rechercha en même temps le capitaine Pipon qui, « élargi depuis quelques jours, avait prêté la main à cette évasion (1) ». — Le colonel Damarey fut écroué tout à la fois comme suspect de modérantisme et parce qu'il aurait maltraité sa femme. — Louis Rossel dut sa première arrestation, celle du 2 avril, à ses dissentiments avec le comité du 17^e arrondissement. — Et les officiers arrêtés au restaurant Peters, dans le fracas d'un scandale. Et des militaires de tous grades écroués sans motif bien précis, ou sous l'inculpation trop vague de correspondance avec Versailles, le commandant Brocherieux, les capitaines Révol, Rouland, Richard, Fayon, les lieutenants Thierry, Ruis, le sous-chef-d'état-major Ferrat, le sous-lieutenant Parry, le secrétaire général de l'état-major Epailly, de simples gardes, Cossard, Anna (2)...

A ces arrestations il faut ajouter celles des officiers ou des gardes n'ayant pas fait acte d'adhésion à la Commune, celles des civils justiciables, à un titre quelconque, des tribunaux militaires de la révolution.

Dans cette catégorie je rangerai volontiers le sergent-major Evrard, écroué au début d'avril, alors qu'il se proposait de gagner Versailles avec sa compagnie (3). Il semble toutefois qu'Evrard ait pris bientôt la qualité plus compromettante d'otage. Après un court passage au Ministère de la guerre, il fut conduit à l'ex-Préfecture de police. Du Dépôt, il écrivit à Raoul Rigault en exprimant son désir d'être traduit, comme militaire, devant la cour martiale. Il se mettait bien inutilement en peine d'une juridiction compétente. Rigault se contenta de le faire transférer à Mazas, avant la détention plus inquiétante encore de la Roquette. — Et j'indiquerai un certain nombre d'officiers ou d'anciens officiers de la garde nationale, un capitaine d'artillerie, des officiers de pompiers

(1) Dossier concernant Gois. Ministère de la guerre.

(2) Dossiers concernant Chardon, Goullé, Ferré, etc... Ministère de la guerre.

(3) Ferdinand Evrard, *Souvenirs d'un otage*.

arrêtés, pour « complicité avec Versailles », en avril, en mai (1).

Les réfractaires aussi.

Le mot apparut de bonne heure : Dès le décret du 6 avril, qui se borna à prescrire le désarmement des « gardes réfractaires » et à confier aux conseils de discipline la mission de les priver de leurs droits civiques.

Mais le lendemain Cluseret compléta la mesure. Il pria les « bons patriotes » de faire eux-mêmes la police de leur arrondissement, de « forcer les réfractaires à servir ».

Ce furent, pour les amateurs de ce genre d'émotions, les plaisirs des battues librement organisées. Les passions et les vengeances individuelles y trouvaient, en même temps, leur compte. Il y eut des opérations improvisées pour découvrir des réfractaires. Les magasins du *Louvre* et de la *Belle Jardinière* furent envahis, les fusils appartenant à leurs employés, confisqués. On effectua des visites domiciliaires, en particulier dans le 1^{er}, dans le 2^e, dans le 5^e, dans le 6^e arrondissement. Le 6^e se signala d'une façon spéciale par le zèle de sa municipalité : Lacord fit afficher sur les murs de cet arrondissement un avis qui, marquant un nouveau progrès, annonçait l'organisation systématique des recherches. Une commission municipale était instituée. Elle relèverait « sur les registres de l'état civil, sur les listes électorales, sur les livres de police et le rôle des contributions, la liste des citoyens compris dans les diverses catégories d'âge, afin de déférer à une cour martiale les déserteurs et les réfractaires, et de provoquer en outre la suppression de leurs droits civiques ».

Ainsi libellé l'avis n'était pas sans constituer un empiétement nouveau sur les attributions du gouvernement communal. Dans une note insérée au *Journal officiel* du 15 avril, la commission exécutive protesta tout à la fois contre l'emploi fait par Lacord d'affiches blanches et contre les termes employés. « La Commune, rappela-t-elle, ou ses délégués seuls ont qualité et compétence pour prononcer le renvoi devant les tribunaux militaires. »

(1) *Passim*, dans la presse. Notamment *Journal des Débats* du 1^{er} avril.

Cependant, peu de jours après, le délégué à la guerre adoptait l'idée. Cluseret, le 26, décida la création, dans chaque mairie, d'un bureau militaire, dont l'une des missions principales serait de « rechercher les réfractaires pour les incorporer immédiatement dans les bataillons de l'arrondissement ». Au même instant, poursuivant ses excitations, la presse révolutionnaire exigeait un redoublement de rigueur. « Citoyen Cournet, lisait-on dans la *Sociale*, avisez à ce que les réfractaires soient traqués et au besoin renvoyés devant la cour martiale. » — Ce fut Ferré qui répondit à l'appel. Le jour même où il remplaça Cournet, le 13 mai, il signa ces instructions, adressées aux commissaires de police (1) : « Conformément aux décrets en vigueur, veuillez vous entendre avec le chef de légion de votre quartier afin de faire arrêter les réfractaires de 19 à 40 ans. Vous m'informerez par un rapport du résultat de vos investigations à ce sujet toutes les semaines. »

Et la chasse reprit de plus belle, au hasard des initiatives, avec plus de vexations énervantes que de résultats pratiques.

La circulaire reçue, une expédition en règle est organisée dans le 9^e arrondissement. Des gardes cernent tout un quartier, fouillent les maisons. Les hommes arrêtés sont conduits dans l'église Notre-Dame-de-Lorette, transformée pour la circonstance en prison militaire. Il y a, dans la rue, des cris et des larmes, des scènes de désordre (2). — Par ailleurs, un drame : Rue de Rennes, un ouvrier qui se refusait à l'enrôlement est tué.

Perquisitions et violences n'apportaient d'ailleurs à la crise de recrutement qu'un remède léger. Pour quelques arrestations opérées, sans autre sanction en fait que l'incorporation de gardes hostiles au régime, le nombre des *francs-fiseurs* augmentait de façon sensible. Point de ruse ou de déguisement qui ne fussent employés pour quitter la capitale.

Les mesures les plus variées se succédèrent sans y changer rien. En vain le colonel de la 8^e légion fit annoncer :

(1) *Document inédit*. Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.

(2) *Rappel* du 14 mai.

« Les réfractaires seront arrêtés et déferés à la cour martiale. La peine encourue est celle de mort. » L'initiative fantaisiste du colonel de la 12^e légion ne fut pas plus heureuse. Elle instituait une compagnie de *citoyennes volontaires* chargée, pour la plus grande honte des réfractaires, d'opérer leur arrestation.

Un certain nombre de civils furent d'autre part écroués sur l'ordre ou sous le contrôle de l'autorité militaire.

Vers le milieu du mois d'avril, le maire de Montrouge et un débitant de la localité, arrêtés par l'ordre du colonel Gois comme ayant délivré des laissez-passer pour Versailles.

En mai, plusieurs habitants de la commune de l'Hay, puis les Dominicains d'Arcueil, conduits au fort de Bicêtre sous l'inculpation d'intelligences avec l'ennemi.

Dans les derniers jours de l'administration communale, plusieurs individus, soupçonnés d'avoir, le mercredi 17 mai, mis le feu à la cartoucherie de l'avenue Rapp.

J'ai dit l'émotion qui, à la nouvelle de la catastrophe, s'empara de la capitale. L'explosion avait eu de terrifiants effets. Une colonne de fumée blanchâtre se dressant vers cinq heures trois quarts du soir, s'élargissant peu à peu, gagnant en dôme l'horizon. Puis des flammes jaillissant de la toiture. Et la détonation formidable secouant le quartier ainsi qu'un tremblement de terre. De monstrueuses gerbes de cartouches explosant, retombant en pluie meurtrière aux environs.

Quand au fracas de la mitraille le silence lugubre avait succédé, on s'était rendu compte de l'étendue du sinistre. Les ateliers qui, entre les Invalides et l'Ecole militaire, couvraient une superficie de plusieurs hectares étaient détruits. Un amoncellement de débris jonchait le sol, plomb fondu, bombes, fusils brisés, lambeaux de vêtements, tronçons de cadavres. Toutes les maisons, aux alentours, avaient leurs murs lézardés, leurs vitres cassées. Les morts étaient nombreux. On relevait de toutes parts des blessés, que l'on transportait notamment à l'ambulance américaine des Champs-Élysées.

Paris frémit d'horreur. Avant même que l'enquête fût entreprise, l'imagination de la foule, sa passion impétueuse lançaient contre Versailles l'accusation d'assassinat.

Soupçon grave, inspiré, à dire vrai, par ceux qui dirigeaient l'opinion publique. — Entrant précipitamment dans la salle des séances de l'Hôtel de ville pour aviser de l'explosion ses collègues, Billioray avait jeté le cri pathétique : « C'est de la trahison, et vous discutez ! On a arrêté le traître qui a mis le feu ! » Le comité de salut public s'était réuni. Il avait, par une affiche sur l'heure rédigée, consacré l'hypothèse et dénoncé *les agents* de Versailles. « Quatre des coupables sont entre les mains de la sûreté générale. » Ce communiqué sensationnel, la presse révolutionnaire l'avait amplifié encore. Le 19 mai, le *Salut public*, le *Réveil du Peuple* affirmaient qu'un complot était découvert, ses auteurs arrêtés. Des Polonais, dont l'un répandu dans la société parisienne, le comte Ladislas Zamoyski. Et les journaux n'hésitaient point à déclarer : « Les criminels émissaires de Versailles... ont été, dans la nuit du 18 mai, jugés et condamnés à mort. L'exécution doit avoir lieu dans les vingt-quatre heures. »

L'affirmation était téméraire. Rien ne la vint confirmer.

Après d'aussi véhémentes attaques, on ne lit pas sans étonnement un rapport de Delescluze publié, le 20 mai, par le *Journal officiel*. Certes, le délégué à la guerre n'abandonnait encore ni la version gouvernementale, ni la phraséologie du moment. Il flétrissait « l'épouvantable forfait commis par d'infâmes ennemis », et disait « l'indignation des cœurs patriotiques contre les coupables ». Son intention était cependant manifeste de jeter un voile sur l'affaire. Perte de matériel sans importance, insinuait-il. « Une cinquantaine de blessés, la plupart atteints de blessures légères, voilà tout ce qu'auront gagné les hommes de Versailles. » Sur l'information elle-même, aucune indication utile. Les termes les plus vagues. « La cour martiale est saisie. Justice sera faite sans retard. »

Il semble que la marche rapide des événements ne fut point seule à suspendre le cours de la justice ainsi promise. De toute évidence, l'enquête avortait, ou révélait des responsabilités qui n'avaient pas été envisagées à l'origine. Après le rapport du 20 mai, dont j'ai souligné les réti-

cences, les communiqués officiels cessèrent tout à coup. L'information se ralentit. Des recherches entreprises, il ne demeura aucune trace, sinon quelques documents de médiocre valeur.

Il en reste seulement assez pour montrer une fois encore les confusions de l'administration communale et le désordre des esprits. Afin de donner satisfaction à l'opinion publique, il avait été décidé dès la première heure que le délégué à la guerre serait saisi des faits. Le parti adopté se concevait, dans une ville assiégée, où, si l'on excepte le cas des otages, il n'y avait comme juridictions répressives organisées que les tribunaux militaires. Evoquer la cour martiale offrait aussi l'avantage de garantir une fermeté particulière.

Mais la décision prise, l'enquête fut menée au hasard, d'après les circonstances.

Des gardes avaient arrêté quelques passants que leur infortune avait, à l'heure du drame, dirigés vers le lieu du sinistre. Des Polonais se trouvèrent compromis moins encore par leur attitude que par les soupçons vagues qu'inspirait, à ce moment, leur nationalité. L'inspecteur de police Landau et sa femme furent conduits à la mairie du 7^e arrondissement où Urbain les interrogea, les accusa d'entretenir avec Versailles des relations suspectes. Place Vendôme, Dessesquelle reçut la déposition d'un témoin qui avait entendu dire que « la flamme était partie de l'Ecole militaire (1) ». Soucieuse de tenir sa place d'avant-garde, la presse de l'Hôtel de ville s'en mêla. Corsant l'enquête, le *Salut public*, dont le *Journal officiel* du 22 mai reproduisit l'article, soutint gravement qu'« un monsieur agité, pâle, anxieux » avait oublié sous une banquette de wagon une lettre émanant des autorités versaillaises, prescrivant de faire sauter la cartoucherie. — Ce fut l'administration militaire qui manifesta, et pour cause sans doute, la plus grande réserve. Elle se borna à centraliser les renseignements fortuitement recueillis. Quelques-uns des prisonniers furent remis en liberté. Les autres, l'armée versaillaise les libéra

(1) Voir ci-dessus, chapitre IV.

la semaine suivante. Aucun d'eux ne fut traduit, comme on l'avait annoncé, devant une cour martiale (1).

L'observation que suggère le sinistre du Champ-de-Mars, d'autres affaires la confirment. Si les officiers de la Commune, empiétant sur les pouvoirs de l'ex-Préfecture, procédèrent à maintes arrestations de civils (2), les autorités civiles leur rendirent bien la pareille. Les exemples en abondent. Le sergent Evrard écroué sur l'ordre de Rigault, le colonel Masson, le garde Cossard, sur mandat portant la signature de Ferré. Le colonel Damarey, le membre du Comité central A. Du Camp arrêtés par des commissaires de police.

Aussi les protestations ne manquèrent-elles point. Elles prirent généralement le ton le plus vif. La mesure prise contre le colonel Damarey suscita une intervention vigoureuse de l'état-major de la 15^e légion et des membres de la Commune V. Clément et Langevin. «... N'est-il pas incroyable qu'un colonel, qui est militaire (*sic*), qui est chargé d'un service assez important, puisse être arrêté par le premier venu, sur une simple dénonciation faite à l'autorité civile, sans qu'au préalable on en ait référé à l'autorité militaire ou que tout au moins on ait procédé à une enquête ? (3) »

« Certains réactionnaires de mon quartier, écrivait de son côté, le 14 avril, Du Camp à Babick, pour se débarrasser de moi et empêcher ma candidature aux prochaines élections n'ont rien trouvé de mieux que de me faire arrêter par un commissaire de police de l'Empire resté en place malgré la révolution (*sic*). C'est peut-être très adroit, mais je la trouve

(1) Les auteurs qui ont le plus ardemment soutenu la Commune reconnaissent, en général, que rien ne lui permit d'imputer au gouvernement de Versailles l'explosion du Champ-de-Mars. Accident sans doute. Le colonel Razoua, commandant de l'Ecole militaire, avait insisté pour qu'on déplaçât la cartoucherie, située dans un endroit dangereux. Imprudence peut-être, ou culpabilités qui n'ont pas été révélées. Une lettre adressée le 29 mai, après l'achèvement de la bataille, par un officier d'état-major à un colonel chargé des fonctions de prévôt signale l'arrestation de « l'individu qui a mis le feu à la poudrière de l'avenue Rapp ». (Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.) Mais ensuite la piste se perd. L'homme fit-il des révélations ? Fut-il l'objet de poursuites, d'une enquête tout au moins ?

(2) Voir ci-dessus, chapitre VI.

(3) Document inédit classé à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.

mauvaise. Faites-moi délivrer de suite mon cher Babick... (1) »

De la part de Du Camp et de ses compagnons d'infortune, le ton des doléances trouvait une excuse. Il n'était guère plus aisé, sous la Commune, de sortir des prisons militaires que des prisons civiles.

Vidées, au lendemain du 18 mars, des hôtes qu'elles renfermaient alors et que la révolution populaire libérait (2), les deux prisons de la rue du Cherche-Midi n'avaient point tardé à se remplir de nouveau. Quelques semaines d'illégalité avaient suffi pour créer de ce fait une situation fâcheuse. Le désordre général, les difficultés que rencontrait l'organisation de la justice militaire ne contribuaient pas à la régler.

Dès le début d'avril, les plaintes des militaires demandant à être jugés se firent nombreuses. Protot reçut, quelques jours après son installation place Vendôme, la supplique que voici (3) :

Prison du Cherche-Midi. 5 avril 1871. Vive la République !

Au citoyen Protot, délégué au Ministère de la justice.

Pendant l'état de siège, la justice civile cesse d'être en vigueur et tous ses pouvoirs passent à la justice militaire. En sommes-nous là ?

Les soussignés ne le croient pas. Ils pensent qu'arrêtés illégalement, il vous appartient d'intervenir pour qu'un tribunal révolutionnaire soit constitué immédiatement pour les juger, à défaut de la cour martiale qui ne fonctionne plus en ce moment.

Vive la Commune ! Salut et solidarité.

A. R. — J. L. — R. — A. B.

Aucune amélioration à cet état de choses pendant les semaines suivantes. Le 8 mai, l'*Avenir national* publia la lettre de huit officiers fédérés protestant contre leur détention rue du Cherche-Midi et réclamant, eux aussi, des juges.

(1) *Document inédit*. Dossier concernant Babick. Ministère de la guerre.

(2) Levraud avait en même temps prescrit la mise en liberté de militaires condamnés, détenus à la Roquette.

(3) *Document inédit*. Dossier concernant Protot, Ministère de la guerre.

D'autres détenus venaient de prendre un parti plus efficace : Ils s'étaient évadés. Chaque courrier apportait aux élus de l'Hôtel de ville des lettres signalant la détention illégale d'officiers ou de gardes nationaux. Plus encore s'agitait le Comité central dont les membres n'échappaient pas à l'arbitraire.

Parce que les abus, cette fois, atteignaient les soldats de la Révolution, ce fut un beau scandale qui menaça d'éclater.

Appelé, le 1^{er} mai, à diriger les services de la guerre, Rossel eut tôt fait de percevoir la gravité du mal. Il voulut y remédier. Avant tout, il importait d'opérer un triage parmi les détenus de la rue du Cherche-Midi : Il fallait libérer ceux contre lesquels ne pouvait être relevée aucune inculpation sérieuse, garder seulement les hommes dont les fautes seraient soumises aux tribunaux militaires. De cette mission, Rossel chargea le colonel Gois.

Mission délicate. Dans une lettre datée du 4 mai, Gois expose en ces termes à la commission militaire de la Commune la situation qu'une première étude lui a révélée.

Citoyens,

Je viens vous soumettre quelques observations, en vous priant de vouloir bien en examiner la valeur. La prison du Cherche-Midi renferme cent prévenus environ. Chaque jour le nombre augmente. Quelle que soit l'activité que je puisse y mettre, il m'est matériellement impossible d'interroger plus de dix d'entre eux chaque jour. *Il en résulte des récriminations qu'une prévention trop prolongée justifie.* D'autre part, beaucoup de ces détenus ne méritent qu'une peine disciplinaire qui n'est pas du ressort de la cour martiale.

Quels sont les tribunaux qui fonctionnent ? Que dois-je faire en cette occurrence ?

Le colonel Rossel que j'ai eu l'honneur de voir avant-hier m'a dit que j'avais également à m'occuper des détenus écroués dans les différentes prisons. Vous comprenez, citoyens, que, quelle que soit l'activité que je puisse y mettre, je ne pourrais suffire à une aussi lourde tâche, *et ces lenteurs d'instruction amèneraient nécessairement des mécontentements bien désagréables et peut-être préjudiciables à la cause que nous servons tous...* (1)

(1) Pour faciliter son travail, Gois jugea opportun de s'installer en permanence rue du Cherche-Midi. « Le colonel rapporteur ainsi que son

Mais les arrestations se font de plus en plus nombreuses. Gois et ses collègues ne suffisent pas à la besogne. Nouvelle lettre, cette fois du juge rapporteur Goullé, qui écrit, le 19 mai, au délégué à la guerre (1).

Citoyen,

La prison du Cherche-Midi est encombrée d'un nombre considérable de détenus, plus de deux cents. La plupart des incarcérations ont été faites *sur des ordres émanant d'autorités diverses et non motivés*. Je m'applique à faire cesser cet abus. Depuis que deux juges rapporteurs suppléants m'ont été adjoints, nous nous occupons activement d'interroger les prévenus afin de faire immédiatement relaxer ceux qui sont assez punis par la prison préventive, et ceux, — c'est malheureusement le plus grand nombre, — qui méritaient tout au plus la salle de police ou le violon. Je vous serais reconnaissant, citoyen, de vouloir bien donner dans votre ressort les ordres nécessaires pour que ces déplorables abus ne soient pas renouvelés et que les auteurs en soient punis.

Quelques efforts individuels cependant ne pouvaient, à eux seuls, prévenir le retour de telles erreurs. Il n'apparaît pas d'ailleurs que les collaborateurs eux-mêmes de Rossel aient dans leurs travaux mis beaucoup de méthode. « J'ai visité la prison du Cherche-Midi, disait, le 12 mai, Vallès à ses collègues de l'Hôtel de ville. Il s'y passe des choses déplorables. C'est un va-et-vient continuel d'arrestations et de mises en liberté. » Le 19, le comité de salut public, inquiet, se saisit de l'affaire. Il chargea un membre de la Commune, le docteur Pillot, d'entrer en relation avec Gois, et « de faire un rapport sur tous les officiers qui sont au Cherche-Midi ». (*Journal officiel* du 20.)

Les enquêtes et les rapports ne firent pas défaut. — Mais ils ne changèrent rien.

personnel, écrivait-il dans une lettre datée du 5 mai, logeront à la prison du Cherche-Midi dans les logements qui seront mis à sa disposition par le commandant directeur de la prison. » (*Document inédit*. Dossier concernant Gois classé au Ministère de la guerre.) Les juges rapporteurs à la cour martiale établirent leurs bureaux dans les locaux du greffe du deuxième conseil de guerre.

(1) Dossier concernant Goullé, *Ibid.*

D'autres moyens eussent été nécessaires.

Il eût fallu que, l'arbitraire prenant fin, les arrestations fissent à l'avenir l'objet d'un contrôle rigoureux. Ce souhait, les origines de la Commune, l'éparpillement de l'autorité le rendaient illusoire (1).

Il eût fallu également que fussent organisés avec soin les tribunaux militaires et strictement précisée leur compétence.

A cet égard, quelle ne fut point l'incertitude générale ! Lorsqu'on évoque les improvisations hâtives des membres de la Commune, la désignation faite successivement par eux de l'un ou de l'autre des tribunaux militaires dont ils négligeaient de délimiter les pouvoirs respectifs (2), on conçoit les hésitations des officiers de l'armée révolutionnaire.

En fait, leur désarroi se trahit à chaque moment.

Un communiqué, inséré au *Journal officiel* du 5 mai, annonce qu'un capitaine d'état-major, attaché au service de l'octroi de Paris, « dressera procès-verbal de toutes les entraves qui pourraient être apportées à son service par les officiers ou gardes ». Et la note ajoute, sans autre précision : « Il transmettra ses procès-verbaux au citoyen Gois, rapporteur à la cour martiale, afin que les coupables soient, suivant la gravité de leurs fautes, punis disciplinairement ou traduits devant les tribunaux. »

Mais le colonel est, au même moment, tout aussi embarrassé.

A cette date du 5 mai, il écrit à la commission militaire de la Commune.

Vous avez cru utile qu'un rapport vous soit adressé sur les prisons du Cherche-Midi, sur la cour martiale et même sur les différents tribunaux militaires qui doivent être appelés à juger les pré-

(1) Il n'existait d'autres limites à cet arbitraire que dans le hasard des interventions et la fantaisie des agents d'exécution eux-mêmes. Le directeur d'une des prisons de la rue du Cherche-Midi se refusa un jour à incarcérer un fédéré auquel il s'intéressait. L'incident fut souligné par une dépêche de la délégation de la guerre à la Place. « De quel droit le directeur de la prison du Cherche-Midi se permet-il de refuser des prisonniers sur mon ordre d'écrou ? A la première désobéissance de sa part, je le destituerais. Faites écrouer H., arrêté par Mégy. » (*Document inédit*. Dossier concernant Mégy. Ministère de la guerre.)

(2) Voir ci-dessus, chapitre III.

venus écroués actuellement dans les différentes prisons de Paris... Suivant moi, la cour martiale est un tribunal suprême devant lequel ne doivent comparaître que les ennemis acharnés de la révolution dont les menées et les actes n'ont jamais eu pour but que la perte de la Commune, la défaite de la cité, la rentrée dans ses murs des hommes sanguinaires qui siègent à Versailles : L'officier qui refuse de marcher à l'ennemi, l'espion qui visite nos camps, le journaliste effronté qui chaque jour bave sur la Commune, le capitaliste qui favorise de ses deniers les enrôlements pour l'ennemi, enfin tous ceux qui, hostiles systématiquement aux institutions que Paris s'est données, doivent être jugés par la cour martiale. Je voudrais aussi... voir paraître devant ce tribunal ceux qui ont eu assez d'impudence pour parler d'armistice et de compromis et proposent de traiter avec Versailles. Maintenant que dans chaque légion ou dans chaque arrondissement il soit constitué un conseil de guerre devant lequel auront à comparaître ceux qui ne passeront pas devant la cour martiale, qu'également devant chaque bataillon il existe un conseil de discipline qui prononcera sur la troisième catégorie de détenus. Les différentes pénalités prononcées et par la cour martiale et par les conseils de discipline, jointes aux peines que tout supérieur peut infliger à son subordonné, constitueront un ensemble de répression suffisant pour tous les cas qui peuvent se présenter...

La conception du colonel Gois, c'est celle à laquelle le comité de salut public semblera s'arrêter dans les derniers jours. Le conseil de guerre, le conseil de discipline réservés aux délits militaires, aux infractions de peu de gravité commis par des fédérés. La cour martiale connaissant de tous les faits de trahison, et le mot confond alors les actes reprochés à l'officier rebelle, à l'espion, au journaliste indépendant, au conciliateur.

Tout au moins le critérium présentait-il l'avantage de sa netteté.

Il eût cependant, pour l'historien, gagné en mérite s'il avait servi à répartir les affaires entre les diverses juridictions répressives. En réalité il ne sortit point du domaine de la théorie. Parmi les informations dont se trouva chargée la cour martiale, on n'en peut citer qu'un nombre fort restreint qui se soient rattachées au principe suggéré par le colo-

nel Gois. Le complot des brassards tricolores. L'explosion de l'avenue Rapp. Et aucune de ces affaires ne connut le jour de l'audience. Par contre, les jugements rendus ne révèlent point semblable souci. Le hasard saisit les tribunaux militaires. La fantaisie fixa leur compétence. Plusieurs inculpations d'abandon de poste furent soumises à la cour martiale. Mais le conseil de guerre de la 3^e légion condamna pour des faits identiques trois officiers. Des réfractaires furent traduits indifféremment devant des conseils de guerre et des conseils de discipline.

Rappelant dans un chapitre antérieur l'origine des juridictions militaires de la Commune, j'ai indiqué qu'un décret du 11 avril avait décidé la création d'un conseil de guerre par légion et d'un conseil disciplinaire par bataillon.

Compétents pour les seuls faits passibles d'un emprisonnement d'un à trente jours, les conseils disciplinaires ont laissé peu de marques de leur activité.

Il est cependant certain que par application du décret du 6 avril, ils eurent à juger des réfractaires. Plusieurs rapports classés à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris relatent d'autre part des condamnations légères, prononcées notamment pour injures à des supérieurs.

Quelques difficultés qu'ait soulevées leur développement, les conseils de guerre de la Commune eurent plus d'importance. La mention en figure de bonne heure dans les annales de la révolution parisienne. Sous le gouvernement même du Comité central, le *Journal officiel* du 27 mars annonça que deux individus, détenus à Ménilmontant, allaient être jugés par un conseil de guerre. Ils avaient tiré sur une patrouille prussienne.

Il fallut cependant le décret du 11 avril pour donner une apparence de régularité à ces conseils. Réorganisation malaisée d'ailleurs, et qui ne s'acheva jamais. Afin de hâter la formation du conseil de la 5^e légion Protot, étendant le cercle de sa compétence, dut promettre, le 14 mai, l'envoi de renseignements détaillés (1).

(1) Dossier concernant Protot. Ministère de la guerre.

Quelques conseils n'en furent pas moins constitués. Ils fonctionnèrent de façon normale.

Voici, à titre d'exemple, un rapport de Brunel notant, avec la création du conseil de guerre de la 10^e légion, sa composition précise (1).

Le conseil de guerre de la 10^e légion est ainsi constitué :

Président : Guillem, commandant du 137^e bataillon ; — Membres : Vanhoutte, Emile, sous-lieutenant au 107^e ; Collin, sergent-major au 37^e ; Wallarcher, garde au 108^e ; Anjon, garde au 186^e ; Greffier de Coulon, garde au 186^e ; — Membres suppléants : Wegnolet, coporal au 128^e ; Filtau, caporal au 108^e ; Quambre, garde au 143^e.

Le conseil de guerre tiendra ses séances sur la convocation du chef de légion, au siège, 76, faubourg Saint-Martin.

Le chef de légion, BRUNEL.

Ce fut sur une décision de ce conseil de guerre que le nommé P., commandant du 110^e bataillon, fut écroué, en attendant l'heure du jugement (2).

J'indiquerai deux autres conseils tout au moins dont la sévérité eut à s'exercer (3).

Celui de la 3^e légion. — Par jugement du 12 mai, il condamna, pour « abandon de leurs postes devant l'ennemi », le lieutenant R., le sous-lieutenant D., le sergent T., du 205^e bataillon, à la peine de trois mois d'emprisonnement (4).

Celui de la 15^e légion. — De sa part, une sentence de mort. Le 13 avril, *Paris-libre* rapporta (5) :

Ce matin, à 6 heures, a été exécuté en présence du 45^e et du 131^e bataillon de la garde nationale, le nommé Robert-Théodore Julien, convaincu de meurtre sur la personne de son capitaine et

(1) *Document inédit*. Dossier concernant Brunel. Ministère de la guerre.

(2) Dossier concernant le *Pillage de l'hôtel de M. Thiers*, Ministère de la guerre.

(3) Ils ne furent cependant pas les seuls constitués. Le conseil de guerre de la 4^e légion s'efforça de réprimer l'ivrognerie, etc...

(4) Dossier concernant Spinoy. Ministère de la guerre.

(5) C'est sans doute à cette exécution que Cluseret fait allusion dans ses *Mémoires* (*Le second siège*, t. I^{er} p. 124, n. 1). « La Commune fut impressionnée, — du moins je le crois, — par une exécution que j'avais fait faire au Champ-de-Mars, de mon autorité privée. Il s'agissait, autant que je peux me rappeler, de voies de fait envers un supérieur. »

de tentative de meurtre sur deux autres gardes. Le jugement a été prononcé par le conseil de guerre de la 15^e légion, à 3 heures 35 du matin. A 6 heures, le jugement était exécuté.

Dans le courant du mois de mai, un certain nombre de conseils de guerre furent également créés par les chefs des corps en campagne.

S'il avait envisagé avec méfiance les conseils de légion (1), Rossel, depuis installé rue Saint-Dominique, et s'efforçant de restaurer la discipline, s'était rendu compte de la nécessité d'instituer des juridictions de cette nature auprès des troupes de choc. « Formez des conseils de guerre, avait-il écrit à Brunel et à Eudes, qui combattaient dans la région d'Issy. Fusillez ceux qui désobéissent en abandonnant leur poste. »

Je n'irai point jusqu'à avancer que les instructions, destinées à l'ensemble du front, furent l'origine d'une organisation d'ensemble. Un dangereux laisser-aller, des complaisances singulières, la confusion des grades s'étaient substitués, dans les rangs de l'armée communale, au souci des responsabilités et au sentiment de la discipline. Et puis le temps manqua.

On n'en relève pas moins des faits précis. Le colonel Pierre-Charles Barillier fit fonction de grand prévôt de la 1^{re} armée (corps de Dombrowski), et, en cette qualité, inculpa d'espionnage le garde H. (2). Plus tard, Lucipia fut chargé par Léo Meillet, gouverneur du fort de Bicêtre, d'informer au sujet des soupçons dont les Dominicains faisaient l'objet. Il conclut à la parfaite innocence des Pères (3). — De plus graves décisions aussi.

L'une d'elles eut les honneurs de la presse communale.

L'incident s'était produit au lendemain de revers angoissants, après la chute du fort d'Issy et la prise, par les Versaillais, pendant la nuit du 9 au 10 mai, de tranchées creu-

(1) Prolès, *Les hommes de la révolution de 1871. Le colonel Rossel*, p. 53.

(2) Dossier concernant Barillier. Ministère de la guerre.

(3) Lettre de Léo Meillet publiée par Vuillaume, *Mes cahiers rouges au temps de la Commune*, p. 91 et s.

sées devant Cachan, aux alentours de la route qui conduit vers Bourg-la-reine. Irruption fâcheuse. Elle avait mis en péril la redoute des Hautes-Bruyères.

Le 10 mai, à la tombée de la nuit, une compagnie de fédérés venait de prendre possession d'une tranchée qui, à deux cents mètres en avant des Hautes-Bruyères, joignait le moulin de Cachan aux barricades de Villejuif. La troupe commentait les événements des dernières heures. Dans les yeux des chefs se lisait de l'inquiétude. Les gardes étaient sombres et soupçonneux. A ces combattants harassés il apparaissait que seule la trahison pouvait expliquer de tels désastres.

Tout à coup, les fédérés aperçurent un homme à une centaine de mètres des lignes. Il débouchait d'un chemin conduisant au village de l'Hay. Afin d'éviter une méprise il agitait sa casquette. Bien qu'il fût alors vêtu d'un pantalon civil et d'une blouse, les gardes le reconnurent.

C'était un de leurs camarades, Emile-Cadet Thibault. Un garde, comme eux, du 184^e bataillon, né — en 1842 — dans la commune même où l'on se battait, à Arcueil. Il était enrôlé depuis une dizaine de jours seulement. Des enquêtes ultérieures ont groupé des renseignements sur lui. On le représentait comme d'intelligence médiocre. Du monde, il ne connaissait que la banlieue parisienne et, avant tout, ses cabarets.

L'homme put, sans encombre, atteindre la tranchée. Mais il n'avait pas eu le temps de s'expliquer sur sa tenue singulière, que, sur l'ordre du capitaine Soencer, parmi les vociférations de la cantinière Cabot, il était empoigné, traîné jusqu'à la redoute, et mis à la disposition du commandant Bougault.

Bientôt le bruit courut que l'on avait mis la main sur l'auteur responsable des échecs précédents. L'arrestation était jugée d'importance. Le commandant avait prévenu de sa capture Léo Meillet, gouverneur du fort de Bicêtre. En attendant les instructions de ce dernier, il procédait lui-même, entouré de quelques officiers de la garde nationale, à l'interrogatoire du prisonnier.

Il était six heures du matin lorsque Léo Meillet survint. Le gouverneur prescrivit quelques mesures d'instruction et ordonna de diriger, dans la journée, Thibault sur le fort.

Dès lors les choses allèrent vite.

Sur place, il y eut une enquête sommaire. Les circonstances, à vrai dire, interdisaient toutes recherches sérieuses. Des habitants de l'Hay furent entendus, dont certains, le lendemain, devaient être arrêtés. Un détachement de fédérés effectua une perquisition chez la mère de Thibault à Cachan. Là, on pensait trouver la preuve de la trahison, l'argent versé par Versailles. Les gardes durent se borner à saisir l'uniforme abandonné.

L'interrogatoire de l'inculpé avait donné par contre quelques résultats. Pressé de questions, confronté avec ses dénonciateurs, le capitaine et la cantinière surtout dont l'ardente conviction s'affirmait, rudement mené par un chef énergique (1), Thibault s'était troublé. Il avait reconnu une partie des faits qui lui étaient reprochés. Il ne pouvait d'ailleurs les nier en bloc. Ses vêtements civils l'accusaient. Sans aucun doute, il n'avait pas tardé à regretter son engagement. Il en avait fait la confidence à un camarade. Pour fuir les risques des batailles, auxquels ne le destinait point sa nature, il s'était résolu à désertier. Il avait échangé l'uniforme contre la blouse. A ce moment la simplicité de ses goûts l'avait dominé. Il était allé boire dans un débit de l'Hay. Et dans les brouillards du vin il avait parlé. Parlé de la guerre. Parlé de l'emplacement de la tranchée, de son bataillon, de ses camarades. Il était devenu loquace. Pénétré de son importance, il avait, entre deux verres, parmi les villageois avides de nouvelles, donné son opinion sur la bataille, fait le stratège de cabaret. Et puis, comme sous l'empire de la boisson ses

(1) La mère de Thibault affirma plus tard que son fils, qu'elle était allée embrasser, lui avait dit avoir été interrogé sous la menace d'un revolver. D'après un fédéré qui prit part à l'exécution, le commandant, pour obtenir les aveux de l'inculpé, aurait « fait placer des allumettes chimiques entre ses doigts ». Récits dont les excès mêmes dénoncent la fantaisie. Mais il se dégage bien de tous les témoignages ultérieurement recueillis que l'accusation fut âpre, et que Thibault n'eut pas le moyen de se défendre.

résolutions s'étaient dissipées, comme la nuit tombait, il avait d'instinct repris le chemin de la tranchée.

Aveux suffisants pour des hommes dont la foi révolutionnaire ne concevait pas d'autre explication des désastres militaires que la trahison. Thibault était perdu lorsqu'on le transféra à Bicêtre. Sans témoignage, sans document, sans aveu sur ce point, on murmurait le nombre des deniers : Il avait pour dix mille francs vendu ses frères.

Par les soins de Léo Meillet, un conseil de guerre (1) fut sur l'heure constitué. Nous en connaissons la composition grâce à un rapport que publia, les jours suivants, la presse de l'Hôtel de ville (2). Président : Le gouverneur Léo Meillet. — Juges : Les capitaines Mounoury et Mouray, le lieutenant Gasnot, le sergent Carton. — Greffier : l'adjudant Marette.

Le tribunal rendit sa sentence au cours de la nuit.

Cinq charges étaient retenues contre le garde. L'abandon de poste et les effets civils substitués aux militaires. La conversation chez le marchand de tabac, « les renseignements les plus circonstanciés donnés sur les forces, tant en hommes qu'en armes et munitions qui défendent les Hautes-Bruyères et les avant-postes de Cachan ». Les points faibles révélés à l'ennemi. Ce fait que l'inculpé « avait servi de guide » à une colonne versaillaise qui s'était portée à l'attaque des Hautes-Bruyères. L'entretien, avec l'armée versaillaise, de relations « pour lesquelles il aurait (*sic*) reçu de l'argent, ce qu'il a avoué, puis dénié ». — Déduisant de ces charges que Thibault s'était rendu coupable d'abandon de poste et d'intelligences avec l'ennemi, le conseil prononçait contre lui la peine de mort.

Nous l'avons vu, l'abandon de poste était certain. Sans méconnaître la gravité de l'inculpation, l'on peut observer qu'elle se trouvait atténuée cependant par la fréquence du délit. Bien des gardes, sous la Commune, abandonnèrent

(1) *Cour martiale*, dit le rapport de Léo Meillet. Le terme est cependant impropre. Les décrets antérieurs avaient institué une seule cour martiale. Ils n'avaient point limité le nombre des conseils de guerre.

(2) Le rapport fut lu par Léo Meillet au cours de la séance de la Commune du 12 mai. *Journal officiel* du 13. *Cri du Peuple* du 14, etc...

« en présence de l'ennemi » leur poste, sans avoir à subir le châtimement suprême.

En fait, le conseil de guerre entendait punir moins le déserteur que le traître. Mais, sous cet aspect, combien l'accusation était fragile ! Pouvait-on sérieusement soutenir qu'un simple garde, incorporé depuis dix jours, peu intelligent, avait fourni les renseignements « les plus circonstanciés » sur les moyens de défense de la région ? Qu'il était en situation d'en indiquer les points faibles ? Que c'était par des conversations tenues dans un débit qu'il avait de la sorte compromis la sécurité des armées communales ? Imprécises, les autres charges n'étaient point de nature à donner aux propos une portée plus grande. Dans la nuit du 10 au 11 mai, les Versaillais n'avaient dirigé aucune attaque contre la redoute des Hautes-Bruyères. Il était d'ailleurs puéril de prétendre que Thibault avait conduit la colonne ennemie, pour reprendre bénévolement ensuite sa place parmi ceux qu'il aurait trahis. Point de preuve enfin d'une entente quelconque, moins encore, pour reprendre les termes du rapport, d'« intelligences fréquentes » avec l'adversaire. A l'Hay, le garde n'avait rencontré que des habitants de la localité. Rien n'établissait qu'il eût reçu la moindre somme, et pour lui en faire grief, le jugement devait employer une formule dubitative, inusitée, on le concédera, en matière criminelle.

Pour résumer, un abandon de poste semblable aux autres, de courte durée d'ailleurs. La hantise avant tout du traître, la pensée obsédante d'un homme sur lequel il semblait que dussent se concentrer tant de désillusions, tant de rancœurs, tant de méfiances, tant de haines : Voilà ce qu'eut à expier, un matin, le paysan d'Arcueil-Cachan.

L'exécution eut lieu le 12 mai, au petit jour. A cinq heures vingt minutes, indique le rapport, devant les Hautes-Bruyères. Des documents non publiés précisent que l'emplacement choisi se trouvait à 25 mètres d'un angle de la redoute, en face de la rue Guichard. Tout avait été mis en œuvre pour assurer au dénouement du drame un retentissement profond. Des détachements de huit bataillons de la garde étaient rassemblés. Aux côtés de Léo Meillet, deux autres membres

de la Commune sanctionnaient de leur présence le jugement mortel, Dereure, Amouroux. Devant l'armée, devant les représentants de l'Hôtel de ville, le peloton d'exécution fit feu. Il était commandé par Gustave Meissonnier qui, poursuivi de ce fait à Versailles, devait émettre des doutes sur la culpabilité de Thibault, — et deux anciens membres du conseil de guerre de Bicêtre formuleront les mêmes réserves.

Après la décharge, le coup de grâce tiré par le garde B., les troupes se disloquèrent. Les trois représentants regagnèrent Paris, où Léo Meillet, « à une heure de relevée », rédigea le procès-verbal.

Emile Thibault fut enseveli à l'endroit même où il était tombé. Sur la fosse les gardes plantèrent une croix. Mais ils voulaient que survécût la flétrissure. La croix portait l'inscription : « Mort aux traîtres (1). »

Si l'Hôtel de ville et la presse de la capitale donnèrent au tragique incident des Hautes-Bruyères une publicité particulièrement large, cette exécution ne fut point la seule dont les armées en campagne assumèrent la responsabilité.

Paris-libre inséra dans ses colonnes, le 16 avril, une dépêche du chef d'état-major Henry annonçant que Dombrowski avait fait fusiller des paysans qui lui avaient tué plusieurs hommes. La nouvelle fut, il est vrai, démentie aussitôt par le *Journal officiel* (19 avril). Mais on ne peut se défendre d'observer que *Paris-libre* était peu suspect de servir Versailles, et l'on songe aux relations qu'entretenait Vésinier, son fondateur. D'autres documents de l'époque parlent de paysans fusillés à Neuilly, à Courbevoie, à Puteaux. Il faut bien d'ailleurs reconnaître que les motifs indiqués par le journal de Vésinier étaient de nature à rendre vraisemblable la sanction.

En tout cas, il y eut une autre exécution sur le front sud. L'assemblée communale en fut informée, comme de l'affaire des Hautes-Bruyères, par un de ses membres, également

(1) Au mois de juin suivant, le maire d'Arcueil fit exhumer le corps, qui fut transporté dans le cimetière de la localité. — J'ai trouvé d'utiles indications sur l'affaire Thibault dans le dossier des poursuites exercées en 1871 contre Meissonnier et autres, dans les journaux de l'époque, etc.,

mêlé à la sanglante histoire. Le 19 mai, Johannard, commissaire civil auprès du général La Cécilia, exposa que, le jour même, à midi, il avait fait passer par les armes un espion. Rien cependant qui indiquât la réunion d'un conseil de guerre. Johannard se contenta de déclarer qu'il avait reçu les aveux de l'individu, qu'au surplus sa décision avait été approuvée par La Cécilia et les officiers d'état-major.

Un décret paru au *Journal officiel* le 17 avril avait institué une autre juridiction militaire, la cour martiale. Nous savons à la suite de quelles circonstances. Il était l'œuvre personnelle de Cluseret, plus encore celle de son chef d'état-major Rossel, hostile ou sceptique en ce qui regardait les conseils de légion.

La lecture cependant du texte original, conservé à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris permet une constatation assez singulière. Ecrit sur une feuille à en-tête de la commission exécutive portant les cachets de cette commission et de la délégation de la guerre, le projet fut revêtu de cette formule, de l'écriture de Tridon : « Approuvé, sauf que la commission exécutive est d'avis que le délégué à la guerre, qui renvoie devant la cour martiale, ne peut présider. Le délégué à la guerre devra nommer un président du conseil de guerre (lire : de la cour martiale). » Puis on biffa la réserve, et, l'entente sans doute réalisée, la commission approuva purement et simplement le texte.

Volontiers on louera la commission exécutive d'avoir éprouvé de tels scrupules. Par contre, la première pensée de Cluseret, si elle était établie, ne manquerait pas de surprendre. Mais il suffit de songer à l'influence de Rossel, au rôle prépondérant qu'il était appelé à jouer dans le nouveau tribunal, pour se convaincre qu'il y avait là une erreur involontaire ou un malentendu. Cluseret ne put avoir dès l'origine d'autre dessein que de confier à Rossel la présidence de la cour martiale.

En fait, sorti de la collaboration de la commission exécutive et du délégué, le décret passa sous silence la désignation du président sur laquelle l'accord était fait. Le gouvernement se borna à faire connaître la composition de la cour.

La voici, avec les titres indiqués par le *Journal officiel*.

Le colonel Rossel, chef d'état-major de la guerre ; le colonel Henry, chef d'état-major de la place ; le colonel Razoua, commandant de l'Ecole militaire ; le lieutenant-colonel Collet, sous-chef d'état-major du commandant supérieur Eudes ; le colonel Chardon, commandant militaire de la Préfecture de police ; le lieutenant-colonel Boursier, membre du Comité central.

Louis-Nathaniel Rossel. Une des figures les plus attachantes de la Commune. Au milieu de l'indiscipline générale des esprits, une énergie constamment tendue, dont les décisions s'affirmaient par l'éclat de leur expression brutale. Ambitieux jusqu'au sacrifice. Autoritaire jusqu'à la révolte et l'isolement superbe. Exigeant tout des autres après avoir tout exigé de lui-même. Comme Cluseret, au^{re}ère, mais la flamme en plus, qui faisait briller ses yeux profonds et donnait à sa voix la chaleur de l'émotion contenue. — Un officier vaincu dont avait saigné l'orgueil. Un citoyen fervent que l'inquiétude exaspérait.

Il était né à Saint-Brieuc, le 9 septembre 1844. Dans son tempérament se reflétait son ascendance. Il avait eu un grand-père aux armées sous la Terreur. Son père avait embrassé la carrière militaire, voté négativement sur les registres ouverts du plébiscite de décembre 1851, et pris sa retraite en qualité de chef de bataillon. D'origine anglaise, sa mère l'avait élevé dans la religion protestante.

Tout jeune, Louis Rossel se destina au métier des armes. Peu de vies eurent une telle unité. A onze ans, il fut admis au Prytanée militaire de La Flèche. En 1862, à l'Ecole polytechnique, où il ne craignit pas d'afficher un républicanisme d'extrême gauche. En 1864, à l'Ecole d'application, et à Metz la lorraine il apprit l'art de défendre les places fortes. De l'Ecole, il sortit avec le numéro 2. Des garnisons, alors. Puis la guerre. Et ce fut à Metz qu'on l'envoya, comme capitaine de génie.

L'heure sonnait de la première station douloureuse. Plus que tout autre, Rossel devait en sentir l'irritante amertume. On peut regretter seulement, pour cet homme d'action, que,

dès la déclaration de guerre, la plume ne lui soit pas tombée des doigts et qu'il ait, pour un journal, écrit des articles. Mais il eut tôt fait de prendre, à la frontière, le poste crucifiant dont les souffrances vivifièrent son patriotisme.

Là, il fut le spectateur frémissant de stupeur et d'indignation. Contre la passivité de Bazaine dont il pressentait les froids calculs, sa nature réagit avec violence. Dès ce moment apparut Louis Rossel. L'homme résolu, enfiévré de patriotisme, au point de croire qu'il pourrait encore, par lui-même, tout sauver. Il eut le dessin d'arrêter le maréchal, de faire confier à un autre le commandement suprême. Projet coupable ou héroïque qu'il tenta d'exécuter. Le complot échoua. Et Bazaine livra Metz.

Moment tragique où Rossel, moins accablé qu'aiguillonné par la douleur, de nouveau veut agir. A ses articles, encore que consacrés à la défense du territoire, je préfère cette lettre, qu'il écrit le 26 octobre, veille de la capitulation, à l'un de ses camarades (1) :

Metz, 26 octobre, onze heures et demie du soir.

Mon cher de Rochas, — Vous qui avez le moral solide, voulez-vous vous charger de présenter respectueusement à notre général, sans qu'il soit nécessaire de prononcer mon nom trop suspect, l'idée de démanteler la ville avant de la rendre... Si effectivement nous nous rendons à discrétion, notre situation ne peut en être empirée, et nous en tirons l'avantage de priver les Prussiens d'une place forte, de dispenser Metz, devenue allemande, des charges écrasantes d'une ville de guerre, et de la décharger de l'éventualité d'un siège par les Français... Je rouvre ma lettre pour vous dire que, si la chose se décidait, on trouverait, dans les rangs inférieurs du moins, des officiers délibérés, capables de bien faire la chose et résolus à exécuter jusqu'au dernier moment tout ce qu'on voudra faire de nuisible aux Prussiens et d'utile aux pays.

Si sa voix ne fut pas entendue, lui du moins sut échapper au joug et garder à la défense nationale son épée. Il s'évada

(1) Copie de cette lettre fut transmise au chef du pouvoir exécutif, en juin 1871, par le capitaine de Rochas Aiglun, dans le but d'attester le patriotisme de Rossel. Elle figure encore au dossier des poursuites exercées contre le délégué de la Commune.

de Metz et, par la Belgique, l'Angleterre, rejoignit les armées de la République.

A Tours, il eut avec de Freycinet, puis avec Gambetta, des entrevues.

Je ne suis pas certain que les deux organisateurs de la résistance aient entièrement compris l'officier de génie, ses faiblesses et son ressort. Ils ne surent l'utiliser. A Rossel il eût fallu l'assouplissement de la discipline ou la responsabilité de l'action. Après une mission de courte durée dans le Nord, il fut appelé à diriger le camp de Nevers avec le grade, sujet à revision, de lieutenant-colonel.

Il occupait ce poste secondaire quand vinrent le surprendre coup sur coup la nouvelle de l'armistice et celle de l'insurrection parisienne. Tant de hontes, tant d'espoirs ressuscités suivis de désillusions profondes aboutirent à la capitulation du pays. Désespérer de la patrie, renoncer, se perdre dans l'oubli et la vie facile, voilà le programme qui allait être imposé, et c'était le seul auquel Rossel ne pouvait se résoudre. En face d'une déchéance acceptée, la révolution du 18 mars lui apparut comme l'aurore d'une *nouvelle époque* qui au monde étonné ferait encore entendre le canon de Valmy.

A l'instant même où elle se révéla à lui, la Commune eut son adhésion. On peut dire qu'il l'attendait de toute son âme. Sans un regard en arrière, il rejeta, d'un coup de talon, ce qui le rattachait au passé, son avenir de soldat aussi, et il se donna au rêve. Une lettre, — sa première lettre légendaire, nette comme un coup de sabre, vibrante comme un appel de clairon, — pour démissionner. « Je me range du côté du parti qui n'a pas signé la paix et qui ne compte pas dans ses rangs de généraux coupables de capitulations. » Puis il quitta la province, qui aspirait au repos, et gagna Paris.

Il arriva dans la capitale le 20 mars. Sa lettre le couronnait d'une auréole. Le 22, il était acclamé comme chef de légion du 17^e arrondissement ; le 26, confirmé en cette qualité par le Comité central.

Mais pour Rossel, parce que sa volonté ignore les contin-

gences, les chutes suivent toujours de près les élans. Il veut assurer la victoire, exclure les incapables du commandement, rétablir la discipline dans sa légion. C'est lui qui, le 2 avril, une semaine après sa nomination, est arrêté sur l'ordre du comité d'arrondissement, inquiet de tant d'énergie, choqué par une lettre de démission violente. Le commandant de la place ratifie la décision du comité. Louis Rossel est écroué à la Préfecture « pour cause politique ».

Détention de quelques heures. Si certains appréhendaient en lui un maître, d'autres déjà, les blanquistes, ménageaient le sauveur éventuel. Après l'échec militaire du 2 avril, Rigault le libéra.

Il sembla que se levait alors l'étoile de Rossel. Tout aussitôt Cluseret lui accordait sa confiance. Il le mettait au premier rang, comme s'il le désignait pour de plus hautes destinées. Au lendemain de la sortie de prison, une nomination de chef d'état-major, faisant de l'officier le collaborateur intime du délégué. La présidence de la commission des barricades peu de jours après. — Lorsqu'ils constituèrent une cour martiale, ce fut à Rossel, dont ils avaient apprécié la fermeté, que Cluseret, puis la commission exécutive pensèrent tout naturellement pour diriger ses travaux.

Aux côtés de l'ancien chef de légion du 17^e arrondissement, deux *colonels* au nom également populaire.

Henry (Prodhomme), dont un frère, capitaine, avait été tué au cours de la sortie d'avril ; le deuxième, chef de légion, fait prisonnier. Lui, chef d'état-major, le rédacteur de la dépêche qui ridiculisa Bergeret : « Bergeret *lui-même* est à Neuilly (1)... »

Un méridional d'origine et d'allure, Angel-Eugène Razoua. Il était né à Beaumont-de-Lomagne, en Tarn-et-Garonne, le 16 juillet 1830. Tony Révillon traça de lui cet amusant portrait (2) :

C'est au mois d'août 1863... que mon vieil ami Murat, capi-

(1) Au sujet des soupçons dont Henry fut l'objet sous la Commune, se reporter à Dauban, *op. cit.*, p. 351.

(2) Razoua. *Les grands jours de la République*. Notice de Tony Révillon, p. XIX et s.

taine au 11^e chasseurs à cheval, me présenta Eugène Razoua. De taille moyenne, maigre, les cheveux coupés ras dessinant les cinq points sur le front, le visage bronzé, allongé par une barbe en pointe, le nez en bec d'aigle, de grands yeux bruns profondément enchâssés dans un arcade sourcillière nette comme l'arête d'une voûte, l'air grave, Razoua semblait porter l'Afrique française dans les plis de son manteau.

— Quel est ce cheik, demandai-je à Murat ?

— Un camarade de Saumur, qui voudrait trouver une place de comptable à Paris.

Le *cheik* — il avait été maréchal des logis-chef dans un régiment de spahis — obtint bientôt au *Nain jaune* d'Aurélien Scholl un emploi de commis. Il travailla là « comme un lion en cage », plus attiré par les voluptueux mystères de la presse que par le jeu tranquille des écritures.

Son passé militaire lui permit de franchir le pas difficile. Il semble que Guy de Maupassant ait connu l'aventure, lorsqu'il narra les débuts du journaliste Georges Duroy à la *Vie française* et la façon dont avaient été publiés les *Souvenirs d'un chasseur d'Afrique*.

Le soir, rappelle Tony Révillon, Razoua me racontait ses souvenirs d'Afrique et quand une anecdote, un trait, m'avait plu.

— Tu devrais écrire cela, me disait-il.

— Ecris-le toi-même. Surtout, écris-le comme tu le racontes.

— Je ne le pourrais pas.

— Essaie.

A la fin il se décida à essayer. Les *Souvenirs d'un spahi* datent de 1864. Scholl leur ouvrit le *Nain jaune*, et Ch. Joliet, la *Vie parisienne*.

Ce fut, pour Razoua, le début de la carrière à laquelle il paraissait destiné. Le journalisme, avec le *Pilori*, la *Revue politique*, le *Réveil*. Les relations du café de Madrid. Les conspirations contre l'Empire : Blois, et, pour défenseur Gambetta. Les conspirations contre le Gouvernement de la Défense nationale : Deux tentatives d'insurrection, le 31 octobre, le 22 janvier.

A ce moment, les circonstances ont donné à Razoua les émotions fortes qu'il attendait d'elles. Il a repris la vie

militaire, saupoudrée, pour en corriger la servitude, du poivre de la vie politique. Le maréchal des logis est devenu le commandant du 61^e bataillon de la garde nationale. Destitué après le 31 octobre, il en a acquis une plus grande réputation. En février, il est élu par la Seine, et va siéger à l'Assemblée nationale.

Mais c'est pour démissionner en même temps que Delescluze, et le 18 mars lui rend sa physionomie véritable. Il ne prend pas place à l'Hôtel de ville. Le vieux soldat africain est à la tête de son bataillon montmartrois, qu'au début d'avril il dirige sur Meudon. Puis la Commune le nomme commandant de l'Ecole militaire et juge à la cour martiale.

Les autres membres de la cour. — Joseph-Charles Collet, dit Berlet, voyageur de commerce, dont le bouleversement fit le sous-chef d'état-major d'Eudes. — Jean-Baptiste Chardon, chaudronnier, capitaine au 133^e bataillon, successivement, après le 18 mars, chef de légion, représentant du 13^e arrondissement à l'Hôtel de ville, et commandant militaire de la Préfecture de police. — Léopold Boursier, marchand de vins, un membre remuant du Comité central, commandant du 14^e bataillon, puis chef de la 1^{re} légion.

La cour constituée, Rossel en assura de suite le fonctionnement. Quelques heures après la publication du décret, il envoyait à la rédaction du *Journal officiel* une note annonçant que la *séance d'ouverture* (*sic*) aurait lieu le soir même (1). La note, signée du *colonel président*, faisait d'autre part appel aux officiers, sous-officiers et gardes licenciés en droit, qu'elle invitait à s'inscrire au siège de la cour martiale, afin de prêter à celle-ci leur concours « pour l'instruction des affaires, les fonctions du ministère public et la défense ».

Cette assistance, le président l'obtint aisément de la garde nationale. Il recruta sans difficulté dans ses rangs les collaborateurs indispensables. Comme rapporteur, chargé tout à la fois d'instruire et de requérir, le chef d'escadron Auguste Gandin notamment, attaché à l'état-major de la place Ven-

(1) La note fut reproduite par les journaux de l'Hôtel de ville (*Paris-libre* notamment du 19 avril).

dôme (1). Des greffiers aussi, parmi lesquels M. et le sergent D.

Par contre, la cour n'eut pas à désigner parmi les juristes sous les armes des défenseurs d'office. Plusieurs membres du barreau, après le conseil tenu au Palais de justice, avaient fait connaître leur intention de se présenter devant cette juridiction répressive. Une liste conservée au Ministère de la guerre mentionne trois avocats à la cour d'appel, M^e Lelennier, M^e Gilles Laviolette, M^e Lucien Mazene, et un ancien avoué, M^e Louis Barse (2). Il convient d'y ajouter M^e Ferdinand Gatineau.

Au jour et à l'heure fixés, — le 17 avril, à 9 heures du soir, — la cour martiale tint sa première audience. Ce jour-là, elle rendit seulement l'« arrêt réglant la procédure et les peines », dont j'ai indiqué le caractère exorbitant (3).

Il marquait bien l'esprit dans lequel Louis Rossel abordait la tâche qui lui avait été confiée.

Cet esprit, le colonel le reconnut plus tard. Il en indiqua les raisons profondes (4).

L'acceptation des fonctions de président de cette cour est le plus grand sacrifice que j'aie fait et que je puisse faire à la cause de la Révolution. Ennemi de la Révolution, les circonstances m'avaient jeté dans une Révolution ; haïssant la guerre civile, je m'étais engagé dans la guerre civile. Il s'agissait aujourd'hui de présider un tribunal révolutionnaire, un tribunal qui ne porterait que des condamnations à mort... Dans des moments de crise semblable, il faut avoir le dévouement d'un sectaire. J'acceptai donc la présidence d'un tribunal qui, à mon sens, ne devait rendre que des arrêts de mort, et je me préoccupai seulement de remplir ces fonctions de la manière la plus efficace pour le succès de la Révolution.

(1) Le chef d'escadron Gandin fut désigné en ces termes à l'occasion de l'affaire Girot, « La cour martiale délègue le chef d'escadron d'état-major Gandin comme rapporteur de la présente affaire. Paris, 17 avril 1871. Les membres de la cour, Rossel, L. Boursier, Collet, Henry. » (*Document inédit*. Dossier concernant Boursier. Ministère de la guerre.)

(2) Dossier concernant Boursier.

(3) Voir ci-dessus, chapitre III.

(4) Louis Rossel, *Mémoires et correspondance*, p. 306 et s.

Et il ajoutait :

Dans la première séance, la cour rendit un arrêt réglant la procédure et les peines. Cet arrêt était nécessaire pour compléter le décret peu précis de la Commune. Il simplifiait la procédure et assurait à l'accusé les garanties de la publicité et de la défense. Pour les peines, il réglait simplement que la cour se conformerait aux lois existantes et à la jurisprudence martiale. Tous les arrêts suivants furent rendus sans viser aucun texte de loi...

Panegyrique conçu non point en vue d'une défense destinée aux juges militaires de Versailles, mais pour une justification soumise au tribunal de l'opinion révolutionnaire. Parce qu'ils frappèrent sévèrement les soldats de la Commune, les arrêts de la cour martiale provoquèrent bientôt contre le colonel président le mécontentement de l'Hôtel de ville.

Il suffit, pour inquiéter les représentants, de la première affaire jugée. Le 18 avril, la cour eut à se prononcer sur les faits reprochés au chef de bataillon Girot.

L'atmosphère troublante des audiences de nuit (1). — C'est à neuf heures du soir que s'ouvrirent constamment les débats de la cour martiale, pour se prolonger fort tard. — Dans le bâtiment affecté aux conseils de guerre, à l'angle de la rue du Cherche-Midi et de la rue du Regard, une salle d'aspect banal, insuffisamment éclairée par quelques lampes suspendues au plafond. Des gardes nationaux assurant, baïonnette au fusil, le service d'ordre, près des portes et devant la cour. Dans le fond, le public entassé, noyé d'ombres, avec, au premier rang, les élégantes, fidèles spectatrices de toutes les juridictions répressives.

La cour siège sous la lueur blafarde des lampes. Au centre d'une table, Rossel préside. Rude d'allure, le front haut, le visage émacié mais qu'illumine la passion, la phrase nette.

(1) Edmond de Pressensé, qui avait assisté à l'une des audiences de la cour martiale, a noté ses impressions dans un article publié par la *Revue des Deux Mondes*, le 15 juin 1871, sous le titre : *Le 18 mars*. Je me suis également reporté à la déposition faite par le sergent-major Borrel à l'occasion des poursuites exercées contre Razoua (Dossier classé au Ministère de la guerre). Voir d'autre part le saisissant croquis d'après nature de Lix, dont je publie une reproduction.

Il est vêtu d'un costume civil. L'entourant, les membres de la cour, en uniformes de colonels et de commandants, et Chardon, qui est de la Commune, ceinturé de rouge. Par côté, le rapporteur, le greffier, quelques officiers venus en curieux. Devant le public, qu'une barrière limite, la place réservée à la défense. Ce jour-là, M^e Lelennier, plaident, comme le feront tous ses confrères, en tenue de ville. Et l'accusé.

L'accusé, Jean-Nicolas Girot, chef du 74^e bataillon, était un démocrate éprouvé, victime du 2 décembre, demeuré, sous le second Empire, de l'opposition républicaine. Le rapport lu par le chef d'escadron Gaudin (1) relevait qu'il avait refusé de conduire ses hommes à la porte Maillot où des renforts étaient demandés. Girot ne niait pas les faits. A la cour il déclara qu'il avait trouvé abusifs les ordres reçus. Le 74^e bataillon descendait d'un poste qu'il avait gardé pendant trois jours. Il était épuisé de fatigue et de privations. Le commandant estimait pouvoir trouver dans sa conscience et dans sa responsabilité de chef le droit de désobéir.

Une semblable attitude aurait pu, dans d'autres circonstances, susciter de bruyantes approbations. Elle n'était point de nature à ébranler un Rossel. Après la plaidoirie du défenseur, le président suspendit l'audience. Une courte délibération, et Rossel donna lecture de l'arrêt. Il mérite d'être reproduit, en raison moins encore de la condamnation prononcée que des motifs et de la forme (2).

Entre la Commune de Paris, représentée par le citoyen Gandin, rapporteur délégué par ordonnance du citoyen président de la cour martiale, *demandeur* d'une part, — Et le citoyen Girot (Jean-Nicolas), courtier en librairie, demeurant à Paris, rue des Bâtignolles, 19, âgé de cinquante ans, né à Rennes, *défendeur* présent d'autre part ; — Oûi le citoyen Gandin en son rapport ; — Oûi le citoyen Girot en ses moyens de défense ; — Oûi la plaidoirie du citoyen Lelennier, avocat défenseur du citoyen Girot ; — La cour, après en avoir délibéré : — *Considérant que, dans les circonstances de la guerre civile où se trouve engagée la Commune,*

(1). C'était Gandin qui, le 15 avril, avait donné l'ordre d'écrouer le commandant Girot à la prison du Cherche-Midi « en fin de service ». (Dossier concernant Gandin. Ministère de la guerre.)

(2) Dossier concernant Razoua. Ministère de la guerre.

l'obéissance immédiate à un ordre émané des autorités militaires constituées par la Commune est d'une stricte nécessité ; — Considérant que l'acceptation d'un grade oblige le citoyen qui en est revêtu à remplir tous les devoirs militaires de ce grade et à en exercer l'autorité ; — Considérant que le passé politique d'un citoyen ne peut être invoqué pour le dispenser de remplir les devoirs actuels. — Attendu que les forces groupées à la place Vendôme et subsidiairement toutes les forces militaires de Paris sont les réserves des troupes engagées contre l'ennemi sous le canon de Paris ; — Attendu que l'accusé a constaté que l'ordre était régulièrement émané de ses chefs et lui enjoignait de se rendre à la porte Maillot qui est le côté attaqué par l'ennemi ; — Attendu que l'accusé avoue les faits imputés à sa charge ; — Déclare l'accusé coupable de refus d'obéissance pour marcher contre l'ennemi ou contre des rebelles armés.

En conséquence, — la cour, après en avoir délibéré, condamne le citoyen Girot, Jean-Nicolas, à la peine de mort.

Après la lecture de l'arrêt ci-dessus, le défenseur demande acte de ce que quatre membres seulement ont pris part à la délibération (1).

Lu en audience publique de la cour martiale, etc...

On peut penser que la salle, diversement composée, n'eut point assez de liberté d'esprit pour noter au passage les considérants de l'arrêt. L'affirmation des devoirs du soldat, le mépris affiché d'un passé révolutionnaire, l'ironie charmante elle-même avec laquelle Girot était déclaré coupable d'un refus de marcher contre des rebelles armés, tout s'effaçait lorsque, de sa voix calme, Louis Rossel prononça la suprême condamnation et donna l'ordre d'exécuter l'arrêt à six heures du matin, dans la cour de la prison. Deux hommes seulement parurent insensibles. Le président, immobile et froid. Le condamné, qui ponctua la lecture d'un impertinent : « Merci, Messieurs. »

(1) Il s'était produit, au début de l'audience, un incident significatif qui souligna le tempérament autoritaire de Rossel. Le président avait fait connaître que la cour n'était pas au complet, le colonel Henry ayant été retenu par son travail au Ministère de la guerre. Sans consulter ses collègues il avait tranché. « Cela m'est égal, nous passons outre et nous jugeons l'accusé. » (Déposition du sergent-major Borrel, Dossier concernant Razoua, Ministère de la guerre.)



UNE AUDIENCE DE LA COUR MARTIALE

Dessin de Lix.

Egalement éloigné de la foi de l'un et du scepticisme de l'autre, le public ne dissimula pas son émotion profonde. Elle agita la salle, souleva l'avocat, gagna les juges.

Au cours des heures suivantes, M^e Lelennier ne fut point seul à entreprendre des démarches. Deux des membres de la cour martiale s'étaient, en même temps que lui, précipités à l'Hôtel de ville. Compétente, selon le principe indiqué par l'article 21 de l'arrêt réglant la procédure et les peines, pour sanctionner les condamnations à mort, la commission exécutive se réunit aussitôt. Elle était d'avance disposée à l'indulgence, par sympathie pour Girot, dont Delescluze répondait, par un sentiment plus général de tolérant opportunisme. Le *Journal officiel* du 20 avril fit connaître sa décision. « Prenant en considération les antécédents démocratiques du citoyen Girot », le gouvernement substituait à la peine de mort l'emprisonnement pour la durée de la guerre avec « dégradation civique et militaire ».

La solution rassurait les timorés. Elle effraya les hommes d'action. A un moment où s'affrontaient les tendances opposées de l'Hôtel de ville, la question de la cour martiale, comme celle du secret, comme celle de la Préfecture de police, fut un germe de graves dissentiments. Contre le geste des politiques, le parti militaire s'indigna. Cluseret, qui protesta résolument auprès de la commission exécutive, mais se trouva en présence d'un fait accompli. Rossel, qui comprit que, dès la première heure, son œuvre était compromise.

Il eut tôt fait d'en acquérir la preuve. Le 19 avril, quelques heures après qu'ait été arrêtée la décision de la commission exécutive, la cour martiale tint sa seconde audience. Elle avait à se prononcer, ce jour-là, sur la disparition du timbre de la commission centrale de l'artillerie. Affaire sérieuse. Il en était résulté un retard dans les envois de munitions. On pouvait en outre craindre que les cachets eussent servi à valider des bons de vivres irréguliers. L'accusation visait deux membres du Comité central, un ingénieur, Jacques Retterer, un plombier, nommé Chautard, et, avec eux, indirectement, le puissant Comité dont se percevaient dans

l'ombre les constantes intrigues. Les débats prirent un tour fort animé. Cités comme témoins, plusieurs membres de la Commune se répandirent en propos amers. Il ne fallait point compter sur Rossel pour voiler la sourde rivalité. Se donnant libre cours, son intransigeance la souligna. Mais les juges, informés de l'attitude prise par la commission exécutive, étaient inquiets. Lorsque M^e Gatineau eut plaidé, la cour acquitta les prévenus.

Les faits dont elle eut à connaître le lendemain rappelaient l'inculpation relevée contre Giroton. Il s'agissait également d'un refus d'obéissance, présentant toutefois un caractère de plus grande gravité. Deux officiers du 163^e bataillon, le capitaine et ornemaniste Pothier, et le lieutenant, garçon limonadier, Loth, après cinq jours de service à Vanves de nouveau « commandés pour la tranchée et la barricade », avaient préféré rentrer dans la capitale avec le bataillon. Ils alléguaient la fatigue des gardes. En manière de justification ils ajoutaient qu'ils n'avaient pas « conduit à Paris leurs hommes », qu'ils les avaient « suivis ». Le mot soulignait la faute. Et l'on put croire que les avocats, M^e Lelennier et M^e Laviolette, à leur tour allaient indisposer les juges : Ils protestèrent vivement contre la violation des droits de la défense, aucun délai ne leur ayant été laissé pour s'entretenir avec les accusés et faire citer des témoins à décharge. — La cour n'en fit pas moins preuve d'une singulière indulgence, qui contrastait avec la rigueur du premier arrêt. Pothier fut condamné à trois ans de prison, Loth à un an de la même peine, tous deux à la destitution.

Une affaire de vol prit la fin de l'audience. Le caporal S., qui avait dérobé des vêtements dans une maison habitée où il était de garde, se vit condamner à dix ans de *travaux forcés*.

Dans la soirée du 22 avril, un public plus pressé encore qu'à l'ordinaire et fort animé remplit la salle. Beaucoup de curieux, attirés par l'importance des débats. Parmi eux Edmond de Pressensé. Quelques membres de la Commune ne cherchant pas à dissimuler leur méfiance à l'égard de la cour martiale. Des gardes surtout du 105^e bataillon, venus

en nombre, qui commentaient avec véhémence l'inculpation dont plusieurs de leurs chefs et de leurs camarades faisaient l'objet. On leur prêtait l'intention de délivrer par la force les détenus. Dans l'attente d'événements fâcheux, le service d'ordre avait été doublé.

Il y eut, avant la pièce principale, un lever de rideau auquel de premiers incidents suffirent à attacher de l'intérêt. Devant la cour comparaissaient deux canonniers de la 19^e batterie. L'accusation portait qu'ils avaient pris part aux scènes de pillage de l'Ecole militaire et dérobé des effets d'habillement. Pour sa défense, un des gardes prétendit que les officiers toléraient ces agissements. La réplique ne se fit point attendre. — « Y a-t-il ici un officier de la batterie ? » demanda le président. Qu'on l'arrête. » Ainsi, malgré les vigoureuses protestations des avocats présents, le capitaine Lucas, sans instruction préalable, passa du banc des témoins au banc des accusés. Le capitaine cependant ne manqua pas de dignité. Il sut se défendre. Entre temps d'ailleurs un autre officier avait été mis en cause, le lieutenant H., qui n'était pas là pour se disculper. Usant des mêmes procédés arbitraires, Rossel avait ordonné qu'il serait traduit devant la cour et « jugé par contumace, s'il y avait lieu ». L'orage se détournait du capitaine Lucas. Les juges l'acquittèrent. Ils condamnèrent les canonniers à cinq ans de prison.

A cet instant, l'affaire du 105^e fut appelée. Un mouvement de vive attention agita la foule. Tous les regards se portaient sur les accusés. Jean-Baptiste Witt, chef de la 7^e légion. Huit officiers et trois gardes du 105^e bataillon. Le rapport, rédigé par le colonel Boursier, relevait contre eux des faits suggestifs. Il suffit de les évoquer aujourd'hui pour concevoir le degré auquel le régime électoral introduit dans la garde, la déconsidération dont certains chefs étaient l'objet, l'indiscipline des hommes avaient rongé l'armée parisienne. La leçon n'en doit pas être oubliée. Une inculpation générale était relevée à la charge de douze prévenus, celle de « refus d'obéissance pour marcher à l'ennemi ou contre des rebelles armés », — avec cette circonstance atténuante, précisait le juge rapporteur, que certains des accusés « le len-

demain se rendaient à leur poste d'honneur et qu'ils y accomplissaient leur devoir », avec cette circonstance aggravante, pour les gardes, que « ce refus d'obéissance avait été précédé, suivi ou accompagné d'outrages et violences par paroles sur la personne de leur supérieur (1) ». Le chef de légion, d'autre part, avait à répondre du délit d'ivresse.

En fait, c'était le cas, fréquent sous la Commune, d'une troupe peu soucieuse de franchir les remparts, à la lutte en rase campagne préférant l'atmosphère de bataille de son quartier, la fièvre des réunions publiques, des clubs, des opérations de police, et, s'il le fallait, la mort derrière les pavés amoncelés d'une rue de Paris. Mais cette mentalité si commune avait provoqué des incidents d'une gravité particulière. Le 105^e bataillon, soutenu par certains de ses officiers, s'était insurgé contre le chef de légion. A la porte Bineau, il l'avait arrêté, sous le prétexte de son état d'ivresse, et, rebroussant chemin, conduit à la mairie du 7^e arrondissement.

Un tel conflit ne pouvait laisser indifférent Rossel. Nul doute qu'ayant à l'apprécier, le colonel de l'armée révolutionnaire ne se soit livré à de cruelles réflexions. En son âme de soldat, il comprenait — trop tard — que le salut d'une cause exige, comme à d'autres heures le salut du pays, l'obéissance stoïque des combattants. Pas une question, pas une apostrophe qui n'ait reflété son amertume. « Votre compagnie, dit-il à l'un des officiers, a signé une protestation qui peut donner une idée de son moral. Elle porte contre le commandant Witt des accusations qu'on trouve étranges, *venant de citoyens qui ne devraient jamais discuter les ordres qu'ils reçoivent.* » Interrogeant un autre, il observe : « Je ne crois pas qu'un spectacle aussi triste ait été jamais donné. Quand on vous réclame à Neuilly, vous allez lâchement à la mairie reconduire votre commandant. Il est vrai que le lendemain vous avez fait votre devoir. Cela doit être pris en considération. » Il accentue plus encore son attitude. A trois heures du matin, il suspend l'audience. Lorsque les

(1) Le rapport figure au dossier des poursuites exercées contre Boursier. Ministère de la guerre.

juges regagnent leur place, il annonce la décision prise. Elle est sans précédent et plonge dans la stupeur l'auditoire. En raison des faits révélés par les débats, *le 105^e bataillon tout entier est incriminé*. La cour va statuer sur sa conduite. Vers six heures du matin, après un délibéré d'une heure et quart, *le citoyen président* donne lecture de l'arrêt. Il relève que « la faiblesse générale des chefs élus et la lâcheté collective des soldats du 105^e peuvent être imputés à tout le bataillon. » Le chef de légion Wilt, cinq officiers, deux gardes sont acquittés. Deux officiers sont condamnés aux *travaux forcés à perpétuité*, un autre à cinq ans de prison, un garde à trois ans de réclusion. Frappé lui-même, le 105^e est dissous, ses officiers et gardes sont « versés comme simples gardes dans les autres bataillons, incapables de se présenter à aucune élection civile ou militaire, à peine de nullité de l'élection (1) ».

Par la cuisante morsure du fer, Rossel songeait à cicatriser la plaie. Homme de guerre qui dans les ruelles tortueuses et sombres d'une guerre civile s'était égaré, il ne percevait pas encore toutes les discordes de la cité, le heurt des doctrines, l'antagonisme des individus. Il fallut, pour le désabuser, que l'Hôtel de ville lui signifiât sa rancune. A l'audience déjà, plusieurs élus avaient publiquement blâmé Rossel. « J'avais auprès de moi, nota Edmond de Pressensé, un membre de la Commune qui levait les bras au ciel à chaque nouvelle incartade du président. » L'arrêt déchaîna les colères. Quelques heures après, un membre de la commission de justice à peine reconstituée, Clémence, souleva l'incident. Il dénonça une mesure qui flétrissait un bataillon fédéré, obtint pour la commission dont il faisait partie le mandat de procéder à une enquête. Choisi comme rapporteur, il fit connaître à l'assemblée ses conclusions le lendemain, — le jour même où Rigault, mis en échec sur la question du secret, quittait l'Ex-Préfecture. Etrange séance, où l'on put croire au succès du

(1) Les débats de la première cour martiale ont été reproduits par la presse de l'époque. Voir notamment le *Journal officiel* de la Commune des 21 et 24 avril, le *Vengeur* du 22 avril, la *Gazette des Tribunaux* des 13 avril-4 juin, et 5-6 juin. Vincent d'Indy a consacré une brochure à l'*Histoire du 105^e bataillon de la garde nationale*, dont il faisait partie.

parti modéré. Après la démission du *gamin cruel*, une discussion ardente porta le coup décisif à la cour martiale (1). Les débats se trouvèrent clos sur la nomination d'une commission de cinq membres, chargée de sanctionner les arrêts de la cour. L'assemblée communale l'avait recrutée dans son sein. Léo Meillet, qui avait été de la première commission de justice, y figurait, et Dereure, membre de la seconde. Avec eux, les publicistes Jules Vallès et Charles Longuet. Un ouvrier au cœur généreux, Victor Clément. Dans l'ensemble, une commission de tendances modérées.

Ce fut le plus énergique de ses membres, Léo Meillet, qui, au cours de la séance du 25 avril, lut à la Commune la décision prise immédiatement au sujet de l'affaire du 105°. Mais l'énergie du rapporteur s'était exercée contre la cour martiale. Le texte arrêté, qu'avait fait sien la commission, cassait l'arrêt du 22 avril en termes offensants pour Rossel. Il ne se bornait pas à relever une irrégularité de procédure. Son rédacteur avait découvert que le président de la cour martiale « était chef d'état-major du délégué à la guerre, partie plaignante ». Il énonçait surtout : « Comme fils de l'ancien commandant du 105° bataillon, *la délicatesse autant que la justice* imposaient au président Rossel le devoir de se récusser. » — En conséquence la commission de revision ordonnait qu'il serait « statué à nouveau ». Elle renvoyait les inculpés devant le conseil de guerre de la 15° légion, « pour être statué ce qu'il appartiendra ».

En réalité, cette décision dégageait le 105° de toutes poursuites. Si Léo Meillet s'était défendu d'avoir examiné les faits, s'il avait affirmé qu'« il s'était occupé d'une seule question de droit », d'autres avaient jugé sage de réhabiliter, à l'Hôtel de ville, les officiers et les gardes compromis. Le mot de la fin avait été dit par Ostyn. « Ces citoyens sont remplis d'ardeur et *veulent la Commune et la République*. Ils ont été méconnus. » Aucun conseil de guerre n'eut à apprécier leur conduite.

Seule la cour martiale demeurerait atteinte, et Rossel plus

(1) Vermorel, Victor Clément, Urbain, Babick s'étaient livrés à une attaque particulièrement vive contre la cour martiale.

encore que ses collègues. Dès le 24 avril, en apprenant la nomination par l'Hôtel de ville d'une commission de revision, il avait, au cours d'une scène violente, dans le cabinet de Cluseret (1), donné sa démission de président, puis celle de chef d'état-major. Il allait, a justement observé Prolès, devenir l'homme des mécontents.

Avec lui, la première cour martiale disparut. Elle ne s'était réunie, le 24, que pour enregistrer la démission de son président et suspendre ses audiences jusqu'à nouvel ordre. L'ordre pouvait venir du délégué à la guerre. Cluseret ne le donna pas. Traduit plus tard devant l'assemblée communale, il expliqua son attitude par le souci de ménager la susceptibilité de Rossel et la difficulté qu'il éprouvait à lui trouver un successeur. Plusieurs membres de la cour avaient d'ailleurs suivi dans sa retraite l'ex-président.

La réorganisation de la cour martiale s'ébaucha lorsque Rossel eut remplacé Cluseret à la guerre. A ce moment se place la période de préparation dont j'ai parlé (2), durant laquelle le colonel Gois, en qualité de rapporteur, s'efforça d'opérer un triage parmi les nombreux détenus des prisons militaires. Assisté de son secrétaire, le capitaine Blanchet, d'un greffier, le capitaine Caperon, et du commis-greffier Brun (3), Emile Gois procédait en même temps à quelques rapides enquêtes. Il subsiste des traces de ses recherches, des demandes de renseignements relatives à l'arrestation, entre autres, de Peyrusset, chef de l'état-major de la flottille (4).

Cependant, instruit par une pénible expérience, privé des concours indispensables, le délégué Rossel ne se hâta point de rétablir la juridiction qu'avait sacrifiée l'Hôtel de ville. « Je ne sais, écrivait-il à Gois, comment nous viendrons à bout d'organiser la répression. Personne ne veut mettre la main à la pâte, et au moment où il s'agit d'une exécution nécessaire, chacun prend peur et parle de circonstances atténuantes...

(1) Cluseret, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 126.

(2) Ci-dessus, même chapitre.

(3) Dossier concernant Gois. Ministère de la guerre.

(4) *Ibid.*

Lorsque Danton disait qu'il valait mieux être guillotiné que guillotineur, il ne croyait plus à la chose publique. » Sans doute Rossel lui-même cessait-il d'y croire. L'ancien président de la cour martiale ne rouvrit point l'ère des grands procès. Il se contenta de frapper de la peine disciplinaire la plus puérile des officiers et des gardes qui, au petit Vanves, avaient abandonné leur poste.

Successeur de Rossel, Delescluze eut à parfaire l'œuvre de restauration. Il en avait reçu mandat de la Commune qui, le 9 mai, apprenant le désastre d'Issy, avait décidé la constitution d'une nouvelle cour martiale. Aux présentations qu'il fit le comité de salut public répondit par la lettre suivante (1).

Paris, le 12 mai 1871. — A 4 heure 30 du matin.

Citoyen Deslescluze

Nous acceptons les noms que vous proposez avec les quelques changements que vous apprécierez :

Président. — Gois, colonel d'état-major.

Juges titulaires. — Collet, colonel d'état-major. Ledrux, lieutenant-colonel. Razoua, lieutenant-colonel. Edmond Levraud, chef du 204^e bataillon.

Juges suppléants. — Lefebvre-Roncier, ancien chef d'escadron d'artillerie. Michevont, chef du 66^e bataillon. Henri Arnold, lieutenant de la garde nationale.

Le commandant Albert Goullé pourra parfaitement remplacer le colonel comme rapporteur.

Nous pensons qu'il est urgent que la composition de la cour martiale soit affichée demain sur les murs de Paris. — Salut et fraternité.

Pour le comité de salut public. — E. EUDES.

Ce fut cette liste que, sans modification, le *Journal officiel* de Paris publia le 13 mai.

Deux des juges, Razoua et Collet, avaient siégé à la première cour martiale. Nous avons, traitant du personnel de l'ex-Préfecture, nommé déjà Edmond Levraud.

Des nouvelles figures de la cour martiale, l'une se détachait

(1) *Document inédit.* Dossier concernant Gois. Ministère de la guerre.

avec un relief particulier. Celle du colonel Gois. Né le 16 juin 1829 à Chablis, dans l'Yonne, Emile Gois avait pris place de bonne heure parmi les militants du parti révolutionnaire. Il fut, avec Benjamin Flotte, un des premiers blanquistes. D'une violence farouche, il n'apparaît pas qu'il ait joui, de la part des familiers eux-mêmes du *Vieux*, d'une estime sans réserve. Vésinier, la mauvaise langue, il est vrai, de la Commune, évoque avec complaisance le surnom de *Grille d'égout* que les blanquistes auraient donné au colonel pour rendre prosaïquement hommage à la résistance de son gosier. Du moins convient-il de reconnaître la fermeté d'opinion dont il fit toujours preuve. L'Empire n'avait été pour lui qu'une longue et dure campagne où, de la première bataille à la dernière, il avait donné de sa personne. Au lendemain du coup d'Etat, il avait été transporté à Lambessa. Chez lui furent fabriqués, dix-neuf ans après, les poignards qui armèrent, le 14 août 1870, les assaillants de la Villette. Colonel de révolution, il sut se choisir, sous la Commune, des fonctions à sa taille. Le courage dont il témoigna fut celui des responsabilités. On ne le vit point aux avant-postes. Il préféra une nomination de colonel d'état-major. Il fut alors « chargé de la police et de la discipline », puis rapporteur à la cour martiale, avant d'en être le président. Il y accroîtra sa réputation d'intransigeance. Mais il donnera, pendant les jours suprêmes, rue Sedaine et rue Haxo, la mesure de sa férocité.

Trois amis personnels de Gois, comme lui de l'entourage du général Eudes. — Le typographe Louis Ledrux, capitaine adjudant-major au 136^e bataillon, que la Commune avait en quelques jours promu aux grades de commandant, de gouverneur du fort de Vanves (4 avril au 2 mai), de lieutenant-colonel sous les ordres d'Eudes. — Frédéric-Albert Goullé, employé de commerce, journaliste (la *Patrie en danger*, le *Cri du Peuple*) et capitaine au 138^e bataillon, un des combattants du 22 janvier. — Et Frédéric-Paul Lefebvre-Roncier, qui, lui aussi, membre de l'Alliance républicaine, avait joué un rôle important en janvier, successivement, pendant les mois de guerre civile, chef d'escadron d'artillerie,

secrétaire général à la délégation de l'intérieur (1), lieutenant-colonel et sous-chef de l'état-major d'Eudes.

Deux personnages, d'autre part, de second plan, Michevont, qui commandait le 66^e bataillon (du 11^e arrondissement), Henri Arnold, lieutenant au 64^e bataillon, frère du membre de la Commune.

Sous la seule signature du colonel Gois parurent enfin des décisions en date du 16 mai et du 27 floréal (*Journal officiel* des 17 et 18 mai) nommant deux juges rapporteurs suppléants : Hector-Louis-Alexandre Blanchet, clerc de notaire à Aubervilliers, devenu pendant le premier siège capitaine trésorier au 224^e bataillon, le secrétaire de Gois avant la reconstitution de la cour martiale. — Un ouvrier mécanicien, Louis-Gustave Poirrier, adjudant au 11^e bataillon, que la Commune avait promu au grade de capitaine de génie, affecté à Issy jusqu'à la chute du fort.

Avec le capitaine Caperon, maintenu comme greffier à titre définitif, et Brun, en qualité de commis-greffier, la cour martiale se trouva reconstituée (2).

Elle inaugura ses travaux par l'examen de la plus importante affaire, ayant trait à l'abandon du village d'Issy. Les faits évoqués rappelaient les procès précédents. Cette fois encore des gardes s'étaient refusés à combattre hors des murs et, pour se faire ouvrir les portes, ils avaient menacé de mort des officiers. Mais l'insubordination des hommes avait eu des conséquences particulièrement graves, la perte d'une position utile. Deux officiers supérieurs avaient été tenus pour responsables, le lieutenant-colonel Daviot, accusé de s'être « laissé gagner par la débâcle » et d'avoir donné l'ordre de faire rentrer l'artillerie dans Paris, le commandant Vanostal, chef du bataillon le plus compromis, le 115^e. Derrière eux, Brunel était implicitement visé par le rapport de Goullé qui

(1) Il avait, en cette qualité, pris part à certaines négociations avec l'abbé Lagarde (voir Gautherot, *op. cit.*, p. 136 et s.).

(2) D'autres officiers, qu'il faut se garder de confondre avec les membres des deux cours martiales, furent spécialement attachés au bureau de la justice militaire, faisant en quelque sorte partie de l'administration centrale. Ils siégèrent place Vendôme et à l'École militaire. Je citerai le chef d'escadron Gandin, le capitaine Antoine Sancione, le sous-lieutenant Cl. Pichon, etc.,

lui reprochait d'avoir, dans l'obligation de se rendre au Ministère de la guerre, remis le commandement à un incapable. Et Rossel, « cette malheureuse affaire n'étant que la suite de la trahison du fort d'Issy ».

Pour que cette cause fût jugée, il fallut deux audiences, celles du 15 et du 17 mai. Toutes deux, la première surtout, fort agitées. L'auditoire se montra aussi nerveux que le 22 avril. Les gardes du 115^e le composaient en grande partie. Ils causèrent un tel scandale que la presse parisienne, volontiers discrète en ces circonstances, dut s'en émouvoir (1). Ils manifestaient à haute voix leur sympathie pour les accusés, interrompaient les débats, injuriaient les témoins à charge. Ce fut bien autre chose lorsque Gois menaça de faire évacuer la salle. Le 115^e, d'une voix unanime, assura qu'il ne partirait pas et le président dut renoncer à son projet. D'autres incidents suivirent. M^e Laviolette provoqua l'un d'eux par le dépôt de conclusions justifiées. Il observa qu'il avait été tenu dans l'ignorance des charges relevées, souligna l'opposition des témoignages, obtint la remise de l'affaire en vue de l'audition de témoins à décharge (2).

La lecture, au début de la deuxième audience, d'un *arrêt* aux termes duquel tout perturbateur serait immédiatement jugé apaisa quelque peu les esprits. Mais le calme ne dura point. Un garde approuva bruyamment un passage de la plaidoirie. Gois s'était cependant résolu, entre les deux audiences, à user de fermeté à l'égard des soldats eux-mêmes

(1) Dans son numéro du 19 mai le *Salut public* réclama, avec plus d'énergie que de libéralisme, le huis-clos. « Il nous paraît urgent de fermer les portes de la cour martiale au public. La publicité des séances occasionne des faits très graves qui empêchent presque toujours la vérité de ressortir, le juge de juger avec connaissance de cause. La cour martiale perd son caractère révolutionnaire qui consiste dans la rapidité et la sévérité des jugements... La cour martiale d'aujourd'hui se trouve obligée de rendre des arrêts contre l'auditoire qui la gêne et entrave son travail. Nous demandons au comité de salut public que la cour martiale siège à portes fermées. »

(2) M^e Laviolette fut inquiété sous la Commune en raison du rôle courageux qu'il avait joué devant les deux cours martiales. Il dut, m'a-t-il raconté, aux interventions de Breuillé et de Huguenot de n'être point mis en état d'arrestation. A ses amis de la Commune il expliquait volontiers le parti qu'il avait pris de rester neutre. « Laissez-moi faire à Paris ce que je considère comme mon devoir. Et puis vous aurez besoin de moi à votre tour lorsque vous prendrez la place d'accusés. »

de la révolution. Il donna l'ordre d'arrêter le coupable, de le conduire sans plus tarder devant la cour. Les juges réglèrent tout aussitôt l'incident. Point d'interrogatoire, fût-ce sur l'état civil du fâcheux. Ce fut un citoyen anonyme et inconscient qui, sans avoir eu le temps de comprendre ce qui lui arrivait, s'entendit infliger un an d'emprisonnement.

Et la cour martiale put, dans un silence reconquis, rendre l'arrêt concernant les deux accusés. Elle condamna le colonel Daviot à quinze ans de réclusion, le commandant Vanostal à dix ans de la même peine. L'arrêt d'autre part se conforma au précédent du 22 avril. Il ordonna que le 115^e bataillon fût rayé des contrôles de la garde nationale.

Si la nouvelle cour martiale eut sa carrière abrégée par les événements, elle eut à connaître d'autres affaires, moins importantes il est vrai. Inculpés de concussion, le lieutenant Burelle et le garde Vasseur comparurent, le 18 mai, devant elle (1). Plusieurs aussi de ses membres s'employèrent à des actes urgents d'information. Les dossiers, classés au Ministère de la guerre, concernant Goullé et Blanchet renferment des pièces qui émanent des deux juges rapporteurs et ont trait aux poursuites en cours. Certaines visent des inculpations de « correspondance avec Versailles ». D'autres, les arrestations de Mégy et de Brunel. Il en est aussi qui portent la signature du président lui-même. Emile Gois se chargea d'écrire au délégué Delescluze pour lui demander « les pièces relatives à l'affaire du nommé Louvet, gendarme, prisonnier de guerre ». Après un attentat demeuré mystérieux dont le général Dombrowski aurait été l'objet, ce fut le président de la cour martiale qui demanda des précisions à ce dernier (2) :

Général,

Je viens vous prier de vouloir bien me donner quelques renseignements sur l'attentat dont vous avez été l'objet, me dire aussi si

(1) En ce qui concerne les audiences de la deuxième cour martiale, voir le *Journal officiel* de la Commune (18 mai), *Paris-Journal* (22 mai), la *Gazette des Tribunaux* (5-6 juin).

(2) *Document inédit*, classé à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris. — En marge de la lettre se lit l'annotation : « Renseignements fournis le 13 mai, »

les coupables sont arrêtés, à quelle prison ils sont écroués et, si cela vous est possible, donner de suite les ordres nécessaires pour qu'ils soient sans retard transférés à la prison militaire du Cherche-Midi. — Salut et fraternité.

Le président de la cour martiale, E. Gois.

Ce 13 mai 1871.

Il s'en fallut de peu que, saisie de la plus sensationnelle des causes, la cour martiale ait eu à juger le premier de ses présidents.

Dix jours au Ministère de la guerre avaient suffi à faire décréter Rossel d'accusation.

Quelle besogne considérable il y avait cependant réalisée !

Chargé le 30 avril, à titre *provisoire*, des fonctions de délégué, il s'était trouvé en présence de la situation la plus difficile. Les heures précédentes avaient vu s'accumuler les désastres. Après l'occupation du village des Moulineaux, les troupes versaillaises s'étaient emparées du cimetière, des tranchées, des carrières, du parc d'Issy. Le Ministère était en proie à l'esprit d'intrigue. Au dedans, l'anarchie ; un redoutable conflit d'influences, le Comité central tâchant de reconquérir l'administration militaire, Cluseret perdu dans le réseau enchevêtré de ses tractations. Au dehors, une atmosphère pesante de trahison, d'espionnage et d'indiscipline.

En quelques heures Rossel avait semblé tout transformer. Parant au plus pressé, il avait, tant bien que mal, fait combler les brèches du fort d'Issy, dans le village surtout installé des batteries de soutien et massé des hommes.

En même temps il s'était efforcé de relever le moral des combattants et de l'arrière. On citait volontiers les termes d'une étrange affiche, placardée le 1^{er} mai sur les murs de Paris. A une lettre du colonel Leperche, major de tranchées devant Issy, sommant les défenseurs de se rendre, Rossel avait répondu par ces lignes d'un équivoque dédain, où d'aucuns cependant cherchaient l'éclat d'un bulletin de victoire : « La prochaine fois que vous vous permettrez de nous envoyer une sommation aussi insolente que votre lettre

autographe d'hier, je ferai fusiller votre parlementaire *conformément aux usages de la guerre*. Votre dévoué *camarade*... » Il avait agi plus utilement. Il s'était préoccupé de l'audace des espions ourdissant leurs trames jusque dans les antichambres du Ministère. C'est lui qui, soupçonnant Arronsohn, l'avait fait arrêter. On pouvait croire qu'avec la même vigueur il frapperait les chefs incapables et réprimerait les désobéissances des troupes. Il ne s'était point hâté de restaurer la cour martiale. Mais il avait invité les généraux en campagne à former des conseils de guerre et à faire fusiller ceux qui abandonneraient leur poste.

Bientôt s'était imposée à lui l'étude d'un problème plus délicat, celui né des ambitions du Comité central.

Je n'ai pas à retracer ici les origines du dangereux conflit qui de bonne heure dressa le Comité central contre la Commune et particulièrement contre la délégation de la guerre. Il suffit d'indiquer que la crise était aiguë lorsque Rossel prit possession de l'hôtel de la rue Saint-Dominique. Par négligence, Cluseret avait laissé le Comité s'établir au Ministère. A des titres divers, Edouard Moreau, Boursier, Arnold et quelques autres y avaient introduit un germe nouveau d'anarchie. — Nul doute que l'arrivée de l'ancien président de la cour martiale ait alarmé la puissante fédération. Entre deux pouvoirs cherchant l'un et l'autre à prédominer par la violence, les premiers contacts n'avaient point manqué d'être rudes. Dans la nuit du 2 au 3 mai, — quarante-huit heures après la réapparition de Rossel, — le Comité central s'était réuni pour protester contre une décision du délégué qui, relative à une formation nouvelle, « portait atteinte à la fédération de la garde nationale (1) ». Il avait pris une résolution énergique, celle de demander à la Commune la suppression du Ministère de la guerre auquel il entendait se substituer. Tout d'abord Rossel avait accepté le défi. On peut croire que dans son cerveau germa dès cet instant l'idée d'un coup de force. « Si je les faisais fusiller là, dans la cour... », disait-il le lendemain, montrant à des amis quelques membres

(1) Lettre d'Edouard Moreau, publiée par Vuillaume. *Mes cahiers rouges*, VIII, Deux drames p. 132 et s.

du Comité (1). Et puis, pour une fois, le souci du but à atteindre l'avait emporté sur son orgueil. Peut-être songeait-il aussi que son heure n'était pas encore venue. Il s'était décidé à temporiser, à admettre le principe d'une collaboration dont il prévoyait l'échec. Le *Journal officiel* du 6 mai avait publié les bases de l'accord intervenu. Rossel restait chargé de la direction des opérations militaires. Au Comité central étaient attachés les différents services de l'administration de la guerre, « sous le contrôle direct de la commission militaire communale ».

Inutiles tentatives pour rétablir une situation désespérée. Il avait bien fallu, le 5 mai, apprendre aux Parisiens qu'en dépit des bulletins de la veille les soldats de la Commune avaient subi, à la redoute du Moulin-Saquet, un sérieux échec. On cria, pour dissimuler la gravité du mal, à la trahison. La vérité était que, dans la maison bruyante, chacun voulait diriger ; personne, obéir.

Ni les initiatives, ni les démarches de Rossel n'y purent rien changer.

Il avait en vain rappelé Wetzel qui, gouverneur alors d'Issy, méconnaissait son autorité : Wetzel était resté aux alentours, intriguant avant d'être tué. — En vain il avait procédé à une répartition nouvelle des commandements, maintenant Dombrowski à Neuilly, mais au centre remplaçant Eudes par La Cécilia, confiant l'aile gauche à Wrobleski, et deux brigades de réserve, l'une à Eudes, l'autre à Bergeret sorti de Mazas : le comité de salut public était survenu, qui avait modifié les affectations. — En vain il avait frappé à toutes les portes, sollicité l'appui de la Commune : D'une séance de l'Hôtel de ville il était sorti inquiet, irrité, avec cette sensation qu'autour de lui se resserrait le cercle des haines et des suspicions. Toute la cohorte des politiciens le guettait. A sa tête, Félix Pyat.

Il avait alors compris son effroyable isolement. Il ne pouvait compter ni sur la Commune, en proie à un parlementarisme impuissant, ni sur le Comité central qui travaillait pour

(1) Vuillaume, *Mes cahiers rouges, III, Quand nous faisions le Père Duchêne*, p. 317-318.

lui-même, ni sur des troupes sans cohésion comme sans confiance.

Restait la possibilité d'une dictature, avec le soutien des blanquistes. Rossel y avait à nouveau pensé et s'en était ouvert à l'ex-Préfecture. Autre désillusion. Bientôt les conspirateurs avaient dû s'avouer que le projet était irréalisable. Trop tard, dira Gaston Da Costa. Surtout les forces manquaient pour un tel mouvement. Il était douteux que les gardes consentissent à marcher contre l'Hôtel de ville, contre le Comité central. Le complot avortait dans l'œuf. A Rossel il avait gagné seulement la sympathie tapageuse du *Père Duchêne* (1).

Le danger cependant s'était, au cours des dernières journées, singulièrement accru. Rossel avait trop de clairvoyance pour ne pas s'en apercevoir. Contre la pression constante exercée sur le front sud par les assiégeants, contre la démoralisation aussi des gardes nationaux, on ne pouvait envisager qu'un moyen : l'attaque. Il s'était efforcé d'agir, le 7 mai, avec ses propres ressources. Mais, au Petit-Vanves, son impuissance lui était apparue. Il n'avait pu rassembler les hommes, faire preuve tout au moins de sa fermeté légendaire.

Alors, abdiquant tout sentiment d'amour-propre, il s'était résolu à mendier le concours du Comité central. Pas une honte ne devait lui être épargnée. Le 8 mai, à la place des représentants de la fédération, les chefs de légion étaient venus, en hâte avertis par le Comité. Situation paradoxale. Ils avaient délibéré, entre eux discuté les termes de l'ultimatum qu'ils projetaient d'imposer à leur chef, tandis que celui-ci, les poings serrés, attendait, songeant à commander pour ces bavards le peloton d'exécution.

Pourtant, tout cela s'était terminé encore par une transaction misérable. Les officiers avaient promis de réunir le lendemain, place de la Concorde, 25 bataillons de 500 gardes prêts à combattre.

(1) Se reporter à l'interview de Gaston Da Costa paru dans la *Revue blanche* du 1^{er} avril 1897 (*Enquête sur la Commune*), aux souvenirs de Vuillaume, *Mes cahiers rouges au temps de la Commune*, p. 212, et aux ouvrages cités dans ce dernier volume, p. 212 n. 1.

Dans la matinée du 9, le délégué s'était rendu à l'endroit indiqué. Au lieu des 12.500 soldats annoncés, il n'en avait trouvé que 7000, mal équipés, peu disposés à franchir les remparts. Le dernier voile tombait, laissant apparaître la cruelle image du destin.

Rossel avait regagné le Ministère, désespéré, mais résolu. La responsabilité des batailles sans la liberté d'action, il ne l'accepterait pas plus longtemps. D'une écriture vigoureuse, ignorant les ratures, d'un jet, il avait écrit sa lettre de démission à la Commune, dont il envoyait, pour mieux couper les ponts, la copie aux journaux (1). Lettre véhémence, à sa manière. Hautaine et ironique. Tenant non point de l'excuse, mais du réquisitoire... « Mon prédécesseur a eu le tort de se débattre au milieu de cette situation absurde. Eclairé par son exemple, sachant que la force d'un révolutionnaire ne consiste que dans la netteté de la situation, j'ai deux lignes à choisir : briser l'obstacle qui entrave mon action ou me retirer. Je ne briserai pas l'obstacle, car l'obstacle c'est vous et votre faiblesse : je ne veux pas attenter à la souveraineté publique. Je me retire, et j'ai l'honneur de vous demander une cellule à Mazas. »

Si rapide qu'ait été la décision de Rossel, elle ne dégageait pas son nom des désastres militaires de la Commune. L'encre des lettres séchait à peine que le délégué recevait la nouvelle de l'évacuation du fort d'Issy. Une dernière fois il avait pris sa plume, sa plume aux reflets d'acier. Et le vaincu avait rédigé le communiqué, bref comme un cri de triomphe, de suite affiché à dix mille exemplaires. « Le drapeau tricolore flotte sur le fort d'Issy, abandonné hier par la garnison. »

Vingt-quatre heures ensuite de confusion et de clameurs. Le *Père Duchêne* qui, le 20 floréal, avait invité Rossel à « f. carrément sa démission ou à faire fusiller tous les b. qui lui f. des bâtons dans les roues », hurlant, le 21, sa « grande colère contre Rossel », et l'adjuvant, non de démissionner, mais de lancer « un appel au peuple ». Le Comité

(1) L'original de cette lettre se trouve dans le dossier des poursuites exercées contre Rossel. (Ministère de la guerre.)

central, comprenant soudain le péril et venant à résipiscence, offrant au délégué (22 voix sur 28) la dictature provisoire. La Commune, scindée en deux, se livrant à tous les assauts, à toutes les suspicions, renouvelant, fiévreuse, le comité de salut public, en comité secret déchirant Rossel avec tant d'autres. Enfin, le 10 mai, le parti arrêté, celui des lendemains de défaites. Avrial et Johannard conduisant Rossel à l'Hôtel de ville. Une nouvelle séance au cours de laquelle les représentants, par 26 voix contre 16, décidaient de ne pas entendre le prisonnier, puis, par 34 voix contre 2, avec 7 abstentions, votaient sa détention à Mazas, sa comparution devant une cour martiale. La décision si nettement prise à cet égard que le président de ce tribunal avait été désigné. On n'avait pas alors songé à Gois, collaborateur trop intime de Rossel. Le choix de l'Hôtel de ville s'était porté sur Collet, le membre inamovible des cours martiales.

A ce moment, la tragédie avait tourné en farce. Prévenu par son ami fidèle Charles Gérardin, Rossel s'était enfui, entraînant avec lui le représentant du 17^e arrondissement. Il n'avait pas voulu, expliqua-t-il plus tard, comparaître devant un magistrat qu'il considérait comme indigne (1). Les deux révoltés s'étaient évanouis dans l'ombre, certains d'échapper, comme Lullier, aux recherches de la police communale, aux investigations spéciales de Gambon et de Bergeret.

Le comité de salut public trouva motif à s'en consoler. Il dénonça la « corruption réactionnaire » et « le misérable » qui avait « livré » le fort d'Issy. « Siégeant en permanence, la cour martiale ferait bonne justice. (2) » — En fait elle n'y

(1) Rossel, *op. cit.* p. 328.

(2) Une partie de la presse reprit la thèse du complot. Dans le *Vengeur* de Félix Pyat (numéros du 12 mai et suivants), dans le *Cri du Peuple* de Vailès (14 mai), l'imagination la plus folle, accommodée au goût du moment, se donna libre cours. Procédant à une perquisition au domicile de Gérardin, le commissaire de police Delachapelle avait été « attaqué avec un revolver par un ami des deux évadés, ancien agent de la police impériale ». L'origine de la conjuration se trouvait dans « un secret » que Gérardin avait livré à Rossel. De là, le scandaleux affichage, la fuite du délégué, la tentative d'assassinat dont Dombrowski avait été l'objet de la part des « gendarmes de Versailles ». La *Justice* (12 mai) prit également position contre Rossel, que défendirent le *Père Duchêne*, le *Mot d'Ordre* (11 mai), la *Sociale* (13 mai). — Le projet d'acte d'accusation

mit aucune hâte. Le tribunal, que, peu de jours après, Gois fut appelé à présider, disparut sans avoir connu de la *grande trahison* reprochée à son fondateur, au délégué à la guerre, à cet homme qui avait incarné tout à la fois l'âme révolutionnaire et l'esprit d'ordre, au colonel Louis Rossel.

Par le fonctionnement des tribunaux militaires la Commune risquait de s'aliéner la sympathie de ses défenseurs. Semblable souci lui fut épargné lorsque siégea, destiné aux otages, le jury d'accusation.

Le jury s'était organisé assez tard. J'en ai déjà fait la constatation, à l'honneur du gouvernement de l'Hôtel de ville. Aucune décision n'avait été prise entre les deux votes de l'assemblée communale du 5 et du 22 avril. Après cette dernière séance elle-même, au cours de laquelle le délégué à la justice avait fait approuver son décret sur le jury d'accusation, deux semaines s'étaient écoulées sans que rien annonçât l'ouverture prochaine de la session. Tout au plus peut-on relever l'avis publié par le *Journal officiel* du 24 avril. Protot y faisait appel à ceux que pouvait tenter un emploi de greffier du jury d'accusation. Encore le poste se trouvait-il perdu dans l'énumération de tous les offices vacants.

Il faut arriver à la date du 6 mai pour voir la nouvelle juridiction s'ébaucher. Ce jour-là, il fut procédé, en séance de la Commune, au tirage au sort de quatre-vingts délégués de la garde nationale appelés à former le jury. Je n'indiquerai point les noms sortis, que l'on peut lire dans les journaux de l'époque, le *Journal officiel* de Paris notamment en date du 7 mai. Mais il convient de noter une circonstance qui saute aux yeux lorsqu'on examine les adresses des délégués, répartis, conformément au décret rédigé par Protot, en quatre sections. Aucune de ces sections ne comptait de gardes appartenant au 7^e, au 8^e arrondissement. Le 6^e, le 9^e, le 10^e n'étaient représentés chacun que par un délégué (3^e ou 4^e section). Par contre, 12 gardes du 20^e, 10 du 11^e, 9 du 5^e. Le

Rossel, signé Protot et Vermorel, publié par le *Paris-Journal*, puis reproduit dans de nombreux journaux de la capitale et de Versailles, est apocryphe. Il y était affirmé que Rossel avait reçu 500.000 francs pour rachir la Commune.

hasard avait surtout bien fait les choses pour la 1^{re} section, qui réglerait le sort des otages en présence de Rigault. Sur 20 gardes nationaux, 5 du 5^e arrondissement, 4 du 20^e, les autres des 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 18^e, 19^e. Pas un qui habitât un quartier bourgeois du centre, une des rues cléricales de la rive gauche, l'ouest conservateur. En un mot, dans l'ensemble des sections, une majorité considérable de révolutionnaires seulement, sur lesquels il était vain que Louis Bonjean songeât à exercer un droit hypothétique de récusation (1). Des fidèles que le procureur pourrait, l'heure venue, haranguer sans avoir à craindre leur verdict.

Et puis, le tirage au sort effectué, une accalmie nouvelle s'était produite. Dix jours sans autres préparatifs. On en peut chercher l'explication dans les dissentiments qui s'étaient élevés entre Protot et Raoul Rigault, et dans une crainte confuse des responsabilités décisives. Il fallut en tout cas les rudes pressions du dehors pour que fût entreprise la procédure. Aux objurgations de la presse s'ajouta, le 17 mai, l'interpellation d'Urbain (2). Pendant cette séance, les délégués à l'ex-Préfecture et à la justice usèrent du procédé traditionnel. Ils désarmèrent ceux qui pouvaient les soupçonner de tiédeur en annonçant que le jury venait d'être convoqué. De fait, le numéro lui-même du *Journal officiel* qui reproduisit les débats (18 mai) publia l'avis. Les deux premières sections étaient appelées à siéger le vendredi 19. La note précisait que « les jurés se présenteraient et seraient reconnus par leur assignation ».

Le parti est cette fois définitivement pris. Il devient impossible de reculer. Alors, en hâte, on prépare la session.

La précipitation est telle que les questions litigieuses restent en suspens, et qu'avant même d'entrer en application le décret sur le jury est violé.

Un point demeure dans l'ombre. Et il est essentiel. Si le

(1) Au début de la seconde quinzaine de mai, le président Bonjean, prenant à la lettre les termes de l'article 2 du décret voté le 22 avril, écrivit à son ami Guasco pour l'inviter à recueillir des renseignements sur les membres du jury à éliminer. Mais la lettre fut saisie par les gardiens et transmise à l'ex-Préfecture (Guasco, *op. cit.*, p. 120). — Lorsque, le 19 mai, le jury fut réuni, il ne fut plus question du droit de récusation des otages.

(2) Voir ci-dessus, chapitre III.

jury d'accusation répond affirmativement, quel sera le sort des otages ? De la discussion du 17 mai, rien ne s'est dégagé nettement. Urbain et le procureur voulaient que des peines fussent prononcées par les jurés. Protot a formulé deux objections, le principe qui n'attribue au jury que la connaissance des faits, l'absence de toute réglementation des peines. Entre ces conceptions opposées l'assemblée communale n'a point tranché comme il l'aurait fallu. Elle a rejeté le projet de Rigault. Mais elle a déclaré s'en référer au décret sur les otages, et ce décret prévoyait la mise à mort des prisonniers. Il semble que le délégué à la justice ait également hésité. Son entourage tout au moins, Voncken, Dessesquelle, a envisagé « la nomination des magistrats devant appliquer la peine après le verdict du jury (1) ». Le 17 mai, la position prise par Protot n'a pas été sans quelque ambiguïté. « Il faut, a-t-il dit, déterminer la peine dont les otages sont susceptibles. » — Cependant le jury est convoqué sans qu'il ait été désigné de magistrats, précisé les peines applicables. Tout porte à croire que le gouvernement n'entend pas pour autant appliquer, dans ses termes rigoureux, le décret sanguinaire du 5 avril. Les *accusés déclarés coupables* seront retenus comme *otages du peuple de Paris*. Leur exécution sera différée, subordonnée, en fait, aux événements.

Par ailleurs, on néglige d'observer les clauses du décret voté le 22 avril. Dans l'article 4 est prescrite la nomination, par la commission de justice, non seulement d'un greffier, mais aussi d'un rapporteur : le jury ne connaîtra, comme rapporteur, que l'organe du ministère public. L'article 5 stipule que les accusés seront cités ; qu'ils pourront faire citer, « aux frais du trésor de la Commune, tous témoins à décharge » ; que les débats seront publiés : Autant de garanties dont on ne se soucie pas d'assurer le respect.

Des dispositions du décret, deux seulement ont été retenues. Pour juger les otages, une liste de jurés fut dressée, composée de soldats du régime. En exécution d'autre part de l'article 3, la Commune a nommé son procureur qui,

(.) Voir ci-dessus, ch. III.

assisté de substituts, « remplira les fonctions d'accusateur public ». Et ce procureur, c'est Rigault.

Rigault, une fois vaincues les hésitations de la Commune, s'était efforcé de rattraper le temps perdu contre son gré. Deux jours seulement séparaient la convocation du jury de l'ouverture de la session. Le délai ne permettait point aux otages d'assurer une défense utile. Il suffit au procureur pour achever ses préparatifs.

Son premier soin fut d'établir le rôle et de partager avec ses collaborateurs la besogne. Depuis longtemps il avait pris la résolution de requérir dans les affaires qui lui tenaient le plus à cœur. L'archevêque et les ecclésiastiques, Bonjean, Chaudey, Chevriaux, Jecker trouveraient en lui un accusateur implacable. A Gaston Da Costa, spécialisé dans la recherche des agents secrets, il confia la mission de prendre la parole contre ces derniers. Les autres substituts occuperaient le siège du ministère public lorsque seraient traduits en justice les fonctionnaires de la police, les gardes municipaux, les gendarmes, les gardiens de la paix.

Aux yeux du procureur, cette catégorie était la moins compromise. Rigault estima qu'il était opportun de la faire juger tout d'abord. Il y voyait le double avantage de contrôler la fermeté du jury et d'essayer les propres forces de l'accusation. Contre quelques-uns d'ailleurs des accusés de la première journée il se réservait, afin d'ouvrir la session, de requérir lui-même. Le 18 mai, il ordonna le transfèrement de la Roquette à la Conciergerie, pour le 19 et le 20, de 84 gardiens de la paix, gardes de Paris et inspecteurs de police.

Puis il abandonna la cour de cassation pour le champ de bataille. Avec ses substituts, il prit possession des locaux de la cour d'assises donnant sur le prolongement de la galerie des Prisonniers. Le bâtonnier Rousse, qui sollicitait un permis pour visiter les prêtres détenus à Mazas, trouva le redoutable procureur dans la chambre du conseil, entouré de ses collaborateurs. Eux, familièrement assis près d'une table et discutant. Lui, seul debout, « l'air actif et cassant » (1).

(1) Edmond Rousse, *Lettre à un ami*, t. II, p. 321.

D'une pièce voisine il avait fait son cabinet personnel. Mais il préférait le désordre et le bruit de la pièce commune. Dans la chambre du conseil furent prises les dernières dispositions. On décida que les jurés y recevraient, après le prononcé du verdict, une indemnité fixée à 5 francs par audience.

La session fut ouverte le vendredi 19 mai, à onze heures du matin. Elle avait pour décor la nouvelle et magnifique salle des assises, que l'image du Christ dominait. Mais il y manquait l'affluence, aux tumultueuses ondulations, suscitée par les grands procès criminels. Des fédérés, sans armes, assuraient aisément le service d'ordre : Seuls, quelques privilégiés, — des journalistes révolutionnaires, — avaient été admis, qui, à l'entrée, avaient pu produire la carte spécialement délivrée par le comité de salut public, ou, à défaut, un laissez-passer de la délégation de la justice.

Sur des bancs disposés devant le public, les délégués de la garde nationale prirent place. Tous étaient revêtus de l'uniforme. Après eux, très correctement habillé de noir, l'écharpe rouge en bandoulière, le procureur de la Commune fit son entrée sur l'estrade. Des substituts le suivaient. Ils gagnèrent leurs sièges.

Et de suite, Raoul Rigault parla.

A ce moment, fit-il un retour sur lui-même ? Voici qu'il parvenait, — le 19 mai, quelques heures avant la fin, — au sommet-escarpé de sa vie. De là, il pouvait contempler sa jeunesse aventureuse, dont les ambitions s'étaient, contre toute vraisemblance, réalisées l'une après l'autre. La guerre déclarée à l'Empire et la chute du régime. Les fonctions policières arrachées à la candeur d'un gouvernement improvisé, puis l'arme retournée contre celui-ci ; après de nouvelles émeutes, l'autorité bourgeoise en fuite. Alors, la chose énorme, dont l'annonce eût, un an auparavant, fait sourire. Lui qui, bohème impénitent, jadis dans les cafés du quartier latin jouait au policier, il était devenu le représentant du peuple à l'Hôtel de ville, le préfet insurrectionnel datant de la Cité ses décisions, le procureur de la Commune siégeant au palais de Saint-Louis. Et le jour de gloire était arrivé, où il dépassait ses maîtres, ajoutant aux invectives de Chau-

mette, d'Hébert, les mises en accusation véhémentes de Fouquier-Tinville, haranguant un jury révolutionnaire sur le siège des procureurs généraux.

Son allocution, nous la connaissons par les comptes rendus de la presse parisienne. « Nos lecteurs, commenta le *Tribun du Peuple* (1), ne regretteront pas la lecture de cette harangue qui, par la forme et le fond, tranche avec les banalités que les Delesvaux et les Devienne débitaient dans les circonstances analogues. » La camaraderie a de ces indulgences. En réalité le morceau est médiocre et, quoi qu'en ait dit l'organe de Lissagaray, fort banal, sans le souffle même de la passion. Il ne mérite d'être lu qu'en raison des projets qu'il révèle. — En voici l'exorde.

Aujourd'hui s'ouvrent les grandes assises révolutionnaires. La Commune compte sur votre énergie et votre patriotisme pour aider ses magistrats dans une tâche que les circonstances actuelles rendent si difficiles et si graves. Après avoir fui honteusement devant la colère et la justice du peuple, après avoir désorganisé tous les services, le gouvernement de Versailles montre les dents aujourd'hui. La Commune a su faire face à tous les dangers, répondre à tous les besoins. Ses bataillons victorieux infligent chaque jour de graves échecs aux ennemis du dehors. A vous d'en imposer aux ennemis du dedans et d'étouffer la trahison sur laquelle compte surtout M. Thiers. Nous sommes tous convaincus que vous ferez bonne et prompte justice. Malheureusement votre œuvre commencera trop tard, mais, comme dit le proverbe, il vaut mieux tard que jamais.

Puis, ayant exposé le rôle du jury, lu le décret voté le 5 avril, le procureur poursuivait :

Vous ne connaissez donc que des otages et vous n'avez à vous prononcer que sur la question de savoir si les individus soumis à votre verdict doivent être considérés, vu leurs antécédents, leur passé, leurs attaches, comme des otages... Dans quelques jours d'autres sections, assistées de juges, — car cette fois il y aura une pénalité à appliquer, — s'occuperont d'une catégorie différente, celle comprenant les prévenus proprement dits. Vous com-

(1) *Tribun du peuple* du 21 mai.

prenez qu'il y a une grande différence, par exemple, entre d'anciens sergents de ville, d'anciens gardes municipaux retenus comme otages et auxquels on ne peut reprocher aucun délit déterminé, et ceux qui ont commis des actes coupables et à qui des faits précis sont imputés, comme d'avoir ordonné de tirer ou d'avoir tiré sur le peuple. Ceux-là ne sont plus des otages, ce n'est plus le sort, mais la loi qui doit décider. Les otages au contraire, lorsque vous leur aurez reconnu cette qualité, seront remis à l'action administrative qui aura à statuer. Pour composer votre jury, la Commune a choisi ses membres parmi les délégués des bataillons... La Commune a voulu que ceux qui avaient fait notre grande révolution du 18 mars soient appelés à prononcer sur les coupables qui depuis vingt ans ont préparé et amené la situation où nous nous trouvons. Personne ne pouvait mieux remplir cette tâche à laquelle nul de nous ne faillira.

Si on laisse de côté les négligences de style et les lieux communs, ces nouvelles aussi données sur la situation militaire qu'une langue imagée eût qualifiées plus tard de *bourrage de crâne*, l'allocution contenait des précisions singulièrement intéressantes au sujet des accusés. Elle indiquait que le procureur n'avait pas renoncé à faire prévaloir ses vues, malgré le vote, confus d'ailleurs, du 17 mai. Pour la catégorie traduite devant le jury le premier jour, Rigault acceptait que l'on s'en tint à la conception du début. Gardiens de la paix et gardes de Paris pouvaient être retenus en la seule qualité d'otages. Selon l'euphémisme, ils seraient « remis à l'action administrative », sans être pour autant à l'abri de la tourmente. Par contre, l'application du décret ne suffisait plus en ce qui concernait les autres catégories. Elles étaient composées, non de prisonniers politiques, mais de coupables. A leur égard le procureur de la Commune s'obstinait, malgré les débats de l'assemblée. Il avait la certitude que Protot et la majorité de l'Hôtel de ville céderaient devant sa volonté, sous la pression des événements. Conviction exprimée sans vergogne : Quarante-huit heures après qu'ait été rejeté son projet de décret, il annonçait au jury sa revanche prochaine, la nomination de juges *qui appliqueraient les peines*, — ou la peine, la seule qu'il envisageât.

De l'auditoire, il n'avait point à redouter un désaveu. Les fédérés accueillirent fort bien la promesse et les compliments. Des acclamations lui répondirent. L'audience fut suspendue aux cris de « Vive la Commune ! »

À trois heures de l'après-midi, les débats commencèrent. Afin de gagner du temps, il avait été décidé que les deux sections siégeraient à la fois. Devant la première, dans la grande salle des assises, comparaitraient les gendarmes et gardes de Paris. La seconde, dans l'ancienne chambre des appels de police correctionnelle, réglerait le sort des gardiens de la paix.

La même disposition avait été adoptée de part et d'autre. Les douze jurés étaient cette fois assis sur l'estrade, en demi-cercle, occupant les fauteuils réservés normalement à la cour. Au siège du ministère public il y avait Rigault dans la salle principale, et, l'assistant, le substitut Huguenot ; Breuillé, à l'autre section. Un piquet de Vengeurs de Flourens faisait la police de l'audience. Quelques personnes munies de la carte réglementaire s'étaient présentées pour assister aux débats. Une vingtaine. Parmi elles Edmond de Pressensé, témoin assidu des drames judiciaires de la Commune. Gilles Laviolette. Son confrère André Rousselle, qui devant le 3^e conseil de guerre de Versailles devait défendre Urbain, l'ennemi acharné des otages.

La plupart des spectateurs donnèrent aux débats que dirigeait Raoul Rigault leur préférence.

Là, les accusés comparaissent par séries. Un groupe de quatre otages, puis, successivement, deux groupes de cinq. Tous, des gardes de Paris ou des gendarmes faits prisonniers à Montmartre, le 18 mars. Contre eux le procureur se prodigue. « C'est en vain, notera, satisfait, le *Tribun du Peuple* (21 mai), que ces malheureux essayaient d'échapper aux étreintes du citoyen Rigault. Il les secouait aussi rudement dans de courts et énergiques réquisitoires qu'il a dû l'être jadis par les mains malpropres de ces honnêtes agents. » L'interrogatoire au cours duquel président du jury et fédérés disent leur mot est cyniquement tendancieux. A travers les détenus, c'est le procès de la gendarmerie sous

tous les régimes qui est fait. L'hypothèse devient un mode d'accusation. « Auriez-vous tiré sur le peuple le 18 mars ? » demande-t-on à l'un. Pour un autre, cette question : « Qu'auriez-vous fait en décembre 1851 ? » Et après que chaque groupe a été interrogé, Rigault requiert.

Citoyen, vous vous rappelez les assassinats commis à Versailles sur nos généraux et sur des victimes qui, pour être plus obscures, n'en sont pas moins intéressantes. La Commune de Paris a décidé alors qu'elle userait de représailles sur les otages qu'elle avait entre les mains. Or, les accusés ici présents ont-ils cette qualité ? Je crois que oui. Ces hommes ont fait partie de la garde de Paris, que nos épaules connaissent encore mieux que nos intelligences. Après avoir rétabli l'ordre sous le gouvernement de Bonaparte, ils l'ont rétabli sous le gouvernement du 4 septembre et sous celui de Thiers et de Picard. C'est pour cela que nous vous demandons de déclarer que ces hommes sont des otages. Les faits sont palpables, établis, il n'y a donc pas de défense à entendre.

Pas de défense, et en tout cas pas de défenseur. Aucun avocat n'a été choisi ou désigné pour plaider en faveur des otages. Quant aux accusés, la plupart ne sont pas en état de se disculper. La véhémence de l'attaque les a désarmés et ceux qui prennent la parole manquent de sang-froid. Ils invoquent les ordres reçus, protestent de leurs intentions amicales. « Nous avons fraternisé avec les gardes nationaux de Montmartre auxquels nous nous sommes rendus. Nous avons bu avec eux. Ils ont bu avec nous. » L'un d'eux montre plus de dignité. Il dit seulement : « Je n'ai rien à répondre, sinon qu'on se souvienne que j'ai une femme et des enfants. »

Ce sont là de vaines excuses pour un Rigault. En peu de mots le procureur les écarte.

Je ne comprends pas que des hommes appartenant à la garde de Paris, puisqu'il faut l'appeler par son nom (*sic*), s'assimilent à des soldats. Les soldats, on sait comment nous les traitons quand ils viennent à nous... Si vous étiez des soldats, le peuple de Montmartre ne s'y serait pas trompé, et de même que les hommes

du 88° de ligne ne sont pas sur ces bancs, vous n'y seriez pas non plus... Je requiers que les débats soient clos.

Pour le président, c'est un ordre. Le jury se retire, et pendant quelques minutes délibère. La question, unique, est posée sous cette forme : « Ces hommes qui comparaissent devant vous doivent-ils être inscrits sur la liste des otages ? » Ici d'ailleurs le décret publié le 23 avril a fait preuve de libéralisme. Aux termes de l'article 9, les accusés ne peuvent être *déclarés coupables* qu'à la majorité de huit voix sur douze. En ce qui concerne le premier groupe, trois otages sont retenus par onze voix contre une. Un accusé bénéficie d'un verdict de faveur, la thèse de l'accusation n'ayant recueilli que sept voix contre cinq. Décisions semblables pour la seconde série. Le verdict est affirmatif en ce qui concerne quatre accusés, négatif pour le cinquième. Mais les cinq gardes du dernier groupe sont *déclarés coupables*.

L'audience est alors levée, à six heures dix du soir, sur une intervention de Huguenot. Le substitut déclare que l'image du Christ va être enlevée de la salle et remplacée par celle de la République.

Dans le même temps s'étaient déroulés les débats de la seconde section. La méthode suivie avait été cependant très différente. Conformément aux instructions de Breuillé, les gardiens de la paix étaient venus un à un. Puis on avait emmené les accusés, tous, sauf l'un d'eux, retenus comme otages.

Les deux séances ont été excellentes, conclut, trois jours après, le *Réveil du Peuple*. Elles produiront le meilleur effet. Les jurés ont agi avec toute la sévérité que comportaient les circonstances et en même temps avec une indulgence toute républicaine... Il y a enfin des juges à Paris !

A cet enthousiasme le *Tribun du Peuple* (21 mai) n'apporta qu'une réserve. « Dans la salle voisine, le citoyen Breuillé y mettait plus de douceur, et nous le regrettons presque, tout amis que nous soyons des formes et des convenances judiciaires, car il avait presque exclusivement affaire aux mouchards qui profitaient de sa modération et de son inex-

périence pour exécuter des sorties parfois heureuses (*sic*). » Par contre, le journal ne ménagea pas au jury son approbation. « Quant aux jurés, ils étaient parfaitement pénétrés de leur rôle... *Alliant une indulgence toute républicaine à une juste sévérité*, ils prononcèrent devant nous quelques acquittements sur lesquels une chambre impériale d'appel de police correctionnelle reviendrait certainement. »

On l'a vu, l'*indulgence toute républicaine* du jury d'accusation ne s'était que rarement exercée. Deux otages sur quatorze avaient été relaxés dans la première section, un dans la seconde. Tout au moins Breuillé respecta-t-il, à cet égard, la décision des jurés. Sur le champ, après un verdict négatif, il avait rédigé cet ordre, contresigné par le président du jury (1).

Ordre de mise en liberté

Paris, le 49 mai 1871.

Le citoyen Bombais, Claude-Marie, détenu à la prison de la Grande-Roquette, déclaré par le jury à l'unanimité *non-otage* sera mis immédiatement en liberté.

Le substitut, BREUILLÉ.

Le président du jury, LAGARDE.

Le greffier (signature illisible).

Le lendemain, le jury d'accusation se réunit à nouveau. Cette fois la 4^e section avait été convoquée. Mais visiblement l'attention se détournait du Palais. Elle se portait vers les remparts, où la bataille se précisait de Passy au Point-du-Jour. Dans la salle des assises, il n'y avait que trois ou quatre spectateurs. Assignés pour dix heures, les jurés eux-mêmes, et Huguenot, représentant le ministère public, prirent place avec plus d'une heure de retard. Ils durent attendre encore les accusés, que l'on avait négligé d'extraire à temps.

Comme la veille, des gardiens de la paix et des gardes de Paris défilèrent devant les fédérés. Eux aussi avaient été arrêtés le

(1) Document inédit. (Dossier concernant Breuillé. Ministère de la guerre.) Retrouvées à la Grande-Roquette, ces instructions étaient libellées sur une feuille portant l'en-tête *Cabinet du procureur de la Commune*, et le timbre *Commune de Paris. Substitut du procureur. Parquet*. — Le nom du président Lagarde, 2, rue des Enfants-rouges (3^e arrondissement), figure dans la liste des délégués tirés au sort, pour la 2^e section, le 6 mai 1871.

18 mars. Harcelés par l'accusation, ils soutinrent le même système de défense que leurs camarades. La nécessité de gagner leur vie. L'ignorance dans laquelle on les avait tenus de l'attaque projetée contre la Butte. Faibles moyens qui n'attendrissent pas les juges. Aux côtés du substitut, les membres du jury se dressèrent en accusateurs. « Entre une punition pour refus d'obéissance et la prévision d'avoir à tirer sur le peuple, interrogeait Huguenot, vous n'avez pas hésité ? » — Puis un juré d'intervenir : « Vous dites qu'aucun fusil n'était chargé, et cependant il y a eu des victimes parmi nous ! » — « D'autres ont donné leur démission, dit à son tour le président, pourquoi n'avez pas fait de même ? » D'un jury, de telles manifestations d'opinion eussent entraîné à une autre époque, après les réserves des défenseurs, la cassation de l'arrêt. Elles se produisirent d'une façon continuelle au cours des deux audiences de la journée. Entre temps, aucune plaidoirie. Mais le substitut requit à deux reprises, après que chaque série d'otages eut été interrogée. Dans ses observations rapides, on cherche vainement un effort de démonstration. Le seul souci qui s'y manifeste est d'accuser de bonapartisme la police et le gouvernement de Thiers. « Vous feriez mieux d'être francs et de nous dire : Eh bien oui, je suis allé à Montmartre, sachant ce que j'y allais faire. *Oui, je suis bonapartiste, et je soutenais le gouvernement par conviction !*... Vous feriez plus d'impression de la sorte sur l'esprit des citoyens jurés que lorsque vous essayez de vous abriter derrière la discipline ou l'ignorance. » — Cependant, que le jury ait trahi sa lassitude ou qu'ait manqué le procureur, les verdicts ne valurent pas les précédents en fermeté. Dans un premier groupe de neuf otages, deux furent écartés, et quatre dans une série de dix.

La décision put indigner le parquet de la Commune. Elle ne l'embarrassa pas. D'accord sans doute avec Rigault, le substitut marqua son dédain des préjugés de la justice bourgeoise et la subtilité de son esprit. Aux accusés « retenus par le verdict du jury d'accusation », il fit application de l'article 4 du décret voté le 5 avril. Tous furent réincarcérés et déclarés « otages du peuple de Paris ». Pour les six autres, il

pensa tenir suffisamment compte du verdict négatif en changeant la formule. On aurait peine à croire à tant d'impudeur, si je ne reproduisais le texte même des instructions par lui transmises (1) :

Paris, le 20 mai 1871.

Ordre est donné au directeur de Mazas de recevoir les nommés Renaud, Nicolas ; Guénée, Ch.-Dominique ; Javelot, Joseph ; Besançon, Casimir-Auguste ; Forestier, Jean-Baptiste ; Guyot, D. ; déclarés non-otages par la 4^e section du jury d'accusation, et retenus pendant la durée de la guerre.

Le substitut du procureur,
A. HUGUENOT.

Pour ces malheureux, une décision aussi arbitraire n'était pas sans péril, à une heure où les audiences révolutionnaires allaient disparaître devant la brutalité de l'action.

Le 20 mai, le *Journal officiel* avait convoqué les jurés des 1^{re} et 2^e sections pour le lundi suivant ; pour le mardi, les jurés des 3^e et 4^e. On annonçait la grande semaine. Tout d'abord devaient être jugés les derniers gardes et policiers. Le bruit courut, pendant l'audience du 20, que l'archevêque de Paris comparaitrait le mardi ou le mercredi. Ensuite seraient jugés les autres ecclésiastiques, le président Bonjean, le surplus des otages. Contre Chaudey, le procureur aiguissait sa haine. Ces affaires allaient amener à la barre quelques défenseurs. Le bâtonnier Rousse et Plou pour les prêtres. D'autres sans doute. M^r Laviolette manifestait l'intention de plaider.

Mais cette semaine-là fut seulement celle des barricades. Le jury d'accusation n'avait siégé que deux jours. Il cédait la place à l'aveugle passion populaire (2).

(1) *Document inédit.* (Dossier des poursuites contre Huguenot, Ministère de la guerre.) L'ordre présente le même aspect extérieur que le précédent.

(2) Au sujet du jury d'accusation, de la préparation de la session, de ses audiences, on consultera avec intérêt, en dehors des ouvrages généraux de Flaux, Dubreuilh, Du Camp, etc..., les renseignements plus précis fournis par Da Costa, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 435 et s., t. II, p. 103, 242, etc..., de Pressensé, *op. cit.*, p. 580 et s., Dabot, *op. cit.*, p. 201-202, Rousse, *Lettres à un ami*, t. II, p. 321 et s., Prolès, *Les hommes de la*

En même temps qu'il interrompait la session du jury, l'assaut donné par l'armée versaillaise mit fin aux audiences de l'Hôtel de ville. A ce moment précis, en effet, l'assemblée parisienne siégeait comme haute-cour de justice (1).

La Commune avait de bonne heure suspecté ses propres membres. Dès la nuit du 1^{er} au 2 avril, Assi avait été mis en état d'arrestation, alors qu'il quittait la salle des séances. Il était accusé d'avoir transmis à *Paris-Journal* le compte rendu des débats, encore secrets, de l'Hôtel de ville. D'autres griefs avaient été formulés contre lui. On rappelait ses rapports avec Rouher, avec Ernest Picard, sa qualité, suspecte déjà, de membre du Comité central. De là au soupçon le plus grave, il n'y avait qu'un pas, vite franchi. On avait murmuré le mot de trahison.

La semaine suivante, le général Bergeret était à son tour arrêté. Sa disgrâce avait suivi de près la nomination de Cluseret à la guerre et le fâcheux combat sous le feu du mont

révolution de 1871, Raoul Rigault, p. 64 et s., E. Pottet, Histoire de la Conciergerie, cité par Rey et Féron, op. cit., p. 359. Plus spécialement, pour les débats devant le jury d'accusation, voir les journaux ci-après : Tribun du Peuple du 21 mai, Reveil du Peuple du 22, Bulletin du jour des 21 et 22, Paris-Journal du 22, Le Français des 22 et 23, et l'ouvrage de Moriac, déjà cité, Appendice, note P, p. 426. J'ai d'autre part recueilli d'utiles précisions dans les dossiers classés au Ministère de la guerre, dans celui entre autres concernant les poursuites exercées contre Ranc. Il contient les dépositions de M^e André Rousselle, de plusieurs gardes traduits devant le jury et un plan des deux salles d'audience. M. Gilles Laviolette a bien voulu me faire part de ses souvenirs.

(1) Le Comité central prétendit également s'attribuer des pouvoirs judiciaires. Il se prononça sur des faits reprochés à plusieurs de ses membres. En ce qui concerne l'acquittement de Chouteau et de Billioray, la condamnation des généraux Henry et du Bisson, de Ganier d'Abin, de Wilfrid de Fonvielle, se reporter aux ouvrages de Maxime Du Camp, t. II, p. 50-51, t. IV, p. 97, de P. Delion, *Les membres de la Commune et du Comité Central*, p. 258, 314, 337, etc... Le fait a été démenti par Edouard Moreau. Il faut s'entendre. Sans doute, le Comité central n'eut jamais les pouvoirs réguliers d'une juridiction criminelle, moins encore le moyen de faire exécuter ses propres jugements. Mais, émanation de la garde nationale, il s'arrogea, en raison de ce caractère, un droit de contrôle très étendu qui ressemblait à s'y méprendre à l'exercice d'un pouvoir juridictionnel. Le Comité central s'engagea d'ailleurs fort loin dans cette voie. Ses menaces visèrent même des Parisiens n'appartenant pas à la garde nationale. Dans son numéro du 23 mars, le *Journal officiel* annonça que « les écrivains de mauvaise foi de la presse réactionnaire » seraient immédiatement déferés au Comité central de la garde nationale ». Semblable avis fut publié le lendemain au sujet des individus convaincus de corruption ou de tentative de corruption.

Valérien. Il était rentré à Paris vaincu, mais non point abattu. Servir sous les ordres du nouveau délégué, dont il ne partageait pas les conceptions, lui avait semblé bientôt intolérable. L'hôtel de la place Vendôme devint un centre d'intrigues, tout au moins contre le Ministère de la guerre. A ces machinations, Cluseret répondit par deux mesures. Le 6 avril, il nomma Dombrowski « commandant de la place de Paris en remplacement du citoyen Bergeret, appelé à d'autres fonctions ». Décision tout aussi rigoureuse, l'arrêté, invoquant « l'organisation démocratique de la garde nationale », supprima le grade de général. Alors Bergeret, doublement blessé dans son orgueil, brandit son titre de membre du Comité et menaça de soulever les gardes nationaux. La tentative de rébellion ne troubla point Cluseret. Le délégué fit arrêter le factieux qui fut conduit à Mazas. Puis il avisa de l'incident la Commune.

Cette dernière se trouvait saisie de l'arrestation de deux de ses membres, tous deux, par surcroît, du Comité central. Elle décida de les entendre et de les confronter avec leurs accusateurs. L'ex-général et l'ex-commandant militaire de l'Hôtel de ville comparurent le 12 avril devant l'assemblée, en séance secrète. Assi s'en tira aisément. Il protesta de la pureté de ses intentions comme de la loyauté du Comité central. La Commune, qui ne voulait rien briser, applaudit à ce langage. Gardé quelques heures encore dans une salle de l'Hôtel de ville, Assi fut mis en liberté le lendemain. Bergeret par contre se heurta à l'animosité de Cluseret. Le délégué l'attaqua vivement, lui reprocha son insubordination, la défaite aussi du 3 avril. Mais Bergeret savait se défendre et la chance le favorisa : L'assemblée décida l'ajournement de la discussion, qui reprendrait lorsqu'une commission, composée de Protot, de Rancvier et de Beslay, aurait déposé son rapport. Ce fut le 22, sur une intervention d'Avrial, que l'affaire fut évoquée de nouveau. Pendant ces dix jours, la situation s'était modifiée. Cluseret ne jouissait plus du même crédit auprès de ses collègues. Adoptant les conclusions de la commission d'enquête, la Commune, sans débats, à mains levées, vota la libération de Bergeret. Le général réapparut, introduit par Pindy. A

ce moment, il lui souvint d'une phrase célèbre, que la résignation avait inspirée. « La Commune, dit-il, a jugé à propos de me mettre en état d'arrestation. Elle vient de me faire mettre en liberté. Je tiens à déclarer que je n'apporte ici aucun ressentiment d'amertume, mais au contraire mon dévouement tout entier. » — On affirme, il est vrai, qu'à Mazas il avait montré moins de stoïcisme. Il s'était écrié que Cluseret ne tarderait pas à partager son infortune. Un médiocre général peut se révéler bon prophète.

Le 30 avril, Cluseret était à son tour révoqué de ses fonctions et arrêté.

J'ai indiqué les conditions dans lesquelles, au cours de la matinée, une dépêche affolée de Mégy avait annoncé au Ministère de la guerre la première évacuation du fort d'Issy. Cluseret avait agi vigoureusement. Il était parti sur l'heure. En route, il avait rallié la garnison débandée. Se jetant dans la mêlée avec quelques bataillons, il avait pu faire réoccuper les ruines de la forteresse. A ce moment, des renforts étaient survenus, et des canons.

Le péril immédiat était conjuré. Mais de l'incident la Commune retint moins la vaillance dont le délégué avait fait preuve que son propre effroi. Elle était agitée elle-même par le grand débat sur le comité de salut public qui, depuis deux jours, dressait contre les socialistes la majorité jacobine. L'alerte d'Issy bouleversa l'assemblée et influa gravement sur ses décisions. Au moment où Cluseret, dans la soirée du 30, rentrait tout couvert de la boue des tranchées, il apprit que la commission exécutive le demandait. Il se rendit à l'Hôtel de ville. Là, devant la porte de la salle des séances, ce fut Pindy, encadré d'un piquet de la garde nationale, qu'il rencontra. Pindy, le commandant militaire de l'Hôtel de ville, qu'en raison de ses fonctions particulières les membres de la Commune ne voyaient jamais sans quelque appréhension. Au délégué le commandant annonça qu'il avait reçu de la commission exécutive mandat de l'arrêter. La prophétie de Bergeret se réalisait. Vers minuit, Cluseret fut conduit à Mazas.

Parmi les arrestations dont les membres de la Commune

furent l'objet, celle de Cluseret produisit l'impression la plus vive. Elle révélait à la population parisienne une situation militaire grave. La ceinture des forts était entamée, l'assaut décisif, proche. Dans le domaine de la politique pure l'événement suscitait aussi des craintes. Son puritanisme avait valu à Cluseret de nombreuses antipathies. Maintenant, contre un adversaire désarmé les pires suspicions prenaient corps. Ne mâchant pas ses mots, la *Commune* du 3 mai accusa Cluseret de s'être « laissé acheter par Versailles ». Le soupçon était injuste. Mais il trouvait quelque fondement dans les imprudences du délégué, ses négligences dans l'administration de la guerre, des entrevues avec certains personnages suspects comme Arronsohn, des relations suivies avec le clergé, une guerre nettement déclarée à l'ex-Préfecture.

Certains en conclurent que les poursuites exercées provoqueraient de fâcheuses découvertes. Quant aux membres de la minorité, ils pensèrent qu'ils avaient des motifs plus sérieux encore d'inquiétude. Sourdement menacés par les débats sur le comité de salut public, ils eurent peur d'être eux-mêmes un jour décrétés d'accusation, livrés à Rigault.

Cette double préoccupation assura, pour une fois, un vote unanime de l'assemblée. Alors que Cluseret, gardé à vue dans l'antichambre de l'Hôtel de ville, attendait son transfert à Mazas, Vésinier proposa un amendement au décret en discussion. Un article serait inséré aux termes duquel les représentants ne pourraient être traduits que devant la Commune. Cette disposition avait un rapport lointain avec le décret sur le comité de salut public. Mais chacun jugea qu'il y pouvait trouver son bénéfice. Le texte fut voté d'enthousiasme.

Dans la Commune, qui ne manquait pas de tribunaux d'exception, une juridiction nouvelle était créée.

Il n'apparut pas dès l'abord que la détention de Cluseret en serait abrégée ou rendue plus douce. Le 6 mai, par l'intermédiaire de Gambon, l'ancien délégué fit exprimer à la Commune son étonnement de n'avoir point été mis à même de se défendre, et plusieurs de ses collègues rappelèrent que,

conformément à une décision générale adoptée, il aurait dû être interrogé dans les vingt-quatre heures. Il se plaignit de la cellule « malsaine où il étouffait ». Plus encore, de sa mise au secret sur un ordre rigoureux de Protot. « Venez donc ensuite, conclut-il plus tard (1), parler des tribunaux secrets de l'Inquisition et reprocher à Versailles ses conseils de guerre ! »

La situation de Cluseret s'améliora toutefois au cours des journées suivantes. Rossel avait pu intervenir en faveur du prisonnier avant d'être frappé lui-même. Le temps aussi faisait son œuvre. Aux ressentiments contre l'ex-délégué d'autres haines se substituaient. Cluseret quitta Mazas le 9 mai, pour résider dorénavant, libre sur parole, à l'Hôtel de ville.

Il apprit alors qu'il venait d'être l'objet de deux mesures gracieuses. L'une d'elles supposait un retour de confiance singulier, à moins qu'elle ne trahît seulement le désarroi du gouvernement communal. La *Justice* (numéro du 12 mai) en rendit ainsi compte : « Hier (en réalité le 9), le citoyen Cluseret, extrait de Mazas pour comparaître devant la Commune, a été sur sa demande autorisé par le comité de salut public à se rendre à Issy. Il était accompagné du citoyen Vésinier. Le citoyen Cluseret s'est mis en rapport avec le commandant Brunel, et avec lui il a visité toutes les positions... Le citoyen Cluseret est rentré à 5 heures à l'Hôtel de ville, où il s'est constitué prisonnier. »

En même temps, marque d'une rare bienveillance, il obtenait d'être interrogé. Pindy, en effet, tout d'abord chargé de l'enquête, ayant négligé d'exécuter son mandat, l'assemblée avait confié les mêmes pouvoirs à une commission de trois membres. Deux d'entre eux, Vermorel et Vallès, étaient favorables à l'accusé. Le troisième, Jules Miot, un jacobin, nettement hostile.

Ce fut, il est vrai, ce dernier qui dirigea l'information et exerça les fonctions de rapporteur. De sa bouche, Cluseret, dans la soirée du 9, au moment où il revenait de l'inspection

(1) Cluseret, *op. cit.*, t. II, p. 84.

effectuée sur le front sud, apprit les charges dont il était l'objet. Onze chefs d'accusation avaient été découverts par Miot. Ils constituaient un assemblage étrange, dont la Commune devait connaître, et qui mêlait aux reproches du présent les griefs les plus fantaisistes, portant sur le passé. Les événements militaires, les entretiens relatifs à l'archevêque. Mais également les commérages recueillis de Delescluze, l'adversaire résolu de Cluseret : Un propos tenu jadis à Ledru-Rollin, au sujet de la famille d'Orléans, le mouvement séparatiste de la Savoie en 1864, le rôle joué par l'accusé chez les fénians, puis, en 1870, à Lyon et à Marseille. Sur tous les points, Cluseret s'expliqua sommairement. Ses réponses furent consignées au bas de chaque question posée.

L'interrogatoire n'établissait pas à lui seul la culpabilité de Cluseret. Lorsqu'il fut achevé, Vallès et Vermorel exprimèrent leur opinion. Il fallait, d'après eux, s'en tenir là et saisir la Commune d'un rapport. Satisfait cependant de son personnage, Miot s'y refusa. Il déclara qu'un supplément d'information était nécessaire. Cluseret demeura prisonnier, si l'on peut dire, dans les salons dorés de l'Hôtel de ville.

A la vérité, le rapporteur limita désormais son zèle. La pensée ne lui vint même pas d'entendre les membres de la commission exécutive qui avaient décidé l'arrestation de leur collègue. Il se contenta de classer une lettre qu'à ce sujet Andrieu lui avait spontanément envoyée, et la déclaration d'un chef de bataillon accusant de négligence la délégation de la guerre. Il est vrai qu'il prescrivit des recherches au Ministère des affaires étrangères, dans le but de retrouver un rapport datant du second Empire et ayant trait aux événements de la Savoie (1). Du moins eût-il fallu conclure, exprimer un avis autorisé. Jules Miot s'en souciait peu. La commission ne fut plus réunie.

Elle aurait eu cependant fort à faire. D'autres représentants avaient été écroués au cours des journées précédentes.

J'ai raconté la piquante histoire de Pourille, dit Blanchet,

(1) Paschal Grousset fit allusion à ces recherches au cours d'une audience du 3^e conseil de guerre de Versailles (29 août 1871).

convaincu, le 5 mai, d'avoir dissimulé sous un nom imaginaire une condamnation pour banqueroute, sa double qualité surtout d'ancien policier et de capucin défroqué (1). Après une enquête sommaire de Ferré et des aveux reçus par le comité de sûreté générale, le héros de l'aventure avait été, sur mandat du parquet, conduit à Mazas (2). Rigault en avisa tout aussitôt l'assemblée. Il fit observer qu'il se conformait ainsi à la volonté de la Commune. L'arrestation d'ailleurs se justifiait aisément. Pour rappeler que Pourille « avait toujours voté avec la majorité », la voix du procureur se teinta de mélancolie. Mais le présent n'effaçait point un tel passé. Rigault conclut sans faiblir : « Persuadé que, sous ce nom de Blanchet, il pouvait avoir commis un faux, j'ai cru qu'il fallait l'envoyer à Mazas. C'est sous cette inculpation que je l'ai fait arrêter. »

L'exposé suffit à la Commune, qui enregistra en même temps la démission qu'avait obtenue Rigault. Mais le prisonnier se montra moins satisfait. Le soir même, protestant à la fois contre la procédure suivie et contre la démission qui lui avait été arrachée, il écrivait (3).

« La Commune a nommé une commission d'enquête de trois membres... Je n'ai pas été interrogé par cette commission. La Commune a décidé qu'un de ses membres arrêté devait comparaître devant la Commune dans le plus bref délai. Je suis prêt à répondre à la commission de sûreté générale, qui a cru devoir m'interroger sans la commission d'enquête, me faire arrêter et donner ma démission que la Commune ne peut accepter dans les circonstances actuelles d'après sa décision, à moins qu'après m'avoir entendu elle croie devoir me chasser de son sein. »

Visiblement, la lettre trahissait le désarroi de son auteur. Si le style s'en ressentait, l'inquiétude de l'ancien représen-

(1) Voir ci-dessus, chapitre III.

(2) « Le directeur de Mazas recevra et gardera au secret le détenu Pourille, dit Blanchet. — 5 mai 1871. — Le procureur de la Commune. Raoul Rigault. » (*Document inédit*. Dossier concernant Blanchet. Ministère de la guerre.)

(3) *Document inédit*. Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris.

tant perçait à chaque mot, et son désir de n'être point, comme tant d'autres, oublié en prison.

Ce que Pourille souhaitait avant tout, c'était d'être jugé par l'assemblée communale. Il lui semblait qu'avec elle il pourrait s'entendre. Il évoquerait la fidélité de ses votes, la similitude des haines. Pour cela, il lui fallait être interrogé par la commission spéciale dont il escomptait le libéralisme ; au besoin, comparaître à nouveau devant le comité de sûreté générale. Sa démission ? Par prudence, il contestait qu'elle fût valable, il s'en remettait à la seule Commune du soin de l'accueillir ou de la refuser.

Vains efforts. Deux semaines plus tard, il adressait à plusieurs membres de la majorité, parmi lesquels Ledroit, Bergeret, Delescluze, ce second billet qu'exaspérait l'impatience.

Quoique innocent, et victime de la machination infernale d'une femme résidant à Lyon, je me suis laissé écrouer parce que la Commune avait décrété que tout citoyen serait interrogé dans les quarante-huit heures, et que tout membre de la Commune comparaitrait devant elle à la plus prochaine séance qui suivrait son arrestation (*sic*). Et voilà quinze jours que je suis sous les verrous, que l'air me manque et que je ne sais rien du dehors. Les curés, les conspirateurs reçoivent des journaux et sont traités avec égard. Dois-je être assassiné par les Versaillais ? La Commune soupire-t-elle après ma mort ? Suis-je trop zélé pour quelques-uns... ?

La Commune ne soupirait point après sa mort. Elle l'avait abandonné. Pourille ne connut ni l'angoisse d'un nouvel interrogatoire, ni les honneurs de la haute-cour. Pour qu'il fût délivré, il fallut la victoire de ces Versaillais que maudissait son dernier appel. Les portes de Mazas s'ouvrirent lorsque l'armée eut pénétré dans Paris. Sans chercher alors d'où venait le vent, désabusé, l'ancien capucin, l'ancien membre de la Commune prit la fuite.

Allix avait dû à des circonstances différentes ses deux arrestations successives. Représentant, par la grâce d'un petit groupe d'électeurs, le 8^e arrondissement, il siégeait le plus souvent à la mairie de l'Elysée, qu'il avait occupée de vive force dès la fin du mois de mars. Il avait donné, assure-

t-on, maints signes de dérangement cérébral. La chose ne surprend guère lorsqu'on songe à la carrière de ce digne collègue de Babick. Je n'entends critiquer ni sa conduite pendant les journées de juin ni sa participation au complot de l'Hippodrome. Mais il était l'inventeur d'un système bien spécial de télégraphie, basé sur l'accouplement d'escargots sympathiques. L'administration de la mairie du 8^e avait eu à souffrir, on le conçoit, d'une aussi grande originalité. Malheureusement pour Allix, elle se trouvait sous le contrôle aussi de Rigault, que les mêmes électeurs avaient choisi. Dès lors, il suffit d'un incident nouveau pour entraîner, le 10 mai, l'arrestation de l'incompris. En même temps, des scellés étaient apposés dans le cabinet du maire. L'assemblée communale fut mise au courant le lendemain de ce qui s'était passé. Raoul Rigault n'assistait point à cette séance. Les représentants en manifestèrent la joie d'écoliers que leur maître ne surveille plus : Ils décrétèrent la mise en liberté de l'amateur d'escargots. Bref accès d'indépendance. Les circonstances permirent bientôt au procureur d'avoir le dernier mot. Vingt-quatre heures après, il apprit à ses collègues qu'à peine libéré Allix s'était précipité à la mairie, et qu'il avait brisé les scellés. « Etourderie, crime ou folie », conclut-il. En attendant d'être fixé sur ce point, il l'avait, pour la seconde fois, fait écrouer. La Commune opina pour la folie. Elle ne jugea point Allix, qui ne fut plus détenu, mais interné.

L'assemblée ne connut pas davantage des accusations portées contre Brunel. Au surplus, Babick demanda trop tard (séance du 20 mai) le transfèrement à l'Hôtel de ville du représentant, qui était l'objet d'une information de la part d'un juge rapporteur à la cour martiale (1). — L'assemblée ne connut pas davantage des faits graves relevés à la charge d'Emile Clément. Nous savons les conditions dans lesquelles l'élu du 17^e arrondissement avait été arrêté (2). Il fut désigné à cette occasion une *commission d'enquête*,

(1) Voir ci-dessus, même chapitre.

(2) Voir ci-dessus, chapitre VI.

formée de façon singulière, car elle comprenait deux membres seulement, l'un et l'autre (comme Emile Clément il est vrai) du comité de sûreté générale, Aminthe Dupont et Chalais. La commission publia au *Journal officiel* du 21 mai son rapport, daté de l'avant-veille : Deux lettres, adressées en 1862 par Clément au préfet de police impérial, y étaient analysées. Le signataire des documents exprimait son désir d'être admis auprès de l'empereur pour « l'instruire de bien grandes choses qui pourraient asseoir sa dynastie sur des bases inébranlables ». Dans la seconde supplique il se faisait plus ardent et surtout plus précis : « Tout à l'empereur, corps et âme, jour et nuit », il suppliait le préfet de « se confier dans le cœur pur qui venait, sans aucun intérêt, lui offrir tout son dévouement (*sic*) ». Pour si blasé que l'on pût être après une série de révélations fâcheuses, la découverte nouvelle ne manquait pas d'être troublante. Une enquête plus approfondie s'imposait toutefois. Les rapporteurs la jugeaient indispensable, rien n'établissant que les offres faites eussent été acceptées par la police impériale. En attendant le résultat des recherches, Clément demeurerait détenu. Mais on sait que les événements allèrent plus vite que les enquêteurs. L'affaire ne fut jamais soumise à la Commune. — Pas plus que l'assemblée ne connut de l'arrestation même de Clémence, effectuée dans les derniers jours. Les motifs de l'incident sont demeurés incertains. Il est permis de penser qu'ils se rattachaient à l'attitude prise par le représentant, membre impénitent de la minorité. Au cours de la semaine, d'ailleurs, tous ses collègues de l'opposition avaient failli subir le même sort (1).

Que l'indifférence du parquet le puisse expliquer, ou la lenteur des commissions d'enquête, ou l'évanouissement prochain du régime, la Commune fut rarement admise, on le voit, à statuer sur les inculpations dont ses membres avaient

(1) Voir ci-dessus, chapitre III. Incidemment, à diverses dates, l'arrestation d'autres membres de la Commune fut envisagée. Le 22 avril, J.-B. Clément demanda des poursuites contre Félix Pyat en raison d'articles publiés par le *Vengeur*. Vésinier fut décrété d'arrestation dans les derniers jours, à la suite de certaines négligences imputables au directeur du *Journal officiel*.

été l'objet. Avec quelle imprudence la minorité avait pris l'engagement de ne plus siéger, sinon pour participer aux jugements de l'assemblée révolutionnaire ! Le serment eût risqué, s'il avait été tenu, d'écarter l'opposition de l'Hôtel de ville, sans que pour autant fussent suspendues les arrestations des représentants.

Après les brèves comparutions d'Assi, de Bergeret, seul Cluseret fut traduit devant la haute-cour communale.

Le 20 mai, il avait été donné lecture aux représentants d'une lettre dans laquelle l'ex-délégué renouvelait ses protestations.

Voilà vingt jours que, détenu préventivement, j'appelle en vain celui (*sic*) de la justice. Et pourtant nous avons tous combattu contre la détention préventive. Comme membre de la Commune, j'ai droit à mon siège. Comme enfant de Paris, j'ai droit à défendre ma ville natale. Comme homme, j'ai droit à la justice. Ne me la refusez pas. A quoi suis-je utile ici ? Et surtout, pénétrez-vous bien de cette pensée que je suis de ceux qui croient qu'il y a autant de gloire à obéir qu'à commander quand le peuple commande.

Le billet valait plus par son tour déclamatoire que par sa forme. Il était produit surtout à une heure favorable, au moment où, devant la gravité d'une situation nouvelle, s'atténuaient des griefs anciens. Régère, qui présidait, proposa que le procès contre Cluseret fût mis à l'ordre du jour du surlendemain, « avec injonction à la commission d'enquête de se présenter ». Il n'y eut point de discussion. L'assemblée précisa qu'il serait procédé à un appel nominal et que Cluseret serait entendu.

Ce fut une séance singulièrement émouvante, que celle du dimanche 21 mai. L'annonce des débats judiciaires avait attiré un grand nombre de représentants. Delescluze, l'accusateur acharné de Cluseret, manquait, retenu rue Saint-Dominique-Saint-Germain par d'autres soucis. Mais presque au complet siégeait la minorité dissidente, aux côtés des jacobins. Dans une pensée de conciliation provisoire, Jules Vallès, dont on savait la sympathie pour l'accusé, avait été

désigné comme président. Un autre membre de la minorité était assis près de lui en qualité d'assesseur, le peintre Gustave Courbet, enfant terrible qui jadis souhaitait révolutionner le monde autrement que par son pinceau, mais qui avait dépensé contre la colonne toute sa haine.

Au début de la séance, des interventions multiples se produisent, dont l'objet semble fade et irrite, parce qu'elles retardent une discussion âprement attendue. Des observations sont faites sur le procès-verbal. Un fâcheux évoque l'explosion de la cartoucherie Rapp. Babick critique la trop longue détention de Brunel. Une véritable interpellation se déroule au sujet de l'initiative de Grêlier qui a menacé de destruction le grand livre, et la responsabilité du délégué à l'*Officiel* est envisagée. — Mais sur les bancs tout au moins de la minorité on s'impatiente. Avrial rappelle l'ordre du jour, limité aux poursuites contre Cluseret. Plus rudement encore, Varlin proteste. Il n'est venu, crie-t-il, que pour participer au jugement. Alors, c'est la majorité qui, avec Léo Meillet, regimbe. Elle ne saurait « être à la merci de la minorité ». Il s'en faut de peu, à ce moment, qu'entre les deux groupes de nouveau l'orage éclate. Afin de calmer les esprits, le président met la question aux voix. L'assemblée se prononce pour la discussion immédiate de l'affaire Cluseret.

Au fond, dans son ensemble, la Commune se montrait favorable à l'accusé. Tout aussitôt elle le fit voir avec plus de netteté encore. Rejetant deux propositions de Miot, elle refusa d'entendre le rapport en l'absence de l'intéressé, puis elle arrêta que les débats auraient lieu en séance publique. De ces dispositions, Cluseret s'aperçut dès son entrée dans la salle. Le choix du président lui parut de bon augure. D'ailleurs, Vallès prit à cœur de le rassurer. Il lui déclara que ses explications seraient écoutées attentivement. Les représentants approuvèrent.

Il incombait à Miot d'ouvrir la discussion par la lecture du rapport. Ce fut, pour l'histoire des hautes-cours de justice, un piètre document. Il se bornait à reproduire les questions posées à Cluseret et les réponses obtenues. En annexe était

indiquée la correspondance échangée du 25 au 30 avril entre la délégation de la guerre et les défenseurs d'Issy.

La Commune n'entendit pas sans surprise la sèche lecture des onze chefs d'accusation, les courtes phrases du dialogue engagé le 9 mai. Au moment où elle espérait découvrir enfin la pensée de la commission, le rapport s'achevait sur la lettre d'Andrieu. Aucune interprétation des documents cités. Pas de discussion. Aucun avis. Comme accablé par sa tâche, Miot s'était assis et murmurait que la commission n'avait pu se réunir pour formuler des conclusions précises. « Je demanderai aux deux autres membres, répliqua sans ménagements Langevin, s'ils n'ont pas de conclusions personnelles à faire connaître ». Vermorel et Vallès n'attendaient que ce signal. La majorité de la commission avait un avis, qu'ils exprimèrent d'un mot : la liberté. Aussitôt, plusieurs représentants de renchérir et d'affirmer bien haut ce que d'autres pensaient tout bas. Oudet, Rastoul observent qu'on avait le temps de faire une enquête sérieuse, demandent l'élargissement de l'accusé. Lefrançais lance avec aigreur : « C'est déjà bien assez d'avoir subi la lecture d'un rapport incohérent », et exige l'audition de Cluseret. Une intervention plus fougueuse encore de Félix Pyat fait rebondir la discussion. Le procès qui maintenant s'ébauche, c'est celui de la deuxième commission exécutive. Elle a fait arrêter Cluseret. Elle doit des explications à la Commune.

Et tour à tour cinq membres de l'ancien gouvernement défèrent à la sommation. Jourde, Vaillant, Paschal Grousset, Frankel, Andrieu rappellent les motifs qui avaient entraîné leur décision, les interventions suspectes de l'ex-délégué, ses négligences surtout, les événements d'Issy, sa prétention de rattacher des échecs sur le front sud à une courte suspension des hostilités à Neuilly.

Cette fois l'accusation a été développée. Pour y répondre, Cluseret a la parole. « Indolent, insolent », jugeront les frères Margueritte. Il se défend, en quelques mots méprisants, contre les vagues imputations qui l'assaillent : le mouvement de la Savoie, la phrase sur les d'Orléans, son attitude à Lyon et à Marseille, l'offre d'un million qui récemment lui aurait

été faite. Il se défend plus longuement, goguenard, lorsqu'il en vient à son administration, à la guerre. Mais alors il attaque. L'armistice d'un jour a été conclu sans qu'il ait été consulté. La suppression de la cour martiale a détruit toute discipline.

Il a été écouté dans le plus grand silence, interrompu seulement, de temps à autre, par les marques d'approbation des représentants et les questions de Miot. Seul le rapporteur n'a pas lâché prise. Mais le siège de la Commune est fait, quand l'accusé se retire pour qu'en son absence une décision soit prise.

Vermorel discourt. Il croit habile de dégager la responsabilité de la commission exécutive. « La facilité avec laquelle nous arrêtons un chef militaire lorsqu'il nous paraît nuisible nous semble être un des meilleurs symptômes de notre force. » Mais l'enquête a démontré l'inanité des charges. Vermorel va s'étendre sur la bataille d'Issy.

Il est sept heures du soir.

« Concluez », s'écrie Billioray qui, très pâle, vient de pénétrer dans la salle. Il a en main un télégramme reçu à la permanence du comité de salut public. Et, la parole saccadée, il réclame le comité secret.

Cette dépêche, Billioray la lit toutes portes closes. Elle émane de Dombrowski. Elle annonce que les Versaillais sont entrés. Sur l'assemblée, un silence lugubre s'abat. L'heure est venue, dont tous ont nié bruyamment la menace, — et Vermorel à l'instant, quand Billioray l'interrompt. L'heure est venue, dont chacun, les yeux fermés, voyait s'avancer les ténèbres. En cette minute suprême, la grande pièce finit de se jouer. La Commune, qu'avaient forgée tant de rancœurs, tant d'espoirs, tant de griserie, tant d'orgueil, la Commune se meurt. Lorsque le dénouement approche, il ne reste déjà de l'étrange coalition qu'un souvenir confus. L'âme éphémère de l'Hôtel de ville s'évanouit. Seuls demeurent les hommes. Les hommes livrés à eux-mêmes dans la solitude de leur conscience. Ils sont là, une fois encore réunis, crispés sous le coup de la nouvelle, dans une dernière attitude. Dignité de commande, impuissante comme l'étaient aupara-

vant les basses querelles, et d'où ne sort que l'odeur fade du sépulcre. Pour la guerre à outrance ou la capitulation, pour la campagne des rues, aucune décision n'a été prise quand le comité secret s'achève. La Commune est morte.

Et sur une parodie de débats judiciaires, le rideau s'abaissera. Vermorel, qui va tomber en combattant, finit son plaidoyer, la pensée absente. Les ombres se succèdent, Arnold, qui dépose une motion contresignée par Vaillant, Trinquet, Clovis Dupont, demandant le maintien de l'accusé « en état d'arrestation jusqu'à la fin des événements militaires actuels » ; Miot, qui se raccroche à cette solution ; Rastoul, Andrieu, Ostyn, Billioray, qui exigent la mise en liberté pure et simple de Cluseret. « La politique ne doit pas intervenir dans une question de justice. »

Les phrases se sont faites courtes, hachées. Une seule pensée commune se manifeste, et c'est la hâte d'en finir. Les représentants votent la clôture des débats, votent contre l'appel nominal. Ils procèdent au vote relatif à la libération de l'ancien délégué.

Vingt-huit d'entre eux se prononcent pour la mise en liberté immédiate. Sept, contre : Les signataires de la motion, Miot, et des membres de la seconde commission exécutive.

Cluseret rentre. Pâle victoire, au son de la défaite. Il dit les quelques mots d'usage, ceux de Bergeret, que personne maintenant n'écoute. L'hommage à l'assemblée populaire dont la puissance libre après avoir décrété d'accusation. Le dévouement dû, jusqu'au bout.

Huit heures. Des discussions, des bruyantes surenchères, des cris de haine, du stérile bourdonnement qui, pendant des semaines, emplit ses salles, l'Hôtel de ville, d'un coup, s'est vidé. Un à un les membres de la Commune sont partis. Ils disparaissent dans la nuit. Certains, héros de leur cause, vont s'efforcer de mourir pour elle.

CHAPITRE VIII

LA FIN D'UN RÉGIME

Ici ce livre pourrait se refermer. L'histoire de la justice sous la Commune prend fin dans la soirée du dimanche 21 mai, à l'instant où les troupes versaillaises franchissent les remparts. Désormais, toute organisation judiciaire disparaît, fût-elle inspirée par la passion. Et seule subsiste la matérialité des faits.

Cependant, il n'est pas sans intérêt de voir sous la tempête germer les grains que, durant deux mois, la révolution parisienne avait jetés au vent. Il importe d'observer les entraînements de la foule anonyme, maîtresse soudain des destinées que lui avaient vouées les gouvernants et les excitateurs de la capitale. Un spectacle aussi est plein d'enseignements pour les esprits impartiaux. A la violation du droit par les vaincus s'ajoutera, dans la ville prise d'assaut, la violation du droit par le conquérant, — avant que des ruines et des cadavres amoncelés surgisse à nouveau la statue, trop longtemps voilée, de la justice.

Le 21 mai, vers quatre heures de l'après-midi, les têtes de colonne de l'armée assiégeante avaient forcé les portes. L'événement s'était produit aux alentours de la zone que menaçaient, depuis plusieurs semaines, les complots. Il a été souvent rapporté. Une heure auparavant, sur un bastion situé au Point-du-Jour, un homme était apparu, agitant un mouchoir. Parmi les explosions d'obus, on entendait le seul mot qui dominât : « Venez. » Un officier de service dans les chemine-ments, le capitaine de frégate Trève, s'était aventuré. Depuis le matin déjà, il se demandait si les remparts n'étaient point abandonnés par leurs défenseurs. Il avait rejoint l'inconnu,

un piqueur des ponts et chaussées demain célèbre, Jules Ducatel. Sur le parapet, les deux hommes s'étaient expliqués. Aucune troupe de la Commune en vue. Le champ libre semblait-il, jusqu'au viaduc. L'heure de l'action sonnait. Avisé, le général Douay s'était hâté de donner les ordres nécessaires. Bientôt, le tir des batteries cessant, l'armée à grands flots, par toutes les portes environnantes, par celle du Point-du-Jour, par celle de Saint-Cloud, puis par celles d'Auteuil et de Passy, avait pénétré dans la capitale (1).

Convient-il d'expliquer par la trahison la chute de l'enceinte ? On y songe lorsqu'on évoque les tractations dont, au mois de mai, les portes avaient été l'objet sur le front ouest, les manœuvres en particulier de Georges Veyssset, arrêté dans la journée même du 21 (2). M^{me} de Forsans-Veyssset, qui aux dramatiques négociations avec Hutzinger consacra une brochure, l'amiral Saisset, témoignant devant la commission d'enquête, ont nettement rattaché l'abandon des bastions aux démarches de l'agent versaillais (3).

Rien de moins certain. Les complaisances de Dombrowski n'ont jamais été démontrées. Aucun officier d'ailleurs, Dombrowski ou Hutzinger, n'aurait pu donner un ordre d'évacuation générale sans provoquer la méfiance. En fait, il suffit de relever une fois encore l'insouciance du commandement et la fatigue des bataillons. Le délégué à la guerre avait été avisé dès le 16 mai que « les artilleurs défendant les remparts du bastion 64 au Point-du-Jour avaient quitté presque tous leurs postes respectifs ». Trois jours après, le comité de salut public signalait de nouveau à Delescluze le péril. L'abandon du secteur lui avait été confirmé. « L'accès est si facile pour l'ennemi, que les citoyens qui viennent annoncer ce fait se sont empressés d'avertir le général Dombrowski, à la Muette,

(1) En ce qui concerne la chute de la porte du Point-du-Jour, lire particulièrement les *Notes et souvenirs* de L. Halévy, qui reproduit le récit à lui fait par le capitaine Trêve.

(2) Voir ci-dessus, chapitre VI.

(3) M^{me} de Forsans-Veyssset, *Un épisode de la Commune et du Gouvernement de M. Thiers*, p. 39 ; *Enquête parlementaire*, p. 314-315. Voir aussi Vésinier, *op. cit.*, p. 212. — En sens contraire, Lepelletier, *op. cit.*, t. III, p. 388 ; Dalsème, *op. cit.*, p. 293 n. 1.

qui n'aurait prêté qu'une oreille distraite à leurs déclarations (1) ». 16 mai, 19 mai. D'après M^{me} de Forsans-Veysset elle-même, ce serait le 20 seulement qu'Hutzingher, trahissant les siens, aurait donné l'ordre de repliement. Or, quatre jours auparavant, on le voit, les bastions étaient vides. De leur propre initiative, harassés, les hommes avaient évacué leurs positions sans qu'on se préoccupât de les relever. Les dépêches significatives que j'ai reproduites n'établissent pas la duplicité de Dombrowski. Elles soulignent par contre sa négligence comme l'incurie de Delescluze et des membres du comité de salut public. En même temps elles précisent la spontanéité du mouvement de retraite. La défection des gardes avait eu lieu à une heure de découragement, sous le feu aussi des batteries formidables de Montretout. Cette double brèche dans les fortifications, dans les rangs de leurs défenseurs, les chefs militaires et civils de la Commune s'étaient montrés incapables de la combler.

Avant que la nuit fût tombée, cinq corps, ceux des généraux Douay, Vinoy, de Ladmirault, de Cisse, Clinchant — soixante-dix mille hommes — avaient commencé leur mouvement de pénétration.

La délégation de la guerre cependant s'efforça de dissimuler tout d'abord la vérité aux Parisiens. Vers huit heures du soir Delescluze faisait placarder une première affiche.

L'observatoire de l'Arc-de-Triomphe nie l'entrée des Versaillais : *du moins, il n'y voit rien qui y ressemble*. Le commandant Renard de la section vient de quitter mon cabinet, et affirme qu'il n'y a eu qu'une panique, et que la porte d'Auteuil n'a pas été forcée, que *si quelques Versaillais se sont présentés, ils ont été repoussés...*

Démenti plein de réticences que contredirent bientôt les sons lugubres du tocsin. Dans tous les quartiers on entendait des roulements de tambour et l'appel des clairons. Les gens se levaient en hâte, couraient aux nouvelles. Des gardes rejoignaient leurs bataillons. Sur les boulevards des troupes

(1) Dauban, *op. cit.*, p. 316 et 345.

passaient. Un sentiment, vague encore, d'inquiétude montait dans la nuit.

Ceux qui, au cours de la matinée suivante, purent lire le *Journal officiel* de Paris ne conservèrent aucun doute. Le délégué à la guerre et les membres du comité de salut public y avaient inséré un foudroyant appel aux armes, dernière évocation du désastre national, premier accent des guerres prolétariennes.

Assez de militarisme, plus d'états-majors galonnés et dorés sur toutes les coutures ! Place au peuple, aux combattants aux bras nus ! L'heure de la guerre révolutionnaire a sonné. Le peuple ne connaît rien aux manœuvres savantes ; mais quand il a un fusil à la main, du pavé sous les pieds, il ne craint pas tous les stratèges de l'école monarchiste. Aux armes, citoyens, aux armes ! Il s'agit, vous le savez, de vaincre ou de tomber dans les mains impitoyables des réactionnaires et des cléricaux de Versailles, de ces misérables qui ont, de parti pris, livré la France aux Prussiens et qui nous font payer la rançon de leurs trahisons...

A ce moment, on apposait de nouvelles affiches. Elles contenaient l'aveu formel. « Que les bons citoyens se lèvent ! Aux barricades ! L'ennemi est dans nos murs ! »

Dès l'aube, l'armée avait repris sa marche en avant. Les deux branches des puissantes tenailles se dessinaient. Tandis que les divisions de Douay et de Vinoy avaient foncé devant elles sans rencontrer d'obstacles sérieux, occupé Passy et Auteuil, pris à revers le Trocadéro, atteint l'Etoile, le Palais de l'Industrie, l'Elysée et la caserne de la Pépinière, les corps de Clinchant et de Ladmirault, à gauche, étalés de la porte d'Asnières à la gare Saint-Lazare, menaçaient, par un glissement au nord, de contourner tout le système de défense. Sur l'autre rive, les troupes du général de Cissey s'étaient, à la faveur du désarroi, infiltrées par les portes de Sèvres et de Versailles. Donnant, à travers la Seine, la main aux forces de Vinoy, elles avaient pris possession du Champ-de-Mars, de l'Ecole militaire, des Invalides, puis du Ministère des affaires étrangères et du Palais législatif. L'aile droite de ce corps s'établissait, quelques heures après, aux abords

de la gare Montparnasse. — C'était, à midi, un tiers de la capitale qui était au pouvoir des assaillants. Et sans interruption les colonnes se succédaient sur le champ de bataille. Maintenant, 130.000 hommes, soutenus par une artillerie puissante, y étaient massés. Il semblait que, profitant de la surprise, ils dussent enlever Paris d'un seul bond.

Dans la pureté du ciel, un soleil radieux illuminait la douloureuse agonie de la Commune. Le décor était d'une grandeur sauvage. Chaque rue retentissait de l'éclatement des obus et du crépitement de la fusillade. Par-dessus les toits s'élevaient les flammes des premiers incendies et leurs longs voiles de fumée : Le manège de l'Ecole d'état-major qui sautait, le Ministère des finances qui prenait feu. De distance en distance, les cadavres marquaient déjà le passage de la guerre civile. Des combattants étaient tombés au cours d'engagements brefs. D'autres, des fédérés, avaient été passés par les armes sans jugement. Il y avait eu des exécutions sommaires rue du Ranelagh, à la Muette, aux Champs-Élysées; au parc Monceau, à l'Ecole militaire, près de la gare Montparnasse. Laissant une traînée rouge derrière lui, le flot poursuivait sa course, portait plus loin ses vagues auxquelles rien ne paraissait s'opposer.

Dans le milieu de la journée cependant, d'elle-même, l'armée victorieuse s'arrêta. Des historiens passionnés y ont vu la preuve du plus cynique dessein. Thiers et les chefs militaires auraient refusé la proie qui s'offrait à eux, et systématiquement laissé aux insurgés le temps d'organiser la défense pour mieux préparer « la chasse aux Parisiens », le massacre. Les faits sont moins romanesques généralement que les commentaires. Le gouvernement de Versailles ne pouvait ignorer les travaux considérables effectués depuis deux mois dans la capitale, les citadelles érigées place de la Concorde, place Vendôme, place de l'Hôtel de ville, place du Château-d'Eau. Il se méfiait de Montmartre. Après une vigoureuse poussée, le commandement jugea utile d'accorder aux troupes quelques heures de repos, de regrouper ses forces et de prendre ses dernières dispositions en vue d'un assaut décisif.

De cette courte trêve, le gouvernement de l'Hôtel de ville ne sut tirer qu'un profit médiocre. L'assemblée avait disparu quand s'était close l'ère des palabres. Depuis la séance où elle avait jugé Cluseret, il ne s'était tenu que des concilia-bules sans portée réelle, réunissant un petit nombre de militants. Une quinzaine d'entre eux, en majeure partie des blanquistes, avaient délibéré dans la soirée du 21, à l'ex-Préfecture. Rigault, Ferré, Trinquet avaient suggéré les mesures que dicte un désespoir farouche. Il fallait détruire les ponts et faire de la Cité le gigantesque tombeau de la Commune. Les otages y seraient transférés ; ils mourraient avec la révolution (1). Pénétré de l'idée, Raoul Rigault était parti sur le champ pour ramener de Montmartre un bataillon. Il allait au surplus échouer dans la mission qu'il s'était imposée, les gardes se refusant à sortir de la Butte.

Le lendemain matin, quelques élus s'étaient, pour la dernière fois, rencontrés à l'Hôtel de ville. Au projet envisagé la veille, exposé par Trinquet, un autre avait été préféré. S'il favorisait les défaillances, il avait l'excuse de combler les vœux des bataillons. Les représentants se retireraient dans leurs arrondissements respectifs et y dirigeraient la lutte. On battrait en retraite vers l'est, la mairie du 11^e, puis celle du 20^e devant constituer les centres suprêmes de la résistance.

En même temps Rigault et Ferré, dans une salle voisine, faisaient adopter par le comité de salut public leurs vues concernant les otages. Lorsque le procureur quitta l'Hôtel de ville, il avait en poche deux documents. L'un portait la signature de Ranvier, d'Eudes et de Gambon.

Comité de salut public à sûreté générale. — Ordre de transférer immédiatement les otages tels que l'archevêque, les différents curés, Bonjean sénateur, et tous ceux qui peuvent avoir une importance quelconque à la prison de la Roquette, dépôt des condamnés.

L'autre, qui précisait la menace, avait été visé par Delescluze et Billioray :

(1) Da Costa, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 462 et s.

Le citoyen Raoul Rigault est chargé, avec le citoyen Régère, de l'exécution du décret de la Commune de Paris relatif aux otages.

Les précautions prises indiquaient nettement qu'à cette heure, dans l'esprit de Rigault, dans la pensée des hommes qui avaient signé les ordres, la décision concernant les otages était arrêtée. Que l'on ne prétende pas, comme on l'a tenté en vain, que le seul objet du transfèrement était de conserver les prisonniers pour des négociations éventuelles. Les ordres prennent leur sens précis lorsqu'on se reporte à la préoccupation constante de Raoul Rigault, à la discussion ouverte la veille au soir à l'ex-Préfecture. Le procureur a requis les signatures nécessaires. Il entend réaliser son mot cruel : « Les otages, nous les prendrons avec nous et ils crèveront avec nous ! » C'est, dans le drame, une nouvelle phase que n'a point prévue l'assemblée communale, partie en s'en lavant les mains. Les otages ne sont plus des moyens de contrainte, non plus même des coupables. Ils sont des condamnés qu'enseveliront les ruines du régime.

A son dessein Rigault consacra l'après-midi du 22. S'étant concerté avec ses amis dans le cabinet de Ferré, il se rendit entre trois et quatre heures à Mazas, où la plupart des otages étaient détenus. Gaston Da Costa et Lombard l'entouraient. Le procureur examina le registre d'écrou, puis remit au directeur Garreau l'ordre de transfèrement et une liste qu'il venait de dresser. Cinquante-quatre détenus y étaient désignés, contre lesquels s'acharnait sa volonté froide : l'archevêque, les prêtres, le magistrat, des policiers, des agents secrets, le banquier Jecker. Alors Rigault songea que d'autres prisons contenaient également quelques otages. Il repartit, laissant aux deux fidèles qui l'avaient accompagné le soin de faire exécuter ses instructions.

Ce ne fut point à ce moment que les vingt ans de Da Costa sentirent la gravité de la mission. Le substitut du procureur employa son jeune zèle à la bien remplir. La maison d'arrêt de Mazas, démolie depuis cette époque, s'ouvrait en 1871 sur le boulevard du même nom, en face des bâtiments de la gare de Lyon. Tout naturellement Rigault avait conseillé à

son collaborateur de faire usage, pour le transfèrement, des voitures de la compagnie. Da Costa, quittant son chef sur le boulevard, se rendit aussitôt à la direction des chemins de fer et passa l'ordre. Les agents de la compagnie exigèrent une réquisition. Belle occasion pour un adolescent de faire acte d'autorité. Il n'hésita point, et d'un trait il écrivit ce billet, qu'il offrit à ses interlocuteurs (1) :

Nous, Gaston Da Costa, chef de cabinet du comité de sûreté générale, conformément aux ordres à nous donnés par le comité de salut public, nous nous sommes rendus dans les écuries et remises de la Compagnie de Lyon et nous avons mis en réquisition deux voitures et deux chevaux.

Le chef de cabinet, Gaston DA COSTA. Paris, le 22 mai 1871.

L'ordre est aujourd'hui classé dans un dossier. On y peut lire encore ces mentions qu'un des greffiers de la prison, sur l'avis sans doute du magistrat de la Commune, ajouta, la journée achevée :

Quitté la gare à cinq heures. Rentré à dix heures et demie. *Le greffier, CANTREL. — A renvoyer les deux voitures pour demain matin 23 mai 1871, neuf heures du matin. Le greffier, CANTREL. 22 mai 1871.*

Une demi-heure après la réquisition, les deux voitures s'étaient rangées dans la cour de Mazas. C'étaient des fourgons à marchandises. Da Costa les aménagea en faisant poser des planches sur lesquelles les prisonniers pourraient s'asseoir. Et le sinistre chargement s'effectua. Mais au gré du jeune homme il prit trop de temps. Ivre, Garreau ne prêtait qu'une assistance encombrante. Da Costa s'était retardé lui-même, pénétrant dans les cellules de plusieurs otages qu'il avait apostrophés avec véhémence, libérant des détenus de droit commun sous la condition de lutter pour la Commune. Les heures passaient. Il ne fallait plus songer à transporter, le soir même, tous les otages. Du moins, à ne les pas épar-

(1) Document inédit. Dossier concernant Gaston Da Costa. Ministère de la guerre.

gner Da Costa mit tous ses soins : Les voitures pouvaient contenir dix-huit hommes ; il entassa vingt prisonniers par fourgon. Ruault se trouvait être le quarante-deuxième de la liste ; afin d'assurer son départ vers la mort, le substitut du procureur le fit monter à la place du quarantième. Quelques instants auparavant, Gois était survenu, abandonnant la présidence de la cour martiale pour les dures besognes de la rue. Lui aussi détenait un ordre de transfèrement. Il apporta un secours utile à Gaston Da Costa, assura au dehors la sécurité du convoi. La nuit cependant était tombée lorsque les deux voitures s'ébranlèrent. Da Costa avait pris place dans la première, près du cocher ; Lombard dans la seconde. Une cinquantaine de gardes les escortaient. Le parcours se fit sans incident grave, mais parmi les cris de mort d'une foule ameutée. Vers dix heures, les voitures atteignirent la Roquette, dont les sévères murailles se dressaient alors en face de la prison des Jeunes-détenus. Un à un les otages descendirent et gagnèrent les cellules qui leur étaient affectées. La dernière halte, pour beaucoup, avant le peloton d'exécution. Da Costa avait réintégré le Palais en compagnie de Lombard. Cette nuit-là, étendu sur un canapé, dans le cabinet du délégué à l'ex-Préfecture, il dormit l'esprit libre, sa tâche suspendue jusqu'au lendemain (1).

Tout indiquait cependant que les heures qui suivraient forgeraient les drames, dans une résistance tout à coup exaspérée. Plus de gouvernement responsable et aucune tactique générale. Mais des initiatives provenant du Comité central, qui à l'heure du danger reprenait les rênes, et des membres les plus ardents du comité de salut public. Au cours de la journée, des barricades s'étaient improvisées de toutes parts dans les arrondissements de la périphérie comme dans les rues du centre, rue Royale, rue de Luxembourg, rue de la Paix. La Cécilia avait pris le commandement de Montmartre. Libéré la

(1) « Da Costa était très calme, très insouciant, remplissant très légèrement ces graves fonctions, sans se douter de leur importance. Enfin, il me faisait l'effet d'un gamin qui s'amuse. » (Déposition du greffier Cantrel devant l'officier rapporteur près le 3^e conseil de guerre. Dossier des poursuites contre Da Costa, classé au Ministère de la guerre.)

veille, Brunel s'était installé au Ministère de la marine, prenant en main la défense de la place de la Concorde, de la place de la Madeleine, et de la place Vendôme en arrière. La liaison était assurée par le chef de légion Spinoy, établi place Vendôme avec trois bataillons de fédérés. Dans tout le secteur il semblait que la lutte dût être ardente. Les formidables barricades construites par Napoléon Gaillard interdisaient l'entrée de la rue de Rivoli et de la rue Royale. Des gardes, des marins de la Commune mettaient plusieurs batteries en position. D'autres, postés sur la terrasse des Tuileries et aux barricades, tiraient dans la direction de l'armée qui, à la fin de la soirée, avançait par le boulevard Malesherbes et le Faubourg-Saint-Honoré. Bergeret, après avoir abandonné le Corps législatif, avait pris provisoirement possession du Palais des Tuileries. Il n'y arrêtait, il est vrai, qu'une seule mesure, accumulant les caisses de poudre et les touries de pétrole.

Dans ce Palais qu'avaient tour à tour fait vibrer la splendeur impériale et les imprécations de la Bordas, dans ce Palais déjà condamné, s'était déroulée le soir même la première des tragédies qui, sur son déclin, souillèrent la Commune. La mort des otages l'a fait oublier. Elle n'en constitue pas moins la préface et l'on y trouve les éléments tumultueux qui firent le drame de la Roquette, celui surtout de la rue Haxo.

Au début de l'après-midi, une troupe de furieux, hurlant « à mort ! » s'était présentée aux Tuileries, par le guichet dit *de l'Echelle*. Elle entourait un pharmacien du nom de Koch, domicilié 44, rue de Richelieu, que venait de faire arrêter le chef de légion Damarey. Le délit était d'importance : Koch avait protesté contre le geste de quelques gamins qui cherchaient à arracher des poutres à un échafaudage pour consolider une barricade. Circonstance aggravante, le pharmacien avait brandi un flacon de l'officine contre ses adversaires. Sous les huées, Koch fut entraîné dans une des salles du Palais. Un hasard rendit sa situation plus périlleuse encore. Au cours de l'heure qui suivit, trois hommes furent successivement mis en état d'arrestation dans le même quar-

tier. Leur identité est demeurée inconnue. Des gendarmes déguisés, disait la foule, des espions de Versailles. A de semblables instants, les haineuses légendes naissent spontanément sur les lèvres, mais elles tuent. Par les soins du menuisier Etienne Boudin, paré du titre d'adjudant du Palais des Tuileries, les quatre prisonniers furent réunis dans la salle des Maréchaux. Leur sort était désormais confondu. Il fut vite réglé. Sur l'ordre de Bergeret, qui cherchait à se couvrir, un piquet de fédérés que Boudin commandait, sabre à la main, conduisit, vers cinq heures, les accusés à l'Hôtel de ville. Un membre du comité de salut public, Ranvier, a-t-on dit, les interrogea. Cependant il ne décida rien, se bornant, selon l'usage, à laisser faire. Les hommes furent ramenés aux Tuileries. Alors se forma un simulacre de tribunal. Pas d'enquête, on le pense bien, et moins encore de défense. Une seule peine prononcée, la mort. Des gardes entraînèrent les malheureux dans la cour du Carrousel. Là, devant le pavillon de l'Horloge, ils les fusillèrent. Sur le balcon se tenait un groupe de personnages, encadrant Bergeret et Dardelle, le commandant militaire du Palais. Tandis que la foule inconsciente s'acharnait contre les cadavres, Bergeret, agitant son képi, put discourir. « Périssent comme ceux-ci nos ennemis de Versailles ! Vive la République ! Vive la Commune (1). »

De la littérature révolutionnaire, les habitants de Paris eurent le lendemain, à leur réveil, d'autres exemples. De nouvelles affiches avaient été collées sur les murs pendant la nuit. Elles annonçaient l'imminence du grand combat. Les unes étaient destinées à l'armée. « Ce que vous avez fait au 18 mars, vous le ferez encore, et le peuple n'aura pas la douleur de combattre des hommes qu'il regarde comme des frères et qu'il voudrait voir avec lui au banquet civique de

(1) Dossier des poursuites exercées contre Boudin, classé au Ministère de la guerre. Procès Urbain, 3^e conseil de guerre, audience du 28 août 1871. — Voir aussi Margueritte, *op. cit.*, p. 530, Maxime Du Camp, *op. cit.*, t. II, p. 135 et s. Ce dernier auteur relate les démarches des voisins de Koch qui tentèrent de le sauver. Sur l'intervention de Delescluze, ils obtinrent du secrétaire général Albert Regnard un ordre de libération. Mais à ce moment le malheureux pharmacien avait été exécuté.

la liberté et de l'égalité. Venez à nous ; nos bras vous sont ouverts. » — « Soldats, nos enfants et nos frères, disait aussi le Comité central, écoutez bien ceci et que votre conscience décide : Lorsque la consigne est infâme, la désobéissance est un devoir. » Les autres placards, d'une inspiration fort différente, s'adressaient aux défenseurs de la Commune. « Aux armes ! Que Paris se hérisse de barricades et que derrière ces remparts improvisés il jette encore à ses ennemis son cri de guerre, cri d'orgueil, cri de défi, mais aussi cri de victoire ; car Paris, avec ses barricades est inexpugnable ! » Et puis, les instructions plus précises : « Les persiennes ou volets de toutes les fenêtres demeureront ouverts. Toute maison de laquelle partira un seul coup de fusil ou une agression quelconque contre la garde nationale sera immédiatement brûlée. La garde nationale est chargée de veiller à l'exécution stricte du présent arrêté (1). »

La bataille se déchaînait. A quatre heures du matin, précisant la manœuvre, l'aile gauche de l'armée versaillaise s'était mise en marche. Le corps Ladmirault avait, par les remparts, atteint la porte Clignancourt. De là, il avait contourné la Butte, pris à revers tout le système de défense, et, descendant le boulevard Ornano, il poussait en direction de la gare du Nord. De leur côté les troupes du général Clinchant, après avoir enlevé la barricade de la place Clichy, étaient entrées dans Montmartre, miné depuis plusieurs semaines par la trahison. A deux heures de l'après-midi, tout le 18^e avait capitulé. Le drapeau tricolore flottait sur la tour Malakoff, — à quelques mètres de l'immeuble de la rue des Rosiers où étaient tombés les généraux Clément Thomas et Lecomte.

La résistance était plus sérieuse au centre. Cependant, protégé par l'occupation de Montmartre, Douay tournait lui-même la redoutable citadelle qui s'opposait à son avance. Tandis qu'une partie de ses bataillons péniblement descendait les Champs-Élysées et le faubourg, les autres, par un large circuit, s'emparaient de la Trinité, de Notre-Dame-de-Lorette, des rues environnantes, et se rabattaient ensuite sur la Made-

(1) On trouvera des appels non moins violents dans le *Vengeur*, le *Tribun du Peuple*, *Paris-Libre*, le *Proletaire*.

leine, sur le nouvel Opéra, menaçant de couper la retraite des fédérés.

Pour la Commune, c'est l'abandon du quartier qui s'impose. Dans la matinée déjà, de bonne heure, Eugène Protot a quitté la Chancellerie. Il n'est pas de ceux qui, lorsque rôde la mort, se dérobent. Franchissant le portail et regardant les préparatifs de défense, la place délavée, les hautes barricades, les sacs de terre et les munitions qu'on transporte, il s'est réveillé homme d'action. Si, à ce moment, il a évoqué les jours passés, il s'est moins souvenu des vanités éphémères du cabinet blanc et or que des rêves virils du plateau d'Avron et de la conquête des mairies, dans les premiers jours de l'insurrection parisienne. Sans doute, la fumée des combats dispersée, le ciel redevenu bleu, il songera souvent, avec quelque complaisance, aux réformes que voulait réaliser son ingénuité confuse. Sous la trajectoire des obus, quand monte l'assaut, il va prendre sa place de combat.

D'ailleurs, quelques heures après, Brunel manifestait son intention d'évacuer le Ministère de la marine. Il le fit selon la méthode que préconisait le comité de salut public. Des fédérés, qu'assistaient des femmes, arrosèrent de pétrole les maisons voisines et y mirent le feu. Lorsque, vers minuit, le membre de la Commune quitta l'hôtel, laissant l'ordre d'incendier également le Ministère qui, par miracle, allait échapper à la destruction, la rue Royale n'était qu'un immense brasier (1).

Le mouvement tournant du corps d'armée commandé par le général de Cissey s'effectuait en même temps sur l'autre rive. Mais il se heurtait à une résistance opiniâtre et bien préparée, que dirigeaient Lisbonne et Régère au Panthéon, Vavin dans le 6^e. Il y avait là des forteresses redoutables, l'Observatoire, le Panthéon, le Luxembourg, et les barricades établies en avant. La division du général Le Vassor Sorval les contourna par le sud, tandis que les troupes du général Lacretelle attaquaient de front le faubourg Saint-Germain,

(1) Consulter notamment le *Rapport sur les journées des 21, 22, 23 et 24 mars 1871* publié, au nom du Cercle de la rue Royale par Berthaudin. — Par suite de l'incendie, sept personnes périrent étouffées au n° 1 de la rue du Faubourg-Saint-Honoré.

avec, pour objectif, le Palais du Luxembourg. La bataille ardente, se poursuivait tard dans la nuit. Les fédérés avaient défendu avec acharnement les barricades de la rue de Lille, du carrefour de la Croix-Rouge, des rues de Rennes et Vavin. Ils couvrirent leur retraite en promenant rue du Bac et au sanglant carrefour la torche incendiaire.

A ce moment, de la Madeleine à la rue de Rennes, un rideau de flammes s'élevait entre les deux armées. La rue Royale et la rue de Castiglione brûlaient : Après un premier incendie, éteint par les pompiers de la Commune, le feu avait repris au Ministère des finances, projetant jusque dans la banlieue les paperasses noircies. Tour à tour la façade ouest des Tuileries, le Palais-Royal, le Louvre s'empourpraient dans le fracas des explosions. Sur la rive gauche, avant même que les fédérés eussent allumé les abords de la rue de Rennes pour retarder l'avance des Versaillais, Eudes avait, sur les bords de la Seine, donné le signal. La Légion d'honneur, le Palais du quai d'Orsay, les Archives de la Cour des comptes, la Caisse des dépôts et consignations, la caserne d'Orsay, une partie de la rue de Lille confondaient dans le ciel embrasé leurs larges panaches rougeâtres.

Folie atroce, qui détruisait la capitale épargnée par l'armée allemande. Sous la fumée, parmi les chutes sourdes des murs et les sifflements de la mitraille, une ville semblait mourir. Le râle se prolongeait sans faire naître dans les cœurs des adversaires un sentiment autre que la fureur. A la rage des vaincus, rêvant, parce que s'écroulaient leurs espoirs, à un effondrement universel, s'ajoutait, aussi impitoyable, la rage du vainqueur qui contemplait le terrible spectacle. En prenant les rues, îlots par îlots, l'armée étendait la zone des repréailles. Maintenant, des volontaires, sortant enfin les brassards tricolores, l'assistaient dans la funèbre besogne. Ils défonçaient à coups de crosse les portes, fouillaient les maisons, cueillaient, au jugé, les hommes. Les théâtres des exécutions s'étaient multipliés. On fusillait devant la Madeleine, rue du Helder, rue Drouot, devant les barricades du 7^e arrondissement, aux alentours de l'église Saint-Pierre de Montrouge. Quelques prisonniers plus heureux, ou plus à

plaindre, échappaient au peloton : Du parc Monceau, de l'Ecole militaire déjà des colonnes s'allongeaient dans la direction de Versailles (1).

L'ex-Préfecture n'avait pas davantage le dessein de lâcher sa proie. Vers huit heures, Gaston Da Costa était reparti pour Mazas. Il avait, au moyen de voitures réquisitionnées encore à la gare de Lyon, achevé le transfèrement des détenus inscrits sur la liste (2). Ce jour-là d'ailleurs les arrestations se poursuivirent dans les quartiers restés sous la domination de la Commune. Plusieurs individus étaient écroués au Dépôt, parmi lesquels un sieur Hélouin qualifié d' « agent bonapartiste », les vicaires de Saint-Médard. L'abbé Delmas se voyait appréhender dans son presbytère de l'église Saint-Ambroise, et conduire, nouvel otage, à la Roquette.

Alors Rigault, sentant se resserrer l'étreinte de Versailles, résolut d'achever l'œuvre de haine. Il n'est pas certain qu'il ait rédigé un ordre de fusiller tous les otages (3). Du moins sa décision était prise en ce qui regarde Chaudey, détermi-

(1) Il semble qu'au cours des journées du 23 et du 24 mai, les fédérés procédèrent de leur côté à trois ou quatre exécutions individuelles. Voir Du Camp, *op. cit.*, t. IV, p. 153 et s. Mais il ne m'a pas été possible de vérifier ces faits.

(2) L'ordre de réquisition porte cette annotation : « Les voitures ont quitté la gare à neuf heures du matin et sont rentrées à midi. »

(3) Au cours des importants débats qui se déroulèrent au mois d'août 1871 devant le 3^e conseil de guerre de Versailles, une allusion fut faite « à titre de renseignement » à un document qu'aurait trouvé sur le sol un commerçant de Vienne en Isère. Etabli sur un imprimé des Chemins de fer d'Orléans, roulé en boule et lacéré, il contenait les mots suivants : « ... eal (ou ... ial) an 79, 9 heures soir, — Latron... le (parfois reconstitué : Latronche) — F... archevêque et les otages, incendi... Tuileries et le Palais-Royal, et repliez-vous sur la rue Germain-des-Prés. — Le procureur de la Commune, Raoul Rigault. — Ici, tout va bien. » Cette pièce, reproduite dans l'*Autographe* de Villemessant, p. 129, dans le recueil de Dayot, *op. cit.*, p. 259, et désignée par certains sous le nom de *faux Latronche*, a fait l'objet des discussions les plus vives. L'authenticité en a été contestée. (Voir entre autres Vuillaume, *Mes cahiers rouges*, VII, *Dernier cahier*, p. 117 et s.) On a observé notamment qu'à l'heure où les otages ont été fusillés, Rigault avait été tué. L'argumentation perd sa valeur si l'on admet, ce qui serait plus raisonnable, que Rigault a rédigé le billet dans la soirée du mardi 23 mai, à une heure où précisément il s'apprêtait à faire exécuter les prisonniers de Sainte-Pélagie. D'autres objections sont plus sérieuses : l'écriture, le nom du destinataire inconnu, la rue indiquée qui en 1871 n'existait pas, la teneur générale de l'ordre, qui semble déborder les fonctions et les préoccupations du procureur de la Commune.

née par un profond ressentiment d'origine politique, des motifs moins avouables peut-être. Il n'avait d'autres instructions du comité de salut public que celles obtenues la veille, qui étaient de portée générale.

Le procureur et son secrétaire Slom se présentèrent vers onze heures du soir à Sainte-Pélagie. Cette prison a également disparu. Située entre le Jardin des Plantes et la rue Monge, elle ouvrait ses portes sur de petites rues au nom archaïque, les rues de la Clef et du Puits-de-l'Hermite. Chaudey occupait une chambre du second étage, — le numéro quatre du pavillon des Princes, — habitée par Rochefort pendant les dernières semaines de l'Empire. La veille, il avait reçu la visite de sa femme, et celle de son ami Cernuschi, arrivé à grand'peine après avoir été arrêté dans la rue et menacé d'être passé par les armes. L'ancien adjoint, en robe de chambre, lisait quand on le pria de descendre au greffe. Il trouva la salle pleine de monde. Revêtu de son uniforme de commandant de la garde nationale, sabre au côté, le revolver passé dans la ceinture rouge, Raoul Rigault parcourait les feuilles sur lesquelles étaient énumérés les gendarmes détenus. Près de lui se tenaient Clermont, commissaire spécial, Slom, le directeur de la prison Augustin Ranvier, et son personnel, Benn, Clément, Gentil, Berthier, Préau de Vedel.

De suite, la parole sèche du procureur retentit dans le silence. J'ai reproduit déjà les mots échangés, d'une brièveté si émouvante, qui, sous l'apparence d'un interrogatoire, comportaient seulement le prononcé d'un arrêt de mort (1). « Allons, marche, conclut le magistrat de l'Hôtel de ville. — Mais, Rigault, j'ai une femme, un enfant. — La Commune en prendra mieux soin que toi. Allons, marche. »

Le surveillant Berthier avait pris une lanterne et ouvert la porte. Tous sortirent. Derrière Berthier marchaient Gustave Chaudey, puis les autres, Rigault le dernier. Un couloir franchi, les hommes gagnèrent le chemin de ronde. A un tournant, ils s'arrêtèrent.

(1) Voir ci-dessus, chapitre VI.

Des gardes du 248^e attendaient, face au mur d'angle. Chaudey prit place devant le peloton, à deux ou trois mètres du mur. Il avait la tête haute et demeurait calme. Dans la nuit, la lanterne de Berthier, posée sur un rebord de pierre, projetait sur lui une lueur blafarde. Le grand silence des gens et des choses se poursuivait. Tout à coup Rigault, qui s'était mis à gauche, près de l'autre mur, tira son sabre. « Vive la République ! » cria Chaudey. La fusillade crépita. Mais les gardes, troublés, avaient mal visé. Chaudey, blessé, agitait le bras droit et répétait : « Vive la République ! » Armés de revolvers, d'un chassepot, les employés de la prison se jetèrent sur lui. Ils l'atteignirent au ventre, à la poitrine, à la tête, et l'achevèrent.

Tandis qu'on cherchait dans leurs cellules trois gardes de Paris qu'il avait choisis sur la liste, le procureur regagna le greffe avec Slom. Il dicta ce procès-verbal à son secrétaire.

Par devant nous, membre de la Commune, procureur de ladite Commune, — ont comparu — Gustave Chaudey, âgée de ... ans, ex-adjoint au maire de Paris, — Pacotte..., âgé de ... ans, ex-garde républicain ; Capdevielle..., âgé de ... ans, ex-garde républicain ; Bouzon..., âgé de ... ans, ex-garde républicain. — Auxquels nous avons déclaré ; — Attendu que les Versaillais sont entrés dans Paris ; — *Que leurs amis nous tirent dessus par les fenêtres ; — Qu'il est temps d'en finir avec ces agissements ; —* Qu'en conséquence ils allaient être immédiatement exécutés dans la cour de cette prison. — *Paris, le 23 mai 1871.*

Et la pièce fut revêtue des deux signatures : « Le procureur de la Commune, Rigault. — Le secrétaire particulier du procureur de la Commune, Slom. »

Dans ce singulier procès-verbal, rien ne rappelait les griefs de Rigault contre l'ancien adjoint. A la dernière heure, c'était, exprimée sous une forme puérile, dénuée de vigueur comme d'émotion, l'idée première qui était invoquée, celle des otages. Sans doute les gardes du peloton n'y songeaient point. Ils murmurèrent quand on leur apprit qu'ils devraient achever la tâche entreprise. Il fallut que Préau de Vedel vînt aviser Rigault de leurs hésitations. Celui-ci délégua Slom, qui lut

aux fédérés le procès-verbal. Le peloton avait repris sa place quand revint le lugubre cortège, escortant les gendarmes. Cette fois encore, Rigault commanda le feu. Cette fois aussi les gardes ne surent remplir leurs fonctions de bourreaux. Un des gendarmes s'écroula. Un autre n'était que blessé. Des hommes leur donnèrent le coup de grâce. Le troisième s'enfuyait par le chemin de ronde et, revolver au poing, Clément le poursuivait. « Ne le tue pas, au moins, ramène-le », hurla Rigault. La scène était tragique, avec, dans l'obscurité, ces raies de lumière qui parfois éclairaient des flaques de sang. On retrouva le gendarme près de la chapelle, dissimulé dans une guérite. Le malheureux fut ramené près des autres, fusillé au-dessus des cadavres. — Comme les policiers allaient quitter la prison, Berthier voulut faire acte de loyalisme. « Citoyen Raoul Rigault, maintenant que tout est fini, crions ensemble : Vive la Commune ! » La nuit était lourde d'un crime. Quelques voix seulement répondirent (1).

En cet instant, par une curieuse coïncidence, le Ministère de la justice échappait à la Commune. Depuis la veille au soir, quatre pièces d'artillerie, des canons 4 rayés, placés sous le commandement du chef d'escadron Révillot (corps du général Douay, division L'Hériller), tiraient des grands boulevards sur la place Vendôme. Deux de ces canons furent, à une heure du matin, avancés jusqu'à la rue de la Paix d'où, hissés sur les trottoirs, ils criblèrent la forteresse de projectiles. L'infanterie de la division Berthaut (même corps) ne tarda pas à apparaître, débouchant de la place de l'Opéra. Vers deux heures une compagnie s'élança. Elle prit d'assaut, après une courte lutte, la barricade qui se dressait devant la

(1) En ce qui touche cet épisode, on consultera utilement le récit de Préau de Vedel, reproduit par E. Monteil, *L'exécution de Gustave Chaudey et de trois gendarmes*. Vuillaume, qui a recueilli des témoignages, celui notamment de Slom, l'a complété et rectifié sur plusieurs points, (*Mes cahiers rouges, VIII, Deux drames*, p. 15 et s. Ces deux ouvrages contiennent un plan du lieu d'exécution. J'ai consulté en outre les dossiers des poursuites exercées contre les auteurs du drame. — J'ajoute que, conformément à un ordre du directeur Ranvier, cité par Prolès, *Les hommes de la révolution de 1871, Raoul Rigault* p. 72, les quatre cadavres furent aussitôt transportés à la Pitié, celui de Chaudey sur une civière, ceux des gendarmes dans une voiture à ordures,

place Vendôme. Une vingtaine de fédérés avaient été tués en la défendant. D'autres s'étaient enfuis par les rues de Castiglione et Saint-Honoré.

Grâce à une manœuvre habile, l'armée occupait, sans pertes excessives, un centre dont l'importance était considérable au double point de vue de la stratégie et de l'effet moral. La victoire s'y installa, traînant sa suite pesante de passions. Les soldats avaient planté un drapeau sur la barricade conquise. Un enfant à son tour escalada le piédestal de la colonne et au-dessus des ruines glorieuses fit flotter le drapeau tricolore. Comme il grimpait, des balles sifflèrent à ses oreilles. On arrêta, dans une maison, le garde national qui avait tiré. Il fut passé par les armes sur la place, comme, quelques instants plus tard, une femme prise le fusil à la main. A la haine répondait la haine. Par suite du dépavement de la place, un artilleur éprouvait de la peine à monter sur le trottoir pour y prendre des gargousses. Il appela son camarade et lui montra le cadavre d'un fédéré. « Prends ce vieux *Quarante-huit*, dit-il, et place-moi ça le long du trottoir. On en fera une marche (1). »

Sur tout le front, la bataille avait repris. L'aube se levait, de cette journée du mercredi 24 mai, qu'allaient marquer des résultats militaires décisifs, les événements aussi les plus tragiques de la semaine sanglante. Le principal obstacle supprimé, les forces du général Douay, avec, sur leur droite, une division du général Vinoy, enlevèrent les quartiers du centre, la Bourse, la Banque de France, le Palais-Royal, le Louvre dont put être utilement combattu l'incendie. Dans la soirée elles parvenaient à la hauteur du Palais de justice, et, à défaut de l'Hôtel de ville lui-même, en feu depuis le matin, occupaient la caserne Lobau. A l'aile gauche Ladmirault et Clinchant avaient conquis tout le nord de la capitale, des abords des Buttes-Chaumont à la porte Saint-Denis. Le général de Cissey poursuivait en même temps, de l'autre

(1) Renseignements oraux communiqués par le colonel comte Daru, alors lieutenant au 2^e régiment d'artillerie (division L'Hérillier). Voir d'autre part, en ce qui concerne l'occupation de la place Vendôme, le *Siècle* des 26 et 30 mai. Fiaux, *op. cit.*, p. 516, etc..

côté de la Seine, ses avantages. Engageant dans chaque rue un combat nouveau, les divisions Lacroix et Bruat s'avançaient à travers le faubourg Saint-Germain, menaçaient à la fois la Préfecture de police et le Luxembourg, qu'au sud la division Susbille contournait par la rue d'Assas. Une explosion formidable fit trembler, à midi et demie, les maisons. La poudrière du Luxembourg, que Lisbonne, pour protéger la retraite de la garde nationale, faisait sauter. Mais l'armée, rendue furieuse, accélérât sa marche. Vers deux heures la grande attaque contre les barricades du quartier latin se dessinait, le Panthéon était menacé d'enveloppement.

Le 5^e occupé par le général de Cissey, la place de l'Hôtel de ville, par Vinoy, c'était la chute certaine de la Cité, la perte pour la Commune du Palais de justice et de la Préfecture de police.

Pendant la matinée d'ailleurs, avait été abandonné le vaste monument où l'on avait vu des bourgeois ériger, au service d'un gouvernement révolutionnaire, une police de dictature et une justice vacillante. Dès le lundi, les concierges et le personnel ancien avaient reçu le conseil de quitter les lieux. Certains agents subalternes de la Commune étaient partis eux-mêmes. Le lendemain, les préparatifs s'étaient précisés. A ce moment le comité de salut public décidait l'incendie des quartiers qui allaient être évacués. Des caisses de poudre, des bonbonnes de pétrole, dont certaines réquisitionnées chez un marchand de couleurs de la rue Grégoire-de-Tours, avaient été acheminées vers le Palais, comme il en était dirigé vers Notre-Dame et l'Hôtel-Dieu. Après le drame de Sainte-Pélagie, Raoul Rigault n'était point revenu. Par contre Ferré, Pilotell, quelques amis sûrs, auxquels incomberaient les tâches suprêmes, avaient passé la nuit du 23 au 24 — la dernière — à la Préfecture. « Ce n'est pas dans des draps que nous dormons, s'était écrié Pilotell, mais dans des suaires. »

L'œuvre de dévastation avait commencé de bonne heure. Mégy, dans une courte apparition, avait donné le signal, posant de tous côtés des cartouches, détruisant à coups de

sabre les tableaux, les meubles, le lustre du salon (1). — Puis, lancé par Ferré, l'ordre fatal était parti.

Il restait cependant à prendre une autre décision. Le délégué l'avait arrêtée dans son esprit dès que s'était imposée l'obligation du départ. Comme Rigault, il ne craignait point d'interpréter les instructions générales et de prendre ses responsabilités propres. Le comité de salut public avait prescrit l'incendie du Palais. Il venait de transmettre la consigne. Il savait aussi les ordres plus vagues du comité concernant les otages et les intentions du procureur. Des otages, le Dépôt et la Conciergerie en avaient encore : Un certain nombre de gendarmes, avant tout Veysset.

Vers neuf heures, Théophile Ferré prit une feuille et écrivit un ordre. Pilotell rentrait. Il venait de porter aux barricades l'argent restant dans la caisse de la Préfecture. Le délégué lui tendit le papier. Quatre noms y étaient mentionnés, parmi lesquels celui du corrupteur. Sans qu'une parole ait été prononcée, Pilotell sortit, se rendant au Dépôt. Derrière lui, Ferré se leva. Quelques instants après, d'une fenêtre, la femme d'un sous-brigadier de la prison l'aperçut, traversant la cour. Il était vêtu d'un paletot gris, à col de velours noir. Machinalement, d'une badine il fouaillait son pantalon. Il alla vers un peloton en majeure partie composé de Vengeurs de Flourens, aligné le long d'un mur, et parla aux hommes. Il exposa la mission qu'il leur confiait. Des gendarmes, d'anciens agents bonapartistes allaient être fusillés. A remplir semblable tâche, il ne contraindrait personne. Il sommait les pusillanimes de se retirer. Sur l'avis, deux jeunes Vengeurs, un garde à barbe blanche sortirent des rangs et partirent pour les barricades. Les autres suivirent Théophile Ferré.

Dans la salle du Dépôt servant habituellement aux juges d'instruction, Pilotell attendait, en compagnie de deux ou trois surveillants de la prison. Derrière le délégué, plusieurs

(1) J'ajoute qu'au cours de la nuit, mais dans un esprit bien différent, le greffier correctionnel avait été mis au pillage. (Déposition du commis-greffier Tellier, classée au dossier des poursuites contre Ferré. Ministère de la guerre.)

Vengeurs de Flourens étaient entrés, et l'on entendait, à travers la porte, le bruit des crosses de leurs camarades. Deux mots. Veysset fut introduit. En entrant, dès qu'il aperçut le membre de la Commune, les gardes, il comprit et pâlit. « Citoyen Ferré, dit-il, vous m'aviez promis la vie sauve... — Nous n'assassinons personne, interrompt Ferré. Mais vous, vous avez conspiré contre nous. Vous avez reçu de l'argent de Versailles pour corrompre Dombrowski. — C'est vrai, déclare le prisonnier. — Alors, en route... »

Les Vengeurs sont là, qui entraînent Veysset, l'un d'eux si ému que Ferré le secoue brutalement. L'escorte hâte le pas, et, tournant à gauche, gagne le pont Neuf. En route, elle croise des fédérés qui défendent une barricade. Ferré explique : « L'homme que nous emmenons est un traître. La justice du peuple l'a condamné. Il va mourir. »

A mi-chemin entre la statue de Henri IV et le quai Conti, après le deuxième refuge circulaire, le délégué fait un signe. Les Vengeurs s'arrêtent. On bande les yeux de Veysset, qui murmure : « Je vous pardonne ma mort. » Un commandement bref de Ferré. L'agent de Versailles est tombé, tué sur le coup. Des gardes soulèvent le cadavre et le précipitent dans la Seine. Impassible, le délégué sourit (1).

Veysset mort, Ferré songea aux autres prisonniers. Avec Wurth, Clermont, puis Fouet, qui l'avaient rejoint, il regagna de suite le Dépôt et demanda communication du registre d'écrou. Ce fut le brigadier Braquond qui, par son sang-froid, sauva les détenus. Il déclara que certains étaient déjà transférés, ne trouva pas les autres. Le représentant et les fonctionnaires de la Commune durent se retirer, pressés par les progrès de l'incendie.

Les flammes fusaient de toutes parts. Sur le signal du délé-

(1) « J'ai rencontré Ferré après qu'il venait de faire fusiller Veysset et de regarder le macchabée exécuter, du haut du pont Neuf, un plongeon dans la Seine. Il était tranquille et souriant. C'est un fanatique. Il croit à la force et en use sans se soucier d'être cruel ou généreux. » (Vallès, *L'insurgé*, p. 351.) — En ce qui concerne l'exécution de Veysset, j'ai utilisé les dossiers des poursuites exercées contre Ferré et contre Wurth, le récit de Pilotell, rapporté par Vuillaume, *Mes cahiers rouges au temps de la Commune*, p. 85 et s., etc..

gué, un certain nombre de fédérés et des volontaires, les « bons bougres à poil » recrutés par Breuillé, s'étaient répandus dans l'immense bâtiment. Ils avaient mis le feu à des endroits choisis depuis deux jours où s'étaient entassées les matières inflammables. Les incendiaires s'en étaient pris tout d'abord à l'appartement du délégué à l'ex-Préfecture. Mais bientôt ils avaient embrasé aussi les greffes du tribunal ; les bureaux des casiers où les documents réunis fournissaient au feu un aliment naturel ; les locaux de l'Ordre des avocats, au cœur même du Palais ; la galerie des juges d'instruction sur le boulevard ; la salle des Pas-perdus, dans laquelle les passants se voyaient contraints à jeter la torche sur l'ordre du garde national Etienne et de ses camarades ; la cour de cassation, sur le quai de l'Horloge ; les abords de la Conciergerie et du Dépôt. L'incendie, vers onze heures, menaçait les deux prisons. De la cour de cassation, de la Préfecture, sortait une épaisse fumée rougie par les cendres, que rabattait le vent. Les femmes logées dans l'édifice, épouses de concierges et de gardiens de prisons, criaient d'effroi. L'une d'elles, à demi folle, avait apostrophé Ferré qui, haussant les épaules, s'était éloigné. Les détenus couraient un danger plus grand encore. Le délégué, se rendant place Voltaire, venait de quitter la Préfecture, avec Wurth, le fusil en bandoulière, et Clermont. Avant de partir, il avait donné l'ordre de libérer les prisonniers, s'ils acceptaient de combattre l'armée de Versailles. Quelques-uns avaient ainsi pu s'enfuir.

Par un concours de circonstances dont je ne me suis jamais bien rendu compte, m'écrivait Eugène Fouet, je me suis retrouvé seul dans la cour du Palais de justice, puis entouré d'un grand nombre de détenus libérés desquels s'est détaché un grand jeune homme, d'allure énergique, se disant le fils d'un général dont je n'ai pas retenu le nom. Il protestait de son dévouement à la Commune et réclamait des armes afin d'organiser cette foule qui voulait marcher contre l'armée. Je conduisis tout ce monde, et une grosse femme qui demandait à être cantinière, à la caserne de l'autre côté du boulevard, où j'espérais que ces volontaires trouveraient des armes. Puis, à travers l'île Saint-Louis, à la lueur des

incendies, je regagnai le 41^e, où je retrouvai Ferré et Louis Clermont.

D'intelligentes initiatives des gardiens mirent provisoirement à l'abri le surplus des prisonniers. Profitant du désarroi, le personnel interpréta comme un ordre général les instructions de Ferré et fit sortir de leurs cellules tous les détenus. Mais il y eut alors un moment de confusion terrible. Il fallait faire face aux deux périls à la fois. L'un provenait du feu, l'autre des hommes. Avec l'aide d'habitants des maisons voisines, les gardiens coururent au plus pressé. Ils enlevèrent des alentours les cartouches et les barils de poudre. Quelques détenus qui s'étaient efforcés de franchir les ponts revenaient en cet instant, affolés, pourchassés par le croisement des balies. Le personnel des prisons les contraignit à réintégrer la cour du Dépôt, à combattre avec lui le sinistre.

Devenue neutre, l'île de la Cité était, en effet, exposée à la fusillade des deux adversaires. Les fédérés l'évacuaient peu à peu. Menacés d'être cernés par les troupes de la ligne, qui occupaient, sur la rive droite, le Louvre et Saint-Germain-l'Auxerrois, sur la rive gauche, la Monnaie et la rue Guénégaud, ils avaient retiré leurs canons du pont Neuf, abandonné la barricade de la place Dauphine. Les derniers défenseurs du Palais, des gardes appartenant au 92^e, au 188^e bataillon, des Vengeurs de Flourens, avaient à leur tour battu en retraite. Mais ils tiraillaient encore du pont au Change, de la caserne de la Cité, de l'Hôtel-Dieu. Et de son côté l'armée, avançant par les deux quais, ignorant la situation dans laquelle l'île se trouvait, ne cessait de la cribler de ses projectiles.

Il fallut qu'un surveillant du Dépôt se dévouât. Il se glissa le long des maisons, agita un mouchoir. Les soldats l'aperçurent et cessèrent le feu. A ce moment, les troupes communales quittaient l'île, se repliant vers les quartiers du nord-est. Un détachement de ligne put, sans coup férir, franchir le pont Neuf, puis prendre possession du Palais. De cet épisode, je m'entretenais récemment avec le fils d'un des offi-

ciers qui, le 24 mai, pénétrèrent dans le bâtiment abandonné. Voici, tel qu'il lui fut transmis, le récit de M. Pierre Mercier, avocat à la cour d'appel :

Mon père, capitaine au 75^e régiment de marche, pénétra dans Paris par le Point-du-Jour, au cours des dernières heures de la nuit du 21 au 22 mai. Sa troupe traversa la Seine au pont des Invalides et suivit la rive gauche du fleuve par les rues de l'Université et de Lille, s'assurant des édifices publics au fur et à mesure de la progression. Plusieurs barricades furent enlevées, notamment à la hauteur de la rue du Bac, où un sergent fut tué en s'élançant à l'assaut. La troupe atteignit ensuite le Palais de justice, pour gagner la place de l'Hôtel de ville, où elle devait faire sa jonction avec d'autres unités qui avaient suivi la rive droite. Le Palais n'avait pas été défendu par les fédérés. Il fut reconnu et sommairement fouillé. Le parquet général de la cour de cassation était vide. Cependant, un lit de camp défait indiquait qu'il y avait eu là une permanence. On saisit des mandats d'arrêt en blanc, des timbres humides, des insignes révolutionnaires. De tous côtés les incendies faisaient alors rage...

Ce ne fut pas toutefois dès cet instant que les secours s'organisèrent de façon efficace. Il fallut de nouveaux détachements pour cela, qui restèrent sur les lieux. Vers cinq heures, une compagnie du 79^e de ligne se présenta au Dépôt. Elle allait assurer le transfèrement à l'hôtel des Monnaies des détenus de droit commun, dont un seul, en cours de route, tenta de s'échapper. La Conciergerie fut seulement occupée dans la nuit. De l'autre côté du boulevard, le chef des gardes Faivre avait, au péril de sa vie, empêché les fédérés d'incendier le tribunal de commerce. Les troupes de Versailles ne parvinrent à ce bâtiment que vers sept heures, lorsqu'eut été enlevée la barricade établie sur le boulevard. Les pompiers arrivèrent plus tard encore, à partir d'une heure du matin. — Il appartint aux pompiers de Fécamp de remplacer, sur le Palais, le drapeau rouge par le drapeau tricolore (1).

(1) Au sujet des événements qui se déroulèrent le 24 mai au Palais et à la Préfecture de police, j'ai fait notamment état des renseignements contenus dans les dossiers des poursuites exercées contre Ferré, Fouet,

Le Palais de justice au pouvoir de l'armée, Rigault meurt. Lorsqu'il pense avoir relié la Commune à sa devancière, quand il vient de faire exécuter Chaudey, ce Girondin, quand il sait que l'édifice de la rue de Jérusalem est en feu, il juge

Etienne, Giffault (Ministère de la guerre), dans le *Moniteur universel* du 1^{er} juin, la *Gazette des Tribunaux* du 13 avril-4 juin, le *Droit* du 10 juin 1871, etc... — Il n'est pas douteux que Ferré présida à l'incendie du Palais de justice. Mais ce fut en parfait accord avec Raoul Rigault et les membres du comité de salut public, dont les intentions s'étaient, les jours précédents, clairement manifestées. Certains auteurs (Beslay, *La vérité sur la Commune*, p. 136 et s., Fiaux, *op. cit.*, p. 456) ont prétendu en vain que la Commune avait seulement prescrit d'incendier, pour des raisons de tactique, les maisons qui avoisinaient les barricades. Mauvaise défaite, et de telles prétentions sont généralement abandonnées. (Voir entre autres P. et V. Margueritte, *op. cit.*, p. 536, 599.) Les témoins furent nombreux, qui virent opérer, sans nécessité d'ordre militaire, les incendiaires du Palais de justice. Un propos de Raoul Rigault n'est pas moins édifiant. Peu de jours avant l'entrée des troupes, renouvelant un avis donné déjà par la *Nouvelle République* (du 26 mars) Ranc conseillait au procureur de la Commune de détruire les documents politiques accumulés à la Préfecture. « Rigault songea un instant. — Bah ! dit-il brusquement, ce sera bien plus simple. Nous f...rons le feu à la boîte ! » (Vuillaume, *Mes cahiers rouges au temps de la Commune*, p. 420). Est-il nécessaire de rappeler les précautions d'ailleurs prises par l'Hôtel de ville depuis longtemps, les instructions des derniers jours ? Il est des faits qui ne sauraient être contestés : l'institution de la *commission scientifique* ; les excitations de la presse, l'article entre autres du *Cri du Peuple* (17 mai) : « Si Paris succombe, il engloutira les vainqueurs dans une catastrophe épouvantable » ; la réquisition des matières inflammables et leur transport dans les édifices condamnés ; les démarches de la ligue de l'Union républicaine pour les droits de Paris qui parvint à arrêter, sur certains points, la main des incendiaires ; la rédaction de cette dépêche classée à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris : « Paris, 23 mai 1871. Ordre aux municipalités de requérir immédiatement tous les produits chimiques inflammables et violents qui se trouvent dans leur arrondissement, et de les concentrer dans le 11^e arrondissement. — Le Comité de salut public. » Par contre l'authenticité du document « Citoyen Luçay, — Faites de suite flamber finances et venez nous retrouver », qui, daté du 4 prairial 79, porte la signature de Ferré, n'est pas établie. Théophile Ferré, qui fit preuve d'un réel courage devant le 3^e conseil de guerre de Versailles, a opposé les dénégations les plus énergiques. Il est peu vraisemblable d'ailleurs qu'au moment où éclatèrent les deux incendies successifs du Ministère, le délégué, absorbé par les préparatifs de la Cité, ait donné des ordres concernant l'édifice de la rue de Rivoli. Le rapport enfin de l'expert Delarue ne paraît pas convaincant. Si ses conclusions sont nettement affirmatives, elles prennent leurs racines dans une singulière hypothèse : « L'écriture de l'ordre d'incendier dont il s'agit est déguisée... La signature de cet ordre tracée, surtout en commençant, avec une certaine hésitation, revêt néanmoins un cachet de naïveté naturelle inimitable qu'on ne saurait nier... » Comment admettre que Ferré, dont on sait le fanatisme farouche, ait déguisé son écriture, qu'il ait ensuite fait parvenir à ses compagnons de lutte un document qui pouvait leur sembler suspect ?

achevée sa tâche de grand policier révolutionnaire et de successeur de Chaumette. Il va aux barricades et ne redoutera pas, puisqu'il est vaincu, la mort. Sa dernière nuit, il l'a achevée chez un ami. Du balcon il a vu s'effondrer la coupole des Tuileries. Au matin il repart en uniforme comme la veille, et c'est vers le champ de bataille le plus proche qu'il se dirige. Vers le 5^e, l'arrondissement où se dessina, sous le second Empire, sa carrière de gavroche sadique, vivant déjà des ruines du passé et des morts.

Vuillaume le rencontra vers midi, place de la Sorbonne. Tous deux se reposèrent quelques instants dans un café voisin, au d'Harcourt, Rigault, taciturne contre son habitude. Il ne dit qu'une chose. L'événement l'obsédait, non point qu'il lui valût des remords, mais il synthétisait sa vie. « Tu sais... Eh bien ! Cette nuit... je l'ai fait fusiller... — Fusiller ? Qui ? — Chaudey. » De nouveau le procureur de la Commune se tut. Il partit pour le Panthéon, pour le dénouement tout proche... Ayant aux environs, jusqu'au bout dirigé la défense, il débouchait, à trois heures, de la rue Saint-Jacques dans la rue Gay-Lussac. C'était le moment où les gardes nationaux, vivement pressés, reculaient à travers le 5^e arrondissement. Une à une tombaient les barricades, celle de l'Abbé-de-l'Épée, celle de la rue Royer-Collard, livrant à l'armée les accès de la rue Gay-Lussac. La troupe s'y précipita des deux côtés, — ligne et chasseurs, — à l'instant où Rigault cherchait à gagner son logement du n° 29 (1). L'uniforme du commandant attira les regards. Un détachement accourut. Mais quand il arriva, la porte se refermait. Les soldats frappèrent rudement et se firent ouvrir. Ce fut le propriétaire de l'hôtel, M. Chrétien, qui se montra. Il aurait été traîné au mur et eût payé pour son locataire, s'il n'avait, dans la maison, aperçu celui-ci. « C'est bien, dit Rigault, je ne suis pas un couard, je descends. » Chez lui, Rigault avait trouvé son secrétaire Slom. « Toi, reste, lui dit-il, ce n'est pas la peine de te faire fusiller avec moi. » Il descendit. En bas il fut de suite désarmé, entouré par un peloton. L'escorte

(1) J'ai indiqué ci-dessus, chapitre V, que Raoul Rigault y avait loué une chambre sous le nom d'Auguste Varenne.

songea-t-elle tout d'abord à le conduire à la cour martiale du Luxembourg ? Un incident se produisit-il presque aussitôt, le cri attribué à Rigault : « Vive la Commune ! », un simple geste du prisonnier ? Le voile de la légende dissimule la réalité. Seul un fait est certain. Les hommes ne firent que quelques pas dans la direction du boulevard Saint-Michel. Et, subitement, un sergent abattit Raoul Rigault, lui fracassant la tête à coup de revolver. Deux autres balles l'avaient atteint à la poitrine. Puis la troupe s'éloigna. Elle laissait le cadavre sur place, au coin de la rue Gay-Lussac et de la rue Royer-Collard, devant la barricade à demi détruite. Ce fut alors l'ignoble curée qui, en temps de révolution, prolonge les chasses à l'homme. L'effroyable supplicié, gisant, le crâne ouvert, la barbe et la chemise rouges de sang, l'œil atrocement fixé en un dernier regard, des femmes du quartier latin eurent le triste courage de le dépouiller, parmi les quolibets et les insultes. Une eau-forte de Pilotell nous a transmis le hideux spectacle « vu par l'auteur le 24 mai, à cinq heures du soir », celui du cadavre étendu le long du trottoir, les bras en croix et les pieds nus (1). Plus tard, de la lâcheté collective deux gestes de commisération jaillirent. Un voisin posa près du corps une pancarte sur laquelle il avait écrit : « Respect aux morts ! Pitié pour son malheureux père. » Et Rigolette, la fille des joyeux jours, jeta une couverture sur ce commandant de la garde nationale que personne ne connaissait ou ne voulait reconnaître, l'ancien délégué à la Préfecture, le procureur de la deuxième Commune (2).

(1) L'eau-forte est reproduite dans l'album de Dayot, *L'invasion*, le siège, la Commune, p. 297.

(2) J'ai dit que la légende s'était emparée des incidents ayant entouré la mort de Rigault. On en retrouvera les versions contradictoires dans le *Siècle* du 26 mai 1871 et les ouvrages généraux sur la Commune, Fiaux, *op. cit.*, p. 525, Dayot, *op. cit.*, p. 258, Prolès, *Les hommes de la révolution de 1871*, Raoul Rigault, p. 75 et s., Daudet, *op. cit.*, p. 138 et s., P. et V. Margueritte, *op. cit.*, p. 557, etc... Dans le fascicule IV de ses *Cahiers rouges* (*Quelques-uns de la Commune*, p. 24 et s.), Vuillaume a démontré que certains détails avaient été imaginés après coup. Il semble acquis notamment que le procureur de la Commune ne révéla pas sa qualité aux soldats. (Voir le témoignage du lieutenant Napoléon Ney.) Le cadavre de Rigault fut enlevé le lendemain jeudi et transporté dans une maison de la rue Saint-Jacques (aujourd'hui, le n° 250), qui avait servi d'ambulance sous le premier siège. Il fut ensuite inhumé au cime-

Après l'évanouissement des moins braves, un des membres les plus énergiques de l'assemblée révolutionnaire disparaissait. En même temps s'éloignait le centre de la défense. L'Hôtel de ville était, comme le Palais de justice, comme le Ministère de la guerre, entre les mains du vainqueur. Ce jour-là, le Comité central, renonçant à discuter avec la ligue d'Union républicaine les conditions d'un armistice, enflévrant, de la rue Basfroï, dans le 11^e, la résistance. Ceux qui subsistaient de la Commune s'étaient transportés à la mairie du même arrondissement, place Voltaire. De là, désormais, allaient partir les commandements suprêmes : Ceux lancés, selon leurs inspirations, par une vingtaine de représentants, réunis dans la salle des délibérations de la mairie où ils constituaient une permanence, les membres du comité de salut public, et Delescluze, Dereure, Jourde (1), Longuet, Vallès, plusieurs autres. Ceux surtout lancés par Ferré, qui de Raoul Rigault hérita la tâche sanglante. Il s'était installé sur l'estrade de la salle des mariages, avec Genton, et en contrebas, Fortin et Fouet (2). Au milieu d'un bruit incessant, du roulement des fourgons qui faisait trembler les fenêtres, des propos hachés de camarades apportant leurs nouvelles ou demandant des instructions, Théophile Ferré, calme, impénétrable, visait des permis, signait des ordres, assumait, par son silence même, les plus lourdes responsabilités. Si, dans la confusion des dernières heures, tous prenaient des initiatives se référant à la bataille, le délégué concentrait, sous son poing, la brutale dictature qui aux combattants tenait lieu de justice. Pendant l'après-midi du 24, un certain nombre d'arrestations lui furent sou-

tière Montmartre. — J'ai inutilement recherché l'acte de décès de Raoul Rigault. Cet acte, comme ceux constatant le décès de nombreux combattants de la Commune, n'a jamais été dressé.

(1) Jourde assurait encore le service des finances. Au cours de l'après-midi du 24 mai, dans une salle de la mairie, il distribua entre les membres de la Commune et les combattants une somme de 153.000 francs, que venait de lui apporter Camélinat. (Maxime Vuillaume, *Mes cahiers rouges au temps de la Commune*, p. 291-292.)

(2) « Au 11^e, m'écrivait encore Fouet, Ferré était resté le seul représentant de la Commune ; je lui servais de secrétaire, avec l'ordre de signer de son nom les pièces que les circonstances exigeaient et dont, pour beaucoup, il n'avait même pas pris connaissance. »

mises. Il fit écrouer à la Roquette six femmes, en qualité d'« otages » (1). Quatre d'entre elles avaient refusé de livrer des chevaux et des voitures réquisitionnés. Il interrogea aussi plusieurs suspects, — Lasnier, arrêté de nouveau, — dont quelques-uns furent ensuite, sans autre forme de procès, traités par des gardes dans un terrain vague, collés au mur (2).

Peu de temps après son arrivée, d'un geste, il avait sacrifié le capitaine de Beaufort.

Emile Fortin, le secrétaire de Genton, qui devait jouer un rôle dans le drame, a raconté la série des incidents qui conduisirent à la mort l'élégant officier de l'armée fédérale. Mais la figure de ce dernier demeure énigmatique.

Cousin d'Edouard Moreau, — *sire de Bauvière* et membre du Comité central, — le comte Charles de Beaufort avait été, pendant le premier siège, élu capitaine du 183^e bataillon. Suivant de loin les traces de son parent, il avait adhéré à la révolution du 18 mars. Il était entré au Ministère de la guerre avec Cluseret, en qualité d'officier d'état-major. Semaines pour lui charmantes d'émotions et de jouissances. Il s'était courageusement battu à Neuilly. Il n'en aimait pas moins à caracoler en ville, revêtu de son uniforme bleu aux aiguillettes d'or, transmettant, de haut, des ordres, et menant joyeuse vie. Tant de fantaisie lui coûta cher. Comme un soir, rentrant au Ministère de la rue Saint-Dominique, il manifestait une fâcheuse exubérance, le factionnaire du 66^e croisa la baïonnette. Le capitaine, dans sa fureur, s'en prit au poste tout entier. « Voilà, s'écria-t-il, un bataillon que je purgerai ! » Quelques jours après, on se battait dans la capitale, et le 66^e bataillon était appelé à défendre le 9^e arrondissement. Il y fut décimé le mardi, l'armée ayant, par surprise, enlevé une barricade qui le protégeait, rue Caumartin. Six gardes, faits prisonniers par les soldats, furent fusillés sous les yeux de leurs camarades.

(1) Etat joint au dossier des poursuites exercées contre Ferré (Ministère de la guerre.)

(2) Il y eut, près de la place Voltaire, des exécutions le mercredi et le jeudi. — Débats devant le 3^e conseil de guerre, audiences du 21, du 28, du 30 août 1871. Vuillaume, *Mes cahiers rouges*, IX, *Lettres et témoignages*, p. 89.

Le sanglant épisode faisait, le lendemain, au début de l'après-midi, l'objet de commentaires passionnés dans les groupes qui stationnaient près de la mairie de la place Voltaire. Des survivants du 66^e bataillon, tous du quartier, s'y trouvaient, racontant les faits à leur manière, les grossissant, se répandant en invectives. Le massacre ne pouvait s'expliquer que par la trahison. Un des gardes précisa : « Il nous l'avait bien dit, l'officier, qu'il nous purgerait ! »

Soudain, des cris. Une femme, connue sous le nom de Lachaise (Marguerite Guindaire, épouse Prévost), la cantinière du bataillon, hurlait : « La canaille qui nous a fait massacrer ! » Du doigt, elle montrait le capitaine de Beaufort se dirigeant, à cheval, vers la barricade du boulevard Voltaire. Alors une clameur monta : « A mort, à mort, le traître ! » La colère qui s'empare d'une foule et qui, étouffant les consciences, déchaîne l'irrésistible rafale. Vingt bras jetèrent l'officier à bas de son cheval. Il fut saisi, secoué, frappé, traîné, comme un pauvre jouet disloqué, vers la mairie.

Lorsqu'il en franchit la porte, il était blême et meurtri déjà. Le groupe qui l'emportait, grossi, dans l'escalier, par des femmes employées à coudre des sacs à terre, poussa le malheureux jusqu'à la salle où Ferré se tenait. Les explications confuses, les injures s'entrecroisaient. Ferré se pencha vers Genton, murmura quelques mots, fit un signe. Puis Genton se leva : « Nous allons le juger. » Genton, — le juge d'instruction nommé par Rigault, et le porte-drapeau de ce 66^e bataillon auquel appartenaient les accusateurs.

Sur la place, quand apparut le capitaine, ce fut un long cri de mort. En cet instant des corbillards décorés de drapeaux rouges passaient, qui montaient vers le Père-Lachaise. « C'est son tour à lui », cria quelqu'un. La foule haletait d'impatience. Cependant, l'escorte s'efforçait de se frayer un chemin parmi les bras tendus. « Nous allons le juger, répétait Genton aux rangs les plus proches. La Commune a décidé qu'il passerait devant la cour martiale. » La promesse, l'écharpe rouge de Genton permirent au groupe de traverser la place et d'atteindre la rue Sedaine.

Une boutique de cette rue servait de permanence au 66^e bataillon. Là s'improvisa le tribunal révolutionnaire. Le colonel Gois en prit la présidence ; il avait Genton et Fortin pour assesseurs. De l'aveu au surplus de ses membres, ce fut une simple parodie de la justice : Les trois hommes durent reconnaître qu'on ne pouvait imputer au capitaine le massacre de la rue Caumartin. Restait le soupçon, depuis quelque temps prenant corps, de relations entre le comte de Beaufort et Versailles. Seul il eût, devant des juges renseignés, prêté à discussion. Mais il était impossible d'émettre une opinion raisonnable sans enquête, en pleine bataille. Lors du procès de l'Hôtel de ville une question avait été incidemment posée à Cluseret au sujet de son collaborateur. « Est-il bien républicain ? » L'ancien délégué s'était borné à rappeler les circonstances en raison desquelles il avait utilisé les services du capitaine de Beaufort. Il avait ajouté : « Je l'ai mis à la porte pour négligence ; il est revenu, me disant qu'il serait plus exact. » Peu de chose, on le voit, et le tribunal de la rue Sedaine en savait moins encore. Le rôle exact joué par Charles de Beaufort durant les mois de guerre n'a d'ailleurs jamais été élucidé. La plupart des auteurs ont affirmé sa loyauté parfaite. Vuillaume notamment, qui interrogea plusieurs personnes de son entourage (1). Par contre, Lissagaray a reproduit une lettre troublante adressée, semble-t-il, par le capitaine fédéré au général Borel (2). J'ai d'autre part eu entre les mains une fiche notant le « renvoi à la guerre, le 24 novembre 1880, comme rentrant dans ses attributions, d'une lettre de M^{me} de C. née de Beaufort, relative à M. de Beaufort, assassiné par les fédérés et qui s'était engagé, moyennant une prime, à faciliter l'entrée des troupes dans Paris ». Il m'a été impossible de retrouver le dossier dans lequel fut classée cette lettre. Documents équivoques, mais que la cour martiale ne pouvait connaître. Elle questionna seulement l'accusé, qui se

(1) Vuillaume, *Mes cahiers rouges*, VIII, *Deux drames*, p. 113 ; IX, *Lettres et témoignages*, p. 101 n. 2. — Voir aussi Da Costa, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 453.

(2) Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*, édition Dentu, p. 552.

défendit, non sans vivacité, contre l'accusation vague d'espionnage. Lorsque l'interrogatoire prit fin, Gois et ses assessseurs se consultèrent. Pour eux, aucun doute. C'était d'un innocent que le peuple réclamait la mort. Le courage civique, la plus élémentaire conception de la justice exigeaient que « les juges », l'ayant acquitté, l'arrachassent aux exécuteurs. Mais le souci qui l'emporte, à ces heures de misère morale, est celui des demi-mesures que l'on croit habiles parce qu'elles oscillent entre deux lâchetés. Quel tragique aveu en fit Fortin à Maxime Vuillaume (1) !

« Nous ne voulions pas condamner Beaufort à mort. *Il ne nous était pas prouvé qu'il fût responsable de la défaite du 66^e à la Madeleine.* Nous convinmes entre nous trois qu'il serait dégradé, qu'on lui retirerait ses insignes et son uniforme de capitaine, et qu'il serait conduit à la barricade la plus proche pour y faire le coup de feu avec les autres. C'est ce que nous dîmes aux hommes auxquels il fut remis. — S'il ne se bat pas bien, ajouta l'un de nous, cassez-lui la tête. » Le mot, après le geste de Ferré, après la décision de la cour martiale, abandonnait Charles de Beaufort.

Quatre heures. Vers le condamné déferle de nouveau la vague monstrueuse. « Nous le voulons ! Il nous trahit depuis assez longtemps ! » Une scène atroce. Fortin, Eudes s'efforcent en vain d'intervenir. Et la cantinière Lachaise elle-même, épouvantée de ce qu'elle a fait. Et Delescluze, monté sur un banc. Et Moreau, qui supplie le délégué à la guerre de sauver son parent. « Il est innocent, je le jure... » — Le flot emporte l'homme. Il n'est plus de force qui saurait l'arrêter. Quand les exécuteurs parviennent à l'endroit qu'ils ont choisi, un chantier de marchand de bois, au début de l'avenue Parmentier, le brillant capitaine d'état-major n'a plus forme humaine. Il a été traîné à genoux vers son calvaire. Son uniforme est déchiré ; sa tête, nue. La face est tuméfiée, souillée de crachats et de boue. Avenue Parmentier, les fusils partent au hasard, et c'est, pour le malheureux, la délivrance. — Cinquante-quatre jours auparavant, la même foule avait,

(1) Vuillaume, *Mes cahiers rouges au temps de la Commune*, p. 63.

à quelques pas de là, place Voltaire, acclamé la suppression de la peine de mort.

Elle était, à cette heure, grisée par l'odeur du sang. Les nouvelles aussi de la bataille lui parvenaient, la maintenant dans un état d'énervante angoisse. Peu à peu le cercle de mort se refermait autour d'elle. En dehors du Jardin des Plantes, des Gobelins, toute la rive gauche était perdue. Et l'armée menaçait d'envelopper les derniers combattants de la Commune dans leur retraite. Elle atteignait la place de la Bastille, les abords du Château-d'Eau. Inexorable, l'assaut progressait, poussant avec lui, toujours plus loin, le mécanisme de la répression méthodique, les perquisitions, les cours martiales, les exécutions sommaires.

D'un groupe de la place Voltaire, un cri jaillit. Ce cri grondait au cœur de la plèbe tout entière. Mais si la Commune se dérobait, c'était bien de celle-ci qu'émanait le souffle meurtrier ; de l'Hôtel de ville, et de sa presse, ravivant depuis des semaines la cendre chaude. — « Il nous faut les otages ! Qu'on exécute le décret ! »

Le décret, le décret du 5 avril. Le décret qui prévoyait l'exécution des otages « retenus par le verdict du jury d'accusation et désignés par le sort ». Le décret qui, voté, effraya la Commune et qu'elle voulut oublier. Le décret rappelé par Blanchet, rappelé par Urbain, rappelé par Maroteau, rappelé par le *Père Duchêne*, rappelé aussi et vivifié par le vote du 22 avril, par la convocation du jury. A cette populace, qu'importaient les réticences de l'assemblée, le fait même que la plupart des otages n'avaient point été jugés ? Après tant de solennels engagements, tant d'imprécations furieuses, quand, sous un ciel embrasé, retentissaient la fusillade et sans doute, au delà des barricades, le feu des pelotons d'exécution, il semblait à ces hommes exaspérés, à ces femmes démentes que les prisonniers de la Roquette fussent responsables de l'hécatombe, et justement condamnés.

« Les otages ! » Une délégation pénétra dans la mairie et Ferré la reçut encore. Près de lui se trouvaient Delescluze, Genton, Fortin. Quelques mots seulement furent prononcés. « Les otages... » Mais ils avaient la valeur d'une injonction

à laquelle le policier révolutionnaire déféra sans tarder. Il rédigea un ordre d'exécuter six prisonniers, dont il ne précisait pas les noms.

Charles Da Costa eut l'occasion, vers la fin de la semaine, de s'entretenir avec Théophile Ferré de la mort des otages. Voici, à ce sujet, ce qu'il m'a rapporté.

Le délégué à l'ex-Préfecture signa l'ordre à son corps défendant. Ferré comprenait la gravité de la décision qui lui était demandée ; son injustice, puisqu'elle n'avait été précédée d'aucun jugement ; sa maladresse, car il pensait bien qu'elle compromettrait la révolution. Les hommes introduits ont exigé l'ordre. On a dit à Ferré : *Vous autres, les membres de la Commune, vous avez voté le décret sur les otages, et vous vous refusez à le laisser exécuter. Vous êtes des lâches.* Ferré m'a affirmé qu'il avait tout fait pour éviter l'exécution.

Le propos n'est point sans intérêt. Il confirme les conditions dans lesquelles évolua l'idée qui aboutit à la mort des otages. Ce sont les exécuteurs eux-mêmes qui en rejettent la responsabilité sur l'Hôtel de ville. Il m'est par contre difficile d'admettre que Théophile Ferré ait opposé à ses interlocuteurs une résistance, fût-elle légère. Dans la matinée, il avait fait exécuter Veyssset, prescrit l'incendie du Palais de justice. Il venait de sacrifier Charles de Beaufort. Aussitôt d'ailleurs il souligna, en ce qui concernait les otages, sa pensée réelle. Il ne remit pas le papier à la délégation, mais à Fortin. En même temps, Genton se préoccupait d'assurer l'exécution de l'ordre. Les collaborateurs de Ferré, le juge d'instruction, le secrétaire, recevaient mission de donner au drame sa consécration officielle.

Désormais, ce furent les deux hommes qui prirent l'affaire en main. De la part de ces mandataires, nul souci ne se manifesta de dissimuler le meurtre sous une apparence de légalité, d'instituer une cour martiale. Ils songèrent seulement à recruter un peloton d'exécution. Genton racola Edmond Mégy. Fortin, les autres. D'un banc, il montrait l'ordre, et commentait. Le décret s'appliquait à la lettre : La peine du talion. Six otages à exécuter pour les six gardes

fusillés rue Caumartin. Les volontaires ne manquèrent pas. Il fallut refuser des concours. Une soixantaine d'hommes furent retenus. Les deux tiers appartenaient au 66^e. Des officiers de ce bataillon avaient refusé tout d'abord, alléguant que leurs hommes avaient fusillé déjà le capitaine de Beaufort. La raison ne plut pas aux gardes. Mégy, qui en témoigne, entendit leurs protestations. Ils tenaient pour « un devoir et un honneur de vouloir faire justice des principaux auteurs de toutes les guerres. — Nous sommes arrivés à un point, dirent-ils, où ce ne sont plus les officiers qui commandent. C'est nous. Et ne criez pas trop fort. Et si vous soutenez ces misérables, allez avec eux (1). » Avec les gardes du 66^e marchaient des camarades incorporés dans d'autres bataillons. Un pompier coiffé de son casque vociférait : « Ils ont assassiné mon frère... » Genton et Fortin firent en route une recrue plus précieuse encore. Ils rencontrèrent, vers la rue des Boulets, le capitaine Sicard. L'uniforme inspira Fortin. Il demanda au capitaine d'user de ses galons pour commander le peloton au dernier moment. Sicard accepta volontiers. Le groupe d'hommes envahit la Roquette. En passant par la loge, le pompier décrocha fiévreusement un fusil et vérifia s'il était chargé.

La troupe resta dans la cour. Genton et Fortin se rendirent au greffe. Ils y trouvèrent François à qui ils présentèrent l'ordre dont ils étaient porteurs. Dure épreuve pour un directeur de prison. L'esprit du parfait fonctionnaire se prend vite, même aux époques les plus agitées, et la crainte des responsabilités seule en trouble la quiétude. François pâlit. Il relut le papier. Puis il chercha les feuilles volantes sur lesquelles avaient été inscrits la veille les otages venus de Mazas. Six otages à choisir lui-même. Il lui parut qu'avant tout il devait sauver un de ses prisonniers, le plus en vue, dont le nom avait été si souvent prononcé lorsque se négociait l'échange ; qu'en l'omettant il écarterait le pire danger. Devant le représentant de Ferré, il lut : Deguerry, Bonjean, Allard, Clerc, Ducoudray, un autre nom qui depuis s'est perdu.

(1) Cité par Vuillaume, *Mes cahiers rouges, IX, Lettres et témoignages* p. 96-97.

Dans la cour, la liste fut portée à la connaissance des hommes. « Et l'archevêque ? » interrogea l'un d'eux. L'observation sembla juste à Fortin. Il pria le directeur de substituer le nom du prisonnier au dernier de la liste. Mais, résigné jusque-là, le directeur, pris d'épouvante, s'obstina dans son refus. L'ordre n'indiquait pas expressément l'archevêque. Il se refusait à le livrer.

Un haussement d'épaules et Fortin repartit pour la mairie. Le secrétaire connaissait trop son maître pour prévoir une objection. De fait, mis au courant, Théophile Ferré n'ouvrit même pas la bouche. Il se borna à reprendre la feuille, à préciser au bas, de son écriture paisible : « Et notamment l'archevêque. »

En hâte, Fortin regagna la Roquette. A François il tendit l'ordre complété. Il y eut quelques instants de silence, et de la part du directeur comme une hésitation dernière. Puis François partit, annonçant qu'il allait réunir les six otages.

Les minutes s'écoulèrent alors, longues, dans l'attente. Il était visible que les gardiens, le directeur lui-même de la prison mettaient peu de zèle à exécuter les instructions reçues (1). La vague pensée qu'un événement écarterait d'eux le cauchemar alourdissait leurs gestes. Vain espoir. En bas, les fédérés s'impatienzaient et murmuraient déjà le mot de trahison. Mégy, dans un récit violent, a retracé leur état d'âme (2).

Nous fîmes tapage et je demandai si l'on se moquait de nous. — Ces gens sont condamnés, dis-je. L'ordre est signé. Qu'on l'exécute. Et de suite. Nous ne sommes pas ici pour nous amuser. Dépêchons. — On nous fit alors rentrer dans un couloir sombre et on nous laissa là encore une demi-heure. Il fallut encore crier et menacer ; les gardiens sans cela n'auraient pas obéi. Enfin l'on entendit du bruit dans les couloirs. C'étaient les condamnés...

Il semble que ce soit le brigadier Romain qui ait ouvert les cellules, assisté de deux ou trois camarades. Les six pri-

(1) Dans le courant de la journée, un gardien de Mazas, rencontrant Gaston Da Costa, avait intercédé en faveur du président Bonjean. Le collaborateur de Rigault s'était borné à lui répondre qu'« il ne lui arriverait pas malheur ». (Lettre de Da Costa jointe au dossier des poursuites exercées contre lui. Ministère de la guerre.)

(2) Cité par Vuillefume; Voir la note ci-dessus.

sonniers avaient été mis dans la 4^e section. Ils occupaient le premier étage du bâtiment de l'ouest, c'est-à-dire du bâtiment qui se trouvait à droite en entrant par la place de la Roquette. Au numéro 2, le président Bonjean. Au 3, l'abbé Deguerry. Au 23 seulement, l'avant-dernière cellule à droite, l'archevêque qui, logé tout d'abord au numéro 1, avait fait un échange avec l'abbé de Marsy, vicaire de Saint-Vincent-de-Paul. Toutes ces cellules étaient reliées par un même couloir. Là se fit, à partir de sept heures, le rassemblement des otages. L'opération prit une demi-heure, sinon plus. Elle s'acheva seulement lorsque se firent entendre les protestations des fédérés, quand certains, qui avaient accompagné les gardiens, se fâchèrent à leur tour. Du couloir ils criaient aux prisonniers : « Sortez ! sortez vite ! sortez comme vous êtes ! » Un à un les otages apparurent. Le président Bonjean, que courbait la fatigue, mais calme, et murmurant : « Oh ! ma femme bien-aimée, oh ! mes enfants chéris ! » L'archevêque, portant la croix de M^{gr} Affre, mort en 1848 sur les barricades ; au doigt, l'anneau provenant de M^{gr} Sibour, assassiné neuf ans après. Les autres prêtres. Au bout du couloir, un escalier prenait naissance. Étroit et obscur, il conduisait vers le chemin de ronde. Cet escalier, les otages le descendirent, entraînés par les gardiens et les hommes armés ; et des lanternes qu'élevaient deux individus, — l'un, en tout cas, détenu de droit commun, — l'éclairaient sinistrement. Le cortège, au rez-de-chaussée, poursuivit sa route. Une galerie longeant une cour, puis un petit escalier de quelques marches. A ce moment, dit-on, la main posée sur la rampe de fer, M^{gr} Darboy prononça la seule parole qui puisse lui être attribuée : « ... Cependant, j'ai écrit à Versailles... » Les trois chefs de l'expédition, avec le gros de leur troupe, attendaient en cet endroit. Tourné vers ses compagnons, l'archevêque les bénit et le P. Allard commença à réciter la prière des agonisants. Alors Sicard fit un signe. Les gardes encadrèrent les prisonniers qui reprirent leur marche. Ils se trouvaient cette fois engagés sur le chemin intérieur de ronde. Et comme le président, vaincu par la souffrance, avançait péniblement, ce fut au bras de l'archevêque

qu'il fit les derniers pas sur le deuxième chemin, dit chemin extérieur de ronde. De hautes murailles découpaient dans le ciel une bande étroite. D'un côté, elles séparaient le fossé sombre du premier chemin parcouru ; de l'autre, de la rue de Vacquerie. Au fond, devant les prisonniers, se dressait le mur d'angle qui, brutalement, brisait le jour.

Contre ce mur, les otages se trouvèrent poussés. Sicard les fit ranger l'un près de l'autre, face au peloton. A la droite de ses compagnons, M^{gr} Darboy, puis l'abbé Deguerry, Bonjean, les abbés Clerc, Allard, Ducoudray, ce dernier vers l'angle des deux murailles. Les gardes s'étaient arrêtés à quelques mètres d'eux et avaient pris leur place. En raison de l'étroitesse du chemin, un certain nombre d'entre eux s'étaient écartés. Il ne restait qu'une vingtaine d'exécuteurs, alignés sur deux rangs. En avant, le pompier casqué faisait face à l'archevêque. Il avait à sa gauche le capitaine Sicard ; à sa droite le garde du 254^e bataillon Joseph Lolive. Plus loin, Mégy, impatient, braquait déjà son chassepot. Derrière les rangs se tenaient Fortin, puis Genton, puis François. Sicard leva le bras. Les fédérés épaulèrent. Mais à ce moment le capitaine se souvint qu'il n'avait pas de sabre, et Fortin lui tendit le sien, — un sabre provenant de Ferré, comme s'il eût fallu que se manifestât jusqu'à la fin la présence occulte du délégué. Le capitaine prit en main le sabre et commanda : « Feu ! » — « Vive la liberté ! » rispota le P. Allard, entr'ouvrant sa soutane. Les coups claquèrent, se prolongèrent en deux salves désordonnées. « Il est donc blindé celui-là... » avait dit Lolive, voyant, après la première décharge, l'archevêque encore debout, et il avait tiré de nouveau. Cette fois, près des autres, l'archevêque s'était abattu. Plusieurs gardes se précipitèrent, achevèrent M^{gr} Darboy et le président Bonjean, qui, atteint de dix-neuf balles, râlait encore. Après le massacre, l'exaltation ne tombait pas. Rien, à cet égard, ne révèle avec tant d'âpreté la haine des exécuteurs que la fin de la note de Mégy (1).

(1) *Ibid.* A elle seule, la note de Mégy détruit les puériles assertions de certains auteurs, — de Beslay, soutenant que le meurtre des otages fut inspiré par un désir de « compromettre la Commune » (*La Vérité sur la*

Quand le dernier de ces bandits fut tombé, le tableau fut magnifique. La nuit qui venait le rendait sublime... Ces traîtres étendus à terre, l'on sentait là la force révolutionnaire, on se sentait déjà perdu, l'on voulait bien mourir aussi, mais on voulait se venger avant, et on regardait ses ennemis morts, l'on respirait à l'aise. D'ensemble le cri de : Vive la République universelle ! retentit dans l'air, poussé par tous les assistants, ainsi que le cri : Vive la Commune !... Comme tout était fini, les fédérés s'en allèrent, chacun à son affaire, contents d'avoir fusillé les ennemis mortels de la civilisation, suppôts de toutes les monarchies et abrutisseurs de toutes les générations.

Huit heures sonnaient à l'horloge de la prison. Genton et Fortin rejoignirent, seuls, la mairie du 11°. Près de Ferré ils rédigèrent le procès-verbal : « Aujourd'hui, 24 mai 1871, à huit heures du soir... » — Vers le même moment, les six cadavres étaient transportés au Père-Lachaise (1).

La nuit se poursuivit, lugubre comme la précédente, éclairée par le flamboiement sans cesse élargi. Devant l'armée,

Commune, p. 13), — de Cluseret, allant jusqu'à prétendre que l'exécution fut pour auteurs « des agents versaillais déguisés en peuple (*sic-op. cit.*, t. I, p. 160).

(1) Il s'est glissé de nombreuses erreurs dans les récits auxquels donna lieu la mort des otages, ceux notamment de Maxime Du Camp, *op. cit.*, t. I, p. 260 et s., de P. et V. Margueritte, *op. cit.*, p. 558 et s., de Daudet, *op. cit.*, p. 116 et s., etc. Certaines proviennent de dépositions faites à l'occasion des poursuites exercées contre les membres de la Commune. J'observe en particulier que l'exécution de l'archevêque et de ses compagnons ne fut pas décidée par une cour martiale, que Ferré ne se trouvait pas à la Roquette au moment du drame. Les propos généralement prêtés aux otages sont inexacts. — Les relations les plus fidèles m'ont paru être celles du comte d'Hérisson (*Nouveau journal d'un officier d'ordonnance, la Commune*, p. 237 et s.) et de Maxime Vuillaume, (*Mes cahiers rouges au temps de la Commune* p. 67. et s., *Mes cahiers rouges, IX, Lettres et témoignages*, p. 95 et s.) Ces deux auteurs ont en effet procédé à des enquêtes rigoureuses, recueilli et contrôlé, Vuillaume surtout, les explications de témoins, parmi lesquels Fortin, Mégy et un autre exécuté, dit le père Louis. Au sujet cependant de la survenue de Sicard j'ai rectifié la version de Maxime Vuillaume (Voir Gaston Da Costa, *op. cit.*, t. II p. 4 et s.). — En ce qui concerne la disposition des lieux, consulter le plan de la prison inséré dans l'ouvrage de l'abbé Amodru, *La Roquette*, p. 10, qui comporte toutefois des réserves, l'exécution ayant eu lieu non pas dans le premier, mais dans le second chemin de ronde, — le plan précisant la place occupée par les otages et le peloton au moment du drame et reproduit par le comte d'Hérisson, p. 246, — les photographies enfin contenues dans l'ouvrage de Dayot, *Le siège, l'invasion, la Commune*, p. 311-312, qui tout au moins font connaître l'aspect de la prison et permettent de suivre le chemin parcouru par les otages.

la zone des incendies gagnait en profondeur. Plus de deux cents maisons (1), dix palais, deux théâtres brûlaient, entourant la dernière citadelle d'un épais rideau de pourpre et d'or.

Dans l'âcre fumée, sous le croisement des projectiles lancés par les batteries du Père-Lachaise et des Buttes-Chaumont, par les batteries d'autre part de Montmartre, les colonnes, dès le matin, reprirent leur marche en avant. Un effort vigoureux était porté contre le 44^e, attaqué par les deux ailes et de front. Les canons établis vers le Panthéon couvraient d'obus la place de la Bastille, que menaçaient d'un prochain assaut les troupes bientôt maîtresses, sur la rive gauche, du Jardin des Plantes et de la gare d'Orléans, sur la rive droite, des quais, puis du quartier de la gare de Lyon, de Mazas notamment dont les prisonniers étaient délivrés le soir (2). D'autres divisions dans le même temps débouchaient du boulevard Saint-Martin, du boulevard Magenta, se lançaient contre les barricades de la place du Château-d'Eau.

Entre les deux places, toutes les rues du centre étaient enlevées et, après l'occupation du Conservatoire des arts et métiers, de l'Imprimerie nationale, la poussée terrible ébranlait le 44^e à sa base, sur la ligne du boulevard du Temple.

Au siège voisin de la Commune, soufflait le vent de la déroute. Tandis que certains élus — Protot — combattaient sur les barricades, une quinzaine discutaient encore dans une petite salle de la mairie, entourant Delescluze. Après l'évanouissement de leurs espoirs fous, la pensée d'une résistance acharnée s'affaiblissait en eux. Ils n'avaient plus le nerveux élan de la veille, qui donnait à la défense une impulsion vigoureuse. Envahis par un immense découragement, ils laissaient sans directives, sans secours moral ou matériel, les tronçons de l'armée fédérale désormais livrés à eux-mêmes, et rouvraient l'ère des tractations décevantes.

Arnold, dans la matinée, avait proposé de faire une démarche auprès des autorités allemandes pour obtenir l'ou-

(1) Parmi ces maisons, je dois signaler un immeuble sis boulevard Sébastopol, dans lequel était installée l'étude de M^e Aubron, notaire. Des archives de l'étude, rien ne put être sauvé.

(2) Le directeur Garreau fut, trois jours après, passé par les armes.

verture de négociations avec Versailles. On lira par ailleurs la relation de l'aventure, qui ne trouve point sa place dans nos recherches (1). La tentative échoua, les délégués s'étant heurtés à la soupçonneuse intransigeance des gardes de la porte de Vincennes. Je me bornerai à élucider un point demeuré jusqu'à ce jour mystérieux. Les noms s'étaient perdus, des personnages dont le concours fut utilisé à cette occasion. Interrogé par Maxime Vuillaume, Arnold ne put s'en souvenir. Mais quelques mois après la chute de la Commune, sa mémoire était fidèle, et j'ai retrouvé dans le dossier le concernant, classé au Ministère de la guerre, les précisions souhaitables. Voici en quels termes s'exprima, devant l'officier rapporteur, l'ancien membre de la Commune (2).

C'est moi qui, le 25 mai, ai fait une tentative désespérée pour arrêter la lutte par l'intermédiaire de l'état-major prussien qui se trouvait à Vincennes, *comme pourra l'affirmer M. Steinwerk*, attaché à l'ambassade américaine qui était chargée des intérêts prussiens pendant le siège. Cette mission n'a pu aboutir, à cause de la marche progressive des événements. Elle a été accomplie après une délibération faite au 11^e arrondissement sur ma proposition, et c'est Delescluze et Vaillant qui m'ont accompagné dans cette mission.

Au cours d'un second interrogatoire Arnold compléta son récit. C'était un de ses parents, le sieur Berthier, fabricant de machines à coudre, boulevard du prince Eugène (boulevard Voltaire) qui l'avait mis en rapport avec l'agent diplomatique. Delescluze avait été désigné pour faire partie de la délégation en sa qualité de ministre de la guerre ; Vaillant, parce qu'il parlait la langue allemande. — Dans l'ensemble, ces déclarations se trouvèrent confirmées par les dépositions de Steinwerk et de Berthier. Les deux témoins affirmèrent toutefois que les négociations s'étaient engagées sur un

(1) P. et V. Margueritte, *op. cit.*, p. 570-571, Dubreuilh, *op. cit.*, p. 463, Lepelletier, *op. cit.*, t. II, p. 430-431, et surtout Maxime Vuillaume, *Mes cahiers rouges. VIII, Deux drames*, p. 171 et s., IX, *Lettres et témoignages* p. 89 et s.

(2) Document inédit.

malentendu. Berthier aurait eu pour seul dessein de provoquer le passage de son parent à travers les lignes prussiennes.

La tentative désespérée, son avortement marquaient la déchéance irrémédiable des élus du 26 mars. En croisant devant eux la baïonnette, les fédérés l'avaient définitivement signifiée... Ils avaient poursuivi de leurs rires injurieux la retraite des trois représentants. L'heure n'était plus aux négociations. Elle n'appartenait qu'à la mort. Seul Delescluze l'avait compris, qui avait tout d'abord combattu le projet d'Arnold et n'était parti que sur l'insistance de ses collègues. Il revint de la porte de Vincennes épuisé, murmurant : « Je ne veux plus vivre. » Il ne fit que traverser la mairie du 11^e, où encore l'on avait trop parlé. Puis, sa canne à la main, et suspendu à la boutonnière le ruban rouge à franges d'or, seul, à pas lents, il alla, par le boulevard Voltaire vers la barricade du Château-d'Eau que ses défenseurs abandonnaient. Il gravit les pavés, sans un geste, sans un mot. Lorsqu'il apparut sur la crête, le soleil couchant entourait sa tête d'un nimbe sanglant. La fusillade éclata. Atteint de trois balles, le vieux jacobin au cœur ferme, qui avait combattu en 1830, conspiré sous Louis-Philippe, été sous Napoléon III traîné de bagne en bagne, le dernier ministre de la guerre du gouvernement communal s'écroula, face en avant (1).

Vers le même instant, boulevard Voltaire, on relevait Lisbonne, les jambes brisées. Plus loin, grièvement atteint, Vermorel, qui, la veille, sur la tombe de Dombrowski avait glorifié la mort (2). Les chefs les plus intrépides tombaient alors que l'armée accentuait son attaque contre le 11^e et menaçait d'atteindre cette mairie où, pendant deux jours, quelques représentants s'étaient efforcés de retenir entre leurs doigts les dernières gouttes du pouvoir. A cette heure ils prenaient leurs dispositions suprêmes pour aban-

(1) Après la mort de Delescluze, Varlin, puis le colonel Parent exercèrent le commandement suprême. Mais à ce moment ont cessé les dernières manifestations de la Commune. C'est le Comité central qui lutte, désespérément.

(2) En ce qui concerne la mort de l'ancien membre de la commission de justice, voir ci-dessus, chapitre III.

donner l'édifice. Certains déjà s'acheminaient vers Ménilmontant.

A quelques pas, Gois préparait lui aussi, selon sa méthode, l'évacuation des prisons de l'arrondissement. Mis en goût par l'institution de la cour martiale qui avait condamné Beaufort, il s'était établi en permanence à la prison des Jeunes-détenus et poursuivait l'œuvre de mort. L'existence de cette juridiction révolutionnaire a fait l'objet d'une vive controverse. Un document lèvera les derniers doutes. Il se rapporte à une exécution qui eut lieu à la Roquette ce jour-là.

Bressol, Ferdinand, gendarme, écroué à la maison d'arrêt de la Roquette, sera immédiatement passé par les armes.

Le président de la cour martiale, E. Gois (1).

Sur l'autre rive, la journée n'avait pas été moins désastreuse pour les troupes fédérées. Elles avaient dû évacuer la seule bande de terre qui leur restât au delà des fortifications, la redoute des Hautes-Bruyères, les forts de Montrouge et de Bicêtre. Au cours de la matinée, les bataillons étaient rentrés dans la capitale. Le 101^e entre autres, commandé par Serizier, avait abandonné les baraquements d'Arcueil et pénétré dans Paris par la porte de Choisy.

Il entraînait avec lui, en fin de colonne, les Dominicains de l'école Albert-le-Grand. J'ai rapporté plus haut les circonstances qui avaient provoqué la détention des Pères au fort de Bicêtre (2). — Convaincu, par le rapport de Lucipia, de l'erreur commise, Léo Meillet avait envisagé leur libération. La surexcitation de ses gardes le lui avait interdit. Cette fois encore, après la mise en échec, sous le premier siège, du principe d'autorité, les bas instincts prenaient le dessus et l'emportaient sur les décisions de chefs librement choisis. Léo Meillet avait dû consentir au départ des Dominicains avec les

(1) *Document inédit.* Dossier des poursuites contre Gois. Ministère de la guerre.) L'ordre porte deux cachets : « République française. Ville de Paris. Mairie du 11^e arrondissement ». — « Administration des prisons du département de la Seine. Maison pénitentiaire des Jeunes-détenus ». J'ajoute que le nom du gendarme s'orthographiait en réalité Bressolles.

(2) Voir ci-dessus, chapitres VI et VII.

fédérés. Inquiet cependant, il avait transigé avec ses scrupules, mis les religieux sous la protection illusoire d'un sous-officier.

Le 101^e prit la route de Choisy et conduisit ses prisonniers à la mairie du 13^e arrondissement. Puis, sur un avis donné, il repartit, suivit l'avenue d'Italie, et s'arrêta au numéro 38, devant la maison disciplinaire du 9^e secteur. Les Dominicains pénétrèrent dans leur nouveau cachot. Dans leur tombe.

En quelques minutes, le drame horrible. Le drame que ne revêtait point même la forme trompeuse d'une exécution qu'un simulacre de jugement aurait précédée. — Ces Dominicains, Lucipia les avait proclamés innocents. — Seulement un assassinat. A peine les religieux étaient-ils arrivés à la prison du secteur qu'on les somma de travailler à une barricade. Un des Pères refusa doucement, mais offrit de soigner les gardes blessés. Tous furent reconduits à la maison disciplinaire. Le 101^e était toujours là, qu'énervait l'approche de la bataille. Un de ses sous-officiers, — celui peut-être à qui Léo Meillet avait confié les prisonniers ? — ouvrit la porte. « Sauvez-vous ! » Il était quatre heures et demie. Les prêtres sortirent l'un après l'autre. On les abattit au passage, cibles vivantes. Quelques-uns seulement s'étaient cachés. Ceux-là parvinrent plus tard à prendre la fuite et à rejoindre le 113^e de ligne, lorsque ce régiment, à la tombée de la nuit, s'empara du quartier (1).

La journée du lendemain commença par un nouveau meurtre. Clavier, le commissaire de Bel-Air, paraît en avoir été l'instigateur (2). Il s'était rendu de fort bonne heure place Voltaire pour obtenir l'autorisation de prendre des canons dans un parc d'artillerie du 20^e. Géresme et le commandant du 275^e bataillon Liberton, qui l'avaient accompagné, entrèrent à la mairie, où quelques membres de la Commune

(1) Maxime Vuillaume (*Mes cahiers rouges au temps de la Commune*, p. 110 et s.) a publié des documents, une lettre entre autres de Jules Montels, d'après lesquels la fusillade aurait été commandée par le chef d'état-major Émile Moreau, « malgré Serizier ». Ce dernier, qui n'avait pas cessé de protester de son innocence, fut exécuté à Satory, le 25 mai 1872.

(2) Vuillaume, *Mes cahiers rouges au temps de la Commune*, p. 108 et s. Au sujet de l'exécution de Jecker, voir aussi Hérisson, *op. cit.*, p. 281 et s.

se trouvaient encore. Clavier resta sur la place, avec ses deux secrétaires, désignés par Vuillaume sous leurs initiales B. et M. (Mercier), et le capitaine G., du 275^e. Ce fut à ce moment que Clavier émit l'idée d'extraire Jecker de la Roquette et de le faire passer par les armes. Seul Géresme, qui sortait de la mairie, se déroba. Les quatre autres compagnons du commissaire approuvèrent son projet et, avec lui, pénétrèrent dans la prison.

Si l'on ajoute foi aux souvenirs recueillis par Vuillaume, le directeur de la Roquette ne s'était pas habitué encore à la procédure révolutionnaire. Il n'aurait fait descendre Jecker, enfermé dans le bâtiment de l'ouest (cellule 28), que sous la menace des revolvers braqués par ses « camarades de luttes politiques ». Devant l'argument, François s'inclina. Il crut cependant sage de demander, à défaut d'un ordre écrit, un reçu tout au moins du prisonnier. Clavier lui donna tout ce qu'il voulait. Rasséréné, le directeur put mentionner sur ses registres : « Jecker, Jean-Baptiste, prévenu, par ordre de la Commune remis au président de la cour martiale », et se féliciter de sa prudente administration. Pendant ce temps, le commissaire procédait à un interrogatoire du détenu, dont il hâtait la vaine formalité, le questionnait sur les spéculations du Mexique, et, lui opposant une boutade de François, lui reprochait d'avoir offert pour son évasion un million au directeur. « En route. » Les cinq hommes entraînèrent le prisonnier, et, vers sept heures du matin, sortirent de la Roquette.

Désormais, les exécutions révolutionnaires, comme la résistance, s'éloignent. L'étrange groupe quitta le 41^e, Liberton en avant, revolver à la main, et, au centre, coiffé d'un chapeau haut de forme, la taille serrée dans une redingote fermée jusqu'au cou, l'allure grave d'un calviniste qui se recueille, Jecker. Les rues étroites et tortueuses par lesquelles jadis on escaladait Ménilmontant. Après la rue de la Roquette et le boulevard, la rue des Amandiers, où, à chaque pas, devant les seuils, se constitua le peloton d'exécution. Puis le long chemin (actuellement rue) des Partants. Il traversait la voie dite alors rue de Puebla (la rue des Pyrénées). Le rapproche-

ment était facile. « Fusillons-le ici », proposa quelqu'un. Mais on se rappela l'autre but de l'expédition, les canons à se faire livrer plus haut. L'escorte se remit en route, prit sur sa droite la rue de Puebla, la rue des Basses-Gâtines (aujourd'hui rue des Gâtines) et, en arrivant rue de la Chine, s'arrêta. A gauche, bordant cette dernière voie, il y avait un fossé, puis un mur (emplacement actuel du N° 7). Sur un ordre, Jecker descendit dans le fossé. Il s'adossa, paisible, contre le mur. Plusieurs gardes épaulèrent. Le banquier tomba. Des gamins qui jouaient aux alentours se ruèrent sur le cadavre. « Laissez là cette charogne », dit Clavier.

Aussitôt, par l'enchaînement fatal des incidents que les révolutions provoquent, la mise à mort détermina un massacre. Gois passait dans une rue voisine. Les coups de feu l'attirèrent. Ainsi, hors de sa présence, l'homme du Mexique avait été extrait de la Roquette, fusillé ! Le magistrat communal se prit à penser aux nombreux otages restés dans la prison du 11°. Non point qu'il songeât encore à la duperie de la cour martiale qu'il avait présidée rue Sedaine, puis aux Jeunes-détenus. La résolution s'arrêtait seulement en lui d'utiliser « son peloton d'exécution », formé, les jours précédents, avec les plus exaltés. A dix de ses gardes, il ajouta une vingtaine d'Enfants-perdus, empruntés à Eudes. Vers deux heures de l'après-midi, rejointe par Clavier et ses quatre fideles, à qui n'avait point suffi l'exécution du matin, la bande envahit la Roquette.

L'irruption causa une émotion nouvelle au directeur. Elle s'accrut quand le colonel Gois eut fait connaître ses exigences. Cinquante otages. Et pas d'ordre. Les revolvers seulement sortis, selon le mode adopté, de leurs étuis. Tout tremblant, François fit un effort, donna sa liste. Gois la prit, et, lisant à haute voix, inscrivit sur une feuille les noms qu'il avait choisis. Dix prêtres et religieux, — l'abbé Sabatier, vicaire de Notre-Dame-de-Lorette, le P. de Bengy, aumônier de l'armée, l'abbé Planchat, aumônier de patronage, un séminariste, l'abbé Seigneret, les PP. jésuites Olivaint et Caubert, quatre Picpuciens, les PP. Radigue, Tuffier, Rouchouze, l'ardieu, — trente-six gardes de Paris dont quelques-

uns avaient comparu devant le jury d'accusation, les gardes Geanty, Ducrot, Marchetti, Masmoni, jugés le 19 (1), l'officier de paix Derest et les trois agents secrets de l'Empire, Largillière, Ruault, Greffe. Ce dernier nom fit tressaillir le directeur. Greffe était un de ses camarades. Déjà il avait tenté de le sauver. Il voulut intervenir. Mais Gois coupa court aux commentaires, contrôla sa liste, donna sèchement ses ordres. Un quart d'heure plus tard, les cinquante condamnés étaient réunis dans la cour. Le groupe s'ébranla, clairs et tambours en tête. Quelques prisonniers, sortis en hâte de leurs cellules, avaient la tête nue. D'autres, qui croyaient à un simple transfèrement, portaient des effets dans un foulard. En avant, les gardes de Paris marchaient au pas, correctement alignés. Les prêtres suivaient, se hâtant, gênés par leurs soutanes. Puis les quatre otages civils, Largillière encore revêtu de son uniforme de garde national. Et tout autour, les hommes de Gois, ceux d'Emile Eudes, fusil sur l'épaule.

Une escorte trop faible pour la populace. A peine les malheureux s'étaient-ils engagés dans la rue de la Roquette que la foule en délire les hua. « Voilà les otages ! A mort ! » Le cri de haine, à chaque pas, se gonflait, mettant en péril le cortège, les fédérés eux-mêmes. Des gardes nationaux, qui cherchaient à s'interposer, recevaient comme les prisonniers des coups et des immondices. Bientôt la situation fut grave. La colonne n'avait pas pris le même chemin que, dans la matinée, Jecker. Elle avait suivi le boulevard de Ménilmontant jusqu'à la rue Oberkampf. A cet endroit, la poussée se fit plus violente. Pour que les otages ne fussent point tués sur place, il fallut le passage de la barricade qui barrait la chaussée Ménilmontant, et les vingt hommes de renfort prélevés sur ses défenseurs, des gardes du 74^e bataillon commandés par le capitaine Dalivous. Le cortège suivit alors assez tranquillement la chaussée, puis, à gauche, la rue de Puebla. Mais, sur la hauteur, une autre bande de forcenés la guettait, fuyards des Buttes-Chaumont, atroces mégères,

(1) Dossier des poursuites exercées contre Ranc (Ministère de la guerre ; témoignage des gardiens de la paix ayant été également traduits, le 19, devant le jury,

gamins sinistres. Poursuivis par les hurlements, les prisonniers durent presser le pas à travers la rue des Rigoles, la place du Marché. Ils atteignirent enfin la rue de Paris (aujourd'hui rue de Belleville). Là, aux numéros 128 et 130, en face de l'église Saint-Jean-Baptiste, était à cette époque située la mairie du 20^e. Le cortège se précipita vers l'édifice. Un représentant de l'arrondissement, Ranvier, l'attendait sur les marches. Il avait perçu les sonneries des clairons de l'escorte et les vociférations de la foule, deviné le drame. Un souci le prenait à la gorge, écarter de la mairie, de son ruban rouge frangé d'or l'inévitable massacre. Il refusa de prendre une décision quelconque, congédia les exécuteurs. La colonne se mit de nouveau en mouvement. Elle remonta la rue de Paris jusqu'à la rue Haxo. Puis elle tourna dans cette rue, rentrant dans Belleville, et presque aussitôt s'arrêta.

Il était six heures. A droite, du numéro 79 au numéro 85, s'étendait la Cité de Vincennes (depuis lors connue sous le nom de *Villa des otages*) (1). Un grand jardin, planté d'arbres, mais inculte, que bordait un pavillon d'un étage avec balcon. C'était le siège du 2^e secteur, le centre aussi de la suprême résistance, depuis qu'avait été décidée l'évacuation de la mairie du 11^e. Quelques membres de la Commune y étaient réunis, et des représentants du Comité central. D'autres se tenaient dans une maisonnette en face. Au vu du cortège, Eudes était apparu à une fenêtre. Ce fut à lui que s'adressa un des officiers de l'escorte, lorsque les otages eurent été alignés le long de la chaussée. Il demanda où les prisonniers devaient être conduits. Eudes, le matin, n'avait pas voulu se

(1) Les auteurs donnent en ce qui concerne le numéro occupé par la Cité de Vincennes dans la rue Haxo les renseignements les plus contradictoires. Cela tient à la conformation même du terrain qui fut le théâtre du drame. En réalité, les otages pénétrèrent dans l'immeuble par le numéro 85. Ils suivirent un long couloir passant entre des pavillons, celui notamment avec balcon. Ils arrivèrent ainsi au terrain vague s'ouvrant au numéro 79. Ce terrain était planté de quelques arbres, et orné au centre d'un bassin. Au fond se trouvait une élévation de 60 centimètres adossée au mur de clôture. Sur cette élévation se placèrent les otages, que la foule fusilla de plus bas, du jardin. Voir le plan très précis inséré dans l'ouvrage intitulé *Picpus pendant la Commune par un prêtre de la congrégation des Sacrés-Cœurs*, p. 123. Voir aussi la photographie publiée par Dayot, *op. cit.*, p. 313, et la gravure contenue dans le numéro de l'*Illustration* du 13 avril 1872, qui confirment ce document.

mêler de l'affaire. De nouveau il s'y refusa. — Mais qu'importe si, à ce moment, les élus secouent leurs épaules pour rejeter les responsabilités effroyables ? La masse, jadis surexcitée par leurs appels ardents, acceptera joyeusement le fardeau. La Commune se dérobe. Les fédérés ne craindront pas d'agir.

Une grille s'ouvre. Sur une poussée brutale, les otages s'engouffrent dans l'étroite allée qui conduit au secteur. En même temps la cohue des hommes armés se précipite, envahit le jardin. Ils sont une centaine, plus encore, confondant leurs uniformes, mêlant leurs haines. Dehors, par rafales, le chœur tragique des femmes hurle à la mort et les éclatements d'obus l'accompagnent. Parfois, dans un court silence, le vent apporte de la banlieue voisine des refrains atrocement joyeux : L'occupation allemande, les soldats qui s'amuse, des airs de valse.

Dans le jardin, sous les arbres, le carnage s'improvise. Aucun chef n'aurait maintenant le pouvoir de l'empêcher. Cournet, Vallès s'efforcent en vain, à l'entrée, d'apaiser les groupes. Lorsque Alavoine, du Comité central, veut s'avancer, un vieux garde national le menace de mort. Et Varlin, qui, bouleversé, propose à ses collègues de pénétrer dans la foule, de sauver les otages, se heurte au mot inconsciemment cruel d'un vétéran des guerres civiles, d'Edouard Roullier : « Il ne faut pas que l'on puisse dire un jour que les membres de la Commune étaient là. » — Dès lors, les membres de la Commune, du Comité central s'effacent. Alavoine dirige des fédérés sur les barricades. De nouveau Varlin signe des bons de réquisition. La foule démente est seule maîtresse de ces vies humaines.

Elle a hâte de tuer. L'atmosphère de mort l'enivre. De tous les côtés, parmi les vociférations, dans un désordre brutal, les fusils s'abaissent. Il faut la décision rapide des officiers pour que les exécuteurs ne se massacrent pas entre eux. Parmi les otages, dix gardes de Paris vont se ranger sur une petite élévation près d'un mur. Alors la fusillade se déchaîne, sans commandement, au hasard, abattant les hommes, décapant les arbres. Aux dix gardes de Paris, d'autres succèdent.

Et les prêtres. Et les quatre policiers. On tire sans viser, dans le tas, « comme sur des lapins ». Après les balles, la baïonnette et la crosse. On constatera quelques jours plus tard qu'un cadavre a reçu soixante-neuf balles, un autre, soixante-douze coups de baïonnette. Plusieurs gardes nationaux ont été blessés. L'exécution achevée, Gois et un de ses camarades parcoururent l'enclos. Cinquante otages y avaient été conduits. Les deux hommes complèrent cinquante-et-un cadavres. Gois hocha la tête. « Décidément il y en a un de trop... (1) »

Tout autour la bataille approchait. L'encercllement se poursuivait, qui maintenant cernait toutes les places d'armes de la révolution. Ce vendredi, sur la gauche, le général de Ladmirault s'était emparé du bassin et des abattoirs de la Villette. Les troupes du général Vinoy avaient en même temps attaqué sur la droite, en direction du Faubourg-Saint-Antoine, enlevé la gare de Vincennes, et, dans la nuit, après une résistance acharnée de leurs défenseurs, la place de la Bastille et la place du Trône. Afin de permettre la manœuvre des ailes, l'avance était plus lente au centre. Le bâtiment des Douanes centrales tombé, l'armée ne progressait qu'à peine dans le bas du Faubourg-du-Temple.

Elle se heurtait, il est vrai, à une défense héroïque. Un commandant de la garde nationale la dirigeait à cet endroit. Depuis son départ des quartiers du centre, il luttait, reculant pas à pas, de barricade à barricade. Il avait été blessé deux fois, mais légèrement, au pied, au cou. Vers cinq heures du soir, il se trouvait à une barricade dressée en angle du Faubourg-du-Temple et de la rue Fontaine-au-roi. Il était presque seul, entouré de cadavres. A ce moment il fut jeté à terre, inondé de sang. Une balle lui avait crevé la joue gauche, lui faisant une blessure horrible. Un double danger le menaçait : La troupe, qui montait à l'assaut de la barricade, avait, en effet, vu s'écrouler l'officier de la Commune. Cependant, d'une fenêtre, une femme avait également assisté

(1) D'après Vuillaume (*Mes cahiers rouges au temps de la Commune*, p. 116 et s.) à qui j'ai emprunté les traits essentiels de ce récit, la victime demeurée inconnue aurait été un spectateur dont se serait exprimée à haute voix l'indignation. Un fédéré, a-t-on également dit, que sa cruauté avait rapproché imprudemment de ses victimes.

à la scène. Elle devança les soldats. En quelques minutes l'officier fut transporté à une ambulance voisine, dévêtu, entouré de soins pressés. Lorsqu'un piquet d'infanterie se présenta pour effectuer une perquisition, il ne trouva qu'un homme au visage caché par des bandelettes, atteint d'un grave érysipèle et qu'il convenait de ménager. Il redescendit doucement, évitant de faire du bruit, — ne se doutant pas qu'il laissait là le commandant du 243^e bataillon fédéré, le membre de la Commune, le délégué à la justice Eugène Protot.

Le samedi 27 fut la journée suprême. L'enveloppement achevé, l'armée attaquait sur tous les fronts. A l'ouest, où le Faubourg-du-Temple, conquis pied à pied, et les voies principales du 11^e tombèrent successivement en son pouvoir. Au nord, avec les trois brigades de Ladmirault qui prenaient à l'arme blanche les Buttes-Chaumont et s'abattaient sur Belleville. Au sud : Là, les divisions de la rive gauche, ayant franchi la Seine au pont de Bercy, rejoignaient celles opérant vers la place du Trône. Et d'autres troupes, sous les ordres des généraux de Ladmirault et Vinoy, opéraient leur liaison dans le haut de Ménilmontant, vers les remparts. D'heure en heure se resserrait l'étreinte vigoureuse. C'était sur un cimetière, la dernière citadelle de la Commune, que la main allait se refermer dans la nuit.

En cet instant, alors que le gouvernement de l'Hôtel de ville s'était depuis plusieurs jours évanoui, quand, à chaque coin de rue, l'armée fédérale laissait des morts et perdait sa foi, Ferré gardait son attitude hautaine. Vers lui également la mort venait. Il restait le délégué à la police révolutionnaire. Le 27 mai, dans l'îlot assiégé, il ne songeait qu'aux otages. Il se présenta vers trois heures de l'après-midi à la Roquette. Voici comment, devant un officier rapporteur près le 3^e conseil de guerre, le gardien de la Roquette Picon raconta la scène (1) :

Le samedi 27 mai, Ferré est venu siéger au greffe. Romain me l'a montré en me disant que c'était Ferré, le délégué. C'était un petit homme, vêtu d'un paletot gris, d'un chapeau haut de

(1) Document inédit. Dossier concernant Ferré. Ministère de la guerre.

forme, portant une ceinture rouge et ayant un lorgnon sur le nez. Il avait avec lui un petit jeune homme, son secrétaire... Ils étaient maîtres-au greffe et ont donné des ordres à Romain. Ils ont ordonné des élargissements. J'ai vu Romain sortir tout effaré du greffe. Je suis perdu, s'écriait-il, ils veulent que je leur livre les gendarmes et les sergents de ville. Un fédéré, voyant son trouble, le menaça de le fusiller. Romain revint dire qu'il n'y avait pas moyen de faire descendre les otages, qu'ils étaient barricadés. Je me suis retiré dans la cour. Bientôt, les condamnés criminels, délivrés et armés je ne sais comment, ont envahi la cour en vociférant. Tout à coup, je vis ouvrir la porte qui de la cour communique avec le vestibule du greffe. On n'ouvrit que la porte, en laissant fermée la grille dont elle est doublée. Quelqu'un, que je ne pus pas voir, adressa à travers les barreaux aux détenus des paroles qui n'arrivèrent pas jusqu'à mes oreilles. Les condamnés répondirent par des cris énergiques de : Vive la Commune ! Bientôt les portes furent ouvertes, et je vis les condamnés se sauver...

Pressé par l'heure, Ferré s'estima heureux d'avoir recruté, parmi les détenus de droit commun qu'il avait libérés, des volontaires pour les barricades. Il se résigna à abandonner les 315 otages et oublia sur la table du greffe ce papier qui n'avait pu servir⁽¹⁾ :

27 mai 1871. — Ordre de faire sortir les gendarmes et sergents de ville détenus à la Grande-Roquette. — Le délégué à la sûreté générale, FERRÉ.

Il se rabattit alors sur la prison d'en face, celle des Jeunes-détenus, qui contenait encore 1333 soldats concentrés là le 18 mars. En trois détachements, il les dirigea sur Belleville. Enfermés dans l'église, les captifs devaient être, quelques heures après, délivrés par la troupe. — Puis, ayant jusqu'à la fin exercé ses fonctions, le délégué à l'ex-Préfecture s'éloigna.

Il laissait derrière lui la Roquette dans le plus grand désarroi. Les portes en étaient ouvertes. Mais il apparaissait bien que, pour les otages, la rue constituait un abri moins sûr que leurs cellules. La plupart des prisonniers s'en étaient vite

(1) Document inédit. *Ibid.*

convaincus, et, perçant un plafond afin de communiquer entre eux, accumulant les meubles, ils avaient mis deux sections en état de défense. D'autres, plus téméraires, s'étaient glissés hors de la prison. Ils tentèrent de gagner le Faubourg-Saint-Antoine. Au prix des plus graves périls, plusieurs des fugitifs parvinrent à s'enfuir. Par contre M^{gr} Surat, l'abbé Houillon, missionnaire, l'abbé Bécourt et un otage civil, Charles, dit Chaulieu, commis principal à la Préfecture de police, furent appréhendés aux alentours, réunis au numéro 130 du boulevard Voltaire et de là conduits à l'angle de la rue de la Roquette et de la rue des Boulets où des fédérés les passèrent par les armes (1). Le lendemain, à la première heure, des fusiliers marins et un régiment de ligne s'emparaient de la Roquette et rendaient à la liberté les derniers otages.

La bataille expirait. Au cours de la nuit du 27 au 28, un combat atroce, de tombe à tombe, avait arraché le Père-Lachaise aux fédérés. Quand le soleil se leva, l'immense insurrection s'était éteinte. Il n'y avait plus, dans le 11^e et le 20^e, que des barricades isolées, des hommes farouches qui tiraillaient sans cohésion, rue d'Angoulême, Faubourg-du-Temple, rue de Paris. Une poignée de représentants, ceux dont avaient survécu l'âme et le corps, étaient là : Gambon, Jean-Baptiste Clément, Varlin, Géresme et le délégué Théophile Ferré. Les soldats avançant toujours, fouillant chaque rue, ils quittèrent Belleville.

Au début de l'après-midi, comme en un geste de défi suprême, quelques désespérés construisirent une barricade au coin de la rue Fontaine-au-roi et de la rue Saint-Maur. Ils y plantèrent un drapeau rouge et l'abandonnèrent. Vers le même moment plusieurs coups de feu, les derniers, étaient tirés rue Ramponneau, près du boulevard de Belleville.

Ils annonçaient la fin de la guerre civile : A trois heures, le dimanche 28 mai, jour de la Pentecôte.

(1) Enquête faite par l'abbé Delmas. *La Terreur et l'Eglise en 1871*, p. 160 et s.

La guerre civile était achevée ; le massacre se poursuivait. Un massacre cette fois ordonné, généralisé.

Prise d'assaut, la ville entière se trouvait au pouvoir d'une armée qu'avaient rendue furieuse un long siège, l'angoissante bataille des rues, les incendies, les exécutions d'otages, les légendes aussi. Elles étaient nombreuses et terribles, ces légendes : les baïonnettes féroces armées de crocs semblables à ceux des hameçons, en usage chez les fédérés, l'eau empoisonnée, les pétroleuses. La troupe, hantée par de telles horreurs, avait perdu le gouvernement de ses nerfs.

Ses auxiliaires étaient en proie à un délire plus frénétique encore. Sergents de ville pourchassés depuis le 4 septembre, maîtres cette fois du pavé parisien. Gardes nationaux de l'ordre, « brassards tricolores » tout à coup surgissant de l'ombre, mais en ayant gardé la soupçonneuse inquiétude. Habitants eux-mêmes, depuis les bourgeois jusqu'à la populace, qu'affolait la peur, dénonçant par passion politique, par ressentiment personnel, pour écarter des soupçons, ou sans motif, par plaisir, par un entraînement morbide. C'étaient des semaines effroyables de lâcheté, où les lettres anonymes pululaient comme des champignons vénéneux. Un chiffre équivalait à une démonstration. L'*Opinion nationale* du 16 juin 1871 annonça que, du 22 mai au 13 juin, les diverses autorités avaient reçu 379.823 dénonciations anonymes. Il s'agissait là seulement des lettres. A ce nombre s'ajoutaient les dénonciations si fréquentes de la rue, faites au hasard d'un souvenir, d'une vague ressemblance, de la fantaisie. On dénonçait un passant dont les traits évoquaient ceux d'un militant de la Commune ; un autre, pour sa mine inquiète, son allure trop rapide ou trop lente. Une maison était signalée parce que, sous un rideau, un visage nouveau était apparu, en raison d'achats de provisions plus considérables, d'une correspondance inusitée. Paris vivait cela. Un régime de dénonciations éhontées, de perquisitions et d'arrestations incessantes, d'exécutions sans contrôle sérieux, sur l'accusation du premier venu, pour une parole imprudente, pour des *godillots* aux pieds, pour une rougeur à l'épaule. Paris vivait cela. Après les terreurs dont obsédait le souvenir, après la

terreur rouge et la terreur blanche, celle maintenant des brassards, la terreur tricolore.

Avec l'aide des gardes nationaux et de la police, l'armée avait entrepris depuis le début de la semaine sanglante la fouille rigoureuse de la capitale. Elle y procédait plus méthodiquement depuis la victoire, ne limitant pas son examen aux logements suspects, explorant successivement tous les quartiers, et, dans le quartier, par îlot, par rue, chaque maison. Les maisons ensuite, comme les rencontres fortuites dans les rues, alimentaient les tragiques escortes. Les groupes s'éloignaient avec, au centre, leurs prisonniers, conduits selon l'impatience des hommes, vers le coin d'un mur ou vers la cour prévôtale.

Le mur. — Un ancien membre de la commission de justice sous la Commune, Jacques Durand, y fut traîné le jeudi 25 mai. A l'Hôtel de ville comme à la commission il n'avait joué qu'un rôle effacé. Des soldats le fusillèrent dans une cour, derrière l'église Notre-Dame-des-Victoires. Le lendemain, le capitaine Garcin fit exécuter le député Millière, à genoux, sur les marches du Panthéon. Et combien d'autres furent, au cours de cette période, passés par les armes sans jugement ! Puis-je ne pas citer les quatre-vingts blessés du séminaire de Saint-Sulpice, fusillés le 24 mai avec le docteur Faneau, coupable seulement de les avoir soignés ? Est-il possible d'oublier les grands charniers, le marché de la Place Maubert, la cour de Cluny, les Buttes-Chaumont, la rue Brezin, la rue de Charonne, — cette rue où l'on tuait encore dans la matinée du 29 mai ? A partir cependant du 28, les exécutions sommaires se firent plus rares. Les cas furent désormais isolés, des prisonniers passés par les armes sur place ou abattus par le revolver d'un gardien de la paix.

Les cours martiales. — Leur nombre s'était, avec l'avance des troupes, considérablement accru. Le dimanche 28, elles sévissaient sur toute l'étendue de la capitale. Aux prévôtés des premiers jours, celles du parc Monceau, de l'Ecole Militaire, s'en étaient ajoutées dont a survécu la réputation. Six dans le seul quartier latin : L'Observatoire, l'Ecole de droit, l'Ecole polytechnique, le Collège de France, le Luxembourg,

la Monnaie. Les mairies d'arrondissement. Le collège Chaptal. Le collège Rollin. Le Ministère des affaires étrangères. Le théâtre du Châtelet, avec, pour annexe, la caserne Lobau, où l'on fusillait. La prison de la Roquette, dont les condamnés étaient exécutés, avec ceux de Mazas, sur le tertre du Père-Lachaise, près du mur légendaire.

A ces cours martiales on pouvait demander de rapides décisions. Il était vain d'espérer qu'elles rendraient la justice. Une magistrature de fortune les constituait, à l'avance désignée puis renforcée en hâte. C'était le juge unique, et que sa carrière, ses habitudes d'esprit, l'existence fiévreuse des jours précédents disposaient mal à de telles fonctions, officier de gendarmerie, officier de la garde nationale, officier de l'armée, commissaire de police. Les prisonniers d'ailleurs défilaient en interminables séries, sans cesse renouvelées. L'eût-il voulu, le prévôt n'avait ni le temps, ni les moyens de procéder à une enquête. Les seules explications succinctes du policier qui avait procédé à l'arrestation. L'examen des objets saisis, auxquels les circonstances prêtaient une importance particulière, une lettre, un journal, un livre, des vêtements. Un interrogatoire rapide de l'accusé, dont les réponses risquaient de toujours sembler confuses ou lourdes de réticences. Bien entendu, aucun défenseur n'aurait pu être admis, ni un témoin dont eût été invoquée la déposition. Et, sans qu'un délibéré fût possible, sans même que le prévôt eût à motiver sa décision, la sentence était rendue, fort rudimentaire. Trois partis à prendre, et j'allais dire deux partis pris. Quelques prisonniers étaient exceptionnellement mis en liberté. Les *ordinaires* attendaient, parqués dans une cour, leur départ pour Satory. Mais le plus grand nombre des captifs, les *classés*, étaient conduits à la queue, puis fusillés aux alentours.

Maxime Vuillaume connut ces heures. Dans des pages émouvantes, il a raconté son passage à celle des cours martiales qui siégeait rue de Vaugirard, au Petit-Luxembourg (actuellement la présidence du Sénat) (1). Brossé d'une main

(1) Maxime Vuillaume, *Mes cahiers rouges au temps de la Commune*, p. 15 et s.

habile, avec de vives couleurs, le tableau est resté cependant sobre, et, semble-il, fidèle. Il ressuscite la tragédie des journées sanglantes ; l'angoisse de l'homme partout en péril ; son arrestation, pour un insigne que la prudence a choisi, et que le titre qu'il évoque rend imprudent, le brassard blanc, avec croix rouge, de la Convention *internationale* de Genève ; l'antichambre, dans laquelle s'entassaient, éperdus, ceux que les dernières rafles ont rassemblés ; la salle où siège le prévôt, et le brouillard dont paraissent s'envelopper toutes choses, le lamentable défilé, les questions rapides, à peine entendues, le geste fatal, les agents qui entraînent au dehors ; la cour, avec les autres ; la cour, et sa longue file de condamnés attendant la mort ; de nouveau le silence qu'interrompent seulement les injures des gardiens, leurs rires et parfois l'ordre bref : « Six, hors des rangs » ; alors, vers les bosquets, la fusillade éclatant, toute proche. — « L'enfer. »

Aux horreurs de la cour martiale s'ajoutait l'ignominieuse cruauté de la masse. Pour certains, après le jugement lui-même, l'exécution fut un effroyable supplice. La mort de Varlin rappelle le martyr du capitaine de Beaufort, et celui des cinquante otages, que le membre de la Commune s'était efforcé de sauver. Eugène Varlin fut arrêté rue Lafayette, dans l'après-midi du dimanche 28 mai, sur la dénonciation d'un passant décoré, un prêtre en civil a-t-on dit. Des soldats le conduisirent vers Montmartre, les mains liées derrière le dos. Dès cet instant commençait l'agonie. D'un coup de latte, un gamin avait décoiffé le prisonnier. Bientôt se forma l'escorte que l'ombre vomissait en ces jours de folie. Huit jours auparavant, elle eût lapidé les otages. Rue Ramey, rue de la Fontanelle, elle cribla Varlin de pierres et d'ordures. Les soldats se hâtèrent. Puis ils firent entrer leur prisonnier dans une maison de la rue des Rosiers, au numéro 6, qu'avait rendue célèbre le meurtre des généraux Lecomte et Clément Thomas. Là fonctionnait une cour martiale. Après avoir comparu devant le général de Laveaucoupet, Eugène Varlin fut sommairement interrogé par le prévôt, un capitaine de chasseurs, qui reconnut son identité et ordonna son exécution. On songea tout d'abord à le passer par les armes

dans le jardin où avaient été massacrés les généraux, — en holocauste. L'état-major, qui avait là son quartier général, s'y opposa. Dehors on retrouva la foule. Des injures et des violences. « Qu'on le fusille !... Plus loin !... » La course tragique continua. Ce fut le long d'un mur, au coin de la rue des Rosiers et de la rue de la Bonne, qu'elle prit fin. Pressés par la foule, gênés dans leurs mouvements, les soldats tirèrent sur le malheureux sans l'abattre. Il fallut une seconde décharge. Varlin tomba. La foule battit des mains (1).

On conçoit que les exécutions sommaires des rues, les jugements tout aussi sommaires des cours martiales aient pu, dans de telles conditions, être basés sur des méprises. Le nombre de ces erreurs judiciaires ne saurait s'évaluer. Mais il suffit, pour se douter de son importance, d'évoquer les espèces connues. On est en droit d'en conclure que bien des misérables, dont s'est perdu le nom, furent victimes d'un aussi effroyable arbitraire. Seul un hasard sauva Cernuschi, et, après lui avoir permis de survivre à la Commune, l'arracha au peloton d'exécution de Versailles. — Quand Vuillaume, sous le faux nom de Langlois, fut sorti de *l'enfer*, les policiers arrêterent successivement deux hommes pris pour l'ancien rédacteur du *Père Duchêne* (2). — Dans son journal, publié en 1871, Hans annonça que Vallès « était mort comme un lâche ». Delion écrivait en même temps : « il mourut comme il avait vécu, rageur », puis, précisant : « c'est près du Châtelet qu'il fut fusillé, le 25 mai (3). » La lâcheté, la rage, se seraient comprises à moins. Jules Vallès avait pu échapper aux recherches ; un sosie, malgré ses protestations, avait été passé par les armes. — Et l'on relit avec épouvante les comptes rendus du *Paris-Journal* faisant connaître, le 27 mai, l'exécution de Courbet ; le 28, celle de Protot « après constatation de son identité (4) » (*sic*), le 29, celle

(1) Voir le récit du général Percin qui assista à l'exécution du membre de la Commune. (Maxime Vuillaume, *Mes cahiers rouges*, IX, *Lettres et témoignages*, p. 76 et s.)

(2) *Petite Presse* du 8 juin et du 20 juin 1871.

(3) Hans, *Le Comité central et la Commune*, p. 249. Delion, *Les membres de la Commune et du Comité central*, p. 222.

(4) Quelques jours auparavant, le bruit avait couru que Protot avait été fait prisonnier. Le *Journal officiel* de Paris démentit la nouvelle dans son

de Dereure. — Vers le même moment, on annonçait la mort tragique de Ferré, de Vaillant, de Félix Pyat et de Napoléon Gaillard. La nouvelle était issue la plupart du temps d'une effroyable erreur, quelque malheureux ayant payé de sa vie une vague ressemblance ou une délation mensongère.

Les drames qui entourent le nom de Billioray laissent une impression plus profonde encore. A la date du 25 mai, plusieurs journaux, le *Gaulois* notamment, publiaient la note suivante : « Billioray a été arrêté sur le territoire de Grenelle. Il s'est défendu, crispé, roulé à terre, demandant grâce. On l'a fusillé sur place. On l'a trouvé muni d'une grande quantité de billets de banque de 25 francs. » Le fait s'était produit avenue de La Bourdonnais. Un homme passait tranquillement, lorsque des badauds l'avaient dénoncé à un piquet de soldats en criant : c'est Billioray ! Le prisonnier s'était violemment débattu. Il avait, — dira plus tard le capitaine Garcin devant la commission d'enquête parlementaire, — « cherché à nier son identité ». Mais la foule avait redoublé ses clameurs. Dix témoins pour reconnaître Billioray. Et le capitaine Garcin d'ajouter : « Je lui ai dit : Vous persistez ? — Oui. — Il a été fusillé. » Fusillé, mais blessé tout d'abord par une première décharge. Les soldats l'attachèrent sur une claie, pour l'achever. A ce moment, un peu tard, on songea à fouiller le suspect. On trouva sur lui des papiers qui révélèrent son état civil. Le supplicié était un mercier du Gros-Caillou, étranger à l'insurrection, un nommé Constant. Vers la même date, ainsi qu'il ressort de la lecture des journaux, un second individu avait été pris également pour le membre de la Commune, et passé par les armes, cette fois au Point-du-Jour. Double erreur meurtrière. Alfred Billioray ne fut arrêté que le 3 juin. Porteur d'une feuille de route au nom d'Eugène Bénézech, il s'efforçait de dissimuler sous l'aspect d'un militaire son identité véritable. Deux Billioray imaginaires avaient été fusillés. Le seul qui ait participé aux actes de la Commune échappa au peloton

numéro du 24 mai, en même temps que celle, inexacte alors, de l'exécution de Rigault,

d'exécution et comparut devant le 3^e conseil de guerre (1).

Pour apprécier la *semaine sanglante*, — qui dura plus d'une semaine, — pour conclure, il faut dresser le sinistre bilan. « J'ai la conviction profonde, disait le maire Corbon (2), que l'on a fusillé plus d'hommes qu'il n'y en avait derrière les barricades. » Cette appréciation a été reconnue exacte. En ce qui concerne le nombre des fédérés tués en combattant, on a donné des indications fort différentes. 2.500, a écrit Dubreuilh (3). 10 à 12.000, d'après un contemporain, Moriac (4). L'évaluation ne saurait être précise, car on distingue malaisément les gardes tués au combat de ceux qui furent exécutés après l'enlèvement des barricades. En tout cas, les exécutions sommaires, les cours martiales firent un nombre bien supérieur de victimes. Il est impossible de retenir l'estimation de Maxime Du Camp, les 6.500 fédérés « tués ou fusillés du 20 au 30 mai (5). » Elle est manifestement insuffisante. J'accepterais plus volontiers la statistique de Dubreuilh, celle de Vuillaume, qui évaluent à 20.000 le

(1) Au sujet de l'exécution du faux Billioray, on pourra consulter les journaux de l'époque, notamment le *Gaulois* du 25 mai, le *Moniteur universel* du 25 et du 27 mai, le *Petit Moniteur* du 26 mai, la *Gazette de France* du 7 juin, le *Journal des Débats* du 12 juin, etc... Voir aussi l'*Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars 1871*, p. 277 et s., Gamiile Pelletan, *La semaine de mai*, p. 39 et s., Fiaux, *op. cit.*, p. 573 et s. Ce dernier auteur toutefois commet une erreur en affirmant qu'un autre prétendu Billioray fut exécuté au Luxembourg. En lisant, d'une façon plus approfondie, la déposition du capitaine Garcin invoquée par Fiaux et en la confrontant avec le dossier des poursuites exercées contre Billioray (Ministère de la guerre), j'ai constaté que les incidents dont il s'agit se rapportent à l'arrestation du véritable Billioray qui fut aussitôt transféré à Versailles. — Pelletan (*op. cit.*, p. 246), raconte également la dramatique aventure dont un ménage hollandais fut victime. Les malheureux, qui visitaient Paris en touristes, étaient porteurs d'une somme importante et s'exprimaient mal en français. De telles circonstances leur valurent d'être traduits devant la cour martiale du Châtelet. L'homme fut, quelques instants après, exécuté à la caserne Lobau. Le récit m'a été confirmé dans ses grandes lignes par un témoin de l'époque, M. le sous-intendant militaire Gigon — D'après l'auteur de la *Semaine de mai* (p. 239 et s.), la cour martiale du Châtelet aurait commis une autre erreur judiciaire en ordonnant l'exécution du nommé Villain, homme de peine à la Préfecture de police, que l'on accusait d'avoir commis des vols et participé à l'incendie du Palais de justice. (Voir aussi le *Figaro* du 30 mai.)

(2) Cité par Zévort, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 243.

(3) Dubreuilh, *op. cit.*, p. 472.

(4) Moriac, *op. cit.*, p. 375.

(5) Maxime Du Camp, *op. cit.*, t. II, p. 304.

nombre des vaincus exécutés (1). Mais peut-être y comprendrais-je les combattants de la Commune tués pendant la bataille des rues. 20.000 morts. Le chiffre dépasserait de 6.000 seulement celui indiqué par le maréchal de Mac-Mahon, de 3.000 celui du général Appert. Il semble trouver sa confirmation dans l'importance, — celle-là connue, — des exécutions locales. 1.900 prisonniers tués à la Roquette en deux jours. 400 à Mazas. 147 fusillés sur le tertre du Père-Lachaise. 800 cadavres ensevelis plus loin derrière le tertre. Dans le vieux cimetière de Charonne un nombre semblable. Et les massacres effectués de toutes parts, dans ces emplacements déjà cités et dont il suffira que je rappelle les principaux : Le Champ-de-Mars, le Luxembourg, la caserne Lobau, Cluny, la place Maubert. 20.000 morts. Du 6 avril 1793 au 27 juillet 1794, la Terreur n'avait abattu à Paris que 2.596 têtes ; sur tout le territoire, une douzaine de milliers.

Devant les excès d'une telle répression, le cœur se soulevait. Il convient de dire à l'honneur de la presse que, dans l'ensemble, sitôt la guerre civile achevée, elle fit entendre une protestation véhémement. Emile de Girardin, dans la *Liberté*, Louis Ratisbonne, dans le *Journal des Débats*, s'indignèrent. Le *Temps*, le *Siècle*, l'*Opinion nationale* dès le 30 mai, puis le *National*, la *Politique* demandèrent des juges. En même temps, d'utiles interventions se produisirent. Les généraux Clinchant et de Ladmirault avaient été les premiers à donner des instructions pour que cessassent les tueries arbitraires. Jules Ferry se rendit à Versailles et eut avec le maréchal de Mac-Mahon un entretien. L'attitude de la presse, les démarches effectuées rencontraient la sympathie de Dufaure, qui rappela l'engagement pris par le conseil des ministres (2). Le gouvernement transmit au corps d'occupation un ordre formel. Le massacre prit fin.

Désormais, pour vider les grands dépôts de prisonniers, le Champ-de-Mars, les caves grouillantes du Luxembourg, il n'y eut plus que les longs convois dirigés sur Versailles.

(1) Dubreuilh, *op. cit.*, p. 472. Vuillaume, *Mes cahiers rouges au temps de la Commune*, p. 56.

(2) Voir ci-dessus, chapitre II.

Ils se constituaient peu à peu, avec les groupes amenés par des fantassins de tous les quartiers de Paris, et que souvent grossissaient les incidents de la route, l'imprudence d'un passant, le zèle d'un badaud. La concentration avait lieu aux remparts. De là s'éloignaient les colonnes. Il y eut deux ou trois départs chaque jour pendant la bataille et durant les semaines qui suivirent. Des convois de cent cinquante à deux cents captifs, liés main à main, par rang de quatre. Il s'y voyait un singulier mélange, évoquant la Commune, précisant aussi l'étendue de la razzia. Côte à côte marchaient des combattants, parfois en uniforme, le plus souvent vêtus à la hâte d'une blouse et d'un pantalon de toile, le regard fiévreux, la face envahie par les poils, plissée par la fatigue ; — et des vieillards marchant avec peine, des enfants qui pleuraient ; — et des filles qui, travesties en gardes nationaux, avaient fait le coup de feu, des ménagères en caraco, des femmes à cheveux blancs, des bourgeoises ; — et quelques intellectuels en redingote, ayant donné à la Commune l'appui de leurs rêves, et près d'eux d'inoffensifs promeneurs, raillés dans une rue par les soldats dont ils avaient ardemment souhaité le retour. Tout ce que la défaite, les passions et le hasard avaient pu réunir, lamentable troupeau qu'à travers les routes poussiéreuses, sous le soleil ardent, des cavaliers semblaient conduire à l'abattoir, le mousqueton chargé au poing.

La colonne faisait halte à Sèvres, à Viroflay. Puis elle entra dans la capitale des rois par la porte de Paris, ou par la porte de Montreuil.

Il lui restait à traverser la ville.

C'était, pour les prisonniers, une épreuve redoutable. A partir des grilles se pressait la multitude fanatique, faisant haie. Des hommes réputés pour leur sang-froid avaient, à Versailles, subissant l'ambiance, perdu la notion de la mesure (1). La foule des rues était déchaînée, sans pudeur,

(1) Hanotaux, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 203-204, reproduit les violentes diatribes de Martial Delpit, de Francisque Sarcey, de Pessard. Au même moment, *Paris-Journal* dénonçait les « tièdes » et intitulait un de ses articles « L'art de reconnaître les pétroleuses ».

sans même cette spontanéité impétueuse qui constitue l'excuse des foules parisiennes. Tout au long des rues écumait l'autre lie immonde, celle que les classes aisées répandent, oisifs aux gants clairs, demi-mondaines imbéciles, apeurés d'hier se vengeant enfin de leurs frayeurs. L'arrivée d'un convoi était salué d'imprécations furieuses : « Pas de prisonniers ! A mort les bandits ! » Et la ruée menaçait le bétail humain à travers le léger rideau de l'escorte. Aux alentours de la place d'Armes, la masse des spectateurs était à ce point intense que, franchissant la barrière des chevaux, elle parvenait à atteindre les prisonniers. Alors, librement, sans crainte, les snobs et les élégantes, et la meute des timides pour un jour rassurés frappaient les visages blêmes à coups de canne, à coups d'ombrelle, à coups d'ongles, et, avec des rires de déments, fouaillaient les femmes. Pour les captifs, la délivrance c'était la montée vers Satory, vers l'inconnu (1).

Le défilé des vaincus annonçait aux fonctionnaires, à tous les émigrés le prochain retour dans la capitale. Mais voilée de quelles tristesses la nouvelle leur parvenait ! De Versailles se devinait déjà l'immensité du désastre qui s'était abattu sur Paris. A certaines heures, la journée du travail achevée, les coteaux se couvraient de spectateurs interrogeant l'horizon en feu : Devant eux brûlait la grande ville, à laquelle tous attachaient de si précieux souvenirs, et où la plupart avaient laissé un foyer, des parents, des amis. Le panorama tragique obséda longtemps leur mémoire. Des notes inédites de M. Henri Sebaux j'extrais cet émouvant passage.

Dans la dernière semaine de mai, le bruit se répandit que le feu avait été mis à de nombreux édifices de la capitale. Nous résolûmes, quelques camarades et moi, de vérifier la terrible nouvelle.

(1) Personne n'a osé contester les violences dont les prisonniers eurent à souffrir. Voir notamment *Paris incendié, Histoire de la Commune de 1871*, p. 182, P. et V. Margueritte, *op. cit.*, p. 593, Dubreuilh, *op. cit.*, p. 480, qui cite les appréciations du *Times* et du *Standard*. Halévy, *op. cit.*, p. 11 et s., M^{me} Blanchecotte, *op. cit.*, p. 130-131, etc... « Trop souvent, m'écrivait un témoin, M. Sebaux, la foule ne savait ménager ses huées ni parfois même ses coups à ces malheureux harassés, désarmés, dont le plus grand nombre n'avaient pris les armes contre nous qu'à contre cœur, par nécessité et pour assurer à leurs femmes et à leur enfants le pain quotidien. »

C'est ce que nous fîmes en gagnant, par l'avenue de Picardie, le bois des Fausses-Reposes et en nous dirigeant vers la lisière de ces bois qui, dominant Ville-d'Avray et Sèvres, laissent entre le parc de Saint-Cloud et les hauteurs de Meudon une longue et large échappée de vue sur la vallée de la Seine, et, plus à l'horizon, sur Paris. Aucun de nous n'a pu oublier ce que le spectacle offert presque subitement à nos yeux eut à la fois de grandiose et de terrifiant. Les lueurs des foyers d'incendie donnaient au ciel une exceptionnelle clarté. Nous distinguions nettement les monuments en feu auxquels parfois la recrudescence des flammes imprimait un relief saisissant. Nous revînmes à Versailles profondément troublés, et joignant au sentiment douloureux d'une telle catastrophe la préoccupation de savoir si chacun de nous, en rentrant dans Paris reconquis mais ruiné, trouverait debout la maison qu'il avait quittée à la fin de mars.

Refoulée vers les quartiers de l'est, l'insurrection râlait encore, que la Préfecture de police installée à Versailles était assaillie, par les réfugiés, de demandes de laissez-passer. Chacun avait hâte maintenant de franchir les remparts et de constater l'étendue des dommages causés par la guerre civile. L'autorisation n'en fut pas moins, pendant quelques jours, chose fort difficile à obtenir. Pour l'avoir, il fallut invoquer une nécessité de service. Le motif allégué permit aux fonctionnaires, à ceux entre autres qui dépendaient du Ministère de la justice, d'être les premiers à pénétrer dans la capitale, sur les traces de l'armée victorieuse. Voici, à ce sujet, comment se poursuivent les souvenirs de M. Sebaux.

Je fus fort heureux de recevoir le laissez-passer indispensable. Il avait été sollicité en mon nom par mon directeur, M. Duvergier, qui, pour légitimer ce déplacement, avait manifesté son désir de connaître l'état matériel des bureaux de la direction civile. — Je partis le 28 dans la matinée. Pour gagner la porte de Saint-Cloud, j'utilisai le service de voitures publiques. Puis, j'eus la bonne fortune de trouver un fiacre. Ce qu'était devenu ce Paris que j'avais quitté dans tout l'éclat des premiers jours de printemps, d'autres l'ont déjà dit : Les maisons éventrées par les obus, criblées de balles, particulièrement dans les quartiers où la résistance avait été la plus vive, les ruines encore fumantes, la ville dévastée, comme morte. Je garde toujours l'impression de ma voiture circu-

lant dans les rues désertes, y faisant un bruit insolite, à chaque instant arrêtée par un chef de poste à qui je devais exhiber mon permis. Place Vendôme, je ne vis pas sans émotion, bien que je fusse prévenu, la colonne couchée tout de son long, en morceaux, de son piédestal à la rue de la Paix. Alors j'entrai au Ministère de la justice. Dans son aspect extérieur, je ne pus constater aucun changement. Je me hâtai de monter à la direction des Affaires civiles. Nos modestes locaux, leur contenu, n'étaient point faits pour provoquer la curiosité ou la convoitise des fédérés. Ils ne semblaient pas avoir reçu leur visite. Je les retrouvai tels que nous les avions abandonnés.

Je dois supposer que ce jour-là, peut-être auparavant, dès le 25 ou le 26, un des membres du cabinet avait été également détaché pour juger de l'état dans lequel se trouvait l'hôtel du garde des sceaux.

Dufaure, en tout cas, se rendit lui-même à la Chancellerie le surlendemain, — vers onze heures, précisèrent les journaux. L'après-midi, il fit au Palais une courte apparition. Après avoir constaté les ravages de l'incendie, il signala sa visite par un billet adressé au bâtonnier Rousse (1).

En dépit des obstacles, il avait la ferme volonté d'assurer de nouveau aux services un fonctionnement régulier et de rétablir sans plus tarder le cours de la justice.

Pour ce qui regardait l'administration centrale, une solution s'imposait, le retour dans la capitale. Mais elle n'était pas sans soulever des difficultés. L'insurrection semblait légitimer les méfiances de l'Assemblée nationale. Un député, M. de Ravinel, venait de déposer une proposition de loi prévoyant l'installation définitive des ministères à Versailles. Le 1^{er} juin, Thiers dut monter à la tribune pour la combattre et pour répondre aux attaques du marquis de la Rochejaquelein qui protestait contre « le transport commencé des ministères et des administrations à Paris ». Le chef du pouvoir exécutif n'eut point de peine à démontrer que tout au moins le classement des dossiers, le logement des fonctionnaires exigeaient la réinstallation à Paris des administrations cen-

(1) *Français* du 29 mai, *Cloche* du 31 ; Edmond Rousse, *Lettres à un ami*, t. II, p. 341.

trales. L'argument en fait était irréfutable. Il gardait toute sa valeur en ce qui concernait le Ministère de la justice. Cependant il fallait compter avec les susceptibilités de la Chambre. Il fut décidé que les ministères reprendraient à Paris leur fonctionnement, mais qu'une délégation demeurerait à Versailles. Du Ministère de la justice, il ne resta auprès de l'Assemblée — et du garde des sceaux — que quelques fonctionnaires, dont le nombre ne cessa de diminuer au cours des années suivantes. Les autres avaient réintégré la capitale. Dès le début de juin, les bureaux de la place Vendôme, de la rue de Luxembourg se rouvrirent à la vie d'antan (1).

Quelques jours suffirent pour faire disparaître du vieil hôtel les dernières traces que les fédérés avaient laissées de leur passage. Ils ne s'étaient guère aventurés dans les bureaux. Seuls les appartements et les dépendances du cabinet avaient subi des dégâts. Une statue mutilée, celle de Henri IV, qui trouva au garde-meuble ses Invalides. Beaucoup de désordre dans les salons du rez-de-chaussée, et cet appareil militaire, auquel ne tarda pas à succéder la quiétude bureaucratique : On découvrit des munitions dans les caves et jusque dans les armoires de la salle des sceaux. Quelques dossiers fouillés, mais rarement allégés (2). Par contre un certain nombre d'objets mobiliers enlevés, ou devenus inutilisables. En voici la liste d'après un inventaire dressé à cette époque (3).

Une chancelière (cabinet du garde des sceaux) — une pendule œil-de-bœuf (salle du courrier) — un pupitre en chêne pour baignoire — une lampe — deux paires de flambeaux dorés — une marmite — 10 couvertures — 7 rideaux — 3 taies d'oreillers — 25 serviettes — 20 tabliers — 77 serviettes à linge blancs — 28 tabliers — 75 torchons — 43 housses.

Le seul embarras que ces jours troublés aient légué à l'ad-

(1) Les premiers enregistrements de dossiers effectués à Paris portent la date du 8 juin 1871.

(2) 35 dossiers avaient été cependant enlevés entre le 20 et le 25 avril par un des collaborateurs de Protot.

(3) *Document inédit.* Ministère de la justice.

ministration, ce fut l'existence d'une annexe à Versailles et l'éloignement du garde des sceaux. La mesure gêna sans aucun doute les fonctionnaires. Je veux bien croire qu'elle punit également Paris, selon le vœu de l'Assemblée nationale.

Il était plus difficile de rétablir, tout au moins dans leur cadre normal, les services judiciaires. L'incendie avait endommagé gravement le Palais, détruit, avec d'importantes archives, un grand nombre de locaux.

J'ai raconté comment le fléau s'était déchaîné. Les circonstances n'avaient pas permis d'intervenir aussi rapidement qu'il eût été souhaitable. Grâce à leurs courageux efforts, les gardiens avaient momentanément arrêté la propagation des flammes, préservé certains bâtiments, sauvé les détenus. Ils n'avaient pu, aidés seulement des prisonniers et de quelques voisins, combattre d'une façon plus efficace le sinistre. La lutte ne s'était organisée que fort tard dans la nuit du 24 au 25 mai. A ce moment les corps de pompiers, alertés dans toute la France par des télégrammes, affluaient à Paris (1). La compagnie de Maisons-Laffitte avait été la première dirigée sur le Palais, qu'elle avait atteint vers une heure du matin. Puis étaient arrivés les pompiers de Rambouillet, ceux de Chartres, — spécialement mis à la disposition du bâtonnier, — ceux de Nogent-le-Rotrou, de Provins, de Montereau, de Fécamp, ceux de Tours, ceux de Riom. Il avait fallu plusieurs jours pour vaincre le feu, et le combat avait comporté des alternatives d'espoirs et d'assauts nouveaux. La bibliothèque de l'Ordre des avocats ne fut atteinte par les flammes que le 26 mai. Il y eut, le 6 juin, une explosion dernière, qui ranima, pour un instant, le foyer de la Préfecture de police.

Lorsque l'incendie fut définitivement maîtrisé, on put en apprécier toutes les conséquences. Les bâtiments, vus du dehors, semblaient ne pas avoir subi de très sérieux dégâts. En angle de la rue de Harlay et du quai de l'Horloge, dans la partie du boulevard qui touchait à la rue de la Sainte-Cha-

(1) Il en vint même de Londres et de Bruxelles. Sait-on que la compagnie du Havre était commandée par Félix Faure, à ce moment chef de bataillon de la garde mobile?

pelle, ils dressaient des murailles noircies, vidées de leurs portes et de leurs fenêtres, supportant des toits à demi écroulés. Mais l'édifice subsistait comme une gigantesque et vigoureuse armature. La façade au surplus qui s'étendait de la cour du Mai à la tour Bonbec, le centre des constructions donnant sur le quai des Orfèvres étaient intacts. Et du Palais séculaire, toujours debout, jaillissaient la haute nef de la Sainte-Chapelle, qu'avaient respectée les flammes, et sa flèche, lançant vers le ciel sa puissante fragilité.

Il fallait pénétrer dans l'édifice pour découvrir ses ruines. Edmond Rousse, qui les parcourut le samedi 27 mai, a dépeint l'horreur de sa visite parmi les tourbillons d'une épaisse fumée « à travers des éboulements de pierres énormes, de briques, de tuyaux et de charpentes calcinées, une espèce de fumier brûlant, inondé par une pluie battante et où il s'enfonçait jusqu'aux chevilles (1) ».

Des premiers attaqués par l'incendie, les locaux de la cour de cassation avaient été particulièrement éprouvés. La façade elle-même, élevée récemment par Duc, était compromise. Décoiffée de son toit pointu, la tour Bonbec restait ouverte au vent et à la pluie. Des statues faisant face à la place Dauphine, comme, en dedans, des peintures décoratives de Lehmann, de Robert-Fleury et d'Ulmann étaient détruites. La flamme avait consumé la plupart des salles affectées à la cour suprême : l'ancienne chambre des requêtes, la chambre civile, la chambre du conseil, les six pièces du parquet, le greffe civil, les salles de travail, la bibliothèque et le vestiaire des avocats à la cour de cassation. On avait pu sauver une partie des livres de la cour, ceux se trouvant dans la nouvelle salle de la bibliothèque. Par contre, les livres placés dans la chambre civile, dans la chambre du conseil, dans un dépôt situé sous le dôme du pavillon, ceux de la bibliothèque du parquet général étaient anéantis. 30.000 volumes disparaissaient, parmi lesquels de magnifiques ouvrages d'histoire, de théologie, de science, pris, sous la première révolution, aux émigrés et aux couvents, remis en l'an IX et

(1) Edmond Rousse, *Lettres à un ami*, t. II, p. 338.

en l'an X à la cour de cassation, la riche bibliothèque aussi du procureur général Dupin offerte au parquet par son frère le baron Charles Dupin, et qui contenait notamment de précieux manuscrits. Toutes les archives du parquet, présentant un intérêt historique incontestable, la plus grande partie des archives du greffe avaient été en même temps la proie des flammes, et un certain nombre de portraits, celui de Merlin (de Douai), celui du chancelier d'Aguesseau, peint par Largillière.

De l'autre côté de la galerie des Prisonniers, les deux salles de la cour d'assises avait été complètement englouties, avec leurs boiseries, leurs peintures. Les lustres n'étaient plus que d'informes lingots de bronze.

Plus loin, une partie importante de l'enclave formée dans le Palais par la Préfecture de police avait subi un sort semblable. De l'hôtel du préfet, il ne restait que les murs. Par derrière, les flammes s'étaient librement répandues dans le dédale des galeries en bois, dans les fragiles cloisons et les paperasses amoncelées.

Voisinage dangereux pour l'Ordre des avocats à la cour d'appel. Le jeudi 25 mai, des précautions spéciales avaient été prises pour sauver les pièces dont il disposait et qu'un mur seulement séparait de la Préfecture de police. Sur l'intervention du bâtonnier, les pompiers venus de Chartres s'étaient installés dans cette partie de l'édifice et, dirigeant sur le mur d'incessants jets d'eau, ils pensaient avoir conjuré le péril. Le lendemain, vers cinq heures du matin, une explosion formidable avait ébranlé le bâtiment. Déterminée sans doute par l'inflammation d'un baril de pétrole, il semblait qu'elle provînt du vestiaire Fontaine, au-dessus duquel se trouvait la salle du conseil. Le bibliothécaire Nicolas Boucher se prodiguait depuis le premier jour. Il s'était précipité, et il avait eu la douleur de constater que la salle était en flammes. Malgré tous les efforts des pompiers, le feu avait bientôt gagné la pièce suivante, la salle de travail. Chacun s'était dépensé pour sauver du moins ce qui pouvait être transporté. Nicolas Boucher, l'huissier Lefrançois, des pompiers, des volontaires, faisant la chaîne, avaient jeté pêle-mêle des

livres dans la Sainte-Chapelle, soustrait à l'incendie les 238 volumes qui composent la collection manuscrite des registres du Parlement de 1254 à 1790. Le bâtonnier avait descendu dans ses bras le buste de l'avocat au Parlement Gerbier — faussement attribué à Houdon — « tel, dans la nuit fameuse qui vit tomber Ilion, le pieux Enée emportait son père Anchise à travers les flammes ». Mais, pour quelques objets épargnés, 16.000 livres étaient perdus, et des manuscrits, des bustes, des médailles, de précieux souvenirs.

Comme s'il était du destin de la Sainte-Chapelle de résister à un cercle de feu, l'incendie qui dévorait, à l'ouest de la cour, les bâtiments de la Préfecture et les locaux de l'Ordre des avocats avait consumé, au sud et à l'est, deux chambres de police correctionnelle, les bureaux du parquet, les cabinets des juges d'instruction. Là aussi, les dommages étaient sérieux. Les salles s'étaient effondrées, avec leur décoration et leurs meubles.

L'aile droite du Palais, donnant sur le boulevard, offrait au regard un spectacle plus navrant encore. La salle des Pas-perdus n'était qu'un gigantesque chaos, où, entre des murs calcinés, s'amoncelaient des poutres à demi brûlées et des pierres meurtries. Par endroits, la voûte écroulée s'entr'ouvrait vers le ciel, et, dans le sol, des excavations profondes s'étaient creusées, par lesquelles se voyait l'étage inférieur. L'escalier qui, par deux pentes harmonieuses, conduisait aux chambres civiles du second étage, était cruellement mutilé. Seul le monument de Malesherbes était sorti vivant des flammes, comme, en bas-relief, sculptée au-dessus de la porte de la cour de cassation, la statue de la justice.

Au delà, les ruines reprenaient. La grand'chambre était détruite. Plus loin, la chambre des criées. — Et à la démolition des bâtiments il fallait joindre, à divers endroits, d'autres pertes graves, celle du dépôt des actes de l'état civil (1) et du greffe des assises, la destruction des casiers

(1) La reconstitution des actes de l'état civil de Paris a donné lieu à la loi du 10 juillet 1871, puis à celle du 12 février 1872, qui a confié à une commission spéciale le soin d'assurer le travail envisagé. Mais les pouvoirs de cette commission ont pris fin sans qu'il lui ait été possible d'achever une tâche aussi lourde.

judiciaires, de dossiers correctionnels, de pièces à conviction.

C'était, en réalité, tout le Palais qui semblait frappé à mort. Au désastre n'avaient échappé que de rares îlots, la cour d'appel, plusieurs dépendances du greffe, un certain nombre de chambres civiles (1).

Revenu à Paris dès le 26 mai, le procureur de la République Didier avait dû, avec l'autorisation du garde des sceaux, prendre siège au Ministère de la justice pour arrêter les mesures les plus urgentes. Mais il ne pouvait s'agir là que d'une installation provisoire. Ses substituts, MM. Ribot et Tanon notamment, rentrés avec lui, ne l'avaient pas suivi place Vendôme (2). Ce qu'il était nécessaire de réaliser, c'était le retour à une situation normale pour l'ensemble des services administratifs, pour les diverses juridictions aussi siégeant dans la capitale.

À ce sujet, des conférences réunirent le garde des sceaux, les chefs de parquets, le bâtonnier. On envisagea successivement l'adaptation du Palais de l'Industrie, du Luxembourg (3), pour s'en tenir à l'idée la plus digne, la seule pra-

(1) À l'énumération faite, au cours de ce récit, des objets qu'épargna l'incendie, il convient d'ajouter d'assez nombreux documents de la Préfecture de police mis hors de péril par l'employé à la sûreté générale Claude Richard, une partie du sommier judiciaire sauvée par le concierge Charvet, un certain nombre de cartons et de minutes d'arrêts de la cour de cassation transportés par les soins du greffier de cette juridiction. Un dernier détail pittoresque. Dans la nuit du 7 au 8 janvier précédent, craignant les effets du bombardement par l'armée allemande et l'occupation éventuelle de Paris, le préfet de police Cresson avait fait emmurer dans un caveau de la Préfecture la Vénus de Milo et d'importantes archives qui se rapportaient notamment au procès Cadoudal. Statue et documents furent retrouvés intacts après la Commune. (Voir Cresson, *Cent jours de siège à la Préfecture de Police*, p. 175, n. 1, et la *Gazette des Tribunaux* du 29 juin 1871). — Sur l'incendie du Palais de justice, lire le *Journal des Débats* du 31 mai, le *Droit* du 2 juin, l'*Illustration* du 24 juin, Fabre, *op. cit.*, p. 208 et s., Edmond Rousse, *Lettres à un ami*, t. II, p. 333 et s., Desmaze, *op. cit.*, p. VII et s. Voir d'autre part les photographies et les gravures insérées dans l'intéressant recueil *Paris sous la Commune* (vue prise du pont Saint-Michel, vue prise de la place Dauphine, la salle des Pas-perdus), l'*Illustration* du 24 juin (salle des Pas-perdus), l'esquisse conservée au musée Carnavalet (l'escalier du Palais de justice, 2 juin 1871, par J. Richomme). J'ai utilisé en outre des renseignements qu'ont bien voulu me donner MM. Albert Boucher et Léon Lefrançois.

(2) *Journal officiel* du 30 mai 1871. Renseignements oraux fournis par MM. Alexandre Ribot et Tanon.

(3) *Français* du 29 mai. Fabre, *op. cit.*, p. 215.

tique. Il fut décidé que, la sécurité des locaux une fois assurée, on se bornerait à utiliser les quelques salles du Palais de justice arrachées au feu.

La première, la cour d'appel fut réunie. Un arrêté, paru au *Journal officiel* du 1^{er} juin, avait convoqué ses magistrats pour le lundi 5. Elle tint à cette date, dans sa 1^{re} chambre, une audience solennelle. Sur les réquisitions de l'avocat général Merveilleux-Duvignaux, lecture fut donnée d'un arrêté pris par le chef du pouvoir exécutif. Le premier président Gilardin installa un nouveau conseiller, puis il prononça un discours nuancé d'émotion, qui soulignait les tristesses du passé, les espérances de l'avenir. Les magistrats visitèrent ensuite les ruines (1). Un conseiller montrait sa toque, dont quelques fils pendaient. Il expliquait que des fédérés en avaient arraché les galons pour les arborer à leurs képis et aux manches de leurs vareuses. Et le cortège revint vers la chambre du conseil, se disloqua. Les audiences ultérieures avaient été fixées à la semaine suivante. L'arrêté en déterminait la répartition. « Par suite des dégâts occasionnés au Palais de justice et de l'insuffisance des locaux », chaque chambre ne tiendrait provisoirement que trois audiences chaque semaine : La 1^{re} et la 3^e, les lundi, mardi et mercredi, dans leurs locaux respectifs ; la 4^e, les mêmes jours dans la salle de la 2^e chambre ; les 2^e et 5^e, les autres jours, la 2^e devant fonctionner dans son propre local, la 5^e, dans la salle de la 1^{re} chambre ; la chambre des appels correctionnels, les jeudi, vendredi et samedi, dans la salle de la 3^e chambre.

Conformément aux instructions qui le visaient lui-même, le tribunal de la Seine se réunit le lendemain, le mardi 6 juin. Il était appelé à fonctionner dans une partie du Palais fort délabrée : Le premier jour, comme les membres de la chambre des avoués se disposaient à pénétrer dans la salle où se tenait l'audience, un bloc de pierre tomba près d'eux,

(1) « On avait créé, a bien voulu m'écrire M. Raveton, un dédale de couloirs et d'escaliers en planches, qui permettait de circuler au milieu des démolitions, de sorte que depuis la place Dauphine jusqu'aux bâtiments de la police correctionnelle, on se promenait dans une maison de bois. »

sans blesser personne. A la 1^{re} et à la 2^e chambre avait été assigné le local de cette dernière, chacune desdites chambres devant l'occuper tour à tour ; la 3^e et la 5^e siègeraient dans la salle de la 3^e chambre ; la 4^e et la 6^e, dans le local de la 4^e chambre. Même répartition des jours de la semaine entre les chambres correctionnelles. La 7^e et la 8^e allaient siéger dans la salle de la 7^e chambre ; la 9^e et la 10^e, dans celle de la 10^e chambre. Les référés seraient tenus dans la bibliothèque du tribunal. Il n'y eut toutefois, le 6 juin, que de courtes audiences. Dans les chambres civiles, les présidents procédèrent seulement à un appel des affaires inscrites au rôle. La 7^e chambre correctionnelle jugea deux vols à l'étagère ; la 9^e, trois affaires, parmi lesquelles un vol commis à la Préfecture de police pendant l'incendie.

Le même jour, le procureur de la République se transportait au Palais et prenait possession de la salle des conférences des avoués près le tribunal, tandis que ses collaborateurs se répartissaient la 5^e chambre, la salle des référés, leurs dépendances, et que le secrétariat du parquet, dirigé par Larousse, s'installait dans les locaux du tribunal de simple police. Les juges d'instruction se dispersèrent dans plusieurs salles du tribunal civil, au petit parquet, au tribunal de simple police, dans d'autres cabinets isolés. — En attendant la remise en état de sa bibliothèque, le barreau put faire usage d'une pièce qu'on lui attribua à l'étage supérieur.

Les autres juridictions siégeant au Palais ne furent convoquées qu'à des dates ultérieures. La chambre criminelle de la cour de cassation se réinstalla le 23 juin dans le local de la chambre des requêtes. Il n'y eut pas de session de la cour d'assises avant le mois de juillet. A ce service fut alors affectée la salle de la 7^e chambre correctionnelle.

Tous les rouages de l'administration judiciaire fonctionnaient comme jadis. Les études de notaires et d'huissiers s'étaient rouvertes au début de juin. Dès le 31 mai, le président Drouin avait pu réunir les juges au tribunal de commerce et les agréés dans l'édifice que n'avait point atteint l'incendie. Il s'était borné, à appeler, ce jour-là, les causes qu'il avait remises à quinzaine.



LE PALAIS DE JUSTICE INCENDIÉ (SALLE DES PAS PERDUS)

Mais depuis lors on plaidait des deux côtés du boulevard. Seuls à nouveau les transactions, les procès opposaient les hommes. La vie semblait poursuivre un cours ininterrompu. Par le brouhaha des affaires et les clameurs joyeuses de ses boulevardiers, Paris rompait le grand silence des faubourgs, dissimulait ses ruines, chassait les derniers fantômes du cauchemar. Il reprenait, a dit Edmond Rousse, « sinon sa santé, au moins sa bonne mine un peu maquillée (1). »

De nombreux prisonniers attendaient cependant que fût réglé leur destin. A première vue, les statistiques du gouvernement, celles proposées par les auteurs, semblent contradictoires. Il suffit, pour en tirer d'utiles déductions, d'observer que les chiffres se rapportent le plus souvent à des dates et à des classements différents. 31.000 *prévenus*, annonçait le général Appert aux membres de la commission d'enquête parlementaire (2). Mais il déposait en juillet 1871. Des renseignements officiels, que reproduisirent Maxime Du Camp (3) et Samuel Denis (4), indiquent le chiffre déjà plus élevé de 38.578. Il comprend toutes les *arrestations* opérées jusqu'au 1^{er} janvier 1872, sans omettre les prisonniers faits pendant la guerre civile, depuis le 3 avril 1871. Dans son traité d'histoire si documenté, Gabriel Hanotaux relève un nombre de 43.521 arrestations (35.800 prisonniers conduits à Versailles) (5). Cette fois, il s'agit de toutes les arrestations effectuées jusqu'en 1875. — En réalité, ce chiffre est lui-même insuffisant,

(1) J'ai consulté, en ce qui concerne la réorganisation des services judiciaires, les journaux de l'époque, notamment le *Droit* du 4, du 5-6, du 9 et du 10 juin, le *Journal des Débats* du 7 et du 8 juin, le *Soir* du 4, du 5, du 7 et du 8 juin, la *Gazette de France* du 6 et du 7 juin, les ouvrages de Dabot, *Griffonnages quotidiens d'un bourgeois du quartier latin*, p. 178, Edmond Rousse, *Lettres à un ami*, t. II, p. 341 et s., Fabre, *op. cit.*, p. 215 et s., etc... Les anciens huissiers du parquet et du conseil de l'Ordre Valentin et Lefrançois m'ont fourni d'autre part d'intéressantes précisions.

(2) *Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars 1871*, p. 284 et s.

3) Maxime Du Camp, *op. cit.*, t. II, p. 305.

(4) Samuel Denis, *Histoire contemporaine*, t. III, p. 328.

(5) Hanotaux, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 211.

si l'on tient compte des victimes d'erreurs libérées après une courte détention, 5 à 6.000, d'après Dubreuilh (1). Nous concluons en évaluant à près de 50.000 le nombre total des individus arrêtés à la suite de l'insurrection parisienne. Une quarantaine de mille avaient été écroués pendant les premiers mois de la répression (2).

Ils se trouvèrent, en grande majorité, justiciables des conseils de guerre. Avant même, en effet, que l'armée eût pénétré dans la capitale, le gouvernement, en accord avec l'Assemblée nationale, avait résolu de déférer aux juges militaires tous ceux qui avaient pris les armes ou participé activement à l'insurrection.

La magistrature ordinaire n'eut à connaître que des usurpations de fonctions et des infractions au droit commun. Elle se prononça sur le sort de moins de 250 inculpés. Par les chiffres, que je donnerai plus loin, des décisions que rendirent les juges militaires, on verra l'importance respective attachée aux deux juridictions. Une remarque toutefois est opportune. Dans le domaine de nos recherches, les affaires soumises aux tribunaux ordinaires présentent un intérêt spécial. Contre la plupart des fonctionnaires, des magistrats de la Commune, ce fut l'inculpation d'usurpation de fonctions qui fut retenue. La 40^e chambre correctionnelle de la Seine condamna contradictoirement, le 21 juillet 1871, Canis à 2 ans d'emprisonnement (jugement confirmé par arrêt du 19 août suivant), et, le 11 août, Coppens à un mois de la même peine. Contradictoirement ou par défaut, la même chambre et la 7^e prononcèrent contre la plupart des juges de paix, des greffiers, des huissiers, des commissaires-pri-seurs, des commissaires de police de la Commune des peines variant entre 15 jours et 5 années d'emprisonnement. Les notaires Gout et Rabit bénéficièrent d'ordonnances de non-lieu, et le juge de paix Pinon, d'un jugement d'acquittement. Un jugement de la 9^e chambre, en date du 22 septembre 1871,

(1) Dubreuilh, *op. cit.*, p. 482.

(2) Dubreuilh, *op. cit.*, p. 482, Fiaux, *op. cit.*, p. 591, P. et V. Margueritte, *op. cit.*, p. 628, proposent le chiffre de 45.000, mais pour les premiers mois seulement.

condamna le doux Cattelain à 3 ans de prison. Lallemand et Marion, les garçons de bureau du Palais révolutionnaire, furent traduits devant la 8^e, qui condamna le premier à 2 ans d'emprisonnement, acquitta l'autre. La cour d'assises de la Seine (arrêt du 23 août 1872) condamna, par contumace, Moiré aux travaux forcés à perpétuité. — Je me plais à constater que les décisions de justice avaient été précédées d'informations scrupuleusement conduites (1).

Part infime dans la répression. Un avis, paru au *Journal officiel* le 6 juin, avait fait connaître que « le général commandant la subdivision de Seine-et-Oise était chargé de diriger l'instruction judiciaire relative à toutes les personnes arrêtées par suite des événements de Paris. » La note ajoutait : « C'est donc à cet officier général qu'il convient d'adresser directement les demandes de mise en liberté, de renseignements et autres, de toute nature, concernant les personnes dont il s'agit. » De l'avis se dégagait la réalité profonde. Le centre de la répression était à Versailles, au siège de l'administration militaire. Il se trouvait en fait aux Grandes-Ecuries. Là, un corps d'officiers surveillait le classement des prisonniers et contrôlait les poursuites. Il assurait aussi, quand le cas se présentait, la liaison avec la justice civile, par l'intermédiaire, pendant quelque temps, d'un magistrat demeuré à Versailles. Mais ces rapports n'évitaient ni le désordre ni les erreurs. Sans que rien justifiât ces distinctions, d'autres magistrats de la Commune, Aubry, Leloup, Michau, Flamet (2), plusieurs anciens officiers ministériels, des fonctionnaires de la Commune sans importance comme Gastecloux furent renvoyés devant les conseils de guerre. Il arriva même que, pour un seul fait, les deux juridictions ouvrirent contre certains inculpés des instructions parallèles. La justice militaire et la justice civile informèrent ensemble contre les juges Coppens et Moiré, les juges de paix Denneval et Lechasseux, les huis-siers Havy et Réby, le commissaire-priseur Plattet.

(1) Le bâtonnier avait en outre chargé son confrère Plocque de procéder à une enquête au sujet des avocats.

(2) Le président Voncken avait été compris dans ces poursuites. Mais il était décédé à Paris, le 8 octobre 1872.

Une telle confusion n'avait rien qui pût surprendre. Elle s'expliquait par l'affluence des prisonniers conduits à Versailles pendant les premières semaines. De sérieuses difficultés en résultèrent dans la pratique.

Il avait tout d'abord fallu loger cette multitude de détenus. Pour semblable foule, les prisons manquaient. Sans craindre d'éveiller les douces ombres des siècles morts, le gouvernement avait porté son premier choix sur l'Orangerie. A quelques pas, descendaient les trois marches de marbre rose...

Marches qui savez notre histoire,
Aux jours pompeux de votre gloire
Quel heureux monde en ces bosquets !

Aux jours lugubres, les marches de marbre rose virent un tout autre spectacle : Des bandes misérables franchissant la grille, et s'engouffrant dans le grand bâtiment que construisit Mansard sous le parterre du Midi. Au delà des larges baies cintrées s'étendent des galeries, longues de 115 mètres. Elles constituaient, pour l'ensemble des prisonniers, une étape obligatoire. On conduisait les nouveaux arrivés dans une rotonde, où des officiers, assistés de commissaires de police, procédaient à un premier interrogatoire. Les prisonniers étaient ensuite classés en trois catégories. Les « intéressants », pour lesquels l'autorité militaire envisageait une mesure de liberté, passaient dans l'aile gauche. Ils y attendaient les renseignements, les interventions qui assureraient leur élargissement. Dans la partie centrale les « compromis », dans la serre de droite les « dangereux » étaient entassés, livrés à une effroyable promiscuité, jusqu'au moment où, par bandes, on les dirigeait vers une autre geôle. Il y avait quelque part une section de femmes ; ailleurs une section d'enfants (1).

Les prisons des alentours recevaient le trop-plein de l'Orangerie. La plus importante a acquis une triste réputation. Elle consistait en baraquements élevés sur le plateau de Satory. Sous la gueule des mitrailleuses, une lourde disci-

(1) Le nombre des femmes arrêtées s'éleva à 1.058 ; celui des enfants, à 651.

plaine y régnait. Le même mélange ignoble qu'à l'Orangerie, avec, en plus, le froid, la boue, la longue et mortelle attente. Il y était également fait une répartition des hommes. Certains restaient à Satory jusqu'au jour où ils comparaissaient devant un conseil de guerre. Ceux pour lesquels était différée l'information se voyaient transférer ailleurs. — A Versailles on avait improvisé d'autres maisons de détention. Rue des Chantiers, un magasin des chemins de fer de l'Ouest était utilisé en raison de ses trois étages. Il s'y ajouta les Grandes-Ecuries, la prison de Noailles, la prison Saint-Pierre. Tous ces bâtiments étaient affectés aux prisonniers contre lesquels une information se poursuivait. Ils étaient pour eux l'asile, après les douloureuses stations à l'Orangerie et dans les baraquements de Satory. Plus tard, la prison de Noailles, celle de la rue Saint-Pierre logèrent des condamnés.

Le flot sans cesse montait. Et Versailles n'y suffisait plus. Thiers, qui volontiers cherchait dans l'histoire des remèdes aux difficultés présentes, se souvint que les Anglais faisaient garder sur des pontons leurs prisonniers de guerre (1). On décida d'appliquer la mesure aux détenus moins gravement compromis. Ceux-là, jugea-t-on, pouvaient attendre. En quelques semaines, 30.000 d'entre eux furent expédiés par wagons plats que couvraient des bâches, par cages à bestiaux. Ils affluèrent dans les ports. Il y en eut 12.000 à Brest, répartis, par groupes de 7 à 900, entre un certain nombre de transports et de vaisseaux de guerre. D'autres pontons, des forts du littoral reçurent la même affectation, à Cherbourg, à Lorient, à Rochefort, dans plusieurs îles de la région : le fort des Saumonards (île d'Oléron), le fort de l'île d'Enet, le fort Boyard (île d'Aix). Ce dernier cependant, et le fort de Quélern, à Brest, furent transformés bientôt en dépôts de condamnés (2).

Un second problème s'était imposé, plus délicat encore.

(1) Thiers, *op. cit.*, p. 172. Le système des pontons avait été cependant pratiqué en France à la suite de l'insurrection de juin 1848.

(2) M. l'intendant militaire Gigon a bien voulu me fournir des renseignements utiles sur l'organisation de la répression à laquelle il avait participé. Voir également *Paris incendié*, p. 182, 186 et s.

Comment statuer au sujet d'un si grand nombre de détenus ? Comment liquider, d'une façon définitive, le gouvernement, l'administration, l'armée de la Commune ? Des députés de la droite avaient suggéré l'idée d'une déportation en masse dans quelque lointaine colonie. Mais Thiers, approuvé par le conseil des ministres, s'était montré hostile à une loi d'exception. « Puisqu'on voulait le respect de la loi, il fallait commencer par le pratiquer soi-même. »

Pendant la bataille, le gouvernement avait fait pressentir ses desseins en déposant le projet qui abrégait la procédure des conseils de guerre (1). La loi du 7 août 1871 facilita leur composition, permit aux rapporteurs d'instruire en dehors de leur circonscription, dans tous les dépôts de détention provisoire, créa 15 conseils pour la division militaire de Paris, et autorisa le chef du pouvoir exécutif à en établir d'autres, par arrêté, s'il l'estimait opportun. Il y en eut, dans le ressort de la 1^{re} division militaire, jusqu'à 22 qui, à partir du mois d'août 1871, siégèrent à Versailles, au Mont-Valérien, à Saint-Germain, à Sèvres, à Rambouillet, à Rueil, à Saint-Cloud, à Vincennes, à Chartres. Dans le reste de la France et en Algérie, une vingtaine d'autres conseils de guerre eurent à juger simultanément des individus compromis pendant l'insurrection parisienne.

Un chiffre caractérise la légèreté avec laquelle avaient été effectuées nombre d'arrestations. Malgré le filtrage opéré à l'Orangerie, après l'élargissement immédiat de plusieurs milliers de prisonniers, les informations ouvertes aboutirent à 23.727 mises en liberté sur ordonnances de non-lieu. 623 concernaient des femmes ; 458, des mineurs.

Ces prévenus écartés, il restait aux conseils de guerre un nombre considérable d'affaires à examiner. Les tribunaux militaires rendirent plus de 50.000 décisions, y compris les jugements par contumace. En ce qui concerne les seules affaires jugées contradictoirement, on relève 2.450 acquittements contre 10.137 condamnations. Celles-ci se décomposent de la façon suivante : 110 condamnations à mort

(1) Voir chapitre II.

(120 par contumace) ; 273 aux travaux forcés ; 4.197 à la déportation dans une enceinte fortifiée ; 3.446 à la déportation simple ; 4.321 à la détention ; 333 au bannissement ; le surplus à des peines diverses (travaux publics, réclusion, emprisonnement...).

Il ne saurait nous appartenir de faire ici l'analyse, même sommaire, de ces jugements. La matière s'y trouverait d'un travail nouveau qui sans doute relèverait bien des erreurs commises.

Un des procès les plus importants fut celui dont le 3^e conseil de guerre, siégeant à Versailles dans la salle du Manège, eut à connaître du 7 août au 2 septembre 1871. Il semble qu'en groupant 17 accusés en vue de débats communs, l'autorité militaire n'ait eu d'autre but que de faire juger la Commune elle-même. L'accusation visait quinze membres de la Commune, deux membres du Comité central. Tous étaient détenus. Pour n'indiquer que ceux dont les noms ont été le plus fréquemment cités dans notre récit, il y avait là Théophile Ferré, Urbain, Billioray, Lullier, Courbet. L'examen du dossier comme la lecture des débats laissent une impression pénible. L'affaire vint à l'audience sans avoir été suffisamment instruite. Il est juste d'observer que le juge rapporteur s'était heurté à des difficultés sérieuses. Le silence de Ferré ne les avait pas aplanies. Au conseil il ne fut généralement communiqué que des copies de pièces, présentant peu de garanties (1). Certaines de ces pièces apparurent au cours seulement des débats. Les originaux eux-mêmes étaient parfois fort suspects (2). Le rapport général lu par le commandant Gaveau à l'audience du 7 août, les rapports concernant chacun des accusés renfermaient de nombreuses erreurs, portant notamment sur le drame de la Roquette (3). A plusieurs reprises, le colonel Merlin, qui présidait, laissa percer

(1) L'examen des dossiers classés au Ministère de la guerre permet de constater la négligence avec laquelle certaines copies furent faites. J'y ai relevé des erreurs de noms, de dates. Certains textes y ont été complètement dénaturés.

(2) Voir ci-dessus, même chapitre, en ce qui concerne deux dépêches attribuées l'une à Rigault, l'autre à Ferré.

(3) Voir ci-dessus, même chapitre.

son opinion, bien que les débats ne fussent pas clos. Des témoins utiles négligèrent ou craignirent de comparaître. Bridée par le président et par le commissaire du gouvernement, en butte à une scandaleuse hostilité de l'auditoire, la défense ne fut pas libre. Mon souci d'impartialité me dicte un autre jugement. Si l'on excepte Ferré et quatre ou cinq de ses codétenus, l'attitude des accusés manqua de dignité (1). A la suite des débats, deux condamnations à la peine de mort furent prononcées, contre Théophile Ferré et contre Lullier. L'ancien membre de la commission de justice Billioray fut condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée.

Les poursuites exercées contre Rossel passionnèrent l'opinion publique. Sa personnalité vigoureuse, son passé aussi lui valaient une sympathique pitié. Découvert le 7 juin à Paris, dans un hôtel du boulevard Saint-Germain (2), il fut déféré au 3^e conseil de guerre. Celui-ci, le 8 septembre 1871, le condamna à la peine de mort. Cependant les juges avaient omis de statuer sur des conclusions de la défense. Un arrêt du conseil de revision cassa, le 22 septembre, le jugement. L'affaire vint alors devant le 4^e conseil, qui, le 7 octobre, à nouveau prononça la terrible sentence.

Pendant plusieurs années, les jugements se succédèrent. Il suffira que j'indique les décisions que contradictoirement les tribunaux militaires rendirent contre ceux qui avaient participé à l'administration de la justice révolutionnaire.

Le 12 janvier 1872, Géresme, membre comme Billioray de la commission de justice, fut condamné par le 3^e conseil de guerre aux travaux forcés à perpétuité. Par jugement du 27 juin suivant, le même conseil prononça la peine de mort contre Gaston Da Costa, le substitut de Rigault. Plus heureux, son collègue Martainville fut acquitté le 26 février 1874, après un premier jugement qui, par contumace, le 22 juillet 1873, l'avait condamné à la déportation dans une

(1) L'*Autographe* de Villemessant a reproduit dans son premier numéro le texte de la *défense* de Ferré, écrit de la main de l'ancien délégué. Il ne trahit aucune émotion.

(2) L'hôtel de Montebello, 54, boulevard Saint-Germain, où Rossel se dissimulait sous la qualité d'employé aux chemins de fer de l'Est.

enceinte fortifiée (4^e conseil de guerre). Décisions identiques à l'égard du juge suppléant Flamet, que ce conseil condamna par contumace le 1^{er} décembre 1874, et acquitta le 15 juillet 1875. Gravement compromis par le meurtre des otages, le juge d'instruction Genton fut, le 22 janvier 1872, condamné à mort par le 6^e conseil de guerre. Les collaborateurs du délégué à la justice Charles Da Costa et Gastecloux entendirent prononcer contre eux, le premier, à la date du 2 janvier 1872, la peine de 10 ans de détention, le second, à la date du 18 septembre 1874, celle de 2 ans d'emprisonnement. Le capitaine de place à l'ex-Préfecture Jolivet fut condamné par le 4^e conseil, le 16 décembre 1871, aux travaux forcés à perpétuité. Le commissaire spécial Virtely, par le 20^e conseil, le 1^{er} juin 1872, à 20 ans de travaux forcés. Le juge suppléant rapporteur à la cour martiale Blanchet, par le 3^e conseil, le 21 avril 1875, à la déportation simple. Quelques huissiers, commissaires-priseurs, greffiers de paix comparurent devant les conseils de guerre, qui prononcèrent contre eux des peines de 15 jours à une année d'emprisonnement (Crouzat, Havy, Aubert, Lesseline). L'huissier Guérin fut acquitté. Englobé dans onze poursuites, le directeur des domaines Jules Fontaine bénéficia de huit non-lieu, mais subit deux condamnations à 20 ans de travaux forcés (5^e conseil, 23 novembre 1871, pillage de l'hôtel de Thiers, 4 décembre 1871, affaire de la princesse Mathilde), et une à 10 ans de la même peine (8 décembre 1871, affaire Martin-du-Nord).

Un certain nombre d'affaires enfin évoquèrent les grands drames de la Commune. L'exécution du garde Thibault, près de la redoute des Hautes-Bruyères, donna lieu à des débats qui s'engagèrent devant le 3^e conseil. En dehors des condamnations par contumace, le conseil, à la date du 24 août 1875, prononça contre Meissonnier et Bontemps la peine de mort, contre plusieurs inculpés, celle des travaux forcés, celle de la réclusion. Pour le meurtre du pharmacien Koch, le 3^e conseil condamna à mort Etienne Boudin, le 16 février 1872. Préau de Vedel, qui avait assisté à l'exécution de Chaudey, fut, le 2 décembre 1871, condamné à la même peine par le 6^e conseil ;

Benn fut acquitté de ce chef, mais condamné à 2 ans d'emprisonnement pour immixtion sans titre dans des fonctions publiques. L'incendie du Palais de justice entraîna les condamnations aux travaux forcés à perpétuité du commissaire spécial Giffault (8^e conseil, 3 février 1872), puis d'Etienne (6^e conseil, 7 septembre 1872). A la date du 19 juin 1872, le 6^e conseil condamna à mort Denivelle et la femme Lachaise, tous deux compromis par l'exécution du comte de Beaufort. Inculpés à la suite du drame de la Roquette, Fortin et François comparurent, avec Genton, devant le 6^e conseil qui les condamna, François, aux travaux forcés à perpétuité, Fortin, à 10 ans de cette peine. Lolive qui, par deux fois, avait tiré sur l'archevêque, fut condamné à mort. Peu de temps après, le capitaine Sicard, dont le rôle n'avait pas encore été précisé, mourait, phtisique, à l'hôpital de Versailles. Considérés comme responsables de l'exécution des Dominicains, Serizier, le gardien de la maison disciplinaire du 9^e secteur Boin, Lucipia et deux comparses, Boudaille et Pascal, furent, le 17 février 1872, condamnés à mort par le 6^e conseil. Le même tribunal jugea l'affaire de la rue Haxo. Il condamna à mort, le 21 mars 1872, sept inculpés, Dalivous, un de ceux qui avaient commandé le feu, François, qui n'avait livré les otages qu'à son corps défendant, Saint-Omer, Aubry, Bénol, Trouvé, Racine, qui avaient figuré dans les rangs des fédérés. A cette affaire se rattachaient les poursuites suscitées par l'arrestation des Pères de Picpus : Le 5^e conseil de guerre condamna, le 13 novembre 1871, Girault aux travaux forcés à perpétuité ; le 1^{er} juillet 1872, le membre de la Commune Fenouillas, dit Philippe, le capitaine Lenôtre et un nommé Pontillon, à mort.

On est bien obligé de faire une constatation. A quelques exceptions près, — Ferré, Rossel, une poignée d'autres insurgés, — la répression frappa seulement ceux qui, sous la Commune, avaient joué un rôle de second plan. Les humbles soldats de la cause révolutionnaire payèrent pour ceux dont ils avaient exécuté les ordres ou écouté les suggestions. La chose arrive. Que l'on dresse un tableau des individus arrêtés en 1871 et poursuivis devant les juridictions

répressives. Ils appartenait, en majeure partie, à la troupe immense qui docilement évolue au gré de ses besoins, d'un courant d'opinion, d'un conducteur d'hommes. Faméliques à la recherche d'une situation, combattants embrigadés, manœuvres pour un jour entraînés vers les plus sanglantes besognes. Ceux-là n'eurent pas, à l'heure du péril, les moyens de s'enfuir. — Les chefs, pour la plupart, avaient franchi la frontière. Ce fut par contumace que la juridiction militaire jugea le plus grand nombre des membres de la Commune; Protot, condamné à mort le 19 novembre 1872 (6^e conseil), ses collègues de la commission de justice Ranc, Léo Meillet, Babick, Ledroit, Pourille dit Blanchet, Gambon, Dereure, Durand, Clémence, Langevin, Vésinier. Par contumace furent frappés les substituts Huguenot et Breuillé; les juges Moiré, Leloup, Aubry, Gausseron, Wurth, Michau; les collaborateurs de Protot, Dessesquelle et Bricon; ceux de Rigault, Fourrier et Slom; les commissaires de police les plus sérieusement compromis comme Le Moussu et Henry; les membres des cours martiales Gois, — dont la responsabilité s'était, pendant les derniers jours, si lourdement aggravée, — Razoua, Collet, Chardon, Boursier, Ledrux, Edmond Levraud, Lefebvre-Roncier, Goullé; le prévôt Barillier; et le directeur de prison Fouet; et Joseph Fontaine, le séquestre des biens des communautés religieuses.

A ces jugements par contumace deux autres méritent d'être ajoutés. Le 6^e conseil de guerre prononça, le 29 juin 1872, au sujet du meurtre de Chaudey, des condamnations à la peine capitale contre six inculpés réputés *en fuite*. Parmi eux figurait Raoul Rigault, ainsi condamné à mort après avoir été fusillé (1). — Le même conseil montra, le 4 février 1873, plus d'indulgence. Il avait à se prononcer, ce jour-là, sur la culpabilité d'Emile Duval. Le rapport, il est vrai, observait prudemment (2): « *Tout fait supposer qu'il a été fusillé à la suite du combat de Châtillon. Mais comme nous*

(1) Le dossier contenait, en ce qui regardait Rigault, un procès-verbal de recherches infructueuses dressé par la gendarmerie le 30 avril 1872!

(2) Document inédit.

n'avons pu recueillir aucune pièce officielle constatant le décès, nous sommes d'avis qu'il y a lieu de traduire le nommé Duval... » Le 6^e conseil chercha, pour ce mort, une solution qui fût sage. Il condamna l' « ex-général de la Commune » à la déportation dans une enceinte fortifiée.

Les décisions rendues par contumace ne pouvaient avoir d'autre effet que de prolonger l'exil de ceux qu'elles concernaient. Mais le gouvernement eut à assurer l'exécution des jugements contradictoires.

Il se trouva bientôt saisi d'un certain nombre de recours en grâce. Ces suppliques furent examinées conformément à la procédure qui venait d'être instaurée.

Loi de circonstance, la loi du 17 juin 1871 ne s'était pas bornée à rééditer la différence classique entre l'amnistie et la grâce. Elle avait excepté du droit commun les condamnations prononcées pour crimes « à raison des faits se rattachant à la dernière insurrection à Paris et dans les départements ». La loi instituait alors, en matière même de grâce, un régime particulier. Pour limiter ses propres pouvoirs, le gouvernement s'était aisément mis d'accord avec l'Assemblée nationale. Les recours seraient soumis à une commission de quinze membres, nommés par l'Assemblée nationale. Aucune grâce, aucune commutation de peine ne pourrait être consentie sans un accord à ce sujet entre le chef du pouvoir exécutif et la commission.

« Commission d'assassins ! » cria un député, au cours d'une séance de l'Assemblée nationale. Lorsqu'on évoque les conditions auxquelles la loi subordonnait une mesure de bienveillance, les circonstances dans lesquelles la commission fut élue, on est plutôt surpris du nombre des grâces accordées.

Dans une statistique officielle parue au mois de janvier 1876, je relève qu' sur 6.501 recours étudiés en 236 séances, 2.052 furent suivis d'une remise totale ou partielle de la peine. La proportion, moins du tiers, peut sembler faible. Mais elle est supérieure en ce qui concerne les condamnations aux peines les plus graves. Pour 110 condamnations à mort, 84 commutations ; 346, pour 739 recours ayant trait à la

déportation dans une enceinte fortifiée. Ultérieurement, d'autre part, la commission avait procédé à trois examens supplémentaires des situations qui lui étaient signalées. Elle avait formulé ainsi 953 nouveaux avis favorables (1).

Les recours de 26 condamnés à mort étaient rejetés. Sur ce nombre, trois condamnés avaient pris part à l'insurrection de Marseille, 23 à la révolution parisienne. Tous s'adossèrent aux poteaux, à Satory. Je citerai seulement ceux dont les noms se rattachent à notre étude. Ferré, Rossel, fusillés le 28 novembre 1871 avec le sergent Bourgeois. Préau de Vedel, le 19 mars 1872. Genton, le 30 avril. Serizier, Boin et Boudin le 25 mai. François, Aubry, Dalivous et Saint-Omer, le 24 juillet. Denivelle et Lolive, le 18 septembre. Philippe (Fenouillas), Bénot, le 22 janvier 1873.

La première de ces exécutions réunissait dans la mort deux hommes qui personnifiaient la justice de la Commune. Théophile Ferré, l'ancien délégué à l'ex-Préfecture de police, devenu, aux heures suprêmes, le froid pourvoyeur des colères populaires. L'homme qui au service de la Révolution avait consacré le sanglant faisceau de ses rancunes, de ses haines et de son sectarisme. Louis Rossel, l'ancien délégué à la guerre, l'organisateur de la cour martiale et le premier de ses présidents. L'homme qui au service de la Révolution avait voué son cœur de républicain inquiet, de patriote meurtri. On peut affirmer que la condamnation à mort de Ferré ne souleva aucune émotion. Celle de Rossel provoqua de vifs regrets, traduits par des pétitions adressées au chef du pouvoir exécutif. L'une d'elles émanait de la jeunesse du quartier latin, l'autre, plus émouvante encore, de trente-cinq notables de Metz. Cependant, le motif lui-même qui à Rossel avait valu un sentiment de commisération, sa carrière militaire, apparut à la commission des grâces et au gouvernement comme une raison d'exécuter la sentence. Les autorités militaires apprirent, le 27 novembre, que la justice allait suivre son cours.

Voici, sur la dramatique journée du lendemain, les notes

(1) Le chiffre indiqué par Dubreuilh *o. cit.*, p. 490, — moins de 50 commutations de peines, — est donc manifestement inexact.

pathétiques d'un témoin, M. l'intendant militaire Gigon (1).

A Satory, 28 novembre 1871.

L'adjudant de la prison est venu me dire : C'est pour demain matin.

Avec un autre capitaine, rapporteur comme moi au conseil de guerre de Versailles, nous gravissions le lendemain la route qui mène au plateau de Satory, où l'exécution devait avoir lieu. La commission des grâces avait rejeté le pourvoi du capitaine Rossel, du sergent Bourgeois et de Théophile Ferré. J'avais assisté au procès des membres de la Commune, et la froide atrocité des actes de Ferré m'avait donné le désir de le voir devant la mort. C'était pour lui seul que j'avais voulu être averti du jour et de l'heure de l'exécution.

La matinée était froide. Le ciel se voilait de nuages bas, couleur d'ardoise. Un vent aigre balayait le plateau de Satory, sur lequel les troupes de la garnison et du camp se formaient en carré devant les buttes. Trois pieux de bois clair sont plantés à vingt mètres de distance les uns les autres, à quelques mètres du remblai. Le carré des troupes est maintenant formé. Le côté parallèle aux buttes, assez éloigné, se distingue à peine, voilé par la brume légère.

Le carré est vide. Grand silence. Quelques officiers à cheval circulent. Un chef d'escadron d'état-major de la division donne des ordres. Les trois pelotons d'exécution s'établissent vis-à-vis des pieux qui indiquent la place des condamnés.

Un peu après sept heures, un mouvement d'attention générale se produit. Les yeux se tournent vers le fond du carré où par un des angles ont surgi trois voitures grises du train. Elles avancent lentement, entourées d'un peloton de gendarmerie à cheval, sabre au clair, et s'arrêtent à cinquante mètres de la butte.

De la voiture de gauche sortent Rossel et le pasteur Passa ; de la deuxième descend le sergent Bourgeois ; de la plus rapprochée de nous sort Théophile Ferré. C'est un homme de petite taille. Un gendarme colossal le conduit par le bras jusqu'au poteau le plus rapproché de notre groupe. Nous le voyons à vingt pas.

Rossel est négligemment vêtu : veston usagé, chapeau mou. Ferré au contraire est rasé de frais, bien peigné ; il a endossé une redingote habillée, il est coiffé d'un chapeau de soie et porte des

(1) *Document inédit.*

gants gris perle. Il a un gros cigare à la bouche et l'égalité des expirations de la fumée montre son calme. Un aumônier s'approche et l'embrasse. Ferré lui serre la main. Le pasteur Passa quitte Rossel.

Le commandant d'état-major, très affairé, donne des ordres. Le greffier du conseil de guerre vient rapidement lire la sentence. Le moment tragique est arrivé. Un peloton du génie fait face à Rossel. Deux pelotons d'infanterie sont commandés pour Bourgeois et pour Ferré. Le peloton de Ferré étant trop loin, on le fait avancer jusqu'à la distance réglementaire : à six mètres du condamné.

Ferré tourne la tête vers Rossel. Il voit que le capitaine a jeté à terre son chapeau. Il enlève le sien et le laisse tomber doucement à sa droite. On lui bande les yeux ; il ne résiste pas, mais de suite il enlève le mouchoir et le tient à la main.

Les trois adjudants lèvent leurs sabres. Les pelotons mettent en joue. Les sabres s'abaissent. Deux détonations s'entendent, formant un seul coup. Rossel et Bourgeois tombent, foudroyés. Le peloton de Ferré a déchiré la toile, surpris sans doute par la détonation des autres pelotons avant la descente du sabre de leur chef ; neuf coups de fusil se succèdent en une seconde. Sous le vent des balles, Ferré est debout. Je le vois appuyé de la main gauche sur le poteau. Il n'a pas bougé. Un dixième coup l'abat. Mais il n'est que blessé. Si près de lui, nous le voyons étendu, remuant faiblement. Il n'était pas blessé à mort, je l'ai su plus tard. Le commandant d'état-major est arrivé. Il perd la tête : — Vite ! le coup de grâce !

Un sergent sort du peloton, arme son chassepot. Il vise à la tête. Le coup rate encore. Le commandant s'affole. — Vite ! un autre !

Le dernier sergent, dont le fusil est chargé d'avance, vise et casse la tête de Ferré.

Des chiens, attirés par les coups de feu, viennent flairer les corps. On les chasse. J'avance avec mon ami au-dessus du talus. Et je vois Rossel tombé en arrière, la figure pâle mais intacte : Les sapeurs ont tiré au cœur. Le sergent Bourgeois, lui aussi, n'est pas défiguré.

La troupe s'est formée pour le défilé, et devant les trois cadavres elle passe, musique en tête, et s'éloigne, alerte, en se perdant dans la brume. Le plateau de Satory est vide. Les morts sont seuls. Nous restons encore quelques instants. Les infirmiers enlèvent les corps.

Nous sommes redescendus à Versailles sans parler. Le courage de l'homme criminel nous avait émus. En nous quittant, nous dîmes : Cet homme est mort par des balles qui ne devraient frapper que des ennemis de la France. Cet homme, si criminel, était un brave et il est mort en brave (1).

La peine le plus souvent prononcée avait été celle de la déportation. Il fallut une loi pour fixer le lieu où elle serait subie. Après l'émeute de juin 1848, l'Algérie avait été désignée. Mais la terre africaine semblait, en 1871, trop rapprochée de la France. On écarta également la Guyane, comme insalubre. Le choix se porta sur la Nouvelle-Calédonie qui paraissait réunir les conditions souhaitables. En tout cas, elle imposait aux déportés un long et pénible voyage : Le transport *Danaé* mit, pour l'effectuer, cent trente-neuf jours.

Pendant plusieurs années, la lointaine colonie retint dans un exil rigoureux un nombre important de condamnés politiques. Le rapport de la commission des grâces publié en janvier 1876 mentionne la présence à la presqu'île Ducos de 811 condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée ; celle à l'île des Pins de 2.808 condamnés à la déportation simple, et celle à l'île de Nou de 240 condamnés aux travaux forcés. Six déportés, parmi lesquels Rochefort et Jourde, parvinrent à s'enfuir, à gagner l'Australie, puis l'Amérique. Pour le surplus, ce furent les heures longues, que seuls animaient les souvenirs du rêve vécu, et le lumineux espoir du retour.

D'autres aussi connurent l'exil et la misère. Mais ils étaient libres. Nous avons observé déjà que les plus compromis avaient généralement pu échapper à la répression. En faveur de quelques membres de la Commune, de Léo Meillet, de Beslay, de puissantes interventions s'étaient produites, qui avaient facilité leur départ. D'obscurs dévouements de parents ou d'amis, d'inconnus parfois s'étaient dans certains

(1) Voir le plan du lieu d'exécution publié par Ch. Prolès, *Les hommes de la révolution de 1871. Le colonel Rossel*. Ce plan se trouve confirmé par les indications qu'a bien voulu me donner M. Gigon. — J'ai eu d'autre part sous les yeux le procès-verbal de l'exécution de Rossel. Il précise les noms de plusieurs témoins. Le jugement fut lu par le greffier Legay. Le chef d'escadron Tardif de Moidrey représentait le conseil de guerre. Les cadavres furent examinés ensuite par le médecin-major Baumez.

cas manifestés. Concours méritoires, qui pouvaient entraîner fort loin leurs auteurs. La plupart des fugitifs s'étaient vite aperçus de leur isolement à travers une France hostile ou épouvantée. Traqués à Paris, recherchés dans les trains, pourchassés en province, surveillés au passage des frontières, ils avaient dû employer tous les travestissements, user de tous les subterfuges. Il en fut qui, pour gagner l'étranger, se firent peintre, femme, prêtre ou gendarme. Chardon, le beau colonel commandant l'ex-Préfecture, dont resplendissait l'uniforme sous le soleil d'avril, atteignit quelques semaines après la gare de Genève dissimulé dans le charbon d'un tender.

La frontière franchie, les réfugiés purent, pendant quelques semaines, se demander s'ils avaient bien acquis une entière sécurité. Dès le 26 mai, dans la chaleur encore de la bataille, Jules Favre avait adressé aux représentants de la France des instructions leur enjoignant d'intervenir, afin que les procédures d'extradition aboutissent le plus rapidement possible. Un certain nombre de gouvernements furent saisis de dossiers.

Mais aux sollicitations seules l'Espagne et la Belgique répondirent par une adhésion de principe. Le gouvernement belge n'avait pas attendu les démarches de l'ambassade française. Le 25 mai, M. d'Anethan, ministre des affaires étrangères, était monté à la tribune de la Chambre des représentants. Il avait déclaré qu'il refusait aux fugitifs la qualité de réfugiés politiques : « Ce sont, s'était-il écrié, des hommes que le crime a souillés et que le châtement doit atteindre. » De cette intervention était née une série d'incidents. Victor Hugo résidait alors à Bruxelles. Il adressa au rédacteur de l'*Indépendance belge* une lettre véhémement : « Cet asile que le gouvernement belge refuse aux vaincus, je l'offre. Où ? en Belgique. Je fais à la Belgique cet honneur. J'offre l'asile à Bruxelles. J'offre l'asile place des Barricades, n° 4. » La lettre fut considérée comme un défi par des Bruxellois qui, dans la nuit du 27 au 28, se livrèrent devant la maison du poète à une manifestation violente. Quelques jours après, Victor Hugo fut invité à quitter le royaume. Cependant sa protestation eut une autre conséquence. Le gouvernement belge qui avait consenti à l'extradition de T., ancien com-

missaire de police de la Commune, inculpé de vol de documents, repoussa désormais les demandes à lui faites. Il se borna à expulser certains réfugiés, Vermesch notamment, du *Père Duchêne*, qui gagna la Suisse.

Les autres gouvernements adoptèrent une attitude différente. La Suisse, l'Angleterre, l'Italie déclarèrent qu'elles examineraient la situation de chaque inculpé et apprécieraient la nature des faits relevés. Razoua fut arrêté en Suisse le 17 juillet 1871, afin que pût être vidée la question de principe. Un mois après, il était remis en liberté, les autorités helvétiques estimant insuffisamment justifiée l'existence d'un délit de droit commun.

La Suisse devint bientôt, pour les réfugiés, terre d'élection. Pendant les mois d'automne, en 1871, les bords du lac Léman — Genève, puis la Croix d'Ouchy — réunissent Eugène Protot, dont un large pansement cache à moitié le visage amaigri, ses anciens secrétaires Dessesquelle et Bricon, Vuillaume, le commensal de la place Vendôme, André Slom. A Genève sont restés Chardon, qui a repris son métier de chaudronnier, Babick, « enfant du règne de Dieu, de l'ordre des prêtres hyménéens, selon la religion fusionnienne, réfugié et assisté à Genève, aux Terreaux-du-Temple 2 bis (1) », Fouet, qui s'y fixera (2), Razoua, qui y mourra le 29 juin 1878.

(1) A la Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Ville de Paris on trouvera, en dehors des manifestes de Babick sur la religion fusionnienne dont j'ai déjà parlé, une note relative à son séjour à Genève. L'ancien membre de la Commune avait franchi la frontière déguisé en pasteur protestant. — Cet illuminé avait, en Suisse, fait le sacrifice de ses médailles. Mais il avait conservé sa redingote montante, ses hautes bottes, sa ceinture rouge. C'est dans ce costume pittoresque qu'il présenta au public genevois une réfugiée, Nina Gaillard, dite Nina de Villars. Il ne remporta qu'un succès de curiosité, fort éphémère.

(2) Fouet, qui avait suivi dans le 20^e arrondissement les derniers défenseurs de la Commune, n'était parti qu'après le combat suprême. Ce fut au cours des heures suivantes qu'il eut à s'occuper d'une valise laissée par Raoul Rigault dans une chambre louée en commun par des camarades et lui-même. L'incident agita plus tard les réfugiés. Dans une lettre, Fouet me l'a rapporté en ces termes : « Quand tout a été fini, le dimanche, Charles Da Costa, Louis Clermont et moi nous avons regagné comme nous l'avons pu notre petit logement du boulevard Montparnasse. A quelle heure ? Nous n'avions aucune notion du temps. Depuis la rentrée des Versaillais, je n'avais pas quitté mes vêtements ni couché dans un lit. Mes longs cheveux, rouges alors, mon infirmité qui me

Pindy s'est réfugié à La Chaux-de-Fonds, dont il fera sa résidence définitive. Félix Leloup bientôt l'y rejoint et rédige le journal radical de la localité, le *National suisse*. Gambon, Edmond Levraud résident également en Suisse et, pendant quelque temps, Moreau le *Dominicain*.

Tous se heurtent à la même difficulté, qui est de gagner, à l'étranger, sa vie. Pour quelques travailleurs manuels trouvant à s'embaucher, la plupart sont des intellectuels que ne nourrit plus la bourgeoisie. Protot fait, avec Bricon, des pièces en vers pour un guignol et, à tout hasard, travaille les langues étrangères. En attendant autre chose, il lave son linge dans une cuvette. Vuillaume rédige des publications que Slom illustre. Beaucoup trouvent dans les travaux exécutés pour les chemins de fer un gagne-pain. Il se présente fort à propos quand tout un groupe est expulsé du canton de Vaud, dont le gouvernement s'inquiète du voisinage de la France et cherche à éviter des complications. Une nouvelle colonie de *communards* se forme. Attaché à l'entreprise de percement du Saint-Gothard, Vuillaume habite Altorf. Marcelin Chain tient la cantine de Goeschenen. Dessesquelle a quelque occupation aux environs. Beslay, qui demeure à

signalait aussi, tout me laissait indifférent : Fatigués, tombant de sommeil, sans penser même aux perquisitions possibles, — notre concierge venait de nous dire qu'il en avait été effectué deux déjà, — nous nous sommes couchés et nous avons dormi jusqu'au lendemain matin. A notre réveil, nous avons aperçu au milieu de la chambre la valise de Rigault. Elle ne semblait pas avoir été ouverte. Nous avons brûlé une partie de son contenu, lorsque l'idée nous vint que nous étions peut-être tombés dans une souricière. Après avoir partagé entre nous une somme remise par Ferré, nous nous sommes séparés, afin de pouvoir prendre plus aisément la fuite... C'est à la suite du 31 octobre que Rigault, pour éviter les suites d'une perquisition, avait déposé la valise dans notre petit logement alors au nom de Louis Clermont... Plus tard Eudes et le Dr Regnard, attribuant de l'importance à cette valise, m'ont écrit de Londres pour me prier de ne pas la remettre au père de Da Costa.. L'appartement avait été entre temps vidé par nos parents et une personne copropriétaire des meubles. Nous avons réussi à nous faire envoyer ce qui restait de ces papiers. J'en ai alors transmis la nomenclature à Regnard. Il y avait là des factures de fournisseurs, des lettres adressées à Raoul par sa sœur, quelques pièces intéressantes, entre autres l'ordre d'occuper la Préfecture écrit de la main de Blanqui et envoyé le 31 octobre par ce dernier à Raoul Rigault, des rapports de mouchards gardés pour rédiger l'histoire du procès de Blois, une masse enfin de papiers empilés en hâte. Gaston Da Costa a fait, au sujet de ces documents, des insinuations dont je ne saisis pas encore le but... »

Neuchâtel, les vient voir. Pendant ce temps Protot vit, comme il le peut, à Berne, avec Bricon.

Un jour, l'ancien délégué à la justice s'imagina qu'il trouverait en Italie, avec un climat plus doux, des occupations régulières. Il gagna Gênes avec cinq amis, en 1873, sous le nom de Guillermine, et prit logement chez un réfugié qu'avaient compromis les événements de Marseille. Fâcheuse inspiration. Eugène Protot était de ceux dont on contrôlait les déplacements. Déjà, en octobre 1871, un nommé S., pris pour le membre de la Commune, avait été arrêté en Belgique. A Gênes, peu de temps après son arrivée, Protot fut écroué par les soins de la questure. Le consul de France jugea bon d'en aviser Versailles, prévoyant le cas où le prisonnier serait refoulé vers sa patrie. Mais le gouvernement italien se borna à faire reconduire Protot à la frontière suisse (1).

Quelques réfugiés étaient allés plus loin, en Autriche. Il y eut là deux substituts de Raoul Rigault, Huguenot et Benjamin Sachs ; l'ancien chef de la permanence de l'ex-Préfecture Aristide Barré, venu de Londres ; Rogeard, le vieux maître de Protot, arrivé après un séjour en Suisse. Pour eux aussi, la misère et la vie errante. Ils brandissaient vainement leurs plumes, s'estimaient contents quand il leur était possible de donner des leçons de français. Une mesure d'expulsion du gouvernement impérial vint les surprendre au mois d'août 1873, alors qu'ils bâtissaient de nouveaux projets. Le groupe se dispersa. Rogeard se rendit en Hongrie, où il s'improvisa conférencier. Huguenot, Sachs, Barré s'acheminèrent vers Londres.

Dès le début de la proscription, les fugitifs avaient en nombre franchi la Manche. Léo Meillet, après avoir fondé un cours à Glasgow, était devenu maître de conférences à l'école supérieure d'Edimbourg. Mais la plupart étaient restés à Londres. Dans la grande ville, ils avaient trouvé l'atmosphère de liberté et le brouillard où pouvaient flotter leurs rêves. Des sentiments de rancune et de suspicion

(1) Dossier classé aux archives du Ministère de la justice. Protot fit d'autre part, au cours de son exil, des séjours en Angleterre et en Allemagne.

mutuelle n'avaient pas tardé à s'y mêler. Les annales des réfugiés de Leicester-square se remplirent d'accusations dont Vésinier nous a transmis le haineux écho. Accru par les expulsions qu'avaient décrétées certains pays, le groupe de Londres devint bientôt le plus nombreux et surtout le plus agité. Il édita des journaux (la *Fédération...*), créa une école avec Huguenot pour directeur, et, se constituant en comité d'action sous le nom de *Commune révolutionnaire*, publia, en septembre 1872, en juin 1874, des manifestes d'une extrême violence. Le second d'entre eux précisait les tendances du groupement, en même temps qu'il imposait à la Commune de 1871 une unité posthume qu'elle n'avait jamais eue. La profession de foi était athée, révolutionnaire, communiste. Elle portait des signatures soulignant la présence à Londres, en 1874, de plus de trente réfugiés. Parmi ceux-ci, Breuillé, Cournet, Charles Da Costa, Gausseron, Gois, Goullé, Ledrux, Benjamin Sachs. Mais il y faut joindre d'autres noms : Vésinier, Boursier, Edmond Levraud, le Dr Regnard, Le Moussu, Eugène Protot séjournèrent dans la capitale anglaise.

La Suisse, Londres. Les deux pays de refuge où s'étaient concentrés la plupart des fugitifs, mais dont les conditions d'existence s'opposaient si vivement ; l'un, communiquant à ses hôtes la sérénité de ses horizons neigeux ; l'autre, ardent foyer où se confondaient les races et les passions humaines. Et quelques pays où des isolés avaient trouvé des moyens d'existence. La Belgique et l'empire danubien, aux portes entre-bâillées, la Hollande, les Etats-Unis eux-mêmes, où Cluseret était revenu, où séjourna Dereure.

L'exil dura neuf ans. Prématurées, les propositions d'amnistie déposées au mois de septembre 1871 par Henri Brisson et en juillet 1872 par Louis Blanc, celles-là aussi, en 1876, de Victor-Hugo, de Raspail, d'Allain-Targé, de Rouvier n'avaient pas abouti. Dufaure, revenu place Vendôme au mois de décembre 1877, n'avait accordé que quelques grâces individuelles. La loi du 3 mars 1879, votée sous le ministère Waddington, fit bénéficier de l'amnistie tous les condamnés pour faits relatifs aux insurrections de 1871 libérés ou gra-

ciés, ou devant être libérés ou grâciés dans le délai de trois mois. Elle décida d'autre part que les faits n'ayant pas encore été l'objet de condamnations seraient considérés comme prescrits, et autorisa la remise par voie de grâce des peines prononcées par contumace. Étaient seuls exceptés de l'application de la loi les individus condamnés pour crimes ou délits de droit commun à plus d'une année de prison antérieurement à la Commune. La loi, bientôt complétée par des décrets de grâce amnistiante, libérait en fait la plupart des détenus et rouvrait à la presque totalité des réfugiés les portes de la France (1). Seize mois plus tard, après une utile intervention de Gambetta, les chambres votèrent une nouvelle loi, promulguée le 12 juillet 1880, qui excluait seulement quatorze personnes de l'amnistie.

La foule des libérés et des proscrits reprit dans la cité sa place.

De ces hommes, il est peu qui survivent. Certains, ayant gardé la flamme, de nouveau étaient descendus dans l'arène. Les autres avaient préféré suivre leur chemin à l'ombre d'un travail paisible. — Morts, parmi les membres de la commission de justice à l'Hôtel de ville, Gambon, qui fut député de la Nièvre, Ranc, qui représenta la Seine à la Chambre et au Sénat, enfin, à la haute Assemblée, la Corse. Léo Meillet, député pendant une législature du Lot-et-Garonne, puis directeur de l'asile d'aliénés de Cadillac, près de Bordeaux. Morts, leurs collègues Billioray, Babick, Dereure, Langevin, Clémence, Vésinier. Morts en exil, l'ancien juge de paix Deconvenance, l'ancien huissier Maretheux. Morts, les collaborateurs de Protot : Dessesquelle, avocat à Saïgon ; le docteur Bricon, assistant à Bicêtre du docteur Bourneville. Morts ou disparus dans la nuit, Gaston Da Costa, correcteur d'imprimerie, puis directeur d'un service de la maison Quantin-Motteroz (Librairies et imprimeries réunies), le professeur de lycée Gausseron, le sous-directeur aux Quinze-Vingts Breuillé, Benjamin Sachs, directeur d'un journal diplomatique, Leloup, qui fut secré-

(1) Un rapport publié au *Journal officiel* du 28 novembre 1879 précisa que le nombre des condamnés de la Commune non grâciés ni amnistiés était de 830, dont 554 jugés contradictoirement, et 276 par contumace.

taire au *Siècle*, Emile Gois, comptable chez un marchand de vins en gros, Wurth, Huguenot, Slom, tous les autres justiciers de la Commune.

Mort, Eugène Protot. Rayé de l'Ordre des avocats le 25 juillet 1871, il n'avait pu obtenir sa réintégration, repoussée par une décision du conseil en date du 20 décembre 1880 et par un arrêt de la cour de Paris du 1^{er} février suivant. Après avoir tenté un retour à la vie publique (1), et fait preuve de patriotisme au cours de ses campagnes électorales, il s'était modestement consacré à l'enseignement de la langue arabe, à la rédaction aussi de quelques opuscules (2). Il fut un hôte assidu de la Bibliothèque nationale, dont les lecteurs connaissaient ce Bourguignon à la forte stature, au visage balafré, toujours assis près d'une colonne, — « pas celle que nous avons jetée par terre », — disait, en me le désignant, Vuillaume. Le garde des sceaux de l'insurrection parisienne mourut à quatre-vingt-deux ans, sur un lit de l'hôpital Saint-Louis (3).

Pour tous les militants de 1871, la grande paix du tombeau. La Commune était entrée dans l'histoire.

(1) Il échoua à des élections municipales (Paris, 20^e arrondissement) et législatives (Marseille).

(2) *Chauvins et réacteurs*, ouvrage édité en 1892, dénonçant l'impérialisme des socialistes allemands ; — *Les manifestes de la Commune révolutionnaire contre le 1^{er} mai*, plaquette parue en 1895, d'inspiration analogue ; — *Une révolution dans l'habitation, un foyer à tous* (1909). — Dès 1873, Protot avait publié une brochure où il accusait les social-démocrates d'outre-Rhin d'être des « fanatiques de l'hégémonie allemande ». (*Le grand état-major et la démocratie allemande*.)

(3) « Le 17 février 1921, huit heures, est décédé rue du Faubourg-Saint-Antoine, 184, Eugène Protot, né à Carisey (Yonne) le 27 janvier 1839, avocat, domicilié boulevard Voltaire 216, fils de Pierre Protot et de Marie Fleury, époux décédés. Célibataire. Dressé le 18 février 1921, quatorze heures trente, sur la déclaration de Jean-Baptiste Bergougneux, 35 ans, et d'Alfred Dubrai, 47 ans, employés, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 184, qui lecture faite ont signé avec nous, Casimir-Florent Ollivier, adjoint au maire du 12^e arrondissement. » — Eugène Protot a été inhumé à Carisey, dans une sépulture de famille édifiée au milieu d'un champ, à cent mètres de la route de Carisey à Varennes (lieu dit les Eaux-bues), où reposent son père, sa mère et son frère, qui était garde champêtre.

CONCLUSION

La Commune est entrée dans l'histoire. Bientôt il faudra qu'elle échappe aux partis pris aveuglants de la politique, pour ne plus relever que des critiques de la raison et de l'arbitrage des générations nouvelles.

On l'appréciera en évoquant tout d'abord ses origines. Au début de ce travail je les ai brièvement rappelées.

Mais de telles considérations ne sauraient suffire à baser un jugement. Une révolution peut trouver dans les fautes d'un gouvernement antérieur son excuse ou sa glorification, sans mériter d'être donnée en exemple pour le régime qu'elle a elle-même institué. En ce qui concerne cependant la Commune, certains souhaitent le double hommage : « Colères de vaincus, rêves de précurseurs. » Doit-on reconnaître au gouvernement de l'Hôtel de ville des vertus propres, lui attribuer du moins l'honneur d'avoir préparé ou pressenti l'avenir ? Les bornes qui ont délimité nos recherches ne nous permettront pas de réponses absolues. Nous avons laissé en dehors de nos préoccupations l'organisation de l'enseignement, celle de l'assistance publique, celle de la guerre, pour ne citer que ces trois branches de l'administration. Nous n'en avons pas moins étudié un département auquel l'Hôtel de ville consacra des soins attentifs et qui empruntait aux circonstances une importance spéciale, la justice. — Quelle a été, dans les limites de ce cadre, l'œuvre de la Commune ?

En vue d'instituer une organisation judiciaire, le gouvernement révolutionnaire utilisa de nombreux concours. Il n'est pas sans intérêt de retenir qu'il fit appel aux compétences. Jamais il n'eut la pensée de s'effaroucher d'une expérience acquise sous les régimes antérieurs. Si elle ne s'était dérobée, il aurait volontiers accepté la collaboration du personnel en

fonction le 18 mars. Du moins donna-t-il sa préférence à ceux dont la carrière présentait à cet égard quelque garantie. Songe-t-on que la justice civile fut organisée par un avocat à la cour d'appel de Paris, Eugène Protot, et la justice militaire par un officier de l'armée, Louis Rossel? Il n'y eut point là fait de hasard, mais un choix révélant l'état d'esprit de l'assemblée communale. Le choix était d'autant plus significatif qu'il portait sur le seul avocat de l'assemblée, sur un des rares officiers de carrière au service de la révolution. Sans aucun doute, l'un et l'autre apportèrent au pouvoir un esprit qu'une éducation conservatrice avait façonné. Rossel, à ce point autoritaire, à ce point patriote que la pensée d'une protestation contre la paix et le démembrement du pays avait inspiré son adhésion à la Commune. Protot, blanquiste assurément, mais dont les élans, issus tout à la fois d'un fond de naïveté et des entraînements un peu tapageurs du quartier latin, s'étaient trouvés bridés par un sentiment de l'ordre qu'il devait aux préceptes du droit, par l'ardent patriotisme aussi qui devait gouverner toute son existence. Je n'ai point à rechercher ici la façon dont furent désignés les autres membres de la commission de justice. Ils jouèrent dans l'organisation des tribunaux parisiens un rôle si effacé! Encore rencontre-t-on parmi eux, à côté d'un Babick, d'un Pourille, d'un Billioray, d'un Vésinier, près d'inconnus dont s'est perdu le souvenir, deux administrateurs prudents qui, avant le mois de mars, avaient fait leurs preuves et plus tard allaient rentrer dans les cadres de la troisième République, Ranc, Léo Meillet.

Des magistrats de la Commune, plusieurs fanatiques émergent. Raoul Rigault, qui fit de la révolution un jeu sinistre, personnel toutefois, et dans lequel il serait injuste de rechercher les directives de l'Hôtel de ville. Gaston Da Costa, un échappé de collège. Ferré, Gois, Genton, Wurth, les seuls peut-être dont le tempérament ait été foncièrement révolutionnaire. Mais leur action ne se manifesta qu'au cours de la semaine sanglante, quand la justice du gouvernement communal se fut effacée devant le terrorisme des rues. La plupart des autres, ce furent des bourgeois, rassurés par le

changement de personnel opéré en septembre, acceptant d'un gouvernement nouveau des fonctions, les Martainville et les Benjamin Sachs, les Aubry et les Barral, les Voncken et les Canis, et ces juges de paix, et ces officiers ministériels, dont l'un, après le retour de l'armée, apposa ses sceaux sur la porte d'un fonctionnaire de la Commune, dont un autre ne quitta l'écharpe rouge que pour mettre, avec la même fermeté, le brassard tricolore.

Ainsi fixée, la liste de ceux qui participèrent à l'administration de la justice révolutionnaire serait incomplète. La foule intervenait, particulièrement pendant les derniers jours : gardes nationaux transformés pour quelques heures en jurés, plèbe cruelle et anonyme des places publiques, celle qui hurlait à mort quand passaient Koch ou Beaufort, et bientôt Varlin, celle qui prenait des fusils pour massacrer les otages, ilotes aux mains rouges de sang, mégères criant aux prêtres, rue Haxo, d'obscènes injures, gamins s'abattant sur le cadavre de Jecker, — de pauvres gens au fond, crédules et sans résistance, qu'avaient enfiévrés la lecture des journaux, les harangues des réunions, le fol emportement des masses.

La presse d'extrême gauche, enfin. Elle avait acquis, à l'époque déjà du premier siège, une influence considérable. Cette influence s'accrut encore quand Paris fut, le 18 mars, livré à lui-même. Il faut bien dire que le parti révolutionnaire comptait des écrivains de talent. Rochefort, Jules Vallès, Maroteau, et, si l'on néglige l'affectation de leur cynisme, Vermesch et Vuillaume possédaient au plus haut degré les dons naturels qui, en temps de crise nationale, font les grands journalistes populaires. L'un à coup d'esprit, les autres à coup de boutoir, tous avec leur style nerveux, incisif, à l'emporte-pièce, maniant l'ironie puis la colère, la flèche puis le marteau, ils formaient jour par jour les courants d'opinion que rien ne pouvait plus endiguer et qui, sur leur passage, avalanche terrible, emportaient choses et gens. Sous la Commune, la presse parisienne lança les nouvelles, suggéra les décrets, gouverna le gouvernement, posséda la multitude. Il est impossible d'envisager les institutions judiciaires de la capitale, de considérer les explosions de haine qui abou-

tiront aux drames de Sainte-Pélagie, de la Roquette, de la rue Haxo, sans remonter à l'origine de tout cela, sans apercevoir, dans les journaux, les premières lueurs de l'incendie.

Hôtel de ville et fonctionnaires, presse et clientèle populaire, ces forces concoururent à administrer la justice de la révolution parisienne. Pour porter toutefois un jugement sur leur œuvre, il est nécessaire de distinguer deux périodes.

Quoi qu'on ait pu dire, cette collaboration joua pendant les soubresauts de l'agonie, lorsque les grands procès engagés par l'ex-Préfecture et le parquet, lorsque d'autres arrestations improvisées se dénouèrent par l'assassinat. Mais il faut s'entendre. A ce moment l'emporta la foule. Certains chefs mis à part, le procureur Rigault assouvissant sa haine sur Chaudey, le président de la seconde cour martiale Gois siégeant alors rue Sedaine, siégeant à la prison des Jeunes-détenus, conduisant vers la Cité de Vincennes les prêtres et les policiers, le juge d'instruction Genton assistant Gois rue Sedaine et contrôlant à la Roquette la première exécution d'otages, le délégué à l'ex-Préfecture Ferré condamnant Veyssel à mort, signant, place Voltaire des ordres meurtriers et rôdant jusqu'à la dernière heure autour de la Roquette, ces magistrats de la Commune mis à part, il semble bien que la foule seule, la foule anonyme et irresponsable, prit les effroyables responsabilités. Elle tua Beaufort contrairement à la décision du tribunal de la rue Sedaine. Elle massacra les Dominicains d'Arcueil malgré la sentence de Lucipia et les désirs de Léo Meillet. Elle exigea la mort des six otages de la Roquette, celle en particulier de l'archevêque. Rue Haxo, elle tira d'elle-même, frénétiquement, et Cournet, Varlin cherchèrent en vain à calmer les tumultueuses fureurs. Or deux constatations s'imposent. Lorsque s'effectuent les massacres, la Commune n'est plus. Les organes révolutionnaires ont cessé de paraître.

Quelle duperie, à la vérité, que cette apparence ! L'historien peut-il, quand il assiste aux tragédies d'une nation, les isoler de leurs causes premières, méconnaître l'évolution des faits ? Dans les drames de la place Voltaire, de l'avenue

d'Italie, de la Roquette, de la rue Haxo, la populace joua le premier rôle. Mais ce rôle, quelques semaines auparavant on le lui avait soufflé. Le décret voté par l'assemblée communale le 5 avril avait prévu l'exécution des otages « retenus et désignés par le sort ». Nous avons vu que, l'orage passé, l'Hôtel de ville laissa la menace en suspens. Périodiquement toutefois, les plus violents ou les moins habiles montrèrent du doigt le glaive au double tranchant. Rigault, Blanchet, Urbain n'eurent de cesse que le jury ne fût réuni. Dans le jury, le peuple, dont les jugements sont simples, vit la suite logique des décrets. Il allait pousser jusqu'au bout cet esprit de logique. La presse, au surplus avait commenté à sa manière les décisions de l'Hôtel de ville. Dès le 6 avril Olivier Pain, Maroteau le 21, les rédacteurs du *Père Duchêne* le 30 s'en étaient remis aux massacreurs du soin d'exécuter les décrets. « Nous avons pris Darboy comme otage, et si l'on ne nous rend pas Blanqui, il mourra. La Commune l'a promis. Si elle hésitait, le peuple tiendrait le serment pour elle. » Le cri résume les positions prises. Pendant la semaine tragique, les exécutions révolutionnaires accuseront les trois présences réelles ou occultes ; celle de l'Hôtel de ville, qui prépara le drame ; celle de la presse, dont la véhémence le déchaîna ; celle du peuple, qui, aveuglé, l'exécuta. Une triple collaboration aux redoutables effets. La mèche, le feu, le tonneau de poudre. Pour en atténuer le souvenir, il faudra les effets de la répression qui suffiront à donner à la dernière semaine son surnom terrible, *la semaine sanglante*. A ce moment encore, les chefs disparaîtront pour la plupart, et la foule, qui passa à l'action, la subira.

Ce n'est point l'étude cependant de cette période qui permet de contrôler le jugement de Vuillaume. Maîtresse jusqu'au 21 mai de Paris, la Commune a-t-elle, par des réformes, par des projets au moins, fait figure de précurseur ? Que l'on ne dise pas qu'elle fut absorbée par de plus graves préoccupations. Certes il est permis de contester l'opportunité de son ardeur législative. Lepelletier a pu soutenir qu'elle aurait dû songer d'abord à vaincre. Il reste qu'elle manifesta une autre ambition. Sous l'influence des blanquistes, l'Hôtel de ville

a rétabli une administration judiciaire, proclamé des principes, voté force décrets. C'est dans ce domaine que doit se renfermer notre appréciation.

Si nous excluons de cette analyse rapide les projets déposés, à la dernière heure, par Vésinier, et qui, sapant les majorats, ce qui était peu grave, et le mariage, ce qui était plus sérieux, ne furent jamais rapportés, nous trouvons que les décrets ou les intentions de l'Hôtel de ville ont été inspirés par deux soucis distincts.

Certains constituèrent des moyens de guerre civile. Sur eux s'exercèrent, avec une âpreté spéciale, l'action de la presse et le poids de l'opinion publique. Dans ce groupe, je range les mesures prises contre le gouvernement de Versailles, contre ses *complices* : décrets sur les otages et sur le jury d'accusation, décret créant une cour martiale, décret prononçant la mise en accusation de Thiers et de plusieurs ministres, décrets prescrivant la démolition de certains immeubles. Ce furent là des lois de circonstance et qui ne suffisent pas à caractériser un gouvernement. Elles se rattachent d'ailleurs moins à l'avenir qu'au passé. Visiblement elles prennent racine dans les institutions de la Terreur, mises au goût du jour par la place réservée à la garde nationale.

Les autres réformes adoptées ou envisagées avaient un champ d'application plus général. Je me suis efforcé d'en préciser les tendances lorsque j'ai analysé l'effort législatif de l'Hôtel de ville, l'œuvre surtout du délégué à la justice qui fut le principal auteur des mesures arrêtées. Je n'ai pas nié que l'esprit blanquiste ait animé ces initiatives. On le surprend dans la pensée constante d'un retour aux vieilles traditions jacobines, dans le décret qui supprima le privilège des avocats, dans le principe proclamé de l'élection des magistrats, dans le vague projet imaginant, à côté du jury d'accusation, un jury correctionnel.

Mais il n'y faut pas chercher autre chose. Aucune velléité de réforme qui se soit orientée vers un marxisme fort éloigné des sympathies de Protot. Point même de large programme destiné à transformer la marche de la justice. Au reste, on est

bien obligé d'observer que les promesses elles-mêmes dont j'ai dit la portée restreinte demeurèrent généralement lettre morte. — Le délégué négligea de réaliser son projet sur le jury correctionnel. — Il estimait que les circonstances lui permettaient de renouveler le personnel judiciaire : Et il écarta la perspective d'élections, nomma lui-même des magistrats, vit son exemple suivi par Cluseret, par Rigault, par le comité de salut public. J'ai ajouté que certains des choix opérés auraient pu recevoir l'adhésion de n'importe quel gouvernement républicain.

Le décret, il est vrai, concernant les officiers ministériels fut salué par Vermorel comme « le premier véritablement révolutionnaire ». Il abolissait la vénalité des charges. Cependant il maintenait l'institution des notaires, des commissaires-priseurs, des huissiers, ceux-ci soigneusement répartis entre les arrondissements. Il transformait aussi les officiers ministériels en fonctionnaires et envisageait la gratuité de leurs actes, sur décision du délégué. Mais il n'y avait là qu'un aspect nouveau de l'assistance judiciaire. Réforme, on le voit, de médiocre envergure, et dont il est malaisé aujourd'hui de prévoir l'adoption.

Rencontre-t-on en matière civile d'autres transformations significatives ? Je ne pense pas qu'il y ait lieu de retenir la généralisation de la procédure sommaire, l'abolition du monopole des avocats, la modification apportée à la formule exécutoire des jugements. Aucune vue bien nouvelle dans tout cela. Par ailleurs, le tribunal civil, les justices de paix furent maintenus avec leur organisation habituelle. Et l'arrêté relatif à la gratuité des actes passés par les officiers ministériels visa les donations entre vifs, les contrats de mariage, les testaments, consacrant ainsi le régime capitaliste.

La matière criminelle n'inspira pas de réalisations plus hardies. On lit en tête d'un exposé des motifs précédant le décret sur le jury d'accusation trois principes « d'intérêt social et d'équité qui sont supérieurs à tous les événements ». L'Hôtel de ville et Protot s'en tinrent à cette déclaration platonique. Dans le décret lui-même, une seule réforme prit place. Elle supprimait le résumé du président. J'ai, sur ce

point, volontiers rendu hommage au libéralisme de Protot. Seulement, pour que l'idée soit définitivement adoptée, il ne sera pas besoin d'un bouleversement dans les institutions du pays. L'œuvre a été accomplie, dix ans après, par une loi de la troisième République.

Dresserons-nous, pour conclure, le bilan de la justice communale ?

Après le gouvernement du 4 septembre, le gouvernement du 18 mars naquit d'une révolution. Les fanatiques qu'avaient déchaînés les promesses de l'Hôtel de ville et les excitations de la presse ont usé de moyens révolutionnaires pendant la semaine d'agonie. — Mais, si on l'apprécie dans son œuvre judiciaire, la Commune n'a conçu aucune transformation profonde. Elle n'a pas été socialiste, pas même révolutionnaire.

Elle ne l'est devenue qu'après sa mort.

L'observation comporte une grande leçon. Elle établit que le sentiment de la stabilité nécessaire, le souci de l'ordre saisissent, lorsqu'ils parviennent au pouvoir, les agitateurs eux-mêmes. Et l'existence nationale se poursuit. Comme, dans un corps blessé, les principes vitaux luttent contre le mal, au cours des crises sociales les plus violentes l'organisation et la vie cherchent encore leur chemin.

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES (1)

A

ADAM (Edmond). — 41, 43, 46.
 ADAM (Lambert-Sigisbert). — 263.
 ADVENANT. — 421.
 AFFRE (Mgr). — 612.
 ALAVOINE. — 624.
 ALEXANDRE. — 74.
 ALGOET. — 402.
 ALLAIN-TARGÉ. — 669.
 ALLARD (Père). — 358, 374, 610, 612, 613.
 ALLIX (Jules). — 205, 398, 567, 568.
 ALPHONSE. — 413.
 AMODRU (abbé). — 360.
 AMOUROUX. — 286, 303, 517.
 ANDRÉ (commissaire de police). — 60.
 ANDRÉ (membre d'un comité d'art.). — 136.
 ANDRÉOLI. — 439.
 ANDRÉS. — 278.
 ANDRIEU. — 133, 151, 260, 565, 572, 574.
 ANETHAN (D'). — 665.
 ANJON. — 511.
 ANNA. — 498.
 APPERT (général). — 636, 649.
 ARAGO (Emmanuel). — 78, 191.
 ARCQ (D'). — 273.
 ARMET DE LISLE (D'). — 25.
 ARNAUD. — 154, 155, 159.
 ARNOLD (Georges). — 12, 13, 19, 20, 50, 156, 157, 180, 542, 574, 615-617.
 ARNOLD (Henri). — 536, 538.
 ARNOULD. — 149, 287, 300, 439.
 ARRONSOHN. — 49, 387, 388, 542, 563.
 ASSI. — 62, 121, 195, 229, 286, 398, 420, 560, 561, 570.
 AUBERT. — 486, 487, 488, 657.

AUBRY (juge d'instruction). — 268, 304, 305, 307, 309, 310, 319, 320, 336, 445, 446, 651, 659, 674.
 AUBRY (soldat). — 658, 661.
 AUGEARD (D'). — 109.
 AURELLE DE PALADINES (général D'). — 8, 14, 21, 430.
 AVEN (duchesse D'). — 365.
 AVENEL. — 111.
 AVRIAL. — 123, 124, 151, 195, 426, 453, 546, 561, 571.

B

BABICK. — 49, 50, 115, 153, 160, 168, 169, 170, 180, 338, 372, 504, 505, 534, 568, 571, 659, 666, 670, 673.
 BACHELET. — 216, 327, 455, 456, 458.
 BACHELIER. — 73.
 BACLÉ. — 274, 277.
 BAILLET (Auguste). — 278.
 BAILLET (Eugène). — 210, 244.
 BAILLY. — 108, 109.
 BAKOUNINE. — 113.
 BALATHIER DE BRAGELONE. — 438.
 BARDIN. — 447, 448.
 BARDY. — 396.
 BARILLIER. — 370, 494, 512, 659.
 BAROCHE. — 225.
 BARON. — 469, 476.
 BARRAL DE MONTAUD. — 386, 387.
 BARRAL DE MONTAUNARD (dit BARRAL). — 302, 306, 310, 315, 400, 433, 674.
 BARRÉ (commandant). — 9, 14.
 BARRÉ (Aristide). — 273, 668.
 BARRET. — 278, 370.
 BARROIS. — 442.

(1) Les noms des auteurs cités ne figurent pas à l'Index.

- BARROT. — 77.
 BARSE. — 525.
 BARTAUD. — 208.
 BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE. — 379, 386.
 BAUDIN. — 297, 298, 441.
 BAUDOUIN DE MORTEMART. — 9, 14.
 BAUDY. — 478, 482.
 BAUMEZ. — 664.
 BAUVIÈRE (sire DE). — Voir BEAUFORT (comte DE).
 BAYLE (abbé). — 359.
 BAZAINE (maréchal). — 272, 414, 489, 520.
 BAZIN (abbé). — 360.
 BEAUFOND. — 390.
 BEAUFORT (comte DE). — 312, 604, 605, 606, 607, 609, 610, 618, 632, 658, 674, 675.
 BEAUMONT (G^{DE}, député). — 77.
 BEAUMONT (DE). — 472.
 BEAUSSIRE. — 439.
 BÉCOURT (abbé). — 360, 628.
 BELCASTEL. — 104.
 BELLANGER (Marguerite). — 51.
 BELLU. — 447.
 BENGY (Père DE). — 621.
 BENN. — 281, 282, 590, 658.
 BENOIST (abbé). — 361.
 BENOÎT-MALON. — 2.
 BÉNOT. — 658, 661.
 BERGERET. — 10-14, 20, 22, 24, 61, 115, 150, 151, 196, 299, 384, 398, 522, 543, 546, 560, 561, 562, 567, 570, 574, 584, 585.
 BERNARD. — 455, 456, 458, 459.
 BERNARDINE (Sœur). — 364.
 BERRYER. — 78.
 BERTAUX (abbé). — 277, 359, 373, 375, 376, 377.
 BERTHAUT (général). — 592.
 BÉRIHE. — 153.
 BERTHIER (surveillant de prison). — 281, 590, 591, 592.
 BERTHIER (industriel). — 616, 617.
 BERTIN. — 278, 351.
 BESANÇON. — 559.
 BESANVAL (DE). — 109.
 BESLAY (Charles). — 49, 115, 121, 156, 167, 180, 218, 219, 359, 381, 427, 434, 435, 561, 664, 667.
 BESLAY (François). — 72.
 BESSON. — 199, 200.
 BIGEARD. — 27, 306, 313, 330, 433.
 BIGNON. — 411.
 BIGOT. — 132.
 BIGOT DE PRÉAMENEU. — 183.
 BILLIORY. — 11, 49, 50, 115, 155, 156, 160, 171, 172, 173, 391, 420, 502, 560, 573, 574, 580, 634, 635, 655, 656, 670, 673.
 BISSON (général DU). — 385, 495, 560.
 BLANC (Louis). — 81, 101, 137, 218, 669.
 BLANCHET (Hector). — 535, 538, 540, 657.
 BLANCHET (POURILLE, dit). — 10, 115, 140, 147, 160, 170, 171, 361, 398, 565, 566, 567, 608, 659, 673, 676.
 BLANCHECOTTE (M^{me}). — 223.
 BLANQUI. — 2, 8, 16, 33-35, 37-40, 42, 43, 49, 94, 111, 139-141, 160, 186, 188-190, 236, 238, 258, 267, 308, 341, 348, 351, 356, 375-378, 380, 388, 427, 667, 676.
 BLOND. — 278, 368.
 BLONDEAU (doyen). — 53.
 BLONDEAU (abbé). — 218, 219, 221, 254, 351.
 BOCHARD. — 278, 400.
 BOIN. — 658, 661.
 BOMBAIS. — 557.
 BONAPARTE (prince Pierre). — 36, 414, 489.
 BONJEAN (M^{me}). — 345.
 BONJEAN. — 25, 50-54, 56-59, 64, 134, 135, 227, 257, 280, 292, 307, 317, 342-347, 350, 356, 374, 376, 382, 548, 550, 559, 580, 610-613.
 BONNET. — 57.
 BONTEMPS. — 657.
 BONVALLET. — 100.
 BORDAS (LA). — 442, 584.
 BOREL (général). — 606.
 BORNIER. — 27, 302.
 BORREL. — 526, 528.
 BOSIO. — 23.
 BOSVIEL. — 345.
 BOUCHER (Albert). — 27, 28, 646.
 BOUCHER (Nicolas). — 27, 644.
 BOUDAILLE. — 658.
 BOUDARD. — 389.
 BOUDIN (commissaire de police). — 60, 341.
 BOUDIN (capitaine). — 494.
 BOUDIN (Etienne). — 20, 585, 657, 661.
 BOUGAULT. — 513.
 BOUGEART. — 111.
 BOUIER. — 41.
 BOUIS. — 379, 424, 431.
 BOUIT. — 50.
 BOULLET. — 402.
 BOURGEOIS (colonel). — 288, 360, 37.
 BOURGEOIS (sergent). — 661-663.

BOURNEVILLE (docteur). — 670.
BOURSIER. — 494, 519, 524, 525, 531, 532, 542, 659, 669.
BOUSQUET (Père). — 363, 365.
BOUTIN. — 328, 478, 482-485.
BOUZON. — 591.
BOYER. — 48.
BRANDUIT. — 433.
BRAQUOND. — 318, 395, 596.
BRAULT. — 209.
BRÉA (général). — 149.
BREUILLÉ. — 2, 33, 41, 47, 265, 271, 272, 279, 281, 289, 292, 307, 315, 336, 403, 447, 539, 554, 556, 557, 597, 659, 669, 670.
BRESSOLLES. — 618.
BRIANT. — 279.
BRICON. — 201, 207-209, 217, 219, 224, 225, 228, 231, 245, 252, 258, 288, 308, 659, 666, 667, 668, 670.
BRIDEAU. — 274, 277, 357.
BRIDON. — 278.
BRISSON (président au Parlement de Paris). — 51.
BRISSON (Henri). — 669.
BROGLIE (DE). — 99.
BROCHERIEUX. — 498.
BRUAT (général). — 594.
BRUN. — 535, 538.
BRUNEL. — 67, 265, 398, 496, 497, 511, 512, 538, 540, 564, 568, 571, 584, 587.
BRUNEREAU. — 40.
BURELLE. — 540.
BURIN DES ROZIERES. — 25.
BURLOT. — 284.

C

CABOT (M^{me}). — 513.
CADARD. — 393.
CADOUDAL. — 646.
CAISSOT. — 278.
CALLAVAZ. — 188, 189, 312.
CALMET D'AGE. — 28.
CALMON. — 21.
CAMBON. — 418, 419.
CAMÉLINAT. — 432, 603.
CAMPEAUX. — 337.
CAMPS. — 90.
CAMUS. — 385.
CANIS. — 242, 320, 321-323, 327, 329, 650, 674.
CANTREL. — 582, 583.
CAPDEVIELLE. — 591.
CAPELLARO. — 136.
CAPERON. — 535, 538.

CARJAT. — 370.
CARRIER. — 278.
CARTON. — 515.
CASSE (Germain). — 185, 267.
CASTELNAU (DE). — 412.
CATHELNEAU. — 361.
CATELAIN. — 274, 275, 284, 293-295, 300, 336, 340, 423, 430, 651.
CAUBERT (Père). — 361, 382, 621.
CAUBET. — 43.
CAULET DE TAXAC. — 47, 272, 273.
CAULLET. — 279.
CAUNY. — 278.
CAVAIGNAC (Général). — 54, 76, 218, 415.
CAVALIER. — 474.
CERNUSCHI. — 379, 420-422, 424-426, 590, 633.
CHAFFARD. — 27, 432.
CHAIN. — 246, 329, 478, 479, 481, 482, 484, 485, 667.
CHAIRMARTIN. — 478, 482, 484, 485.
CHALAIN. — 286, 287, 293, 436, 569.
CHAMBON. — 109.
CHAMBOSSE. — 27, 432.
CHAMPETIER DE RIBES. — 28.
CHANZY (Général). — 48-50, 160, 170, 172, 350, 387.
CHAPITEL. — 18, 19, 47, 272, 334, 403, 437.
CHARDON. — 47, 134, 286, 293, 342, 354, 396, 498, 519, 524, 527, 659, 665, 666.
CHARLES (dit CHAULIEU). — 628.
CHARETTE. — 361.
CHARPENTIER. — 388, 400.
CHARRAINS. — 59.
CHARVET. — 646.
CHASTANG. — 326, 432.
CHAUDEY. — 28, 39, 44, 129, 167, 186, 227, 252, 272, 276, 285, 287, 303, 317, 333, 350, 379, 415-429, 550, 559, 589, 590-592, 600, 601, 657, 659, 675.
CHAUDEY (M^{me}). — 423, 426.
CHAUMETTE. — 32, 34, 35, 109, 110, 111, 269, 301, 551, 601.
CHAUTARD. — 529.
CHAZAL. — 172.
CHERADAME. — 216, 455, 456, 458.
CHEVRIAUX. — 428-430, 550.
CHIGI (M^{re}). — 377, 380.
CHOUTEAU. — 560.
CHRÉTIEN. — 294, 601.
CIBOT. — 210, 413, 486, 488.
CISSEY (général DE). — 577, 578, 587, 593, 594.

- CLARETIE. — 486.
 CLAUDE. — 38, 60, 274, 275, 342.
 CLAVIER. — 259, 278, 362, 363, 619-621.
 CLÉMENCE. — 115, 126, 133, 156, 167, 173, 175, 176, 180, 181, 286, 398, 533, 569, 659, 670.
 CLÉMENCEAU. — 60, 100, 174, 185.
 CLÉMENT (Emile). — 286, 398, 409, 410, 568, 569.
 CLÉMENT (J.-B., membre de la Commune). — 281, 299, 374, 420, 569, 628.
 CLÉMENT (J.-B., greffier de prison). — 281, 590, 592.
 CLÉMENT (Victor). — 129, 286, 504, 534.
 CLÉMENT (commissaire de police). — 190.
 CLERC (docteur). — 449.
 CLERC (Père). — 352, 610, 613.
 CLERMONT. — 272, 279, 280, 293, 590, 596-598, 666, 667.
 CLINCHANT (général). — 577, 578, 586, 593, 636.
 CLOOTS. — 35, 111, 308.
 CLUSERET. — 46, 143, 144, 146, 151, 158, 167, 252, 257, 287, 293, 353, 375, 380, 381, 384, 387, 388, 396, 398, 437, 439, 492, 495, 499, 500, 518, 519, 522, 529, 535, 541, 542, 560, 561-565, 570-572, 574, 580, 604, 606, 669, 678.
 COHEN. — 281.
 COLLET. — 519, 524, 525, 536, 546, 659.
 COLLIN (membre d'un comité d'arrondissement). — 136.
 COLLIN (sergent-major). — 511.
 COMBATZ. — 186.
 COMBES (avocat). — 59, 60.
 COMBES (capitaine). — 337.
 COMMISSAIRE. — 444, 459.
 CONSTANT (docteur). — 314, 364.
 CONSTANT (commerçant). — 634.
 COPPÉE (François). — 72.
 COPPENS. — 203, 211, 213, 216-223, 228, 242, 252, 254, 308, 309, 313, 320, 321, 326, 327, 341, 342, 351, 389, 650, 651.
 CORBON. — 635.
 CORÉ. — 17, 60, 220, 270, 279, 291, 341.
 CORÉ (M^{me}). — 342.
 CORNEILLE (Michel). — 69.
 COSSARD. — 498, 504.
 COUPEY. — 278, 310, 315.
 COURBET. — 133, 234, 425, 427, 439, 571, 633, 655.
 COURNET. — 129, 146, 151, 156, 243, 245, 263, 269, 270, 274, 283, 286, 290, 296, 297, 300, 301, 388, 393, 435, 442, 447, 500, 624, 669, 675.
 COUSIN. — 433.
 COUTHON. — 170.
 CRÉMER (général). — 49, 50, 387.
 CRÉMIEUX. — 75, 85, 225, 441.
 CRESSON. — 42, 298, 646.
 CRIQUET. — 478, 482, 483.
 CROUZAT. — 478, 479, 482, 484, 657.
 CROZES (abbé). — 351, 374.
- ### D
- DA COSTA (Charles). — 4, 18, 201, 209, 210, 222, 225, 228, 265, 279, 305, 609, 657, 666, 669.
 DA COSTA (Eugène, père). — 209, 265, 667.
 DA COSTA (Eugène, fils). — 265.
 DA COSTA (Gaston). — 41, 42, 44, 209, 236, 252, 258, 260, 261, 264-267, 270, 272, 276, 285, 289-294, 303, 304, 313, 315, 317-319, 326, 354, 358, 362, 364, 375, 402-408, 410-412, 422, 423, 427, 429, 434, 438, 444, 469, 494, 544, 550, 581-583, 589, 611, 656, 667, 670, 673.
 DA COSTA (Jules). — 265.
 DAIREAUX. — 419, 420.
 DALIVOUS. — 622, 658, 661.
 DAMAREY. — 286, 498, 504, 584.
 DANTE. — 185.
 DANTON. — 109, 111, 140, 183, 536.
 DARAS. — 455, 456.
 DARBOY (Mgr). — 94, 140, 263, 277, 297, 347, 353-355, 357, 358, 374-378, 380-382, 612, 613, 676.
 DARBOY (M^{lle}). — 228, 254, 381.
 DARDEAU DE LAGRANGERIE. — 446, 447.
 DARDELLE. — 493, 494, 585.
 DARU (colonel comte). — 593.
 DAUBIGNY. — 228.
 DAVID (membre d'un comité d'art.). — 136.
 DAVID (dit DAVY). — 203, 210, 211, 273.
 DAVIOT. — 538, 540.
 DAVY (voir DAVID).
 DEBROUSSE. — 414.
 DECHAMBRE. — 5, 15, 22, 24, 199, 210, 226.

- DECONVENANCE. — 455, 456, 458, 459, 670.
 DÉGLISE. — 433.
 DEGUERRY (abbé). — 347, 357, 358, 374, 375, 376, 378, 382, 610, 612, 613.
 DELACHAPELLE. — 279, 390, 391, 546.
 DELAIRE. — 278, 337, 370.
 DELAPALME. — 464, 469.
 DELARUE. — 600.
 DELAUNAY. — 464, 469.
 DELAUT. — 455-457.
 DELESCLUZE. — 35, 36, 116, 117, 124, 134, 151, 155, 157, 174, 182, 195, 297, 420-422, 427, 436, 438, 448, 451-453, 495, 502, 524, 529, 536, 540, 565, 567, 570, 576, 577, 580, 585, 603, 607, 608, 615-617.
 DELESVAUX. — 36, 552.
 DELION. — 633.
 DELMAS (abbé). — 228, 589.
 DELORME. — 325, 330.
 DELOUVERT. — 402.
 DELPIT. — 88, 637.
 DELSAUX. — 15, 21, 199.
 DELUMEAU. — 27.
 DEMANCHE. — 227, 309, 319, 472, 473, 485.
 DEMANGE. — 16, 191.
 DEMAY. — 133.
 DENIÈRE. — 433.
 DENIS (Adolphe). — 331.
 DENIS (Pierre). — 116, 418.
 DENIVELLE. — 658, 661.
 DENNEVAL. — 210, 455-458, 651.
 DENOUILLE. — 449.
 DENYS (abbé). — 360.
 DEREST. — 402, 622.
 DEUREUR. — 113, 173-176, 299, 397, 488, 517, 534, 603, 634, 659, 669, 670.
 DEROUIN. — 188.
 DERROJA (général). — 153.
 DESMARETS. — 345.
 DESMAZE. — 25.
 DESORMIÈRES. — 15, 199.
 DESSESQUELLE. — 201-206, 207, 209, 217, 219-221, 224-226, 228, 229, 252, 254, 288, 308, 324, 326, 364, 371, 399, 468, 481, 482, 503, 549, 659, 666, 667, 670.
 DEVIENNE. — 51, 552.
 DEVILLE. — 279.
 DIANCOURT. — 284.
 DIDIER. — 26, 27, 73, 191, 646.
 DIJON. — 363, 364.
 DODIEAU. — 60.
 DOMALAIN. — 388, 400.
 DOMBROWSKI. — 168, 176, 180, 224, 370, 371, 381, 389, 390, 393, 397, 496, 512, 517, 540, 543, 546, 561, 573, 576, 577, 596, 617.
 DORGAL. — 136.
 DORLIN. — 465, 469.
 DOUAY (général). — 576-578, 586, 592, 593.
 DOUVAIN (abbé). — 380.
 DOUVEDOU. — 9.
 DRONCHAT. — 313, 433.
 DROUIN. — 648.
 DUBOIS. — 434.
 DUBOST (Antonin). — 5, 40, 43, 276, 440, 443, 444.
 DUBUISSON. — 439.
 DUC. — 643.
 DU CAMP (A.). — 50, 504, 505.
 DU CAMP (Maxime). — 268, 446.
 DUCASSE. — 265.
 DUCATEL. — 576.
 DUCHESNE. — 392.
 DUCOUDRAY (Père). — 352, 610, 613.
 DUCROT (général). — 48, 430.
 DUCROT (garde de Paris). — 622.
 DUFAYRE. — 7, 20, 22, 23, 26, 69, 71, 73, 74-78, 80-86, 88, 89, 91-94, 97-99, 101-105, 131, 132, 199, 200, 378, 430, 431, 468, 636, 640, 669.
 DUFAYRE (M^{me}). — 15.
 DUMOURIEZ (général). — 153.
 DUPANLOUP (M^{re}). — 355.
 DUPIN (procureur général). — 644.
 DUPIN (baron Charles). — 644.
 DUPLAN. — 435.
 DUPONT (Aminthe). — 273, 284, 286, 394, 395, 400, 569.
 DUPONT (Clovis). — 574.
 DUPONT (capitaine de la garde nationale). — 497.
 DUPONT (avocat). — 449.
 DUPUIS (Marie, dite LAVIGNE). — 293.
 DURAND (membre de la Commune). — 173-176, 338, 630, 659.
 DURAND (caissier). — 212.
 DURANTI. — 51.
 DURANT-SAVOYAT. — 444.
 DURIER. — 78.
 DUROUCHOUX. — 388.
 DUTHIL DE LA TUQUE. — 385, 386.
 DUVAL (Emile). — 10, 17-19, 28, 31, 46, 49, 50, 59, 61, 62, 64, 134, 150, 151, 264, 282, 342, 353, 357, 432, 659, 660.
 DUVERGIER. — 22, 639.

E

- EDMOND (Guillaume). — 380.
 ENFANTIN. — 169.
 EPAILLY. — 206, 498.
 ETIENNE. — 597, 600, 658.
 ETIENNE MARCEL. — 114.
 EUDES. — 39, 106, 150, 151, 155, 156,
 195, 229, 279, 496, 512, 519, 536-
 538, 543, 580, 588, 607, 622, 623,
 667.
 EUGÉNIE (impératrice). — 51.
 EVRARD. — 498, 504.
 EYRAUD. — 72.

F

- FABRE (procureur général près la
 cour de cassation). — 57, 59, 280.
 FABRE (M^{me}). — 57.
 FABRE (Marius), commissaire de
 police. — 278, 337.
 FABRE (membre du Comité cen-
 tral). — 10.
 FABRÈGUE. — 5, 22, 75.
 FABRICE (général DE). — 380.
 FAIVRE. — 434, 599.
 FALLOUX (DE). — 77.
 FANEAU (docteur). — 630.
 FARON (général). — 152.
 FAURE (Félix). — 642.
 FAVRAS (DE). — 109.
 FAVRE (C.). — 136.
 FAVRE (François). — 11.
 FAVRE (Jules). — 21, 36, 37, 40, 42,
 55, 65, 66, 71, 78, 80, 82, 99, 131,
 132, 158, 165, 378, 430, 431, 441, 665.
 FAYON. — 498.
 FENOULLAS (dit PHILIPPE). — Voir
 PHILIPPE.
 FÉRON (abbé). — 228; 380.
 FERRAT. — 498.
 FERRÉ (Laurent). — 297.
 FERRÉ (Théophile). — 5, 11, 12, 39,
 114, 141, 156, 174, 232, 263, 274,
 278, 281, 284-287, 292, 294, 296,
 297, 299, 300-303, 306, 307, 312,
 313, 317, 344, 354, 392-397, 435,
 440, 442, 488, 493, 495, 498, 500,
 504, 566, 580, 581, 594-600, 603-
 605, 607-611, 613, 614, 626-628,
 634, 655, 658, 658, 661-663, 667,
 673, 675.
 FERRIER. — 62.
 FERRY (Jules). — 7, 19, 90, 178.
 416, 418, 419, 636.

- FEVRET. — 455, 458.
 FILTAU. — 511.
 FLAMET. — 242, 320, 323, 326, 651,
 657.
 FLAUBERT. — 285.
 FLEURIOT-LESCOT. — 110.
 FLEURY (Paul). — 210, 413, 486-488.
 FLOQUET. — 40, 81, 100, 416.
 FLOTTE (Benjamin). — 356, 376,
 377, 380, 537.
 FLOTTE (DE). — 441.
 FLOURENS. — 2, 33, 186, 330, 415.
 FONSÈQUE. — 389.
 FONTAINE (Joseph). — 259, 339, 364,
 447, 448, 456, 491, 659.
 FONTAINE (Jules). — 133, 134, 161,
 260, 261, 288, 294, 414, 488-491,
 657.
 FONTAINE (directeur de la Concier-
 gerie). — 279, 280.
 FORESTIER. — 559.
 FORSANS-VEYSET (M^{me} DE). — Voir
 FORZI.
 FORTIN. — 312, 603, 604-611, 613, 614,
 658.
 FORZI (Marguerite, dite VEYSET).
 — 393, 394, 576, 577.
 FOUCHER. — 439.
 FOUET. — 4, 274, 279, 317, 596, 597,
 599, 603, 659, 666.
 FOUQUER-TINVILLE. — 45, 183, 301,
 552.
 FOURIER. — 53.
 FOURNIER. — 278.
 FOURRIER. — 289, 290, 294, 302, 306,
 307, 314, 315, 326, 331, 336, 433,
 659.
 FRANÇOIS. — 137, 279, 408, 610, 611,
 613, 620, 621, 658, 661.
 FRANKEL. — 151, 572.
 FRANZINI. — 396.
 FREYCINET (DE). — 521.
 FRIGERIO. — 388.
 FRIGNET. — 346.
 FRONTEAU. — 313, 433.

G

- GABLIN. — 399.
 GABORIAU. — 447.
 GAILLARD (Napoléon). — 584, 634.
 GAILLARD (fonctionnaire au² Minis-
 tère de la justice). — 22.
 GAILLARD (Nina, dite DE VILLARS).
 — 39, 666.
 GALERNE. — 41, 44.

GALLAY. — 433.
 GALLIFFET (général DE). — 263, 431.
 GALLIMARD. — 388.
 GAMBETTA. — 54, 160, 321, 443, 521, 523, 670.
 GAMBON. — 94, 95, 115, 129, 141, 155, 159, 160, 163, 164, 173, 176, 291, 301, 343, 489, 495, 546, 563, 580, 628, 659, 667, 670, 673.
 GANDIN. — 524, 525, 527, 538.
 GANIER D'ABIN. — 385, 560.
 GARCIN. — 630, 634, 635.
 GARIBALDI. — 94.
 GARNIER (Eugène). — 268.
 GARNIER (secrétaire de commissaire de police). — 278.
 GARREAU. — 249, 250, 279, 280, 291, 315, 316, 341, 381, 581, 582, 615.
 GASNOT. — 515.
 GASTECLOUX. — 201, 210, 217, 228, 229, 305, 306, 324, 651, 657.
 GATINEAU. — 28, 525, 530.
 GAULIER. — 440.
 GAULTIER DE BIAUZAT. — 22.
 GAUSSERON. — 277, 278, 310, 311, 315, 316, 374, 400, 409, 659, 669, 670.
 GAVARDIE (DE). — 98.
 GAVEAU. — 655.
 GAZIN. — 433.
 GEANTY. — 622.
 GELLY. — 433.
 GENTIL. — 281, 590.
 GENTON. — 168, 310-312, 315, 410, 603-606, 608-610, 613, 614, 657, 658, 661, 675.
 GÉRARD. — 26, 28.
 GÉRARDIN. — 155, 286, 546.
 GÉRESME. — 160, 173, 180, 619, 620, 628, 656.
 GERMAIN. — 27, 433.
 GESLIN (abbé DE). — 360.
 GIFFAULT. — 47, 272, 293, 358, 403, 404, 407, 600, 658.
 GIGON. — 635, 653, 662, 664.
 GILARDIN. — 647.
 GILL. — 274.
 GIRARDIN (DE). — 636.
 GIRAULT. — 278, 363, 403, 658.
 GIROT. — 147, 525-530.
 GLAIS-BIZOIN. — 60, 232, 440, 441, 443.
 GOIS. — 409, 410, 496, 498, 501, 506-510, 535-541, 546, 547, 583, 606, 607, 618, 621, 622, 625, 659, 669, 671, 673, 675.
 GONET (DE). — 36.
 GOUBIER. — 362.

GOULLÉ. — 2, 495, 497, 498, 507, 536-538, 540, 659, 669.
 GOUT. — 477, 489-491, 650.
 GOURLAOUEN. — 477, 419, 420.
 GRANDPERRET. — 414.
 GRANIER DE CASSAGNAC. — 96.
 GRAZIANI. — 15.
 GREFFE. — 44, 189, 404, 405, 407, 408, 622.
 GREFFIER DE COULON. — 511.
 GRÉLIER. — 335, 571.
 GRÉVY (Jules). — 78, 322.
 GRILLIET. — 269, 314, 447, 448.
 GRIMOUX. — 455, 456.
 GROLARD. — 10.
 GROUSSET (Paschal). — 2, 120, 133, 151, 154, 157, 172, 432, 440, 449, 565, 572.
 GUASCO. — 226, 227, 257, 292, 342-346, 548.
 GUÉBELS (abbé). — 360.
 GUÉDENET. — 326, 328-330, 483.
 GUÉNÉE. — 559.
 GUÉRIN (abbé). — 360.
 GUÉRIN (Laurent). — 409, 478.
 GUÉRIN (Louis). — 211, 455, 478, 482, 657.
 GUIBERT DE NOGENT (abbé). — 107.
 GUIBOURD. — 8.
 GUILLE. — 275.
 GUILLEM. — 511.
 GUILLOTIN. — 138.
 GUTMACHER. — 388.
 GUTTIN (Adrien). — 393.
 GUTTIN (Alphonse). — 393, 394.
 GUYON. — 210, 413.
 GUYOT. — 559.

H

HADANCOURT. — 337.
 HAMEL. — 111.
 HAMELIN. — 449, 483.
 HANS. — 633.
 HAQUIN. — 455.
 HARDY. — 464, 469.
 HARLAY (DE). — 51.
 HAURÉAU. — 27.
 HAUTON. — 478, 482, 483, 485.
 HAVY. — 328, 478, 482-485, 651, 657.
 HÉBERT (avocat). — 78.
 HÉBERT (substitut du procureur de la Commune sous la Révolution). — 32, 34, 35, 39, 59, 109-111, 269, 301, 552.
 HÉLOUIN. — 589.
 HENNERON. — 275, 276, 336, 422, 423.

HENRIOT. — 110.
 HENRY (chef de légion). — 10, 522, 560.
 HENRY (chef d'état-major). — 311, 517, 519, 522, 525, 528.
 HENRY (capitaine de la garde nationale). — 522.
 HENRY (commissaire de police). — 277, 289, 352, 354, 370, 431, 659.
 HERTIEZ. — 433.
 HESSE. — 279, 400.
 HÉTRU. — 478, 482.
 HOHENZOLLERN (princesse Amélie de). — 365.
 HOLSTEIN (baron de). — 380.
 HONNORAT. — 60, 341.
 HOUDON. — 645.
 HOUILLON (abbé). — 360, 628.
 HUGO (Victor). — 2, 118, 137, 148, 218, 439, 441, 665, 669.
 HUGUENOT. — 272, 303-305, 307, 313, 315, 336, 403, 539, 554, 556-559, 659, 668, 669, 671.
 HUILLIER. — 464, 474.
 HUMBERT. — 32, 35, 188, 229, 265, 273.
 HUSSON. — 278.
 HUTZINGER. — 393-395, 576, 577.

I

ICARD (abbé). — 359.
 IDJIEZ. — 136, 137.
 IEHL. — 313, 433.
 ISNARD. — 153.

J

JACLARD. — 267.
 JACQUEMIN. — 455, 487.
 JACQUET. — 331, 432.
 JAVELOT (François). — 278.
 JAVELOT (Joseph). — 559.
 JEANNOT. — 188, 189.
 JECKER. — 412, 550, 581, 619, 620, 621, 622, 674.
 JÉRÔME (roi). — 413.
 JEUNESSE. — 188, 272, 403, 409, 414.
 JOHANNARD. — 518, 546.
 JOHNSTON. — 97.
 JOLIET. — 523.
 JOLIVET. — 18, 19, 47, 60-62, 271, 353, 400, 657.
 JOURDE. — 121, 149, 151, 152, 155, 156, 167, 180, 211, 212, 223, 283, 293, 434, 485, 487, 572, 603, 664.

JOURNAUX. — 353.
 JULIEN. — 511.
 JULLIEN. — 330.

K

KAHN. — 280, 433.
 KÉRATRY (comte de). — 40, 41, 43, 46, 403.
 KOCH. — 584, 657, 674.
 KOSSUTH. — 220.

L

LABORIE. — 25.
 LABRUNIE (docteur). — 448.
 LA BRUNIÈRE. — 281.
 LA BRUNIÈRE DE MÉDICIS. — 206.
 LACAN. — 191.
 LA CÉCILIA (général). — 387, 518, 543, 583.
 LACHAISE (Marguerite GUINDAIRE dite). — 605, 607, 658.
 LACHAUD. — 191.
 LACORD. — 499.
 LACRETELLE (général). — 155, 587, 594.
 LACROIX. — 277, 373.
 LADMIRAULT (général de). — 577, 578, 586, 593, 625, 626, 636.
 LAFARGUE. — 402.
 LAFONT. — 60.
 LAGARDE (abbé). — 94, 344, 353, 354, 374, 376, 377, 379, 381, 538.
 LAGARDE (garde national). — 557.
 LAGARROSSE. — 15, 199.
 LAGRANGE. — 36, 38, 40, 51, 220, 402, 404-408.
 LAIGUE. — 15.
 LALLEMAND. — 28, 313, 331, 432, 433, 651.
 LALOU. — 430.
 LAMAZOU (abbé). — 252, 277, 360.
 LAMBESC (prince de). — 109.
 LAMENNAIS. — 185, 186.
 LAMONTAGNE. — 472.
 LANÇON. — 370.
 LANDAIS. — 393.
 LANDAU. — 503.
 LANDECK. — 277, 314.
 LANDOWSKI. — 278, 338, 384.
 LANGEVIN. — 115, 141, 147, 153, 167, 173, 175, 176, 180, 286, 504, 572, 659, 670.
 LANGLOIS. — 21.
 LANGOURIAN (général de). — 49, 50.

- LANGUY. — 449.
 LANJUINAIS. — 77.
 LAPORTE. — 389.
 LARDEUR. — 18.
 LARGILLIÈRE (peintre). — 644.
 LARGILLIÈRE (Joseph). — 44, 189, 267, 268, 272, 404-408, 622.
 LARQUE. — 390.
 LAROUSSE. — 59, 648.
 LARTIGUE (abbé). — 359.
 LARTIGUE (homme de peine). — 15, 199.
 LASNIER. — 390-393, 604.
 LASSALLE. — 279.
 LAURAIN. — 311, 449.
 LAVALETTE. — 50.
 LAVEAUCOUPET (général DE). — 632.
 LAVIOLETTE. — 5, 28, 327, 333, 525, 530, 539, 554, 559.
 LAVOIGNAT, 464.
 LEBAS. — 220, 222, 249, 287, 315, 445.
 LEBEAU. — 178, 179, 437.
 LE BERQUIER. — 28.
 LEBLOND. — 26, 72, 73, 191, 192, 332.
 LECHASSEUX. — 216, 455, 456, 459, 651.
 LECHAT (docteur). — 448.
 LECOMTE (général). — 74, 104, 143, 299, 586, 632.
 LE CONTE. — 73.
 LECONTE. — 313, 433.
 LEDROIT. — 115, 126, 160, 173, 180, 197, 567, 659.
 LEDRU-ROLLIN. — 2, 218, 565.
 LEDRUX. — 18, 305, 536, 537, 659, 669.
 LEFEBVRE-PONTALIS. — 83.
 LEFEBVRE-RONCIER. — 44, 418, 536, 537, 659.
 LEFÈVRE. — 455, 456.
 LE FLÔ. — 17, 19, 82.
 LEFRANC. — 77, 85.
 LEFRANÇAIS. — 134, 150, 151, 427, 572.
 LEFRANÇOIS. — 27, 433, 644, 646, 649.
 LEGAY. — 664.
 LEGGE (comte DE). — 417, 419.
 LEGROS (M^{me}). — 390.
 LEHMANN. — 52, 643.
 LELENNIER. — 28, 333, 525, 527, 529, 530.
 LELOUP (Félix). — 242, 309, 320, 321, 324, 326, 651, 659, 667, 670.
 LEMAÎTRE. — 494.
 LE MOUSSU. — 47, 60, 277, 278, 284, 288, 299, 359-361, 371, 373, 374, 433, 434, 437, 473, 659, 669.
 LENOIR. — 75.
 LENÔTRE. — 363, 658.
 LÉO (M^{me} André). — 97.
 LEPELLETIER. — 36.
 LEPERCHE. — 541.
 LÉRIS (abbé). — 256, 359.
 LEROUДИER. — 369.
 LEROUX (Pierre). — 169.
 LEROY (M^{me}). — 387.
 LESSELINE. — 455, 456, 657.
 LE STUNF. — 417, 420.
 LEULLIER. — 494.
 LE VASSOR SORVAL (général). — 587.
 LEVERDAYS. — 299, 417.
 LEVRAUD (Edmond). — 47, 188, 265, 269-271, 273, 289, 291-294, 315, 336, 339, 341, 354, 400, 505, 536, 659, 667, 669.
 LEVRAUD (Léonce). — 269, 312.
 LÉVY. — 328.
 L'HÉRILLER (général). — 592, 593.
 LIBERTON. — 619, 620.
 LIMET. — 9.
 LINDET. — 472, 473.
 LISBONNE. — 67, 288, 587, 594, 617.
 LISSAGARAY. — 552.
 LIX. — 436.
 LOCKROY. — 97, 443.
 LOFNIEZ. — 22.
 LOLIVE. — 613, 658, 661.
 LOMBARD. — 273, 581, 583.
 LONGUET. — 115, 153, 176, 178, 186, 209, 265, 415, 439, 534, 603.
 LORTAT-JACOB. — 14, 65, 201, 323.
 LOTH. — 530.
 LOUBÉRY. — 455, 456.
 LOUIS. — 614.
 LOUIS-PHILIPPE. — 163, 415, 617.
 LOUVET. — 545.
 LUBIN. — 110.
 LUCAS. — 531.
 LUCIPIA. — 512, 618, 619, 658, 675.
 LULLIER. — 19, 49, 50, 62, 180, 384, 385, 386, 546, 655, 656.
 LURO. — 81, 86.
 LUYNES (M^{me} DE). — 77.

M

- MAC KEAN. — 381.
 MAC-MAHON (maréchal DE). — 78, 277, 386, 390, 431, 472, 636.
 MACQUART. — 472.

- MAILLARD. — 312.
 MAILLOT. — 278.
 MAJENSKI (abbé). — 350.
 MALEVILLE (DE). — 183.
 MANSARD. — 229, 652.
 MANUEL. — 109.
 MARAT. — 39, 109, 171, 298.
 MARÉCAT. — 469.
 MARCHETTI. — 622.
 MARCOL. — 489.
 MARET. — 148.
 MARETHEUX. — 246, 478, 480-482, 670.
 MARETTE. — 515.
 MARIE. — 25.
 MARION. — 331, 433, 651.
 MARLÉ. — 478, 482, 484.
 MAROTEAU. — 97, 140, 143, 348, 357, 608, 674, 676.
 MARSY (abbé DE). — 612.
 MARTAINVILLE. — 210, 303, 305-307, 656-674.
 MARTIAL. — 223.
 MARTINPREY (général DE). — 411, 412.
 MARTIN (Constant). — 403.
 MARTIN (Henry). — 220.
 MARTIN DU NORD. — 225.
 MASMONI. — 622.
 MASSON. — 495, 504.
 MATHA. — 433.
 MATHILDE (princesse). — 413, 414, 489, 657.
 MAUGRAS. — 259, 365, 491.
 MAY (Elié). — 493.
 MAY (Gustave). — 493.
 MAY (Myrtil). — 313, 440.
 MAYER (Simon). — 232, 495.
 MAZAUDIER. — 366.
 MAZENE. — 525.
 MÉGY. — 190, 191, 193, 194, 196, 495, 496, 508, 540, 562, 594, 609-611, 613, 614.
 MEILLET (Léo). — 49, 115, 141, 155, 160, 162, 164, 176, 512-517, 534, 574, 618, 619, 659, 664, 668, 670, 673, 675.
 MEISSONNIER. — 517, 657.
 MÉJEAU. — 278.
 MÉKARSKI. — 277.
 MÉLINE. — 185.
 MÉNARD. — 265.
 MENTQUE (DE). — 414.
 MERCIER (Achille). — 90, 91.
 MERCIER (secrétaire de commissaire de police). — 278, 620.
 MÉRLIN. — 655.
 MERVEILLEUX DUYVIGNEAU. — 647.
 MEURS-MASY. — 268, 269.
 MICHAU. — 242, 320, 323, 327, 651, 659.
 MICHEL (commissaire de police). — 278.
 MICHEL (Georges). — 282, 343, 381.
 MICHEL (Louise). — 367.
 MICHELET. — 111.
 MICHEVONT. — 536, 538.
 MILLAUT (abbé). — 360.
 MILLIÈRE. — 33, 72, 81, 89, 97, 630.
 MIOT. — 115, 129, 153, 157, 182, 232, 248, 249, 256, 287, 296, 343, 344, 366, 439, 564, 565, 571-574.
 MIQUEL (abbé). — 359.
 MIRAUULT. — 279.
 MOËT. — 8.
 MOIRÉ. — 28, 213, 216, 217, 222-224, 228, 229, 242, 252, 254, 258, 259, 308-310, 315, 326, 330, 331, 339, 365, 366, 368, 369, 381, 399, 432, 433, 472, 473, 651, 659.
 MOLÉ. — 76.
 MOLÉON (abbé). — 358, 359.
 MONICAULT (Père DE). — 15.
 MONTAGU (M^{me} DE). — 365.
 MONTELS. — 417.
 MONTFERRIER (comte DE). — 355, 380.
 MOREAU (Armand). — 310.
 MOREAU (Edouard). — 493, 542, 560, 604, 607.
 MOREAU (Emile). — 619, 667.
 MOREAU-MONTÉLÉON. — 286.
 MOREL. — 330.
 MORTEROL. — 220.
 MORTIER. — 128, 195.
 MORTIMER-TERNAUX. — 92, 104.
 MOTTU. — 90, 195.
 MOUNOURY. — 515.
 MOURAY. — 515.
 MOUROT. — 190.
 MOUTON. — 279, 341.
 MULLER. — 393.
 MULLER (M^{me}). — 395.
 MURAT (capitaine). — 522, 523.
 MURAT (prince). — 414.

N

- NAPOLEON III. — 51, 54, 76, 112, 166, 356, 415, 443, 617.
 NAPOLEON (prince). — 413, 488.
 NARKOT (sir). — 381.
 NEPVEC. — 277, 373, 374.
 NEY (lieutenant). — 602.
 NICOLET. — 345.
 NOGUÈS. — 134, 278.

NOIR (Victor). — 36, 39, 307.
 NOURRI. — 149.
 NOURRY. — 15, 199.

O

O'CONNEL. — 343.
 O'GAN (abbé). — 359.
 OLIVAIN (Père). — 361, 621.
 OLIVIER (A.). — 269, 273.
 OLIVIER (J.). — 465.
 OLIVIER (greffier). — 328, 330.
 OLMER (abbé). — 253, 359.
 OSSUDE. — 194.
 OSTYN. — 534, 574.
 OUDET. — 286, 572.

P

PACHE. — 109-111, 269.
 PACOTTE. — 591.
 PAGÈS. — 73.
 PAÏLLET. — 77.
 PAILLIET (docteur). — 365.
 PAIN. — 135, 676.
 PALME (de la). 472.
 PARENT (Hippolyte). — 617.
 PARENT (Ulysse). — 421.
 PARISEL. — 121.
 PARRY. — 159, 498.
 PASCAL. — 658.
 PASQUIER (baron). — 78, 225.
 PASQUIER (chirurgien). — 130.
 PASSA. — 662, 663.
 PASSY. — 76, 77.
 PATOT. — 60, 341.
 PATRY. — 449.
 PATUREL. — 153.
 PAUFFIN. — 60.
 PAUMIER. — 489.
 PAYAN. — 110.
 PELERIN. — 473.
 PELLETAN (Eugène). — 37, 416, 486.
 PERCIN (général). — 633.
 PÉREIRE (M. M.). — 414.
 PÉRIER. — 136.
 PÉRINET. — 402.
 PERNY (abbé). — 560.
 PÉROT DE CHEZELLES. — 60.
 PÉRRENOUD. — 406.
 PERRIN (directeur de l'Opéra). — 268, 269, 434.
 PERRIN (soldat). — 286.
 PERRIN (abbé). — 360, 362.
 PERRINE. — 455, 458.

PESSARD. — 637.
 PETION. — 109.
 PETIT (abbé). — 358.
 PETIT (Jules). — 26.
 PEYROT. — 26.
 PEYRUSSET. — 535.
 PHILIPPE (FÉNOUILLAS dit). — 363, 658, 661.
 PIAZZA. — 495.
 PICARD (officier de la garde nationale). — 389.
 PICARD (Ernest). — 21, 80, 82, 83, 131, 132, 264, 276, 389, 416, 430, 431, 489, 555, 560.
 PICHON (Cl.). — 538.
 PICHON (secrétaire de Ferré). — 273.
 PICON. — 626.
 PIÉTRI (préfet de police). — 43.
 PIÉTRI (neveu). — 40.
 PIERRARD. — 433.
 PIGUIET. — 388.
 PILLOT (docteur). — 278, 372, 401, 457, 507.
 PILLOT (cocher). — 261.
 PILOTELL. — 129, 167, 274, 276, 277, 293, 339, 422, 423, 424, 425, 431, 437, 438, 439, 444, 594, 595, 596, 602.
 PINDY. — 4, 130, 321, 561, 562, 564, 667.
 PINON. — 455, 456, 458, 650.
 PIORRY (docteur). — 314, 368, 369.
 PIPON. — 498.
 PITOIS. — 278.
 PITOT. — 209.
 PLANAT. — 393, 395.
 PLANCHAT (abbé). — 621.
 PLATTET. — 246, 328, 486-488, 651.
 PLESSY. — 331.
 PLOQUE. — 651.
 PLEUC (marquis de). — 434, 435.
 PLOU. — 228, 229, 257, 372, 380-383, 559.
 POIRRIER. — 538.
 POISSON. — 455.
 POLLET. — 309, 330, 339, 364, 365.
 POLO. — 181, 276, 287, 438, 439.
 POMMIER. — 411.
 PONNAT (baron de). — 33, 35, 186, 348.
 PONTILLON. — 658.
 PONS. — 449.
 PORTALIS (Edouard). — 41.
 PORTALIS (comte). — 55, 225.
 POTHIER. — 530.
 POTHUAU (amiral). — 131, 430.
 POTTIER. — 176.
 POUCHET. — 43.

POUPARDIN. — 13.
 POURILLE (*dit* BLANCHET). — Voir
 BLANCHET.
 POUYER-QUERTIER. — 82.
 PRÉAU DE VEDEL. — 281, 426, 590-
 592, 657, 661.
 PRESSENSÉ (DE). — 116, 380, 530, 533,
 554.
 PROLÈS. — 535.
 PROTH (Mario). — 432.
 PROTOT. — 2, 4, 24, 67, 112, 114-116,
 119, 120, 122-126, 128, 130, 133-
 135, 140, 142, 150, 151, 154, 157,
 158, 160, 161, 173, 180-186, 188-203,
 205-207, 209-211, 213, 214, 217-219,
 221-231, 233-241, 243-261, 265, 285,
 287, 289, 292, 296, 299, 308, 309,
 312, 315, 317, 319-322, 324-326, 336,
 337, 341, 343, 344, 346, 350, 357-
 359, 363, 364, 366, 371, 372, 381,
 388, 403, 413, 423, 426, 428, 431,
 445, 447, 448, 452-454, 456, 458,
 460-462, 464, 467-469, 472-474, 477,
 478, 480, 481, 484-486, 488, 489,
 491, 505, 510, 547-549, 553, 561,
 564, 587, 615, 626, 633, 641, 659,
 666-671, 673, 677-679.
 PROUDHON. — 53, 116, 416, 421.
 PROVENCE (comte DE). — 109.
 PUGNO. — 269.
 PYAT. — 2, 134, 150, 155, 157, 167,
 183, 232, 420, 444, 543, 546, 569,
 572, 634.

Q

QUAMBRE. — 511.
 QUINET (Edgard). — 415.

R

RABIT. — 476, 477, 650.
 RABUT. — 402.
 RABUTEAU. — 206, 314.
 RACINE. — 658.
 RADIGUE (Père). — 363, 621.
 RAMAIN. — 611, 626, 627.
 RAMEAU. — 68.
 RANC. — 2, 34, 100, 114, 160, 161,
 181, 237, 247, 318, 356, 407, 421,
 560, 600, 622, 659, 670, 673.
 RANVIER (Augustin). — 279, 590, 592.
 RANVIER (Gabriel). — 115, 159, 392,
 493, 561, 580, 585, 623.
 RASPAIL. — 669.
 RASTOUL. — 152, 172, 572, 574.
 RATISBONNE. — 636.

RAVETON. — 59.
 RAVINEL (DE). — 640.
 RAYER. — 268.
 RAYMOT. — 307.
 RAZOUA. — 339, 504, 519, 522, 523,
 526, 527, 528, 536, 659, 666.
 RÉAL. — 109.
 RÉBY. — 246, 328, 373, 467, 478, 480,
 482, 484, 485, 651.
 RECLUS. — 186.
 RÉGÈRE. — 157, 286, 570, 581, 587.
 REGNARD (docteur). — 2, 33, 134,
 181, 267-270, 291-294, 305, 314, 442,
 445, 448, 585, 667, 669.
 REGNAULT (abbé). — 359.
 REILLE. — 18.
 RENARD. — 577.
 RENAUD. — 559.
 REPLAN. — 273, 293.
 RETTERER. — 529.
 REVERCHON. — 92.
 RÉVILLON (Tony). — 522, 523.
 RÉVILLOT. — 592.
 RÉVOL. — 277, 353, 354, 498.
 RIBOT (Alexandre). — 5, 25, 26, 28,
 66, 73, 454, 646.
 RICHARD (capitaine de la garde na-
 tionale). — 498.
 RICHARD (Claude). — 646.
 RICHARDET. — 437.
 RICHE. — 327, 478, 482.
 RICHEMONT (DE). — 414.
 RIEL. — 47, 273, 412.
 RIGAULT (Charles). — 31.
 RIGAULT (Raoul). — 2, 16, 18, 26,
 28, 31, 33, 36-51, 57-62, 64, 111,
 114, 129, 132, 134, 136, 139, 141,
 142, 151, 156, 157, 159, 161, 167,
 170, 171, 175, 176, 205, 209, 210,
 221, 222, 229, 234, 236, 242, 247,
 249, 250, 252, 257, 258, 260, 263-268,
 270, 271, 274-276, 279, 280, 282-288,
 290, 292-304, 306, 307, 309, 310,
 312-317, 319, 323, 326, 331, 336,
 341-344, 348, 350, 352-355, 357,
 358, 360, 364, 366, 373, 375-377,
 380-382, 394, 396-398, 402-405, 407,
 408, 410-413, 415, 416, 421-423,
 425-427, 429, 430, 433, 435, 437,
 439, 440, 442, 444-447, 489, 494,
 496-498, 504, 522, 533, 548-551,
 553-555, 558, 563, 566, 568, 580,
 581, 589-592, 594, 595, 600-603,
 605, 611, 634, 655, 656, 659, 660,
 666-668, 673, 675, 676, 678.
 RIGOLETTE. — 602.
 RIVET. — 449.

RIVIÈRE (avocat). — 28.
 RIVIÈRE (avoué). — 331.
 ROBERT. — 15, 199.
 ROBERT-FLEURY. — 643.
 ROBESPIERRE. — 34-36, 110, 111, 171, 183, 296.
 ROBINET. — 111.
 ROCHAS-AIGLUN (comte DE). — 520.
 ROCHEFORT. — 33, 39, 94, 97, 102, 131, 133, 136, 138, 163, 165, 167, 174, 179, 234, 259, 348, 355, 357, 364, 374, 380, 384, 440, 443, 590, 664, 674.
 ROCHEJAQUELEIN (marquis DE LA). — 640.
 ROGEARD. — 185, 186, 210, 427, 668.
 ROGER DU NORD. — 430.
 ROMBERTI. — 336.
 ROMBLICKI. — 493.
 ROSSEL. — 5, 46, 155, 285, 384, 388, 391, 398, 440, 492, 495, 496, 498, 506, 507, 512, 518-522, 524-536, 539, 541-547, 564, 656, 658, 661-663, 673.
 ROUCOUZE (Père). — 363, 621.
 ROUHER. — 95, 96, 165, 560.
 ROULAND. — 498.
 ROULLIER. — 293, 624.
 ROUSSE (Edmond). — 27, 51, 59, 60, 226, 227, 257, 322, 331-333, 356, 358, 381, 382, 427, 428, 550, 559, 640, 643, 649.
 ROUSSEAU (Jean-Jacques). — 35.
 ROUSSEAU (N.). — 10.
 ROUSSEL (abbé). — 359.
 ROUSSELLE. — 554, 560.
 ROUSSIN. — 310, 313, 449.
 ROUVET. — 8.
 ROUVIER. — 669.
 ROY. — 388.
 RUAULT. — 44, 272, 404, 405, 407, 408, 583, 622.
 RUIS. — 498.

S

SABATIER (abbé). — 359, 621.
 SACHS (Benjamin). — 229, 277, 307, 308, 315, 668-670, 674.
 SAINT-OMER. — 658, 661.
 SAISSET (amiral). — 65, 66, 89, 90, 390, 576.
 SAL (DE). — 25.
 SALIN. — 278, 373.
 SALLÉE. — 457.
 SALLM-KIRBOURG (prince DE). — 365.

SANCIOME. — 538.
 SAND (George). — 349.
 SAPIA. — 299, 415, 416, 421, 425.
 SARCEY (Francisque). — 148, 637.
 SAUVAGÈRE. — 279, 337.
 SCHNEIDER. — 284.
 SCHOELCHER. — 289, 440-443.
 SCHOLL (Aurélien). — 523.
 SEBAUX. — 21, 71, 75, 638, 639.
 SEBERT. — 228, 243, 467-469.
 SÉBIROT. — 473.
 SEGUIN. — 493.
 SEIGNERET (abbé). — 621.
 SELLIER. — 449.
 SÉNÈQUE-BLÉMONT. — 490, 491.
 SERIZIER. — 48, 618, 619, 658, 661.
 SÉVIN. — 478, 482.
 SIBOUR (M^{re}). — 612.
 SICARD. — 47, 48, 353, 483, 610, 612-614, 658.
 SIMON (Jules). — 21, 37, 65, 82, 105, 131, 378, 379, 430.
 SIMON (abbé). — 359.
 SIMONNE. — 331.
 SIRE (abbé). — 360.
 SŁOMZYŃSKI (dit SŁOM). — 263, 293, 307, 354, 426, 590-592, 601, 659, 666, 667, 671.
 SCENCER. — 513.
 SORNET. — 201, 209, 228, 273, 284.
 SOUMAIN (général). — 9.
 SPINOY. — 511, 584.
 STRAWINSKY. — 390.
 STEINWERK. — 616.
 STEYVERS. — 478, 480-483.
 STOCK. — 402, 403.
 STOFFEL. — 478, 481-483.
 SUE (Eugène). — 177.
 SURAT (M^{re}). — 358, 374, 628.
 SUSBIELLE (général). — 594.
 SYLVESTRE. — 331.

T

TABAREAU. — 277, 308.
 TAILLANDIER. — 28.
 TANGUY. — 457.
 TANON. — 5, 26, 28, 646.
 TARDIEU (docteur). — 36.
 TARDIEU (Père). — 363, 621.
 TARDIF DE MOIREY. — 664.
 TAUPIN. — 476.
 TELLIER. — 27, 595.
 TESTE. — 225.
 THEISZ. — 116, 293.
 THÉLIDON. — 485, 486, 488.

THÉVENIN. — 26.
 THIBAULT. — 163, 176, 513-517, 657.
 THIBAUT. — 444.
 THIERCE. — 48.
 THIERRY. — 498.
 THIERS. — 3, 20, 26, 65, 66, 68, 71, 75, 76, 78-80, 82, 83, 95, 101-105, 130-133, 138, 141, 148, 159, 161, 246, 260, 261, 285, 336, 375, 377-380, 383, 388, 393, 430, 451, 484, 489-491, 511, 552, 555, 558, 579, 640, 653, 654, 657, 677.
 THOMAS (général Clément). — 74, 104, 143, 299, 586, 632.
 THOMAS (E.). — 286.
 THOMAS (notaire). — 466.
 THOMAS DE COLLIGNY. — 60.
 THOURET. — 275.
 THOUVENIN. — 211, 478, 482, 483.
 TIBALDI. — 194.
 TROCQUEVILLE. — 77.
 TOUREIL (DE). — 168.
 TOURETTE. — 408.
 TOUSSAINT. — 408.
 TOUZÉ. — 272.
 TREILLARD. — 274, 488.
 TRENEUIL. — 365.
 TRESCA. — 434.
 TRÈVE. — 575, 576.
 TRIBALET. — 367.
 TRIDON. — 2, 33, 40, 41, 111, 121, 150, 160, 186, 188, 232, 236, 299, 348, 427, 518.
 TRINQUET. — 286, 574, 580.
 TRONCHET. — 183.
 TROCHU (général). — 40, 42, 195, 304, 415, 429, 431.
 TRONCIN-DUMERSAN (docteur). — 388.
 TROPMANN. — 425.
 TROUVÉ. — 658.
 TRYON DE MONTALEMBERT. — 445, 446.
 TUFFIER (Père). — 363, 621.
 TURQUET. — 48, 49, 90, 160.

U

ULBACH. — 438, 439.
 ULMANN. — 643.
 URBAIN. — 141, 142, 176, 386, 387, 503, 534, 548, 549, 554, 585, 608, 655, 676.

V

VABRE. — 417, 419.
 VAILLANT. — 115, 150, 151, 153, 157, 299, 335, 427, 572, 574, 616, 634.
 VALENTIN (général). — 17.

VALENTIN (commandant). — 497.
 VALENTIN (Etienne). — 27, 302, 330, 432, 433, 649.
 VALIGRANE. — 495.
 VALLES (Jules). — 2, 33, 116, 165, 186, 369, 507, 534, 564, 565, 570-572, 603, 624, 633, 674.
 VAN DER MEULEN. — 69.
 VANEAU. — 53.
 VANHOUTTE. — 511.
 VANOSTAL. — 538, 540.
 VARENNE (Auguste). — Voir RIGAUT (Raoul).
 VARENNE (Henri). — Voir DA COSTA (Gaston).
 VARLEN. — 10-12, 14, 19, 114, 119, 420, 432, 493, 571, 617, 624, 628, 632, 633, 674, 675.
 VASSEUR (commandant). — 9.
 VASSEUR (garde-national). — 540.
 VAUTIER (abbé). — 204, 208, 209, 231, 360.
 VAVIN. — 587.
 VERDIN. — 412.
 VERDURE. — 195.
 VERGNERIE. — 313.
 VERLET. — 190.
 VERMESCH. — 97, 229, 231, 666, 674.
 VERMOREL. — 119, 126, 151, 153, 156, 160, 164, 165, 167, 168, 178, 182, 250, 251, 286, 287, 427, 439, 463, 534, 547, 564, 565, 572-574, 617, 678.
 VERNET. — 223, 455, 458.
 VERNHOLES. — 208, 449.
 VERONDAS. — 385.
 VÉSINIER. — 97, 128, 140, 141, 147, 149, 176-179, 182, 240, 390, 517, 537, 563, 564, 569, 659, 669, 670, 673, 677.
 VEUILLOT. — 36, 98.
 VEYSSET. — 313, 390, 393-396, 576, 577, 595, 596, 609, 675.
 VEYSSET (Marguerite). — Voir FORZI (Marguerite).
 VIARD. — 151.
 VIEILLARD. — 54.
 VIGNAT. — 204, 246, 478, 479, 482, 483, 485.
 VIGNON. — 73.
 VILLAIN. — 635.
 VILLARS (Nina, DE). — Voir GAILLARD.
 VILLENEUVE. — 312.
 VILLIAUMÉ. — 293.
 VILLIERS (DE). — 14.
 VINOY (général). — 9, 134, 431, 577, 578, 593, 594, 625, 626.

VIRTELY. — 47, 272, 385, 395, 396, 657.

VONCKEN. — 28, 158, 202, 210, 226, 241, 242, 294, 313, 320-322, 324-331, 333, 433, 477, 483, 484, 549, 651, 674.

VOSSEN. — 440.

VRIGNAULT. — 98, 438.

VUILLAUME (Maxime). — 24, 199, 226, 227, 229, 231, 356, 428, 601, 616, 631, 633, 666, 667, 671, 674.

W

WADDINGTON. — 669.

WALBERT. — 402.

WALLACE. — 233.

WALLARCHER. — 511.

WASHBURNE. — 331, 366, 375, 379-381.

WATTELIER. — 278, 458.

WEGNOLET. — 511.

WEIPRECHT. — 279, 338.

WETZEL. — 543.

WILFRID DE FONTVIELLE. — 560.

WINANT. — 457.

WITT. — 531-533.

WOLOWSKI. — 390.

WROBLESKI. — 163, 543.

WURTH. — 293, 305, 310-313, 315, 317, 318, 395, 433, 440, 596, 597, 659, 671, 673.

Y

YCRE. — Voir JECKER.

Z

ZAMOYSKI (comte Ladislas). — 502.

ZANGIACOMI. — 50, 59, 191, 414.

ZOLA (Emile). — 91, 185.

PAYOT, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

MÉMOIRES du Maréchal GALLIÉNI

Défense de Paris (25 août-11 septembre 1914).

Un volume in-8 de la *Collection de Mémoires, Etudes et Documents pour servir à l'histoire de la guerre mondiale*, avec 8 hors-texte et 7 cartes en déplié. 24 fr.

Ce manuscrit a été publié "tel qu'il a été rédigé" par l'ancien gouverneur de Paris. C'est le "seul" laissé par le général Gallieni concernant la bataille de la Marne. Il présente donc un intérêt capital pour l'histoire de la grande guerre. (Le Temps).

Général von KLUCK

LA MARCHÉ SUR PARIS (1914)

Traduit par le Commandant DELESTRAINT, chef de bataillon
breveté à l'Etat-Major de l'armée.

Préface du Général DEBENEY.

Un volume in-8 de la *Collection de Mémoires, Etudes et Documents pour servir à l'histoire de la guerre mondiale*. 12 fr.

Ce livre présente un intérêt spécial, parce qu'il est plus vivant, plus pittoresque qu'un document technique et aussi parce qu'il renferme des rapports et d'autres pièces soit inédites, soit peu connues, qui ont une incontestable valeur historique.

(L'Echo National).

PAYOT, 406, Boulevard Saint-Germain, PARIS

Colonel HOUSE et CH. SEYMOUR

Ce qui se passa réellement à Paris en 1918-1919

Histoire de la Conférence de la Paix par les délégués américains.

Un volume in-8 de la Collection de Mémoires, Etudes et Documents pour servir à l'histoire de la guerre mondiale 24 fr.

Le point de vue américain sur les grands problèmes de la Paix se trouve clairement exposé dans ce livre par les experts officiels les plus qualifiés et les plus éminents des Etats-Unis.

L. L. KLOTZ

Sénateur, Ancien Ministre

De la Guerre à la Paix

SOUVENIRS ET DOCUMENTS

Un volume in-8 de la Collection de Mémoires, Etudes et Documents pour servir à l'histoire de la guerre mondiale 18 fr.

LUCIEN DUBECH et PIERRE D'ESPEZEL

du Cabinet des Médailles de France

HISTOIRE DE PARIS

Un volume de la Bibliothèque Historique, avec un plan hors-texte. 36 fr.

Ce volume documenté et vivant résume toute l'histoire passionnante de Paris.

PAYOT, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

LA VIE ET LA CORRESPONDANCE

DE

WALTER H. PAGE

Ambassadeur des Etats-Unis à Londres de 1913 à 1918

Par BURTON J. HENDRICK

Traduction française par LOUIS PAUL ALAUX

Un volume in-8 de la *Collection de Mémoires, Etudes et Documents pour servir à l'histoire de la guerre mondiale* 60 fr.

PAPIERS INTIMES DU COLONEL HOUSE

Publiés par CHARLES SEYMOUR

Professeur d'histoire à l'Université de Yale

Traduction de B. MAYRA et du Lieutenant-Colonel de FONLONGUE

Tome I. Les coulisses de la politique (1912-1915)

Tome II. De la neutralité de la guerre (1915-1917)

Deux volumes in-8 de la *Collection de Mémoires, Etudes et Documents pour servir à l'histoire de la guerre mondiale*, ensemble 50 fr.

PAYOT, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

MÉMOIRES D'EDWARD GREY

VICOMTE DE FALLODON

Ministre des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne

Un volume in-8 de la *Collection de Mémoires, Etudes et Documents pour servir à l'histoire de la guerre mondiale* 40 fr.

YOURI DANILOV

Quartier-Maître général des armées russes

LA RUSSIE DANS LA GUERRE MONDIALE (1914-1917)

Traduction française d'ALEXANDRE KAZNAKOV
Ancien Colonel de cavalerie de la Garde

PREFACE DE M. LE MARÉCHAL FOCH

Un volume in-8 de la *Collection de Mémoires, Etudes et Documents pour servir à l'histoire de la guerre mondiale*, avec 12 cartes en déplié. 40 fr.

PAYOT, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

JAMES BRYCE

Ancien ministre, ancien ambassadeur d'Angleterre à Washington,
Professeur à l'Université d'Oxford,
Membre correspondant de l'Institut.

Les Démocraties Modernes

Préface de M. JOSEPH-BARTHÉLEMY, membre de l'Institut.

2 volumes de la *Bibliothèque Politique et Écono-
mique*, ensemble 120 fr.

JOSEPH-BARTHÉLEMY

Membre de l'Institut,
Professeur à la Faculté de Droit de Paris et à l'École libre
des Sciences politiques, Député du Gers, Délégué de la France à la
III^e et à la IV^e Assemblée de la Société des Nations.

Le Gouvernement de la France

Tableau des Institutions politiques, administratives et judiciaires
de la France contemporaine.

Nouvelle édition, revue et mise au courant.

Un volume in-8 de la *Bibliothèque Politique et
Économique* 18 fr.

PAYOT, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

H. G. WELLS

**Esquisse
de
l'Histoire Universelle**

Traduction française de **ÉDOUARD GUYOT**,
Maître de Conférences à la Sorbonne.

Un volume in-4, avec 112 cartes et gravures.

Broché. . . . 60 fr. — Relié toile. . . . 72 fr.

R.-A. MURRAY

Leçons d'économie politique

SUIVANT LA DOCTRINE DE L'ÉCOLE DE LAUSANNE

Édition française par **PIERRE BOVEN**, docteur en droit.

Un volume in-16. 15 fr.

UVIC - McPHERSON



3 2775 90252533 5

APR 30 2000

002417

UNIVERSITY OF VICTORIA
Library
VICTORIA, B.C.

